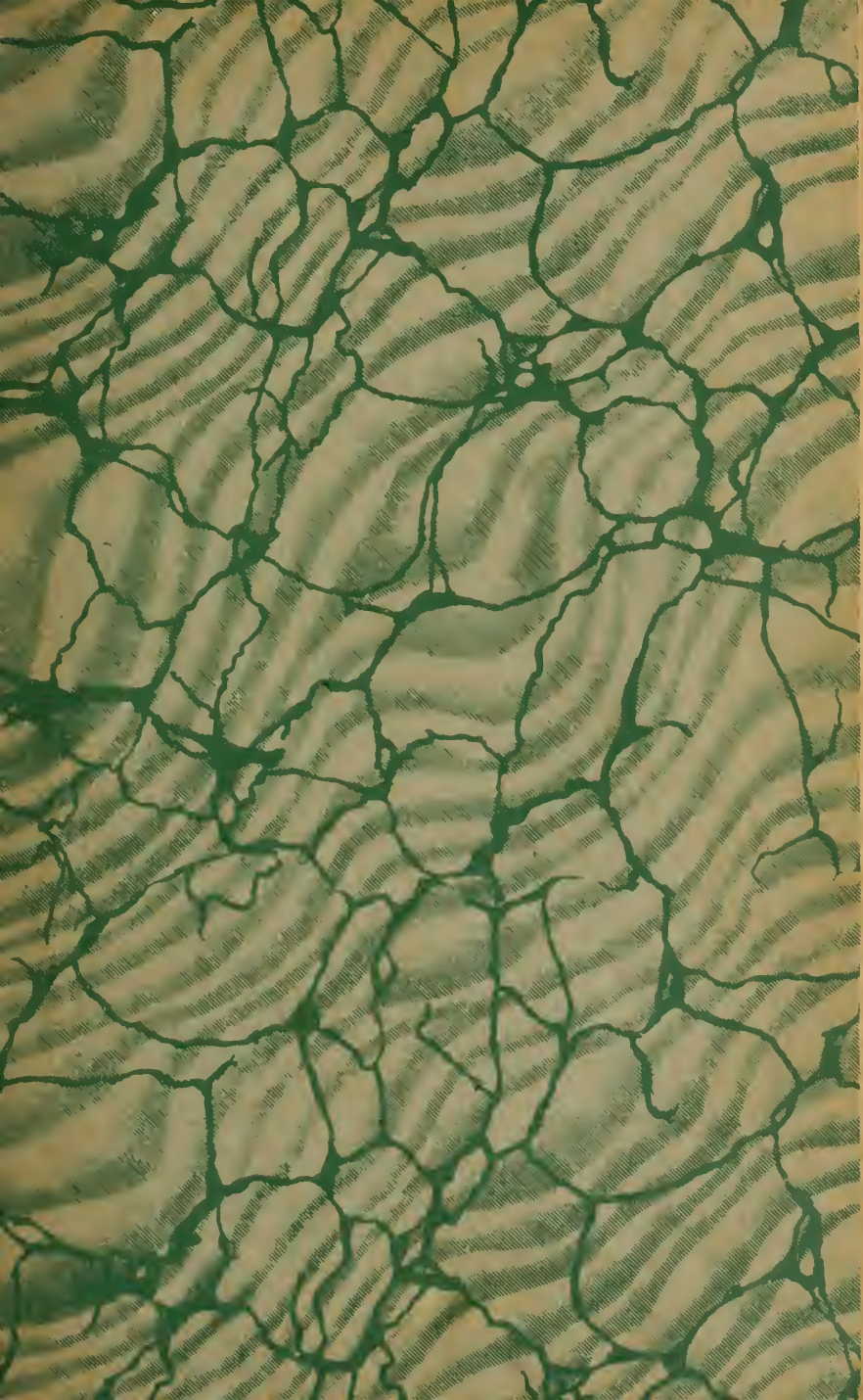




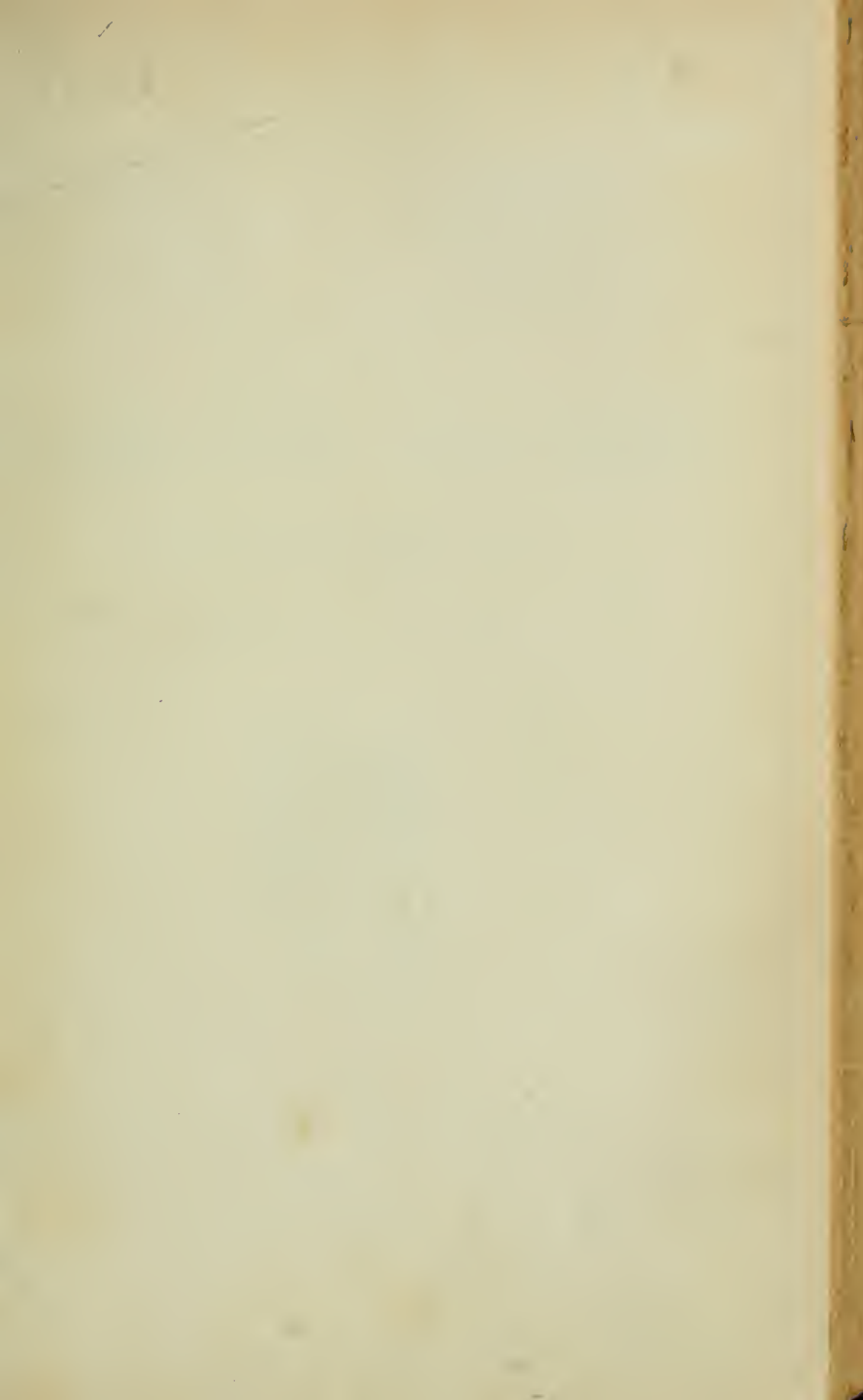
3 1761 07962068 8











ENCYCLOPÉDIE POPULAIRE ILLUSTRÉE

DU VINGTIÈME SIÈCLE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

BUISSON

Directeur honoraire de l'Enseignement primaire,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

DENIS

Chargé de cours à la Sorbonne.

LARROUMET

Membre de l'Académie des Beaux-Arts,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

STANISLAS MEUNIER

Professeur au Muséum.

M. Georges BRUNEL, secrétaire général de la rédaction.



BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

PREMIER VOLUME

A — K



PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉDITIONS D'ART

L.-HENRY MAY

ÉDITEUR DES COLLECTIONS QUANTIN

7-9, rue Saint-Benoit.

1899

D
412
.6
B3



INTRODUCTION

Nos lecteurs apprécieront certainement les difficultés que nous avons rencontrées et vaincues lorsque nous nous sommes imposé la tâche ardue et délicate de présenter, en deux petits volumes, les très nombreuses biographies politiques du XIX^e siècle.

Cet ouvrage devant constituer, dans l'*Encyclopédie populaire illustrée du XX^e siècle*, un précieux document historique, nous le tiendrons à jour par un supplément que nous publierons avant de clore notre série de 120 volumes; mais, tel quel, il complète, par l'histoire des individus, l'histoire des faits relatés dans nos deux volumes d'*Histoire contemporaine* (1870-1900).

Quelle que soit l'exiguïté de notre cadre, nous avons pu donner l'étendue qu'elles comportent aux biographies des hommes publics dont le rôle a été prépondérant, et cette nécessité ne nous a pas dispensés de présenter, sans trop de sécheresse, la vie publique des hommes secondaires que le régime parlementaire met constamment en vue.

Contrairement aux habitudes suivies dans nombre d'ouvrages biographiques publiés en France, nous avons fait large part aux hommes politiques étrangers, à ceux notamment dont les actes ont intéressé soit notre propre histoire, soit l'histoire générale du monde civilisé.

En établissant la nomenclature des hommes publics du XIX^e siècle, nous nous sommes tout de suite heurtés à la difficulté qu'allait présenter le classement de la biographie de ceux qui, par leur vie

publique, appartiennent aussi bien à ce siècle qu'au siècle précédent; et nous nous sommes arrêtés à la décision suivante :

Tous les personnages dont le rôle politique a virtuellement cessé avant 1800, seront biographiés dans le volume *Biographie politique jusqu'au XIX^e siècle*.

Remarquons aussi que nombre de personnages militaires ayant été mêlés intimement à la politique, ont trouvé place dans cette série biographique, bien que nous nous proposons de raconter dans le volume spécialement consacré à la *Biographie militaire*, la vie des grands hommes de guerre.

Quant aux savants, aux littérateurs, aux philosophes, aux artistes qui ont joué un rôle politique de quelque importance, ils ont aussi trouvé place dans ce volume, mais pour tout ce qui concerne leurs œuvres, le lecteur devra se reporter aux volumes correspondants de l'*Encyclopédie*.

Enfin c'est surtout dans ce livre que nous nous sommes imposé l'impartialité la plus rigoureuse, laissant au lecteur le soin de tirer lui-même la conclusion des faits exacts que nous relatons.

Nota. — Consulter les cartes électorales et documents statistiques, à la fin du 2^e volume.

BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

A

ABARCA (Don Joaquin) (1780-1844), homme politique espagnol. Evêque de Léon, il refusa de reconnaître la constitution (1820), devint un des chefs du parti carliste après la mort de Ferdinand VII (1833). Banni en 1839, il partit au couvent de Lanzo, près de Turin, où il mourut.

ABBAS PACHA (1816-1854), vice-roi d'Egypte, succéda à Méhémet-Ali en 1848. Fanatique musulman et tyran capricieux, il fut toujours hostile aux Européens et eut de fréquents démêlés avec le sultan. Il mourut empoisonné, selon les uns, d'apoplexie foudroyante, selon les autres.

ABBATUCCI (Jean-Pierre-Charles) (1792-1857). Procureur du roi à Sartène (1816), député de la Corse (1830), député d'Orléans (1837), puis du Loiret à l'Assemblée constituante (1848) et à l'Assemblée législative (1849), il fut nommé sénateur et ministre de la justice (1852) en récompense des services rendus lors du coup d'Etat du 2 décembre.

ABBATUCCI (Paul-Séverin). (1821), fils du précédent. Député de la Corse (1852-1870), il fut réélu en 1871, démissionna six mois après pour faire élire Rouher à sa place, et vécut dans la retraite.

ABD-AR-RAHMAN (1778-1859), empereur du Maroc de 1822 à 1859. Depuis la prise d'Alger (1830) jusqu'au traité de 1844, il fut en lutte contre la France, soutint Abd-el-Kader qu'il chassa définitivement de son pays en 1847,

et consacra ses dernières années à réprimer de nombreuses insurrections.

ABD-AR-RAHMAN (1840), émir de Caboul. Protégé par la Russie, reconnu par les Anglais, il fut proclamé en 1880.

ABD-EL-KADER (1807-1883), chef militaire et religieux algérien. Battu près d'Oran par le général Desmichels, il obtint de celui-ci un traité qui le reconnaissait comme émir de Mascara (26 février 1834). L'année suivante, il remporta près de la Macta une victoire sur le général Trézel, et Bugeaud signa avec lui le traité de la Tafna (30 mai 1837), qui lui laissait les provinces presque entières d'Oran, de Titeri et d'Alger; il fallut



Abd-el-Kader.

ensuite toute l'habileté et l'activité du maréchal Bugeaud pour lui enlever ses places et détacher de lui les nombreuses tribus qui servaient sa cause. Après la prise de sa smala (1843), il se réfugia au Maroc et entraîna ce pays à la guerre. Bugeaud bat les Marocains à l'Isly (1844); Abd-el-Kader est chassé du Maroc (1847) et, après quelques tentatives pour soulever l'Algérie, se soumet à Lamoricière à Sidi-Brahim (24 janvier 1848). Interné d'abord à Toulon,

puis à Amboise, il fut mis en liberté (1852) et se rendit en Syrie où il sauva un grand nombre de chrétiens lors des massacres de 1860. En 1867, il vint visiter l'Exposition universelle de Paris en ami sincère de la France et adressa en 1871 aux Algériens révoltés une exhortation à se soumettre. — Bellemare, *Abd-el-Kader, sa vie politique et militaire*, 1863.

ABD-UL-AZIZ (1830-1876), empereur de Turquie, deuxième fils de Mahmoud II. Il succéda à son frère Abd-ul-Medjid en 1861. Après une série de réformes, bien accueillies par les partisans des idées modernes, il conclut des traités de commerce avec plusieurs pays d'Europe, mais les désordres financiers amenèrent des insurrections et finalement une révolution de palais, à la suite de laquelle on le trouva baigné dans son sang (4 juin 1876), suicidé, au dire des uns, assassiné suivant d'autres.

ABD-UL-HAMID II (1842), empereur de Turquie, fils d'Abd-ul-Medjid. Il succéda à Mourad V (21 août 1876), fut



Abd-ul-Hamid II.

battu par la Russie, et son empire fut réduit par le traité San-Stefano (1878). Il exila Midhat Pacha, le chef des Jeunes-Turcs (1877), suivit la politique panislamiste et gouverna despotiquement, avec une politique extérieure flottante entre différentes influences de pays européens. Il se montra cruel et sanguinaire envers les Arméniens et les Crétois, ce qui occasionna la guerre avec la Grèce (1897).

ABD-UL-MEDJID (1823-1861), empereur de Turquie, fils de Mahmoud II auquel il succéda en 1839. Il eut à combattre Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, au début de son règne, et fut sauvé par l'intervention des puissances européennes. De nombreuses insurrections éclatèrent en Albanie, en Syrie, en Bosnie et dans le Monténégro ; menacé par les Russes, il fut secouru par la France et l'Angleterre (V. HISTOIRE CONTEMPORAINE) qui firent la guerre de Crimée. A la fin de son règne eurent lieu les massacres des chrétiens en Syrie (1860). C'est sous Abd-ul-Medjid que parut l'importante déclaration de principes appe-

lée l'« acte de Gul-Hané » dont les conséquences d'ailleurs furent nulles (3 novembre 1839).

ABERDARE (Henry-Austin BRUCE, baron) (1815-1895), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1852), il fut sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1862-1864), puis ministre de l'intérieur dans le cabinet Gladstone (1868-1874). Il avait été élevé à la pairie en 1873. Président de la C^o royale du Niger.

ABERDEEN (George-Hamilton Gordon, comte d') (1784-1860), homme d'Etat anglais. Pair électif d'Écosse (1807), il fut chargé de missions auprès de l'Autriche (1813), devint pair héréditaire sous le nom de vicomte Gordon, combattit la politique de Canning. Ministre des affaires étrangères (1828-1830), ministre des colonies (1834), ministre des affaires étrangères (1841-1846), il soutint la politique de Peel ; premier lord de la Trésorerie (1852-1855), il conclut l'alliance offensive avec la France.

ABRANTÈS (Don José, marquis d') (1763-1827), homme politique portugais. Président du conseil de régence (1807), il fut envoyé en mission auprès de Napoléon qui le garda jusqu'en 1814 comme otage. Il revint dans son pays, fut banni en 1824 et mourut à Londres.

ABRANTÈS (Duc d'). (V. JUNOT.)

ABRIAL (André-Joseph, comte) (1750-1828). Avocat, commissaire au tribunal de cassation (1791-1799), il organisa la République parthéno-péenne (1800), devint ministre de la justice après le 13 brumaire, sénateur (1802), et fut envoyé en Italie pour y introduire le code Napoléon (1808). Nommé comte par l'empereur, il vota néanmoins sa déchéance et fut créé pair par Louis XVIII.

ABZAC (Marie-Charles-Venance, marquis d') (1822-1881), général français. Il fut aide de camp de Mac-Mahon qui l'envoya en ambassade à Berlin (1877).

ACHARD (Antoine-Philippe-Adrien) (1814-1890). Maire de Lesparre (1848-1854), il fut proscrit après le 2 décembre, nommé député de la Gironde (1879) contre Blanqui qui avait été élu, mais dont l'élection fut invalidée par le gouvernement. Réélu en 1881, il échoua aux élections de 1885.

ACHENBACH (Heinrich) (1829),

homme politique prussien. Député au Reichstag prussien (1866), il fut nommé ministre du commerce et des travaux publics en 1873, gouverneur de la Prusse occidentale, puis du Brandebourg. Il appartient au parti conservateur indépendant.

ACOLLAS (Emile) (1826-1891). Condamné à un an de prison à la suite du congrès de Genève (1867), il se présenta aux élections de 1876 dans le VI^e arr. de Paris et fut battu par le colonel Denfert-Rochereau. — Pour son œuvre de littérateur et de juriconsulte, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ACTON (Jean-François-Edouard, chevalier) (1736-1811). Né à Besançon de parents irlandais, il entra au service de Léopold I^{er}, grand-duc de Toscane, et y acquit de la réputation comme chef de l'escadre qui aida les Espagnols contre les Algériens (1774). Ferdinand IV de Naples lui confia le commandement de sa flotte (1779) et il devint, par ses intrigues, premier ministre et favori de Marie-Caroline. Ennemi acharné de la France, dévoué à l'Angleterre, il entraîna Ferdinand dans la lutte qui se termina par la prise de Naples et la fondation de la République parthénoépéenne. Après la chute de celle-ci, il reprit le pouvoir jusqu'en 1803 et alla mourir en Sicile.

On le confond souvent avec son frère *Joseph-Edouard* (1737-1830), qui émigra pendant la Révolution et devint général napolitain.

ADAM (Antoine-Edmond) (1816-1877). Rédacteur du *National* (1846-1848), il fut adjoint d'Armand Marrast à la

mairie de Paris, secrétaire général de la préfecture de police et conseiller d'Etat sous la République de 1848. En 1870, il fut préfet de police du 11 au 31 octobre, élu député de la Seine (1871), puis sénateur inamovible.

— Sa femme, née Juliette Lamber, a eu un salon fréquenté par les notabilités du parti républicain, fonda la *Nouvelle Revue* en 1879 et s'est distinguée dans la

littérature (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE).

ADAMS (John) (1739-1826), président des Etats-Unis. Député au Congrès de Philadelphie (1774), envoyé en mission en France, en Angleterre et en Hollande, il retourna en Amérique en 1788 et succéda à son ami Washington comme président de la République en 1797-1801. Non réélu, il se retira près de Boston.

ADAMS (John-Quincy) (1767-1848), président des Etats-Unis. Ministre de son pays à La Haye, à Berlin, à Saint-Petersbourg et à Londres, il fut partisan de l'abolition de l'esclavage. Sa présidence dura de 1825 à 1829.

ADAMS (Charles-Francis) (1807-1886), homme politique américain, fils du précédent. Entré à la législature du Massachusetts en 1841, puis au Sénat de cet Etat, il fit partie du Congrès en 1858, fut envoyé comme ambassadeur à Londres par Lincoln et revint en Amérique en 1868. Il se retira de la vie publique en 1876.

ADDINGTON (Henry, vicomte SIMONTEU) (1757-1844), homme d'Etat anglais. Ami de Pitt, il entra à la Chambre des communes (1784) et en devint président (1789). Il remplaça Pitt au ministère (1801), signa le traité d'Amiens (1802), fut renversé en 1804, puis partagea le pouvoir avec Pitt (1805), fit partie du ministère Fox (1806) et fut nommé secrétaire d'Etat de l'intérieur (1812-1824).

ADLERBERG (Vladimir-Théodorovitch) (1791-1872), homme d'Etat russe. Aide de camp du grand-duc Nicolas (1817), il l'accompagna dans la campagne de Turquie (1828), fut directeur général des postes (1842-1857) et y introduisit de sérieuses améliorations.

ADLERCREUTZ (Charles-Jean, comte d') (1757-1815), général suédois. Il se distingua dans la guerre contre les Russes, contribua au renversement de Gustave IV (1809) et fut nommé comte par Charles XIV (1814).

ADLERSPARRE (George, comte d') (1760-1835), général suédois. Après avoir passé dans l'armée, il s'occupa de littérature de 1792 à 1800. A cette date, il reprit du service, combattit les Danois et les Russes et fut un des chefs de la conspiration qui détrôna Gustave IV (1809).



Adam (Edmond).

ADOLPHE (Auguste-Charles-Frédéric) (1817-1890), dernier duc de Nassau. Arrivé au pouvoir en 1839, il se signala par sa politique réactionnaire, se prononça contre la Prusse (1866) et fut détrôné. Il reçut l'année suivante une indemnité de 8 millions et demi de mares.

AFFRE (Denis-Auguste) (1793-1848), prélat français. Nommé archevêque de Paris en 1840, il fut blessé mortellement devant les barricades du faubourg Saint-Antoine (25 juin 1848), d'un coup de feu parti des rangs des défenseurs de l'ordre, au moment où il exhortait les ouvriers à déposer les armes.



Affre.

AFFRY (Louis-Auguste-Philippe, comte d') (1745-1810), homme politique suisse. Lieutenant général dans l'armée française sous l'ancien régime, il rentra à Fribourg en 1792, fut nommé avoyer de son canton et deux fois président de la Confédération (1803, 1809).

AGUADO (Alexandre-Marie) (1784-1842), banquier espagnol d'origine juive. Il servit dans les armées de Joseph Bonaparte, fut aide camp de Soult, vint à Paris où il négocia en 1823, 1828, 1830, 1831, les emprunts de Ferdinand VII et s'enrichit par le commerce, la banque et l'exploitation d'importantes mines.

AHMED-YEFYK PACHA (1818-1891), homme d'Etat turc. Ambassadeur à Paris, il fut rappelé au moment des massacres de Syrie (1860), nommé commissaire général en Anatolie par Abd-ul-Medjid, grand vizir par Abd-ul-Hamid, disgracié et emprisonné (1882) pour crime de haute trahison. Un mois après, il remplaçait Saïd Pacha comme premier ministre, mais dut bientôt se retirer.

AHMADA (Don Pedro GIRON, duc d') (1788-1842), général espagnol. Membre du conseil de régence pendant la minorité d'Isabelle, il fut ministre de la guerre (1835-1836) et dut quitter l'Espagne à la suite d'attaques violentes suscitées par son opposition à Mendizabal. Il se retira à Bordeaux.

AKSAKOV (Ivan-Sergejevitch) (1823-

1886), un des fondateurs et des chefs du parti panslaviste. Il eut une grande influence dans les réformes d'Alexandre II, fut un des organisateurs du congrès de Moscou (1867), souleva l'opinion contre les Turcs en 1876 et fut un des principaux chefs de la Société slavophile; les Bulgares lui offrirent la couronne. Sa mort fut un deuil national pour la Russie.

ALAMAN (Lucas) (1775-1855), homme d'Etat et historien mexicain. Ministre des affaires étrangères sous le président Vittoria, il développa l'industrie, l'agriculture et l'instruction sous Bustamente dont il fut le principal ministre (1830-1832).

ALARCON (Don Pedro-Antonio de) (1833), écrivain et homme politique espagnol. En 1854, il entra dans le mouvement démocratique et combattit le gouvernement dans le journal *le Fouet* (*El látigo*), puis mena une campagne contre le ministère Miraflores dans *la Epoca* et *la Política*, fut nommé député de Cadix (1865), exilé en 1866, prit part à la révolution qui renversa Isabelle (1868) et ne fut pas réélu en 1872. Il ne s'occupa depuis que de travaux littéraires (V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE DU MIDI).

ALBANI (Giuseppe, prince) (1750-1834), cardinal italien. Il appuya auprès de Pie VII la conclusion du Concordat avec la France et fut secrétaire d'Etat de Pie VIII. Nommé par Grégoire XVI commissaire extraordinaire dans les quatre Légations (1832) pour les pacifier, il se montra cruel et inflexible.

ALBEMARLE (George-Thomas KEPPEL, comte) (1799-1891), général anglais. Il assista à la bataille de Waterloo, fut aide de camp de lord Wellesley et du duc de Somerset, représenta au Parlement le comté de Norfolk (1832-1835) et le bourg de Lymington (1847-1850). Il entra à la Chambre des pairs (1851) et vota avec les libéraux.

ALBERDI (Juan-Bautista) (1810-1884), littérateur et homme politique argentin. Il combattit la dictature de Rosas, dut s'expatrier, exerça la profession d'avocat à Valparaiso, revint en 1852 et fut envoyé par le général Urquiza pour représenter la République Argentine à Paris, à Madrid et à Londres. — Pour ses œuvres

littéraires et politiques, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

ALBERT (Kasimir) (1738-1822), duc de Saxe-Teschem, fils d'Auguste III, roi de Pologne. Il épousa la fille de Marie-Thérèse, Marie-Christine, et gouverna les Pays-Bas, puis servit contre la France, bombarda Lille sans succès (1792) et fut battu à Jemmapes.

ALBERT (Alexandre MARTIN, dit) (1815-1895), homme politique français. Il fonda avec Corbon le journal *l'Atelier* (1840), prit part à la lutte dans la rue (23 et 24 février 1848), fut nommé membre du Gouvernement provisoire, élu par le dép. de la Seine à l'Assemblée constituante, condamné par la haute cour de Bourges à la détention perpétuelle pour avoir participé à l'affaire du 15 mai, amnistié en 1859, et ne joua plus de rôle politique. On l'appelait l'« ouvrier Albert ».

ALBERT (Frédéric - Rodolphe) (1817), fils aîné de l'archiduc Charles, frère de l'empereur d'Autriche, François I^{er}. Il combattit contre les Piémontais en 1849, gouverna la Hongrie de 1851 à 1860. Dans la guerre de 1866, il battit les Italiens à Custoza et reçut le commandement général de l'armée autrichienne. Après la paix de Prague, il réorganisa les forces militaires de la monarchie. A laissé de très importants écrits. Quelques historiens le regardent comme le plus grand général du siècle.

ALBERT (Albert-Francis-Augustus-Charles-Emmanuel de Saxe-Cobourg-Gotha, dit le prince) (1819-1861), époux de Victoria, reine d'Angleterre. Son rôle de « prince-consort » le tint éloigné des affaires publiques, et il consacra ses loisirs à la protection des arts et des sciences. C'est lui qui eut l'idée de la première exposition universelle de Londres (1851).

ALBERT (Frédéric-Auguste) (1828), roi de Saxe. Il commanda l'armée saxonne en 1866, prit une part active à la bataille de Sedan et au siège de Paris, et succéda à son père Jean en 1877.

ALBERT (Edouard) (1841), prince de Galles, fils de la reine Victoria et du prince Albert, son époux. Héritier du trône d'Angleterre. Il a épousé en 1863 la princesse Alexandra, fille aînée du roi de Danemark, Christian IX. Son fils est né en 1864.

ALBERT I^{er} (Honoré-Charles) (1848),

prince régnant de Monaco, fils de Charles III auquel il succéda en 1889.

ALCANTARA (João-Ignacio DA CUNHA, vicomte d') (1781-1834), homme politique brésilien. Magistrat, député, puis sénateur, il fut ministre d'Etat en 1830 et 1831.

ALDINI (Antonio, comte) (1756-1826), homme d'Etat italien. Professeur de droit à l'université de Bologne, il adopta avec ferveur les principes républicains, fut envoyé par la République cispadane à Paris, prépara la constitution de la République italienne, fut nommé président du conseil d'Etat à Milan et comblé d'honneurs par Napoléon auprès duquel il séjourna en qualité de ministre d'Etat. En 1814, à l'entrée des alliés, il se présenta néanmoins à l'empereur d'Autriche qui le chargea d'une mission pour Vienne. Depuis il vécut à Milan, jouissant d'une immense fortune.

ALECSANDRI (Basile) (1821-1890), poète et homme politique roumain. En 1848, il prit part au mouvement national, fut compromis dans les affaires de Jassy et se réfugia à Paris. En 1857, il siégea dans le divan chargé de préparer la constitution de son pays, fut membre du cabinet Ghica (1859) comme ministre des affaires étrangères. Enfin, en 1885, il fut nommé représentant de la Roumanie à Paris. — Pour ses œuvres littéraires, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

ALEKO PACHA (1825), homme d'Etat ottoman. Son vrai nom est Alexandre Vogoridi. Il entra dans la diplomatie, fut ambassadeur à Vienne (1877), directeur des postes, gouverneur de la Roumélie orientale (1879-1884).

ALEXANDRE I^{er} (Paulovitch) (1777-1825), empereur de Russie de 1801 à 1825, fils de Paul I^{er}. A dater de l'assassinat du duc d'Enghien, il se jeta dans les coalitions contre la France jusqu'aux entrevues de Tilsit (1807) et d'Erfurt (1808). Il acheva la conquête de la Finlande (1809) et envahit la Turquie. De 1812 à 1815, il fut l'âme de la coalition contre Napoléon et sous l'inspiration de Mme de Krüdener, fonda la Sainte-Alliance (1815). Les idées libérales de sa jeunesse firent place à une mystique religieuse. Metternich le gagna aux doctrines de réaction ; au Congrès de

Vérone, il abandonna complètement les insurgés grecs. Il mourut au retour d'un voyage en Crimée, à Taganrog (1^{er} décembre 1825).

ALEXANDRE II (Nicolaiévitch) (1818-1881), empereur de Russie de 1855 à 1881, fils de Nicolas I^{er}. Après le congrès de Paris (1856) qui terminait la guerre de Crimée, il entreprit un vaste plan de réformes, modéra la censure, abolit le servage, s'entoura de ministres libéraux



Alexandre II.

(1861), organisa un corps judiciaire indépendant du pouvoir, avec le jury

pour les crimes et la défense assurée aux accusés (1862-1864), dota largement l'instruction publique et créa le principe du service obligatoire (1864). La révolte de la Pologne en 1863 et les menées des partis radicaux effrayèrent le tsar, qui, naturellement timide et hésitant, revint à une politique de réaction souvent violente à l'intérieur, en même temps qu'il se rapprochait étroitement de l'Allemagne.

Ses sympathies pour la Prusse se manifestèrent pendant la guerre de 1870; en 1872, se fonda l'alliance des trois empereurs cimentée encore par un voyage d'Alexandre à Vienne (1873). En 1877, il déclara la guerre à la Turquie et resta sur le théâtre des hostilités jusqu'à la prise de Plevna. Après le congrès de Berlin (1878), ses relations avec l'Allemagne devinrent plus froides. De nombreux attentats à sa vie marquèrent ses dernières années : Soloviev et Hartman en 1879, l'explosion qui détruisit le Palais d'Hiver (1880), enfin la bombe qui le tua le 13 mars 1881, à deux pas de son palais. — Sous son règne, la Russie fit d'immenses progrès territoriaux en Asie. De son mariage avec Marie de Hesse il avait eu cinq enfants; en 1880, il épousamorganatiquement la princesse Dolgorouki.

ALEXANDRE III (Alexandrovitch) (1845-1894), empereur de Russie de 1881 à 1894, fils du précédent. Pendant la guerre franco-allemande, il manifesta ouvertement ses sympathies pour la France, mais M. de Giers aidant, Bismarck réussit à amener une entrevue des trois empereurs (1884). Le pouvoir fut confié aux plus ardents

slavophiles; les violents mouvements populaires furent nombreux et réprimés durement; les nihilistes furent pendus et déportés. La pénétration en Asie s'accrut; Merv, l'oasis d'Akhal et Sarakhs furent annexés, les Russes battirent les Afghans et s'emparèrent de Pendjeh (1885). Du côté européen, la politique russe changea. A l'alliance des trois empereurs succéda la Triple Alliance dans laquelle l'Italie remplaça la Russie irritée par les menées de l'Autriche à Bucarest et à Belgrade, les discours du ministre Tisza à la Chambre hongroise, et surtout par le rapport de documents authentiques prouvant que l'Allemagne soutenait l'Autriche dans les affaires de Bulgarie.

Alexandre se rapprocha alors de la France : les discours de Skobelev et de Tchernaviev, la réception cordiale des marins russes dans nos ports de guerre, le voyage de l'amiral Gervais à Cronstadt et à Saint-Petersbourg (1891), enfin la réception de l'amiral Avellan et de ses marins à Toulon, à Paris, à Lyon et à Marseille, ne laissèrent plus aucun doute sur l'entente cordiale des deux peuples, sans que le mot d'alliance eût été prononcé. — Alexandre III mourut à Livadia (Crimée) le 1^{er} novembre 1894.

ALEXANDRE I^{er} (1857-1893), prince de Bulgarie, appelé Alexandre de Battemberg avant sa prise de possession du pouvoir (1879). En 1881, il suspend le régime constitutionnel; il le rétablit en 1883, et annexe la Roumélie orientale à la Bulgarie (1885), ce qui lui fit déclarer la guerre par Milan, roi de Serbie. Ce dernier fut vaincu et l'Autriche fit cesser les hostilités. Bientôt après, renversé par un complot militaire, rétabli grâce à l'appui secret de l'Angleterre et de l'Autriche, il abdiqua définitivement (1886).

ALEXANDRE I^{er} (1876), roi de Serbie. Il succéda à son père Milan I^{er} en 1889 et fut déclaré majeur en 1893.

ALEXANDRE DE WURTEMBERG (1771-1833), général et homme d'Etat russe. Frère de l'impératrice Maria Fédorovna, il quitta l'armée autrichienne et entra au service de la Russie comme général-lieutenant (1800),



Alexandre III

fut nommé gouverneur général de la Russie-Blanche (1811), prit une part active à la campagne contre Napoléon et s'empara de Dantzig. En 1822, il fut chargé du département des voies et communications, et fit construire le canal qui porte son nom et qui réunit la mer Caspienne à l'Océan.

ALEXANDRE-JEAN, prince de Moldo-Valachie. (V. COUZA.)

ALFIERI DI SOSTEGNO (Cesare) (1799-1869), diplomate italien. Ministre plénipotentiaire de Sardaigne à Saint-Petersbourg (1824), conseiller d'Etat, ministre de l'instruction publique (1847), il demeura aux affaires jusqu'à la mort de Charles-Albert. Sous Victor-Emmanuel, il accepta la présidence du Sénat et suivit le roi à Florence.

ALGLAVE (Emile) (1842), juriste et publiciste français. Il fonda avec Yung la *Revue des Cours scientifiques*, qui devint en 1871 la *Revue scientifique*; professeur à la Faculté de droit de Paris, 1878, il a entrepris depuis 1886 une campagne très active pour l'établissement du monopole de l'alcool.

ALIBAUD (Louis) (1810-1836). Le 25 juin 1836, il tira sur Louis-Philippe presque à bout portant, au guichet des Tuileries, fut condamné à mort par la Cour des pairs et guillotiné le 11 juillet 1836.

ALIKHANOV (ALI KHAN, dit) (1853), gouverneur de Merv (Turkestan), un des principaux agents de la conquête russe au delà de la Caspienne. Originaire du Caucase, khan lesghien, sa qualité de musulman le fait jouir d'un immense prestige auprès des Tekkés de Merv.

ALI PACHA (1741-1822), pacha de Janina, surnommé Arslan (le lion). Après avoir vécu de brigandage, il servit l'armée turque contre les Russes et fut nommé pacha de Janina en 1788, se signala par ses cruautés et ses rapines, étendit son autorité sur l'Albanie tout entière et manifesta un tel dédain de la cour de Constantinople que le sultan se décida à le rappeler. Ali ayant refusé de se rendre à cet appel, Mahmoud II envoya contre lui son mortel ennemi Khourchid Pacha, à la tête d'une armée. Assiégé dans Janina, Ali fut tué dans la mêlée, après avoir vendu chèrement sa vie.

ALI PACHA, diplomate ottoman. Conseiller d'Etat (1868), gouverneur

d'Erzeroum (1870), puis de Trébizonde, il fut préfet de Constantinople (1872) et ambassadeur en France (1873-1880).

ALLAIN-TARGÉ (Henri) (1832), journaliste de l'opposition à la fin du second Empire, fut nommé préfet de la Gironde (1870) par Gambetta, démissionna en février 1871, fut élu conseiller municipal de Paris par le XIX^e arr. (1871-1876), puis député (1876, 1877 et 1881), ministre des finances dans le cabinet Gambetta (14 novembre 1881) et ministre de l'intérieur dans le cabinet Brisson (6 avril 1885). Il siégea à l'Union républicaine et fut un des fondateurs de la *République française*.

ALLARD (Nelzir) (1798-1877). Aide de camp du général Valazé, il travailla avec lui aux fortifications de Paris et obtint son grade de général de division en 1857. Il avait été député de Parthenay en 1847, le fut encore en 1876 et soutint le ministère de Broglie.

ALLÈGRE (Vincent-Gaëtan) (1835). Maire de Toulon depuis le 4 septembre 1870, il fut révoqué par le ministère de Broglie (1873), élu député du Var (1876), réélu en 1877 comme un des 363 et vota avec l'extrême gauche. En 1881, il donna sa démission de député, fut nommé gouverneur de la Martinique, et devint sénateur de cette colonie en 1888.

ALLENT (Pierre-Alexandre-Joseph) (1772-1837), homme politique français. Il était lieutenant-colonel du génie lorsque des raisons de santé l'obligèrent à quitter l'armée. Nommé conseiller d'Etat, il traça le plan d'attaque et de défense de Paris (1814), refusa de servir Napoléon pendant les Cent-Jours, fut sous-secrétaire à la guerre (1817), député du Pas-de-Calais (1828) et pair de France (1832).

ALLOU (Edouard) (1820-1888). Inscriit au barreau de Paris (1841), il devint bâtonnier (1866), plaida diverses affaires politiques : pour E. de Girardin (1867), pour Gambetta (1877), fut élu sénateur inamovible (1882) et siégea au centre gauche.

ALMODOVAR (Don Idefonso-Dias de RIBERA, comte de) (1798-1860), général et homme d'Etat espagnol. Réfugié en France après la guerre de 1823, il rentra en Espagne à la mort de Ferdinand VII, fut député aux Cortès qu'il présida, nommé capitaine

général de Valence sous le ministère Torreno, ministre de la guerre dans le cabinet Mendizabal, ministre des affaires étrangères sous la régence d'Espartero, et rentra dans la vie privée à la chute de ce dernier (juillet 1843).

ALMONTE (Don Jean-Népomucène) (1804-1869), général mexicain. Il combattit au Texas contre les États-Unis (1836), fut ministre de la guerre (1846) et ambassadeur à Paris (1857). Révoqué par Juarez (1860), il accompagna l'expédition française (1862), fut ministre de la maison de Maximilien et maréchal de l'empire. Il réussit à s'enfuir du Mexique et se réfugia à Paris.

ALPHONSE XII (Don François d'Assise, Pie-Jean-Marie de la Conception, Grégoire de Bourbon) (1857-1885), roi d'Espagne. Il suivit à Paris sa



Alphonse XII.

mère Isabelle (1868) qui abdiqua en sa faveur (1870), rentra en Espagne en 1875. De cette année jusqu'en 1878, les carlistes tinrent la campagne. Depuis, Alphonse ne tint aucun compte des aspirations libérales du pays, se livra à Canovas qui le jeta dans les bras de l'Allemagne (sa nomination au grade de colonel honoraire d'un régiment de uhlands, en 1883, le brouilla définitivement avec la France) et dans ceux du clergé espagnol. A sa mort, la reine Christine prit la régence et gouverna pour Alphonse XIII, né le 17 mai 1886.

ALPHONSE (Baron d'). (V. DALPHONSE.)

ALTENSTEIN (Karl-Fritz-Sigismund Stein d') (1770-1840), ministre prussien. Protégé de Hardenberg, il concourut à la réorganisation de la Prusse après le traité de Tilsit, fut gouverneur de la Silésie (1813) et ministre des cultes, de l'instruction et des affaires médicales (1817). Il rendit dans ce poste de grands services à son pays.

ALTIERI (Lodovico) (1805-1867), cardinal italien. Camérier de Léon XII, nonce à Vienne, il fut nommé par Pie IX président de Rome et de la Comarque, fit partie du triumvirat « rouge » (avec Della Genga et Van-

nicelli) qui se signala par une aveugle réaction (1849) et mourut préfet de la congrégation de l'index.

ALTON-SHÉE (Edmond de LIGNÈRES, comte d') (1810-1874). Membre de la Chambre des pairs en 1836, il soutint d'abord la monarchie constitutionnelle; mais, dès 1847, il se mêla à l'agitation réformiste et révolutionnaire, se battit sur les barricades (février 1848) et prit parti pour Ledru-Rollin contre Cavaignac. Il échoua aux élections de 1849, de 1869, écrivit dans divers journaux avancés et mourut presque aveugle.

ALVAREZ (Juan) (1780-1863), général mexicain. Il prit part aux guerres de l'Indépendance contre les Espagnols, devint gouverneur de l'Etat de Guerrero (1847) et se révolta contre la dictature de Santa-Anna qui se retira à La Havane. Elu président de la République (août 1855), il convoqua une Constituante (1856), entra à Mexico à la tête de ses bandes indiennes, proclama la confiscation des biens du clergé et abdiqua en faveur de Comonfort. Il retourna dans le S.-O. et contribua à faire nommer Juarez président de la République.

ALVENSLEBEN (Albrecht d') (1794-1858), homme d'Etat prussien. Conseiller d'Etat (1833), ministre des finances (1835-1842), il prit une grande part à l'organisation du Zollverein.

AMAGAT (Louis-Amant) (1848-1890). Agrégé de la faculté de médecine de Montpellier (1879), il eut des démêlés avec l'administration et fut révoqué par le ministre. Elu député de Saint-Flour comme candidat d'extrême gauche (1881), il fut réélu en 1885 et vota avec la droite.

AMARI (Michel) (1806-1889), homme politique, orientaliste et historien italien. Il se réfugia en France pour échapper aux persécutions des Bourbons de Naples (1842), rentra en Sicile (1848) lors de la révolution, fut nommé ministre des finances et revint en France (1849) après les défaites des libéraux. Rentré en Italie (1859), il fit partie de l'expédition des Mille (1860) sous la conduite de Garibaldi, fut nommé sénateur du royaume d'Italie et ministre de l'instruction publique (1862-1864). — Pour ses travaux historiques et ses études orientales, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

AMAT (Henri) (1815-1891), homme

politique français. Avocat à Marseille, il se mêla aux mouvements de 1848 et 1849, fut proscrit au 2 décembre, élu député des Bouches-du-Rhône (1871), soutint Thiers contre Mac-Mahon, échoua aux élections de 1876 contre Raspail et fut réélu en 1878. Il ne se représenta pas aux élections de 1881.

AMÉDÉE I^{er} (Amédée-Ferdinand-Marie, duc d'Aoste) (1845-1890), roi d'Espagne de 1870 à 1873. Second fils de Victor-Emmanuel II, il fut blessé à Custozza (1866); Prim et Serrano lui offrirent la couronne d'Espagne et il fut proclamé roi par les Cortès (1870) par 191 voix contre 120; il ne rencontra que des hostilités, fut l'objet de



Amédée I^{er}.

plusieurs tentatives d'assassinat et abdiqua le 11 février 1873.

AMHERST (William Pitt, comte) (1773-1857), diplomate anglais. Attaché au parti tory, il fut envoyé en ambassade en Chine (1816), fut nommé gouverneur général des Indes orientales (1823-1828) et fit une expédition en Birmanie (1824) qui se termina par le traité de Yandabo (1826) si favorable aux Anglais.

AMIGUES (Michel-Jules-Emile-Laurent) (1829-1882), homme politique et publiciste français. Sous le second Empire, il collabora à divers journaux, se montra bonapartiste intransigeant depuis 1870, fut élu député de Cambrai (1877) et invalidé. Il a laissé des traductions, des nouvelles, des brochures politiques, les *Papiers posthumes de Louis-Nathaniel Rossel* (1871) dont l'authenticité est contestée.

AMOUROUX (Charles) (1843-1885), homme politique français. Ouvrier chapelier, il combattit le régime impérial de 1863 à 1870. Elu membre de la Commune (26 mars 1871), blessé et fait prisonnier le 21 mai, il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité par le 3^e conseil de guerre et envoyé en Nouvelle-Calédonie. Après l'amnistie, il fut élu conseiller municipal de Paris (1881) par le quartier de Charonne, et député de Saint-Etienne (1885).

ANCEL (Daniel-Edouard-Jules) (1816). Maire du Havre (1846), dé-

puté à la Législative (1849), il fut candidat officiel de l'Empire et élu en 1857 et 1863. Il échoua en 1869, fut élu en 1871, fit partie du centre droit et fut nommé sénateur aux élections de 1876 et de 1882. Il ne fut pas réélu en 1892.

ANCEL (Albert-Daniel) (1844). Député de l'arrondissement de Château-Gontier (Mayenne) en 1876, il siégea à la droite légitimiste, fut réélu en 1877 (comme candidat officiel de Broglie), et de nouveau en 1881. En 1885, il ne s'est pas représenté.

ANCKARSWOERD (Charles-Henri, comte d') (1782-1865), homme politique suédois. Il aida le général Adlersparre à renverser Gustave IV (1809), devint aide de camp de Bernadotte (1810-1812), se sépara de celui-ci lorsqu'il intervint en faveur de la Russie contre la France, fut élu membre de la Diète en 1817 et devint l'orateur du parti de l'opposition qui luttait contre le despotisme de Bernadotte devenu Charles XIV. Il se retira de la lutte en 1829.

ANDLAU (Gaston-Hardouin-Joseph, comte d') (1824-1894). Il prit part comme officier aux campagnes de Rome et de Crimée et fut attaché militaire à l'ambassade d'Autriche après la guerre d'Italie. Fait prisonnier à Metz, il déposa contre Bazaine lors de son procès à Trianon, fut nommé général, puis élu sénateur par le département de l'Oise en 1876 et 1879 et siégea au centre gauche. Compromis dans l'affaire des « décorations de la Légion d'honneur », il quitta la France après sa condamnation par défaut à cinq ans de prison et s'établit à Buenos Aires où il mourut à l'hôpital. Il a publié plusieurs ouvrages militaires, dont l'un, *Metz, campagnes et négociations*, fut un premier réquisitoire contre Bazaine.

ANDRÉ (Charles-Christophe-George) (1812-1893), homme politique danois. Représentant du roi à l'Assemblée constituante (1848-1849), il fit ensuite partie du Folkething (première Chambre) (1850-1851) et du Landsting (seconde Chambre) (1852-1853). Nommé ministre des finances à différentes reprises, il s'est toujours opposé aux idées démocratiques.

ANDRASSY (Jules, comte) (1823-1890), homme d'Etat hongrois. Compromis dans la guerre d'indépendance contre

l'Autriche, il fut condamné à mort par contumace et se réfugia à Paris. Rentré en Hongrie (1860), il fit partie du Parlement (1861) et tenta de réconcilier le patriotisme hongrois et la dynastie des Habsbourg. Chef du ministère magyar, il évita les conflits entre les deux moitiés de la monarchie et fut nommé ministre des affaires étrangères en remplacement du comte de Beust (1871). Il dut quitter le pouvoir en 1879.

ANDRÉOSSY (Antoine-François, comte) (1761-1828), général français. Il fit l'expédition d'Égypte et fut membre de l'Institut du Caire. Après le 18 brumaire, nommé général, ambassadeur à Londres, à Vienne et à Constantinople, il se rallia aux Bourbons, fut directeur des subsistances militaires et député de l'Aude en 1827.

ANDRIEUX (Louis) (1840). Homme politique français. Avocat à Lyon, il prit part à la lutte contre l'Empire. Après le 4 septembre 1870, il fut procureur de la République à Lyon jus-



Andrieux.

qu'en 1872, fut élu député par la circonscription de l'Arbresle (IV^e arr. de Lyon) en 1876, réélu en 1877, combattit l'annistie plénière en 1878, fut nommé préfet de police (1879-1881), ambassadeur en Espagne (1882), reprit sa place à la Chambre des députés et parla contre l'expulsion des princes. Nommé député des Basses-Alpes (1885), il siégea dans le parti républicain modéré, et se présenta sans succès à différentes élections partielles ou générales. A publié les *Souvenirs d'un préfet de police*, 1884.

ANETHAN (Jules-Joseph, baron d') (1803-1888), homme d'Etat belge. Procureur du roi à Courtrai (1831), il fut nommé ministre de la justice (1843-1847) jusqu'à l'arrivée des libéraux au pouvoir. Député de Louvain (1844), sénateur (1849), il fut le chef de l'opposition cléricale, devint président du conseil des ministres en 1870 avec le portefeuille des affaires étrangères, et dut céder le pouvoir à M. Malou en 1871; ambassadeur au Vatican, il fut rappelé en 1881 et fut président du Sénat de 1884 à 1886. Pendant la

guerre de 1870 il avait eu une attitude favorable à la Prusse et fit expulser Victor Hugo en 1871.

ANGLADE (Clément-Hippolyte) (1801-1881). Député sous Louis-Philippe, il siégea dans les rangs de l'opposition, fut renommé par l'Ariège à la Constituante (1848) et fut arrêté le 2 décembre 1851. Nommé préfet de l'Ariège en 1870, élu député par l'arrondissement de Foix (1877), il fut nommé sénateur en 1880.

ANGOUËME (Duc et duchesse d'). (V. BOURBON.)

ANISSON-DUPÉRON (Alexandre-Jacques-Laurent) (1776-1852). Sous-préfet d'Arras, directeur de l'Imprimerie impériale (1809), il fut nommé député en 1830 et pair de France en 1845.

ANSEELE (Edouard) (1856), socialiste belge. Fondateur du *Vooruit* (société coopérative de Gand), organisateur du mouvement en faveur du suffrage universel, il fut élu député de Liège aux élections de 1894.

ANSPACH (Jules) (1829-1879), homme politique belge. Bourgmestre de Bruxelles depuis 1863, il fut envoyé à la Chambre des représentants en 1866.

ANSTETT (Jean-Protase) (1760-1835), diplomate russe. Ambassadeur à Berlin (1794), à Vienne (1801), il dirigea la chancellerie militaire de Koutousov, accompagna Alexandre 1^{er} dans les campagnes de 1813 et 1814, et prit part aux congrès de Prague et de Vienne.

ANTOINE (Jules-Dominique) (1845). Conseiller municipal de Metz (1872), conseiller général de la Lorraine (1879), il fut élu au Reichstag allemand (1882) par la ville de Metz, réélu en 1884, et expulsé d'Alsace-Lorraine (1885). Il continua de siéger à Berlin, vint se fixer en France (1889), fit de nombreuses conférences politiques et échoua aux élections de 1889 et de 1890. Il obtint en 1890 la place d'entreposeur de tabacs à Paris.

ANTONELLI (Giacomo) (1806-1876), cardinal et homme d'Etat romain. Trésorier des chambres apostoliques (1845), cardinal (1847), il prit une très grande part dans les affaires de la papauté et eut une influence personnelle sur Pie IX. Il organisa la répression à Rome après le retour de Gaète (1850) et dirigea la politique étrangère de la cour pontificale pen-

dant vingt-sept ans. Il laissa une immense fortune à ses héritiers, et sa fille naturelle, la comtesse Lambertini, au cours de ses revendications, témoigna de la légèreté des mœurs du cardinal.

ANTRAIQUES (Emmanuel-Louis-Henri de LAUNAY, comte d') (1775-1812). Député de la noblesse aux Etats généraux de 1789, il se montra favorable aux idées nouvelles, puis émigra, fut chargé de missions par Louis XVIII, devint l'agent des chancelleries de toutes les puissances coalisées contre la Révolution; nommé conseiller de la légation russe à Venise, il fut assassiné près de Londres; on avait voulu, dit-on, s'emparer de papiers compromettants pour le duc d'Orléans.

AOSTE (Duc d'). (V. AMÉDÉE.)

APPERT (Félix-Antoine) (1817-1891), général français. Commandant la subdivision de Versailles en 1871, il organisa les conseils de guerre chargés de juger les combattants de la Commune de Paris et fut ambassadeur en Russie de 1883 à 1886.

APPONYI (Antoine-Rodolphe, comte) (1782-1852), diplomate autrichien. Protégé de Metternich, il fut ambassadeur à Paris, sous Charles X et Louis-Philippe, pendant près d'un quart de siècle.

APPONYI (Georges, comte) (1808), homme d'Etat hongrois. Chancelier de Hongrie (1847), membre du conseil privé de l'Empire (1859), il défendit les intérêts conservateurs et l'indépendance de son pays. Il se rallia au parti Déak en 1866.

ARABI PACHA (Ahmed-Arabi-al-Housain) (1839), chef égyptien. Colonel dans l'armée d'Ismaïl, il fit la campagne d'Abyssinie et à son retour organisa des sociétés secrètes dans le but d'affranchir l'Egypte, fit un *pronunciamiento* en 1881, fut arrêté, puis délivré de prison par ses partisans et nommé ministre de la guerre. Presque tout le pays était avec lui. Les Anglais alors bombardèrent Alexandrie (8 juin 1882), poursuivirent Arabi jusqu'à Tell-el-Kebir, le firent prisonnier et le condamnèrent à mort. Sa peine fut commuée en un exil perpétuel à Ceylan. L'opinion publique en Egypte l'accusa de s'être laissé acheter par l'Angleterre.

ARAGO (Dominique-François) (1786-

1853). Il était en Espagne occupé avec Biot aux opérations géodésiques commencées par Méchain et Delambre quand la guerre éclata avec la France (1808). Pris pour un espion, il s'enfuit déguisé, trouva asile sur un bateau espagnol, fut enfermé au fort de Belver, puis sur les pontons de Palamos et enfin, réclamé par le dey d'Alger, put revenir en France et fut nommé membre de l'Institut et professeur à l'Ecole polytechnique (1809). En 1830,

Arago fut nommé député et siégea à l'extrême gauche jusqu'en 1848. Membre du Gouvernement provisoire et ministre de la marine de la République, il fit adopter et signa l'acte d'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. — Pour ses travaux scientifiques, V. vol. BIBLIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

ARAGO (Etienne) (1803-1892), frère du précédent. Directeur du Vaudeville de 1829 à 1840. Combattant de juillet 1830, compromis dans les journées de 1832 et de 1834, il se réfugia en Vendée, fut un des fondateurs de *la Réforme* (1841), directeur général des postes (24 février-10 décembre 1848), siégea à l'extrême gauche comme député des Pyrénées-Orientales, prit part à la journée du 13 juin 1849, fut condamné par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée et réussit à gagner la Belgique, puis l'Angleterre, Genève et Turin. Il rentra en France à l'amnistie de 1859, fut maire de Paris du 4 septembre au 31 octobre 1870 et devint conservateur du musée du Luxembourg. — *Les Postes* en 1848, 1867; *l'Hôtel de Ville* au 4 septembre et pendant le siège, 1874.

ARAGO (François-Victor-Emmanuel) (1812-1896), fils de François Arago. Avocat à Paris, il défendit Barbès et Martin Bernard (1839), fut nommé commissaire général de la République à Lyon (1848), puis député à la Constituante et à la Législative (1848-1851). Défenseur de Berezovski (1867), il fut élu député de



Arago (François).



Arago (Emm.).

la Seine en 1869, membre du gouvernement de la Défense nationale en 1870, député des Pyrénées-Orientales en 1871, puis sénateur du même département en 1876 et 1882. Ambassadeur à Berne depuis 1880, il garda ce poste jusqu'en 1894.

ARAKTCHÉIEV (1769-1834), homme d'Etat russe. Ministre de la guerre (1808-1825), il fit de grandes réformes, fut l'instrument d'Alexandre 1^{er} et dirigea l'impitoyable réaction des dernières années de ce règne.

ARAUJO DE AZEVEDO. (V. AZEVEDO.)

ARENBERG (Auguste-Louis-Albéric, prince d') (1837). Député de Bourges (1877), il siégea à la droite monarchique, échoua aux élections de 1881 et 1885 et fut réélu en 1889, 1893 et 1898.

ARÈNE (Emmanuel) (1856), journaliste français. Député de Corte (1881), non réélu en 1885, il fut renommé en 1886 et siégea à la gauche modérée; réélu en 1889, 1893 et 1898. Comme journaliste et comme député, il est un des membres influents du parti opportuniste.

ARESE (Francesco, comte) (1805-1881), homme politique italien. Ami intime de Louis-Napoléon, il négocia officieusement entre la cour des Tuileries et Victor-Emmanuel, devint sénateur (1854) et remplaça quelque temps le chevalier Nigra comme ministre à Paris (1861).

ARGENSON (Marc-René de VOYER DE PAULMY, marquis d') (1771-1842). Aide de camp de Lafayette, préfet des Deux-Nèthes (1809-1813), député de Belfort (1815), de Châtelleraut (1830), de Strasbourg (1831), il fit partie de la minorité républicaine, subventionna les journaux d'opposition, accueillit Buonarrotti, écrivit : *Boutades d'un homme riche à sentiments populaires*, brochure pour laquelle il fut déféré au jury et acquitté.

ARGOUT (Apollinaire-Antoine-Maurice, comte d') (1782-1858). Directeur général de la navigation sur le Rhin (1812-1814), préfet des Basses-Pyrénées pendant les Cent-Jours, pair de France (1819), il fut sous Louis-Philippe successivement ministre de la marine, du commerce et des travaux publics, de l'intérieur et des cultes, des finances, enfin gouverneur de la Banque de France, poste qu'il garda

jusqu'à sa mort. Sénateur en 1852, il était depuis 1844 membre libre de l'Académie des sciences morales et politiques.

ARGUELLES (Augustin) (1778-1884), homme d'Etat espagnol. Député aux Cortès de 1812 à 1814, un des chefs du parti libéral; déporté au retour de Ferdinand VII, il revint en 1820 et fut ministre de l'intérieur. En 1823, il s'enfuit en Angleterre et reentra en Espagne après l'amnistie de 1832. Député aux Cortès, il présida plusieurs fois cette assemblée.

ARMELLINI (Carlo) (1777-1863), homme politique et littérateur italien, membre de la Cour impériale de Rome sous le gouvernement français. Gouverneur des Marches après le retour de Pie VII, il fut rappelé à Rome et chargé de rédiger un nouveau Code civil. Il fit partie en 1848 du triumvirat avec Mazzini et Saffi et se retira à Bruxelles après 1849.

ARNAUD (Frédéric) (1819-1878), dit *de l'Ariège*. Député à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il combattit la politique de Louis-Napoléon, fut maire du VII^e arr. de Paris (1870), député de la Seine (1871) et sénateur de l'Ariège (1876).

ARNAULT (Antoine-Vincent) (1766-1834). Il émigra après le 10 août 1792, revint en France et fut envoyé par Bonaparte pour organiser le gouvernement des îles Ioniennes (1797). Député pendant les Cent-Jours, il fut exilé par Louis XVIII, revint en 1819 et entra à l'Académie française en 1829. — Pour sa carrière littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ARNAULT (Emile-Lucien) (1787-1863), fils du précédent. Protégé de Lucien Bonaparte, il fut nommé intendant de l'Istrie (1810), préfet de l'Ardèche pendant les Cent-Jours, et s'abstint de politique pendant la Restauration. Il fut préfet de Saône-et-Loire et de la Meurthe sous Louis-Philippe et reentra dans la vie privée en 1848. — Pour sa carrière littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

ARNDT (Ernst-Moritz) (1769-1860), homme politique et écrivain allemand. (Pour ses œuvres littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) ENNEMI de la Révolution française et de Napoléon, il enflamma le patriotisme allemand par ses chants de guerre et ses pamphlets. Député des provinces rhénanes à l'As-

semblée de Francfort (1848), il en sortit avec le parti constitutionnel (1849).

ARNIM (Harry-Karl-Kurt-Eduard, comte d') (1824-1881), diplomate allemand. Ministre plénipotentiaire à Rome (1854-1870), il fut commissaire à Francfort pour les négociations entre

la France et l'Allemagne (1871), puis ambassadeur à Paris (1872). Il intrigua avec les légitimistes et retarda l'évacuation des troupes prussiennes du territoire français, fut déplacé en 1874 et envoyé à Constantinople où il ne se rendit

pas. Il refusa aussi de restituer des pièces diplomatiques importantes, fut emprisonné et condamné à neuf mois de prison. Il quitta alors l'Allemagne et publia une attaque violente contre Bismarck (1875), qui le fit condamner à cinq ans de prison et à la perte de son titre pour haute trahison.

ARNOLD (Emmanuel) (1800-1869), agitateur tchèque. Son journal, *la Gazette civique* (1848), eut une très grande influence sur la renaissance de la Bohême. Condamné à mort pour haute trahison (1854), sa peine fut commuée, et il profita de l'amnistie de 1857, mais fut de nouveau condamné à dix ans de reclusion.

ARRIGHI (Jean-Toussaint, duc de PADoue) (1778-1853), général français, allié à la famille Bonaparte. Il fit la campagne d'Égypte, assista à Marengo, à Austerlitz, à Friedland, à Essling, à Wagram, à Leipzig et à la campagne de France. Gouverneur de la Corse pendant les Cent-Jours, exilé après Waterloo, rappelé en 1820, député de la Corse en 1849, Napoléon III le nomma sénateur et gouverneur des Invalides en 1852.

ARRIGHI DE CASANOVA (Louis-Henri-Hyacinthe-Ernest, duc de PADoue) (1814-1898), fils du précédent. Préfet de Versailles (1849), il fit partie des « commissions mixtes » en Seine-et-Oise (1852), fut nommé sénateur (1853) et ministre de l'intérieur (1859). Dans ce poste, il adressa aux préfets une circulaire dans laquelle il demandait les noms de tous les opposants à l'Empire qui devaient « être arrêtés par toute la France, à la même mi-

nute, en cas de régence ». Élu en Corse (1876), il soutint la politique du Seize-Mai et fut réélu en 1877.

ARTHUR (Chester-Alan) (1830-1886), président des États-Unis. Intendant général pendant la guerre de la Sécession, il fut élu vice-président sous Garfield qu'il remplaça comme président (1881-1885).

ARTIGAS (Don José) (1746-1826), fondateur de la république de l'Uruguay. De 1811 jusqu'à sa mort, il ne cessa de lutter contre les Espagnols, contre les Argentins et contre les Portugais du Brésil pour assurer l'indépendance de son pays.

ARTOIS (Comte d'). (V. BOURBON.)

ARTON (Emile) (1849), financier et aventurier. Mêlé aux tripotages de l'affaire du Panama et aux procès de corruption qui suivirent, il fut condamné à huit années de prison (1896) pour l'affaire dite de « la Dynamite ». Un certain nombre de députés du parti radical, dénoncés par lui, furent traduits en Cour d'assises sous le ministère Méline (1897) et acquittés par le jury.



Arton.

ASCOLI (Trojano MARCELLI, duc d') (m. en 1823), homme d'État napolitain. Vicaire général de la Basiliccate et des Pouilles, il partit en 1799 avec Ferdinand IV en Sicile, fut régent de la police (1800) lors de la première restauration, puis grand écuyer au retour définitif de Ferdinand IV à Naples (1815).

ASHBURTON (Baron). (V. BARRING.)

ASTROS (Paul-Thérèse-David d') (1772-1851), prélat français. Il fut emprisonné de 1811 à 1814 à Vincennes pour avoir servi d'intermédiaire entre Pie VII et le cardinal Maury. Evêque de Bayonne (1815), archevêque de Toulouse et de Narbonne (1830), il fut nommé cardinal en 1850.

AUBE (Hyacinthe-Laurent-Théophile) (1826-1890), vice-amiral français. Il fit plusieurs campagnes au Sénégal, sous Faidherbe et Jauréguiberry, et, en 1870, organisa la défense des lignes de Carentan, puis servit en qualité de général de brigade sous Cambriels dans les Vosges et plus tard dans l'armée de la Loire. Gou-

verneur de la Martinique (1879), ministre de la marine (1886-1887), il a donné une vive impulsion au système des torpilleurs.

AUBRY (Maurice) (1820). Député des Vosges à la Législative (1849), il vota avec les monarchistes, fut arrêté le 2 décembre, mais relâché quelques jours après. En 1852, il fonda la maison de banque connue aujourd'hui sous le nom de Société de dépôts et comptes courants, fut élu député des Vosges en 1871 et s'associa à toutes les tentatives monarchiques.

AUCKLAND (George EDEN, lord) (1784-1849), homme d'Etat anglais. Gouverneur général des Indes orientales (1835), il eut à combattre les Persans et les Afghans. Il fut nommé premier lord de l'amirauté dans le cabinet John Russell (1846).

AUDIFFRED (Jean-Honoré) (1840), homme politique français. Avocat à Roanne, il fut nommé sous-préfet de la ville (1870-1871), puis député (1880), réélu en 1881 et en 1885. Il vota avec l'Union républicaine, et fut réélu en 1889.

AUDIFFRET (Charles-Louis, marquis d') (1787-1878), administrateur français. Il fit sa carrière au ministère du Trésor et fut nommé par le baron Louis directeur de la comptabilité générale des finances (1815). Conseiller d'Etat, pair de France (1837), sénateur (1852), il a laissé un grand ouvrage : *Système financier de la France* (1876, 6 vol.). Il fut président de la Société générale de crédit industriel et commercial.

AUDIFFRET-PASQUIER (Edouard-Armand-Gaston, duc d') (1823). Dé-



Audiffret-Pasquier.

puté de l'Orne en 1871, élu sénateur inamovible le premier par l'Assemblée (1875), il fut aussi le premier président du Sénat (jusqu'en 1879). Membre influent du parti conservateur, sans autre bagage littéraire que de rares discours politiques, il entra à l'Académie française en 1878.

AUDREN DE KERDREL (Vincent-Paul-Marie-Casimir) (1815). Député d'Ille-et-Vilaine à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre, fut réélu en 1852 et donna sa démis-

sion en manière de protestation. Député du Morbihan en 1871, un des chefs du parti légitimiste, il fut élu sénateur en 1876 et réélu en 1879.

AUDRY DE PUYRAVAULT (Pierre-François) (1773-1852). Député de Rochefort (1821), il se signala par son opposition à la monarchie et prit une part active à la révolution de Juillet. Quelque temps député sous Louis-Philippe, il vota avec les républicains, et fut envoyé à l'Assemblée constituante de 1848 par le département de la Charente-Inférieure.

AUERSPERG (Karl-Wilhelm, prince) (1814-1890), homme d'Etat autrichien. Ami du comte de Beust, il fut en 1868 chef du cabinet appelé le « ministère des bourgeois ». Président de la Chambre des seigneurs, il s'est montré hostile à la politique du comte Taaffe et à toute réforme fédérative.

AUERSPERG (Adolphe-Wilhelm-Daniel) (1821-1885), frère du précédent. Grand maréchal de la diète de Bohême, gouverneur de Salzbourg, président du cabinet cisleithan depuis la chute de Hohenwart jusqu'en 1879, il a toujours représenté la politique centraliste.

AUERSTEDT (Duc d'). (V. DAYOUT.)
AUGUSTIN 1^{er}, empereur du Mexique. (V. ITURBIDE.)

AULICH (Louis) (1795-1849), patriote hongrois. Lieutenant-colonel dans l'armée autrichienne, il se mêla au mouvement révolutionnaire de 1848, battit Schwarzenberg, Windischgractz, devint ministre de la guerre, fut pris à Arad et pendu le 6 octobre 1849.

AUMALE (Duc d'). (V. ORLÉANS.)

AUPICK (Jacques) (1789-1857), général français. Il fit ses premières armes sous l'Empire, devint général de division en 1847, commandant de l'Ecole polytechnique, ambassadeur à Constantinople (1848), à Londres (1851), puis à Madrid.

AVARAY (Claude-Antoine de BÉSIADÉ, duc d') (1740-1829). Député de la noblesse aux Etats généraux de 1789, il défendit la monarchie, fut nommé par Louis XVIII lieutenant général (1814), pair (1815) et duc (1817).

AVELLANEDA (Nicolas) (1836), homme d'Etat argentin. Directeur du journal *El Nacional*, il fut nommé député en 1860 et ne cessa d'être réélu

pour chaque législature de Buenos Aires. Ministre de l'intérieur (1866), de la justice, des cultes et de l'instruction publique (1868), il devint président de la Confédération argentine (1874-1880).

AVEZAMA (Giuseppe) (1797-1879), général et patriote italien. Compromis dans le mouvement de 1821, condamné à mort par contumace, il passa en Espagne, puis au Mexique et aux États-Unis, revint en Italie (1848), fut général de la garde nationale de Gênes, ministre de la guerre de la République romaine (1849), fit partie de l'expédition de Garibaldi dans l'Etat napolitain (1860). Nommé député au Parlement italien, il vota avec les plus avancés et présida le comité de l'*Italia irredenta*.

AVILA (Antonio-José, duc de) (1806-1881), homme d'Etat portugais. Nommé député en 1834, il siégea à la Chambre basse pendant vingt-six ans, devint conseiller d'Etat, ministre des finances à différentes reprises, des affaires étrangères et des finances et fut élevé à la pairie en 1861. Ambassadeur à Paris (1868), il redevint ministre, puis président du conseil.

AYALA (Mariano d') (1809-1877), homme politique italien. Capitaine d'artillerie à Naples, il collabora au *Progresso* et fut arrêté en 1844 et 1847 avec d'autres patriotes. Nommé intendant de la province d'Aquila (1848), il se retira après la contre-révolution, passa en Piémont et devint bibliothécaire du duc de Gênes. De retour à Naples (1860), il fut général de la garde nationale, député d'Avezano, de Naples, et entra au Sénat.

AYNARD (Edouard) (1837). Banquier

à Lyon, député de cette ville (1889), il siégea parmi les républicains modérés et fut réélu en 1893 et en 1898.

AZANZA (Don Miguel-José de) (1746-1826) homme politique espagnol. Il servit dans l'armée et dans la diplomatie, fut intendant de Valence (1789), intendant de l'armée du Roussillon dans la campagne contre la France (1793), ministre de la guerre (1793-1796) et vice-roi de la Nouvelle-Espagne. Il reconnut Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne, devint ministre de la justice (1809) et fut comblé de dignités. Il quitta l'Espagne avec Joseph et vint à Paris.

AZEGLIO (Massimo TAPARELLI, marquis d') (1798-1866), homme d'Etat et littérateur italien. Il s'occupa de peinture, de musique et de littérature jusqu'en 1846, époque à laquelle il se mit avec Balbo et Gioberti à la tête du parti des réformes libérales et du *risorgimento*. En 1849, il fut président du premier ministère de Victor-Emmanuel, se retira en 1852 après quelques différends avec Cavour, fut nommé ministre plénipotentiaire dans les Romagnes (1859), sénateur et gouverneur de la province de Milan.

AZEVEDO (Antonio de ARAUJO de) (1754-1817), comte de Barca, homme d'Etat portugais. Chargé de négocier avec le Directoire (1797), il fut ensuite ambassadeur à Berlin et à Saint-Petersbourg, puis premier ministre de Jean VI qu'il suivit au Brésil (1807). Il y fut ministre de la marine et des affaires étrangères, et consacra son activité au développement de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des arts.

B

BAB (ALI-MOHAMMED, dit le) (1812-1849), réformateur persan, appelé aussi Mirza-Ali-Mohammed. Il prêcha de 1840 à 1844, jouit d'une immense popularité, devint le chef des Chai-khites et fut considéré comme un mahdi. Au retour d'un pèlerinage à La Mecque, il fut arrêté par les

ordres du chah de Perse, tenu en demi-captivité de 1844 à 1849, et fusillé le 19 juill. 1849. Sa captivité et sa mort entourée de mystère ont été favorables au développement du bahisme.

BABAUD-LARIBIÈRE (Léonide) (1819-1873). Avocat à Limoges (1840),

il fut élu député de la Charente à la Constituante (1848), combattit la politique du prince-président, mena la campagne contre l'Empire, fut élu grand-maître de la franc-maçonnerie française (juin 1870). Après le 4 septembre il fut préfet à Angoulême, puis à Perpignan.

BAC (Jean-Baptiste-Théodore) (1808-1868). Avocat, membre de l'opposition sous Louis-Philippe, commissaire de la Haute-Vienne en 1848, il fut député à l'Assemblée constituante (1848) et à l'Assemblée législative (1849-1851). Exilé après le coup d'Etat. Il avait défendu Mme Lafarge, accusée d'empoisonnement, et plaidé divers procès de presse.

BACCIOCHI (Elisa BONAPARTE, princesse). (V. BONAPARTE.)

BACCIOCHI (Félice-Pasquale) (1762-1841), épousa Elisa Bonaparte (1797), fut nommé sénateur (1804), puis général et prince de Lucques et Piombino (1805-1814). Il se retira en Autriche, et de là à Bologne où il mourut.

BACH (Alexandre) (1813-1870), homme d'Etat autrichien. Député de l'ordre des avocats de Vienne à la Diète de la Basse-Autriche, ministre de la justice (1848), il trahit le parti libéral et devint l'un des chefs les plus ardents de la réaction; il fut nommé ambassadeur à Rome (1859-1867).

BADENI (Casimir, comte) (1846). Gouverneur de la Galicie en 1888, appelé au ministère par la confiance personnelle de l'empereur, il se rapprocha du parti fédéraliste et slave et sa loi sur les langues déclina dans la diète de Vienne de terribles scènes de violence (1897); devant l'attitude menaçante des antisémites et des Allemands, l'empereur accepta sa démission.

BAÏHAUT (Charles) (1843), homme politique français. Ingénieur, député de Bordeaux (1877), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1881 et devint sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics (1882-1885). Député de la Haute-Saône (1885), ministre des travaux publics (1886), il fut réélu en 1889. Impliqué dans les affaires du Panama, il fut condamné à cinq ans de prison (1893).

BAKOUNINE (Michel) (1814-1876), révolutionnaire russe. De 1841 à 1847,

il parcourut l'Allemagne, la France et la Suisse, prit une part active à la propagande socialiste, collabora à la *Réforme* dirigée par Flocon, partit pour la Belgique, puis pour l'Allemagne (1848), dirigea l'insurrection de Dresde, fut arrêté et condamné à mort (1849).

Enfermé à Pétersbourg, sa peine fut commuée en exil perpétuel; envoyé en Sibirie (1857), il s'évada, et arriva en Angleterre (1861) où il écrivit dans le *Kolokol* (la *Cloche*) d'Herzen. Il passa en Suisse et y fonda le parti anarchiste (1863-1870), tenta à Lyon un mouvement qui échoua (octobre 1870), provoqua la scission de l'Internationale au congrès de la Haye (1872) et fonda la Fédération jurassienne. (V. ANARCHIE et INTERNATIONALE, au vol. SOCIALISME.)

BALBO (Cesare, comte) (1789-1853), homme d'Etat italien. Secrétaire de la légation sarde à Madrid (1815-1821), il fut un des chefs des libéraux modérés et un ennemi ardent de l'Autriche. Il présida quelque temps le conseil des ministres (1848). Historien, on lui doit : *Abregé de l'histoire d'Italie jusqu'en 1815* (1846).

BALFOUR (James-Arthur) (1848), homme politique anglais. Député de Hertford à la Chambre des communes (1874), il siégea dans les rangs du parti conservateur, fut réélu en 1886 par Manchester et devint secrétaire d'Etat pour l'Irlande. Il se signala par ses rigueurs envers les patriotes irlandais. En 1891 il a été nommé premier lord de la Trésorerie.

BALLESTEROS (Don Francisco) (1770-1832), général espagnol. Il combattit à Baylen (1808), et défendit l'Andalousie contre Soult et Mortier. Ministre de la guerre en 1815, il fut disgracié, devint un des chefs de l'insurrection espagnole (1823), capitula près de Grenade, fut condamné à mort et put se réfugier à Paris.

BALLESTEROS (Don Luis-Lopez) (1778-1853), homme d'Etat espagnol. Commissaire des guerres (1808), directeur général des revenus publics, puis ministre des finances (1825-1832); disgracié, il fut cependant



Bakounine.

nommé sénateur et vice-président du conseil d'outre-mer (1851).

BALLUE (Auguste-Éléonore-Arthur) (1835-1894). Rédacteur du *Progrès de Lyon* et du *Lyon républicain*, il fut élu député du Rhône (1880), réélu en 1881 et 1885, comme républicain modéré dans cette dernière élection. Enfermé en 1880 à l'asile de Prémontre.

BAMBERGER (Ludwig) (1823), homme politique allemand. Compromis dans l'insurrection du Palatinat (1849), il dut quitter l'Allemagne, y rentra à l'amnistie de 1866, fut élu au Reichstag où il prit rang parmi les libre-échangistes. En 1881, il se rapprocha des progressistes ennemis de Bismarck.

BANCEL (François-Désiré) (1823-1871). Député à la Législative (1849), il siégea à la Montagne, fut exilé en 1852, partit pour Bruxelles où l'Université libre lui donna une chaire d'éloquence dont il fit une tribune de l'émigration. En 1869, il fut élu à Paris (contre Emile Ollivier) et à Lyon et vota avec l'extrême gauche. Il a laissé un assez grand nombre d'ouvrages historiques, littéraires et philosophiques.

BARA (Jules) (1835), homme politique belge. Représentant de Tournai (1862), il devint ministre de la justice (1864-1870) et le fut de nouveau (1878-1884) dans les cabinets présidés par Frère-Orban. C'est un des chefs du parti libéral.

BARAGNON (Louis-Numa) (1835-1892), légitimiste militant. Député du Gard (1871), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis à la justice, dans le cabinet de Broglie (1873-1875) il se vanta « de faire marcher la France »; échoua aux élections de 1876, fut réélu comme candidat officiel après le 16 mai et invalidé. Sénateur inamovible en 1878. Après la banqueroute du Crédit de France qu'il dirigeait, il fut traduit en justice et condamné.

BARANTE (Pierre-Amable-Prosper BRUGIÈRE, baron de) (1782-1866). Auditeur au conseil d'Etat (1806), préfet de la Vendée (1809), de la Loire-Inférieure (1814), pair de France (1819), il fut nommé ambassadeur à Turin (1830), puis à Pétersbourg (1835-1848). — Pour ses œuvres littéraires et historiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BARBÉ-MARBOIS (François, marquis de) (1745-1837). Consul général aux Etats-Unis, intendant de Saint-Domingue avant la Révolution, il devint maire de Metz (1795) et fut député et président du conseil des Anciens. Déporté à Cayenne après le 18 fructidor, il rentra en France en 1800 et fut directeur, puis ministre du Trésor (1801); compromis dans l'affaire Ouvrard, il fut disgracié, mais bientôt nommé président de la Cour des comptes (1808) et sénateur (1813). Rallié aux Bourbons, il fut ministre de la justice en 1815.

BARBE (François-Paul) (1836-1890). Député de Seine-et-Oise (1885), ministre de l'agriculture dans le cabinet Rouvier (1887), il fut réélu député de Rambouillet en 1889. Très mêlé aux affaires financières, il présidait la Société de la Dynamite (V. ARTON).

BARBÈS (Armand) (1809-1870). Ardent révolutionnaire dont le souvenir est religieusement gardé par tous les républicains de la génération romantique. Compromis dans les affaires d'avril 1834, il fut emprisonné cinq mois à Sainte-Pélagie, puis arrêté de nouveau à la suite de l'attentat de Fieschi (1834) et relâché. Poursuivi l'année suivante pour fabrication de poudre et condamné à un an de prison, sa peine subie il s'affilia aux sociétés secrètes des Droits de l'homme et des Saïsons et prit, avec Blanqui et Martin Bernard, la direction de l'insurrection du 12 mai 1839. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

Traduit devant la Cour des pairs, Barbès refusa de se défendre, mais pressé de questions par le président, ils'écria : « Quand l'Indien est vaincu, quand le sort de la guerre l'a fait tomber au pouvoir de son ennemi, il ne songe pas à se défendre, il n'a pas recours à des paroles vaines; il se résigne et donne sa tête à scalper. »

Condamné à mort le 12 juillet 1839, il vit sa peine commuée en détention perpétuelle, grâce à l'intervention de Victor Hugo qui, la veille du jour fixé pour l'exécution, avait adressé



Barbès.

à Louis-Philippe les vers suivants, où il faisait allusion à la mort récente de la princesse Marie et à la naissance du Comte de Paris :

Par votre ange envolée ainsi qu'une colombe!
Par ce roy, l'enfant, doux et frère roseau!
Grâce encore une fois! grâce au nom de la
Grâce au nom du berceau! [tombe!

Barbès subissait sa peine à la forteresse de Doullens quand la Révolution de Février 1848 éclata. Libre, il soutint Ledru-Rollin et le gouvernement provisoire, fut élu député de l'Aude et prit part à la journée du 15 mai (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE). Condamné de nouveau à la détention perpétuelle par la haute Cour de Bourges (2 avril 1849), il fut d'abord conduit à Doullens et de là à Belle-Ile-en-Mer.

En 1854, au moment de la guerre de Crimée, Barbès, profondément patriote, adresse à un de ses amis une lettre dans laquelle il faisait des vœux pour le succès des armées françaises. La lettre ayant été communiquée à Napoléon III, celui-ci gracia le condamné qui partit pour La Haye. C'est là que mourut celui que Proudhon appelait le *Bayard de la démocratie*.

BARBEY (Edouard) (1831). Après avoir servi dans la marine de 1849 à 1862, dirigea les filatures de laines que possédait son père à Mazamet, fut nommé maire de cette ville (1871), sénateur du Tarn (1882), ministre de la marine et des colonies dans les cabinets Rouvier (1887), Tirard et Freycinet (1889-1891), il a été réélu sénateur au renouvellement triennal de 1891.

BARBOUX (Henri-Martin) (1834). Bâtonnier de l'ordre des avocats (1880), il se fit un nom célèbre dans les procès financiers et politiques, notamment dans l'affaire du Panama et dans le procès Rochefort-Reinach, où il fit condamner M. Rochefort à cinq jours de prison et 2,000 fr. d'amende.

BARDASI Y AZARA (Don Eusebio de) (1765-1844), homme d'Etat espagnol. Chargé de mission à Pétersbourg (1812), ambassadeur à Turin (1816), il fut ministre des relations extérieures en 1820-1823 et en 1834, puis président du conseil (1837).

BARDOUX (Agénor) (1830-1897). Avocat à Clermont-Ferrand, puis

maire de cette ville (1870), député du Puy-de-Dôme (1871), il n'a quitté la Chambre que pour entrer au Sénat (1882). Orateur de talent, il siégea au centre gauche, soutint Thiers, fut sous-secrétaire d'Etat de Dufaure à la justice (1875), ministre de l'instruction publique (1877-1879). — Pour ses travaux historiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BARING (Alexander, baron Ashburton) (1774-1848), fils du célèbre banquier de Londres. Membre du Parlement (1812), il négocia l'emprunt français au congrès d'Aix-la-Chapelle (1819), fut directeur des Monnaies et du Bureau du commerce, et régla le désaccord avec les Etats-Unis (1842).

BARMAN (Joseph et Maurice), hommes politiques suisses, qui aidèrent à l'émancipation du canton du Valais vis-à-vis du clergé. Le premier (1800-1885) battit les conservateurs du Haut-Valais à Bramois (1840), représenta la Suisse à Paris (1848-1857) et devint administrateur de la ligne du Simplon. — Le second (1880) dota le Valais d'écoles, de routes, d'un code civil, puis, après la dissolution du Sonderbund, expulsa les jésuites, et décréta la suppression des immunités cléricales.

BARNE (Hermann-Guillaume-Euthyme) (1831-1893). Avocat à Marseille, un des militants du parti républicain, il fut nommé sénateur des Bouches-du-Rhône (1879) et signa avec Victor Hugo la demande d'amnistie générale pour les combattants de la Commune.

BARNI (Jules-Romain) (1818-1878). Issu d'une famille italienne. Professeur de philosophie, imbu des idées de la Révolution, il accueillit avec joie la République de 1848, refusa le serment après le coup d'Etat de décembre, quitta l'Université, accepta la chaire d'histoire à l'académie de Genève (1861-1870), fut élu député de la Somme (1872), puis député d'Amiens (1876).

BAROCHE (Pierre-Jules) (1802-1870). Avocat à Paris, il fut élu député à Rochefort (1847) et signa l'acte d'accusation porté contre le ministère Guizot (1848). Elu à la Constituante (1848), il vota avec la droite et combattit toutes les réformes. Ministre de l'intérieur (1850), il se signala par les

mesures les plus réactionnaires et dut se retirer (janvier 1851); il prit bientôt après le portefeuille des affaires étrangères. Sous l'Empire, il fut président du conseil d'Etat, ministre sans portefeuille, ministre de la justice et des cultes, sénateur. Après le 4 septembre, il se retira à Jersey où il mourut.

BARODET (Désiré) (1823). Adjoint au maire de Lyon (1870), puis maire (1872), il fut nommé député de la Seine (1873) contre M. de Rémusat. Son succès servit de prétexte à la droite pour renverser Thiers. Depuis il a toujours été réélu et représente aujourd'hui le 1^{er} arr. de Paris. Il siège à l'extrême gauche.

BARÈRE (Bertrand). (V. volume BIOGRAPHIE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

BARRAL (Louis-Mathias, comte de) (1746-1816), coadjuteur de l'évêque de Troyes, puis évêque, il refusa le serment (1791) et émigra, revint après le 18 brumaire, fut évêque de Meaux (1801), archevêque de Tours. (1805), sénateur (1806). Nommé pair de France en 1814 par Louis XVIII, il se rallia à Napoléon pendant les Cent-Jours et se vit retirer la pairie (1815).

BARROT (Camille-Hyacinthe-Odilou) (1791-1873). Avocat à idées libérales, il fut nommé préfet de la Seine (1830); à la Chambre (où il avait été envoyé par le département de l'Eure) il fut le chef de la gauche monarchique, combattit le ministère Guizot et donna en 1847 le signal des banquets réformistes. Ministre le 24 février 1848, il soutint la régence de la duchesse d'Orléans mais ne réussit pas à arrêter la révolution. Député de l'Aisne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il fut, sous Louis-Napoléon, garde des sceaux et président du ministère, soutint l'expédition de Rome et la loi contre le suffrage universel. Il rentra dans la vie privée après le 2 décembre. Thiers le nomma président du conseil d'Etat (1872).

BARROT (Victorin-Ferdinand) (1806-1882), frère du précédent. Député de Loches sous Louis-Philippe (1842), puis de l'Algérie en 1848, il vota avec la droite, fut secrétaire général de la présidence sous Louis-Napoléon et sénateur (1853). Rentré dans la vie privée après le 4 septembre, il fut élu sénateur inamovible (1877).

BARTHE (Félix) (1795-1863). Avocat à Paris, il plaida plusieurs affaires politiques, entre autres celle de Belfort et celle des sergents de la Rochelle. Procureur du roi (1830), député de Paris, il fut ministre de l'instruction publique, puis de la justice, remplaça Barbé-Marbois à la présidence de la Cour des comptes et devint pair de France. Napoléon III le nomma sénateur (1852).

BARTHE (Marcel) (1813). Avocat, adepte des doctrines de Fourier, député de Pau à la Constituante (1848), il se rangea du côté de Cavaignac. Non réélu en 1849, il fut député des Basses-Pyrénées en 1871, soutint Thiers, fut réélu en 1876, en 1878, en 1881, puis nommé sénateur (1882); il siège au centre gauche.

BARTHÉLEMY (François, marquis de) (1747-1830). Il débuta dans la diplomatie, devint ministre plénipotentiaire en Suisse (1792), négocia les traités de Bâle (1795) et fut membre du Directoire (1797). Déporté en Guyane après le 18 fructidor, il s'évada et revint en France après le 18 brumaire. Sénateur, puis comte de l'Empire, il abandonna Napoléon et fut comblé d'honneurs par Louis XVIII.

BARTHÉLEMY (Emmanuel) (1820-1855), aventurier français. Condamné à dix ans de travaux forcés pour le meurtre d'un sergent de ville, il sortit du bagne en 1848, fut pris sur une barricade du faubourg du Temple en juin 1848 et condamné à la déportation. Affilié à Londres à la société la Révolution, il passa pour un agent provocateur, eut un duel avec le lieutenant de marine Cournet qu'il tua (1852). Il fut exécuté en 1855 pour assassinat commis à Londres dans des circonstances mystérieuses.

BARTHÉLEMY-SAINTE-HILAIRE (Jules) (1805-1895), homme politique et philosophe français. Chef de cabinet de V. Cousin à l'instruction publique (1840), secrétaire du Gouvernement provisoire (1848), député de Seine-et-Oise à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit Cavaignac, vota l'expédition de Rome et les mesures contre la presse, protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre, refusa le serment et donna sa démission de professeur au Collège de France. Député de Seine-et-Oise en 1869, puis en 1871, il s'attacha

à Thiers, fut élu sénateur inamovible (1875) et devint ministre des affaires étrangères dans le cabinet Ferry (1880-1881). — Pour ses travaux philo-



Barthou.

sophiques, V. vol. BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE.

BARTHOU (Jean-Louis) (1862). Avocat à Pau, député d'Oloron (1889), il siégea à gauche et fut réélu en 1893. Ministre des travaux publics dans le cabinet Dupuis (1894), il reçut le portefeuille

de l'intérieur dans le cabinet Méline (1896-1898). Réélu aux élections de 1898, M. Barthou a contribué à la chute du ministère Brisson.

BARTLE-FRÈRE (Sir Henry-Edward) (1815-1884), homme d'Etat anglais. Gouverneur à Calcutta, puis à Bombay (1857-1867), secrétaire d'Etat, gouverneur de la colonie du Cap, il dirigea les opérations contre Cettivayo, roi des Zoulous (1877), et fut nommé à son retour président de la Société de géographie de Londres.

BASLY (Emile) (1854), homme politique français. Ouvrier mineur, il organisa les grèves d'Anzin (1884), fut élu député de la Seine (1885), siégea à l'extrême gauche, et fut réélu par l'arr. de Béthune dans une élection partielle (1891) et aux élections générales (1893 et 1898).

BASSANO (Duc de). (V. MARET.)

BASTIAT (F' rédéric) (1801-1850), économiste français. Libre-échangiste et adversaire du socialisme, il fut député des Landes à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), vota pour Cavaignac et eut une lutte célèbre avec Proudhon sur la légitimité de l'intérêt. — (V. volumes BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE, ECONOMIE POLITIQUE, SOCIALISME).

BASTID (Martial-Raymond) (1821-1880), homme politique français. Député du Cantal (1869), il vota contre la guerre de 1870, fut réélu en 1871, soutint la politique de Thiers; de nouveau député (1876), il fut un des 363, et battit en 1877 le candidat officiel, M. de Chazelles.

BASTIDE (Jules) (1800-1879). Carbonaro et combattant de Juillet 1830, il fut condamné à mort par contumace en 1832 pour l'affaire des funé-

railles du général Lamarque, devint directeur du *National* (1836) et collabora à la *Revue nationale* avec Buchez. Ministre des affaires étrangères (1848), il reentra dans la vie privée après le coup d'Etat de décembre.

BATHIE (Anselme-Polycarpe) (1828-1887), homme politique français. Docteur en droit, il se consacra, de 1852 à 1870, à l'étude du droit public et administratif et à l'économie politique. Député du Gers (1871), il siégea au centre droit, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet de Broglie (24 mai 1873), sénateur du Gers (1876) et réélu en 1879.

BATHURST (Henry, lord) (1762-1834), homme d'Etat anglais. Secrétaire d'Etat pour les colonies (1809), un des ardents ennemis de la France, il quitta son poste en 1825 et le reprit avec le titre de président du conseil (1828-1830).

BATHYANY (Louis, prince), 1809-1849), homme politique hongrois. Membre du parti libéral à la Chambre des magnats (1839-1848), il se rendit à Vienne après le meurtre du comte Lamberg, n'obtint aucun résultat et prit les armes. Fait prisonnier à Pesth par Windischgraetz, il fut passé par les armes.

BAUDE (Jean-Jacques, baron) (1792-1862). Préfet de la Manche, préfet de police, conseiller d'Etat, député de Roanne en 1846, il disparut de la scène politique en 1848.

BAUDIN (Jean-Baptiste-Alphonse-Victor) (1811-1851). Adeptes des théories de Saint-Simon, il s'affilia aux sociétés secrètes sous Louis-Philippe, fut compromis dans l'affaire du 15 mai 1848, bénéficia d'une ordonnance de non-lieu, représenta le département de l'Ain à la Législative (1849), siégea à la Montagne, appuya Ledru-Rollin et fut tué le 3 décembre 1851 sur une barricade du faubourg Saint-Antoine. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)



Baudin (Victor).

BAUDIN (Pierre) (1863), neveu du précédent. Avocat à Paris dès 1885, il fut élu conseiller municipal de Paris (Quinze-Vingts) en 1890 et nommé rapporteur général du budget de la Ville pendant plusieurs années;

vice-président (1895), puis président du Conseil municipal en 1896. Comme tel il présida à l'organisation des fêtes franco-russes. Élu député en 1898 par le XI^e arrondissement de Paris avec un programme de réformes républicaines et sociales.



BAUDRY D'ASSON (Léon-Armand-Charles de) (1836). Député de la Vendée (1876), il soutint la politique du duc de Broglie, fut réélu en 1877 jusqu'en 1898 et se montra bruyant et continu interrupteur autant que royaliste intransigeant.

BAUSSET (Louis-François, baron de) (1748-1824). Evêque d'Alais (1784), membre des assemblées de notables (1787-1788) pour le Languedoc, il fut emprisonné de 1792 à 1794. Membre de la Chambre des pairs (1815), il reçut le chapeau de cardinal (1817). Il entra à l'Académie française en 1816.

BAZAINE (Achille-François) (1811-1888), maréchal de France. Engagé volontaire en 1831, il servit en Algérie, en Crimée, en Italie, au Mexique (1862-1867) où il intrigua pour son propre compte, se maria avec une riche Mexicaine, décréta les mesures les plus sanguinaires au nom de Maximilien qu'il rendit impopulaire, et rêva, au dire du général Félix Douay, « pour lui, au Mexique, la fortune de Bernadotte en Suède ».

Les Etats-Unis exigeaient le retrait des troupes françaises, et Juarez gagnait du terrain. Bazaine revint en France, eut le commandement du III^e corps, à Nancy, laissa écraser Frossard à Forbach (6 août 1870), obtint le commandement



Bazaine.

en chef de l'armée du Rhin (12 août), se laissa par calcul et par faiblesse couper la route de France. Après les journées de Borny, de Rezonville, de Saint-Privat (14, 16 et 18 août), il rentra à Metz, immobilisant une forte armée, attendant les événements, ne prenant aucune mesure pour ménager ses vivres ou surprendre les con-

vois de l'ennemi, espérant que l'heure viendrait pour lui de se poser, avec le concours de l'étranger, en arbitre de la France qu'il livrait. Combattre la République, les « mauvaises passions », comme il disait, à l'aide de cette armée qu'il conservait précieusement, tel était son rêve, et pour le réaliser il entama des négociations avec le prince Frédéric-Charles, se servit d'un mystérieux négociateur, nommé Régnier, envoyé par Bismarck, envoya Bourbaki à Londres auprès de l'ex-impératrice et avec la permission de l'ennemi, délégua Boyer (10 octobre) à Versailles auprès de Bismarck, puis Changarnier au prince Frédéric-Charles (25 octobre). Les Allemands l'amuserent, attendant l'heure de la capitulation (28 octobre), accordèrent les honneurs de la guerre que Bazaine n'accepta pas, tant il avait peur de défilier devant ses troupes! Il se réfugia le 29 au matin dans les rangs prussiens, revint à Paris après la paix, fut traduit devant un conseil de guerre qui siégea au Grand-Trianon (6 octobre-10 décembre 1873), et condamné à la dégradation militaire et à la peine de mort. Deux jours après, cette peine était commuée en prison perpétuelle; huit mois plus tard, Bazaine s'évadait de l'île Sainte-Marguerite ou plutôt s'en allait, montait dans une barque où l'attendait sa femme et son neveu; il se retira en Italie et alla finir à Madrid, dans un isolement presque complet, son existence déshonorée. (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE.)

BAZARD (Saint-Armand) (1791-1832). Sous la Restauration, il créa la charbonnerie française, fut chef de la vente suprême et organisa la partie civile du complot de Belfort (1821). Condamné par contumace, il continua sa propagande dans l'ouest de la France, s'affilia au saint-simonisme, en devint le chef avec Enfantin et rompit avec celui-ci en 1831. Il avait fondé les journaux *le Producteur* (1825) et *l'Organisateur* (1829). (V. le mot SAINT-SIMONISME au volume SOCIALISME.)

BAZE (Jean-Didier) (1800-1881). Député de Lot-et-Garonne à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), il fut nommé questeur et vota avec la droite. Arrêté le 2 décembre

1851, puis exilé, il rentra à l'amnistic de 1859, fut élu député de Lot-et-Garonne en 1871, et sénateur inamovible nommé par l'Assemblée nationale. Il siégea avec les républicains modérés.

BAZILLE (Jean-François-Gaston) (1819-1894). Président de la Société d'agriculture de l'Hérault, il fut élu sénateur de son département (1879) et siégea à la gauche républicaine.

BEACH (Sir Michael-Edward Hicks) (1837), homme politique anglais. Député du comté de Gloucester à la Chambre des communes (1864), secrétaire d'Etat pour l'Irlande (1874), ministre des colonies (1878-1880), il soutint Disraeli contre Gladstone, fut chancelier de l'Echiquier (1885) dans le ministère Salisbury qui lui donna le secrétariat de l'Irlande (1886-1887).

BEACONSFIELD (Lord). (V. DISRAELI.)

BEAUHARNAIS (Famille de). Français, marquis de Beauharnais (1756-1823), fut député aux Etats généraux, émigra, servit dans l'armée de Condé, se rallia à l'Empire (1804) et fut ambassadeur en Espagne.

Joséphine Tascher de la Pagerie (1763-1814) épousa *Alexandre*, vicomte de Beauharnais (1760-1794) (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE); emprisonnée (1794) et relâchée après le 9 thermidor, elle se remaria avec le général Bonaparte (1796), fut sacrée impératrice des Français (1804) et se retira à La Malmaison après son divorce avec Napoléon (1809). Elle avait eu de son premier mariage deux enfants : Eugène et Hortense.

Eugène (1781-1824) fut aide de camp de Bonaparte en Egypte, se distingua à Marengo, fut nommé vice-roi d'Italie (1805), prince de Venise (1807), reçut un commandement en chef (1809), battit l'archiduc Jean à Raab et aida à la victoire de Wagram. Il fit la campagne de Russie, combattit à Lutzen, et revint défendre les frontières d'Italie contre Bellegarde (1813-1814). Obligé de fuir Milan, il mit ses trésors en sûreté, rejoignit son beau-père le roi de Bavière qui le dota du duché de Leuchtenberg et de la principauté d'Eichstædt. Il conquit à Paris les bonnes grâces de Louis XVIII et du tsar Alexandre, se fixa définitive-

ment en Bavière où il accrut encore sa grande fortune. — Sa descendance porte le nom de Leuchtenberg et le titre d'altesse impériale russe depuis le mariage de son fils Maximilien (1817-1852) avec une fille de Nicolas I^{er}.

Eugénie-Hortense (1783-1837) se maria avec Louis Bonaparte (1802),

devint reine de Hollande (1806), vécut presque toujours éloignée de son mari, sa conduite plus que légère ayant accru la mésintelligence qui existait dès le début du mariage. A la chute de Napoléon, elle se retira à Constance, puis au château d'Arrenenberg (Suisse). Son fils régna sous le nom de Napoléon III. (V. MORNÏ.)



Beauharnais (Hortense).

son fils régna sous le nom de Napoléon III. (V. MORNÏ.)

BEAUJOUR (Louis-Auguste-Bélix, baron de) (1763-1836), homme politique et publiciste français. Il remplit plusieurs postes diplomatiques sous la Révolution, fut membre du Tribunal; député de Marseille en 1831, il entra à la chambre des pairs (1835).

BEAUMONT (Gustave-Auguste de La Bonninière de) (1802-1866). Député de la Sarthe (1839), réélu jusqu'en 1851, il vota avec la gauche modérée, fut ambassadeur à Londres, puis à Vienne sous la République de 1848, fut arrêté pendant quelques jours au 2 décembre et rentra dans la vie privée.

BEAUQUIER (Charles) (1833). Député de Besançon (1880), réélu constamment, il siégea dans le parti radical.

BEAUREPAIRE (QUESNAY DE). (V. QUESNAY.)

BEAUVAU (Marc-Etienne-Gabriel, prince de) (1773-1849), grand d'Espagne, chambellan de Napoléon I^{er}. Tenu à l'écart par Louis XVIII, il fut nommé pair de France par Louis-Philippe en 1831.

BEBEL (August-Ferdinand) (1840), homme politique allemand. Depuis 1862, agent actif du parti socialiste allemand attaché aux idées de Karl Marx, président du comité des cercles ouvriers (1865), il devint député de

Glauchau-Meerane (Saxe) au parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1867), protesta contre la continuation de la guerre avec la



Bebel.

République française et contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, fut traduit devant la cour d'assises de Leipzig pour crime de haute trahison (1872), condamné à deux ans de forteresse avec Liebknecht et réélu en 1874 par ses mêmes électeurs. Député de Dresde en 1877, il combattit Bismarck et sa politique, fut réélu en 1883, condamné en 1886; élu député de Hambourg en 1887 et en 1890, il vota contre les nouvelles charges militaires imposées au Reichstag (1888) et subit encore de nombreuses condamnations.

BECKER (Léonard-Nicolas, comte de Mons) (1770-1840), général français. Il assista à Wattignies, fit la campagne de Vendée (1794-1795), l'expédition de Saint-Domingue, se distingua à Austerlitz et à Essling. Député du Puy-de-Dôme pendant les Cent-Jours, il fut chargé d'accompagner Napoléon jusqu'à Rochefort. Louis XVIII le fit pair de France (1818).

BECKS (Pierre-Jean) (1795-1887). Après avoir fait ses études au séminaire de Malines, il entra dans l'ordre des Jésuites (1819), devint un des chefs du parti ultramontain en Allemagne, et un des conseillers de l'archiduchesse Sophie. Il succéda à Roothaan comme général de l'Ordre, qu'il dirigea pendant trente ans avec autant de fermeté que de prudence. La maladie le força à abandonner ses fonctions (1883) et il se retira à Rome.

BEDEAU (Marie-Alphonse) (1804-1863), général français. Il servit en Algérie de 1836 à 1848, fut élu député de la Loire-Inférieure à la Constituante et à la Législative (1848-1851); arrêté le 2 décembre 1851, il fut exilé et rentra à l'amnistie de 1859.

BEERNAERT (Auguste) (1824), homme d'Etat belge. Ministre des travaux publics dans le cabinet Malou (1874), chef de l'opposition cléricale pendant le ministère Frère-Orban (1878-1884), il devint ministre de

l'agriculture (1884), puis président du conseil avec le portefeuille des finances jusqu'en 1894.

BÉHAINE (Edouard-Alphonse, comte LÉFÈVRE de) (1829-1897), diplomate français. Il commença sa carrière en 1849, fut chargé d'affaires à Munich (1872-1880), ministre plénipotentiaire à La Haye (1880-1882) et ambassadeur près le Saint-Siège (1882-1896).

BÉHIC (Louis-Armand-Henri) (1809-1891). Député d'Avesnes (1846), ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics de 1863 à 1867, nommé sénateur bonapartiste de la Gironde en 1876, non réélu en 1879, il avait débuté dans l'administration des finances, dirigé les forges de Vierzon (1848), et rempli les fonctions d'inspecteur général des Messageries impériales après le 2 décembre 1851.

BELCASTEL (Jean-Baptiste-Gaston-Gabriel-Louis de LACOSTE de) (1821-1890). Député de la Haute-Garonne (1871), il se fit remarquer par son zèle religieux et monarchiste, organisa un pèlerinage à Paray-le-Monial, vint en France au Sacré-Cœur (1873), fut élu sénateur de la Haute-Garonne (1876) et vota la dissolution de la Chambre des députés le 16 mai 1877.

BELCREDI (Richard, comte de) (1823), homme d'Etat autrichien. Lieutenant impérial à Prague (1864), député au Reichsrath, ministre d'Etat et président du conseil (1865-1867), il fut nommé membre de la Chambre des seigneurs en 1881.

BELLART (Nicolas-François) (1761-1826). Avocat en 1792, il fut proposé pour la défense de Louis XVI; on le trouva trop jeune. Il défendit plus tard Menou et Moreau. Adulateur de Napoléon, il contribua à sa déchéance, fut comblé de dignités par Louis XVIII, nommé procureur général à Paris, dressa l'acte d'accusation de Ney et poursuivit les journaux libéraux. Il avait été nommé député de Paris de 1815 à 1821.

BELLEYME (Louis-Marie de) (1787-1862). Procureur du roi à Pontoise (1820), puis à Paris (1826), il devint préfet de police (1827), député de la Dordogne (1829), de Paris (1831), de Ribérac (1834) et entra à la Cour de cassation (1857). Il a laissé des recueils d'*Ordonnances*.

BELLIARD (Augustin-Daniel, comte)

(1769-1832), général français. Il combattit à Jemmapes, suivit Hoche en Vendée, Bonaparte en Italie et en Egypte, assista à Austerlitz, Iéna, Eylau et Friedland, partit en Espagne, fit la campagne de Russie, d'Allemagne et de France. Ambassadeur à Bruxelles (1830), il signa le traité séparant la Belgique de la Hollande. Vint à publier ses *Mémoires* (1842).

BELLUNE (Duc de). (V. VICTOR.)

BEM (Joseph) (1795-1850), général polonais. Il servit sous Davout et Macdonald (1812), en qualité de lieutenant, fut professeur à l'école d'artillerie de Varsovie, commanda l'artillerie lors du soulèvement de la Pologne (1830), vint en France, se joignit aux Hongrois révoltés (1848), commanda la garde nationale de Vienne dans l'insurrection d'oct. 1849, défendit la Transylvanie dans une remarquable campagne, partit pour la Turquie où il reçut le titre de pacha avec le nom de Mourad après avoir embrassé l'islamisme.

BENEDEK (Louis) (1804-1881), général autrichien. Il prit une part glorieuse aux guerres d'Italie en 1848-49, commanda la droite autrichienne à Solferino. Nommé en 1866 général en chef de l'armée de Bohême, il n'accepta que sur les instances de l'empereur; ses hésitations contribuèrent à amener le désastre de Sadowa, que rendait d'ailleurs presque fatal la supériorité d'armement des Prussiens. Traduit devant un conseil de guerre, il fit preuve de la plus remarquable dignité; acquitté, il mourut en disgrâce.

BENEDETTI (Vincent) (1817). Ministre de France auprès du roi d'Italie (1861-1862), ambassadeur à Berlin (1864-1870), il favorisa l'entente de la France et de l'Italie (1866), essaya vainement après Sadowa d'obtenir quelque compensation pour la France et se laissa jouer par Bismarck dans les négociations relatives à la Belgique; il se rendit à Ems près du roi de Prusse au sujet de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne (1870). Guillaume ayant refusé de le recevoir, le duc de Gramont et Emile Ollivier jugèrent ce refus offensant et rappelèrent l'ambassadeur. La guerre était déclarée. (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE) Depuis lors, M. Benedetti

vécut dans la retraite. Il a écrit : *Ma mission en Prusse* (1871).

BÉNÉVENT (Prince de). (V. TALLEYRAND.)

BENJAMIN CONSTANT. (V. CONSTANT.)

BENOIST D'AZY (Denis, vicomte) (1796-1880). Député de Châteauneuf-Chinon en 1842, réélu en 1846, il vota avec la droite légitimiste. Député du Gard en 1849, il combattit la République, resta dans la vie privée sous l'Empire, fut député de la Nièvre (1871) et présida comme doyen d'âge les premières séances de l'Assemblée à Bordeaux.

BENSO, comte de *Cavour*. (V. ce nom.)

BENTINCK (William-Henry CAVENDISH) (1738-1807), duc de Portland, homme d'Etat anglais. Lord-lieutenant d'Irlande (1782), ministre de l'intérieur (1794-1801), premier ministre jusqu'en 1803 et de nouveau en 1807. Il était du parti whig.

BENTINCK (William CAVENDISH) (1774-1839), gouverneur de l'Inde (1827-1835). Il fut rappelé à la suite du massacre d'officiers anglais par les cipayes (affaire de Wellore).

BENTINCK (William-George-Frédéric CAVENDISH) (1802-1848), homme politique anglais, fils du précédent. Chef du parti protectionniste, il combattit Robert Peel et John Russell. Grand propriétaire de chevaux, il se fit un nom célèbre sur le turf.

BÉRANGER (Jean-Pierre de) (1780-1857), chansonnier français. Représentant du parti napoléonien libéral, il fit à la Restauration une guerre acharnée et ses chansons eurent une grande action sur l'opinion publique. Plusieurs fois poursuivi et condamné, en 1828 son amende de 10,000 fr. fut couverte par une souscription nationale. En 1848, il fut nommé député de la Seine et donna sa démission peu de jours après. Napoléon III lui fit faire des funérailles officielles. — (V. pour son œuvre de chansonnier, vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

BÉRANGER (Jean, comte) (1767-1850). Député aux États généraux, puis aux Cinq-Cents, il prit une part



Béranger.

active au coup d'Etat du 18 brumaire et fut nommé comte de l'Empire. Louis XVIII le nomma directeur des contributions indirectes. Louis-Philippe le créa pair de France.

BÉRENGER (Alphonse-Marie-Marcellin-Thomas) (1785-1866), dit *de la Drôme*. Député pendant les Cent-Jours, il défendit la cause de Napoléon II. Auteur d'importants travaux de jurisprudence. De 1815 à 1827, il ne s'occupa que de jurisprudence. Député (1828), il vota avec les libéraux, fit le rapport qui entraîna la condamnation des ministres de Charles X (1830), fut créé pair de France (1837) et président à la cour de cassation (1848).

BÉRENGER (René) (1830), fils du précédent. Avocat général à Lyon sous Napoléon III, il fut élu député de la Drôme (1871), siégea au centre gauche, fut un instant ministre des travaux publics (1873) et nommé sénateur inamovible (1876). La loi Bérenger qui autorise la libération conditionnelle est animée de l'esprit le plus généreux et a donné d'excellents résultats. M. Bérenger que les journaux « pornographiques » prennent volontiers pour objet de leurs railleries, est un des hommes qui honorent le plus la république.

BEREZOWSKI, réfugié polonais en France, auteur d'un attentat contre Alexandre II de Russie, au bois de Boulogne (6 juin 1867). Le tsar ne fut pas atteint et Berezowski fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il a été transporté à l'Île Nou, où il est encore (1898).

BERGASSE (Nicolas) (1750-1832). Député du tiers état de la sénéchaussée de Lyon aux Etats généraux (1789), il se retira quelques mois après. Arrêté en 1793, il fut relâché après le 9 thermidor, s'occupa de mesmerisme, écrivit des brochures, dont une, *Essai sur la propriété* (1821), le fit traduire devant la cour d'assises, qui l'acquitta.

BERLET (Albert-Ernest-Edmond) (1837-1886). Député de la Meurthe (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut élu député de Nancy (1876),

eut dans le cabinet Freycinet (1882) le sous-secrétariat d'Etat à la marine et aux colonies, et devint sénateur de Meurthe-et-Moselle (1883).

BERNADOTTE (Jean-Baptiste-Jules) (1764-1844), maréchal de France, roi de Suède et de Norvège sous le nom de Charles XIV ou Charles-Jean. Il commanda une division à Fribourg (1794), fit capituler Maestricht et protégea la retraite de Jourdan (1795). Ambassadeur à Vienne (1798), ministre de la guerre (1799), il ne prit pas part au 18 brumaire, et fut envoyé en Vendée. Gouverneur du Hanovre (1804), il assista à Austerlitz, battit les Prussiens



Bernadotte.

près de Halle et les Russes sur la Passarge. Gouverneur des villes hanséatiques (1808), il arrêta les hostilités contre la Suède à la chute de Gustave IV, assista à Wagram (1809), puis repoussa les Anglais aux bouches de l'Escaut. Désigné par les Etats de Suède comme héritier présomptif de la couronne, adopté par Charles XIII (10 octobre 1810), il se convertit au protestantisme, offrit son concours à Napoléon en lui demandant la Norvège, et s'allia à Alexandre I^{er} après le refus de Napoléon. En 1813, il entra dans la coalition, battit Oudinot et Ney et combattit à Leipzig à la tête de 70.000 hommes. A la mort de Charles XIII (5 février 1818), il fut proclamé roi de Suède et de Norvège, et contribua à la prospérité commerciale et industrielle de ce pays.

BERNARD (Simon) (1779-1839), général français. Chef du cabinet topographique de Napoléon I^{er}, il assista à Waterloo, devint aide de camp de Louis-Philippe (1830) et ministre de la guerre (1836). Sous la Restauration, il construisit des fortifications, des canaux et des routes aux Etats-Unis.

BERNARD (Arislide-Martin, dit MARTIN-BERNARD) (1808-1883). Affilié aux sociétés secrètes aux débuts du règne de Louis-Philippe, il fut avec Blanqui et Barbès organisateur de l'affaire du 12 mai 1839; emprisonné à Belle-Isle, puis à Doullens, jusqu'en 1848, le Gouvernement provisoire le nomma

commissaire général de la République pour les départements du Rhône, de l'Ardèche et de la Haute-Loire. Député à la Constituante et à la Législative, compromis dans le mouvement de juin 1849 avec Ledru-Rollin, il gagna l'étranger, fut élu en 1871 député de la Seine et vota avec l'extrême gauche.

BERNARD-LAVERGNE. (V. LAVERGNE.)

BERNARD-LAZARE (Lazare-Bernard, dit), publiciste et homme politique français, auteur d'un important ouvrage : *l'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, dont M. Edouard Drumont lui-même se plut à noter l'impartialité (1894). Dans ce volume, nous devons surtout rappeler que M. Bernard-Lazare fut le premier à ouvrir la campagne de révision du procès Dreyfus. Il a écrit à ce sujet diverses brochures que n'ont fait que reproduire et commenter ceux qui ont par la suite traité le même sujet : *la Vérité sur l'affaire Dreyfus* (Bruxelles, 1896; Paris, 1897); *Une Erreur judiciaire : l'affaire Dreyfus*, avec expertises d'écritures (1 vol., 1897); *Comment on condamne un innocent* (1898).

BERNETTI (Tommaso) (1779-1852), cardinal italien. Interné à Reims pour avoir refusé d'assister au mariage de Napoléon I^{er} et de Marie-Louise, il retourna à Rome avec Pie VII, devint secrétaire d'Etat de Léon XII (1827), de Grégoire XVI (1831) et suivit Pie IX à Gaète (1848).

BERNIER (Etienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie) (1762-1806), prêtre français. Curé à Angers, il refusa de prêter le serment civique, se lança dans la chouannerie, dont il devint un des chefs, fit sa soumission à Hoche, dévoila à Bonaparte le plan d'un soulèvement royaliste (1799) et fut nommé évêque d'Orléans en 1802.

BERNSTORFF (Christian-Günther, comte de) (1769-1835), diplomate danois. Ministre des affaires étrangères (1797), ambassadeur à Vienne (1810), puis à Berlin, il assista au congrès de Vienne (1815), entra au service de la Prusse (1818) et fut ministre des affaires étrangères.

BERRY (Duc et duchesse de). (V. BOURBON.)

BERRY (Georges) (1856). Avocat à Paris, conseiller municipal du quartier de la Chaussée-d'Antin (1881),

conservateur, puis républicain rallié, il fut élu député du IX^e arr. de Paris (1893 et 1898).

BERRYER (Antoine-Pierre) (1790-1868), avocat célèbre. Il défendit les généraux Debelle et Cambronne (1815), plaida dans différents procès contre les journaux, se fit une grande réputation dans l'affaire des banquiers Séguin et Ouvrard, dans le procès de Lamennais, et fut élu député de la Haute-Loire en 1830. Légitimiste convaincu, il combattit le gouvernement de Juillet, fut poursuivi après le soulèvement de la Vendée tentée par la duchesse de Berry, mais acquitté (1832), défendit Louis-Napoléon devant la Chambre des pairs après l'échouage de Boulogne (1840), alla à Londres avec des notabilités de son



Berryer.

parti saluer le comte de Chambord du titre de roi de France (1843). Aux Assemblées de 1848 et de 1849, député des Bouches-du-Rhône, son rôle fut assez effacé. Il ne rentra à la Chambre, sous l'Empire, qu'en 1863, et prit souvent la parole dans des questions budgétaires et d'administration publique. Merveilleux orateur, il soutint constamment les principes monarchistes qu'il ne considérait pas comme incompatibles avec les mesures les plus libérales.

BERSOT (Pierre-Ernest) (1816-1880). Secrétaire de Victor Cousin au ministère de l'instruction publique (1840), il fut nommé professeur de philosophie à Bordeaux à la rentrée de Guizot aux affaires. Obligé de quitter Bordeaux à la suite de polémiques avec Lacordaire, il professa à Dijon, puis à Versailles, et refusa en 1851 de prêter serment à Louis-Napoléon. Depuis il collabora aux *Débats* et fut nommé directeur de l'École normale (1871-1880). — Pour sa carrière philosophique, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE.

BERT (Paul) (1833-1886). Préfet du Nord (1871), député de l'Yonne (1874), puis d'Auxerre (1876), il fut un des 363, réélu en 1877, en 1881, en 1885. Fidèle soutien de la politique de Gambetta, il eut le portefeuille de l'instruc-

tion publique et des cultes dans le « grand ministère » (1881-1882), prit une part active aux discussions relatives aux questions d'enseignement et de laïcisation. En 1886 (31 janvier) il fut nommé résident général dans l'Annam et le Tonkin par M. de Freycinet, et mourut de la dysenterie le 11 novembre 1886.



Bert (Paul).

— V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE pour ses travaux scientifiques.

BERTEAUX (Henry-Maurice) (1852). Agent de change à Paris, député de Versailles (1893), membre influent du parti radical.

BERTHAUT (Jean-Auguste) (1817-1881), général français. Commandant de la garde mobile de la Seine (1870), il assista aux combats sous Paris, devint ministre de la guerre dans le cabinet Dufaure (1876), dans les cabinets Jules Simon et de Broglie (1877), commanda le XVIII^e corps à Bordeaux (1878) et donna sa démission après le vote de flétrissure de la Chambre contre le ministère du Scize-Mai.

BERTHELOT (Pierre-Eugène-Marcelin) (1827). Président du comité scientifique de défense de Paris (1870), il s'occupa de la fabrication des canons, de la nitroglycérine, de la dynamite et des poudres de guerre, fut nommé membre du comité consultatif des poudres et salpêtres (1876), sénateur inamovible (1881), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Goblet (1886-



Berthelot.

1887), des affaires étrangères (cabinet Bourgeois, 1895-1896). Il s'est beaucoup occupé de la réorganisation et de la laïcité de l'enseignement primaire et siège à la gauche radicale. — Pour ses nombreux travaux scientifiques, V. vol. de CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BERTHELOT (André-Marcel) (1862), publiciste et homme politique français. Lauréat du concours d'agrégation

d'histoire et de géographie (1884), il fut nommé à l'école de Rome et chargé de missions en Allemagne et en Hollande, puis devint maître de conférences à l'École des Hautes Études (Sorbonne), où il professa l'histoire des religions de la Grèce et de Rome (1886-1898). Depuis 1885, M. André Berthelot est attaché comme secrétaire général à la *Grande Encyclopédie*, œuvre magistrale à laquelle le fils de notre grand chimiste aura pris une part des plus importantes.

Élu conseiller municipal de Paris (quartier de la Monnaie) en 1893, il fut réélu en 1896. À l'Hôtel de Ville, il s'est consacré principalement à la grande question du Métropolitain, et a présenté le projet qui est actuellement en cours d'exécution.

Aux élections de 1898, M. Berthelot a été élu député de Paris (VI^e arrond.). Il appartient au parti républicain socialiste.

BERTHIER (Louis-Alexandre) (1753-1815), maréchal de l'Empire, prince de Neuchâtel et de Wagram. Il fit les guerres d'Amérique, celles de Vendée, servit sous Bonaparte en Italie, en Égypte et contribua au coup d'État du 18 brumaire. Ministre de la guerre, puis major-général, il fit toutes les campagnes de l'Empire. Nommé pair de France à la première Restauration, il se retira pendant les Cent-Jours à Bamberg (Bavière) où il fut tué par des gens masqués.



Berthier.

BERTHOLLET (Claude-Louis, comte) (1749-1822), chimiste français. Il fut chargé par la Convention de diriger, avec Monge, la préparation de la poudre, puis, par le Directoire, de recueillir les objets d'art enlevés en Italie. Il fit partie de l'expédition d'Égypte, fut comblé d'honneurs par Napoléon 1^{er}, vota néanmoins sa déchéance et fut créé pair de France par Louis XVIII. — Pour sa carrière scientifique, V. vol. de CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BERTHOLON (César) (1808-1885). Il fit de l'opposition au gouvernement de Louis-Philippe dans les sociétés

secrètes de la région lyonnaise, dans son journal le *Censeur* et dans la campagne réformiste des banquets. Député de l'Isère à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il fut interné en Afrique après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Préfet de la Loire (4 septembre 1870), député de Saint-Etienne (1876), un des 363, réélu en 1877 et en 1881, il siégeait à l'extrême gauche.

BERTIN (Louis-François) (1766-1841), dit *l'Ainé*. Il combattit la Révolution dans différents journaux et fonda le *Journal des Débats* après le 18 brumaire. Détenu au Temple, puis deporté à l'île d'Elbe, à la suite d'une conspiration royaliste, il revint en 1804, fut dépossédé de son journal (1811) qu'on nommait *Journal de l'Empire* depuis 1804 et ne le recouvra qu'en 1814. Il suivit Louis XVIII à Gand et le soutint constamment. Il fit de l'opposition à Charles X et se rallia à Louis-Philippe. — Son fils, *Louis-Marie-Armand* (1801-1854), lui succéda à la direction du *Journal des Débats*.

BERTIN DE VAUX (Louis-François) (1771-1842), frère du précédent. Un des fondateurs du *Journal des Débats*, il fit peu de politique sous l'Empire. En 1814, il suivit Louis XVIII à Gand, fut député en 1815, en 1820, conseiller d'Etat en 1827 et se rallia à Louis-Philippe qui le chargea de missions en Hollande et en Angleterre, et le fit pair de France (1832).

BERTON (Jean-Baptiste) (1769-1822), général français. Il fit partie des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, assista à Austerlitz, à Friedland, servit en Espagne, fut nommé gouverneur de Malaga, combattit à Toulouse et à Waterloo. Affilié aux carbonari, compromis dans la conspiration de Saumur, il fut condamné à mort et exécuté (5 octobre 1822).

BERTRAND (Henri-Gratien, comte) (1773-1844), maréchal de France. Il fit la campagne d'Égypte, se distingua à Aboukir, suivit Napoléon à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène et ne revint en France qu'en 1821. Député de Châteauroux en 1830, il fit de l'opposition libérale.

BERVILLE (Saint-Albin) (1788-1868). Avocat éloquent et libéral, il défendit Paul-Louis Courier (1821) et Béranger (1822), fut nommé député de Seine-et-Oise (1838) et fut réélu à l'Assem-

blée constituante (1848). Collaborateur de journaux politiques, il a donné une édition des *Œuvres de Pothier* (1826 et suiv., 26 vol.) et quelques ouvrages littéraires.

BESLAY (Charles) (1795-1878). Député de Pontivy au début du règne de Louis-Philippe, du Morbihan à la Constituante (1848), mêlé activement pendant l'Empire au mouvement républicain, nommé membre de la Commune de Paris par le VI^e arr. et gouverneur de la Banque de France, il la protégea contre les réquisitions et tous les partis rendirent hommage à son intégrité. Après la défaite de la Commune, il se réfugia à Neuchâtel (Suisse).

BESNARD (Armand-Louis-Charles-Gustave) (1833), amiral français. Il servit en Crimée, en Chine et dans l'armée de Bretagne (1870). Commandant en chef de la division navale de l'Extrême-Orient, il reçut le portefeuille de la marine dans les cabinets Ribot (1895) et Méline (1896-1898).

BESTOUJEV (Alexandre-Alexandrovitich) (1797-1837), écrivain russe. Aide de camp du duc Alexandre de Wurtemberg, il fut dégradé et envoyé en Sibérie (1825) à la suite d'une conspiration contre Nicolas I^{er}. Amnistié (1829), il reprit du service à l'armée du Caucase.

BETHMONT (Eugène) (1804-1860), avocat. Député de Paris (1842), puis de La Rochelle (1846), il siégea à l'extrême gauche, signa l'acte de mise en accusation du ministère Guizot (1848), fut ministre de l'agriculture et du commerce, puis de la justice, et conseiller d'Etat. Après le coup d'Etat du 2 décembre, il reprit sa place au barreau de Paris dont il fut bâtonnier en 1854.

BETHMONT (Paul-Louis-Gabriel) (1833-1889), fils du précédent. Avocat à Paris, député de la Charente-Inférieure (1865), réélu en 1869, il fit partie de l'opposition républicaine. Elu député de la Charente-Inférieure (1871), puis de Rochefort (1876), il siégea au centre gauche, fut un des 363 et réélu en 1877, en 1881. Il donna sa démission en 1882 pour se consacrer à ses fonctions de premier président de la Cour des comptes où il avait été nommé en 1880.

BEUGNOT (Jacques-Claude, comte) (1761-1835), homme d'Etat français.

Procureur général syndic du département de l'Aube (1790), membre de l'Assemblée législative (1791), il fut incarcéré en 1793 et relâché après le 9 thermidor. Attaché à Lucien Bonaparte après le 18 brumaire, il fut préfet de la Seine-Inférieure, conseiller d'Etat (1806), ministre des finances de Jérôme Bonaparte (1807), préfet du Nord (1813), ministre de l'intérieur (1814), directeur de la police et ministre de la marine pendant la première Restauration. Il suivit Louis XVIII à Gand, devint directeur des postes ; député de la Haute-Marne et de la Seine-Inférieure, il démissionna en 1824. On a de lui des *Mémoires* intéressants (1866).

BEULÉ (Charles-Ernest) (1826-1874). Jusqu'en 1871, il s'occupa de travaux archéologiques et de beaux-arts, fut député de Maine-et-Loire à l'Assemblée nationale de 1871, prit rang parmi les droitiers, fut ministre de l'intérieur dans le cabinet de Broglie (24 mai 1873) et se suicida le 4 avril 1874.

BEURNONVILLE (Pierre de RIEL, marquis de) (1752-1821), maréchal de France. Il servit dans l'Inde sous le bailli de Suffren, fut aide de camp de Luckner (1792), combattit à Valmy et à Jemmappes, devint ministre de la guerre et fut envoyé pour arrêter Dumouriez qui le livra aux Autrichiens (1793). Délivré en 1795, il commanda les armées de Sambre-et-Meuse et du Nord, fut chargé de missions à Berlin et à Madrid (1800-1802) ; comblé de dignités par Napoléon I^{er}, il signa néanmoins l'acte de déchéance, fut nommé ministre d'Etat, pair et maréchal de France par Louis XVIII.

BEUST (Friedrich-Ferdinand, comte de) (1809-1886), homme d'Etat allemand. Ministre de Saxe à Berlin (1848), il rentra dans son pays et fut nommé ministre de l'intérieur et président du conseil (1849). Particulariste et réactionnaire, il demanda le secours de la Prusse pendant la révolution qui éclata à Dresde (1849), soutint les intérêts des



Beust.

petits Etats allemands dans les affaires du Slesvig-Holstein (1864), prit parti pour l'Autriche contre la Prusse

(1866), fut choisi par François-Joseph comme ministre des affaires étrangères, constitua un cabinet hongrois (1867) et établit le système du dualisme. Il reçut le titre de chancelier de l'Empire (1868) et joua un rôle considérable dans les affaires intérieures et extérieures de l'Etat jusqu'à l'arrivée du ministre fédéraliste Hohenwart (1871). Il fut remplacé aux affaires étrangères par le comte Andrassy et nommé membre de la Chambre des seigneurs (1876), puis ambassadeur à Paris (1878-1882). Une traduction française de ses *Mémoires* a été publiée à Paris (1888, 2 vol.).

BIBESCO (Georges-Démètre) (1804-1873), hospodar de Valachie. Membre de l'Assemblée valaque (1841), il rédigea l'adresse qui amena la déposition du prince Alexandre Ghika (1844), fut élu prince de Valachie à vie (1845), fit d'importantes réformes dans l'ordre matériel (travaux publics, traités de commerce, développement de l'instruction publique, etc.), refusa en 1848 une constitution nouvelle, démissionna et se retira à Vienne, fut député au Parlement roumain et vint finir ses jours à Paris.

BIBIKOV (Dmitri-Gavrilovitch) (1792-1870), homme d'Etat russe. Il débuta dans l'armée, perdit un bras à l'affaire de Borodino (1812), fut directeur du commerce intérieur (1825-1835), gouverneur des provinces du S.-O. (Petite-Russie) (1837-1852) et ministre de l'intérieur (1852-1855).

BIGNON (Louis-Pierre-Edouard, baron) (1771-1841), diplomate français. Secrétaire de légation, chargé d'affaires à Berlin (1802), ministre plénipotentiaire à Cassel (1804-1806), il administra les finances et les domaines des pays conquis après Iéna, et fut résident de France à Varsovie (1810-1813). Mis à l'écart par les Bourbons en 1814, il servit Napoléon pendant les Cent-Jours, signa, comme ministre des affaires étrangères, la convention qui livrait Paris aux alliés (1815), fut nommé député de 1817 à 1830 et fit de l'opposition libérale, surtout à la politique de la Sainte-Alliance. Ministre des affaires étrangères en 1830, député en 1831 et 1834, pair de France en 1839.

BIGOT DE PRÉAMENEU (Félix-Julien-Jean, comte) (1747-1825), homme politique et jurisconsulte français.

Avocat sous l'ancien régime, il fut député de la Seine à l'Assemblée législative (1791), déclaré suspect et se cacha jusqu'en 1797. Nommé conseiller d'État après le 18 brumaire, il collabora activement au Code civil, fut ministre des cultes en 1808, ministre d'État et pair de France pendant les Cent-Jours. Il rentra dans la vie privée à la deuxième Restauration.

BILLAULT (Auguste-Adolphe-Marie) (1805-1863). Avocat à Nantes, il fut député d'Ancenis à la Chambre des députés (1837), siégea dans les rangs de l'opposition, fut député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée constituante (1848), mais, après les fluctuations de sa politique, ne fut pas renommé en 1849 à l'Assemblée législative. Après le coup d'État du 2 décembre, élu, comme candidat officiel, député de Saint-Girons, il fut président du Corps législatif, ministre de l'intérieur (1854), sénateur, ministre sans portefeuille (1860) et ministre d'État (1863).

BILLOT (Jean-Baptiste) (1828), général français. Il servit en Algérie et au Mexique, commanda le XVIII^e corps pendant la guerre franco-allemande, fut député de la Corrèze (1871) et siégea à la gauche républicaine. Nommé sénateur inamovible (1875), il fut ministre de la guerre (1882) et démissionna pour



Billot.

n'avoir pas à signer la mise en disponibilité pour retrait d'emploi des princes d'Orléans. Dans le ministère Méline (1896-1898), il reçut le portefeuille de la guerre.

BILLOT (Albert) (1841), diplomate français. Il entra au ministère des affaires étrangères en 1865, devint conseiller d'État (1882), ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1885), puis ambassadeur en Italie (1890).

BINEAU (Jean-Martial) (1805-1855). Ingénieur, député de Maine-et-Loire (1841-1848), ministre des travaux publics (1849), des finances (1852). — Pour ses travaux comme ingénieur, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

BIRON (Anne-Armand-Elic, vicomte de GONTAUT-) (1817-1890), diplomate français. Député des Basses-Pyré-

nées (1871), il vota avec la droite, fut nommé ambassadeur à Berlin (4 décembre 1871-1878); en 1876, le département des Basses-Pyrénées l'avait élu sénateur; il vota la dissolution de la Chambre des députés demandée par le cabinet de Broglie (1877), et échoua au renouvellement de 1882.

BISCHOFFSHEIM (Raphaël-Louis) (1823). Naturalisé Français (1880) pour services rendus à la science, il fut nommé député de Nice (1881) et ne s'inscrivit à aucun groupe. Réélu en 1889, on invalida son élection.

BISMARCK (Otto-Eduard-Leopold, prince de) (1815-1896), homme d'État prussien. Député aux « diètes réunies », il fut un des orateurs de la droite; pendant la Révolution de 1848, il fut un des chefs des Junkers (hobereaux) et un des plus puissants auxiliaires du parti de la Croix; délégué à la Diète de Francfort (1851) il commença sa longue lutte contre l'Autriche. Ambassadeur à Pétersbourg (1857), puis à Paris (1861), il fut chargé par le roi Guillaume de diriger le ministère (1861). Ses débuts furent pénibles; la Chambre, pendant trois ans, refusa de voter le budget (1861-1864), mais l'affaire des duchés fit une diversion: le Danemark fut démembré (1864). Entre temps, Bismarck voyait Napoléon III à Paris et à Biarritz, s'assurait de sa non-intervention, déclarait la guerre à l'Autriche (1866) et expulsait celle-ci du corps germanique: désormais l'hégémonie prussienne était assurée.



Bismarck.

A la suite de la candidature du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne et de la dépêche d'Embs (1870), la guerre fut déclarée à la France par la Prusse qui cherchait depuis longtemps l'occasion désirée. Bismarck accompagna constamment le roi, repoussa les ouvertures de paix du 2 septembre, joua Bazaine par des négociations dilatoires, fit couronner Guillaume I^{er} à Versailles empereur d'Allemagne (18 janvier 1871), signa avec Jules Favre l'armistice du 27 janvier, une convention le 26 février et enfin la paix à Francfort (10 mai).

Depuis 1871, il s'attacha à consolider l'empire allemand, devint l'arbitre des affaires européennes, pendant qu'il combattait à l'intérieur les catholiques et les socialistes. Il songea à attaquer la France qui se relevait trop vite à son gré de ses désastres (1875); l'entremise de l'empereur Alexandre II vint le contrarier, d'où haine entre Gortchakov et Bismarck. Alors ce dernier organisa l'entrevue des trois empereurs, puis la Triplice. En 1890, Guillaume II qui supportait mal sa tutelle le releva, sur sa demande, de toutes ses fonctions; il se retira à Friedrichsruhe, et jusqu'à la fin de sa vie témoigna par des manifestations bruyantes la colère que lui causait l'ingratitude du souverain. Il a laissé des *Mémoires*, qui ont été publiés après sa mort (1898). — *Biographies* par Simon, Mlle Dronsart. Il a été publié une édition française de ses *Discours*. V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.

BISMARCK (Heinrich-Ferdinand-Herbert, comte de) (1819), homme d'Etat prussien, fils du précédent. Député de Lauenbourg au Reichstag (1878), il entra dans la carrière diplomatique, fut ministre plénipotentiaire à La Haye (1884), sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1885) et adjoint aux fonctions de chancelier (1886). Il suivit son père dans la retraite.

BIXIO (Jacques-Alexandre) (1808-1865). Un des fondateurs de la *Revue des Deux Mondes*, rédacteur au *National*, député du Doubs à l'Assemblée constituante (1848), il fut blessé dans les journées de juin, devint vice-président de l'Assemblée et ministre de l'agriculture et du commerce. Réélu en 1849 par le Doubs, arrêté le 2 décembre 1851, il s'occupa d'agriculture et devint administrateur de plusieurs compagnies de chemins de fer.

BIXIO (Girolamo, dit *Nino*) (1821-1873), patriote et général italien, frère du précédent. Il servit dans la marine, devint un des chefs de la jeunesse républicaine à Gênes (1847), fit le siège de Rome dans la légion de Garibaldi (1849), servit encore sous ce dernier dans les chasseurs des Alpes (1859) et le seconda surtout dans l'expédition de Sicile (1860) où il fut blessé plusieurs fois. Député de Gênes (1861), général commandant

la place d'Alexandrie (1863), il se distingua en 1866 en couvrant la retraite après Custoza. Sénateur en 1870, il participa à la prise de Rome, prit sa retraite, et mourut du choléra à Batavia où il avait organisé le transport des troupes hollandaises.

BJOERNSTJERNA (Magnus-Frederik-Ferdinand, comte) (1779-1847), homme d'Etat suédois. Il servit dans la guerre de Finlande, fut chargé de missions secrètes auprès de Napoléon I^{er}, suivit Bernadotte pendant la campagne d'Allemagne (1813), partit en Norvège lors de la cession de ce pays à la Suède et fut ambassadeur à Londres de 1828 à 1846.

BLACAS D'AULPS (Pierre-Louis-Jean-Casimir, duc de) (1771-1839). Après avoir combattu parmi les chouans, il rejoignit Louis XVIII qu'il ne quitta plus. A la Restauration, il fut comblé de dignités, fut chargé de missions importantes, nommé ambassadeur à Naples (1823-1830) et suivit Charles X en exil.

BLACQUETOT. (V. DECAUX [Vicomte].)

BLAINE (James-Gillespie) (1830-1893), homme d'Etat américain. Représentant de l'Etat du Maine à Washington (1862-1876), un des leaders du parti républicain, candidat à la présidence des Etats-Unis (1876), il échoua de quelques voix contre M. Hayes, fut nommé sénateur du Maine, premier ministre (1880). Il échoua encore contre M. Cleveland (1884).

BLANC (Pierre) (1806-1897). Avocat à Chambéry, député au Parlement sarde, il entra à la Chambre des députés de France comme député d'Albertville (1876), fit partie des 363 et fut réélu jusqu'à sa mort. Il présida souvent la Chambre en qualité de doyen d'âge.

BLANC (Jean-Joseph-Charles-Louis) (1811-1882). Précepteur, puis journaliste, il prit une grande part à la campagne des banquets réformistes, fit partie du Gouvernement provisoire de 1848 et présida la commission du Luxembourg chargée de prendre en main les intérêts des travailleurs. Député de Paris, il fut compromis dans l'affaire du



Blanc (Louis).

15 mai, condamné par contumace à la déportation, et ne rentra en France qu'en 1870. Elu député de la Seine (1871), il blâma ouvertement la Commune de Paris, siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876, un des 333, et réélu en 1877. Il présenta et soutint en 1879 le projet d'amnistie plénière. — Pour son œuvre de publiciste et d'historien, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et vol. SOCIALISME.

BLANC (Alexandre-Auguste-Philippe-Charles) (1814-1882), frère du précédent. Lié avec les journalistes avancés, il fit peu de politique, fut nommé en 1848 directeur des beaux-arts, démissionna après le 2 décembre 1851, fut de nouveau directeur de 1870 à 1873, membre de l'Académie française (1876). — Intéressants travaux de critique d'art.

BLANC (Xavier) (1817), homme politique français. Avocat à Gap, bâtonnier de son ordre, commissaire de la République dans les Hautes-Alpes (1848), préfet du même département (1870-1871), il fut élu sénateur en 1876 et constamment réélu. Il siégea à gauche.

BLANCO (Antonio-Guzman) (1832), homme d'Etat vénézuélien. Ministre des affaires étrangères et des finances (1863), il fut élu président de l'Assemblée constituante (1864), vice-président de la République, général en chef de l'armée constitutionnelle (1870), président de la Confédération en 1873. Ministre plénipotentiaire à Paris (1877), il reprit le pouvoir en 1879, revint à Paris (1884) et fut réélu en 1887.

BLANQUI (Jean-Dominique) (1759-1832), conventionnel. Député des Alpes-Maritimes à la Convention, il vota avec la Gironde, fut emprisonné et relâché après le 9 thermidor; membre du conseil des Cinq-Cents, sous-préfet de Puget-Théniers depuis le 18 brumaire jusqu'en 1814, il fut, pendant les Cent-Jours, sous-préfet de Marmande, et rentra dans la vie privée.

BLANQUI (Louis-Auguste) (1805-1881), fils du précédent. Doué d'une rare intelligence, d'une énergie indomptable, d'une puissance de travail peu commune, il exerça de tout temps sur les jeunes gens et les ouvriers qui le suivirent dans son action incessante une influence en quelque

sorte magnétique qu'il conserva jusqu'à la dernière heure et qui lui survit.

Blessé en 1827, lors de l'émeute de la rue Saint-Denis, combattant de juillet 1830, inculpé dans le procès des Quinze (1832), il est acquitté mais condamné à un an de prison pour délit d'audience. Avec Barbès et Martin Bernard il dirige le mouvement insurrectionnel du 12 mai 1839, est arrêté six mois après et condamné à mort. Sa peine ayant



Blanqui.

été commuée en celle de la détention perpétuelle, la révolution de février 1848 le rendit à la liberté. Il prend alors une part active à l'agitation socialiste révolutionnaire. Principal organisateur de la journée du 15 mai 1848, il est traduit devant la Haute Cour de Bourges et condamné à dix ans de prison, qu'il subit à Belle-Isle, puis à Corte et en Afrique. Aussitôt après l'amnistie de 1859, il reprend son action révolutionnaire, et, en 1861, il est de nouveau condamné à quatre années de prison, s'évade et prépare avec Tridon, Levraud, Granger, Eudes, une conspiration nouvelle qui aboutit à la prise d'armes dite « affaire de la caserne des pompiers de la Villette » (14 août 1870). Il échappe aux poursuites, vit caché à Paris jusqu'au 4 septembre, et, ce jour-là, ce sont encore les blanquistes qui pénétrèrent les premiers au Corps législatif et mettent Gambetta et Jules Favre en demeure de proclamer la République. Blanqui fonde la *Patrie en danger*, organe du parti révolutionnaire à Paris, pendant le siège. Elu chef d'un bataillon de Montmartre, il est un des principaux inspirateurs de la journée du 31 octobre 1870 (V. volume GUERRE FRANCO-ALLEMANDE). Le 18 mars, il n'est pas à Paris; il n'en n'est pas moins élu peu après membre de la Commune; Thiers le fait arrêter, interner à Clairvaux, puis à la forteresse maritime du Taureau dans la baie de Morlaix. La Commune, poussée par le parti blanquiste, fit alors diverses tentatives pour obtenir l'échange de Blanqui contre des otages, notamment l'archevêque de Paris. Thiers refusa obstinément. Blan-

qui, traduit devant le 3^e conseil de guerre, fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Elu député à Bordeaux (1879), son élection fut annulée. Gracié peu après, il fonde un nouvel organe révolutionnaire, *Ni Dieu ni Maître*, ses forces l'abandonnent, et peu après le vieux révolutionnaire meurt à la suite d'une réunion publique, après avoir passé en prison plus de la moitié de sa vie. Il a laissé quelques œuvres intéressantes : *l'Éternité par les astres*, *Critique sociale*, etc. Récemment, M. Gustave Geoffroy a retracé, dans un très remarquable ouvrage, *l'Enfermé*, la vie mouvementée de cet ardent révolutionnaire (1897).

M. T. Granger vient de déposer les papiers de Blanqui à la *Bibliothèque nationale* (1899).

BLUM (Robert) (1807-1848), homme politique allemand. Rédacteur du *Dictionnaire théâtral* (1839-1842), il fit partie de différentes sociétés politiques et publia les *Feuilles patriotiques saxonnes* (1843-1847). Mêlé au mouvement de 1845, il se mit à la tête de la démocratie saxonne (1848), fut député à Francfort et à Leipzig, pris dans les affaires de Vienne et fusillé par les Autrichiens (9 novembre 1848).

BLUNTSCHLI (Johann-Kaspar) (1808-1881), homme politique et jurisculte suisse. Conseiller d'Etat, membre du Directoire fédéral, il joua un rôle important dans les affaires politiques suisses de 1830 à 1848, se retira dans le grand-duché de Bade et y fut membre de la Chambre des députés.

BOCHER (Henri-Edouard) (1811). Préfet du Gers, de la Haute-Garonne et du Calvados de 1839 à 1848, député du Calvados à la Législative, il vota avec la droite monarchiste. Après le 2 décembre, il groupa tous les orléanistes militants, fut député du Calvados (1871) et fut rapporteur de la loi qui rendit ses biens à la famille d'Orléans au lendemain du jour où la France payait cinq milliards de rançon. Sénateur en 1876, il s'associa à la tentative de coup d'Etat du 16 mai, fut réélu et rallia autour du comte de Paris la majorité des monarchistes.

BOICHOT (Jean-Baptiste) (1820-1895). Sergent-major en 1849, il fut

député de la Seine à la Législative, prit part à la manifestation des Arts-et-Métiers avec Ledru-Rollin et alla se réfugier à Lausanne. Expulsé de Suisse, il passa en Angleterre, revint en France (1854), fut arrêté comme membre de société secrète et condamné à cinq ans de prison qu'il subit à Corte. Amnistié en 1859, il se retira à Bruxelles.

BOIGNE (Benoit LE BORGNE, comte de) (1741-1830). Général des armées du prince indien Sindiah (1786), il revint en France (1794) possesseur d'une immense fortune.

BOIS DU BAY (Louis-Thibault du). V. DUBOIS DU BAY.

BOISSY D'ANGLAS (François-Antoine, comte de) (1756-1826), conventionnel. Député du tiers état d'Annonay en 1789, il fut nommé par l'Ar-



Boissy d'Anglas.

dèche à la Convention, vota successivement la détention de Louis XVI, l'appel au peuple, la déportation et le sur-sis, disparut jusqu'au 9 thermidor, fut un des chefs de la réaction, membre du comité de Salut public, présida la séance du 1^{er} prairial pendant laquelle on lui présenta la tête de Féraud au bout d'une pique, fit disperser les sections par la force armée. Membre des Cinq-Cents, proscrit au 18 fructidor, il s'enfuit en Angleterre, fut nommé au Tribunal après le 18 brumaire, puis au Sénat impérial, fut créé comte et pair de France en 1814, par Louis XVIII, servit Napoléon pendant les Cent-Jours. La seconde Restauration lui rendit la pairie (1817).

BOISSY D'ANGLAS (Jean-Gabriel-Théophile, comte de) (1783-1864), homme politique français, fils du précédent. Intendant d'armée (1830), il fut député de Tournon pendant tout le règne de Louis-Philippe et siégea à droite. Il fut réélu comme candidat officiel en 1852, 1857 et 1863.

BOISSY D'ANGLAS (François-Antoine, baron) (1846). Député de Tournon (1877), il siégea à l'Union républicaine, fut pendant six mois ambassadeur au Mexique (1880), et réélu député (de 1881 à 1898).

BOITTELLE (Symphorien-Casimir-

Joseph) (1813-1897). Préfet de l'Aisne (1853), de l'Yonne (1856), préfet de police (1858-1868), sénateur (1868), le 4 septembre le rendit à la vie privée.

BOLIVAR (Simon) (1783-1830), dit *el Libertador*, homme politique américain. De 1810 à 1813, il ne cessa de combattre au Venezuela les Espagnols commandés par Monteverde et fut proclamé dictateur à Caracas (1814). La lutte reprit bientôt jusqu'en 1819, date à laquelle il entra à Santa-Fé, proclamait la fusion de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela, et prenait la présidence du nouvel Etat qui fut appelé Colombie. Après la révolution espagnole de 1820, Bolivar continue son œuvre et chasse totalement les Espagnols (1823); il intervient au Haut-Pérou, entre à Lima (1823), proclame l'indépendance du pays (1825) qui prend le nom de Bolivie. En 1826, la capitulation de Callao enlevait leur dernière possession aux Espagnols. Pendant quatre ans, il eut à lutter contre les fédéralistes et contre des compétiteurs, Paez entre autres, qui l'accusaient de vouloir créer un empire à son profit. Il donna sa démission et se retira à Carthagène (1830). Son rêve était de former, sous le nom d'Etats-Unis du Sud, une république composée de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de La Plata et du Chili.

BOMBELLES (Marc-Marie, marquis de) (1744-1822), prélat français. Ambassadeur à Constantinople au moment de la Révolution, il émigra en 1790. fit partie de l'armée de Condé, fut aumônier de la duchesse de Berry (1815) et évêque d'Amiens (1819).

BOMBELLES (Louis-Philippe, comte de) (1780-1843), diplomate autrichien, fils du précédent. Il fut chargé par François II de détacher le Danemark de la cause de Napoléon (1813), représenta l'Autriche à Dresde (1816), à Londres (1829), à Turin (1834), à Berne (1837).

BOMFIN (José-Lucio TRAVASSOR-VALDES, comte de) (1787-1862), général portugais. Colonel en 1828, il combattit l'usurpateur dom Miguel et fut nommé général (1832) par dom Pedro, ministre de la guerre et de la marine (1837-1841). Il combattit à la tête des libéraux en 1842, puis en 1846, fut pris et envoyé en Afrique.

BON (Jean), dit *Saint-Andre* (V. ce nom).

BONALD (Louis-Gabriel-Ambroise, vicomte de) (1754-1840). Emigré en 1791, il rentra en France, devint à la Restauration un théoricien de la réaction royaliste et religieuse, collabora au *Mercure* avec Chateaubriand, fut député de l'Aveyron (1815-1822) et pair de France (1823). Il se retira de la politique en 1830. — Pour ses œuvres littéraires et philosophiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BONAPARTE (Famille). D'origine lombarde, transplantée à Florence, puis à Ajaccio, la famille Buonaparte avait pour chef au moment où la Corse devint française (1768), *Charles-Marie* (1746-1785), avocat, protégé par Marbeuf, gouverneur de l'île. De sa femme Marie-Lætitia-Ramolino (1750-1836), il eut :

Joseph (1768-1844), roi de Naples, puis roi d'Espagne. Chargé de réorganiser l'administration de la Corse (1796-1797), ambassadeur à Rome (1797), membre du conseil des Cinq-Cents, il appuya son frère au 18 brumaire, fit partie du Corps législatif et du conseil d'Etat, signa avec l'Angleterre le traité d'Amiens (1802), fut nommé par Napoléon I^{er} roi de Naples (1806-1808), roi d'Espagne (1808-1813); lieutenant général de l'Empire en 1814, il abandonna Paris (mars), se retira en Suisse (1814), ne joua qu'un rôle effacé pendant les Cent-Jours et se réfugia aux Etats-Unis où il vécut sous le nom de comte de Surveilliers. Il mourut à Florence ne laissant pas de fils. — *Ses Mémoires*, 10 vol., publiés par Du Casse, 1859.

Napoléon (1769-1821), empereur des Français. (V. NAPOLÉON I^{er}.)

Lucien (1775-1840), prince de Canino. Député au conseil des Cinq-Cents (1798), il présida la séance du conseil à Saint-Cloud le 19 brumaire et assura le succès du coup d'Etat. Ministre de l'intérieur (1799-1800), ambassadeur en Espagne (1800-1802), d'où il revint avec une fortune, sénateur (1803), il affecta des allures républicaines, se brouilla avec son frère à la suite de son mariage,



Bonaparte (Joseph.)

vécût à Rome, puis à Tusculum, en grand seigneur épris de poésie et de recherches archéologiques, jusqu'en 1810, partit pour les États-Unis mais fut pris par les Anglais qui l'internèrent près de Londres jusqu'en 1814, retourna à Rome où Pie VII lui donna le titre de prince de Canino, se réconcilia avec Napoléon pendant les Cent-Jours et lui conseilla un nouveau 18 brumaire. Il revint à Rome et y mourut. Il a laissé, entre autres travaux intéressants : *La vérité sur les Cent-Jours* (1835), *Mémoires de Lucien Bonaparte, prince de Canino, écrits par lui-même* (1836) et des poèmes épiques sans valeur. — Son fils aîné, *Charles-Lucien-Jules-Laurent*, prince de Canino (1803-1857), s'occupa de zoologie, surtout d'ornithologie, fut député de Viterbe (1849) après la fuite de Pie IX à Gaëte, siégea dans les rangs du parti avancé et dut quitter l'Italie quant la réaction triompha. Il vint à Paris et y mourut. Il eut un fils qui fut cardinal romain (1868). — Le troisième fils de Lucien, *Pierre* (1815-1881), mena une existence d'aventurier en Colombie (1832), dans les Romagnes (1836), en Albanie (1838), fut député



Bonaparte
(Pierre).

de la Corse (1848), vota avec l'extrême gauche, réélu en 1849 à la Législative, soutint son cousin Louis-Napoléon, mais désapprouva le coup d'État du 2 décembre. Néanmoins il fut pensionné par l'Empire, se livra avec ardeur à la chasse. A la suite de polémiques de presse, il assassina Victor Noir, chargé, avec Ulric de Fonvielle, de le provoquer en duel au nom de Paschal Grousset, fut traduit devant la haute cour de Tours et scandaleusement acquitté. Après le 4 septembre 1870, il se réfugia à Bruxelles où sa femme ouvrit une maison de commerce. Son fils *Roland* (1858), rayé des cadres de l'armée française en 1886, est membre de plusieurs sociétés savantes.

Elsa (Marie-Anne) (1777-1820), princesse de Lucques et de Piombino, grande-duchesse de Toscane. Elle épousa *Bacciochi* (1797) qu'elle réduisit au rôle de comparse et reçut

le surnom de *Sémiramis de Lucques*.

Louis (1778-1846), roi de Hollande. Aide de camp de son frère Napoléon, il assista à Lodi, à Arcole, à Rivoli, servit sous Leclerc à Saint-Domingue; à son retour, il se maria avec Hortense de Beauharnais (1802) à contre-cœur et sous la pression de son frère, fut nommé général de division (1804), prince et connétable, roi de Hollande (1806-1810); obligé d'abandonner son trône, il se retira en Italie, après la chute de son frère, prit le titre de comte de Saint-Leu et mourut à Livourne. Son fils, *Napoléon-Louis*, né en 1804, avait été nommé par Napoléon, grand-duc de Berg. Il prit part à l'insurrection des Romagnes en 1831 et mourut à Forti. — Pour son fils cadet, le prince Napoléon, V. NAPOLEON III.

Pauline (Marie-) (1780-1825), princesse Borghèse, duchesse de Guastalla. Mariée au général Leclerc (1801), remariée au prince Camille Borghèse (1803) qui ne tarda pas à se séparer d'elle à cause de la légèreté de ses mœurs, elle fut dotée par Napoléon du duché de Guastalla (1806).

Caroline (Marie-Annonciade-) (1782-1839), grande-duchesse de Berg et de Clèves, puis reine de Naples. Elle épousa Murat (1800) qu'elle domina et devint ainsi reine de Naples (1808). En 1814, elle réussit à sauver son trône grâce à l'appui de Metternich, mais après l'équipée de Murat (mai 1815), fut internée près de Vienne et alla se fixer à Trieste.

Jérôme (1784-1860), roi de Westphalie, maréchal de France. Il épousa la fille d'un riche marchand américain, Elisabeth Patterson (1803), mais l'empereur refusa de reconnaître ce mariage, et, pour rentrer en grâce, Jérôme abandonna sa femme et ses enfants; il fut roi de Westphalie après Tilsit (1807), épousa la fille du roi de



Bonaparte
(Pauline).



Bonaparte
(Caroline).

Wurtemberg, Catherine, et essaya, sans y parvenir, de réconcilier avec la France les Allemands du Nord. Découragé par les exigences de son frère, il chercha une distraction dans des intrigues amoureuses et des constructions ruineuses. Obligé d'abandonner son royaume devant les progrès des coalisés (1813), il se retira à Trieste en 1814, servit son frère pendant les Cent-Jours à Waterloo, fut interné avec sa femme en Wurtemberg, puis en Autriche, et se fixa à Trieste sous le nom de comte de Montfort, à Rome, enfin à Florence. Son neveu Louis-Napoléon le nomma gouverneur des Invalides (1848), maréchal de France (1850), président du Sénat (1852) et le pourvut d'une rente d'un million, des résidences du Palais-Royal et de Meudon. Il épousa à 70 ans la marquise Justine Bertolini. — *Mémoires et Correspondances du roi Jérôme*, 5 vol., 1861. — Sa fille *Mathilde-Letitia-Wilhelmine* (1820) se maria avec le prince Anatole Demidov (1841) duquel elle se sépara en 1845, reçut de Napoléon III une dotation considérable et la résidence de l'Élysée. — Son fils *Napoléon-Joseph-Charles-Paul* (1822-1891), après de nombreux voyages en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, se fit élire député de la Corse à la Constituante (1848) et à la Législative (1849), vota souvent avec



Prince Napoléon.

(1854), il fut rappelé (1855), se maria avec la fille de Victor-Emmanuel, Clotilde de Savoie (1859), occupa la Toscane pendant la guerre d'Italie, prit souvent la parole au Sénat contre le pouvoir temporel du pape, en faveur de l'unité italienne, de la Pologne, forma au Palais-Royal un centre politique qui froissait les Tuileries et déplaisait fort à l'impératrice Eugénie. Entre temps, il accomplissait de grands voyages et en publiait les relations ainsi que la *Correspondance*

de Napoléon I^{er} (1869). Retiré en Corse (1871-1872), expulsé par Thiers (1872), il revint en 1873, fut député d'Ajaccio (1875), vota avec la majorité républicaine et fut un des 363. Non réélu en 1877, il fit acte de prétendant en 1883, fut expulsé en 1886, et vécut en Suisse et en Italie. — Son fils aîné *Victor* (1862) s'est déclaré prétendant en 1884 et a été expulsé en 1886. — *Louis* (1864), son second fils, est officier dans l'armée russe.

BONDY (Pierre-Marie TAILLEPIED, comte de) (1766-1847). Préfet du Rhône (1810-1814), de la Seine pendant les Cent-Jours, député de l'Indre, il vota l'adresse des 221, fut préfet de la Seine (1831) et membre de la Chambre des pairs.

BONDY (François-Marie TAILLEPIED, comte de) (1802). Préfet de la Corrèze (1830), de l'Yonne (1833), pair de France (1841), il rentra dans la vie privée en 1848, fut député de l'Indre (1871), siégea à la droite monarchique, devint sénateur (1876), vota la dissolution de la Chambre (1877) et fut réélu en 1879 et 1888.

BONGHI (Ruggiero) (1828-1895), philosophe et homme politique italien. Député de Belgiojoso (1860), secrétaire de Farini pendant sa lieutenance à Naples, député de Manfredonia (1861), ministre de l'instruction publique (1874-1876), député de Conigliano (1879), il siégea dans les rangs du parti modéré.

BONJEAN (Louis-Bernard) (1804-1871). Député de la Drôme (1848), il siégea à droite, fut ministre du commerce et de l'agriculture (1851), conseiller d'Etat (1852), sénateur (1855), président à la Cour de Riom (1863), puis à la Cour de cassation (1865). Un des otages de la Commune de Paris, il fut, avec l'archevêque de Paris, fusillé à la prison de la Roquette (24 mai 1871).

BONNECHOSE (Henri-Marie-Gaston Boisnormand de) (1800-1883), prélat français. Evêque de Carcassonne (1847), d'Evreux (1854), archevêque de Rouen (1858), il fut nommé cardinal et sénateur en 1863.

BONNET (Louis-Ferdinand) (1760-1839), avocat et homme politique



Bonnechose.

français. Défenseur du général Moreau (1804) et de Louvel (1820), il fut député de Paris (1820-1824).

BONNET (Guy-Joseph) (1773-1843), général haïtien. Chargé de mission auprès du Directoire (1797), il fut sénateur et secrétaire d'Etat après la chute de Dessalines (1806).

BONNET-DUVERDIER (Edouard-Guillaume) (1824-1882). Compromis dans l'affaire du 13 juin 1849, il se réfugia à Jersey, fut nommé par le XI^e arr. conseiller municipal de Paris (1874), condamné à quinze mois de prison pour avoir attaqué Mac-Mahon dans une réunion privée à Saint-Denis (1877), député du Rhône (même année) et réélu en 1881.

BONNIÈRE (Gustave-Auguste de La). (V. BEAUMONT.)

BORDEAUX (Duc de). (V. BOURBON.)

BORDESOLLE (Etienné TARDIF de POMMEROUX, comte de) (1771-1838), général français. Il servit dans toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député de l'Indre et de la Charente, gouverneur de l'Ecole polytechnique (1822), fit partie de l'expédition d'Espagne et fut nommé pair de France (1823).

BORDONE (Philippe-Toussaint-Joseph), né à Avignon (1821). Il accompagna Garibaldi dans l'expédition de Sicile. En 1870, il prit part à l'organisation des corps francs qui formèrent l'armée des Vosges et fut nommé chef d'état-major. A publié pour sa justification : *Garibaldi et l'armée des Vosges* (1872).

BOREL (Jean-Louis) (1819), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie, dans les armées de la Loire et de l'Est en 1870-1871, fut ministre de la guerre dans le cabinet Dufaure (1877-1879) et prit le commandement du III^e corps d'armée.

BORGHÈSE (Camillo-Filippo-Lodovico, prince) (1775-1832), naturalisé Français, marié avec Pauline Bonaparte (1803), fut gouverneur du Piémont et se retira à Florence à la chute de l'Empire. Il avait vendu à Napoléon une grande partie des sculptures antiques de sa galerie qui sont maintenant au Louvre.

BORGHÈSE (Pauline BONAPARTE, princesse). (V. BONAPARTE.)

BORIES (Jean-François-Louis LECLERC-) (1795-1822), sergent-major au 45^e de ligne, exécuté à Paris le 21 sep-

tembre 1822 avec Raoulx, Goubin et Pommier, affiliés comme lui aux carbonari, et appelés les « quatre sergents de La Rochelle ».

BORRIGLIONE (Alfred-Ferdinand) (1841). Député républicain de Nice (1876), il fut réélu constamment et remplit les fonctions de maire de Nice de 1878 à 1886.

BOTZARIS (Marcos) (1788-1823), patriote grec. Il combattit la Turquie pendant l'insurrection de 1806, se réfugia dans les îles Ioniennes et rentra en Grèce en 1820. Nommé général, il se signala par de brillants faits d'armes, surtout à Missolonghi où, avec 300 hommes, il pénétra dans le camp turc et y fit un terrible carnage; il y fut blessé mortellement (20 août 1823).



Botzaris.

BOU-AMAMA, marabout algérien, chef de l'insurrection de 1881 dans le S.-O. de la province d'Oran. Ayant remporté un avantage à Chellala sur les troupes du colonel Innocenti, il vit accourir à lui les indigènes des régions sahariennes, s'avança vers le Nord, mais dut reculer et se réfugia au Maroc.

BOUCHAGE (François-Joseph GRATER, vicomte du) (1749-1821). Ministre de la marine (1792), dévoué à l'ancien régime, il émigra, rentra sous le Consulat, fut compromis dans une conspiration (1805), redevint ministre de la marine (1815) et remplaça par des émigrés les officiers de l'armée de mer qui avaient servi la Révolution et l'Empire. Louis XVIII le nomma ministre d'Etat et pair de France (1817) et il vota avec les ultraroyalistes.

BOUDET (Paul) (1800-1877). Avocat à Paris, député de Laval (1834-1848), représentant de la Mayenne à la Constituante (1848), conseiller d'Etat, ministre de l'intérieur (1863-1865), sénateur (1865), vice-président du Sénat (1867-1870).

BOULLERIE (Marie-Joseph ROLLET de LA) (1822-1894). Il débuta dans l'administration, fut élu député de Maine-et-Loire (1871) et siégea à la droite légitimiste. Ministre de l'agriculture et du commerce dans le cabinet Broglie (25 mai 1873), il démis-

sionna le 24 novembre de la même année, échoua aux élections suivantes et s'occupa d'affaires financières.

BOULANGER (Ernest-Théophile) (1831). Directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre (1865), sénateur de la Meuse (1886), réélu en 1888, il prit une part importante aux discussions financières.

BOULANGER (Georges-Ernest-Jean-Marie) (1837-1891), général et homme politique français. Il servit en Algérie, en Italie, en Cochinchine, sous Vinoy pendant la défense de Paris, fut blessé à Champigny, prit part à la lutte contre la Commune, repré-



Boulanger.

senta la France au centenaire de l'indépendance des Etats-Unis (1881), devint directeur de l'infanterie (1882) et commanda l'armée d'occupation de Tunisie (1884-1885). Ministre de la guerre dans le cabinet Freycinet (1886), il renouvela le haut

personnel de l'état-major et des directions, fit voter la loi sur l'espionnage, améliora la condition des soldats. Il avait soutenu la loi d'expulsion contre les princes, malgré ses obligations personnelles envers le duc d'Aumale. Quelques réformes bruyantes et une audacieuse réclame lui valurent une popularité tapageuse et la droite se rapprocha secrètement de lui pour exploiter son influence contre la République. Il conserva son portefeuille dans le cabinet Goblet. Le cabinet Rouvier, à qui le président Grévy avait fait une obligation d'éloigner Boulanger, dont l'attitude rendait imminente une rupture avec l'Allemagne, le remplaça par le général Ferron et lui donna le commandement du XIII^e corps, à Clermont-Ferrand (28 juin 1887). Un courant extraordinaire d'opinion s'était formé; des manifestations populaires eurent lieu à la gare de Lyon, à la revue du 14 juillet; des polémiques violentes s'engagèrent; Boulanger fut mis en non-activité par retrait d'emploi. Elu député dans l'Aisne, la Dordogne et dans le Nord, il opta pour ce dernier département, proposa la revision des lois constitutionnelles, fut frappé de la censure

pour avoir demandé la dissolution de la Chambre, se battit en duel le lendemain avec le président Floquet qui le blessa (1888). Le « général de café-concert » (Ferry) avait réuni autour de lui un parti formé des éléments les plus hétérogènes où quelques radicaux se rencontraient avec des royalistes et des patriotes et qui avait pour principaux chefs Déroulède, Naquet, Laguerre, Dillon. Elu de nouveau dans trois départements, il opta pour le Nord, se fit nommer député de Paris (1889). Le danger imminent rapprocha tous les républicains et le rétablissement du scrutin d'arrondissement enleva à Boulanger ses meilleures chances. Il quitta la France sur la seule menace de poursuites ordonnées par Constans, ministre de l'intérieur. Condamné par le Sénat (transformé en Haute-Cour) à la déportation dans une enceinte fortifiée avec Rochefort et le comte Dillon (1889), il s'établit à Jersey, dirigeant les opérations de son parti, dit « national », vint à Bruxelles et se suicida au cimetière d'Ixelles sur la tombe de sa maîtresse (1891).

BOULAY DE LA MEURTHE (Antoine-Jacques-Claude-Joseph) (1761-1840). Volontaire en 1792, accusateur public et président du tribunal de Nancy après le 9 thermidor, il entra aux Cinq-Cents et fut un des plus actifs agents de Bonaparte au 18 brumaire. Il collabora au Code civil, fut président de la section de législation au Conseil d'Etat, ministre d'Etat pendant les Cent-Jours, exilé par Louis XVIII et ne rentra qu'en 1819. On a de lui quelques ouvrages sur l'histoire d'Angleterre.

BOULAY DE LA MEURTHE (Henri-Georges, comte) (1797-1859), fils du précédent. Député de la Meurthe (1837), des Vosges (1842-1849), il fut nommé vice-président de la République (20 janvier 1849) et soutint constamment l'Elysée. Napoléon III le fit sénateur (1852).

BOULGARIS (Demetrios) (1801-1878), homme d'Etat grec. Il prit part à la guerre de l'Indépendance, fut sénateur (1843), ministre dans le cabinet Canaris (1848-1849), chef de cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1855-1857), plusieurs fois ministre du roi Georges (1865, 1872, 1874). Mis en accusation en 1875 avec tout son ca-

binet, l'affaire se termina par un vote de blâme.

BOULOGNE (Etienne-Antoine de) (1747-1825), prélat français. Il combattit la constitution civile du clergé et fut arrêté trois fois pendant la Révolution; nommé chapelain de Napoléon I^{er} (1806), évêque de Troyes (1808), il fut enfermé à Vincennes après le concile de 1811 et nommé en 1817 par Louis XVIII archevêque de Vienne (poste qu'il ne put occuper) et pair de France (1823).

BOU-MAZA, agitateur algérien, affilié à l'ordre religieux de Maulay-Thaïeb, qui souleva le Dahra, puis l'Ouarsenis en 1845, la vallée de la Mina et le Dahra, en 1846, se rendit en 1847 et fut enfermé au fort de Ham (1848). Gracié par Napoléon III, il alla finir ses jours en Turquie.

BOURBEAU (Louis-Olivier) (1811-1877). Avocat et professeur de droit à Poitiers, maire de cette ville (1847) et son député à la Constituante et à la Législative, il vota avec les républicains modérés. Candidat officiel de l'Empire (1869), il fut élu député et fit partie du cabinet Forcade comme ministre « sans prestige » de l'instruction publique (1869). Sénateur en 1876, il siégea à la droite bonapartiste.

BOURBON (Maison de). *Louis XVI* (V. ce nom, vol. BIOGRAPHIE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE) eut deux frères qui régnèrent : Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence, depuis *Louis XVIII* (V. ce nom), et Charles-Philippe, comte d'Artois, depuis *Charles X* (V. ce nom). Il eut un fils (V. Louis XVII).

Charles X eut deux fils : *Louis-Antoine* de Bourbon, duc d'Angoulême (1775-1844) qui épousa en 1799 sa cousine Marie-Thérèse-Charlotte (1778-1851), fille de Louis XVI. Amiral de France et lieutenant général du royaume lors du débarquement de Napoléon à Cannes, il fut pris sur les bords du Rhône le 15 avril 1815 et embarqué à Cette; généralissime de l'armée française en Espagne (1823), il s'empara du Trocadéro et fit capituler Cadix. En 1830 (2 août), il signa une abdication platonique en faveur de son neveu le duc de Bordeaux et vécut depuis en Angleterre et en Autriche sous le nom de comte de Marnes. — Sa femme avait essayé en

vain de soulever Bordeaux pendant les Cent-Jours.

Charles-Ferdinand de Bourbon, duc de Berry (1778-1820). Il servit dans l'armée de Condé (1794-1797) et épousa en 1816 la fille de François I^{er}, roi de Naples. Il fut assassiné par Louvel à la sortie de l'Opéra (14 février 1820).

Sa femme, Marie-Caroline-Ferdinand-Louise (1798-1870), accoucha, sept mois après la mort de son mari, du duc de Bordeaux (V. ci-après), accompagna Charles X en exil (1830), se rendit en Italie et débarqua à Marseille (1832) pour y soulever la population contre Louis-Philippe. N'ayant pas réussi, elle gagna la Vendée sous un déguisement; l'insurrection, mal préparée, fut rapidement écrasée; la duchesse se cacha à Nantes, fut dénoncée par un juif mouchard, nommé Deutz, et fut emprisonnée à la citadelle de Blaye où elle accoucha d'une fille. Mise en liberté, elle épousa le comte Lucchesi-Pali (1833) et vécut dans la retraite.

Henri-Charles-Ferdinand-Dieudonné de Bourbon, duc de Bordeaux, puis comte de Chambord (1820-1883), fils posthume du précédent, appelé *l'Enfant du miracle*. De 1830 à 1848, il fit de nombreux voyages, se cassa la cuisse gauche (1841) et se maria avec Marie-Thérèse-Béatrice-Gaëthane d'Este, archiduchesse d'Autriche (1846). Ses partisans eurent une leur d'espoir à la chute de Louis-Philippe, mais le 2 décembre la fit évanouir, et le comte de Chambord ne donna signe de vie qu'en 1870 en adressant un manifeste aux Français, et en 1871 en venant à Paris et au château de Chambord. Ses fidèles le virent avec peine reprendre le chemin de l'étranger après avoir hautement déclaré qu'il n'acceptait pas les principes de la Révolution de 1789. Il renouvela cette déclaration en l'accentuant (1873) et, depuis, sauf quelques pèlerinages à Frohsdorf, ne fit plus parler de lui. — Avec lui s'est éteinte la branche aînée des Bourbons.

BOURDON DE VATRY (Marc-Antoine) (1761-1828). Ministre de la marine (1799), préfet maritime à Lorient et au Havre, préfet de Vaucluse, de Maine-et-Loire et de l'Isère, il rentra dans la vie privée à la Restauration.

BOURÉE (Nicolas-Prospér) (1811-1886), diplomate français. Ministre

plénipotentiaire à Téhéran (1855), à Athènes (1859), à Lisbonne (1864), ambassadeur à Constantinople (1866), il prit sa retraite en 1870.

BOURÉE (Frédéric-Albert) (1838), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire en Chine (1880), il signa un traité en 1883 qui ne fut pas ratifié par le gouvernement. Depuis il a représenté la France à Copenhague (1885), à Bruxelles (1886).

BOURGOIS (Jules) (1827). Docteur en médecine, député de la Vendée (1871), il siégea à la droite monarchiste et catholique, fut réélu en 1876, puis en 1877 comme candidat officiel de Mac-Mahon. Réélu en 1881, en 1885 et en 1889.

BOURGOIS (Jean-Baptiste) (1831). Négociant à Dôle, député du Jura (1885), il siégea parmi les radicaux et fut réélu (1898).

BOURGOIS (Léon) (1851). Sous-préfet de Reims (1880), préfet du Tarn (1882), de la Haute-Garonne (1885), préfet de police (1887), il fut élu député de la Marne en 1888, choisi



Bourgeois.

par Floquet comme sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1888). Réélu en 1889 et en 1893 à Reims, il siégea à la gauche radicale, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Tirard (1890), de l'instruction publique dans le cabinet Freycinet (1890-1892),

puis président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1895-1896). Il a depuis, dans de nombreux discours-programmes, exposé la politique du parti radical, a été réélu député de Reims (1898) et nommé ministre de l'instruction publique dans le cabinet Brisson (1898).

BOURGOING (Jean-François, baron de) (1748-1811), diplomate et historien français. Ministre de France à Hambourg (1787), à Madrid (1791-1795), au Danemark après le 18 brumaire, en Saxe (1808), il a laissé quelques ouvrages historiques.

BOURGOING (Paul-Charles-Amable, baron de) (1791-1864), diplomate français, fils du précédent. Il servit dans la diplomatie, sous la Restauration et sous Louis-Philippe, fut nommé pair de France en 1841, ambassadeur

en Espagne (1849), sénateur de l'Empire (1852).

BOURGOING (Philippe, baron de) (1837-1882) Ecuyer de Napoléon III, député de la Nièvre (1869), il fut réélu par ce département en 1874 et invalidé en 1875. Député de Cosne en 1876, il appuya le coup d'Etat du Seize-Mai, fut réélu comme candidat officiel en 1877, mais son élection fut invalidée. Il fut encore nommé par Cosne aux élections de 1881.

BOURMONT (Louis-Auguste-Victor, comte de GUAISNE DE) (1773-1846), maréchal de France. Il servit dans l'armée de Condé et parmi les Vendéens insurgés, fut emprisonné à Besançon après l'affaire de la machine infernale (1800), s'évada, il prit du service sous Napoléon (1809), fit la campagne de Russie, celle de Saxe et celle de France. Chargé d'arrêter Napoléon en 1815, il accepta un commandement de celui-ci, mais



Bourmont.

fit défection en face de l'ennemi le 15 juin et se rendit au quartier général de l'armée prussienne à Namur. Comblé d'honneurs sous la deuxième Restauration, il eut le triste courage de charger le maréchal Ney dans son procès, commanda en chef l'expédition d'Alger, fut destitué à la révolution de Juillet, essaya de soulever la Vendée avec la duchesse de Berry (1832), soutint dom Miguel en Portugal et entra en France (1840). A son débarquement à Marseille, le peuple assaillit sa voiture et blessa un de ses fils.

BOURNEVILLE (Désir-Magloire) (1840). Conseiller municipal de Paris pour le V^e arr. de 1876 à 1883, puis député (1883), il fut réélu en 1885 et siégea à l'extrême gauche. Docteur distingué, il s'est surtout occupé de questions d'hygiène, de laïcisation, des lois sur les aliénés, etc.

BOURQUENEY (François-Adolphe, comte de) (1799-1869), diplomate français. Ministre plénipotentiaire à Constantinople (1841), il y reçut le titre d'ambassadeur (1844), fut envoyé à Vienne (1853) et aux conférences de 1859.

BOURRIENNE (Louis-Antoine FAUVELET DE CHARBONNIÈRE DE) (1769-

1834), homme politique français. Ami de Bonaparte à l'école de Brienne, il devint son secrétaire particulier (1797). Chargé d'affaires à Hambourg (1802), rappelé en 1813 à la suite de spéculations douteuses, il fut nommé en 1814 par la Restauration directeur des postes, puis préfet de police (1815). Il suivit Louis XVIII à Gand, fut ministre d'Etat et, député de l'Yonne (1815-1827), il se signala par son zèle ultraroyaliste.

Il mourut à Caen dans une maison d'aliénés à la suite de la révolution de 1830. Ses *Mémoires* (1829, 10 volumes) renferment de nombreuses inexactitudes et de précieux renseignements. Il s'y montre parfois sévère pour son ancien maître. Lire pour rectification des inexactitudes : *Bourrienne et ses erreurs volontaires et involontaires* (1830), par le comte d'Aure.

BOUVET (Pierre-Henri-François-Etienne) (1775-1860), marin français. Il fit une guerre acharnée aux Anglais comme corsaire (1796-1801), puis sur la côte de Malabar et de l'Ouest africain, enfin il se distingua dans un combat naval près des îles Lagos (1812). Député d'Ille-et-Vilaine (1830), il siégea dans les rangs des libéraux.

BOYEN (Hermann-Leopold-Ludwig de) (1771-1848), général et homme politique prussien. Blessé à Auerstædt, il fut avec Scharnhorst chargé de réorganiser l'armée, établit le principe du service obligatoire, fit les campagnes de 1813 et de 1814 et devint ministre de la guerre. Libéral, il donna sa démission en 1819, consacra ses loisirs à des travaux historiques et stratégiques, et fut nommé ministre d'Etat (1841-1847).

BOYER (Jean-Pierre) (1776-1850), président de la République d'Haïti. Il succéda à Pétion (1818) et jusqu'en 1843 contribua à la prospérité de l'île. Il réunit la partie N. (1820) après la mort de Christophe et la partie E. (espagnole) en 1822. Banni après la révolution de 1843, il vint à Paris et y finit ses jours.

BOZÉRIAN (Jules-François-Jeanotte) (1825-1893). Avocat à Paris, député du Loir-et-Cher (1871), sénateur depuis 1876, il siégea parmi les républicains modérés et s'occupa des questions juridiques, commerciales et industrielles.

BRADLAUGH (Charles) (1833), homme politique et publiciste anglais. Député de Northampton (1880), il refusa le serment sur la Bible, fut expulsé de la Chambre et emprisonné; le lendemain on l'auto-risa à « affirmer » simplement la fidélité à la reine. On lui intenta ensuite un procès pour avoir siégé et voté sans prestation de serment. Bradlaugh se représenta devant ses électeurs (1881), fut élu, siégea de nouveau, fut expulsé et jeté tout meurtri hors du palais de Westminster. Réélu en 1885, il revint siéger et on ne l'inquiéta plus. — Pour ses œuvres politiques et sociales, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



Bradlaugh.

BRAME (Jules-Louis-Joseph) (1808-1878). Avocat à Paris, député du Nord (1857, 1863, 1869), ministre de l'instruction publique dans le dernier cabinet de l'Empire (1870), député du Nord (1871) et sénateur (1876), il fut un ardent protectionniste.

BRAME (Georges-Jules-Louis) (1839-1887). Député de Lille (1876), il fit partie du groupe bonapartiste de l'*Appel au peuple*, fut candidat officiel après le Seize-Mai (1877), réélu ainsi qu'en 1881 et 1885.

BRAND (Henry-Bouvier-William, vicomte HAMPDEN) (1814-1892). Représentant de Lewes à la Chambre des communes (1852-1868), il siégea parmi les libéraux, fut lord de la Trésorerie (1855-1858), secrétaire du Trésor (1865-1866). Député de Cambridge depuis 1868, il entra à la Chambre des lords en 1884.

BRATIANO (Jean) (1822-1891), homme d'Etat roumain. Il prit une part active au renversement du prince Bibesco (1848), dut fuir bientôt après et vint à Paris où il fut condamné à trois mois de prison (1854) à la suite du complot de l'Opéra-Comique, retourna à Bucarest, figura parmi les députés de l'opposition, devint ministre des finances (1866), président du conseil (1876) et garda le pouvoir jusqu'en 1888, exerçant une véritable dictature qui le rendit impopulaire.

BRAVO (Nicolas) (1780-1854), général mexicain. Lieutenant de Morelos, le prêtre patriote, il prit sa succession en 1815, combattit l'usurpateur Itur.

bide, et, à la mort de celui-ci (1823), partagea le pouvoir avec Vittoria et Guerrero et fut élu vice-président de la République mexicaine (1824), puis président (1827). Dépossédé l'année suivante et banni par Guerrero, il fut rappelé par Bustamente (1830) comme général en chef. Sous la présidence de Santa-Anna (1834), il se retira dans les provinces du Sud à la tête des insurgés et se désabientôt les armes. Depuis, il se tint à l'écart et conserva l'estime de tous.

BRAVO-MURILLO (Don Juan) (1803-1873), homme d'Etat espagnol. Avocat à Séville (1825), député aux Cortès (1837-1841), puis en 1843, il fut ministre du commerce (1848), des finances (1849), et président du conseil (1851). Absolutiste et s'appuyant sur la cour, il supprima les journaux, les réunions publiques, et fut renversé en 1852. Depuis il remplit quelques postes diplomatiques.

BRAZZA (Pierre SAVORGAN, comte de) (1852), explorateur français. Après un voyage en 1876-1877 dans le bassin de l'Ogooué, il repartit en 1879, atteignit le Congo et fonda au bord du fleuve la station de Brazzaville (1880). Il décida le roi Makoko à se mettre sous le protectorat de la France, revint en France, reçut le titre de commissaire de la République et le grade de lieutenant de vaisseau, retourna en 1884 au Congo, fonda de nombreuses stations. Brazza, qui doit ses succès à son esprit de douceur et d'humanité, a gagné à la France un véritable empire.

BRÉA (Jean-Baptiste-Fidèle) (1790-1848), général français. Il combattit à Leipzig, à Waterloo, fit la campagne d'Espagne (1823) et celle de Belgique (1832). Chargé d'enlever les barricades de la place d'Italie (25 juin 1848), le parlementa et fut enfermé au poste. Le colonel Thomas, commandant la colonne en son absence, ne le voyant pas revenir, fit avancer ses hommes. Des coups de feu furent alors tirés sur le poste et blessèrent mortellement Bréa et son aide de camp.

BRELAY (Pierre-Eugène-Émile) (1817-1889). Député du 11^e arr. de

Paris (1876), un des 363, il fut réélu en 1877, 1881, 1885 et a toujours siégé à l'extrême gauche.

BRÉMOND D'ARS (Guillaume, marquis de) (1810-1894), général français. Il servit en Algérie, et dans la guerre franco-allemande, commanda une division dans l'armée de la Loire, puis dans celle de l'Est. Sénateur de la Charente (1879), réélu (1885), il siégea à droite.

BRESSON (Charles, comte) (1798-1847), diplomate français. Ambassadeur à Bruxelles, à Berlin, à Madrid, il négocia dans cette ville les « mariages espagnols ».

BRESSON (Edouard-Victor-Stanislas) (1826), homme politique français. Maire de Monthureux (Vosges) révoqué par le gouvernement de MacMahon (24 mai 1873), il fut nommé député de Mirecourt (1876), fit partie du centre gauche, un des 363, réélu en 1877, 1881, 1885.

BRETEUIL (Henri-Charles-Joseph LE TONNELIER, marquis de) (1848). Député d'Argelès (Hautes-Pyrénées) en 1877, il fit partie du groupe bonapartiste de l'Appel au peuple, fut battu en 1881 par M. Alicot, républicain, et réélu en 1885 et en 1889.

BREZÉ (DREUX-). (V. DREUX-BREZÉ.)
BRICE (René) (1839). Avocat à Rennes, député d'Ille-et-Vilaine (1871), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1876, un des 363, renommé député en 1877, 1881, 1885, et s'occupa de questions financières et de transport.

BRIGHT (John) (1811-1889), homme politique anglais. Représentant de Durham à la Chambre des communes (1843), puis de Manchester (1847-1857), il se prononça pour toutes les mesures libérales, fut élu par Birmingham (1857), entra dans le cabinet Gladstone comme ministre du commerce (1868-1870). Chancelier du duché de Lancastre (1873-1874 et 1880-1882), il se sépara de Gladstone sur la question de l'autonomie de l'Irlande.

BRILLIER (Marc-Antoine) (1802-1888). Avocat à Vienne, député de cette ville à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de Louis-Napoléon. Maire de Vienne, député (1872), sénateur (1876), il ne se représenta pas en 1879.

BRISSON (Eugène-Henri) (1835). Avocat à Paris (1859), il collabora au *Temps* et à l'*Avenir national*, fut ad-



Bréa.

joint au maire de Paris (4 septembre 1870), député de la Seine (1871) et siégea à l'extrême gauche. Député du X^e arr de Paris (1876), il fut un



Brisson.

des 363, réélu en 1877, puis en 1881, et occupa la présidence de la Chambre de 1881 à 1885, date à laquelle il forma un ministère en remplacement du cabinet Ferry. Député de Paris et du Cher (1885), il opta pour ce dernier département, quitta le

ministère à la fin de l'année et fut réélu en 1889, 1893 et 1898. Il présida la Chambre pendant plusieurs années et fut président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur pendant quelques mois (1898). (V. vol. HIST. CONTEMP., *Affaire Dreyfus.*)

BROGLIE (Achille-Charles-Léonce-Victor, duc de) (1785-1870). Auditeur au conseil d'Etat (1809), mêlé aux négociations de Prague (1813), pair de France (1814), il se signala, pendant la Restauration, par ses idées libérales. Ministre de l'instruction publique et des cultes (1830), des affaires étrangères dans le cabinet Casimir Perier (1832-1834), président du conseil (1835), ambassadeur à Londres (1847), il fut député de l'Eure à la Législative (1849) et rentra dans la vie privée après le 2 décembre 1851. Il a laissé des *Souvenirs* (1885-1888, 4 volumes); membre de l'Académie française depuis 1856.

BROGLIE (Jacques-Victor-Albert, duc de) (1821). Il débula dans la diplomatie, mais la révolution de Fé-



Broglie.

vrier l'arrêta dans sa carrière et il écrivit des articles dans la *Revue des Deux Mondes*, dans le *Correspondant* et divers ouvrages historiques. Député de l'Eure (1871), ambassadeur à Londres, il combattit Thiers et fut nommé par Mac-Mahon

justice (16 mai 1877), demanda au Sénat la dissolution de la Chambre des députés, l'obtint et exerça la pression la plus violente sur le corps électoral avec les candidatures officielles du maréchal de Mac-Mahon. Les élections ramenèrent à la Chambre les 363 députés républicains, et le cabinet de réaction clérical eut démissionner (20 septembre 1877). Jusqu'en 1885, le duc de Broglie se signala au Sénat par ses attaques contre les institutions républicaines, échoua au renouvellement du 25 janvier 1885 pour le Sénat et aux élections législatives du 4 octobre 1885. A écrit de nombreux travaux historiques.

BRONSAT DE SCHELLENDORFF (Paul) (1832-1891), général prussien. Lieutenant-colonel pendant la guerre de 1870, général de division (1881), il fut ministre de la guerre (1883-1888)

BROSSARD (Etienne) (1839). Ingénieur civil, maire de Pouilly-sous-Charlieu (Loire), il fut révoqué par Mac-Mahon (24 mai 1873), élu député de Roanne (1876), un des 363, réélu en 1877, en 1881, nommé sénateur (1885), et réélu en 1888.

BROUCKÈRE (Charles-Marie-Joseph-Ghislain de) (1796-1860), homme politique belge. Député du Limbourg (1826) à la seconde Chambre des Pays-Bas, il fut un des chauds partisans de l'indépendance de la Belgique (1830), devint ministre des finances (1831), puis de la guerre, directeur général de la Monnaie (1834), directeur de la Banque nationale de Belgique (1835-1839), député de Bruxelles (1840) et bourgmestre de cette ville jusqu'en 1856, lorsque le parti catholique revint au pouvoir. Il était libéral et ennemi du protectionnisme.

BROUCKÈRE (Henri-Marie-Joseph-Ghislain de) (1801-1891), homme politique belge. Membre du Congrès national (1830), député de Ruremonde (1831), de Bruxelles (1833), et constamment réélu, il fut nommé gouverneur civil à Anvers (1840), ministre d'Etat (1847) et président du conseil (1852-1855). Depuis il siégea à gauche et combattit la réaction clérical.

BROUGHAM (Henry, lord) (1778-1868), homme d'Etat anglais. Député de Camelford à la Chambre des communes (1810), puis de Winchelsea (1816), il appuya les mesures les plus

libérales, se rendit célèbre en défendant la reine Caroline dans le procès que lui intentait George IV, son mari, s'occupa beaucoup de politique extérieure, surtout depuis 1823, combattit Canning et les tories, réclama la réforme électorale, se fit élire député d'York (1830), contribua à la chute de Wellington et fut nommé dans le cabinet de lord Grey grand chancelier d'Angleterre avec la pairie héréditaire. Jusqu'en 1834 il se maintint à ce poste, et vit sa grande popularité diminuer après le bill de coercition contre l'Irlande. Depuis, il s'allia tantôt aux whigs, tantôt aux tories, se livrant aux pires excentricités et se consacrant aux sciences, à l'économie sociale, à l'histoire.

BROWN (John) (1800-1859), abolitionniste américain. De 1854 à 1858, dans le Kansas, il fit, avec ses fils, une guerre de partisans contre les esclavagistes, s'assura le concours d'esclaves fugitifs, délivra à main armée quelques nègres du Missouri et vint, en 1859, attaquer le village d'Harper's Ferry (Virginie) où se trouvait un arsenal fédéral. Il réussit, mais, mal secondé, fut pris par les milices, condamné et pendu (2 décembre 1859). Sa mort fut le prélude de la guerre de Sécession.

BRUCE. (V. ELGIN.)

BRUCE (Henry-Austin). (V. ABERDARE [Lord].)

BRUCK (Karl-Ludwig, baron) (1798-1860), homme d'Etat autrichien. Directeur du Lloyd à Trieste, il fut député à l'Assemblée nationale de Francfort (1848) et nommé ministre du commerce (1848-1851), puis des finances (1855). Compromis dans une affaire de concussion, il se coupa la gorge dans un accès de désespoir, mais son innocence fut démontrée après sa mort.

BRUGIÈRES. (V. BARANTE [Baron de].)

BRUN (Charles-Marie) (1821). Ingénieur de la marine, député du Var (1871), directeur des constructions navales (1875), sénateur (1876), ministre de la marine (1883), il siégea à la gauche républicaine.

BRUN (Henri-Louis-Simon, dit *Lucien*) (1822). Avocat à Lyon, député de l'Ain (1871), il devint un des plus influents monarchistes de l'extrême droite, fut élu sénateur inamovible (1877).

BRUNE (Guillaume-Marie-Anne) (1763-1815), maréchal de France. Typographe, membre du club des Jacobins, il s'engagea dans l'armée comme volontaire, conquit rapidement ses grades : général de division à l'armée d'Italie (1796), il commanda l'armée de Suisse (1798), battit les Anglo-Saxons à Bergen (Hollande) en 1799 et fit capituler le duc d'York à Alkmaar. Il passa en Vendée (1800), puis commanda en chef l'armée d'Italie, fut ambassadeur à Constantinople (1803-1805), maréchal de



Brune.

France, gouverneur des villes hanséatiques (1807), prit Stralsund et, disgracié, vécut dans la retraite jusqu'aux Cent-Jours où il reçut un commandement dans le Midi. Il revenait à Paris, muni d'un passe-port délivré par les ordres de Louis XVIII, quand il fut assassiné par les royalistes, traîné dans les rues d'Avignon et jeté dans le Rhône (2 août 1815). Les auteurs de ce crime restèrent impunis.

BRUNEAU (Mathurin) (1784-1825), aventurier français. En 1818, il se fit passer pour Louis XVII, échappé du Temple, fut condamné par le tribunal de Rouen et enfermé au Mont-Saint-Michel.

BRUNET (Jean-Baptiste) (1814). Capitaine d'artillerie, il fut nommé député de la Haute-Vienne à la Constituante (1848), rayé des cadres de l'armée après le 2 décembre 1851, élu député de la Seine (1871), et, de républicain, devint monarchiste : il proposa de vouer la France au Sacré-Cœur de Jésus.

BRUNET (Joseph-Mathieu) (1829-1891). Magistrat sous l'Empire, il eut à diriger les débats de divers procès politiques, mais non, comme on l'a dit par erreur, ceux relatifs à l'affaire de la souscription Baudin. Sénateur de la Corrèze (1876), il siégea à droite, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Broglie (16 mai 1877) et se signala par les révocations d'instituteurs républicains. Non réélu en 1885, il rentra dans la vie privée.

BRUNSWICK (Ducs de). Quelques

membres de cette famille ont joué un rôle depuis la Révolution : *Karl-Wilhelm-Ferdinand* (1735-1806), maréchal prussien, servit dans la guerre de Sept ans, eut le commandement des forces coalisées contre la France et publia le fameux manifeste de Coblenz (1792); après Valmy, il conclut un armistice avec Dumouriez, commanda l'armée du Rhin (1793) et fut blessé à



Brunswick (Ferdinand).

mort à Auerstädt. — *Wilhelm-Friedrich* (1771-1815), fils du précédent, servit en 1809 contre la France, dut passer en Angleterre et fut tué aux Quatre-Bras (1815). — *Karl-Friedrich-August-Wilhelm* (1804-1873) fut chassé de son duché en 1830, se réfugia à Paris et légua sa fortune à la ville de Genève qu'il habitait depuis 1870.

BRUYS (Amédée) (1817-1878). Etudiant en droit à Paris, il fut condamné à quatre mois de prison dans l'affaire de la société secrète des *Familles* (1836), puis de nouveau à dix-huit mois (1838), fut élu député de Saône-et-Loire à la Constituante et à la Législative; siégea à la Montagne et fut expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

BRY (Jean-Antoine de) (1760-1834), conventionnel. Député de l'Aisne à l'Assemblée législative et à la Convention, il siégea à la Montagne, vota la mort du roi sans appel ni sursis, fut envoyé en mission dans le Midi, fit partie du comité de Salut public (1795) et du conseil des Cinq-Cents. Nommé ministre plénipotentiaire à Rastadt, il échappa au guet-apens, mais fut grièvement blessé. Favorable à Bonaparte lors du 18 brumaire, il devint membre du Tribunat et préfet du Doubs (1801-1814). Exilé comme régicide, il se retira à Mons et revint en France après 1830.

BUCHANAN (James) (1791-1868), président des Etats-Unis d'Amérique (1857-1861). Ministre à Saint-Petersbourg (1831-1833), sénateur de Pennsylvanie (1835), secrétaire d'Etat (1845-1849), ambassadeur à Londres (1853-1856), il fut partisan du maintien de l'esclavage.

BUCHÉZ (Philippe-Joseph-Benjamin) (1796-1865). Un des fondateurs

de la Charbonnerie française, il fut compromis dans l'affaire de Belfort et acquitté. Adjoint aumaire de Paris après la révolution de Février, il fut député de la Seine à la Constituante (1848) et en devint président. Il ne fut pas réélu l'année suivante. — Pour ses travaux scientifiques et historiques, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

BUFFET (Louis-Joseph) (1818). Avocat à Mirecourt (Vosges), député des Vosges à la Constituante (1848), il vota avec la droite et soutint le prince-président Louis-Napoléon qui le nomma ministre de



Buffet.

l'agriculture et du commerce. Il rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Elu par le département des Vosges au Corps législatif de 1863 à 1870, il fonda un parti d'opposition libérale et dynastique. Dans le cabinet Emile Ollivier, il eut le portefeuille des finances (1870), fut de nouveau député des Vosges (1871), présida l'Assemblée nationale (1872), devint ministre de l'intérieur (1875) et prit les mesures les plus antirépublicaines. Non réélu en 1876, il dut donner sa démission de ministre, fut nommé sénateur inamovible, approuva le coup d'Etat du 16 mai et se fit le porte-parole du parti catholique.

BUGAUD DE LA PICONNERIE (Thomas-Robert) (1784-1849), duc d'Isly, maréchal de France. Simple grenadier en 1804, colonel en 1814, il ne servit pas la Restauration, fut rappelé à l'activité après 1830, et nommé député d'Excideuil (Dordogne) (1831), eut la garde de la duchesse de Berry à la citadelle de Blaye (1833) et réprima dans le sang le mouvement républicain de 1834. Envoyé en Algérie (1836), il battit Abd-el-Kader, signa le désastreux traité de la Tafna (1837), fut nommé gouverneur général de l'Algérie (1840) et poursuivit sans trêve ni repos Abd-el-Kader qu'il força à fuir dans le Maroc. Il



Bugaud.

remporta sur les Marocains la bataille de l'Isly (1844), fut appelé à Paris pour défendre le gouvernement de Louis-Philippe (1848) et mourut du choléra l'année suivante. Toujours réélu par la circonscription d'Excideuil, il avait combattu à la tribune les idées démocratiques, la liberté de la presse, etc. Il a laissé de nombreux écrits sur les affaires militaires, sur celles de l'Algérie, et des brochures adressées aux gens de la campagne (1848-1849) pour combattre le communisme.

BULOW (Ludwig-Friedrich-Viktor-Hans, comte de) (1774-1825), homme d'Etat allemand. Il quitta l'administration prussienne en 1807, et fut nommé par Jérôme Bonaparte ministre des finances de Westphalie. Disgracié en 1811, il reprit du service en Prusse, devint ministre des finances (1813), de l'industrie et du commerce (1817), et enfin président de la province de Silésie (1825).

BULOW (Heinrich, baron de) (1792-1846), diplomate prussien. Ambassadeur à Londres (1827-1841), il fut nommé ministre des affaires étrangères en 1842.

BUL-SCHAUENSTEIN (Karl-Ferdinand, comte de) (1797-1865), diplomate autrichien. Ministre plénipotentiaire à Turin, ambassadeur à Saint-Petersbourg (1848), puis à Londres (1851), il devint ministre des affaires étrangères, président du conseil en 1852 et fut un des signataires du traité de Paris (1856). Il quitta le pouvoir en 1859 à la veille de la guerre d'Italie.

BUONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

BUONARROTI (Filippo-Michele) (1761-1837), révolutionnaire italien, naturalisé Français, né à Pise. Chassé de Toscane, pour ses idées avancées, il passa en Corse et publia *l'Ami de la liberté italienne*, vint à Paris (1792), reçut de la Convention le titre de citoyen français et fut chargé de missions à Nice et en Corse. Arrêté au 9 thermidor, il fut un des principaux membres du



Buonarroti.

complot contre le Directoire, fut relégué à l'île d'Oleron, vécut à Genève de 1806 à 1815, conspirant contre Napoléon, puis en Belgique jusqu'en

1830. Revenu à Paris, il fut un des défenseurs des accusés d'avril 1834. On a de lui : *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf, suivie du procès auquel elle donna lieu et des pièces justificatives* (Bruxelles, 1828).

BURDEAU (Auguste-Laurent) (1851-1894). Professeur de philosophie à Saint-Etienne, puis au lycée Louis-le-Grand à Paris, il devint chef de cabinet de Paul Bert à l'instruction publique (1881), député du Rhône (1885), fut rapporteur général du budget (1889), réélu en 1889 et 1893 et devint président de la Chambre après avoir été ministre des finances dans le cabinet Casimir-Perier (1893-1894).

BUREN (Martin-Van) (1782-1862), président des Etats-Unis d'Amérique (1837-1841). Ambassadeur à Londres (1831), vice-président de la République (1832), son passage au pouvoir fut troublé par une crise financière très intense due à la spéculation et à la multiplication des banques particulières.

BURNSIDE (Ambrose-Everett) (1824-1881), général américain. Il fit la campagne du Mexique (1847-1848), combattit à Bull-Run (1861), servit sous Mac-Clellan qui opérait contre Richmond, le remplaça à la tête de l'armée fédérale et fut repoussé par Lee et Jackson qui défendaient Fredericksburg (1862). Il servit ensuite sous le général Grant (1864), fut gouverneur du Rhode Island, puis sénateur.

BUSSIÈRES (Alfred RENOARD, baron de) (1804-1887). Banquier à Strasbourg, député du Bas-Rhin sous Louis-Philippe, il le fut aussi pendant toute la durée de l'Empire comme candidat officiel. Le 4 septembre 1870 le fit rentrer dans la vie privée, mais il conserva jusqu'en 1880 la place de directeur de la Monnaie de Paris.

BUSSON-BILLAULT (Julien-Henri) (1823-1888). Avocat à Paris, député de l'Ariège (1854), de républicain devenu bonapartiste et candidat officiel, il fut réélu en 1863 et 1869 et devint ministre présidant le conseil d'Etat dans le dernier ministère de l'Empire (10 août 1870).

BUSTAMANTE (Anastas'io) (1780-1853). Vice-président de la République mexicaine (1828), il exerça la dictature de 1830 à 1832, fut banni par Santa-Anna (1832), et devint président de la République (1837-1841).

C

CABALLERO (Don José-Antonio, marquis de) (1760-1821), homme d'Etat espagnol. Ministre de grâce et de justice en 1798, il reconnut Joseph Bonaparte (1808) qui le nomma conseiller d'Etat. Réfugié en France en 1814, il fut rappelé en 1820 par le gouvernement constitutionnel.

CABALLERO (Bernardino) (1831), président de la République du Paraguay. Il se distingua dans la guerre contre le Brésil (1864-1869) sous les ordres du dictateur Lopez qu'il suivit dans sa retraite. De retour au Paraguay, il fut ministre de la guerre (1871), accomplit une mission diplomatique en Europe et fut élu président du Paraguay (1880-1885).

CABANIS (Pierre-Jean-Georges) (1757-1808). Ami de Mirabeau, il adopta les idées de la Révolution, fut député aux Cinq-Cents, rédigea la proclamation au peuple pour soutenir le coup d'Etat du 18 brumaire, et fut plus tard sénateur. — Pour ses travaux scientifiques et philosophiques. V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

CABET (Etienne) (1788-1856), socialiste français. Avocat à Dijon, puis à Paris, il fut nommé procureur général en Corse (1830) et révoqué pour ses opinions avancées (1831). Député de Dijon (1834), il combattit Louis-Philippe à la tribune et dans le journal *le Peuple*. Poursuivi et condamné pour offense envers le roi (1834),



Cabet.

il partit pour l'Angleterre, revint en France en 1839, fit paraître le *Voyage en Icarie* (1840) et organisa en 1848 l'expérience communiste du Texas. Il transporta la colonie nouvelle à Nauvoo (Illinois), revint en France pour frapper d'opposition un jugement le condamnant par défaut. Il fut acquitté, retourna à Nauvoo et mourut à Saint-Louis. (V. volume SOCIALISME.)

CABRERA (Don Ramon, comte de MORELLA) (1806-1877), homme politique espagnol. Il se déclara pour don Carlos après la mort de Ferdinand VII (1833), combattit pendant trois ans les troupes constitutionnelles à la tête des bandes carlistes. Blessé et battu à Rincon del Soto (1836), il prit sa revanche à Burjasote et s'empara de Morella (1837). Il dut passer la frontière après un échec que lui infligea Espartero (1840), revint en 1845, en 1849, se fit battre à Pasteral, et se retira en Angleterre où il jouit en repos de sa grosse fortune.

CADOUDAL (Pierre-Joseph). V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.

CADORE (Duc de). (V. CHAMPAGNY.)

CADUC (Armand) (1818), homme politique français. Avocat à La Réole, il dut quitter la France après le 2 décembre 1851, rentra à l'amnistie de 1859, fut député de la Gironde (1872), réélu en 1879 et 1881, et sénateur en 1885. Il vota avec les républicains modérés.

CAFFAREL (Louis-Charles) (1829), général français. Sous-chef d'état-major général (1887), il fut compromis dans l'affaire du trafic des décorations, rayé des cadres de l'armée et des matricules de la Légion d'honneur.

CAFFARELLI (Charles-Ambroise de) (1758-1826), administrateur français. Chanoine à Toul, il accepta la constitution civile du clergé, fut emprisonné sous la Terreur et libéré après le 9 thermidor. Napoléon le nomma préfet de l'Ardeche (1800), du Calvados (1801), de l'Aube (1810). A la Restauration, il reprit l'habit ecclésiastique et s'occupa d'agriculture.

CAFFARELLI (Louis-Marie-Joseph, comte de) (1760-1845), administrateur français, frère du précédent. Il servit dans la marine, fit la guerre d'Amérique, servit dans l'arme du génie à l'armée des Pyrénées-Orientales (1793-1795) et fut nommé préfet

maritime de Brest (1800-1814), pair de France pendant les Cent-Jours. Ce titre lui fut enlevé par Louis XVIII et rendu par Louis-Philippe.

CAFFARELLI (Eugène-Auguste) (1806-1878). Préfet d'Ille-et-Vilaine (1849), et député de ce département (1851-1869), il fut un des soutiens de l'Empire.

CAILLAUX (Alexandre-Eugène) (1822-1896). Ingénieur des ponts et chaussées, député de la Sarthe (1871), il vota avec le centre gauche, fut ministre des travaux publics (1874-1876), défendit les grandes compagnies de chemins de fer, fut sénateur de la Sarthe (1876), ministre des finances dans le cabinet Broglie-Fourtou (1877) et se signala par ses mesures arbitraires et ses circulaires comminatoires. Atteint par le vote de flétrissure porté contre le ministère du 16 mai, menacé de poursuites personnelles pour emploi illégal de crédits pendant son passage aux affaires, il échoua au renouvellement de 1882.

CAIRNS (Hugh Mac-CALMONT, comte) (1819-1885), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes pour Belfast (1852-1866), il vota avec le parti conservateur, entra au conseil privé et à la Chambre des lords (1867). Grand chancelier d'Angleterre dans le cabinet Disraeli en 1868 et de 1874 à 1880.

CAIROLI (Benedetto) (1826), homme politique italien. Il servit sous Garibaldi; dans les chasseurs des Alpes (1859); dans l'expédition des « Mille » de Marsala (1860), eut une jambe brisée à l'assaut de Palerme; dans le Trentin (1866) et à Mentana (1867). Député de Pavie, il siégea à l'extrême gauche, fut président de la Chambre (1878), président du conseil des ministres avec les affaires étrangères (1878), de nouveau en 1879-1881 avec Depretis à l'intérieur. Il fut renversé sur la question tunisienne par les menées de Crispi.

CALATRAVA (Don José-Maria) (1781-1846), homme d'Etat espagnol. Avocat à Badajoz, député de l'Estrémadure (1810-1814), il dut s'exiler à la rentrée de Ferdinand IV, revint à l'amnésie de 1820, fut renommé député, ministre de justice et de grâce (1823), des affaires étrangères (1837), puis sénateur.

CALHOUN (John-Cadwell) (1782-1850), homme d'Etat américain. Membre de la législature de la Caroline du Sud (1808-1809), ministre de la guerre (1817-1825), vice-président des États-Unis (1824-1832), puis sénateur pour la Caroline du Sud, il fut ministre d'Etat (1844), puis entra au Sénat. Il soutint toujours les intérêts des États du Sud contre le gouvernement fédéral.

CALMON (Marc-Antoine) (1815-1890), homme politique français. Préfet de la Seine (1872-1873), député de Seine-et-Oise (1873), il fit partie de la gauche et fut nommé sénateur inamovible (1875).

CALVINHAC (Gustave-François-Louis) (1844). Médecin-major de 2^e classe pendant la guerre franco-allemande, condamné à un an de prison pour adhésion publique à la Commune de Paris, il fut élu conseiller municipal de Paris pour le quartier de Charonne et invalidé. Député de la Haute-Garonne (1887), réélu en 1889, 1893 et 1898, il appartient à l'extrême gauche et au groupe ouvrier de la Chambre.

CAMBACÈRES (Jean-Jacques-Régis, duc de PARME, prince de) (1755-1824), homme d'Etat français. Député à la Convention, il lui contesta le droit de juger Louis XVI, puis vota la mort, avec suspension jusqu'à la paix. Membre du comité de Salut public (1793), du conseil des Cinq-Cents, il fut nommé deuxième consul par Bonaparte après le 18 brumaire, président du Sénat et archichancelier de l'Empire. Exilé en 1816, il fut rappelé deux ans après avec ses titres et ses droits. Il collabora aux lois du Consulat et de l'Empire, surtout au Code civil.

CAMBON (Pierre-Joseph). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

CAMBON (Pierre-Paul) (1843), diplomate français. Préfet de l'Aube (1872), du Doubs (1876), du Nord (1877), ministre résident à Tunis (1882), ambassadeur à Madrid (1886), à Constantinople (1890), à Londres (1898).



Cambacères.

CAMBOY (Jules) (1846), frère du précédent. Préfet de Constantine (1878), du Nord (1882), du Rhône (1887), il fut nommé gouverneur général de l'Algérie (1891-1897), puis ambassadeur à New-York (1897).

CAMBRIDGE (Adolphe-Frédéric, duc de) (1774-1850), le plus jeune fils du roi Georges III. Prit part aux guerres contre Napoléon, fut gouverneur (1816) et vice-roi du Hanovre (1831). — Son fils (Georges-Frédéric-Guillaume), né en 1819, combattit en Crimée et fut nommé depuis 1855 commandant général de l'armée anglaise.

CAMESCASSE (Jean-Louis-Ernest) (1838-1897). Avocat à Paris, préfet du Finistère (1870), de Loir-et-Cher et du Cher, il donna sa démission en 1873, à la chute de Thiers, fut préfet du Pas-de-Calais (1877), préfet de police (1881-1885), député du Pas-de-Calais (1887) et sénateur (1891).

CAMPENON (Jean-Baptiste-Marie-Edouard) (1819-1891), général français. Il servit en Algérie, fut prisonnier à Metz (1870), devint ministre de la guerre dans le ministère Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1883-1885), dans le cabinet Brisson (1885) et fut élu sénateur inamovible (1883).

CAMPOS (MARTINEZ DE). (V. MARTINEZ.)

CANARIS ou **KANARIS** (Constantin) (1790-1877), homme politique et marin grec. Il s'illustra dans la guerre de l'indépendance de son pays, incendiant les flottes turques avec ses brûlots. Député d'Ipsara à l'Assemblée nationale hellénique, sénateur (1847), ministre de la marine (1848-1849 et 1854-1855), président du conseil (1862), il forma et présida le premier ministère du roi Georges (1864-1865).



Canaris.

CANCLAUX (Jean-Baptiste-Camille, comte de) (1740-1817), général français. En 1793 et en 1795, il servit en Vendée, fut ambassadeur en Espagne et à Naples (1796-1797), sénateur (1804), vota la déchéance de Napoléon et fut créé pair de France par Louis XVIII.

CANCERINE (Georg, comte) (1774-1845), homme d'Etat russe, de nationalité allemande. Il entra dans l'administration militaire en Russie (1800), fut intendant de l'armée (1812), lieutenant général (1815) et ministre des finances (1823-1844).

CANINO (Prince de). (V. BONAPARTE [Lucien].)

CANNING (George) (1770-1827), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1793), il soutint Pitt, fut sous-secrétaire d'Etat (1796) et un des ennemis acharnés de la France. Trésorier de la marine (1804), puis ministre des affaires étrangères (1807-1809), il fit bombarder Copenhague sans déclaration de guerre. Ambassadeur à Lisbonne (1814-1816), il revint aux affaires, se signala par sa politique réactionnaire et fut renversé en 1820. Rappelé en 1822, il devint ministre des affaires étrangères, rompit à Vérone avec la Sainte-Alliance et soutint les colonies espagnoles révoltées. — Son fils *Charles-John* (1812-1862), gouverneur des Indes, en fut le premier vice-roi (1858-1862).

CANOSA (Antonio CAPECE MINUTOLO, prince de) (né en 1763), homme politique napolitain. Agent de la reine Marie-Caroline de Naples, il entretenait le brigandage dans le Sud de l'Italie, devint ministre de la police (1816) et se mit à la tête d'une secte ultraroyaliste, les « calderari », recrutée parmi les galériens et les brigands, qui terrorisa les Deux-Siciles. Ministre d'Etat (1822), il se rendit si odieux que Ferdinand IV dut le renvoyer. Il seconda plus tard (1832) le cardinal Albani dans la répression effrénée des Lègations et devint le chef du « sanfedisme ».

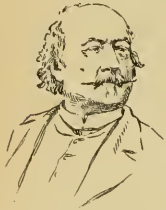
CANOVAS DEL CASTILLO (Don Antonio) (1828-1897), homme d'Etat espagnol. Député de Malaga (1852), il se lia avec O'Donnell, partit en mission à Rome (1855-1857), devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1858-1862), puis ministre des colonies, des finances, de l'intérieur. A l'avènement d'Alphonse XII (1874), il devint le véritable maître jusqu'en



Canovas.

1879, reprit le pouvoir, fit étouffer par Blanco l'insurrection cubaine (1890) et fut renversé en 1881. Rappelé en 1884, il gouverna avec un excès d'autoritarisme qui le rendit impopulaire. Remplacé par Sagasta en 1885, il devint président des Cortès, remonta au pouvoir en 1890 et mourut assassiné en 1897 par Angiollilo, révolutionnaire italien.

CANROBERT (François CERTAIN-). (1809-1895), maréchal de France. Il fit ses premières campagnes en Algérie, fut rappelé à Paris par Louis-Napoléon en 1850, devint son aide de camp, fut mêlé au coup d'Etat de 1851, commanda un corps d'armée en Crimée et devint général en chef à la mort de Saint-Arnaud (1854), mais fut remplacé sur sa demande par Pélissier (1855). Il servit



Canrobert.

en Italie (1859), gouverna Lyon (1862), Paris (1865), commanda le camp de Châlons en 1870, puis le VI^e corps de l'armée du Rhin sous Bazaine et fut enfermé à Metz après les batailles de Saint-Privat et de Gravelotte où il fit preuve de la plus admirable fermeté. Sénateur du Lot (1876) à titre de candidat officiel du ministère Buffet, il soutint le coup d'Etat du 16 mai, vota toujours avec la droite et fut réélu dans la Charente en 1879 et 1885. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CANTAGREL (François-Jean) (1810-1887). Mêlé au mouvement socialiste sous Louis-Philippe, il écrivit dans des journaux fouriéristes et, avec V. Considérant, fonda la *Démocratie pacifique*. Député de Loir-et-Cher à la Législative (1849), il prit part à la manifestation des Arts-et-Métiers (13 juin 1849), fut condamné à la déportation, se réfugia à l'étranger et revint à l'amnistie de 1859. Conseiller municipal de Paris (1871-1876), député du XIII^e arr. (1876), il siégea à l'extrême gauche, fut un des 363, réélu en 1877, 1881 et 1885.

CANUEL (Simon, baron) (1767-1841), général français. Volontaire de 1792, il se signala par son zèle révolutionnaire, devint aide de camp de Rosignol en Vendée (1793), fut chargé

du commandement de Lyon et mit la ville en état de siège après le 18 fructidor. Tenu à l'écart par Napoléon, il s'associa aux fureurs de la « Chambre introuvable » en qualité de député de la Vienne; nommé gouverneur de Lyon (1817), il terrorisa la ville et ses environs, traduisit devant une cour prévotale vingt-huit citoyens qui furent condamnés à mort, et fut rappelé devant l'indignation générale et après enquête. Flétri par le colonel Fabvier et par l'opinion publique, il ne fut pas réélu député malgré l'appui de Chateaubriand, mais obtint sous le ministère Villèle (1822) l'emploi d'inspecteur général de l'infanterie et prit part à l'expédition d'Espagne (1823). Après 1830, il rentra dans la vie privée.

CAPELLE (Guillaume-Antoine-Benoit, baron) (1755-1843). Préfet sous l'Empire à Livourne (1808) et à Genève (1810), sous Louis XVIII à Bourg (1814) et à Besançon (1815), conseiller d'Etat (1816), préfet de Seine-et-Oise (1828), il fut ministre des travaux publics et signa les ordonnances de Juillet. Condamné par contumace, par la Cour des pairs, à la détention perpétuelle, il obtint sa grâce peu après.

CAPELLEN (Godard-Gerard-Alexandre-Philippe, baron VAN) (1778-1848), homme politique hollandais. Préfet de la Frise (1808), ministre des cultes et de l'intérieur (1809), sous le règne de Louis Bonaparte, il fut, de 1815 à 1826, ministre des colonies et administrateur des Indes néerlandaises, ambassadeur à Londres (1838-1840) et grand chambellan de Guillaume II.

CAPO-D'ISTRIA (Jean, comte de) (1776-1831), homme d'Etat grec. Il servit avec succès dans la diplomatie russe depuis 1807, rédigea en 1815 l'acte de la Sainte-Alliance et fut nommé secrétaire d'Etat avec la direction de la chancellerie pour les affaires d'Orient. Il favorisa la propagande hellénique, quitta la Russie où Alexandre avait été gagné à la politique de Metternich, et s'installa à Genève où il organisa le mouvement philhellène. Nommé par l'Assemblée nationale de Trézène président du pouvoir exécutif pour sept ans (1827), confirmé dans ses pouvoirs dictatoriaux en 1829, il éloigna, après la reconnaissance officielle de l'indépen-

dance de la Grèce (1830), ses plus utiles auxiliaires, Mavrocordatos, Kolettis, Mavromichalis, et fut accusé de subir trop servilement la direction du gouvernement russe. Il emprisonna Mavromichalis, se fit protéger par l'amiral russe contre Miaoulis et Koudouriotis, et fut assassiné par les deux fils de Mavromichalis (9 oct. 1831).

CAPRIVI (Georg de CAPRARA DE MONTECUCULLI) (1831), homme d'Etat allemand. Attaché à l'état-major, il fit les campagnes contre l'Autriche (1866), contre la France (1870-1871), fut nommé vice-amiral en 1883 et dirigea l'administration de la marine. Il remplaça Bismarck comme chancelier de l'Empire (1890-1894) (Mort en 1899).

CARAYON-LATOUR (Joseph de) (1824-1886). Député de la Gironde en 1871, il siégea dans les rangs catholiques et monarchistes. Non réélu en 1875. candidat officiel de Mac-Mahon en 1877, il échoua encore et fut élu sénateur en 1878.

CARIGNAN (Prince de). (V. CHARLES-ALBERT.)

CARLOS (Carlos-Maria-Isidro de BOURBON, dit don) (1788-1855), fils du roi d'Espagne Charles IV. Chef de la réaction, il groupa autour de lui les « apostoliques », partisans les plus exaltés de la monarchie absolue, conspira contre son frère Ferdinand VII, surtout lorsque celui-ci eut une fille (Isabelle, de son quatrième mariage [1830]). A partir de 1833 jusqu'à 1840, tout le N. de l'Espagne fut en feu; il fallut toute l'énergie d'Espartero pour réduire son dernier lieutenant Cabrera (1840). Don Carlos fut interné à Bourges où il abdiqua (1844) en faveur de son fils aîné. Il vécut en Autriche depuis 1847.



Don Carlos (Fernando).

CARLOS (Carlos-Luis-Maria-Fernando de BOURBON, comte de MONTMOLIN, dit don) (1818-1861), fils aîné du précédent. Après le mariage d'Isabelle II, qu'il croyait épouser pour clore la querelle de succession, il fit

agir Cabrera, le lieutenant de son père, à la tête de bandes qui échouèrent misérablement à trois reprises.

Fait prisonnier en 1860, il dut renoncer à ses droits.

CARLOS (Carlos-Maria de las Dolores-Juan-Isidro-José-Francisco-Quirino-Antonio-Miguel-Gabriel-Rafael de BOURBON, dit don) (1848), neveu du précédent. Il entra en Espagne pour revendiquer ses droits (1872) et souleva les provinces du N., eut pour lieutenant le fameux curé Santa-Cruz, s'empara d'Estella (1873) assiégea Bilbao (1874), mais subit des revers et dut s'enfuir (1876).



Don Carlos (Rafael).

Depuis, il intrigua auprès du comte de Chambord, voyagea, et reçut à Venise les hommages de certains légitimistes français qui le considèrent comme le chef de la maison de Bourbon.

CARLOTA DE BOURBON (Dona Luisa) (1804-1844), fille de François I^{er} des Deux-Siciles. Elle domina son mari don François de Paula, infant d'Espagne, et intrigua en faveur de ses fils. Elle essaya vainement de faire donner la régence à son mari.

CARNÉ (Louis-Marcien, comte de) (1804-1876). Il débata dans la diplomatie (1825-1831), fut député du Finistère en 1839, prit la défense des congrégations religieuses et réclama la liberté de l'enseignement. Il rentra dans la vie privée en 1848. Auteur de travaux historiques médiocres.

CARNOT (Lazare-Nicolas-Marguerite). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

CARNOT (Lazare-Hippolyte) (1801-1888), fils du précédent. Adeptes de Saint-Simon, combattant de juillet 1830, député de Paris (1839), réélu en 1842 et 1846, il siégea à gauche, prit part à la campagne des banquets réformistes et fut ministre de l'instruction publique le 24 février 1848. Député de la Seine à la Constituante et à la Législative, il fut réélu sous l'Empire et refusa de siéger pour ne pas prêter serment (1852 et 1857). Il entra au Corps législatif en 1864 comme député de la Seine, fut battu par Gambetta aux élections de 1869, fut député de Seine-et-Oise en 1871 et sénateur inamovible en 1876. Il présida plusieurs fois le Sénat comme doyen d'âge,

CARNOT (Marie - François - Sadi) (1837-1894), président de la République française, fils du précédent. Ingénieur des ponts et chaussées, préfet de la Seine-Inférieure pendant la guerre franco-allemande, député de la Côte-d'Or (1871), il fit partie de la gauche républicaine. Elu député par l'arrondissement de Beaune (1876), il fut rapporteur du budget des travaux publics, un des 363, réélu en 1877, sous-



Carnot (Sadi).

secrétaire d'Etat aux travaux publics sous MM. de Freycinet et Varroy (1878-1880), ministre en remplacement de ce dernier (1880-1881). Pendant cette législature, il vota contre la mise en accusation des ministres du 16 mai et contre la laïcisation de l'enseignement primaire. Réélu en 1881 et en 1885, il devint vice-président de la Chambre, ministre des travaux publics dans le cabinet Brisson, puis des finances dans ce même cabinet et dans celui de M. Freycinet (1885-1886). A la suite des incidents Wilson, et d'une demande de restitution de 75.000 fr. ordonnée par Jules Grévy et refusée par Carnot, l'attention fut appelée sur lui; grâce à l'appui des radicaux qui voulaient empêcher l'élection de Ferry, il fut élu président de la République française (3 déc. 1887) par 616 voix sur 842 votants. Son attitude et ses voyages contribuèrent à apaiser l'opinion et à détruire l'influence de Boulanger; il fut poignardé par l'anarchiste Caserio, à Lyon (24 juin 1894).

CARNOT DE FELLINS (Claude-Marie) (1755-1836), conventionnel et général français, frère de Lazare Carnot, avec lequel on le confond quelquefois et qui fut comme lui député du Pas-de-Calais à la Législative et à la Convention. Il le seconda dans l'organisation militaire, servit sous Jourdan, devint inspecteur des fortifications en 1800, et donna sa démission au moment de l'expédition de Saint-Domingue et vécut dans la retraite.

CAROLINE, reine de Naples. (V. MARIE-CAROLINE.)

CAROLINE BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

CAROLINE DE BRUNSWICK (Amélie-Elisabeth) (1768-1821), reine d'Angleterre. Elle épousa en 1795 le prince de Galles, depuis Georges IV, fut accusée d'adultère par celui-ci après un an de séparation, et de nouveau en 1820. Lord Brougham prit sa défense, et le bill la déclarant indigne du trône fut ajourné à six mois. L'entrée de Westminster lui fut interdite le jour du couronnement de Georges IV (1821); elle mourut un mois après.

CARON (Augustin-Joseph) (1774-1822), colonel français. Après avoir fait les guerres de la Révolution et de l'Empire, il fut mis en demi-solde (1815) et conspira contre les Bourbons à Paris (1820). Emprisonné, il fut acquitté faute de preuves (1821), mais, après la conjuration de Belfort (1822), attiré dans un guet-apens en marchant sur Colmar, pour y délivrer les prisonniers, il fut pris, condamné à mort et fusillé.

CARRÉ-KÉRISOUET (Ernest-Louis-Marie) (1832-1877), homme politique français. Député des Côtes-du-Nord (1869), puis en 1871; il siégea au centre gauche, fut élu par l'arrondissement de Loudéac (1876) et un des 363.

CARREL (Armand) (1800-1836), homme politique et journaliste français. Compromis dans la conspiration militaire de Colmar, il quitta l'armée (1823), essaya sans succès de soulever l'armée du duc d'Angoulême, revint en France et fonda *le National* dans lequel il combattit ardemment Casimir-Perier et le gouvernement de Louis-Philippe. A la suite d'une polémique, une rencontre au pistolet eut lieu entre lui et Emile de Girardin, à Vincennes. Il fut blessé grièvement et mourut deux jours après. — *Œuvres politiques et littéraires*, publiées par Littré, 1857, 5 vol.



Carrel (Armand).

CARRION-NISAS (Marie-Henri-François-Elisabeth, marquis de) (1767-1842). Parent de Cambacérès, il fut membre du Tribunal, appuya l'établissement de l'Empire, fit les campagnes de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Saxe et de France, servit Louis XVIII en 1814, puis Napoléon

pendant les Cent-Jours, et s'occupa depuis lors de littérature.

CARVALHO (José DA SILVA) (1782-1845). Ministre de la justice sous Jean VI, il se retira en Angleterre à la contre-révolution de 1823, reentra dans son pays lorsque dom Pedro monta sur le trône, quitta le Portugal lors de l'usurpation de dom Miguel (1828), revint et fut premier ministre (1833-1836) et conseiller d'Etat (1842).

CASABIANCA (François-Xavier, comte de) (1796-1881). Avocat à Bastia, député à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il fit partie de la droite monarchiste, se rallia à l'Élysée, fut ministre de l'agriculture et du commerce, puis des finances (1851), adhéra au coup d'Etat du 2 décembre, organisa le ministère d'Etat, sénateur (1852) et procureur général à la Cour des comptes (1864). Député de Bastia (1876), il soutint le ministère de Broglie lors du coup d'Etat du 16 mai et reentra dans la vie privée.

CASANOVA (ARRIGHI de). (V. ARRIGHI.)

CASATI (Gabrio, comte) (1798-1873), homme politique italien. Podestat de Milan (1837-1848), il fut à la tête du gouvernement provisoire lombard; retiré en Piémont après la capitulation de Milan, sénateur (1853), ministre de l'instruction publique (1859-1860), et président du Sénat pendant quatre ans.

CASIMIR-PERIER. (V. PERIER.)

CASIMIR-PERIER (Jean-Paul-Pierre PERIER, dit) (1847), président de la République française. Député de Nogent-sur-Seine (1876), il fit partie des 363, fut réélu en 1877, siégea à la gauche républicaine, et tint le sous-secrétariat d'Etat à l'instruction publique de 1877 à 1879. Réélu en 1881 et en 1885, nommé sous-secrétaire d'Etat à la guerre (1883-1885), réélu en 1889 et en 1893, ministre des affaires étrangères et président du conseil (1893), il fut élu président de la République française en 1894 et démissionna six mois après sans que les causes de sa retraite aient été jusqu'à présent clairement indiquées.



Casimir-Perier.

CASSAGNAC (Granier de). (V. GRANIER.)

CASSE (Eugène-François-Germain) (1837). Il fit de l'opposition dans les dernières années de l'Empire, fut député de la Guadeloupe (1873), et vota avec l'extrême gauche. Député de Paris (1876), un des 363, réélu en 1877, en 1881 et en 1885, il fit partie de l'Union républicaine, ne se représenta pas aux élections de 1889 et devint gouverneur de la Martinique (même année), puis trésorier-payeur à la Guadeloupe (1890).

CASTAÑOS (Francisco-Javier de, duc de BAYLEN) (1756-1852), général espagnol. Il servit dans l'armée de Navarre (1794), prit le général Dupont à Baylen (1808), fut battu à Tudela et vainqueur à Vittoria. Capitaine général de la Catalogne à la rentrée de Ferdinand VII (1815), il devint conseiller d'Etat (1825), président du conseil de Castille (1830) et tuteur de la reine Isabelle (1844).

CASTELAR (Emilio) (1832), homme politique et historien espagnol. Condamné à mort pour participation à la révolution du 22 juin 1866, il s'enfuit, vint à Paris, reentra après le triomphe de la révolution et devint un des chefs du parti démocratique auquel il consacra une grande activité et un admirable talent d'orateur. Ministre des affaires étrangères (1873) après le départ du roi Amédée, président des Cortès, il devint chef du pouvoir qu'il dut quitter en 1874 devant un vote hostile de ses anciens partisans. Lors du rétablissement de la monarchie (1875), il revint à Paris, fut envoyé aux Cortès par Barcelone (1876) et lutta depuis en faveur des idées libérales. Sans abdiquer ses préférences républicaines, il en a ajourné la réalisation; il a réuni autour de lui quelques *possibilistas*, mais n'a pas retrouvé son ancienne influence. — Auteur d'importants travaux historiques.



Castelar.

CASTELLANE (Esprit-Victor-Elisabeth-Boniface, comte de) (1788-1862), maréchal de France. Il gagna ses premiers grades sous l'Empire, se rallia

à Louis XVIII. fit la campagne d'Espagne (1823), celle de Belgique (1832) et fut nommé pair de France (1837).



Castellane.

Son zèle réactionnaire à Rouen (1848) le fit mettre à la retraite par le gouvernement provisoire; Louis-Napoléon le rappela (1849), l'envoya à Lyon où il empêcha tout mouvement dans cette ville lors du coup d'Etat du 2 décembre. Nommé sénateur et maréchal de France en 1852, il commanda à Lyon jusqu'à sa mort. A laissé des *Mémoires* très curieux.

CASTILLA (Ramon) (1797-1867), homme d'Etat péruvien. Général patriote, président de la République (1845-1851). Son successeur menaçant le pays de la contre-révolution, Castilla prit les armes, entra à Lima et fut réélu président (1858-1862). (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CASTLEREAGH (Henry-Robert STEWART, marquis de LONDONDERRY, vicomte) (1769-1822), homme d'Etat anglais. Ami de Pitt, député au Parlement de Dublin, garde du sceau privé pour l'Irlande (1797), il se signala par sa cruauté autant que par sa haine pour la Révolution française. Ministre de la guerre et des colonies dans le cabinet Pitt (1805), puis dans le cabinet Portland (1807), il se battit en duel avec son collègue Canning (1809), démissionna et devint ministre des affaires étrangères (1812). Il prit une part considérable à la lutte contre Napoléon I^{er}, assista au traité de Paris (1814), aux congrès de Vienne (1815) et d'Aix-la-Chapelle (1818). Frappé du délire de la persécution, son zèle tory l'emporta dans la réaction la plus extrême, et, à la veille de partir pour le congrès de Vérone (1822), il se coupa la gorge avec un canif. Il y eut une explosion de joie féroce à Londres quand on connut sa mort : son cercueil fut insulté dans la rue.

CATHCART (William-Shaw, comte de) (1755-1833), homme politique et général anglais. Avocat, puis soldat, il servit en Amérique, contre la France (1793-1795), commanda en chef en Irlande (1803-1805), puis à l'armée de la Baltique, bombardra et prit Copen-

hague (1807), commanda en chef en Ecosse et fut nommé ambassadeur à Pétersbourg (1813-1822).

CAULAINCOURT (Armand-Augustin-Louis, marquis de) (1773-1827), général et diplomate français, grand écuyer de Napoléon (1804), créé duc de Vicence, ambassadeur en Russie (1807-1811), demanda son rappel, accompagna Napoléon à Moscou et revint avec lui. Nommé sénateur (1813), il assista aux conférences diplomatiques de la fin de l'Empire et s'efforça inutilement au congrès de Châtillon d'obtenir de Napoléon les concessions qu'exigeaient les coalisés; pendant les Cent-Jours, il fut de nouveau nommé ministre des affaires étrangères. Pendant la Restauration, il vécut dans la retraite et a laissé des *Souvenirs du duc de Vicence*, publiés en 1840.

CAUSSIDIÈRE (Marc) (1808-1861). Condamné pour avoir participé aux soulèvements de Lyon et de Saint-Etienne en 1834, il fit trois ans de prison au Mont-Saint-Michel, fut préfet de police en 1848, député à l'Assemblée constituante. Compromis dans l'affaire du 15 mai et dans celles de juin, il se retira à Londres.

CAVAIGNAC (Jean-Baptiste) (1762-1829), conventionnel. Avocat au Parlement de Toulouse, il fut député à la Convention par le département du Lot. vota la mort de Louis XVI, fut envoyé en mission près des armées de l'Ouest et des Pyrénées-Orientales. fut membre du conseil des Cinq-Cents, organisa les services administratifs du royaume de Naples et remplit les fonctions de préfet de la Somme pendant les Cent-Jours. Louis XVIII l'exila en 1816.

CAVAIGNAC (Eléonore-Marie-Godefroy) (1801-1845), fils du précédent. Il fit comme journaliste une opposition acharnée à la Restauration et fut un des combattants de Juillet 1830. Un des fondateurs de la Société des Amis du peuple et de la Société des Droits de l'homme, condamné après les journées d'avril 1834, il s'évada, revint après l'amnistie de 1841 et fut un des rédacteurs de *la Réforme*.

CAVAIGNAC (Louis-Eugène) (1802-1857), général français, frère du précédent. Après avoir servi en Morée (1828), en Algérie (1832-1848), il fut, au lendemain de la révolution de Février, nommé gouverneur de l'Algérie; élu

député à la Constituante par la Seine et le Lot, il prit le ministère de la guerre et écrasa l'insurrection de juin. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

Le 28 juin Cavaignac déposa ses pouvoirs extraordinaires. L'Assemblée reconnaissante le nomma président du conseil, chef du pouvoir exécutif; il posa sa candidature à la présidence de la République, mais détesté par les radicaux, combattu par la réaction, sans racines

dans le pays, il n'obtint aux élections du 10 décembre 1848 que moins de 1,500,000 voix contre plus de 6 millions données au prince Louis-Napoléon. Lors du coup d'Etat, le général Cavaignac fut emprisonné à Mazas, puis au château de Ham. Sa captivité ne dura qu'un mois. Dans les dernières années de sa vie, le général alors retraité avait pris la direction du journal *le Siècle*, qui était alors le seul organe d'opposition contre l'Empire.

CAVAIGNAC (Jacques-Marie-Eugène-Godefroy) (1853), fils du précédent. Ingénieur des ponts et chaussées, élu député de Saint-Calais (Sarthe) en 1882, réélu en 1885, 1889, 1893, 1898, il siégea à l'Union républicaine. Sous-secrétaire d'Etat à la guerre sous le ministre Campenon (1885-1886), il eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Bourgeois (1895) et reprit quelque temps le même ministère dans le cabinet Brisson (1898);

il donna sa démission, à la suite de la découverte du faux Henry qu'il avait présenté à la Chambre comme la preuve certaine de la culpabilité de Dreyfus. (V. vol. HIST. CONTEMP., *affaire Dreyfus.*)

CAVALCANTI (Antonio-François-de-Paul de HOLLANDA, vicomte d'ALBUQUERQUE) (1797-1863), homme d'Etat brésilien. Député (1826), ministre des finances (1830-1831), sénateur (1838), ministre de la marine (1840-1841), des

finances (1862-1863), il appartenait à la nuance libérale.

CAVENDISH. (V. BENTINCK.)

CAVENDISH, duc de DEVONSHIRE. (V. ce nom.)

CAVENDISH (Lord Frederick-Charles) (1836-1882), homme politique anglais. Député libéral du Yorkshire (1865-1882), secrétaire de Gladstone, lord de la Trésorerie (1873), secrétaire de la Trésorerie (1880-1882), il venait de prendre possession du poste de secrétaire du lord-licutenant d'Irlande quand il fut poignardé par les fenians.

CAVOUR (Camillo Benso, comte de) (1810-1861), le véritable fondateur de l'unité italienne. Il servit dans le génie (1826-1831), voyagea en France, en Angleterre, en Belgique, exploita ses domaines, fonda l'*Associazione agraria* (1842), écrivit sur le commerce et l'économie rurale, fonda avec Cesare Balbo le journal *Il Risorgimento* (1847) qui devint l'organe du parti modéré réformiste, et fut élu député de Turin (1848). Ministre

de l'agriculture et du commerce (1850), puis des finances (1851), président du conseil avec le portefeuille des finances (1852), il fit entrer le Piémont dans l'alliance des grandes puissances contre la Russie (1854) et envoya La Marmora en Crimée. En 1856, il posa la question italienne au congrès de Paris, en face des représentants de l'Autriche, et s'assura les sympathies actives de Napoléon III. Il vit Manin à Paris et s'aboucha avec La Farina à Turin, qui lui présenta Garibaldi; à l'entrevue de Plombières, il régla avec l'empereur les conditions de la guerre contre l'Autriche. Cavour donna sa démission après la paix de Villafranca (11 juillet 1859), reprit le pouvoir en 1860, soutint secrètement l'expédition de Garibaldi à Marsala, et mourut le 6 juin 1861, trois mois après la nomination de Victor-Emmanuel comme roi d'Italie.

CAXIAS (Luis-Alves de LIMA E SILVA, duc de) (1803-1880), maréchal brésilien. Président du Maranhão (1839), il pacifia cette partie de l'empire et



Cavaignac (Eugène).



Cavaignac (Godefroy).



Cavour.

fut créé général de brigade (1841); il pacifia aussi le São-Paulo et le Minas-Geraes, puis le Rio-Grande-do-Sul (1845). Sénateur, ministre de la guerre (1855), président du conseil (1856-1857), de nouveau président (1861-1862), il commanda en chef l'armée qui lutta contre le Paraguay et termina la campagne en 1869. Il fut encore président du conseil avec le portefeuille de la guerre (1875-1878).

CAYLA (Zoé TALON, comtesse de) (1784-1850), favorite de Louis XVIII dont elle reçut le château de Saint-Ouen, près de Paris, en échange, dit-on, des papiers de la procédure Favras.

CAZE (Edmond-Marie-Justin) (1839). Avocat à Toulouse, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu député de Villefranche (1876), un des 363, battu en 1877, mais élu en 1878 après l'invalidation de son concurrent. Réélu en 1881, il fut nommé sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture dans le cabinet Gambetta (1881-1882), échoua aux élections de 1885, élu de nouveau en 1889.

CAZELLES (Mathieu-Brutus) (1793-1880). Il eut à lutter sous la Restauration contre les « verdetts », pillards royalistes et assassins qui terrorisaient le Midi de la France, lui dévastèrent ses propriétés et mirent ses jours en danger. Représentant de l'Hérault à la Constituante (1848), il siégea à gauche, ne fut pas réélu à la Législative, se rallia à Napoléon III après le coup d'Etat du 2 décembre et fut candidat officiel élu pendant toute la durée de l'Empire.

CAZELLES (Emile) (1831). Préfet de la Creuse (1878), de l'Hérault (1879), directeur de la Sûreté générale (1881), préfet de Meurthe-et-Moselle (1882) et des Bouches-du-Rhône (1884), conseiller d'Etat (1887), de nouveau directeur de la Sûreté (1890).

CAZENOVE DE PRADINES (Pierre-Marie-Edouard de) (1838-1896). Voleur dans le corps de Charette (1870), blessé à Loigny et amputé du poignet, il fut nommé député de Lot-et-Garonne (1871) et siégea à la droite légitimiste et cléricale. Après des échecs successifs, il fut élu député de Nantes en 1884, 1885, 1889 et se rallia au comte de Paris.

CAZOT (Théodore-Joseph-Jules) (1821). Avocat à Nîmes, député du

Gard (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut élu sénateur inamovible (1875), nommé ministre de la justice dans le cabinet Freycinet (1879) et dans le cabinet Gambetta (1881). Nommé premier président de la Cour de cassation (1883), il dut démissionner (1884) à la suite de la faillite de la Société des chemins de fer d'Alais au Rhône dont il était administrateur, mais continua de siéger au Sénat qui le nomma questeur (1890).

CELLES (Antoine-Philippe de Visschier, comte de) (1769-1841), homme politique belge. Préfet de la Loire-Inférieure (1808) et du Zuyderzée (1810), il se signala par des excès de cruauté qui faillirent lui coûter la vie (1813). Ambassadeur des Pays-Bas à Rome, il se sépara du roi Guillaume en 1830, fit partie du Congrès national belge (1831) et soutint la candidature du duc de Nemours au trône de Belgique. Après le refus de Louis-Philippe, il se fixa à Paris, se fit naturaliser Français et entra au conseil d'Etat.

CÉRÉSOLE (Paul) (1832), homme politique suisse. Président du département militaire (1864), président de la Confédération helvétique (1873), il eut de 1875 à 1884 la présidence de la Société du Simplon. et entra au Conseil national comme député de Vevey.

CERTAIN-CANROBERT. (V. CANROBERT.)

CHABAUD-LATOURET (Antoine-Georges-François, baron de) (1769-1832). Il servit dans l'armée des Alpes (1792), fut arrêté comme fédéraliste et condamné à mort. Il s'évada, rentra après le 9 thermidor, fut député du Gard aux Cinq-Cents (1797), approuva le coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Tribunal, appuya l'établissement de l'Empire, tomba en disgrâce, redevenu député du Gard sous la Restauration et fit de l'opposition libérale.

CHABAUD-LATOURET (François-Ernest-Henri, baron de) (1804-1885), général français. Il servit en Algérie, fut député du Vigan (1837), siégea parmi les conservateurs, fit la campagne de Kabylie (1857), présida le comité des fortifications et eut le commandement en chef du génie pendant le siège de Paris. Député du Gard (1871), il siégea au centre droit, devint ministre de l'intérieur (1874),

soutint l'« ordre moral », fut élu sénateur inamovible (1877) et ne joua plus qu'un rôle effacé.

CHABOT (Georges-Antoine) (1758-1819), dit *de l'Altiér*. Avocat à Paris, il accepta les principes de la Révolution, fut député suppléant à la Convention, mais ne siégea qu'en 1795. Membre du conseil des Anciens (1799), puis du Tribunal dès sa fondation, il prit part à la rédaction du Code civil, appuya l'établissement de l'Empire, fit partie du Corps législatif et souscrivit à la déchéance de Napoléon. Auteur d'importants travaux de jurisprudence.

CHABROL DE CROUSOL (André-Jean-Christophe, comte de) (1771-1836). Il servit dans l'administration sous Napoléon I^{er}, fut préfet du Rhône sous la Restauration (1815) et favorisa la réaction royaliste qui ensanglanta la ville de Lyon. On le mit même en disponibilité; mais, en 1817, il fut nommé sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, député en 1821, pair en 1823, ministre de la marine (1824) et ministre des finances dans le cabinet Polignac.

CHABRON (Marc-Etienne-Emmanuel-Bertrand de) (1806), général et homme politique français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie et commanda une division dans l'armée de la Loire pendant la guerre franco-allemande. Député de la Haute-Loire (1871), il vota avec le centre droit, se rallia à la République et fut élu sénateur inamovible (1875).

CHAIK (Bernard-Cyprien) (1821), homme politique français. Député des Hautes-Alpes à la Législative (1849), il vota avec le parti républicain, fut préfet des Hautes-Alpes (1870-1873), député de Gap (1876) et siégea à l'Union républicaine. Un des 363, il fut réélu en 1878, en 1881, en 1885, et nommé sénateur (1888).

CHAIK D'EST-ANGE (Gustave-Louis-Adolphe-Victor-Charles) (1800-1876). Avocat, il plaida dans un grand nombre de causes célèbres (sergents de La Rochelle, Cauchois-Lemaire, Fieschi, etc.), fut député conservateur de la Marne (1831, 1837, 1844), procureur général à la cour de Paris (1857), conseiller d'Etat (1862), sénateur (1867), vice-président du conseil d'Etat.

CHALAIS (Comte). (V. TALLEYRAND.)

CHALAMET (Jean-Marie-Arthur)

(1822). Député de Privas (1876), un des 363, il fut réélu en 1877, en 1881, sous-secrétaire d'Etat à l'instruction publique dans le cabinet Gambetta (1881-1882), sénateur de l'Ardèche (1883) et réélu en 1885.

CHALLEMEL-LACOUR (Paul-Armand) (1827-1896). Expulsé de France au coup d'Etat du 2 décembre, il revint à l'amnistie de 1859, collabora à divers journaux et revues, fut nommé préfet du Rhône (1870), député des Bouches-du-Rhône (1872) et fut un des orateurs les plus éminents du parti républicain. Sénateur des Bouches-du-Rhône (1876), ambassadeur à Berne (1879), à Londres (1880), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Jules Ferry (1883), il fut réélu sénateur en 1885, soutint la politique républicaine modérée, et devint président du Sénat (1895). Il était entré à l'Académie française en 1893.



Challemeil-Lacour.

CHAMBERLAIN (Joseph) (1836), homme d'Etat anglais. Maire de Birmingham (1874-1876), député de cette ville à la Chambre des communes (1876), il fut nommé par Gladstone ministre du commerce (1880-1885), se sépara de lui à propos de la question irlandaise, et de radical devint partisan du néo-torysme impérial. Lord Salisbury lui confia la mission de régler la question des pêcheries du Canada (1887). Il entra dans le ministère Salisbury comme ministre des colonies, poursuivit une politique d'envahissement et de violence, et soutint Cecil Rhodes dans son coup de main contre le Transvaal, attaqua la Russie et s'appliqua à aggraver les difficultés qui existaient entre la France et l'Angleterre à propos des questions africaines.



Chamberlain.

CHAMBORD (Comte de). (V. BOURBON.)

CHAMBRUN (Joseph-Dominique-Aldebert de PINETON, comte de) (1821). Préfet du Jura (1851-1854), député de la Lozère comme candidat officiel

(1857), réélu en 1863, en 1869, en 1871 comme candidat monarchiste, il siégea au centre droit et fut nommé sénateur en 1876. Il ne s'est pas représenté en 1879.

CHAMPAGNY (Jean-Baptiste NOMPÈRE de) (1756-1834), homme d'Etat français. Neveu de l'abbé Terray, il fut député de la noblesse du Forez aux Etats généraux de 1789, emprisonné sous la Terreur, fut conseiller d'Etat après le 18 brumaire, ambassadeur à Vienne (1801), ministre de l'intérieur (1804), des relations extérieures (1807) et intendant des domaines de la couronne. Napoléon l'avait créé duc de Cadore. Louis XVIII le créa pair de France à la première Restauration. Champagny ayant repris l'intendance des domaines de la couronne pendant les Cent-Jours, Louis XVIII l'écarta des affaires jusqu'en 1819, date où il reentra à la Chambre des pairs.

CHAMYL (1797-1871), imam du Caucase. Dès 1831, il prit les armes contre les Russes et leur tint tête pendant vingt-sept ans avec des alternatives de succès et de revers. Pris en 1859, il fut emmené à Pétersbourg, doté de 10,000 roubles de revenu et interné à Kalouga, puis à Kiev.

CHANGARNIER (Nicolas-Anne-Théodule) (1793-1877), général français. Il gagna ses grades en Algérie et eut le commandement de la division d'Alger (1843). En 1848, élu député de la Seine, il commanda la garde nationale et les troupes de Paris, se signala par sa haine envers les républicains, soutint la politique du président Louis-Napoléon, se rallia aux monarchistes,



Changarnier.

fut arrêté le 2 décembre 1851 et exilé. En 1870, il entra dans l'état-major de Bazaine à Metz, fut élu député de la Somme (1871) et, nommé sénateur inamovible (1875), il resta l'un des chefs du parti monarchiste intransigeant. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CHANTELAUZE (Jean-Claude-Balthazar-Victor de) (1787-1859). Il débuta dans la magistrature, fut élu député en 1827 et nommé garde des sceaux

en 1830, dans le cabinet Polignac. Signataire des ordonnances de Juillet et rédacteur du rapport qui les justifiait, il fut emprisonné au fort de Vincennes et condamné à la prison perpétuelle par la Cour des pairs. Gracié par Louis-Philippe (1837), il disparut de la scène politique.

CHANZY (Antoine-Eugène-Alfred) (1823-1883), général français. Il fit ses premières armes en Algérie, prit part à la campagne d'Italie et à celle de Syrie (1859-1861). Nommé général de division le 20 octobre 1870, il commanda le XVI^e corps qui faisait partie de l'armée de la Loire, puis devint général en chef de la seconde armée de la Loire, et fit des efforts admirables pour se maintenir contre des forces ennemies solides et nombreuses. Député des Ardennes



Chanzy.

(1871), il vota contre les préliminaires de la paix, siégea au centre gauche, fut nommé gouverneur de l'Algérie (1873), ambassadeur en Russie (1879), et, à son retour, commandant du VI^e corps d'armée. (V. vol. GUERRE FRANCO-ALLEMANDE et vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

CHAPTAL (Jean-Antoine, comte de CHANTELOUP) (1756-1832), chimiste français. Il fut chargé par la Convention de travaux scientifiques, nommé par Napoléon conseiller d'Etat, ministre de l'intérieur (1801), sénateur, pair de France (1815), poste que Louis XVIII lui rendit en 1819. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

CHARETON (Jean-Joseph VEVE, dit) (1813-1876), général français. Il servit en Algérie, prit part au siège de Sébastopol et y fut blessé deux fois. En 1870, il fut pris à Sedan et interné à Wiesbaden. Nommé député de la Drôme (1871), il vota avec le centre gauche, rapporta le projet de loi de réorganisation de l'armée et fut nommé sénateur inamovible (1875).

CHARETTE DE LA CONTRIE (Athanasie, baron de) (1832). Il organisa à Rome les zouaves pontificaux dont

il devint lieutenant-colonel (1860-1870), forma avec les débris de ce corps une légion qui servit dans l'armée de la Loire, et fut blessé à Patay (1870). Nommé député des Bouches-du-Rhône (1871), il démissionna quelques jours après.

CHARLES IV (Carlos-Antonio de BOURBON) (1748-1819), roi d'Espagne. Il monta sur le trône en 1788, se confia à ses ministres, surtout à Godoy, l'amant de sa femme Marie-Louise de Parme, qui dirigea toute la politique espagnole jusqu'en 1808. Après l'entrevue de Bayonne, il abdiqua, fut remplacé par Joseph Bonaparte, eut Compiègne pour résidence et se retira plus tard à Rome où il mourut.

CHARLES XIII (1748-1818), roi de Suède. Il monta sur le trône en 1809, à la chute de Gustave III, à laquelle on le soupçonna d'avoir contribué, adopta Bernadotte comme héritier présomptif et prit dès lors peu de part au gouvernement.

CHARLES XIV, roi de Suède. (V. BERNADOTTE.)

CHARLES X (Charles-Philippe) (1757-1836), roi de France. Il reçut à sa naissance le nom de comte d'Artois, épousa en 1773 Marie-Thérèse de Savoie dont il eut deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry. Après la réunion des États généraux, il fut un des principaux chefs du parti de la contre-révolution, donna le signal de l'émigration et sollicita à Mantoue et à Teplitz (1791) l'appui de



Charles X.

l'empereur Léopold et de l'Europe, entretenit l'insurrection vendéenne, mais ne paya pas de sa personne ainsi qu'il l'avait promis. Pourvu d'une pension de 600,000 fr. par le gouvernement anglais, il fomenta des complots (Cadoudal, Pichegru). Sa jeunesse avait été fort agitée; plus tard il s'adonna aux pratiques d'une piété étroite, vint en France à la fin de l'Empire, entra à Paris dans le fourgon des alliés, et signa la convention militaire du 23 avril 1814. Sous Louis XVIII, il groupa les ultraroyalistes, applaudit à la Terreur blanche, fut l'âme du parti politique qui rêvait

de revenir au régime des privilèges et de relever l'ordre des jésuites. Roi en 1824, sa politique provocatrice et maladroite exaspéra l'opinion publique et les ordonnances de Juillet provoquèrent une révolution. Charles X, obligé de quitter la France, partit pour l'Écosse, s'établit ensuite à Prague et mourut à Goritz (6 novembre 1836).

CHARLES XV (1826-1872), roi de Suède. Il régna à partir de 1859, fit taire ses sympathies pour le Danemark (1863-1864) et pour la France (1870-1871), et régna constitutionnellement. Il protégea les arts et les lettres et laissa quelques œuvres littéraires.

CHARLES, prétendants d'Espagne. (V. CARLOS.)

CHARLES 1^{er} (Charles-Eitel-Frédéric-Zéphirin-Louis) (1839), roi de Roumanie. Fils du prince Charles-Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, il fut élu prince régent de Roumanie après la chute du prince Couza (1866), céda au parti rétrograde des boyards qui créa pendant dix ans une agitation incessante, choisit J. Brătianu comme premier ministre (1876) et intervint dans la guerre russo-turque (1877). Il prit le commandement de l'armée sous Plevna, enleva la ville et s'empara des forteresses turques du Danube (1878). Il s'est efforcé de rattacher la Roumanie à la Triple Alliance. A publié des *Mémoires* importants pour les origines de la guerre franco-allemande.

CHARLES-ALBERT (1798-1849), prince de Carignan, roi de Sardaigne. Régent à la suite de l'abdication de Victor-Emmanuel 1^{er} (1821), il prêta serment à la constitution, mais dut fuir lorsque Charles-Félix monta sur le trône aidé par les Autrichiens, fit la campagne d'Espagne dans les rangs français (1823), se soumit à Charles-Félix et lui succéda en 1831. Prince indécis et obstiné à la fois, il poursuivit et exécuta les partisans de la *Jeune-Italie*, tourna à une dévotion outrée, soutint les jésuites, mais dut inaugurer des réformes (1847) et donner une constitution (1848). La révolution de Milan éclata la même année (18-22 mars); Charles-Albert la soutint et combattit les Autrichiens, d'abord avec succès, puis fut battu à Custoza par Ra-

detzky (25 juillet) qui prit Milan (6 août). L'armistice signé le 9 août fut dénoncé le 12 mars 1849. Charles-Albert avait choisi Rattazzi comme ministre et Chrzanowski comme général en chef; il fut encore vaincu par Radetzky à Novare, abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II, et mourut en Portugal dans la retraite la plus absolue.

CHARLES-EMMANUEL IV (1751-1819), roi de Sardaigne. Il signa un an après son avènement au trône (1796) un traité d'alliance avec la France, mais dut bientôt se retirer en Sardaigne, seule possession qui lui fut laissée. Il mourut à Rome au noviciat des jésuites du Quirinal. Il avait abdiqué en faveur de Victor-Emmanuel I^{er}.

CHARLES-FÉLIX (1765-1831), roi de Sardaigne. Il succéda à Victor-Emmanuel I^{er} (1821), s'appuya sur les Autrichiens qui battirent les constitutionnels à Novare (1821) et gouverna d'après les principes de la monarchie la plus absolue.

CHARLOTTE (Joachime-Thérèse de Bourbon) (1775-1830), reine de Portugal. Fille du roi d'Espagne Charles IV, elle épousa Jean de Portugal (1790) qui fut roi de 1816 à 1826, et qui rompit publiquement avec elle (1806). Elle provoqua plusieurs soulèvements contre son mari en faveur de son fils dom Miguel, et fut emprisonnée (1824) jusqu'à la mort de Jean VI (1826) auquel succéda l'usurpateur dom Miguel au détriment de dona Maria, sa nièce.

CHARMES (Marie-Julien-Joseph-François) (1848), homme politique français. Ministre plénipotentiaire (1880), député de Murat (1881), il siégea à l'Union démocratique. échoua en 1885 et fut nommé directeur des affaires politiques et du contentieux aux affaires étrangères. Il fut réélu par l'arrondissement de Murat en 1889 et en 1893.

CHARRAS (Jean-Baptiste-Adolphe) (1810-1865). Sorti de l'École polytechnique en 1830, il prit part aux journées de Juillet et collabora au *National*, resta en Algérie jusqu'en 1848. Nommé alors lieutenant-colonel et sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, il fut élu député du Puy-de-Dôme à la Constituante, soutint Cavaignac, combattit la politique de

l'Elysée, fut réélu à la Législative, arrêté dans la nuit du 2 décembre 1851 et exilé le 9 janvier 1852. Il se retira en Belgique. Il a laissé d'importantes études d'histoire militaire.

CHARTRES (Duc de). (V. ORLÉANS.)

CHASSELOUP-LAUBAT (Justin-Napoléon-Samuel-Prosper, marquis de) (1805-1873). Député de Marennes (1837), conseiller d'Etat (1838), député de la Charente-Inférieure (1849), il soutint la politique de l'Elysée, fut ministre de la marine (1851), de la marine et des colonies (1859-1867), sénateur (1867) et président du conseil d'Etat (1869). Elu député de la Charente-Inférieure (1871), il siégea au centre droit.

CHASSÉRIAU (Frédéric-Victor-Charles) (1807-1881). Avocat à Paris, il fut nommé historiographe de la marine (1841), chef du cabinet du ministre de la marine (1848-1851), maître des requêtes au Conseil d'Etat (1852), conseiller d'Etat (1857). — Auteur de divers travaux littéraires et historiques.

CHATEAUBRIAND (François-René, vicomte de) (1768-1848). Il quitta la France en 1789, rentra après le 18 brumaire, fut employé quelque temps dans la diplomatie par Bonaparte, à qui il fit ensuite une opposition acharnée. Ambassadeur à Stockholm (1814), ministre d'Etat, chargé de l'intérieur (1823), pair de France (1815), il se montra ultraroyaliste, combattit dans la presse les doctrines libérales. reçut l'ambassade de Berlin (1820), celle de Londres (1822), devint ministre des affaires étrangères (1822-1824) et contribua à la guerre contre les constitutionnels espagnols (1823). Dès 1824, il se tourna vers les libéraux, fut ambassadeur à Rome (1828) et après 1830 défendit les droits du duc de Bordeaux. Il se mêla encore à quelques intrigues en faveur des Bourbons, et acheva son œuvre littéraire que nous donnons dans le volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



Chateaubriand.

CHATHAM (Lord). (V. PITT.)

CHÂTRE (Claude-Louis, duc de LA) (1750-1824). Député de la noblesse du Berry aux Etats généraux de 1789,

émigra, servit dans l'armée de Condé, servit d'agent secret de Louis XVIII en Angleterre, fut après la Restauration ambassadeur à Londres, pair de France et ministre d'Etat.

CHAUDEY (Ange-Gustave) (1817-1871). Avocat (1840), rédacteur à la *Presse* (1845), il prit part à la campagne des banquets réformistes, soutint Lamartine en 1848, puis Cavaignac, fut exilé après le coup d'Etat du 2 décembre, rentra en 1853 (avant l'amnistie) et s'inscrivit au barreau de Paris (1856). Un des exécuteurs testamentaires de Proudhon. Adjoint au maire de Paris (1870), il donna

ordre aux mobiles qui étaient à l'Hôtel de ville de faire feu sur les manifestants du 22 janvier 1871. Arrêté pendant la Commune, il fut fusillé à Sainte-Pélagie le 23 mai 1871. (V. *VOLE HISTOIRE CONTEMPORAINE.*)

CHAUDORDY (Jean-Baptiste-Alexandre DAMAZE, comte de) (1826), diplomate français. Après avoir occupé divers postes dans des cours étrangères, il dirigea, auprès de la délégation de Tours (1870), l'ensemble des services diplomatiques, fut ambassadeur à Berne (1873), à Madrid (1874) et à Pétersbourg (1881).

CHAUTEMPS (François-Emile) (1850). Médecin à Paris, conseiller municipal du quartier des Arts-et-Métiers (1884), président du conseil municipal, député du III^e arrond. de Paris (1889) et réélu en 1893 et 1898. Il fut ministre des colonies dans le cabinet Ribot (1895).

CHAUVEAU (Franck-Joseph-Charles) (1846). Avocat, député de Senlis (1876), il siégea au centre gauche, fut un des 363, réélu en 1877 et en 1881. Il fut nommé sénateur de l'Oise.

CHAUVELIN (Bernard-François, marquis de) (1766-1832). Chargé de mission à Londres (1792), ambassadeur à Florence (1793), membre du Tribunat (1800), puis du Corps législatif (1804), il devint préfet de la Lys

(1804), conseiller d'Etat (1810), intendant de la Catalogne (1812), député de la Côte-d'Or (1816) : il siégea à l'extrême gauche à côté de Foy et de Manuel.

CHAVOIX (Jean-Baptiste) (1805-1881). Médecin à Exeideuil, maire de cette commune et député à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême gauche. Proscrit après le 2 décembre 1851, il rentra à l'amnistie de 1859, fut élu député de Périgueux en 1878 et 1881.

CHAZAL (Jean-Pierre) (1766-1840), conventionnel. Avocat à Toulouse, député du Gard à la Convention, il vota la mort du roi avec appel et sursis, fut membre du comité de Salut public (1795), du conseil des Cinq-Cents et appuya le coup d'Etat du 18 brumaire. Préfet sous l'Empire, il fut proscrit en 1816.

CHAZAL (Charles-Emmanuel-Félix, baron) (1808-1892), général belge. Il prit une part active à la révolution belge de 1830, fut nommé colonel (1831), puis général, et plusieurs fois ministre de la guerre.

CHELMSFORD (Frederick THESIGER, baron) (1794-1878), homme politique anglais. Il servit dans la marine jusqu'à la paix (1815), devint avocat (1818) et se fit une grande réputation. Nommé à la Chambre des communes (1840), il vota avec les conservateurs, et fut lord chancelier sous les ministères du comte Derby (1858 et 1866).

CHESNELONG (Pierre-Charles) (1820). Notable commerçant à Orthez, maire de cette ville (1860), député des Basses-Pyrénées (1865) comme candidat officiel de l'Empire et réélu en 1869, puis en 1872, il siégea à l'extrême droite et fut un des leaders du parti catholique. Sénateur inamovible (1876).

CHEVALIER (Michel) (1806-1879), économiste français. Ingénieur civil, il s'affilia au saint-simonisme, prit le parti du père Enfantin, et fut condamné à un an de prison en 1832. Conseiller d'Etat (1838), titulaire de la chaire d'économie politique au Collège de France (1841), il combattit le socialisme en 1848 et salua avec joie le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Prit une grande part aux négociations du traité de commerce anglo-français (1860) et joua un rôle important dans les expositions de Londres (1862) et de Paris (1867). Nommé sénateur (1861), il a



Chaudéy.



Chautemps.

laissé des ouvrages de science et d'économie politique.

CHEVANDIER (Antoine-Daniel) (1822-1893). Médecin à Die (Drôme), député de la Drôme (1871), il siégea à l'Union républicaine, et fut constamment ré-élu.

CHEVREAU (Jean-Henri) (1823), administrateur français. Préfet de l'Ardèche (1849), il soutint le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint conseiller d'Etat, préfet du Rhône (1864), sénateur (1865) et préfet de la Seine (1870). Ministre de l'intérieur dans le cabinet Palikao (1870), il s'enfuit à Bruxelles après la révolution du 4 septembre et rejoignit à Londres l'impératrice. Député de l'Ardèche (1885), il siégea avec les bonapartistes.

CHIMAY (Joseph-Philippe-François de Riquet, prince de Caraman et de) (1808-1886), diplomate belge. Ministre plénipotentiaire à La Haye, Rome et Paris, député de l'arrondissement de Thuin, il fut gouverneur de la province de Luxembourg. — **CHIMAY**, Ch.-Joseph (1836-1892), fils du précédent, ministre des affaires étrangères de Belgique (1884-1892).

CHIR-ALI, émir de l'Afghanistan de 1863 à 1879. Fils de Dost-Mohammed, et protégé des Russes, il refusa de recevoir une ambassade anglaise et vit Caboul enlevé par les troupes de sir Chamberlain. Il mourut peu après.

CHLOPICKI (Grégoire-Joseph) (1772-1854), général polonais. Il servit dans la légion polonaise d'Italie, combattit à Eylau et Friedland, se signala en Espagne et en Russie où il fut blessé à Smolensk. Lors de la révolution de 1830, il fut quelque temps dictateur et se retira en Galicie.

CHOISEUL-PRASLIN (Charles-Laure-Hugues-Théobald, duc de) (1805-1847). Député de Seine-et-Marne (1839), pair de France (1845), il s'empoisonna dans la prison du Luxembourg après l'assassinat de sa femme, fille du général Sébastiani, et avant sa comparution devant la Cour des pairs appelée à le juger.

CHOISEUL-PRASLIN (Eugène-Antoine-Horace, comte de) (1837), fils du précédent. Député de Melun au Corps législatif (1867), il siégea à droite et fit de l'opposition à l'Empire. Député de Seine-et-Marne (1871), il se rallia à la République et fit partie du centre

gauche. Réélu en 1876, un des 363, réélu en 1877 et 1881, il eut le poste de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Ferry (1880-1881). Non réélu en 1885, il fut nommé député de Corte en 1889.

CHOULALONGKORN (1853), roi de Siam depuis 1868. Son conseiller intime, M. Rollin-Jacquemyns, Belge d'origine, lui fit suivre une politique favorable aux intérêts anglais. En 1897, il a fait une tournée dans les principaux Etats européens, et est demeuré assez longtemps en Angleterre.

CHRISTIAN VIII (1786-1848), roi de Danemark à dater de 1839. Régent de Norvège (1813), il en devint roi en 1814, mais ne put se faire reconnaître par les puissances, et quitta le pays après l'invasion de Bernadotte. Son règne fut signalé par quelques réformes administratives, mais il entrava la liberté de la presse et de réunion.

CHRISTIAN IX (1818), roi de Danemark depuis 1863. Fils du duc Léopold de Glücksbourg, il épousa la nièce de Christian VIII. Reconnu comme héritier du trône en 1853, il succéda à Frédéric VII, vit ses Etats envahis par les Prussiens et les Autrichiens (1864) et dut céder le Holstein, le Lauenbourg et le Slesvig à la Prusse.

CHRISTOPHE (Henri) (1767-1820), roi d'Haïti (1811-1820). Noir créole, esclave dans sa jeunesse, il embrassa le parti de Toussaint-Louverture (1793), lutta contre Leclerc et Rochambeau (1801-1803) et exerça sur le Cap une véritable dictature (1807-1811). Proclamé roi d'Haïti sous le nom de Henri I^{er} (1811), il se fit remarquer par sa cruauté et ses excentricités, et se tua d'un coup de pistolet lors d'un soulèvement de sa capitale.

CHRISTOPHE (Albert-Silas-Médéric-Charles) (1830). Avocat à Domfront, puis au conseil d'Etat, préfet de l'Orne (1870), député de l'Orne (1871), il vota avec le centre gauche, fut député de Domfront (1876), ministre des travaux publics (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881. Il échoua aux élections de 1885 et fut renommé en 1889. Il a été gouverneur du Crédit foncier de 1878 à 1896.

CHRZANOWSKI (Adalbert) (1788-1861), général polonais. Il servit sous Napoléon (1812-1815), dans les rangs

de l'insurrection polonaise (1830), devint gouverneur de Varsovie (même année), commanda l'armée sarde dans la campagne contre les Autrichiens qui échoua à Novare (1849).

CHURCH (Sir Richard) (1784-1873), général anglais au service de la Grèce. Il servit contre la France pendant la durée de l'Empire, fut nommé généralissime de l'armée grecque (1827), se sépara de Capo d'Istria, et reçut du roi Othon honneurs et dignités. Les Grecs l'appelaient le « grand citoyen ».

CHURCHILL Lord RANDOLPH Henry-Spencer) (1849), homme politique anglais. Député de Woodstock à la Chambre des communes (1874), chef d'un groupe tory qui prit le nom de « quatrième parti », il fit une guerre acharnée aux libéraux, fut nommé secrétaire d'Etat pour l'Inde dans le cabinet Salisbury (1885), puis chancelier de l'Echiquier (1886).

CIALDINI (Enrico) (1811-1892), général italien. Il se distingua à la malheureuse affaire de Novare (1849), combattit en Crimée (1855), organisa les chasseurs des Alpes de Garibaldi, se signala à Palestro (1859), prit Gaëte et Messine (1861), commanda en 1866 l'armée du Pô, fut député de Reggio, sénateur, et remplaça le chevalier Nigra comme ambassadeur à Paris (1876).

CIBRARIO (Luigi, comte) (1802-1870), publiciste et homme politique piémontais. Il s'appliqua aux études historiques et aux belles-lettres, devint sénateur (1848), ministre des finances (1852), de l'intérieur (1853), de l'instruction publique (1854), des affaires étrangères (1855) et ministre d'Etat (1860).

CIPRIANI (Amilcare) (1845), révolutionnaire italien. Condamné à mort par contumace après Aspromonte, il passa en Orient, servit avec Flourens en Crète, prit part à la Commune de Paris et fut déporté à Nouméa. Revenu à Rome après l'amnistie (1879), il fut arrêté et condamné à dix ans de travaux forcés. Nommé député plusieurs fois de suite par Ravenne et Forlì, le gouvernement le gracia, et il vint à Paris qu'il quitta pour combattre dans les rangs des Grecs révoltés contre les Turcs (1897). Il a été de nouveau élu député de Ravenne (1897) et son élection a été invalidée (1898).

CISSEY (Ernest-Louis-Octave Courtot de) (1810-1882), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, sous Bazaine à l'armée de Metz (1870), et dans l'armée de Versailles contre la Commune (1871) fit fusiller Millière sur les marches du Panthéon. Député d'Ille-et-Vilaine (1871), ministre de la guerre (1871-1873), de nouveau ministre (1874-1876), sénateur (1875), il s'associa au coup d'Etat du 16 mai, fut nommé commandant du XI^e corps (1878) et relevé de ces fonctions (1880) à la suite de ses relations avec la baronne de Kaula, espionne prussienne.

CLAMAGERAN (Jean-Jules) (1827). Avocat à Paris, il fit de l'opposition à l'Empire, fut adjoint au maire de Paris (1870), conseiller municipal de Paris (1878), conseiller d'Etat (1879), sénateur inamovible (1882) et siégea à la gauche républicaine. Il fut ministre des finances dans le cabinet Brisson (1885) et a laissé de nombreux ouvrages d'économie politique.

CLAM-GALLAS (Edouard, comte) (1805-1891), général autrichien. En 1848, il couvrit la retraite de l'armée après l'insurrection de Milan. Dans la guerre de 1866, il fut battu par le prince Frédéric-Charles à Jicin et sa retraite précipitée prépara la défaite de Benedek à Sadowa. Traduit devant un conseil de guerre, il fut acquitté.

CLARENDON (George-William-Frederick VILLIERS, baron HYDE, comte de) (1800-1870), homme d'Etat anglais. Il débuta dans la diplomatie, entra à la Chambre des lords en 1838, devint garde du sceau privé (1840), lord-lieutenant d'Irlande (1847-1852) dans le cabinet John Russel, puis ministre des affaires étrangères (1852-1858). Il eut encore ce portefeuille à la mort de Palmerston (1865-1866) et dans le cabinet Gladstone (1868).

CLARET (Charles-Pierre). (V. FLEURIEU [Comte de].)

CLARKE (Henri-Jacques-Guillaume, duc de FELTRE) (1765-1818), maréchal de France, d'une famille originaire d'Irlande. Général de brigade en 1793, il fut suspendu de ses fonctions et réintégré, en 1795, à la tête du bureau topographique de l'armée. Après le 18 brumaire, il devint ambassadeur en Toscane (1801-1804), secrétaire intime de Napoléon et le suivit jusqu'en 1807, date à laquelle il eut le ministère de la guerre.

En 1814, il s'attacha à Louis XVIII, le suivit à Gand, redevint ministre de la guerre et destitua en masse ses anciens compagnons d'armes. Il fut, en récompense, nommé maréchal de France.

CLAUSEL ou **CLAUZEL** (Bertrand, comte) (1772-1842), maréchal de France. Il fit toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire, se signala surtout en Portugal et en Espagne sous Masséna et Marmont (1809-1812), puis sous Soult en 1813 et 1814. Il servit Napoléon pendant les Cent-Jours, fut porté sur les listes de proscription et s'embarqua pour l'Amérique. Condamné à mort, amnistié en 1820, député de l'Ariège (1827), il applaudit à la révolution de Juillet, fut mis à la tête de l'armée d'Alger (août 1830), rappelé (1831) et nommé maréchal de France. De nouveau pourvu du commandement en chef en Algérie (1835), il échoua devant Constantine (1836) et fut remplacé par le général Damrémont (1837).

CLAUSEL DE COUSSERGUES (Jean-Claude) (1759-1846). Il émigra, servit dans l'armée de Condé, rentra en France sous le Consulat, fut membre du Corps législatif (1807) et conseiller à la cour d'appel de Montpellier. Sous la Restauration, il fit partie de la « Chambre introuvable » comme député de l'Aveyron, se distingua par sa fougue réactionnaire, soutint le ministère Villèle, et rentra dans l'obscurité en 1830.

CLAY (Henri) (1777-1852), homme d'Etat américain. Avocat, membre de la législature du Kentucky (1804-1809), envoyé au Sénat de Washington (1809-1811), puis à la Chambre des représentants, un instigateur des plus actifs de la guerre contre l'Angleterre, secrétaire d'Etat sous la présidence d'Adams (1825-1829), sénateur du Kentucky (1829-1842) et de nouveau de 1849 à 1852. C'était un whig conciliateur et éloquent.

CLAY (Cassius-Marcellus) (1810), homme politique américain. Parent du précédent, avocat dans le Kentucky, il fut élu à la législature de l'Etat (1835) et réélu (1837). Mena une campagne ardente contre l'esclavage dans son journal *True American*; nommé par Lincoln ministre à Pétersbourg (1860), il prit du service contre les sudistes, et retourna à

son poste en Russie jusqu'en 1869. **CLEMENCEAU** (Georges-Benjamin) (1841). Etudiant, puis docteur-médecin à Montmartre, il fut du petit nombre des républicains ardents qui soutinrent contre l'Empire une opposition inconciliable.

Nommé maire du XVIII^e arr., au lendemain du 4 septembre, il fut le premier fonctionnaire municipal qui s'efforça d'organiser à Paris l'enseignement laïque (arrêté du 18 octobre 1870). Pendant le siège, Montmartre devint sous son administration, avec les XIX^e, XX^e, XI et XIII^e arr., le foyer de l'agitation révolutionnaire et patriotique qui aboutit aux émeutes du 31 octobre, du 22 janvier et, enfin, au formidable soulèvement du 18 mars 1871.

Quand éclata l'insurrection du 18 mars, M. Clemenceau, récemment élu député de Paris, se rendit rue des Rosiers dans l'espoir d'empêcher l'exécution des généraux Leconte et Clément-Thomas. Il arriva trop tard.

Dès lors, il fit de grands efforts pour arrêter l'effusion du sang et enrayer la guerre civile : ses diverses propositions furent repoussées par la Chambre. Le 27 mars, il donna sa démission de député, ne se rallia pas à l'insurrection et fut élu en juillet 1871 membre du nouveau conseil municipal de Paris, dont il devint le président (1875) et où il défendit le programme aujourd'hui abandonné de l'autonomie communale.

Député du XVIII^e arr. (1876), il prononça plusieurs discours en faveur de l'amnistie, se rallia un instant à la politique de Gambetta, fut un des 363. Réélu en 1877, il fonda le journal *la Justice* et commença une violente campagne contre le parti opportuniste. Il renversa successivement le « Grand Ministère » (question d'Egypte), puis les ministères Freycinet, Ferry (politique coloniale), mit en minorité les cabinets Brisson et Goblet, contribua à la chute de Grévy et combattit le général Boulanger dont il avait fortement contribué à édifier la fortune politique.

Réélu dans le Var en 1889, il com-



Clemenceau.

mença à porter le poids de toutes les colères qu'il avait soulevées dans son rôle de « démolisseur de ministères ». Violentement attaqué à la Chambre par les opportunistes et les élus boulangistes, abandonné par nombre de ses anciens amis, il échoua aux élections de 1893, victime d'une violente campagne de calomnies.

Depuis, M. Clemenceau a constamment refusé les candidatures qui lui étaient offertes; il s'est révélé dans la littérature et dans le journalisme politique comme un polémiste de premier ordre. Son journal *l'Aurore* a publié la lettre célèbre dans laquelle Zola accusait le conseil de guerre d'avoir condamné Dreyfus par ordre et a mené pour la révision une campagne des plus vives. (V. vol. Biogr. Littéraire.)

CLERMONT-TONNERRE (Aimé-Marie-Gaspard, duc de) (1779-1865), général français. Il servit dans les armées de l'Empire, fut aide de camp du roi Joseph en Espagne, pair de France sous Louis XVIII et ministre de la marine (1821), puis de la guerre (1823). Il seconda Villèle dans ses menées réactionnaires et tomba avec lui (1827). La révolution de 1830 le fit rentrer dans la vie privée.

CLEVELAND (Grover) (1837), président des Etats-Unis. Avocat à Buffalo, maire de la ville (1881), gouverneur de l'Etat (1883), président des Etats-Unis (1884-1888), il fut un démocrate assez conciliant pour avoir les voix des républicains indépendants.

CLINTON (Henry-Pelham FIENNES de) (1811-1864), duc de Newcastle, homme d'Etat anglais. Député du comté de Nottingham à la Chambre des communes (1832), lord du Trésor (1834-1835), membre de la Chambre des lords (1851), il fut ministre des colonies (1852), puis de la guerre (1854-1855) et secrétaire d'Etat aux colonies (1859).

CLUSERET (Gustave-Paul) (1823). Commandant de mobiles en 1848, il prit une part active à la répression de l'insurrection de juin, servit en Crimée et en Algérie, puis partit pour les Etats-Unis où il fut général dans l'armée du



Cluseret.

Nord. De retour en France, il fit de l'opposition à l'Empire, fut membre de la Commune et délégué à la guerre, put sortir de France, revint après l'amnistie, fut élu député du Var (1888), puis de l'arrondissement de Toulon (1889) et réélu (1893 et 1898).

COBDEN (Richard)

(1804-1865), économiste anglais. Membre de la Chambre des communes pour West Riding (1847), puis pour Rochdale (1859), il a joué un rôle considérable dans son pays et dans le Parlement, en défendant le libre-échange (abolition de la loi sur les céréales) et en combattant en faveur de la paix universelle.



Cobden.

COBENZL (Johann-Ludwig-Joseph, comte de) (1753-1809), diplomate autrichien. Ambassadeur à Copenhague, à Berlin, à Pétersbourg, de 1779 à 1797, il signa le traité de Campo-Formio (1797), prit part au congrès de Rastadt (1798), signa le traité de Lunéville (1801), devint chancelier d'Etat et ministre des affaires étrangères.

COCHERY (Louis-Adolphe) (1819). Avocat à Paris, député du Loiret (1869), il siégea au centre gauche, fut réélu par le Loiret (1871), puis par l'arrondissement de Montargis (1876), un des 363, réélu en 1877, devint ministre des postes et télégraphes (1878-1885) et sénateur (1885), réélu en 1888.

COCHERY (Georges-Charles-Paul) (1855), fils du précédent. Chef de cabinet de son père au ministère des postes et télégraphes, il fut élu député du Loiret en 1885, de Pithiviers en 1889 et réélu en 1893 et en 1898. Dans le ministère Méline, il a tenu le portefeuille des finances (1896-1898).

COCHIN (Denys) (1851). Avocat à Paris et conseiller municipal du quartier des Invalides (1881-1893), député du VIII^e arr. de Paris (1893 et 1898), très conservateur et fervent catholique, a dans son parti une réputation d'orateur.



Cochery (Georges).

COCHON DE LAPPARENT (Charles, comte) (1750-1825). Député du tiers état du Poitou à la Constituante, puis des Deux-Sèvres à la Convention, il siégea à la Montagne et vota la mort du roi sans sursis. Membre du comité de Salut public après le 9 thermidor, du conseil des Anciens, il devint ministre de la police (1796-1797). Sous l'Empire, il fut préfet des Deux-Sèvres (1805), sénateur (1809) et préfet de la Seine pendant les Cent-Jours. Proscrit comme régicide (1816), il rentra en France en 1817.

COCHRANE (Thomas, lord) (1775-1860), comte de Dundonald, amiral anglais. Il participa au blocus de Boulogne (1803), croisa sur les côtes de France de 1806 à 1809 et se signala par de hardis coups de main. Député à la Chambre des communes pour Westminster, il fit de l'opposition à Castlereagh qui le fit condamner au pilori et à un an de prison pour spéculation sur les fonds publics (1814). Ses électeurs de Westminster le réélurent immédiatement. Il prit du service dans la marine du Chili qu'il commanda en chef (1817), puis au Brésil (1823-1825) et en Grèce pour la guerre de l'Indépendance, et se distingua partout comme un audacieux marin.

COGOLNICEANU (Michel) (1806-1891), homme d'Etat roumain. Président du conseil à différentes reprises sous le prince A. Couza, puis sous le roi Charles, il remplaça Brătianu (1868-1870), devint ministre des affaires étrangères (1876) et ministre à Paris jusqu'en 1881.

COIGNY (Marie-François-Henri de FRANQUETOT, duc de) (1737-1821), maréchal de France. Député de la noblesse aux Etats généraux, il se signala parmi les plus rétrogrades, émigra, servit dans l'armée de Condé, fut nommé maréchal de France en 1816 et gouverneur des Invalides.

COLBERT (Edouard-Charles-Victorien) (1758-1820), comte de Maulévrier, amiral français. Il servit dans la guerre d'Amérique, émigra, prit part à la descente de Quiberon, combattit avec Stofflet en Anjou, reprit sa place dans la marine en 1814 et siégea à la « Chambre introuvable ».

COLBERT-LAPLACE (Pierre-Louis-Jean-Baptiste, comte de) (1843). Député de Lisieux (1876), constamment

réélu, il fit partie du groupe bonapartiste de l'appel au peuple.

COLFAVRU (Jean-Claude) (1820-1891). Avocat à Grenoble, député de Saône-et-Loire à la Législative, il fut arrêté le 2 décembre 1851 et exilé. Il revint à l'amnistie de 1859, exerça sa profession d'avocat à Paris, fut commandant d'un bataillon de garde nationale pendant le siège, et député de Seine-et-Oise en 1885 et 1889.

COLLET-MEYGRET (Pierre-Hector) (1816-1876), administrateur français. Sous-préfet de Béziers (1849), préfet de l'Aube (1852), directeur de la sûreté générale (1854), préfet du Nord (1857), il quitta l'administration où il s'était signalé par son zèle bonapartiste et s'occupa d'affaires industrielles et financières qui le firent condamner à deux peines de deux ans de prison chacune (1873 et 1874).

COLLETTA (Pietro) (1775-1831), homme politique napolitain. Il servit Joseph et Murat, fut sous ce dernier intendant de la Calabre, major général de l'armée, grade que Ferdinand lui confirma à sa restauration (1815). Ministre de la guerre (1821), il fut arrêté par les Autrichiens et emprisonné, puis interné à Brünn (Moravie). En 1823, il fut autorisé à séjourner à Florence.

COLOCOTRONIS (Théodoros) (1770-1844), général grec. Il servit dès les premiers jours de l'insurrection contre les Turcs (1821), combattit vaillamment, devint commandant en chef (1823), puis, à la mort de Capo d'Istria, membre du gouvernement provisoire. Compromis dans une conspiration, il fut condamné à vingt ans de détention (1834), mais le roi Othon, à sa majorité, lui fit remise de sa peine.

COMBES (Louis) (1822-1881). Condamné à cinq ans de prison pour la publication des *Bulletins du Comité de résistance* (1850), il collabora à divers journaux de l'opposition, fut préfet de l'Allier (1870), conseiller municipal de Paris (1874) et bibliothécaire au ministère de l'intérieur (1879).

COMBES (1835). Sénateur de la Charente-Inférieure (1885) et réélu, ministre de l'instruction publique dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

COMONFORT (Ignacio) (1812-1863), homme d'Etat mexicain, succéda à Alvarès comme président de la République (1855) et eut à lutter contre

les réactionnaires, l'armée et le clergé dont il confisqua les biens. Déchu en 1858, il passa aux États-Unis, revint lorsque Juarez monta au pouvoir, fut mis à la tête d'un corps d'armée qui fut battu par les Français. Chargé ensuite du ministère de la guerre, il fut tué dans une escarmouche par une bande maximilienne.

COMPAYRÉ (Gabriel) (1843). Ses travaux de philosophie, de morale et de pédagogie l'occupèrent tout d'abord. En 1881, élu député de Lavaur, il siégea à l'Union républicaine, fut réélu député du Tarn en 1885 et a été rapporteur du budget de l'instruction publique pour 1889. Il n'a pas été réélu en 1889.

COMTE (François-Charles-Louis) (1782-1837). Avocat à Paris, il fonda le journal *le Censeur* en 1814, attaqua violemment la Restauration, défendit et fit acquitter Excelsmans, fut criblé d'amendes et de condamnations par la réaction bourbonnienne. Député de Mamers (1831), réélu en 1834, il prit une part active aux débats de la Chambre dans le parti de l'opposition.

COMTE (Isidore-Auguste-Marie-François-Xavier) (1798-1857), philosophe français. Disciple chéri de Saint-Simon, il ne tarda pas à se séparer de son maître. Ses travaux scientifiques et philosophiques nous révèlent en lui un des plus éminents esprits du siècle et de tous les siècles (V. vol. BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE); il organisa la *Société positiviste* dès les premiers jours de février 1848. Il se rallia au coup d'État de 1851.

CONCHA (Don José GUTTIÉREZ de La) (1800), marquis de La Habana, homme d'État espagnol. Capitaine général des provinces basques (1843-1846), puis de Cuba (1849-1852), il fut destitué par Lopez et reprit son poste à Cuba après la révolution de 1854. De nouveau révoqué par Narvaéz (1856), il entra au Sénat et fit de l'opposition au gouvernement. Ministre de la guerre dans le cabinet Miraflores (1863), président du conseil (1868), il se rallia à Alphonse XII et redevint capitaine général de Cuba (1872-1875). — Son frère, *don Manuel* (1808-1874), fut aux Cortès chef du parti des modérés, capitaine général de la Catalogne (1845), fit partie de l'expédition de Rome en faveur de la

papauté, présida le Sénat, gouverna l'Andalousie (1860-1864) et fut tué en combattant les carlistes, à Muru, près d'Estella.

CONDÉ (Louis-Joseph de BOURBON, prince de) (1736-1818). Il servit pendant la guerre de Sept ans, fut gouverneur de Bourgogne, émigra dès le 17 juillet 1789, forma un corps d'émigrés qui prit le nom d'armée de Condé et s'unit aux Autrichiens contre les Français. Il passa ensuite au service de la Russie (1797), puis à la solde de l'Angleterre (1800), rentra en France en 1814 et vécut dans la retraite à Chantilly.

CONDÉ (Louis-Joseph-Henri de BOURBON, prince de) (1756-1830), fils du précédent. Il émigra, servit dans l'armée de son père, rentra à la Restauration et vécut à Saint-Leu et à Chantilly. On le trouva pendu à l'espagnollette de la fenêtre de sa chambre au château de Saint-Leu. Il avait laissé par testament son immense fortune au duc d'Aumale et de grands avantages à sa maîtresse, la baronne de Feuchères (la fameuse Sophie Dawes). Ses plus proches parents, les princes de Rohan, accusèrent la baronne de l'avoir assassiné, de complicité avec l'abbé Brien, et les républicains et les légitimistes soupçonnèrent Louis-Philippe d'avoir trempé dans le crime. Les Rohan furent déboutés par les tribunaux.

CONNEAU (Henri) (1803-1877). Médecin à Rome, il se lia avec le prince Louis-Napoléon qu'il suivit à Ham après l'affaire de Boulogne (1840), aida à son évasion (1846), fut député au Corps législatif (1852-1867). Premier médecin de l'empereur qui l'employa souvent dans des missions diplomatiques secrètes, il entra au Sénat en 1867 et s'éloigna de la scène politique après le 4 septembre 1870.

CONNY DE LA FAY (Jean-Louis-Éléonor-Félix, vicomte de) (1786-1850). Royaliste ardent, il fit de l'opposition au gouvernement de Napoléon I^{er}, fut expulsé de France, devint sous-préfet de La Palisse (1814), député de l'Allier (1824), siégea à l'extrême droite et conseilla à Polignac (1830) les mesures les plus extrêmes. Il prit part à tous les complots des légitimistes au début du règne de Louis-Philippe et collabora au *Conservateur* et à la *Quotidienne*.

CONSALVI (Ercole) (1757-1824), prélat romain, Cardinal et secrétaire d'Etat de Pie VII, il négocia et conclut le Concordat avec Bonaparte (1801), assista au congrès de Vienne (1814), combattit le sanfédisme dans les Etats romains et se retira du pouvoir à l'avènement de Léon XII (1823).

CONSIDÉRANT (Prosper - Victor) (1898-1833). Capitaine d'artillerie, il démissionna pour seconder Fourier dans la propagande de ses doctrines socialistes et contribua à l'établissement du phalanstère de Condès-sur-Vesgres. Ecrivain de talent, il fonda avec Fourier le journal *le Phalanstère*, devint à la mort de son maître le chef de l'école, fut nommé conseiller général de la Seine, député du Loiret à la Constituante (1848), député de la Seine à la Législative (1849), siégea à la Montagne, combattit la politique de l'Élysée, fut compromis dans l'affaire des Arts et Métiers (13 juin 1849), passa en Belgique, et fit des essais de fondation de phalanstères aux Etats-Unis. (V. vol. SOCIALISME.)

CONSTANS (Jean-Antoine-Ernest) (1833). Avocat à Toulouse, il passa en Espagne où il s'occupa d'industrie, fut élu député de Toulouse (1876), un des 363, réélu en 1877, devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Freycinet (1879), puis ministre en remplacement de Lepère



Constans.

(1880) dans le même cabinet et dans celui de Ferry, il se signala par ses rigueurs contre les manifestants du Père-Lachaise. Il prit aussi une part très active à l'exécution des décrets du 29 mars contre les Jésuites et sut assumer très franchement la responsabilité du dispersement des congrégations non autorisées. De nouveau député de Toulouse (1881), puis de la Haute-Garonne (1885), il vit adopter le projet de loi rétablissant le scrutin de liste, et dont il était l'auteur. Ministre de France en Chine (1886), il négocia le traité de commerce franco-chinois et devint gouverneur général de l'Indo-Chine (1887-1888). Ministre de l'intérieur dans le cabinet Tirard (1889), il lutta avec beaucoup d'énergie contre le mouvement boulangiste qu'il ne

tarda pas à enrayer, fut réélu à Toulouse, reprit son portefeuille de l'intérieur dans le cabinet Freycinet et fut élu sénateur de la Haute-Garonne (1889). C'est sous son ministère qu'eut lieu la violente répression des grévistes à Fourmies. En 1899, M. Constans a été nommé ambassadeur à Constantinople.

CONSTANT DE REBECQUE (Henri-Benjamin) (1757-1830). Jusqu'à son entrée au Tribunal (1799), il ne s'était fait connaître que par ses productions littéraires et quelques brochures politiques. Il y fit de l'opposition à Bonaparte, fut éliminé de cette assemblée (1802), quitta la France (1804), fut un des fidèles de Mme de Staël, revint en 1814, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, collabora aux journaux libéraux sous la deuxième Restauration, fut député de la Sarthe (1819), combattit les lois d'exception, défendit la liberté de la presse, fut élu député de Paris (1824), se prononça en faveur de l'indépendance de la Grèce, signa l'adresse des 221, et, quelques jours après la révolution de Juillet, devint président du conseil d'Etat. (V. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

CONSTANTIN PAULOVITCH (1779-1831), grand-duc de Russie, fils aîné de Paul I^{er}. Il servit sous Souvorov (1799), assista à Austerlitz, fit les campagnes de 1812 et 1814, devint commandant en chef des troupes polonaises (1816), renonça au trône en faveur de son frère Nicolas I^{er}, ce qui donna lieu à la tentative d'insurrection militaire de 1825. La révolte de la Pologne en 1830 le força de s'enfuir de Russie. Il mourut du choléra à Vitebsk.

CONTI (Charles-Etienne) (1812-1872). Avocat en Corse, député de son département à la Constituante, il s'attacha à la fortune de Louis-Napoléon, devint conseiller d'Etat (1852), chef du cabinet de l'empereur (1864), fut élu député de la Corse (1871) et vota avec la majorité antirépublicaine.

COPPINO (Michele) (1822), homme politique italien. Ministre de l'instruction publique dans le cabinet Ratazzi (1867), on lui doit des programmes qui sont encore en vigueur pour la plupart. Recteur de l'université de Turin (1869), il eut encore le portefeuille de l'instruction publique en

1876-1878, puis en 1879, en 1884 et en 1888.

CORBIÈRE (Jacques-Joseph-Guil-laume-Pierre, comte de) (1767-1853), homme d'Etat français. Avocat à Rennes, député à la Chambre introuvable (1815), il s'allia aux ultraroya-listes, fut un des principaux agents de Villèle, contribua au vote des lois d'exception, devint ministre d'Etat (1820), terrorisa l'Université et s'in-féoda à la Congrégation. Renversé en 1828, il fut créé pair de France par Charles X. La révolution de Juillet le fit rentrer dans la vie privée.

CORBON (Claude-Anthime) (1808-1891). Sculpteur sur bois, fondateur du journal *l'Atelier* (1840), député de la Seine à la Constituante (1848), il combattit la politique de l'Elysée, collabora au *Siècle*, devint maire du XV^e arr. de Paris (1870), député de Paris (1871), siégea à l'extrême gauche et fut élu sénateur inamovible (1875). Il a été questeur du Sénat de 1885 à 1889.

CORDIER (Joseph-Louis-Etienne) (1775-1849). Directeur des ponts et chaussées dans le département du Nord (1813), député du Jura (1827), il signa l'adresse des 221, représenta le Jura et l'Ain sous Louis-Philippe et à la Constituante où il siégea à l'extrême gauche et à la gauche démocratique. — On lui doit de nombreux ouvrages sur les travaux publics.

CÓRDOVA (1797-1829), général colombien. Il servit la cause de l'indépendance sous Bolivar et fut la terreur des Espagnols, en Colombie d'abord, au Pérou ensuite. Il entra en conflit avec Bolivar (1828), prit les armes contre lui et fut tué dans le combat de Santuario (17 octobre 1829).

CÓRDOVA (Luis - Fernandez de) (1799-1840), homme politique espagnol. Il aida puissamment Ferdinand VII en 1822 et 1823 avec un corps de troupes qu'il fit passer en Andalousie, entra dans la diplomatie, fut ministre plénipotentiaire à Berlin (1829), ambassadeur à Lisbonne (1832), combattit les carlistes et fut nommé généralissime de l'armée du Nord.

CORDOVA (Filippo) (1812 - 1868), homme politique italien. Avocat à Caltanisetta, il prit une part active à la révolution de Palerme (1848), devint ministre des finances, passa

en Piémont, fut chargé de mission par Cavour auprès de Garibaldi à Palerme (1860), entra au Parlement italien comme député de Caltagirone et fut ministre de l'agriculture et du commerce (1861), puis de la justice et des cultes (1862), et de la justice (1866).

CORMEXIN (Louis-Marie de LAHAYE, vicomte de) (1788-1868). Il remplit au conseil d'Etat d'importantes fonctions, fut député du Loiret (1828), vota l'adresse des 221, représenta l'arrondissement de Belley à la Chambre (1830), fit une remarquable guerre de pamphlets à Louis-Philippe, mit sa plume au service du clergé, et ne fut pas réélu en 1846. Député à la Constituante (1848), conseiller d'Etat, il servit l'Empire.

CORNE (Hyacinthe-Marie-Augustin) (1802-1887). Député de Cambrai (1837), il siégea à gauche, représenta le département du Nord à la Constituante (1848), combattit la politique de l'Elysée, fut réélu à la Législative (1849), protesta contre le coup d'Etat du 2 déc. 1851; membre de l'Assemblée nationale (département du Nord, 1871) et sénateur inamovible (1875). — Il avait occupé plusieurs postes importants dans la magistrature et a laissé de nombreux ouvrages.

CORNET (Mathieu-Augustin, comte) (1750-1832). Député du Loiret aux Cinq-Cents (1798), il fut un des principaux complices du coup d'Etat de brumaire et un des agents les plus complaisants de Napoléon; sénateur, il proclama un des premiers la déchéance de son maître, et Louis XVIII le fit entrer à la Chambre des pairs.

CORNIL (André-Victor) (1837). Préfet de l'Allier en 1870, député de ce département de 1876 à 1882, il a été nommé sénateur en 1885 et a pris la parole sur l'enseignement et sur l'hygiène. — Auteur d'importants travaux médicaux.

CORNUDET DES CHAUMETTES (Joseph, comte) (1755-1834). Député de la Creuse à la Législative (1791), puis au conseil des Cinq-Cents, il fut favorable au coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat conservateur, devint comte de l'Empire, se prononça pour la déchéance de Napoléon et fut créé pair de France.

CORNULIER-LUCINIÈRE (Albert-Hippolyte-Henri, marquis de) (1809-

1886). Il servit la cause de dom Miguel en Portugal, fut sous la République de 1848 un agent légitimiste très actif, ne joua aucun rôle sous l'Empire et représenta le département de la Loire-Inférieure à l'Assemblée nationale sur les bancs de l'extrême droite (1871). Il fut élu sénateur inamovible en 1875. — Son frère *Alphonse-Jean-Claude-René-Théodore* (1814-1886), servit dans la marine, contribua à la prise de Kinburn (1855), fit partie de l'expédition du Mexique et fut appelé au gouvernement provisoire de la Cochinchine (1869). Royaliste comme son frère, il fut nommé maire de Nantes par le gouvernement de combat (1874).

CORRÊA (Manoel-Francisco) (1831), homme politique brésilien. Député de 1861 à 1877, sénateur jusqu'en 1889, il fut ministre des affaires étrangères de 1871 à 1873, et, quoique conservateur, conseilla à ses amis d'accepter la république (1890).

CORRÊA DE OLIVEIRA (João-Alfredo) (1835), homme d'Etat brésilien. Député de 1861 à 1863, puis de 1866 à 1877, sénateur jusqu'en 1889, il tint les portefeuilles de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, organisa un département de statistique, encouragea les arts, fit comme président du conseil (1887) voter l'abolition de l'esclavage, et se retira du pouvoir en 1889.

CORRENTI (Cesare) (1815-1888), homme politique italien. Ardent adversaire de la domination autrichienne, il entra au Parlement piémontais, fut député de Milan à la Chambre italienne (1860), ministre de l'instruction publique (1867 et 1869-1871), et devint sénateur. Il était président de la Société de géographie de Rome.

CORTI (Lodovico, comte) (1823-1888), diplomate italien. Ministre plénipotentiaire dans différentes cours d'Europe, sénateur (1878), ministre des affaires étrangères (1878), il fut ambassadeur à Constantinople (1880), puis à Londres (1886).

CORVETTO (Louis-Emmanuel, comte) (1756-1821). Avocat à Gênes, il fut président de la République ligurienne (1797-1799), conseiller d'Etat français, poste que Louis XVIII lui conserva. Ministre des finances dans le cabinet du duc de Richelieu (1815),

il inaugura le procédé de la souscription publique pour les emprunts d'Etat, démissionna en 1818 et devint ministre d'Etat et membre du conseil privé.

COSTA (Andrea) (1852), homme politique et socialiste italien. Condamné à deux ans de prison à la suite du mouvement révolutionnaire de la Romagne (1874), poursuivi de nouveau (1877), il vint à Paris, fut l'appelé d'une nouvelle condamnation de deux ans pour avoir pris part au Congrès international de 1878, rentra en Italie, fut élu député de Ravenne (1882), siégea à l'extrême gauche, dut fuir sous la menace de nouvelles poursuites et revint à Paris (1890).

COSTER-SAINT-VICTOR (Jean-Baptiste) (1771-1804), agent royaliste. Il émigra, servit dans l'armée de Condé, puis en Vendée sous Puisaye, fut un des organisateurs du complot de la « machine infernale » (1800), put échapper, mais fut pris à Paris en 1803 où il venait pour seconder l'entreprise de Cadoudal et de Pichegru. Il fut guillotiné le 10 juin 1804.

COURBET (Amiral). (V. vol. BIOGR. MILITAIRE.)

COURBET (Gustave) (1819-1877), peintre français. Son premier acte politique public fut l'éclat provoqué par son refus de la croix de la Légion d'honneur (1870). Après le 4 septembre, il fut directeur des beaux-arts, et, après le 18 mars 1871, membre de la Commune de Paris. Condamné à six mois de prison et aux frais de reconstruction de la colonne Vendôme, il alla mourir en Suisse. Pour sa carrière artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

COURCEL (Alphonse Chodron, baron de) (1835), diplomate français. Il a fait sa carrière au ministère des affaires étrangères (1859-1880), fut ambassadeur à Berlin (1881-1886), et sénateur de Seine-et-Oise (1892).

COURIER DE MÉRÉ (Paul-Louis) (1772-1825), helléniste et pamphlétaire français. Il servit dans l'armée de 1791 à 1810, dénonça dans de vigoureux pamphlets, sous forme de placets ou de pétitions, les excès de



Courbet.

la réaction royaliste sous la Restauration, prit la défense des paysans contre les grands seigneurs et le clergé, fut poursuivi, plusieurs fois condamné, et finalement assassiné dans le bois de Larçay (Indre-et-Loire). (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

COURMEAUX (Pierre - Eugène) (1817), homme politique français. Condamné à un an de prison pour avoir dénoncé le coup d'Etat de 1851, puis à six mois de prison et 12,000 francs d'amende par le gouvernement du 16 mai 1877, il fut élu député de Reims (1879), réélu en 1881, et siégea à l'extrême gauche. Non réélu en 1885, il reprit ses fonctions de bibliothécaire de Reims (1887).

COURNET (Frédéric) (1808-1852). officier de marine, en retrait d'emploi (1847), prit part aux journées de juin 1848, fut arrêté le 3 décembre 1851, mais réussit à s'échapper après avoir étranglé net l'agent chargé de l'arrêter, passa en Angleterre et fut tué en duel par Barthélemy, combattant de juin comme lui. — Son fils, *Frédéric-Etienne* (1839-1885), secrétaire de la rédaction du *Réveil* de Delescluze, fut député de la Seine (1871), membre de la Commune, et passa en Angleterre, puis en Suisse, d'où il revint à l'amnistie de 1880.

COURTAIS (Amable-Gaspard-Henri, vicomte de) (1790-1877). Il servit dans l'armée sous l'Empire et la Restauration, fut élu député de Montluçon (1842), siégea à l'extrême gauche, fut réélu (1846), signa la mise en accusation du ministère Guizot, commanda la garde nationale de Paris (1848), siégea à la Constituante comme député de l'Allier, fut traduit devant la haute cour de Bourges pour avoir favorisé la manifestation populaire du 15 mai. Acquitté, il revint quelques semaines siéger à l'Assemblée et entra dans la vie privée.

COURTOT DE CISSEY. (V. CISSEY.)

COURVOISIER (Jean - Joseph-Antoine) (1775-1835). Il émigra en 1792, servit dans l'armée de Condé et dans l'armée autrichienne, revint en France sous le Consulat et devint avocat à Besançon. Député de Baume-les-Dames (1817), il siégea au centre gauche, soutint les ministères Richelieu et Decazes, fut réélu en 1819,

s'opposa aux mesures d'exception, devint conseiller d'Etat (1827), ministre de la justice dans le cabinet Polignac (1829) et donna sa démission (19 mai 1830) pour ne pas s'associer au coup d'Etat médité par Charles X et son favori.

COUSIN (Victor) (1792-1867), philosophe français. Suppléant de Royer-Collard à la chaire d'histoire de la philosophie moderne (1815), destitué en 1820, la révolution de 1830 le fit directeur de l'Ecole normale, pair de France et ministre de l'instruction publique (1840). Il pétrit de sa main puissante l'Université



Cousin (Victor).

qu'il glorifiait en l'opprimant et qui a porté sa marque un demi-siècle. Depuis 1848 il se consacra à ses travaux littéraires et philosophiques. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE.)

COUSIN-MONTAUBAN (Charles-Guillaume-Marie-Apollinaire - Antoine, comte de PALIKAO) (1796-1878), général français. Il conquit ses grades en Algérie, prit le commandement du corps expéditionnaire en Chine (1860), battit les Chinois à Palikao, entra à Pékin, et fit signer une paix onéreuse au Céleste-Empire. Le pillage du Palais d'Eté fut scandaleux. Cousin-Montauban entra au Sénat (1861), reçut de Napoléon III une somme de 589,500 fr. sur l'indemnité de guerre imposée à la Chine, eut le commandement du 1^{er} corps d'armée à Lyon (1865-1870) et fut chargé de constituer le dernier ministère de l'Empire (9 août 1870) dans lequel il prit le portefeuille de la guerre. Il s'enfuit en Belgique le 4 septembre 1870 et ne fit presque plus parler de lui.

COUZA (Alexandre-Jean) (1820-1873), prince régnant de Roumanie (1859-1866). Préfet de Galatz (1850) sous le règne de G. Ghika, ministre de la guerre dans le gouvernement intérimaire (1858) qui remplaça le caïmacan Vogoridès, il fut élu prince de Moldavie et de Valachie (1859), mais ne fut pas à la hauteur de sa tâche, se joua tour à tour des libéraux et des conservateurs, et, mal-

gré un coup d'Etat suivi d'un plébiscite (1864), dut signer son abdication en 1866. Il résida depuis à Vienne et à Paris.

COWLEY (Comte). (V. WELLESLEY.)

COZ (Claude Le) (1740-1815), prêtre français. Directeur du collège des jésuites de Quimper, partisan de la constitution civile du clergé, évêque métropolitain du Nord-Ouest (1791), député d'Ille-et-Vilaine à la Législative, il fut enfermé au Mont-Saint-Michel et délivré au 9 thermidor. Nommé archevêque de Besançon (1802) il resta fidèle à Napoléon pendant les Cent-Jours.

CRÉMIEUX (Isaac-Moïse, dit *Adolphe*) (1796-1880). Avocat à Nîmes, puis à Paris, il se fit un renom dans les procès de politique et de presse. Député de Chinon (1842), réélu en 1846, il prit part à la campagne ré-



Crémieux.

formiste des banquets et à la chute de Guizot. Membre du gouvernement provisoire, ministre de la justice, représentant d'Indre-et-Loire à la Constituante, il soutint la candidature de Louis-Napoléon à la présidence, fut réélu à la Législative, siégea à la Montagne et combattit la politique de l'Élysée. Incarcéré le 2 décembre 1851, il rentra dans la vie privée et reprit sa profession d'avocat. Nommé à Paris membre du Corps législatif (1869), membre du gouvernement de la Défense nationale et ministre de la justice (1870), il fit partie de la Délégation de Tours, puis de Bordeaux, où Gambetta exerça une véritable dictature. Un décret de Crémieux avait accordé les droits politiques aux israélites d'Algérie. Député d'Alger (1871), Crémieux fut élu sénateur inamovible en 1875.

CRÉMIEUX (Gaston) (1836-1871), socialiste français. Avocat à Nîmes, puis à Marseille, il fut condamné par l'Empire à six mois de prison (4 août 1870), délivré le 4 septembre suivant et nommé procureur de la République à Marseille. Favorable aux idées de la Commune de Paris, il fit partie du mouvement insurrectionnel de Marseille (23 mars 1871), fut arrêté, jugé

par un conseil de guerre et fusillé le 1^{er} décembre 1871.

CRÉTET (Emmanuel, comte de CHAMPOL) (1747-1809). Député de la Côte-d'Or au conseil des Anciens, il appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, gouverneur de la Banque de France (1806), ministre de l'intérieur (1807), puis ministre d'Etat (1809).

CRETON. (V. DESTOURMEL [Comte de].)

CRILLON (Louis-Antoine-François-de-Paule BERTON DES BALBES DE QUIERS DE) (1775-1832), duc de Mahon, général espagnol. Il fit les campagnes du Roussillon contre la France (1793-1794), fut, avec son régiment, fait prisonnier, servit comme volontaire dans l'armée de Moreau (1797), retourna en Espagne, devint gouverneur de Tortosa (1803), puis des provinces basques (1808), se rallia à Joseph Bonaparte qui lui conféra la vice-royauté de Navarre. Proscrit en 1814, il se retira à Avignon et fut reconnu par Charles X comme lieutenant général honoraire français (1825).

CRISPI (Francesco) (1819), homme d'Etat italien. Avocat à Palerme (1846), adepte de Mazzini, il prit une part active à la révolution palermitaine (1848-1849), se réfugia à Turin, en fut expulsé (1853), ainsi que de Paris (1858) et rejoignit à Londres Mazzini dont il fut un des agents les plus remuants, organisa l'expédition des Mille de Garibaldi et en fit partie (1860). Ministre de l'intérieur et des finances à Palerme, puis chargé à Naples des affaires étrangères, il fut député au Parlement italien après l'annexion des Deux-Siciles, et siégea à l'extrême gauche. En 1865, dans son écrit *Republica e Monarchia*, il se sépara des républicains et prit la direction de la gauche monarchique; son journal la *Riforma* eut une grande influence. En 1876, il devint président de la Chambre, ministre de l'intérieur dans le cabinet Depretis (1877), dut donner bientôt sa démission à la suite de son affaire de bigamie (les tribunaux l'acquittèrent, parce que son premier mariage à Malte n'avait



Crispi.

été célébré qu'à l'Eglise et n'avait pas ainsi de valeur légale); il appuya la droite contre le cabinet Cairol-Depretis (1880), intrigua avec Nicotera, et obtint la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1887). Provocant et cassant, enorgueilli de ses relations avec Bismarck, il suivit une politique gallophobe, obéra le trésor italien par sa politique coloniale, les dépenses militaires et la guerre de tarifs avec la France. Il fut renversé (1891) et remplacé par M. di Rudini. Il a repris depuis la tête de l'opposition, mais les désastres d'Erythrée et les scandales financiers auxquels a été mêlée son administration ont détruit à jamais sa fortune politique.

GROUSEILLES (Marie-Jean-Pierre-Pie-Frédéric DOMBIAU, baron de) (1792-1861). Avocat général à la cour de Paris (1816), conseiller à la cour de cassation (1828), pair de France (1845), député des Basses-Pyrénées à la Législative (1849), il siégea à droite, devint ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Rouher (1851), se rallia à l'Empire et fut nommé sénateur (1856).

CSANYI (Ladislas) (1790-1849), patriote hongrois. Il joua un rôle considérable pendant la révolution de 1848, fut ministre des travaux publics (1849) dans le gouvernement de Kossuth, pris par les Autrichiens et pendu.

CSENI. (V. KARAGEORGES.)

CUBIÈRES (Amédée-Louis DESPANS de) (1786-1853), général français. Il servit sous l'Empire, fut blessé à Auerstædt et à Ligny, prit part aux campagnes d'Espagne (1823), de Morée (1828), eut le portefeuille de la guerre (1839 et 1840), fut compromis dans l'affaire du ministre Teste (concession des mines de Gouhenans), condamné à la dégradation civique et à 100,000 fr. d'amende, mais obtint sa réhabilitation en 1852.

CUMBERLAND (Ernest-Auguste, duc de). (V. ERNEST-AUGUSTE.)

CUMBERLAND (Ernest-Auguste, duc de) (1845), fils de Georges V de Hanovre. Il refusa toute entente avec la Prusse après la mort de son père (1878) et se retira en Autriche; la Prusse refusa d'admettre ses pré-

entions sur le Brunswick (1884). Il compte dans ce dernier pays et dans le Hanovre des partisans qui se recrutent surtout dans la noblesse ou l'Eglise et qui sont assez nombreux pour disposer de la majorité dans plusieurs circonscriptions.

CUMONT (Arthur-Thimothée-Antoine-Victor, vicomte de) (1818). Député de Maine-et-Loire (1871), il siégea à droite, devint ministre de l'instruction publique et des cultes (1874), se fit remarquer par sa haine des institutions républicaines et ne fut pas réélu.

CUNEO D'ORNANO (Gustave, baron) (1845). Bonapartiste militant, il fit du journalisme dans les Charentes, fut élu député de Cognac (1876), s'inscrivit au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu en 1877 comme candidat officiel du gouvernement du 16 mai, et joua un rôle bruyant à la Chambre. Il n'a cessé de représenter l'arrondissement de Cognac jusqu'à ce jour.

CUNIN-GRIDAINE (Laurent) (1778-1859). Député sous la Restauration (1827), il fut un des 221, contribua à l'avènement de Louis-Philippe, fut trois fois ministre de l'agriculture et du commerce (1837, 1839 et 1848) dans les cabinets Molé, Soult et Guizot, et rentra dans la vie privée le 24 février 1848. — Son fils *Charles* (1804-1880) représenta les Ardennes à la Législative (1849), siégea avec les monarchistes, fut nommé sénateur (1875) et se rallia à la République.

CZARTORYSKI (Adam-Georges, prince) (1770-1861), homme politique polonais. Emmené comme otage à Pétersbourg après le partage de 1795, adjoint au ministère des affaires étrangères de Russie, il mérita l'amitié d'Alexandre 1^{er} et lui inspira ses projets de rétablissement du royaume; sénateur palatin de Pologne (1815), président du gouvernement national polonais (1831), vit ses biens confisqués après la révolution, et s'établit à Paris. Son influence sur l'émigration polonaise était grande. — Son fils *Ladislas* (né en 1828) eut une certaine action sur la politique française en 1863 et est le chef de la noblesse patriote de Pologne.

D

DALBERG (Karl-Theodor-Anton-Maria, baron de) (1744-1817), prélat allemand. Successivement chanoine de Worms, gouverneur d'Erfurt, évêque de Constance, électeur de Mayence, prince-primat de la Confédération du Rhin, grand-duc de Francfort-sur-le-Main, il resta fidèle à Napoléon I^{er} et se vit enlever une partie de ses domaines par les alliés en 1813.

DALBERG (Emmerich-Josef, duc de) (1773-1833), neveu du précédent. Ambassadeur de Bade à Paris (1803), puis ministre des affaires étrangères de Bade (1809), il épousa une dame d'honneur de l'impératrice Joséphine, se fit naturaliser Français et devint duc et conseiller d'Etat. Il négocia le mariage de Napoléon I^{er} avec Marie-Louise, abandonna l'empereur en 1814, fut nommé pair en 1815 et ambassadeur à Turin.

DALHOUSIE (James-Andrew-Brown RAMSAY, lord) (1812-1861), homme d'Etat anglais. Entré à la Chambre des lords (1838), il se fit remarquer par son talent oratoire, devint vice-président du bureau du commerce sous le ministère Robert Peel (1843), gouverneur des Indes orientales (1847-1856) où il annexa violemment le Penjab, le Bérar, le royaume des Sikhs et le pays d'Aoudh, ce qui amena la fameuse insurrection de 1857.

DALL'ONGARO (Francesco) (1808-1873), homme politique et écrivain italien. Expulsé de la Vénétie par les Autrichiens (1847) à la suite d'un discours révolutionnaire, il prit part à la guerre de l'Indépendance (1848), fut élu membre de l'Assemblée constituante à Rome et dirigea le *Moniteur romain*. Au retour de Pie IX, il se réfugia en Suisse, puis en France.

DALMATIE (Duc de). (V. SOULT.)

DALPHONSE (François-Jean-Baptiste, baron) (1756-1821). Avocat à Paris, député de l'Allier au conseil des Cinq-Cents, il appuya la politique

de Bonaparte et devint préfet de l'Indre, du Gard, du Loiret, conseiller d'Etat (1810) et intendant en Hollande (1811). Sous la Restauration, il fit de l'opposition comme député de l'Allier (1819).

DAMAS D'ANTIGNY (Charles, duc de) (1758-1829), gentilhomme d'honneur du comte de Provence, arrêté à Varennes avec Louis XVI, fut pair de France sous la Restauration. — Son frère *Roger* (1765-1823) servit dans l'armée russe contre les Turcs (1787), dans l'armée de Condé (1795-1797), fut nommé lieutenant général (1814), député de la Côte-d'Or et de la Haute-Marne (1815), commandant à Lyon (1816). — Deux autres membres de la famille, *Etienne-François* (1735-1814) et *Etienne-Charles* (1754-1846), émigrèrent et furent nommés pairs de France à la Restauration.

DAMBRAY (Charles-Henri, vicomte) (1760-1829). Membre du parlement de Paris (1788), il se retira en Normandie pendant la Révolution, fut nommé conseiller général de la Seine-Inférieure, chancelier de France (1814), puis ministre de la justice, suivit Louis XVIII à Gand, et devint président de la Chambre des pairs.

DAMESME (Edouard-Adolphe-Marie) (1807-1848), général français. Il fit la campagne de Belgique (1832) et partit en Algérie (1833-1847). Commandant de la garde nationale mobile en 1848, il fut blessé mortellement pendant les journées de juin.

DAMIANICH ou **DAMJANIC** (Johann) (1804-1849), général hongrois. Colonel des honveds (1848), il battit les Autrichiens dans plusieurs rencontres, contribua à bloquer Komorn, rendit Arad sur l'ordre de Gœrgei, fut livré aux Autrichiens et pendu.

DANILO (Pétrovitch-Niégoch) (1826-1860), prince de Monténégro. D'accord avec le tsar, il sécularisa sa principauté, résista aux attaques des Turcs en 1853 et 1858, institua des

écoles, un code qui porte son nom et fut assassiné par un Monténégrin qu'il avait exilé.

DANTAS (Manoel-Pinto de Souza) (1831), homme d'Etat brésilien. Avocat à Bahia, député de sa province, il fut un des chefs du parti libéral, plusieurs fois ministre. Depuis la proclamation de la République (1889), il s'est tenu à l'écart, conservant seulement ses fonctions de gouverneur de la Banque du Brésil. — Son frère, *Rodolphe-Epiphanio*, fut un des chefs du parti abolitionniste.

DAUD PACHA (1816-1873), homme d'Etat ottoman. Gouverneur du Liban (1861-1867), ministre du commerce (1868), puis des travaux publics, il mourut en France où il était venu réparer sa santé.

DARBLAY (Auguste-Rodolphe) (1784-1873). Commerçant en grains de Corbeil, il représenta cet arrondissement de 1840 à 1851 et siégea à droite. — Son frère, *Aimé-Stanislas* (1794-1878), fut candidat officiel sous l'Empire et représenta Corbeil de 1852 à 1870.

DARBOY (Georges) (1813-1871), prélat français. Evêque de Nancy (1859), archevêque de Paris (1863), grand aumônier de Napoléon III et sénateur (1864), il fut arrêté comme otage en mars 1871 par ordre de la Commune et fusillé à la prison de la Roquette le 24 mai 1871, lors de l'entrée des troupes de Versailles à Paris.



Darboy.

DARIMON (Louis-Alfred) (1819). Ami de Proudhon, député de Paris (1857), il fit partie du groupe des « cinq » opposants à l'Empire, fut réélu en 1863, pencha vers le tiers-parti, se rapprocha du gouvernement et rentra dans la vie privée en 1870, tout en soutenant les intérêts bonapartistes.

DARLAN (Jean-Baptiste-Joas) (1848). Avocat à Nérac, maire de cette ville, député de l'arr. de Nérac (1890), réélu en 1893, il siégea parmi les républicains progressistes et fut ministre de la justice dans le cabinet Méline (1896). Il démissionna à la fin de 1897.

DARU (Pierre-Antoine-Noël-Bruno,

comte) (1767-1829). Commissaire des guerres (1784-1791), il fut emprisonné, relâché après le 9 thermidor, nommé inspecteur aux revues après le 18 brumaire, membre du Tribunat (1802), conseiller d'Etat, intendant de la maison de l'empereur (1805), ministre secrétaire d'Etat (1811), directeur de l'administration de la guerre (1813). Pair de France (1819), il pencha vers le libéralisme. — Auteur d'importants travaux historiques.

DARU (Napoléon, comte) (1807), fils du précédent. Pair de France (1832), il s'occupa de travaux publics, fut député de la Manche à la Constituante et à la Législative (1848-1851), siégea à la droite royaliste, fut arrêté pendant quelques jours lors du coup d'Etat de 1851, représenta de nouveau le département de la Manche en 1869, devint ministre des affaires étrangères (1870), et se retira au plébiscite. Député de la Manche (1871), sénateur du même département (1876), il fit partie de la coalition monarchique et rentra dans la vie privée en 1879.

DAUGIER (François-Henri-Eugène, comte) (1764-1834), amiral français. Il servit aux Indes, défendit Belle-Isle et Groix contre les Anglais, prit part aux sièges de Dantzic et de Stralsund, fut préfet maritime à Lorient (1814), à Rochefort (1817), conseiller d'Etat. Il avait été membre du Tribunat (1802), député du Morbihan (1815-1819) et du Vaucluse (1819-1830).

DAUMAS (Melchior-Joseph-Eugène) (1803-1871), général et écrivain français. Il fit les campagnes d'Algérie, fut consul à Mascara de 1837 à 1839, directeur des affaires indigènes de l'Algérie (1841), conseiller d'Etat en 1853, sénateur en 1857. — Auteur d'études intéressantes sur l'Algérie.

DAUMAS (Augustin-Honoré) (1826). Condamné à dix ans de détention pour le complot de Lyon (1851), amnistié en 1859, il fut élu député du Var (1871) et siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1876, un des 363, il représenta encore le Var de 1877 à 1889 comme député, et depuis 1889 jusqu'en 1891 comme sénateur.

DAUNOU (Pierre-Claude-François) (1761-1840). Ordonné prêtre en 1787, il accueillit favorablement la Révolution, fut député du Pas-de-Calais à la Convention et s'allia à la Gironde.

Il vota pour la déportation du roi et sa reclusion jusqu'à la paix. Arrêté lors de la chute des girondins, il rentra à la Convention après le 9 thermidor, fut un des chefs de la majorité; président de l'assemblée et membre du comité de Salut public, il fonda l'Institut avec Lakanal; président du conseil des Cinq-Cents, il réorganisa le tribunal de cassation, créa des écoles spéciales, installa, avec Monge et Florent, la République romaine (1798). Membre du Tribunal, archiviste de l'Empire, député du Finistère en 1818, pair de France en 1839, il a laissé beaucoup d'ouvrages littéraires et historiques.

DAUPHIN (Albert) (1827-1898). Avocat à Amiens, préfet de la Somme (1871), député de ce département (1872), sénateur (1876), il siégea au centre gauche, fut procureur général à la cour d'appel de Paris (1873-1882), et ministre des finances dans le cabinet Goblet (1886-1887). Il avait été réélu sénateur en 1882 et 1891.

DAUPHINOT (Jean-Simon) (1821-1889). Maire de Reims, député de la Marne (1871), il siégea au centre gauche et fut élu sénateur de son département en 1876 et 1879.

DAUTRESME (Auguste-Lucien) (1826). Ingénieur de la marine, député de Rouen (1876), il vota avec les opportunistes et la gauche radicale, fut un des 363, réélu en 1877, 1881, 1885, devint ministre du commerce dans le cabinet Brisson (1885), dans le cabinet Rouvier (1887) et dans le cabinet Tirard (1887-1889), fut renommé député en 1889 et sénateur de la Seine-Inférieure en 1891.

DAVID (Jacques-Louis) (1748-1825), conventionnel et peintre français.



David (Jacques).

Adepte fervent de la Révolution, il fut député de Paris à la Convention, siégea à la Montagne, vota la mort de Louis XVI, fut membre du comité de Sûreté générale, décrété d'accusation au 9 thermidor, élargi peu après, mais gardé à vue. Pendant le Consulat et sous l'Empire, David fut en faveur auprès de Napoléon; il se retira à Bruxelles après la Restauration et il y mourut le 29 décem-

bre 1825. — Pour sa carrière artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

DAVID (Pierre-Jean) (1789-1856), dit *David d'Angers*, homme politique et sculpteur français. Combattant de 1830, il fut nommé maire du XI^e arr. de Paris, député de Maine-et-Loire à l'Assemblée constituante de 1848, siégea à l'extrême gauche et dut quitter quelque temps la France après le coup d'Etat du 2 décembre. — Pour son œuvre artistique, V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.

DAVID (Jérôme-Frédéric-Paul, baron) (1823-1882), petit-fils du peintre Louis David. Sorti de l'École de Saint-Cyr, il servit en Algérie, fut chef de bureau arabe, puis officier d'ordonnance du prince Napoléon. Député de la Gironde, il fut vice-président du Corps législatif, se signala par son hostilité aux idées libérales et fut ministre des travaux publics (10 août 1870). Elu en 1876 à la Chambre des députés par le département de la Gironde, réélu en 1877, mais invalidé, il fut de nouveau réélu en 1878.

DAVIS (Jefferson) (1808-1889), homme d'Etat américain. Favorable aux principes du parti esclavagiste, il fit la campagne contre le Mexique (1847) pour l'annexion du Texas aux Etats-Unis, fut élu par l'Etat du Mississipi au Sénat de Washington (1851), devint ministre de la guerre sous le président Pierce (1853-1857), et, après l'élection de Lincoln (1860), organisa la Confédération sudiste dont il fut élu président (1861-1865). La prise de Richmond mit fin à sa présidence. Enfermé au fort Monroe pendant deux ans, il fut remis en liberté et vécut dans la retraite.

DAVITT (Michael) (1846), homme politique irlandais. Condamné à quinze ans de prison pour participation au mouvement irlandais de 1866, il fut amnistié en 1877, fonda avec Parnell la *Land League* (1879), fut arrêté et condamné plusieurs fois; envoyé à la Chambre des communes par Meath (1882) il refusa de siéger.

DAVOUT (Louis-Nicolas) (1770-1823), maréchal de France, duc d'Auerstedt, prince d'Eckmühl. Elève de l'école de Brienne, commandant à vingt ans, il retint l'armée de Dumouriez lors de la trahison de ce dernier et servit sous Moreau. En Egypte, il fut un

des vainqueurs d'Aboukir. Nommé maréchal en 1804, il se distingua à Ulm, à Austerlitz, à Auerstædt, à Eckmühl, à Wagram, pendant la campagne de Russie, enfin à Hambourg où il tint tête à une forte armée de coalisés (1813-1814). Les accusations dont il a été souvent l'objet à propos de son commandement à Hambourg ne reposent



Davout.

sur rien. Ministre de la guerre pendant les Cent-Jours, il organisa l'armée, signa la capitulation de Saint-Cloud (5 juillet 1815) et se retira en Bourgogne. Il fut nommé pair de France en 1819.

DAVY DE LA PAILLETERIE. (V. DUMAS.)

DAWES (Sophie). (V. FEUCHÈRES [Baronne de]).

DÉAK (François) (1803-1876), homme d'Etat hongrois. Député de Budapest à la Diète de Presbourg (1832-1840), il combattit l'influence de l'Autriche, fut ministre de la justice (1848) et démissionna lors de l'arrivée de Kossuth au pouvoir. Rentré dans la vie publique en 1860, il fut le chef du parti modéré et réclama constamment en faveur de l'autonomie de la Hongrie. En 1867, le dualisme était constitué et le ministère hongrois, œuvre de Déak, était constitué. Il refusa d'y prendre place par pur désintéressement.

DEBRY (Jean-Antoine) (1760-1834). Membre de l'Assemblée législative, puis de la Convention, où il vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis, il entra au conseil des Cinq-Cents et partit avec Roberjot et Bonnier au congrès de Rastadt. Il échappa au guet-apens où ses deux collègues furent assassinés, seconda Bonaparte au 18 brumaire, fut membre du Tribunat, préfet du Doubs et du Bas-Rhin. Exilé à la Restauration, il rentra en France en 1830.

DECAUX (Louis-Victor BLACQUETOT, vicomte) (1775-1845), général français. Entré dans le génie (1793), il fit partie des armées des Ardennes, du Rhin, des côtes de l'Océan, assista à la défense d'Anvers (1809), fut nommé con-

seiller d'Etat (1817), lieutenant général (1823), député du Nord (1827), ministre de la guerre dans le cabinet Martignac et pair de France en 1832.

DECAZES (Elie, duc) (1780-1860), homme d'Etat français. Conseiller à la cour d'appel de Paris (1811), préfet de police, puis ministre de la police générale (1815-1819), député de la Seine (1815), il dirigea la politique de la Restauration de 1819 à 1820, en qualité de ministre de l'intérieur, fut nommé ambassadeur à Londres (1820) et fit ensuite de l'opposition libérale jusqu'en 1830. Grand référendaire de la Chambre des pairs (1834-1848), il rentra dans la vie privée après le 24 février.

DECAZES (Lous-Charles-Elie-Amanieu, duc de GLÜCKSBURG, duc) (1819-1886), homme d'Etat français, fils du précédent. Il fit sa carrière dans la diplomatie sous Louis-Philippe, rentra dans la vie privée sous la République de 1848 et l'Empire, devint député de la Gironde (1871) et s'associa à toutes les menées orléanistes. Ministre des affaires étrangères (1873-1877), député de Paris (1876), il participa au coup d'Etat du 16 mai et fut renversé lors de la réélection des 363.

DECHAMPS (Adolphe) (1807-1875), homme politique belge. Député catholique (1834), gouverneur de la province de Luxembourg (1842), ministre des travaux publics (1843), puis des affaires étrangères (1845), il devint le chef de la minorité catholique pendant le ministère libéral (1847-1864), se mêla aux entreprises financières de Langrand-Dumonceau et rentra dans la vie privée. — Son frère, *Victor-Auguste* (1810-1883), fut archevêque de Malines, cardinal, et un ultramontain intransigeant.

DECKER (Pierre de) (1812-1891), homme politique belge. Député de la Flandre-Orientale (1839), chef du cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1855), il essaya en vain de concilier les idées religieuses dont il était imbu avec des principes de liberté. Il se lança plus tard dans des spéculations véreuses avec Langrand-Dumonceau.

DEGRAIS (Pierre-Louis-Albert) (1838), diplomate français. Préfet d'Indre-et-Loire (1871), des Alpes-Maritimes (1874), de la Gironde (1876), conseiller d'Etat (1879), plénipoten-

liaire à Bruxelles (1880), il fut ambassadeur en Italie (1882), en Autriche (1886) et en Angleterre (1893-1894). Député de la Gironde à une élection partielle, réélu en 1898.

DEFFIS (Amand) (1827-1892), général français. Il fit la campagne de Crimée, commanda l'École de Saint-Cyr (1881-1886), fut élu sénateur des Hautes-Pyrénées (1882), réélu en 1891 et siégea à gauche.

DEJEAN (Jean-François-Aimé, comte) (1749-1824), général et administrateur français. Commandant du génie sous Pichegru (1793), nommé général de division, puis ministre extraordinaire à Gènes, il organisa la République ligurienne. Directeur de l'administration de la guerre (1802-1809), sénateur et comte de l'Empire, il se rallia aux Bourbons et fut nommé pair de France.

DEJEAN (Etienné). Ancien élève de l'École normale supérieure, élu député des Landes (1893), M. Dejean a été choisi par M. Leygues (1898) comme chef du cabinet du ministère de l'Instruction publique.

DELAFFOSSE (Jules-Victor) (1843). Rédacteur de plusieurs journaux bonapartistes, il fut élu député de Vire (1877) avec l'appui du gouvernement du 16 mai, réélu en 1881, 1885, 1889, 1893, et ne cessa de combattre la République.

DELAHAYE (Jules-Augustin) (1851). Archiviste-paléographe et journaliste, il se mêla activement au mouvement boulangiste, fut élu député de Chiron (1889) et siégea à droite.

DELAHODDE (Lucien) (1808-1865), publiciste français. Affilié à quelques sociétés secrètes sous Charles X et Louis-Philippe, il se mit aux gages de la préfecture de police et trahit ses amis. Obligé de fuir à Londres en 1848, il publia des brochures révélatrices et fut employé par Napoléon III dans la police secrète.

DELAGLE (Claude-Alphonse) (1797-1869). Avocat du barreau de Paris, procureur général en 1847, destitué en 1848, il se rallia à Louis-Napoléon, devint conseiller d'Etat, président de cour, sénateur, ministre de l'intérieur (1858), de la justice (1859-1863) et vice-président du Sénat.

DELATTRE (Paul-Eugène) (1830-1898). Avocat à Paris, il fit de l'opposition à l'Empire, fut préfet de la

Mayenne (1870), conseiller municipal de Paris (1874-1881), député de Saint-Denis (1881), réélu en 1885, il fit partie de l'extrême gauche, et échoua aux élections de 1889.

DELEBRÜCK (Friedrich-Rodolph) (1817), homme d'Etat allemand. Président de la chancellerie fédérale (1867), un des organisateurs de la Confédération du Nord et du nouvel empire allemand; en 1876, il se sépara de Bismarck sur les questions économiques.

DELCARRETTO (Francesco-Saverio, marquis) (1788-1861), ministre napolitain. Il s'affilia au carbonarisme, se retourna contre ses anciens amis politiques et déploya une férocité égale à celle du prince de Canosa. Nommé par François I^{er}, puis par Ferdinand II ministre de la police, il dirigea effectivement les autres ministères, réprima un mouvement en Sicile (1837) en commettant les pires atrocités, fit une fortune scandaleuse, et put échapper à la vengeance populaire, en 1848, en se cachant et en se réfugiant à Montpellier.

DELCASSÉ (Théophile) (1852). Député de Foix (1889), réélu en 1893 et en 1898, il fut sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1892-1894). Ministre des colonies dans le deuxième ministère Dupuy (30 mai 1894), M. Delcassé lança dans la boucle du Niger diverses missions qui réussirent; il eut à organiser le Dahomey après la conquête, et, au Parlement, il intervint avec éclat dans toutes les discussions relatives à la politique coloniale et à notre marine. Ministre des affaires étrangères dans le cabinet Brisson (28 juin 1898), il dirigea avec sang-froid notre politique extérieure lors des graves incidents de Fachoda et fut maintenu à son poste par le nouveau cabinet Dupuy.

DELESCLUZE (Louis - Charles) (1809-1871). Mêlé aux luttes politiques contre les Bourbons et contre Louis-Philippe,

il fut nommé en 1848 commissaire du gouvernement dans le Nord et le Pas-de-Calais, démissionna et com-



Delescluze.

battit dans la presse Cavaignac et Louis-Napoléon. Condamné à la déportation (1849), il passa en Angleterre, revint en France (1853) et fut envoyé à Cayenne. Amnistié en 1859, il fonda le journal *le Réveil* (1868) qui subit de nombreuses condamnations et ouvrit la souscription Baudin. Pendant le siège, il prit part au mouvement révolutionnaire et fut un des chefs de la tentative d'insurrection du 31 octobre. Député de Paris (1871), il démissionna après le vote des préliminaires de paix, fut nommé membre de la Commune, y fut un des chefs du parti jacobin pur et se fit tuer sur une barricade (25 mai 1871).

DELESSERT (Jules-Paul-Benjamin) (1773-1847). Il s'occupa d'affaires industrielles, fut député de la Seine (1815-1824), de Saumur (1824-1842), siégea dans l'opposition constitutionnelle et fut le fondateur en France des caisses d'épargne.

DELESSERT (Gabriel-Abraham-Marguerite) (1786-1856), administrateur français, frère du précédent. Colonel d'état-major de la garde nationale (1830), général de brigade (1831), préfet de l'Aude et d'Eure-et-Loir, il fut ensuite préfet de police (1836-1848).

DELONCLE (Antoine-Benoit-François) (1856), homme politique français. Il débuta dans la carrière diplomatique en 1880 et collabora à divers journaux, fut élu député de Castellane (1889) et réélu (1893).

DELPEUCH (Edouard) (1860). Ancien élève de l'École normale supérieure, ancien professeur de l'Université, ancien chef du cabinet du président de la Chambre, puis du ministre de l'instruction publique et du ministre des affaires étrangères. Député de la deuxième circonscription de Tulle, et rapporteur de la loi sur le traitement et le classement des instituteurs. Réélu en 1893, et directeur des postes et télégraphes sous le cabinet Méline, il échoua aux élections de 1898.

DELUNS-MONTAUD (Pierre) (1845). Avocat à Marmande, député de Lot-et-Garonne (1879), réélu jusqu'en 1898, il fit partie de la gauche républicaine et tint le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Floquet (1888-1889). Directeur des archives au ministère des affaires étrangères.

DELYANNIS (Théodore) (1826),

homme d'Etat grec. Ministre plénipotentiaire à Paris (1867), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Irinis, ministre des cultes, puis des finances, de l'intérieur dans les cabinets Deligeorgis, Com-moundourous, de l'instruction publique dans le cabinet Canaris, il fut toujours partisan de la guerre contre les Turcs pour leur enlever la Crète et les frontières continentales. Président du conseil (1885-1886), il redevint en 1890 avec le portefeuille de l'intérieur. Révoqué par décret royal (1892), il remonta au pouvoir, compromit par sa gestion financière la situation de la Grèce en Europe et dut quitter le ministère après les revers de l'armée grecque contre les Turcs (1897).

DEMARÇAY (Marc-Jean, baron) (1772-1839). Il fit les campagnes d'Italie, d'Allemagne, d'Égypte, se distingua à Austerlitz, fut nommé directeur de l'École d'artillerie et du génie à Metz, servit en Espagne et quitta le service (1810) à cause de ses blessures. Député de la Vienne (1819-1823), de la Seine (1828), il vota l'adresse des 221, et fut réélu en 1831, 1834, 1837.

DEMIDOV (Nicolas-Nikititch) (1773-1828), colonel russe. Il fit les campagnes contre les Turcs en qualité d'aide de camp de Potemkine, leva un régiment avec lequel il combattit à la Moskova. Son état de santé le força de résider à Florence, et il encouragea les beaux-arts, l'instruction, l'agriculture, l'élevage, etc. — Son fils, *Anatole-Nicolaiévitch* (1812-1870), épousa Mathilde Bonaparte, fille de Jérôme (1841), s'en sépara quatre ans après, et se fit la réputation d'un mécène intelligent et prodigue sous le nom de prince de San-Donato.

DEMIDOV (Princesse). (V. BONAPARTE [Mathilde]).

DEMÔLE (Charles-Etienne-Emile) (1828). Avocat à Charolles, sénateur de Saône-et-Loire (1879), réélu en 1882 et 1891, il siégea à gauche, fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Brisson (1885), de la justice dans le cabinet Floquet (1886) et réélu sénateur en 1891.

DENFERT-ROCHEREAU (Pierre-Marie-Philippe-Aristide) (1823-1878). Il fit la campagne de Crimée, reçut

une grave blessure à l'assaut de Malakoff, servit en Algérie, et fut nommé colonel et gouverneur de la place de Belfort en 1870. Grâce à son énergie, il tint tête à l'armée allemande et put sortir de la ville avec les honneurs de la guerre (1871). Député du Haut-Rhin (1871), il démissionna après le vote des préliminaires de la paix, fut réélu par trois départements et opta pour la Charente-Inférieure, fit partie de l'Union républicaine. En 1876, les électeurs du VI^e arr. de Paris le nommèrent député; un des 363, il fut réélu en 1877. Directeur du Comptoir d'escompte, au moment du krach de cet établissement financier, il se suicida.

DENORMANDIE (Louis-Jules-Ernest) (1821). Avoué à Paris, député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, devint sénateur inamovible (1876), fut gouverneur de la Banque de France (1879-1881) et président du conseil d'administration du Comptoir d'escompte.

DEPEYRE (Octave-Victor) (1825-1891). Avocat à Toulouse, député de la Haute-Garonne (1871), il siégea dans les rangs du parti monarchiste, devint ministre de la justice dans le cabinet de Broglie (1873-1874), puis sénateur du Lot (1876), se montra partisan décidé du 16 mai et échoua aux élections de 1879.

DEPRETIS (Agostino) (1813-1887), homme d'Etat italien. Avocat à Turin, député de Broni (1848), puis de Stradella où il fut toujours réélu, il siégea à gauche, mais son opposition n'avait aucun caractère d'intransigeance. Gouverneur à Brescia (1859), prodictateur en Sicile (1860), il dut se retirer devant Crispi, reçut le ministère des travaux publics dans le cabinet Rattazzi (1862), de la marine (1866), puis des finances (1867) dans le cabinet Ricasoli. Devenu le chef de la gauche parlementaire, il prit la présidence du conseil avec le ministère des finances (1876), se tourna vers le centre et vers la droite, et resta au pouvoir, investi de la confiance du roi Humbert, jusqu'à la fin de sa vie, avec de fréquents changements de collaborateurs, et quelques démissions de courte durée.

DERBY (Edward-Geoffroy-Smith STANLEY, comte de) (1799-1869), homme d'Etat anglais. Membre de la Cham-

bre des communes (1820), sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1827), premier secrétaire pour l'Irlande (1830-1833), ministre des colonies (1833), membre de la Chambre des lords, il combattit la politique de lord Palmerston et fut président du conseil de 1858 à 1859.

DERJAVINE (Gavrill-Romanovitch) (1743-1816), homme politique et poète russe. Secrétaire d'Etat (1791), sénateur (1793), il fut sous Paul I^{er} directeur de la chancellerie, puis ministre des finances (1800) et ministre de la justice (1802). — Pour ses œuvres poétiques, V. volume LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

DÉROULÈDE (Paul) (1846). Créateur de la *Ligue des patriotes* (1882), il voyagea, comme apôtre de la revanche, en Russie, en Grèce, en Turquie, engagea la Ligue dans le parti du général Boulanger, fut nommé député d'Angoulême (1889) et se signala à la Chambre par ses interruptions et ses bruyants interpellations. Ne se présenta pas en 1893 et fut réélu en 1898. Leader du parti dit nationaliste à la Chambre, il a réorganisé en 1898 la Ligue des patriotes. — Pour ses poésies et ses pièces de théâtre, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DERVICH PACHA (1817), général et diplomate turc. Ingénieur des mines, directeur de l'école militaire de Constantinople, il fut chargé de missions à l'étranger, combattit au Montenegro (1862), en Herzégovine (1875) où il se signala par sa cruauté, devint ministre de la guerre (1876), défendit Batoum contre les Russes (1877-1878) et fut nommé gouverneur de Salonique (1880), puis commissaire extraordinaire au Liban (1886).

DESCHANEL (Emile-Auguste-Etienne MARTIN) (1819). Expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il revint à l'amnistie de 1859, fut élu député par l'arr. de Saint-Denis (1876), fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Sénateur inamovible (1881), il siégea à la gauche républicaine. — Pour sa carrière littéraire, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DESCHANEL (Paul-Eugène-Louis)



Déroulède.

(1856), fils du précédent. Sous-préfet de Dreux (1877), de Brest (1879), de Meaux (1881), député d'Eure-et-Loir



Deschanel.

(1885), puis de Nogent-le-Rotrou (1889), et réélu (1893), il prit part à de nombreuses discussions sur la marine, sur le tarif des douanes, sur la politique extérieure et intérieure, et montra parfois un réel talent d'orateur. Réélu en 1898, il fut élu président de la Cham-

bre avec 10 voix de majorité.

DESMONS (Frédéric) (1832). Député d'Alais (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, 1889 et 1893. Il présida le conseil du Grand-Orient de France.

DESSALINES (Jean-Jacques) (1758-1806), empereur d'Haïti sous le nom de Jacques I^{er} (1804-1806). Esclave dans la partie française de l'île, il prit part à l'insurrection de 1790 et fut nommé général par Toussaint-Louverture. En 1802, il lutta énergiquement contre le général Leclerc, proclama l'indépendance d'Haïti, et se fit nommer gouverneur général, puis empereur (1804). Il tyrannisa son peuple et fut tué à la suite d'une conspiration dans laquelle étaient entrés plusieurs généraux (17 octobre 1806).

DESSEILLIGNY (Alfred PIERROT-) (1828-1875). Député de l'Aveyron (1869), il soutint le ministère Émile Ollivier, fut réélu en 1871, siégea à droite, devint ministre des travaux publics, puis du commerce et de l'agriculture dans le cabinet de Broglie (1873-1874). Il avait dirigé l'usine du Creusot et administré les houillères de Decazeville.

DESSOLLE (Jean-Joseph-Paul-Augustin, marquis) (1767-1828), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, tomba en disgrâce (1801) à cause de son attachement à Moreau, se prononça pour les Bourbons (1814), fut ministre d'Etat, pair de France, ministre des affaires étrangères (1818-1819) et combattit les ultra-royalistes.

DESTUTT DE TRACY (V. TRACY.)

DEUTZ (Simon), aventurier français, juif renégat, qui fit jeter la duchesse de Berry dans son aventure

de 1832 et la livra à Thiers contre la somme de 500,000 francs, dit-on.

DEVELLE (Jules-Paul) (1845). Avocat à Paris, préfet de l'Aube (1876), député de Louviers (1877), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1879), réélu député (1881), il fut de nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis député de la Meuse (1885), ministre de l'agriculture (1886-1887), réélu par l'arrondissement de Barle-Duc (1889), ministre de l'agriculture (1890), puis des affaires étrangères (1893). Il fut battu par un radical aux élections de 1898.



Develle.

DEVÈS (Pierre-Paul) (1837). Avocat à Béziers, maire de cette ville (1871) et son député (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut un des 363, réélu en 1877, se fit une spécialité de présenter des ordres du jour de confiance au ministère, fut élu député de Bagnères-de-Bigorre (1881), eut le portefeuille de l'agriculture dans le « grand ministère » de Gambetta (1881-1882), celui de la justice et des cultes dans le cabinet Duclerc (1882-1883) et dans le cabinet Fallières (1883) qu'il présida par intérim. Battu aux élections de 1885, le département du Cantal l'élit sénateur (1886).

DEVIIENNE (Adrien-Marie) (1802-1883), magistrat français. Sénateur de l'Empire, premier président à la cour de cassation, il s'entremît dans l'intrigue amoureuse de Napoléon III avec Mlle Bellanger : la cour de cassation déclara (1871) que le rôle qu'il avait joué dans cette affaire lui avait été confié par l'impératrice elle-même, et il conserva ses fonctions jusqu'en 1877.

DEVONSHIRE (William-George-Spencer CAVENDISH, duc de) (1790-1858), homme politique anglais. Il appuya de ses votes la politique libérale, fut conseiller privé (1827) et lord-lieutenant du comté de Derby. Il est resté célèbre par son faste et ses goûts littéraires et artistiques.

DIAZ (Juan-Martin), surnommé *l'Empecinado*. (V. ce nom.)

DIAZ (Porfirio) (1828), président de la République mexicaine. Il se signala dans la guerre d'indépendance

contre l'empereur Maximilien, chercha à s'emparer à main armée du pouvoir à la mort de Juárez (1872) et fut élu président de 1877 à 1880, puis de 1884 à 1892.

DIDE (Scipion-Auguste) (1839), homme politique français. Pasteur protestant, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu sénateur du Gard (1885), il siégea à l'extrême gauche.

DIDIER (Jean-Paul) (1758-1816), conspirateur français. Avocat à Grenoble, il parut embrasser les idées de la Révolution, devint agent des Bourbons, se rallia au Consulat, conspira en faveur du duc d'Orléans en 1815 et organisa un complot à Grenoble, soi-disant en faveur de Napoléon, fut pris et décapité (1816).

DIDIER (Henry-Gabriel) (1807-1891), homme politique français. Journaliste et avocat, il fut magistrat sous Louis-Philippe, député d'Alger à la Constituante et à la Législative (1848-1851), combattit la politique de l'Élysée, remplit les fonctions de procureur de la République à Paris (1870-1871), fut nommé sénateur inamovible (1881) et siégea à la gauche républicaine.

DIETZ-MONNIN (Charles-Frédéric) (1826-1896). Député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, fut conseiller municipal de Paris (1874), sénateur inamovible (1882) et président du tribunal de commerce de la Seine.

DILKE (Sir Charles WENTWORTH) (1843), homme politique anglais. Son livre, *La plus grande Angleterre*, attira sur lui l'attention; député de Chelsea à la Chambre des communes (1868) avec un programme radical, il s'occupa beaucoup de politique extérieure, fut sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Gladstone (1880-1882), puis président du *Local Government Board* (1882-1886). Un procès en adultère lui fut intenté et Chelsea ne le réélit pas (1886). Depuis il a donné de remarquables articles politiques dans les journaux anglais et étrangers. Réélu à la Chambre des communes en 1892.

DILLON (Arthur-Marie) (1834). Il s'occupa des affaires financières du boulangisme et fut condamné par contumace à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée par la haute cour de justice (1889). Élu

peu après député de Lorient, son élection fut invalidée.

DILLON (John) (1851), homme politique irlandais. Avec Parnell et Davitt, il fut un des propagateurs de la *Land League*, représenta le comté de Tipperary à la Chambre des communes (1880), fut emprisonné à diverses reprises, et prit parti contre Parnell (1891).

DISRAELI (Benjamin, lord BEACONSFIELD) (1804-1881), homme d'Etat et écrivain anglais. Il débuta dans la littérature, fit des romans à tendances politiques, fut nommé à la Chambre des communes par la ville de Maidstone (1837), devint le chef

de la *Jeune Angleterre*, vota avec le parti tory et prit une influence qui ne fit que s'accroître. Il prit à la mort de George Bentinck (1848) la direction des affaires qu'il transforma, fut choisi par lord Derby comme chancelier de l'Échiquier (1852), de nouveau en 1858 et 1859. Pendant les ministères Palmerston et Russell, Disraeli ne cessa de faire de l'opposition et engagea de brillants tournois oratoires avec Gladstone, son rival aux finances. Après le retour de lord Derby aux affaires (1866), il reprit son poste de chancelier et devint premier ministre l'année suivante jusqu'en 1868. Remplacé par Gladstone, il remplaça celui-ci en 1874, fit donner à la reine le titre d'impératrice des Indes (1876), reçut d'elle le titre de pair et celui de comte Beaconsfield, se fit remettre Chypre par la Turquie (1878), et fut renversé du pouvoir en 1880.

DIX (John-Adam) (1798-1879), homme d'Etat et général américain. Il débuta dans l'armée de l'artillerie, se fit recevoir avocat, fut membre du Congrès de l'Etat de New-York, puis du Sénat de Washington (1845-1849). Secrétaire d'Etat aux finances sous Buchanan (1861), il reprit du service dans la guerre de la Sécession, fut ambassadeur à Paris (1866-1869) et gouverneur de l'Etat de New-York (1872-1874).

DOLGOROUKI (Vasili-Vladimirovitch) (1804-1868), général russe. Un



Disraeli.

des zèles serviteurs du tsar Nicolas I^{er}, il réprima la révolution de 1825 et l'insurrection polonaise (1830-1831), fut ministre de la guerre (1849-1856) et commanda le corps des gendarmes.

DOLLFUS (Jean) (1800-1887). Fabricant de toiles imprimées d'Alsace, ardent libre-échangiste, il était maire de Mulhouse lors de l'occupation de cette ville par les Allemands (1870), montra une attitude énergique et dut à son grand âge de n'être pas fusillé. Ses compatriotes l'envoyèrent au Reichstag (1877) pour protester contre l'annexion de leur pays.

DOLLFUS (Charles-Emile) (1805-1858), frère du précédent. Maire de Mulhouse, député du Haut-Rhin (1846), réélu à la Constituante (1848), il y soutint la politique de l'Elysée, ainsi qu'à la Législative (1849).

DOLLINGER (Jean) (1799-1890). Ordonné prêtre en 1822, il devint un des chefs de l'ultramontanisme allemand. La politique de la Cour romaine et son voyage à Rome en 1857 modifièrent ses opinions; il combattit le Syllabus et l'Infaillibilité, et présida en 1870 l'assemblée théologique

de Munich, d'où sortit le vieux-catholicisme.

DOMBROWSKI (Jaroslaw) (1838-1871), officier polonais. Condamné à quinze ans de travaux forcés (1864) pour avoir fomenté l'insurrection, il s'échappa, vint à Paris, se



Dombrowski.

mit au service de la Commune de Paris et fut tué sur une barricade (1871).

DOMPIERRE D'HORNOY (Charles-François-Victor de) (1816), amiral français. Il fit les campagnes de Crimée et du Mexique, tint par intérim le ministère de la marine (1870-1871), fut député de la Somme (1871), siégea à la droite légitimiste, devint ministre de la marine dans le cabinet de Broglie (1873-1874), sénateur de la Somme (1876) et soutint le gouvernement du 16 mai. Non réélu au renouvellement triennal de 1882, il devint député de la Somme (1885), puis d'Amiens (1889).

DONDUKOV-KORSKOV (Alex. Mi-

chaïlovitch) (1820-1893), général russe. Il prit part aux guerres du Caucase et de Crimée, commanda la cavalerie russe dans la campagne de 1878; gouverneur de la Bulgarie, il refusa la couronne et fit élire le prince Alexandre de Battenberg; c'était un des principaux représentants du parti slavophile.

DONNADIEU (Gabriel, vicomte) (1777-1849), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, conspira avec Moreau, fut interné à Tours, reprit du service sous la Restauration, réprima avec cruauté l'insurrection de Grenoble (1816), fut nommé député d'Arles (1821) et siégea parmi les ultraroyalistes. En 1837, il subit une condamnation à deux ans de prison pour offense envers Louis-Philippe.

DONNET (Ferdinand-François-Auguste) (1795-1882), prélat français. Coadjuteur de l'évêque de Nancy (1833), archevêque de Bordeaux (1836), il fut nommé cardinal (1852) et sénateur de l'Empire.

DONOSO-CORTÈS (Don Juan-Françisco-Maria-de-la-Salud, marquis de VALDEGAMAS) (1809-1853), homme politique espagnol. Député de Cadix (1837), il suivit la reine Marie-Christine en exil (1840), rentra au Sénat après la chute d'Espartero et devint le chef du parti inféodé à l'Église. Il fut quelque temps ambassadeur à Paris.

DOORN VAN WESTCAPELLE (Henri-Jacques, baron de) (1786-1853), homme d'État hollandais. Il servit Louis Bonaparte, devint à la restauration orangiste gouverneur de la Zélande et de la Flandre-Orientale, conseiller d'État, ministre de l'intérieur (1830-1840), puis grand maréchal de la cour.

DORIAN (Pierre-Frédéric) (1814-1873). Député de la Loire (1863), réélu (1869), il fit de l'opposition à l'Empire, devint ministre des travaux publics (4 septembre 1870) et montra beaucoup d'activité pour la défense de Paris. Député de la Loire (1871), il siégea à gauche.

DORREGARAY (Don Antonio, marquis d'ÉRAUL) (1820-1882), général espagnol. Il servit dans l'armée royale et fit la campagne du Maroc (1859). En 1872, il embrassa la cause du nouveau don Carlos et fit une guerre acharnée aux troupes régulières jusqu'en 1876, passa en France avec le prétendant, puis en Angleterre,

DOST-MOHAMMED KHAN (1793-1863), émîr d'Afghanistan. Jusqu'en 1842, il fut en compétition avec ses frères et l'usurpateur Choudja que soutenaient les Anglais, vécût depuis lors en bonne intelligence avec l'Angleterre qui l'aïda à repousser les agressions de la Perse et du sultan de Hérat.

DOUMER (Paul) (1857). Ouvrier dans une fabrique de médailles, puis professeur de mathématiques, il dirigea la *Tribune*, journal républicain de Laon, devint député de l'Aisne (1888), échoua aux élections de 1889, fut chef de cabinet de Floquet, puis député d'Auxerre (1891), et réélu en 1893. Ministre des finances dans le cabinet Bourgeois (1895-1896), il déposa un projet d'impôt sur le revenu qui ne fut pas voté et fut nommé



Doumer.

par le cabinet Méline gouverneur général de l'Indo-Chine (1897).

DOUVILLE-MAILLEFEU (Gaston, comte de) (1835-1895). Député de la Somme (1876), il siégea à l'extrême gauche, fit partie des 363, fut réélu en 1878, en 1881, échoua en 1885, mais fut nommé député de la Seine la même année, et par l'arrondissement d'Abbeville en 1889. Il a combattu avec fougue la politique coloniale des cabinets opportunistes.

DRÉOLLE (Ernest) (1829-1887). Journaliste ami de l'Empire, député de la Gironde (1869), puis de Blaye (1876), soutint avec les bonapartistes le cabinet du 16 mai, fut réélu comme candidat officiel (1877). De nouveau député en 1881, il échoua aux élections de 1885.

DREYFUS (Ferdinand-Camille) (1854). Conseiller municipal de Paris (1882-1885), député de la Seine (1885), réélu en 1889, il siégea à l'extrême gauche, fonda le journal *la Nation* (1884), fut compromis dans des affaires de chantage et condamné à six mois de prison (1895).

DREYFUS (Ernest) (1855), capitaine d'état-major. Accusé du crime de haute trahison, il fut traduit devant un conseil de guerre, jugé à huis clos et condamné à la déportation

perpétuelle (1894). Depuis, diverses personnalités politiques ont prétendu que Dreyfus n'avait pas été justement et légalement condamné; l'opinion publique s'est émue et la question de la revision du procès Dreyfus est devenue une grosse question politique. (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE et BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE, au mot ZOLA.)



Dreyfus.

DROUET D'ERLON (Jean-Baptiste, comte) (1765-1841), maréchal de France. Prit part aux guerres de la Révolution et de l'Empire, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, dut fuir à la seconde Restauration, se mêla à la conspiration orléaniste de Didier à Grenoble (1816) et fut condamné à mort par contumace. Rentré en France à l'amnistie de 1825, il reprit du service en 1830, commanda en chef la 12^e division militaire, à Nantes, fit arrêter la duchesse de Berry (1832) et partit pour l'Algérie avec le titre de gouverneur général (1834). Il en revint en 1835.

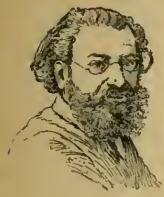
DROUIN DE LHUYS (Edmond) (1805-1881), homme d'Etat français. Il remplit plusieurs postes diplomatiques de 1830 à 1840, fut député de Seine-et-Marne (1842) et combattit la politique de Guizot. Réélu à l'Assemblée constituante de 1848, il vota avec la droite, fut nommé par Louis-Napoléon, après le 10 décembre, ministre des affaires étrangères, ambassadeur à Londres (1849), de nouveau ministre (1851), puis sénateur (1852). Il reprit la même année le portefeuille des affaires étrangères, le garda jusqu'en 1855, puis de 1862 à 1866. En présence de la politique des nationalités, il représentait la diplomatie traditionnelle et conservatrice. (V. d'Harcourt, *les Quatre Ministères de Drouin de Lhuys*.)

DROZ (Numa) (1814), homme politique suisse. Conseiller fédéral (1875), il a dirigé plusieurs départements ministériels, était aux affaires étrangères lors du conflit Wohlgenuth (1889) et tint tête à Bismarck. Il a été plusieurs fois président de la Confédération. Il a été question de lui pour le gouvernement de l'île de Crète, devenu autonome.

DROZ (Henri) (1799-1855), homme politique suisse. Avocat à Moudon,

il fut président du gouvernement provisoire lors de la révolution du canton de Vaud (1845), rédigea avec Kern le pacte fédéral de 1848 après le Sonderbund, et, nommé membre du Conseil fédéral, devint président de la Confédération (1850).

DRUMONT (Edouard-Adolphe) (1844). Après s'être pendant longtemps occupé à peu près exclusive-



Drumont.

ment de littérature et d'art, M. Drumont s'est tout à coup révélé antisémite ardent, par la publication de *la France Juive* qui eut un énorme retentissement. Il fonda ensuite *la Libre Parole*, organe clérical et antisémite, solli-

cita plusieurs fois succès un mandat législatif à Paris, et fut enfin élu député d'Alger en 1898. — Pour son œuvre littéraire, V. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DUBOIS (Paul-François) (1793-1874), homme politique et littérateur français, fonda avec Pierre Leroux le journal *le Globe*, 1824. Député de Nantes (1831) et constamment réélu, il appuya la politique du gouvernement de Juillet, fut directeur de l'École normale et dut quitter cette fonction en 1850. — Auteur de divers travaux littéraires.

DUBOST (Henri-Antoine, dit *Antonin*) (1842), journaliste d'opposition sous l'Empire. Secrétaire général de la Préfecture de police après le 2 septembre, préfet de l'Orne (1871), chef du cabinet du garde des sceaux Le Royer (1879), conseiller d'Etat (1880), il fut député de la Tour-du-Pin (1880) et siégea à l'Union républicaine. Réélu constamment par son arrondissement, il fut ministre de la justice dans les cabinets Casimir-Perier et Dupuy (1893-1894).

DUCHÂTEL (Charles-Marie-Tanne-guy, comte) (1803-1867). Conseiller d'Etat (1830), député de Jonzac (1833), il siégea au centre, reçut le portefeuille de l'agriculture et du commerce (1834-1836), celui des finances (1836-1837), de l'intérieur (1839-1848), et soutint toujours la politique de Guizot, dont il partagea l'impopularité. — Son fils, *Charles-Jacques-*

Marie-Tanne-guy (1838), fut député de la Charente-Inférieure (1871), siégea au centre gauche, représenta la France à Copenhague (1876), Bruxelles (1878), Vienne (1880-1883), fut réélu député de la Charente-Inférieure (1885) et ne se représenta pas en 1889.

DUCKWITZ (Arnold) (1802-1881), homme politique et économiste allemand. Membre du Sénat de Brême (1840), il s'occupa de l'union douanière, contribua aux progrès des chemins de fer allemands et fut nommé ministre du commerce de l'empire (1848). Il avait créé sur le Weser un service de bateaux à vapeur.

DUCLERC (Charles-Théodore-Eugène) (1812-1888). Correcteur d'imprimerie, puis journaliste, député des Landes à la Constituante (1848), il devint ministre des finances la même année, se retira de la vie politique et s'occupa d'affaires industrielles. Député des Basses-Pyrénées (1871), il siégea à gauche, devint sénateur inamovible (1875), combattit les hommes du 16 mai, fut ministre des affaires étrangères et président du conseil (1882-1883).

UCOS (Pierre-Roger) (1747-1816), conventionnel. Avocat à Dax, député des Landes à la Convention, il vota la mort du roi, fut membre du conseil des Cinq-Cents et devint un des cinq directeurs. Il appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, fut un des trois consuls provisoires, entra au Sénat, à la Chambre des pairs pendant les Cent-Jours, fut banni comme régicide et mourut près d'Ulm (1816).

UCOS (Jean-Etienne-Théodore) (1801-1855). Armateur à Bordeaux, député de la Gironde de 1834 à 1848, il fit de l'opposition libérale et s'associa à la campagne des banquets réformistes. Réélu par son département à la Constituante (1848) et par celui de la Seine à la Législative (1849), il siégea à droite, appuya la politique de l'Élysée, devint ministre de la marine (1851 et 1852-1853) et sénateur (1853).

DUCPÉTIAUX (Edouard) (1804-1868), publiciste et homme politique belge. Il prit une part active à la révolution de 1830, fut nommé inspecteur général des prisons et se montra réformateur dans ses actes et dans ses écrits. De libéral, il devint catholique ardent, approuva publique-

ment le ministre de Decker dans son projet de loi sur la charité, et organisa les nombreux congrès catholiques de Malines.

DU CROT (Auguste - Alexandre) (1817-1882), général français. Il servit en Algérie, en Italie et commanda en 1870 la 1^{re} division du corps d'armée de Mac-Mahon.



Ducrot.

Fait prisonnier à Sedan, il put s'échapper, revint à Paris, commanda les XIII^e et XIV^e corps, se fit battre au plateau de Châtillon, à La Malmaison, et ne put forcer les lignes prussiennes sur la Marne. (V. vol. GUERRE FRANCO-ALLEMANDE, art. CHAMPIGNY.)

Député de la Nièvre (1871), il siégea à droite, devint commandant du VIII^e corps à Bourges (1872-1878) et se signala par son esprit de réaction et d'ultramontanisme.

DUDLEY (John-William WARD, lord) (1781-1833), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1802), il devint un des chefs du parti conservateur libéral et fut ministre des affaires étrangères dans le cabinet Canning (1827).

DUFAURE (Jules-Armand-Stanislas) (1798-1881), homme d'Etat français. Avocat à Bordeaux, député de Saintes (1834), il soutint Thiers qui le fit entrer au conseil d'Etat, fut ministre des travaux publics dans le ministère Soult (1839), et se montra très conservateur. Réélu dans la Charente-Inférieure en 1848, il fut ministre de l'intérieur sous Cavaignac, se retira après l'échec de celui-ci à la présidence de la République, fut renommé au même poste par Louis-Napoléon et fut un des chefs de la croisade réactionnaire. Il fut néanmoins remplacé au ministère, et le coup d'Etat du 2 décembre le rendit à la vie privée. Avocat à Paris, il fut élu bâtonnier en 1862 et nommé à l'Académie française (1863). Il essaya en vain de se faire élire député à la fin de l'Empire et ne rentra à la Chambre qu'aux élections de 1871. Ministre de la justice sous la prési-

dence de Thiers (1871-1873), puis dans le cabinet Buffet (1875), il remplaça ce dernier à la présidence du conseil (1876). Il fut de nouveau président du conseil après la réélection des 363 et quitta le pouvoir en même temps que Mac-Mahon. Depuis il siégea au Sénat au centre gauche et se montra hostile à toute réforme.

DUFFERIN (Frederick-Temple-Hamilton BLACKWOOD, comte) (1826), diplomate anglais. Sous-secrétaire d'Etat pour les Indes (1864-1866), gouverneur du Canada (1872-1878), il fut ambassadeur à Pétersbourg (1879), à Constantinople (1881-1884), vice-roi des Indes (1884-1889), ambassadeur en Italie (1889-1891), puis en France (1891-1897).

DUFOUR (Guillaume-Henri) (1787-1875), général suisse. Il servit dans l'armée française pendant les dernières campagnes de l'Empire, passa dans l'armée suisse, dirigea les travaux de triangulation de son pays, commanda l'armée dirigée contre le Sonderbund (1847), et présida la conférence internationale d'où sortit la convention de Genève (1864).

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE (Henri-Joseph) (1835). Député de Mortagne (1869), il combattit comme trop libéral le ministère Ollivier, vota la guerre contre la Prusse, prit la direction du journal *l'Ordre*, fut élu député de Mortagne (1876), soutint le gouvernement du 16 mai et fut réélu en 1877. Il tenta de se rallier à la République, échoua aux élections de 1881, revint à ses anciennes opinions, fut réélu en 1885 et 1889, et siégea à droite.

DUJARDIN-BEAUMETZ (Henry-Charles-Etienne BEAUMETZ, dit) (1852). Peintre de talent, député de Limoux (1889), réélu en 1893 et en 1898, il siégea à la gauche républicaine.

DULONG (François-Charles) (1792-1834). Avocat à Paris, député de l'arrondissement de Verneuil (1831), il siégea à l'extrême gauche et, en pleine séance de la Chambre (1834), accusa Bugeaud d'avoir joué le rôle de géolier de la duchesse de Berry. Un duel s'ensuivit : Dulong fut mortellement blessé.

DUMAS (Gustave-Mathieu, comte) (1753-1837), général. Aide de camp de Rochambeau en Amérique, il fut député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative (1791), dirigea le dépôt des

plans de campagne, émigra et revint après le 9 thermidor. Membre du conseil des Anciens, proscrit comme « clichyen » au 18 fructidor, il rentra après le coup d'Etat de brumaire, devint conseiller d'Etat, général de division, ministre de la guerre de Joseph Bonaparte en Italie et en Espagne, intendant général de la Grande Armée et fut fait prisonnier à Dresde. Rallié aux Bourbons, puis disgracié, il représenta Paris à la Chambre des députés (1828) et favorisa la révolution de Juillet. Louis-Philippe le nomma pair de France.

DUMAS (Jean-Baptiste) (1800-1884), savant et homme politique français. Il fut élu député du Nord à l'Assemblée législative (1849) et se montra un des chauds partisans de Louis-Napoléon qui le nomma ministre de l'agriculture et du commerce (1851), puis sénateur après le 2 décembre, vice-président du conseil supérieur de l'instruction publique (1851-1863) et vice-président du conseil municipal de Paris. (V. vol. CHIMIE et BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

DUMAS (Alexandre DAVY DE LA PAILLETTERIE, dit Alexandre) (1802-1870), romancier français, fils du général Dumas. Il fit le coup de feu aux journées de juillet 1830, fut chargé d'organiser en Vendée une garde nationale contre une chouannerie possible, s'occupa encore de politique en 1848 et suivit l'expédition des Mille de Garibaldi. — Pour son immense labeur littéraire, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

DUMAY (Jean-Baptiste) (1841). Ouvrier mécanicien au Creusot, maire de cette ville (1870); il adhéra à la Commune de Paris et fut condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité. Après l'amnistie de 1880, il fut élu conseiller municipal de Paris (1887) et député du XX^e arr. (1889). Il siégea à l'extrême gauche avec le groupe du parti ouvrier et ne se représenta pas en 1893. Actuellement, administrateur de la Bourse du travail de Paris.

DUMON (Pierre-Sylvain) (1797-1870). Avocat à Paris dès 1820, il fut nommé après juillet 1830 avocat général à Agen, député d'Agen (1831), conseiller d'Etat, puis ministre des travaux publics (1844) et ministre des finances (1847). La révolution de 1848 le fit rentrer dans la vie privée.

DUMOURIEZ (Charles - François). (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

DUNDONALD (Comte de). (V. COCHRANE.)

DUPANLOUP (Félix-Antoine-Philibert) (1802-1878), prêtre et pédagogue français. Evêque d'Orléans (1849), il fut au premier rang des polémistes catholiques contre l'Université; élu député du Loiret (1871), puis sénateur inamovible (1875), il se signala par son opposition contre les mesures libérales et écrivit nombre de brochures politiques.



Dupanloup.

DUPERRÉ (Guy-Victor) (1775-1846), amiral français. Il se signala aux Antilles, aux Indes, à Madagascar et en Algérie, fut ministre de la marine de 1834 à 1836 et de nouveau en 1839.

DUPETIT-THOUARS (Abel AUBERT) (1793-1864), amiral français. Il coopéra à l'expédition d'Alger (1830), fit accepter le protectorat de la France à la reine Pomaré, expulsa Pritchard, l'agent anglais, de Taïti (1843), et fut désavoué par Guizot effrayé par les démonstrations de l'Angleterre. En 1849, le département de Maine-et-Loire l'envoya à la Législative.

DUPIN (André-Marie-Jean-Jacques) (1783-1865), dit *Dupin aîné*. Avocat à Paris, il plaida de nombreux procès politiques (Ney, Béranger, le *Journal des Débats*, etc.), fut député de Cosne (1826), un des 221, et prit part à la révolution de Juillet. Procureur général à la cour de cassation, président de la Chambre des députés, il se montra très autoritaire et accepta la République de 1848 et la présidence de Louis-Napoléon avec une facilité extraordinaire. Il conserva sous l'Empire son siège de procureur général. Il faisait partie de l'Académie française depuis 1831.



Dupin.

DUPIN (Pierre-Charles-François, baron) (1784-1873), économiste et mathématicien français, frère du précédent. Député du Tarn (1828), il ne

joua qu'un rôle secondaire en politique, fut ministre de la marine (1834), entra à la Chambre des pairs (1837), fit partie de la droite dans les Assemblées de la République de 1848, et l'Empire le nomma sénateur (1853).

DUPIN (Simon-Philippe) (1795-1846), avocat français, frère des précédents. Il se fit un très grand renom dans les procès retentissants de la Restauration, devint bâtonnier de l'ordre des avocats (1834), député de la Nièvre et d'Avallon (1830 et 1842) et prit part à des discussions d'affaires.

DUPONT (Paul-François) (1796-1879), imprimeur. Il créa un établissement consacré aux impressions administratives, fut candidat officiel sous l'Empire et représenta depuis 1852 jusqu'en 1870 le département de la Dordogne qui l'envoya encore au Sénat en 1876. Il y fit partie de la droite bonapartiste.

DUPONT DE BUSSAC (Jacques-François) (1803-1873). Avocat à Paris, il plaida de nombreuses causes politiques (Fieschi, Blanqui, Barbès, etc.), représenta la Charente-Inférieure à la Constituante, et l'Isère à la Législative, siégea à la Montagne et fut proscrit après le 2 décembre 1851.

DUPONT DE L'ETANG (Pierre-Antoine, comte) (1765-1840), général français. Il combattit à Valmy, à Menin (1793), à Hondschoote, fut directeur du dépôt de la guerre (1797), soutint le coup d'Etat du 18 brumaire et suivit Bonaparte en Italie. Il battit Mèlas à Ulm (1805) et se signala à Friedland. Envoyé en Espagne, il signa la désastreuse capitulation de Baylen (1808), fut destitué et condamné à la prison d'Etat. Il fut rappelé au service par Louis XVIII et élu député de la Charente (1815-1830).

DUPONT DE L'EURE (Jacques-Charles) (1767-1855). Député de l'Eure au conseil des Cinq-Cents, il appuya le coup d'Etat de brumaire, devint président de chambre à la cour de Rouen, député de l'Eure au Corps législatif (1813), réélu en 1817 et sans

interruption jusqu'en 1848. Pendant la Restauration, il siégea dans l'opposition et se vit retirer ses fonctions



Dupont de l'Eure.

de président de chambre à Rouen; sous Louis-Philippe, il fut ministre de la justice (1830), fit de l'opposition republicaine et prit part à la campagne des banquets. Il représenta encore le département de l'Eure à la Constituante (1848), ne fut pas réélu à la Législative et rentra dans la vie privée.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel) (1739-1817). Disciple de Quesnay, il vulgarisa les idées des physiocrates dans de nombreux écrits d'économie politique, fut député du tiers état de Nemours aux Etats généraux, combattit l'émission des assignats, défendit les Tuileries dans la journée du 10 août, fut arrêté en 1794 et relâché après le 9 thermidor. Député du Loiret au conseil des Anciens, il siégea parmi les modérés, passa aux Etats-Unis après fructidor, fut secrétaire du gouvernement provisoire (1814) et nommé conseiller d'Etat par Louis XVIII. Il finit ses jours aux Etats-Unis.

DUPORTAL (Pierre-Jean-Louis-Armand) (1814-1887). Journaliste à Toulouse, il fit une guerre acharnée au prince Louis-Napoléon qui le fit déposer en Afrique après le 2 décembre 1851. A la fin de l'Empire, il reprit sa campagne dans l'*Emancipation* et fut emprisonné. Le 4 septembre le fit sortir de Sainte-Pélagie; il devint préfet de la Haute-Garonne (1870-1871), député de Toulouse (1876), siégea à l'extrême gauche, un des 363, réélu en 1877, 1881 et 1885. C'était un ennemi déclaré du parti opportuniste.

DUPRAT (Pascal) (1815-1885). Journaliste, député des Landes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851, fut exilé, réélu par les Landes à l'Assemblée nationale (1871) et soutint la politique de Thiers. Député de Paris (1876), il fit partie des 363; réélu en 1877, il échoua aux élections de 1881 et fut nommé plénipotentiaire au Chili (1881-1885).

DUPUY (Charles-Alexandre) (1851). Professeur de philosophie, vice-recteur à Ajaccio, député de la Haute-Loire (1885), puis de l'arrondissement du Puy (1889 et 1893), rapporteur du budget de l'instruction publique (1891 et 1892), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Ribot (1892),

président du conseil avec le ministère de l'intérieur (1893). C'est sous son ministère que se produisirent les émeutes du quartier



Dupuy.

Latin pendant lesquelles Noger fut tué; la Bourse du travail fut fermée et Paris fut mis en véritable état de siège. Renversé du pouvoir, M. Dupuy fut nommé président de la Chambre qu'il présidait le jour de l'attentat de l'anarchiste Vaillant. Il montra dans cette circonstance un grand sang-froid. De nouveau président du conseil (1894), réélu en 1898, il succéda à Brisson comme chef du cabinet et ministre de l'intérieur (1898).

DURANDO (Giacomo) (1807), général et homme politique italien. Compromis dans une conspiration (1831), il quitta le Piémont, passa en Portugal et en Espagne où il combattit pour la cause constitutionnelle, revint dans son pays (1845), s'attacha à Cavour, fut député de Mondovi (1848), accompagna Charles-Albert à Novare (1849), remplaça La Marmora comme ministre de la guerre (1855), fut ambassadeur à Constantinople (1856-1861) et ministre des affaires étrangères (1862).

DURFORT DE CIVRAC (Marie-Henri-Louis, comte de) (1812-1884). Député de Maine-et-Loire en 1852 et en 1869, puis en 1871, il siégea à la droite légitimiste. Député de Cholet (1876), il fut réélu en 1877 et 1881, et, grâce à l'appui des gauches, devint vice-président de la Chambre.

DURHAM (John-George Lambton, comte de) (1792-1840), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1813), il combattit le ministère réactionnaire de Castlereagh, fut nommé pair (1828), lord du sceau privé dans le cabinet de lord Grey, puis gouverneur général des colonies de l'Amérique du Nord (1838).

DUROC (Giraud-Christophe-Michel, duc de Frioul) (1772-1813), maréchal de France. Lieutenant d'artillerie au siège de Toulon, il suivit Bonaparte en Égypte, devint son secrétaire après le 18 brumaire, fut chargé de missions près de diverses cours, commanda les grenadiers de la garde

à Austerlitz, combattit à Wagram et à Essling, fut nommé grand maréchal du palais, sénateur, et tomba mortellement frappé le lendemain de la bataille de Bautzen (22 mai 1813).

DUROSNEL (Antoine-Jean-Auguste-Henri) (1771-1849), général français. Il servit dans les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, se signala à Hohenlinden, combattit à Austerlitz, à Iéna, à Essling où il fut grièvement blessé, fit la campagne de Russie, gouverna Dresde en 1813, et fut mis en non-activité par la Restauration. Député de Seine-et-Marne (1830), il fut nommé aide de camp de Louis-Philippe et pair de France (1837).

DURUY (Victor) (1811-1894). Il remplit les fonctions de ministre de l'instruction publique de 1863 à 1869 et eut à lutter pendant cette période contre l'esprit autoritaire des hommes de 1852 et contre l'exclusivisme des cléricaux, organisa les cours de jeunes filles, créa l'école des hautes études. Nommé sénateur en 1869, il rentra dans la vie privée après le 4 septembre 1870 et se voua depuis à ses études historiques. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)



Duruy.

DUVAL (Jean-Pierre) (1754-1817), conventionnel. Député de la Seine-Inférieure à la Convention, il fut l'ami des girondins, vota pour la recluse de Louis XVI, devint ministre de la police générale (1799), membre du Corps législatif (1800-1803) et préfet des Basses-Alpes (1805-1815).

DUVAL (Ferdinand) (1827-1896), administrateur français. Avocat à Paris, préfet de la Gironde (1871-1873), préfet de la Seine (1873-1879), il fut nommé conseiller municipal par le parti conservateur pour le quartier Saint-Thomas-d'Aquin.

DUVAL (Edgard-Raoul) (1832-1887). Avocat général à Rouen sous l'Empire, député de la Seine-Inférieure (1871), il siégea dans le groupe bonapartiste, se fit remarquer par ses interpellations hostiles aux républicains, fut député de Louviers (1876), de Bernay (1884) et de l'Eure (1885).

DUVAL (Emile-Victor) (1841-1871), révolutionnaire français. Ouvrier

fondeur à Paris, il fut aux premiers rangs des socialistes qui attaquèrent l'Empire, prit part aux mouvements du 31 octobre 1870 et du 18 mars 1871. Membre de la Commune et chargé, à titre de général, de marcher contre Versailles, il fut pris par les troupes de Vinoy au Petit-Bicêtre. Le général Vinoy lui ayant demandé : « Que feriez-vous de moi si j'étais à votre place ? — Je vous ferais fusiller, répondit Duval. — Vous venez de prononcer votre sentence », repartit le général Vinoy, et Duval fut immédiatement passé par les armes.

DUVAUX (Jules-Yves-Antoine) (1827). Député de Nancy (1877), il siégea à gauche, fit partie des 363, et réélu en 1877, 1881, 1885, fut ministre de l'instruction publique dans les cabinets Duclerc et Fallières (1882-1883).

DUVERGIER (Jean-Baptiste) (1792-1877), juriconsulte français. Conseiller d'Etat (1855), il fut ministre de la justice (17 juillet 1869-2 janvier 1870), et entra ensuite au Sénat.

DUVERGIER DE HAURANNE (Prosper) (1798-1881). Député de Sancerre (1831), il soutint d'abord la politique de répression du début de Louis-Philippe, fit de l'opposition dès 1837 à Molé et à Guizot, organisa la campagne des banquets, fit partie de la droite antirépublicaine à la Consti-

tuante (1848), combattit à la Législative (1850) la politique de l'Élysée et fut exilé après le coup d'Etat du 2 décembre 1852. Membre de l'Académie française (1870), il a laissé : *Histoire du gouvernement parlementaire en France de 1814 à 1848* (1857-1873, 10 volumes).

DUVERGIER DE HAURANNE (Louis-Prosper-Ernest) (1843-1877), fils du précédent. Député du Cher (1871), il se déclara en faveur de la République, combattit l'Ordre moral, représenta l'arrondissement de Sancerre (1876) et fut un des 363 députés qui se prononcèrent contre le cabinet de Broglie.

DUVERNOIS (Clément-Aimé-Jean-Baptiste) (1836-1879). Bonapartiste militant, il fut élu député des Hautes-Alpes (1869), eut le portefeuille de l'agriculture et du commerce dans le cabinet Palikao (1870), partit pour l'Angleterre après le 4 septembre 1870 et fut condamné à deux ans de prison comme directeur de la Banque territoriale d'Espagne (1874).

DUVIVIER (Franciade-Fleurus) (1794-1848), général français. Il gagna ses grades en Algérie, de 1830 à 1841, fut élu député de Seine à la Constituante (1848) et tomba mortellement frappé en réprimant l'insurrection de juin.

E

ECHAVARRIA (José-Ignacio, marquis de FUENTEFIEL) (1818), général espagnol. Il combattit les carlistes et devint général de brigade (1847), demeura fidèle à la reine (1868), la suivit en exil, rentra en Espagne à l'avènement d'Alphonse XII, contribua à l'échec des carlistes et fut ministre de la guerre (1879-1881).

ECKMÜHL (Prince d'). (V. DAVOUT.)

EDEN (Sir George). (V. AUCKLAND [Lord].)

EDHEM PACHA (1820), homme d'Etat ottoman. Général commandant la maison militaire d'Abd-ul-Medjid, ministre des affaires étrangères (1857), des travaux publics (à deux reprises), ambassadeur à Ber-

lin (1875), grand vizir (1877), ambassadeur à Vienne, il commanda en chef l'armée qui envahit la Grèce (1897).

EGERTON (Francis). (V. ELLESMERE [Comte d'].)

EICHHORN (Johann-Albrecht-Friedrich) (1779-1856), homme d'Etat prussien. Conseiller d'Etat (1817), il prit une grande part à la création du Zollverein, fut ministre de l'instruction publique et des cultes (1840) et suivit une politique cléricalle.

ELGIN (Thomas Bruce, comte d') (1766-1841), diplomate anglais. Ambassadeur à Constantinople (1799-1803), il profita de son séjour pour piller les sculptures antiques d'Athènes (frises du Parthénon, bas-reliefs

de temples, etc.) qu'il envoya à Londres et qui formèrent la fameuse collection dite des « marbres d'Elgin ».

ELGIN (James Bruce, comte d') (1811-1863), homme politique anglais, fils du précédent. Gouverneur de la Jamaïque (1842-1846), administrateur du Canada (1846-1854), il fut envoyé en Chine (1857) et fit signer le traité de Tien-tsin; en 1860, il y retourna et s'appropriâ, dans le pillage du Palais d'été, des richesses artistiques, comme son père avait fait en Grèce. Il mourut gouverneur général de l'Inde.

ELIO (Francisco-Javier) (1767-1822), général espagnol. Il fit les campagnes contre la France (1793-1795), reprit Montevideo sur les Anglais (1805), combattit les Français en 1812-1814, devint un zélé défenseur de l'absolutisme et se signala par ses cruautés envers les patriotes. Gouverneur de Valence, il fut emprisonné par les insurgés (1820), condamné à mort (1822) et subit le supplice de la garrote.

ELIO Y EZPELETA (Joaquin) (1803-1876), général carliste, fils du précédent. Dans la première guerre carliste, il fut chef d'état-major de Zumalacarre; dans la seconde, il battit les troupes espagnoles à Arroz (1873), prit le fort d'Estella et assiégea Bilbao, fut nommé ministre de la guerre et rentra en France après l'échec final du mouvement.

ELIOT (Edward-Granville, comte de SAINT-GERMANS) (1798-1877), homme d'Etat anglais. Il débuta dans la diplomatie, fut secrétaire principal en Irlande (1841), lord-lieutenant d'Irlande (1852), puis vice-roi (1855) et intendant de la maison royale.

ELISA BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

ELLENBOROUGH (Edward Law, comte d') (1790-1871), homme d'Etat anglais. Ami de Wellington, lord du sceau privé, président du *Board of Trade*, gouverneur de l'Inde (1842-1844); à la Chambre des lords il prit une part active aux discussions relatives à la réorganisation de l'empire colonial asiatique de l'Angleterre.

ELLESMERE (Francis LEVESON-GOWER, sir EGERTON, comte d') (1800-1857), homme politique et littérateur anglais. Conservateur libéral de l'école de Caning, il fut secrétaire

d'Etat aux finances (1827), secrétaire pour l'Irlande (1828-1830), puis secrétaire à la guerre (1830). — Il a laissé de nombreux ouvrages littéraires.

ELPHINSTONE (Mounstuart (1779-1859), homme d'Etat anglais. Il passa la plus grande partie de sa vie dans l'Inde, fut ambassadeur à Caboul (1808), résident à Pouna (1810), dirigea l'expédition contre les Mahrattes (1817-1818) et devint gouverneur de Bombay (1819-1827).

EMIN-MUCKLIS PACHA (1811-1873), homme d'Etat ottoman. Il débuta dans la diplomatie, fut gouverneur de Damas, de Trébizonde, vice-président du conseil d'Etat et gouverneur d'Erzeroum.

EMIN PACHA. (V. SCHNITZLER.)

EMPECINADO (Juan-Martin DIAZ, dit l') (1775-1825), redoutable chef de guérillas pendant la guerre de l'indépendance espagnole contre les Français. En 1820, il prit part au mouvement constitutionnel, fut pris et pendu en 1825.

ENFANTIN (Barthélemy-Prosper) (1796-1864), socialiste français. Avec Bazard et Olinde Rodrigues, il continua l'œuvre du philosophe Saint-Simon, dans le journal *le Producteur*, puis dans *le Globe*, organisa des réunions publiques et fonda à Ménilmontant une communauté dont il devint le « père suprême ». Condamné à un an de prison pour réunion illécite (1832), il se retira en Egypte, revint en France et fut directeur du chemin de fer de Paris à Lyon (1845-1848), puis administrateur de cette ligne jusqu'à sa mort. (V. vol. SOCIALISME.)

ENGHEN (Louis-Antoine-Henri de BOURBON, duc d') (1772-1804), fils du prince de Condé, enlevé sur le territoire badois, conduit à Strasbourg et fusillé nuitamment, sur l'ordre de Napoléon, dans les fossés de Vincennes, le 21 mars 1804.

ERLON (DROUET d'). (V. DROUET.)

ERNEST-AUGUSTE (1771-1851), duc de Cumberland, puis roi de Hanovre de 1837 à 1851. Fils de George III d'Angleterre, il s'opposa, dans la Chambre des lords, à toutes les mesures libérales, épousa Frédérique de Mecklembourg-Strélitz (1815). Son coup d'Etat de 1837 provoqua une extrême émotion dans toute l'Allemagne.

ERNOUF (Jean-Augustin, baron) (1753-1827), général français. Il se distingua dans les campagnes de la Révolution, fut éloigné par Bonaparte qui l'envoya comme capitaine général à la Guadeloupe (1803-1810) où il se défendit longtemps contre les Anglais. Prisonnier de guerre, il rentra en France en 1811 en vertu d'un échange, et fut exilé à 50 lieues de Paris après deux ans de prévention. Sous la Restauration, il recouvra son grade, fut député de l'Orne (1815) et de la Moselle (1816).

ERNOUL (Jean-Edmond) (1829). Avocat à Poitiers, député de la Vienne (1871), il siégea à droite, eut le portefeuille de la justice dans le cabinet de Broglie (1873) et se montra partisan de la « politique de combat ». Il ne fut pas réélu.

EROLES (Baron d') (1785-1825), général espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre les Français, se fit remarquer de 1815 à 1820 par son exaltation royaliste, dirigea le mouvement insurrectionnel de la Navarre (1821-1822); fut nommé membre du conseil de régence après l'intervention française (1823) et capitaine général de la Catalogne. Il mourut peu après.

ERSKINE (Thomas, lord) (1750-1823), homme politique anglais. Il servit dans la marine et dans l'infanterie; avocat, il se fit une réputation rapide dans de grands procès criminels et politiques, défendit dans ses écrits les principes de la Révolution et soutint sans grand éclat au Parlement diverses causes libérales. Député de Portsmouth et ami de Fox, il entra quoique wigh dans le ministère tory de 1806, comme ministre de la justice, dut donner sa démission l'année suivante.

ERSKINE (Sir James SAINT-CLAIR, comte de ROSSLYN) (1762-1837), général anglais. Membre de la Chambre des communes de 1781 à 1792, il vota contre Pitt, reprit du service (il avait été en 1782 aide de camp du vice-roi d'Irlande), combattit la France au siège de Toulon, en Corse, en Portugal, à Walkeren, entra à la Chambre des lords où il soutint les tories et devint lord du sceau privé dans le cabinet Wellington.

ESCARGUEL (Lazare) (1816-1893). Il combattit l'Empire et fut nommé député des Pyrénées-Orientales (1871), siégea à l'Union républicaine, fut élu par Perpignan (1876), fit partie des 363 et réélu en 1877 et 1881. Le département des Pyrénées-Orientales l'envoya au Sénat (1882); il échoua au renouvellement de 1891.

ESCHASSÉRIAUX (Joseph, baron) (1753-1823), conventionnel. Avocat à Bordeaux, député de la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative et à la Convention, il vota la mort du roi, combattit Robespierre au 9 thermidor, fut membre des Cinq-Cents, du Tribunal, plénipotentiaire à Lucques (1806-1809) et créé baron de l'Empire (1810). La Restauration le bannit comme régicide; il rentra en France en 1819.

ESCHASSÉRIAUX (René-François-Eugène, baron) (1823). Député de la Charente-Inférieure à la Législative (1849), il soutint la politique de l'Élysée, fut réélu pendant toute la durée de l'Empire, puis en 1871, où il siégea dans les rangs bonapartistes. Député de Saintes (1876), il appuya le gouvernement du 16 mai et fut réélu en 1877, 1881, 1885, 1889.

ESCOÏQUIZ (Juan) (1762-1820), homme d'Etat espagnol. Chanoine à Saragosse, précepteur du futur Ferdinand VII, il combattit le premier ministre Godoy, et, en 1808, devenu conseiller d'Etat, poussa le roi à l'entrevue de Bayonne dans le piège tendu par Napoléon I^{er}. A la Restauration (1814), il devint premier ministre, mais fut disgracié peu après.

ESCOSURA (Patricio de La) (1807-1878), écrivain et homme d'Etat espagnol. Il servit dans l'armée, écrivit des romans historiques et des pièces de théâtre, fut sous-secrétaire d'Etat du gouvernement provisoire (1843), puis dans le cabinet Sotomayor (1847), devint ambassadeur à Lisbonne (1855) et ministre de l'intérieur dans le cabinet Espartero (1856). De 1872 à 1874, il représenta l'Espagne à Berlin.

ESPAGNE ou **ESPAÑA** (Don Carlos, comte d') (1775-1839), homme d'Etat espagnol. Il combattit les Français de 1808 à 1814, fut gouverneur de Tarragone (1814), se prononça contre le gouvernement constitutionnel

(1820), devint capitaine général de l'Aragon (1823), de la Catalogne (1826), fut rappelé en 1832 à cause de ses violences et prit le parti de don Carlos. Il fut assassiné en 1839, et son cadavre fut jeté dans la Sègre. Il est resté célèbre par ses cruautés.

ESPARTERO (Baldomero, comte de LUCIANA, duc de la Victoire) (1792-1879), homme d'Etat espagnol. Il servit au Pérou lors des guerres d'indépendance (1815-1824), combattit les carlistes (1833-1840), fut comblé d'honneurs, devint régent lors de l'abdication de Marie-Christine (1840) et eut à réprimer



Espartero.

nombreuses jusqu'en 1843. Son despotisme ayant poussé la nation à bout, il dut fuir en Angleterre, revint en 1848, fut président du conseil de 1854 à 1856, et s'éloigna depuis de la politique. En 1868, il déclina les propositions de quelques républicains fédéralistes qui voulaient le mettre à la tête du gouvernement.

ESPEUILLES (Marie-Louis-Antoine VIEL DE LUNAS, marquis d') (1831), général français. Il servit en Crimée, en Kabylie, en Italie, et en 1870 dans l'armée du Rhin et dans celle de la Loire. Sénateur de la Nièvre (1876), il siégea parmi les bonapartistes et échoua au renouvellement de 1879.

ESPINASSE (Jean-Pierre-Marie de L') (1784-1868). Député de Toulouse (1837), il siégea avec les légitimistes, se rallia au gouvernement et fut réélu en 1839 et 1842. Député de la Haute-Garonne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit avec les conservateurs la politique de l'Elysée et échoua aux élections de 1852.

ESPINASSE (Esprit-Charles-Marie) (1815-1859), général français. Il servit en Algérie et prit part à la campagne de Rome. Colonel au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il dispersa les représentants et fut nommé général et aide de camp de Louis-Napoléon ; ministre de l'intérieur et de la sûreté après l'attentat d'Orsini, en 1858, il combattit les républicains avec la dernière rigueur et attacha son nom à la loi de sûreté générale. Sé-

nateur en 1858, il fut tué à Magenta.

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Henri, comte) (1813), général français. Il commanda une division du V^e corps en 1870, fut nommé gouverneur de Marseille en 1871, bombardé la ville, fit fusiller Gaston Crémieux et acquit une triste célébrité par ses rigueurs contre les républicains marseillais. Sénateur de la Loire-Inférieure (1876), il soutint le cabinet du 16 mai, siégea à droite, et fut réélu en 1879 et 1888.

ESQUIROS (Henri-François-Alphonse) (1814-1876). Député de Saône-et-Loire à la Législative (1850) comme démocrate socialiste il fut banni au coup d'Etat du 2 décembre, partit pour l'Angleterre, fut élu député par les Bouches-du-Rhône (1869), nommé commissaire extraordinaire dans ce département par le gouvernement de la Défense nationale (1870), réélu à l'Assemblée nationale (1871), où il siégea à l'extrême gauche, et nommé sénateur (1876). — Il a laissé d'importantes études de philosophie sociale.

ESTANGELIN (Louis-Charles-Alexandre) (1823). Député de la Seine-Inférieure à la Législative (1849), il siégea à droite, rentra dans la vie publique en 1869, soutint la pétition des princes d'Orléans en 1870, et tenta inutilement de défendre Rouen contre les Allemands.

ESTERHAZY (Paul-Antoine, prince) (1786-1866), diplomate autrichien. Ministre plénipotentiaire à Dresde, ambassadeur à Berlin (1830-1838), il fit partie du ministère Batthyany en 1848, et depuis encouragea les arts et les sciences.

ESTERHAZY (Marie-Charles-Ferdinand, comte WALSIN-) (1848), chef de bataillon d'infanterie, accusé par les défenseurs de Dreyfus d'être l'auteur du fameux *bordereau* (V. vol. HIST. CONTEMP.). Il a été mis en disponibilité en 1898, à la suite du procès Zola. Réfugié à l'étranger, il obtint en janvier 1899 un sauf-conduit pour venir déposer devant la Cour de cassation chargée de reviser le procès Dreyfus.

ESTOURMEL (Alexandre-César-Louis, comte d') (1780-1852). Il fit les campagnes de l'Empire, remplit quelques missions diplomatiques ; député du Nord (1815) et réélu en 1822, il fit

de l'opposition aux côtés du général Foy, et figura après 1830 parmi les plus fidèles soutiens de Louis-Philippe à la Chambre des députés.

ESTRUP (Jacob-Brønnum-Scave-nius) (1825), homme d'Etat danois. Député de Randers au Folkething (1854), puis au Landsting (1864), il fut ministre de l'intérieur (1865-1869), président du conseil avec le portefeuille des finances (1875) et gouverna malgré les refus successifs du budget et en dissolvant fréquemment le Folkething dont les idées libérales sont contrecarrées par le Landsting.

ETIENNE (Charles-Guillaume) (1777-1845). Il servit la cause de la Révolution, et depuis, grâce aux influences de Davout, de Maret, fut occupé dans les administrations de l'Empire, tout en faisant paraître de nombreuses pièces de théâtre qui le firent entrer à l'Académie française (1811). Rédacteur en chef du *Journal de l'Empire*, il fut en butte aux persécutions de la Restauration, fut rayé de l'Institut, devint un des chefs de l'opposition dans le journalisme et représenta le département de la Meuse comme député de 1820 à 1830. Il combattit le ministère Polignac, rédigea l'Adresse des 221 et fut député de la Meuse de 1830 à 1839, et pair de France de 1839 jusqu'en 1845.

ETIENNE (Eugène) (1844). Inspecteur des chemins de fer de l'Etat (1878), député d'Oran (1881), il soutint Gambetta dont il était l'ami, fut réélu en 1885, 1889, 1893 et 1898. Sous-secrétaire d'Etat aux colonies dans les cabinets Rouvier (1887), Tirard, Freycinet (1889-1892), il a toujours suivi la politique opportuniste.

EUDES (Emile-Désiré-François)

(1843-1888), révolutionnaire français. Un des lieutenants de Blanqui, il fut condamné à mort pour l'affaire de la Vilette (14 août 1870) et délivré par la révolution du 4 septembre. Il participa à l'insurrection du 30 octobre, fut élu membre de la Commune, délégué à la guerre, et nommé général. Après la chute de la Commune il passa en Suisse, puis en Angleterre, et revint après l'amnistie de 1880. Après la mort de Blanqui il dirigea, avec M. Ernest Granger, le parti blanquiste, et lors de la candidature de Jules Ferry à la Présidence, il prit des mesures pour s'emparer de l'Hôtel de Ville. L'élection de Carnot rendit cette conspiration inutile. Eudes mourut à la tribune d'une réunion publique, d'une embolie au cœur.

Ses obsèques donnèrent lieu à des troubles assez sérieux.

EUGÈNE DE BEAUHARNAIS. (V. BEAUHARNAIS.)

EUGÈNE DE MONTIJO, femme de Napoléon III. (V. ce nom.)

EULENBURG (Friedrich-Albrecht, comte d') (1815-1881), homme d'Etat allemand. Ministre plénipotentiaire en Chine, au Japon et au Siam (1859-1862), ministre de l'intérieur (1862-1878), il soutint avec énergie la politique de Bismarck.

EXELMANS (Pemy) (1775-1852). Il commanda dans l'expédition de Russie les grenadiers de la garde, joua un grand rôle dans les Cent-Jours, banni en 1816, pair de France après 1830, maréchal en 1851.



Eudes.

F

FABRE (Joseph) (1844). Professeur de philosophie, député de Rodez (1877), il s'inscrivit à l'Union républicaine, fut réélu en 1881, et nommé sénateur (1894). — Auteur d'œuvres littéraires intéressantes, s'est particulièrement consacré à répandre la gloire de Jeanne Darc

FABVIER (Charles-Nicolas, baron) (1782-1855), général français. Chargé par Napoléon I^{er} de diverses missions militaires et diplomatiques en Orient, mis à la réforme en 1818, il fut impliqué dans plusieurs complots et soutint la cause de l'indépendance de la Grèce depuis 1823. Son rôle y

fut très actif. Rentré en France (1829), il prit part à la révolution de Juillet, devint commandant de la place de Paris, lieutenant général en 1839, pair de France en 1845, député de la Meurthe (1849) et rentra dans la vie privée après le 2 décembre 1851.

FAIDHERBE (Louis-Léon-César) (1818-1889), général français. Il servit en Algérie (1842-1852), au Sénégal (1852-1865) dont il fut plus de dix ans gouverneur et dont il



Faïdherbe.

fit une grande colonie, et de nouveau en Algérie jusqu'à la guerre franco-allemande. Commandant en chef de l'armée du Nord, il lutta avec énergie et habileté contre les troupes supérieures de de

Manteuffel, et fit de ses forces restreintes un admirable emploi. Député du Nord (1871), il siégea à gauche, fut nommé sénateur par le même département (1879) et grand chancelier de la Légion d'honneur.

FALCK (Antoine REINHARD, baron) (1776-1843), homme d'Etat hollandais. Il servit le roi Louis Bonaparte, devint secrétaire de Guillaume 1^{er} (1813), ministre de l'instruction publique, ambassadeur à Londres et vécut dans la retraite de 1830 à 1839, date à partir de laquelle il représenta la Hollande en Belgique.

FALKENSTEIN (Johann-Paul, baron de) (1801-1882), homme d'Etat saxon. Ministre de l'intérieur (1844-1848), président du consistoire national (1850), ministre de l'instruction publique et des cultes (1850-1871), il donna une grande importance à l'université de Leipzig. De 1871 à 1882, il fut ministre de la maison du roi.



Fallières.

FALLIÈRES (Clément-Armand) (1841). Avocat à Nérac, maire de la ville, député de cet arrondissement (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur et des cultes dans le cabinet Ferry (1880-1881), ministre de l'intérieur dans le cabinet Duclerc (1882-1883) de l'instruction publique

dans le ministère Ferry (1883-1885), de l'intérieur dans le cabinet Rouvier (1887), de la justice dans les cabinets Tirard et Freycinet (1887-1892), il avait été constamment réélu député jusqu'à son élection de sénateur de Lot-et-Garonne (1889).

FALLOUX (Frédéric-Alfred-Pierre, comte de) (1811-1886). Député de Maine-et-Loire (1846), il siégea à droite, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), se signala par sa fougue cléricale, devint ministre de l'instruction publique (1848-1849), poussa de toutes ses forces à l'expédition de Rome et déposa un projet de loi sur l'enseignement funeste à l'Université. Membre de l'Académie française (1856), il fit de l'opposition à l'Empire dans le parti « catholique libéral », intrigua contre la République, mais échoua à toutes les élections. — A laissé de nombreux travaux, entre autres *Madame Schwetzhine* (2 vol., 1859), *Etudes et souvenirs* (1885), *Mémoires d'un royaliste* (2 vol., 1888).

FALSEN (Christian-Magnus) (1782-1830), homme d'Etat norvégien. Député à l'Assemblée constituante d'Eidsvold (1814), bailli de Nordre-Bergenhus, grand bailli de Bergen, il devint président de la cour suprême de Christiania (1827).

FANTI (Manfredo) (1808-1865), général italien. Pris par les Autrichiens à la suite du mouvement révolutionnaire de 1831, mis en liberté grâce au gouvernement français, il alla en Espagne combattre don Carlos (1835), revint en Italie (1848), fut nommé major général au service de Charles-Albert et prit part à la campagne de Crimée, puis en Italie, à Magenta et à Solferino. Il seconda activement Cavour, fut nommé ministre de la guerre et de la marine, puis sénateur (1860).

FARCY (Eugène-Jérôme) (1830). Lieutenant de vaisseau et inventeur d'une canonnière qui porte son nom. Député de la Seine (1871), il siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1876, il vota avec les 363 contre le cabinet de Broglie, fut réélu en 1877, 1881, 1885 et 1889, et échoua en 1893. Il avait adhéré à la politique boulangiste.

FARE (Anne-Louis-Henry de La), prélat français. Evêque de Nancy, député à la Constituante (1790), il émigra bientôt, servit le comte de Provence,

devint archevêque de Sens (1817), pair de France, ministre d'Etat, puis cardinal (1823).

FARINA (Giuseppe La) (1815-1863), écrivain et homme politique italien. Membre actif du parti libéral et unitaire italien, il soutint la politique de Cavour, fonda avec Pallavicino et Garibaldi (1857) la Société nationale, en fut le secrétaire actif, joua un grand rôle dans les événements qui amenèrent la guerre avec l'Autriche, devint le chef de cabinet de Cavour et fut envoyé au Parlement par six collèges électoraux (1860). Il aida secrètement Garibaldi lors de son expédition de Sicile, devint conseiller d'Etat et vice-président de la Chambre des députés. — Il a laissé de nombreux ouvrages. (V. vol. BIOGR. LITTÉRAIRE.)

FARINI (Luigi-Carlo) (1812-1866), Romagnol d'origine, Piémontais d'adoption, ancien ministre du pape avec Rossi (1848), il fut en 1859 dictateur de Modène dont il prépara l'annexion à l'Italie. C'est à lui que, d'après la légende, aurait été adressée la parole de l'empereur : *Fa presto*, au moment de l'expédition de Garibaldi en Sicile ; ministre de l'intérieur (1860), puis lieutenant général dans les provinces napolitaines, président du conseil (1862-1863). Il mourut fou, hanté par l'idée fixe que la France et l'Italie devaient délivrer la Pologne.

FARRE (Jean-Joseph-Frédéric-Albert) (1816-1887), général français. Il seconda Faidherbe à l'armée du Nord qu'il avait commandée en chef par intérim, fut gouverneur de Lyon (1879), ministre de la guerre dans les cabinets Freycinet et Ferry (1879-1881), et sénateur inamovible (1880).

FATH-ALICHAH (V. FETH-ALI KHAN.)

FAUCHE-BOREL (Louis) (1762-1829), agent des Bourbons, chargé de plusieurs missions auprès de Pichegru, de Barras et de Moreau. A la Restauration, il se trouva mal récompensé de ses services et se suicida à Neufchâtel. Ses *Mémoires* ont paru en 1828 (Paris, 4 vol.).

FAUCHER (César et Constantin) (1759-1815), frères jumeaux, généraux français. Avocats à La Réole, ils combattirent contre les Vendéens, furent nommés généraux de brigade (1793), poursuivis comme girondins, condamnés à mort et bientôt remis en liberté (1794), occupèrent des

fonctions administratives à La Réole, furent accusés d'avoir laissé insulter le drapeau blanc en 1815, arrêtés, condamnés à mort sans avoir pu trouver d'avocat et fusillés debout après avoir défendu qu'on leur bandât les yeux.

FAUCHER (Léon) (1803-1854). Journaliste et écrivain, il s'occupa beaucoup d'économie politique et publia de nombreux ouvrages. Député de Reims (1847), puis de la Marne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit les socialistes, fut appelé au ministère des travaux publics, à celui de l'intérieur (1848-1849), demanda la suppression des clubs, se fit le serviteur de Louis-Napoléon, organisa des candidatures officielles et montra une énergie réactionnaire peu commune. De nouveau ministre de l'intérieur (1851), il ne participa pas au coup d'Etat du 2 décembre 1851, qu'il avait contribué à rendre possible, et s'éloigna de la politique.

FAURE (François-Félix) (1841), président de la République française. Négociant en cuirs, puis armateur au Havre, il commanda un bataillon de mobiles pendant la guerre franco-allemande, fut député du Havre (1881), sous-secrétaire d'Etat au commerce et aux colonies dans le ministère Gambetta (1881-1882), sous-secrétaire à la marine et aux colonies dans le cabinet Ferry (1883-1885), réélu sur la liste opportuniste de la Seine-Inférieure (1885), reprit son poste aux colonies avec l'amiral Krantz



Faure (Félix).

comme ministre (1887-1888), fut réélu en 1889 par l'arrondissement du Havre, fit plusieurs fois partie de la commission du budget. Réélu en 1893, ministre de la marine dans le cabinet Dupuy (1894), Président de la République (1895) à la suite de la démission de Casimir-Perier. Parmi ses nombreux déplacements, on doit citer son voyage en Russie. (Mort en 1899.)

FAURE (Maurice-Louis-Emile) (1850), homme politique et journaliste français. Député de la Drôme (1885), il siégea à la gauche radicale, et fut réélu en 1889, 1893 et 1898.

FAUVELET (Louis-Antoine de BOURRIENNE). (V. BOURRIENNE.)

FAUSTIN I^{er}. (V. SOULOUQUE.)

FAVRE (Jules-Claude-Gabriel) (1809-1880), homme politique et avocat français. Avocat à Lyon, puis à Paris, il prit une grande place au barreau, plaidant des causes criminelles ou politiques avec éloquence



Favre (Jules).

et ironie. Député de la Loire à la Constituante (1848), et quelque temps sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, il s'associa à certains votes de la droite (sur les clubs, les attroupements), combattit la politique de l'Élysée, représenta le département

du Rhône à la Législative (1849). Les républicains d'alors lui ont amèrement reproché d'avoir pris comme rapporteur de l'affaire du 15 mai la responsabilité de l'exil de Louis Blanc et d'avoir voté le crédit affecté à l'expédition de Rome.

Un des organisateurs de la résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il rentra dans la vie privée, fut élu député de la Seine (1858), après son éloquente défense d'Orsini, devint bâtonnier de l'ordre des avocats (1860), joua un rôle important au barreau et au Corps législatif où il fut le chef reconnu du groupe des « Cinq » opposants à l'Empire. Réélu en 1863 et en 1869, il combattit la politique de Napoléon III au Mexique et à Rome, fut un des plus vigoureux adversaires du ministère Ollivier, devint vice-président du gouvernement de la Défense nationale et ministre des affaires étrangères (1870-1871). En cette qualité, il déclara qu'il ne céderait « ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses ». Il négocia à Ferrières avec Bismarck, au début du siège de Paris, mais sans pouvoir obtenir aucune concession du chancelier. Trois mois plus tard (28 janvier 1871), il signa l'armistice qui suspendait les hostilités, oubliant l'armée de l'Est qui dut entrer en Suisse pour n'être pas écrasée. C'est à lui qu'échut le douloureux mandat de signer ensuite les préliminaires de la paix à Ver-

sailles et le désastreux traité de Francfort.

Il seconda Thiers dans la répression du mouvement du 18 mars, demanda aux Etats étrangers l'extradition des chefs de la Commune, démissionna peu après et fut envoyé au Sénat par le département du Rhône. Ses dernières années furent attristées par un procès relatif à sa situation irrégulière de famille. — Il était entré à l'Académie française en 1867.

FAYE (Etienne-Léopold) (1828). Avocat à Marmande, député de Lot-et-Garonne (1871), il siégea à gauche, fut réélu (1876) et nommé sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, fit partie des 363, et, réélu avec eux (1877), devint sénateur de Lot-et-Garonne (1879). Ministre de l'instruction publique et des cultes (1887-1888) dans le cabinet Carnot, puis de l'agriculture (1889-1890) dans le cabinet Tirard, réélu sénateur en 1888.

FAYETTE (Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert MOTIER, marquis de La) (1757-1834). Entré au service en 1771, réformé en 1776, il offrit ses services au Congrès de Philadelphie et, aidé de Rochambeau, fit capituler Cornwallis dans Yorktown (1781). Il fit partie de l'assemblée des notables (1787), puis des Etats généraux (1789) comme représentant de la noblesse de la sénéchaussée de Riom. Vice-président de l'Assemblée, colonel-général de la milice bourgeoise, il fut un des principaux chefs du parti royaliste libéral, fonda le club des Feuillants (1790), fit tirer sur le peuple au Champ de Mars (1791) et donna sa démission du commandement général qu'il avait reçu du roi.



La Fayette.

En 1792, général de l'armée du centre, il quitta son poste et vint à Paris après le 20 juin 1792; il voulut soulever son armée en faveur de Louis XVI après le 10 août, fit arrêter les commissaires de l'Assemblée, et dut franchir la frontière. Arrêté par les Prussiens avec ses nombreux officiers d'état-major, il fut transféré à Magdebourg, puis à Neiss et à Olmutz, et libéré en 1797 par une stipulation spéciale du traité de Campo-Formio. Il se fixa dans le

Holstein, puis dans les Pays-Bas, revint en France après le 18 brumaire, se tint à l'écart pendant toute la durée de l'Empire, fut député de Seine-et-Marne pendant les Cent-Jours, député de la Sarthe (1818), s'affilia à la charbonnerie et fut même compromis dans un complot en 1822. Non réélu en 1824, il fit un voyage triomphal aux Etats-Unis (1825), et fut jusqu'en 1830 un des adversaires les plus actifs de la Restauration.

Il prit une part active à la révolution de 1830, fut nommé commandant de la garde nationale par le gouvernement provisoire et, circonvenu par les amis du prince d'Orléans, le laissa nommer lieutenant général du royaume, en attendant qu'il présentât la monarchie de juillet comme la meilleure des républiques.

Elu député de Meaux (1834), il plaida la cause des Polonais, combattit la monarchie qu'il avait en quelque sorte établie et mourut, le 20 mai 1834, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

FAYPOULT (Guillaume-Charles, chevalier de MAISONCELLE) (1752-1817). Il remplit quelques fonctions au ministère de l'intérieur (1792-1793), au ministère des finances (1795), représenta la France à Gênes (1796), à Rome (1798) et auprès de la République parthéno-péenne (1799). Préfet de l'Escaut (1800-1808), ministre de la guerre, puis des finances, de Joseph Bonaparte en Espagne, préfet de Saône-et-Loire pendant les Cent-Jours, il se rallia à Louis XVIII.

FAZY (Jean-Jacob, dit *James*) (1796-1878), homme d'Etat suisse. Affilié au carbonarisme, il aida à la révolution de Juillet, à Paris (1830), fut condamné plusieurs fois au début du règne de Louis-Philippe et retourna à Genève en 1837. Un des promoteurs de la révolution genevoise (1846), il devint le chef du gouvernement (1847-1853, 1855-1862); député à Berne, il coopéra à la rédaction de la constitution fédérale de 1848. Son rôle politique se termina brusquement.

FELTRE (Duc de). (V. CLARKE.)

FERAY (Ernest) (1804-1892). Industriel à Essonnes, député de Seine-et-Oise (1871), il créa à la Chambre le « groupe Feray », de nuance centre gauche, qui soutint la politique de Thiers. Sénateur de Seine-et-Oise (1876), il fut réélu en 1882.

FERDINAND I^{er} (1793-1875), empereur d'Autriche de 1835 à 1848. Fils de François I^{er}, il fut couronné roi de Hongrie en 1830 et empereur en 1835. Epileptique et incapable de diriger les affaires, il se laissa gouverner par Metternich et continua la politique de son père. De 1846 à 1848, les troubles se succédèrent en Galicie, en Hongrie et en Bohême; après la révolution de Vienne (oct. 1848), Ferdinand abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph (1848). Depuis, l'ancien empereur vécut à Prague dans la retraite.

FERDINAND I^{er} (1861), prince de Bulgarie. Fils du prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha et de Clémentine, fille de Louis-Philippe, il servit dans l'armée autrichienne, succéda à Alexandre de Battenberg comme prince de Bulgarie (1877), mais son élection par le Sobranié ne fut pas ratifiée par les puissances signataires du traité de Berlin. De nombreux complots furent organisés et réprimés vigoureusement par le ministre Stamboulov (affaires Panitsa, Karavelov, etc.) que remplaça Stoïlov en 1894. La Porte ne le reconnut qu'en 1896.. Il s'est réconcilié avec la Russie. Son fils Boris (1894) est élevé dans la religion grecque.

FERDINAND I^{er} (1751-1825), roi des Deux-Siciles de 1759 à 1825, connu sous le nom de Ferdinand IV, roi de Naples. Il ne fut qu'un jouet entre les mains de sa femme Marie-Caroline gouvernée elle-même par son favori *Acton* (V. ce nom), engagea son pays dans la lutte contre la France et dut se retirer à Palerme à l'arrivée de Championnet à Naples (1799). Il revint l'année suivante, autorisa la plus féroce réaction, perdit de nouveau le royaume de Naples en 1806 et s'installa en Sicile d'où il organisa le brigandage sur le continent. Restauré après la chute de Murat (1815), il inaugura un régime despotique qui amena la révolution de 1820. Ferdinand céda, jura la constitution de 1812, appela les Autrichiens (1821) et, aidé de Canosa et de Medici, exerça des vengances affreuses sur les libéraux.

FERDINAND II (1810-1859), roi des Deux-Siciles de 1830 à 1859. Astucieux et rapace, il prit pour agent l'infâme *Delcarretto* (V. ce nom), ministre de sa police, érigea la corrup-

tion en système, dut en 1848 promulguer une constitution, mais organisa bientôt une contre-révolution, prorogea le Parlement, bombarda Messine (d'où son surnom de roi *Bomba*), fit prononcer 22,000 condamnations politiques et s'enrichit par la confiscation des biens des condamnés. Il mourut dans d'affreuses souffrances, exécré de tous.

FERDINAND VII (1784-1833), roi d'Espagne. Fils de Charles IV, ennemi du favori Godoy et poussé par le chanoine Escoiquiz, il monta sur le trône en 1808 par suite de l'abdication de son père, tomba à Bayonne dans le piège que lui tendait Napoléon et abdiqua (1808). Il fut transféré au château de Valençay et y resta jusqu'en 1814. Rentré en Espagne, il voulut régner en monarque absolu, fit emprisonner, exiler et pendre les libéraux, réprima les nombreux soulèvements qui eurent lieu de toutes parts en faveur de l'ancienne constitution de 1812, mais dut céder en 1820. La guerre civile éclata; des atrocités furent commises des deux côtés; Louis XVIII intervint en 1823 en faveur de Ferdinand qui reprit le pouvoir absolu, se livra entièrement au clergé qui soutenait son frère don Carlos, abolit la loi salique à la naissance de sa fille Isabelle (1830) et prépara les longues guerres civiles qui ensanglantèrent l'Espagne à plusieurs reprises. Il mourut d'un accès de goutte laissant le trône à Isabelle et la régence à Marie-Christine (1833).

FERDINAND IV, roi de Naples. (V. FERDINAND I^{er}, roi des Deux-Siciles.)

FERDINAND III (1769-1824), grand-duc de Toscane. Monté sur le trône en 1791, il reconnut la République française, mais, contraint par l'Angleterre et par la cour de Naples, il prit des mesures hostiles à la France et dut quitter Florence (1799). Il servit dans l'armée autrichienne et recouvra son grand-duché en 1814.

FERRAND (Antoine-François-Claude, comte) (1751-1825), homme politique et historien français, Emigré dès 1789, il se livra à des travaux historiques et fut nommé en 1814 ministre d'Etat et directeur général des postes, pair de France, et se montra ultraroyaliste.

FERRARI (Giuseppe) (1812-1876), philosophe et homme politique italien.

Après avoir écrit plusieurs ouvrages en Italie, il vint en France, occupa quelques chaires de philosophie, mais fut destitué à cause de la hardiesse de ses idées. Il publia alors de nombreux travaux politiques et philosophiques, fut député de Luino (1859) et combattit la politique unitaire de Cavour. Ami de Proudhon et fédéraliste, il fut néanmoins bien traité par le pouvoir qui le fit sénateur.

FERRÉ (Charles-Théophile) (1845-1871), révolutionnaire français. Comptable, il prit part à toutes les manifestations de la fin de l'Empire, fut impliqué dans le procès de Blois et fut un des organisateurs du mouvement révolutionnaire pendant le siège. Membre de la Commune de Paris, délégué à la Sûreté générale,



Ferré (Charles).

il approuva les mesures les plus violentes, « fit flamber » le ministère des finances; traduit devant le 3^e conseil de guerre, il dédaigna de se défendre, fut condamné à mort et exécuté à Satory avec Rossel et Bourgeois.

FERREIRA (Sylvestre PINHEIRO) (1769-1846), diplomate et philosophe portugais. Chargé d'affaires à Berlin (1802-1807), il partit au Brésil, devint conseiller de Jean VI, ministre des affaires étrangères (1821), suivit le roi en Portugal (1822) et conserva son portefeuille jusqu'en 1824. Il se retira à Paris, publia de nombreux ouvrages philosophiques et littéraires et rentra dans son pays après l'expulsion de dom Miguel (1834).

FERRON (Théophile-Adrien) (1830-1894), général français. Directeur du génie à la Nouvelle-Calédonie, pendant la guerre de 1870, il prit part au second siège de Paris (1871), devint général de division (1886) et ministre de la guerre dans le cabinet Rouvier (1887).

FERROUILLAT (Jean-Baptiste) (1820). Avocat, député du Rhône à la Constituante (1848), il appuya la politique de Louis-Napoléon. Député du Var (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut élu sénateur du même département (1876), réélu en 1882, et

eut le portefeuille de la justice et des cultes dans le cabinet Floquet (1888-1889). Il échoua au renouvellement de 1891.

FERRY (Jules - François - Camille) (1832-1893). Avocat à Paris, journaliste d'opposition sous l'Empire, il fut impliqué dans le procès des Treize et élu député de la Seine en 1869. Il combattit le ministère Ollivier, joua un rôle assez effacé dans la journée du 4 Septembre, et devint membre et secrétaire du gouvernement de la Défense nationale (1870).

Lors de la journée du 31 octobre, fait prisonnier à l'Hôtel de Ville avec la plus grande partie des membres du gouvernement, il s'échappa et revint, à la tête des mobiles bretons et du 106^e bataillon de la garde nationale (commandant Ibos), délivrer ses collègues. Ses adversaires même



Ferry (Jules).

déclarent que, dans ces circonstances tragiques, il fut à peu près le seul des membres du gouvernement qui fit preuve de sang-froid et d'énergie.

Maire de Paris après la démission d'Arago, il eut la mission d'organiser le rationnement, qui se fit d'ail-

leurs assez mal, et il eut, avec Gustave Chaudey, la pénible tâche de réprimer le mouvement insurrectionnel du 22 janvier 1871. Député des Vosges à l'Assemblée nationale (1871) il fut d'abord maintenu par Thiers à la préfecture de la Seine, donna sa démission et fut remplacé par Léon Say.

Ministre plénipotentiaire en Grèce (1872-1873), à son retour il combattit le ministère Broglie qu'il contribua à renverser (1874), fut élu député de Saint-Dié (1876), s'éloigna alors du parti radical, fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Il soutint un instant le ministère Dufaure et devint ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Waddington (février 1879). C'est à cette époque qu'il déposa les fameux projets de loi qui consacraient le principe de l'enseignement laïque : 1^o en éliminant l'élément religieux du Conseil supérieur de l'instruction publique ; 2^o en supprimant les jurys mixtes et les

facultés de 1875, en rendant à l'Etat la collation des grades universitaires, enfin en retirant, par le fameux article 7, aux membres des congrégations non autorisées, le droit d'enseigner ou de diriger des établissements d'enseignement.

Main tenu à son poste de combat dans le ministère Freycinet, il défendit avec talent et autorité son projet devant le Sénat. Quand l'article 7 fut rejeté par cette assemblée, Jules Ferry, dont le grand mérite est surtout d'avoir été constamment combattif, riposta par le dépôt de deux nouveaux projets de loi proclamant, avec le principe de la laïcité, l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire.

Appelé en septembre 1880 à la présidence du Conseil, il eut à faire exécuter les décrets du 29 mars contre les congrégations non autorisées (V. vol. HISTOIRE CONTEMPORAINE), montrant en cette circonstance qu'il savait joindre au talent parlementaire le tempérament d'un homme d'action. Il est à remarquer que, dès cette époque, il se préoccupait des questions coloniales et que notamment il méditait déjà la conquête de la Tunisie. Il fit partie du grand ministère et défendit ainsi devant le Sénat et contre Jules Simon la loi de l'enseignement primaire laïque, gratuit et obligatoire.

Rappelé à la présidence du conseil en 1883, il mit en non activité le duc d'Aumale, le duc de Chartres et le duc d'Alençon. La majorité compacte que Jules Ferry avait formée commença à se détacher de lui sur le terrain de la politique coloniale. Dans l'histoire des expéditions au Tonkin, il suivit une politique parlementaire plutôt irrégulière, pour ne pas dire inconstitutionnelle, et qui devait inévitablement être désapprouvée au premier échec. C'est ce qui arriva lors de la retraite de Lang-Son.

Jules Ferry fut un des adversaires les plus militants du boulangisme. A la suite d'un discours dans lequel il qualifia le général Boulanger de « Saint-Arnaud de café-concert », il y eut envoi de témoins qui ne purent s'entendre sur les conditions de la rencontre, et le duel n'eut pas lieu.

Le 3 décembre 1887, le Congrès national étant appelé à donner un suc-

cesseur à Jules Grévy, la gauche républicaine présenta la candidature de Ferry. La nouvelle, répandue dans Paris, faillit occasionner une émeute. On sait que l'assemblée choisit Sadi-Carnot. Le 10 déc. 1887, il fut l'objet d'un attentat de la part d'Aubertin; la blessure légère contribua à hâter les progrès d'une maladie de cœur à laquelle Ferry devait bientôt succomber.

Après avoir échoué aux élections législatives de 1889, il fut nommé sénateur de son département en 1891, grâce au désistement de son frère. Élu président du Sénat, il mourut subitement en 1893.

FERRY (Charles-Émile-Léon) (1834), homme politique français, frère du précédent. Préfet de Saône-et-Loire (1871), de la Haute-Garonne (1871-1873), député d'Épinal (1881), il fut élu sénateur des Vosges en 1888.

FESCH (Joseph) (1763-1839), prélat français. Oncle de Napoléon 1^{er}, il fut nommé archevêque de Lyon (1802), cardinal (1803), grand aumônier de l'Empire, sénateur, et se retira à Rome après la Restauration.

FETH-ALI KHAN (m. en 1834), empereur de Perse. Il monta sur le trône en 1798, perdit le Khorasan dans une guerre contre les Afghans, puis la Géorgie, et l'Arménie dans la guerre contre les Russes.

FEUCHÈRES (Sophie DAWES, baronne de) (1795-1840), aventurière anglaise. Après avoir végété misérablement à Londres, elle devint la maîtresse du prince de Condé (1811), qui lui fit épouser Adrien-Victor de Feuchères, commandant d'un bataillon de la garde royale (1818). Une scandaleuse séparation eut lieu entre les époux (1827); Sophie fut chassée de la cour de Charles X où elle jouait un très grand rôle, fit signer au vieux Condé un testament en faveur du duc d'Aumale, dans lequel elle avait une forte part, et revint en faveur. Accusée de l'assassinat du duc qui fut trouvé pendu à l'espagnole de sa chambre (1830), les poursuites furent abandonnées (1831) et Sophie dut se retirer à Londres devant la réprobation générale.

FEUTRIER (Jean-François-Hyacinthe) (1785-1830), prélat français. Evêque de Beauvais (1826), il fut nommé par Charles X ministre des

affaires ecclésiastiques dans le cabinet Martignac (1828-1829) et pair de France.

FIALIN (Jean-Gilbert-Victor, duc de PERSIGNY) (1808-1871). Il s'associa aux tentatives de Louis-Napoléon à Strasbourg et à Boulogne, fut condamné à vingt ans de détention, relâché en 1848, et élu député de la Loire à la Législative (1849). Il soutint la politique de l'Élysée, prit part au coup d'État du 2 décembre 1851, entra au Sénat (1852), reçut le titre de duc et l'ambassade de Londres (1855 et 1859), fit partie du conseil privé et tint deux fois le ministère de l'intérieur (1852 et 1859). Il a laissé des *Mémoires* (1880).

FICQUELMONT (Charles-Louis, comte de) (1777-1857), homme d'État autrichien. Il prit part, comme militaire, à toutes les campagnes contre la France, fut nommé conseiller secret (1813) et représenta l'Autriche à Stockholm, Naples et Pétersbourg. Chargé du ministère des affaires étrangères en l'absence de Metternich (1839), il fut ministre d'État (1840) et des affaires étrangères (1848).

FIENNES DE CLINTON. (V. CLINTON.)

FIESCHI (Giuseppe) (1790-1836), conspirateur italien. D'accord avec Pépin et Morey, il établit une « machine infernale », boulevard du Temple (1835), sur le passage de Louis-Philippe, tua ou blessa mortellement dix-neuf personnes, fut arrêté, condamné à mort et guillotiné avec ses complices qu'il avait dénoncés. V. M. Du Camp, *l'Attentat Fieschi*, 1877.



Fieschi.

FIÉVÉE (Joseph) (1767-1839). Chargé de mission secrète en Angleterre par Bonaparte, il fut sous l'Empire directeur du *Journal des Débats*, conseiller d'État et préfet de la Nièvre, et accueillit la Restauration avec joie.

FIGUERAS (Estanislao) (1819-1882), homme politique espagnol. Avocat à Tarragone, député de Barcelone (1851), il devint un des chefs du parti républicain et fut exilé en 1867 à la suite d'un complot contre Narvaez. Président du conseil des ministres (1873) après l'abdication du roi Amédée, il fut le promoteur de la répu-

blique fédérale et se retira après la restauration de la monarchie.

FIGUEROLA (Laureano) (1816), homme d'Etat espagnol. Professeur d'économie politique à l'université de Barcelone, libre-échangiste, il fut député en 1854, membre du gouvernement provisoire à la chute d'Isabelle et ministre des finances (1868). Il confisqua les biens des congrégations religieuses fondées après 1837, abolit les octrois, et abandonna la politique à l'avènement du roi Amédée.

FILANGIERI (Carlo, prince de SARTRIANO) (1784-1867), général napolitain. Il prit du service en France, puis dans son pays sous Joseph et sous Murat, resta dans l'armée après le retour de Ferdinand I^{er}, fut disgracié en 1820 comme suspect de libéralisme, mais rappelé par Ferdinand II qui lui donna le commandement de l'expédition en Sicile (1848). Lieutenant du roi dans cette île jusqu'en 1855, il fut premier ministre en 1859.

FILLMORE (Millard) (1800-1874), président des Etats-Unis. Avocat à New-York, membre de la législature de cet Etat (1828), membre du Congrès (1833), vice-président de l'Union (1849), puis président (1850-1853).

FINANCE (Jean-Isidore), né le 7 février 1848 à Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin), ouvrier peintre en bâtiments. Fondateur et président du Cercle des prolétaires positivistes de Paris, de 1877 à 1891. Délégué de la Chambre syndicale des peintres aux principaux congrès ouvriers, Paris 1876, Lyon 1878, Marseille 1879, le Havre 1880, etc. Son étude historique et critique sur les associations coopératives, communiquée au Congrès ouvrier de 1876, fut très remarquée.

Organisateur du Congrès international de 1878, il fut arrêté et condamné à la prison pour association illicite. Conseiller prud'homme et membre de la Commission des logements insalubres de la ville de Paris, de 1890 à 1894. Membre du Conseil supérieur du travail en 1891, il fut, la même année, lors de la création de l'Office du travail au ministère du commerce, nommé chef du bureau des études d'économie sociale. A publié un volume sur *la Conciliation et l'Arbitrage*, un autre sur

les *Syndicats ouvriers aux Etats-Unis*, et la *Statistique annuelle des grèves* depuis 1893.

FINOT (Antoine-Bernard, baron) (1780-1844). Sous l'Empire, intendant des biens de la couronne en Hollande, puis préfet du Mont-Blanc (1810). Préfet de la Corrèze et de l'Isère sous la Restauration, il fut député de la Corrèze (1837) et soutint le cabinet Molé.

FITZ-JAMES (Edouard, duc de) (1776-1836). Il émigra en 1789, servit dans l'armée de Condé, fut élevé à la pairie (1814) et suivit Louis XVIII à Gand. A la seconde Restauration, il se montra un des ultraroyalistes les plus violents, fut un moment emprisonné comme complice de la duchesse de Berry (1832), et, envoyé à la Chambre comme député de Toulouse (1834), prit une grande part à l'opposition légitimiste.

FLAHAUT DE LA BILLARDERIE (Auguste-Charles-Joseph, comte) (1785-1870), général français. Il servit pendant les guerres de l'Empire, fut aide de camp de Napoléon I^{er}, fut bien en cour auprès de la reine Hortense, qui composa, dit-on, pour lui la romance célèbre *Partant pour la Syrie*, il est généralement regardé comme le père du duc de Morny; réfugié en Angleterre pendant la Restauration, il reçut la pairie en 1830 et le poste de ministre plénipotentiaire à Berlin (1831). Ambassadeur en Angleterre (1842-1848), sénateur de l'Empire (1853), il fut nommé grand chancelier de la Légion d'honneur (1864).

FLEURY (Émile-Félix, comte) (1815-1884), général français. Il servit en Algérie, prit une part active au coup d'État du 2 décembre 1851 et avança rapidement en grade. Premier aide de camp de Napoléon III, directeur des écuries impériales, il fut ambassadeur à Pétersbourg de 1863 à 1870. Il a laissé des *Mémoires* (2 vol. parus, 1898).

FLO (Adolphe-Charles-Emmanuel LE) (1804-1887), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Pétersbourg (1848), élu député du Finistère à la Constituante et à la Législative, et combattit la politique de l'Élysée dans les rangs du parti monarchiste. Expulsé de

France après le 2 décembre 1851, il ne rentra qu'en 1857, reçut le portefeuille de la guerre (1870-1871), puis l'ambassade de Pétersbourg (1871-1879), où il neutralisa la politique de Bismarck, surtout en 1875.

FLOCQ (Ferdinand) (1800-1866). Journaliste, il fit de la propagande républicaine sous le gouvernement de Juillet, fut élu député de la Seine à la Constituante (1848) et devint la même année ministre de l'agriculture et du commerce. A l'arrivée de Cavaignac au pouvoir, il siégea à la Montagne, demanda la mise en accusation de Louis-Napoléon et fut exilé à la suite du coup d'Etat de 1851.

FLOQUET (Charles-Thomas) (1828-1896). Avocat à Paris, impliqué dans le procès des Treize, il cria sur le passage d'Alexandre II de Russie, en 1867, au Palais de justice : « Vive la Pologne ! maisieur », fut adjoint au maire de Paris (4 septembre 1870), député de la Seine (1871), se démit

de son mandat le 2 avril et devint président de la Ligue d'union républicaine des droits de Paris chargée d'amener une transaction entre Versailles et la Commune. Elu par le quartier Saint-Ambroise (XI^e arr.) au Conseil municipal de Paris (1872),

réélu en 1874, il en devint président, fut élu député du XI^e arr. de Paris (1876), siégea à l'extrême gauche, combattit les hommes du 16 mai, fit partie des 363, fut réélu en 1877, en 1881, et devint préfet de la Seine (1882). Député de Perpignan (1882) et des Pyrénées-Orientales (1885), il siégea à la gauche radicale, devint président de la Chambre (1885-1888). Président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1888-1889), il eut un duel avec le général Boulanger et le blessa assez grièvement, fut élu député de Paris (1889) et redevint président de la Chambre jusqu'en 1893. Ayant échoué aux élections de 1893, il fut élu sénateur de la Seine.

FLORES (Venancio) (m. en 1868), président de la République de l'Uruguay. Elevé à la présidence en 1853 par le parti avancé, renversé en 1855,

il entra au service de Buenos Aires en qualité de général, revint en Uruguay, et, après une série d'échecs et de succès, rentra à Montevideo (1865), gouverna dictatoirement, rouvrit les portes aux jésuites, et périt assassiné le 19 avril 1868.

FLORES (Juan-José) (1801-1864), président de la République de l'Equateur. Ami de Bolivar et son lieutenant, il fut le premier président de l'Equateur après sa séparation de la Colombie, de 1831 à 1835; chef du parti conservateur, il redevint président de 1839 à 1843, puis de 1843 à 1845. Il tenta vainement de ressaisir le pouvoir, fit élever son gendre Moreno à la présidence (1861) et devint gouverneur de Guayaquil.

FLORESCU (Jean-Émanuel) (1819-1893), homme politique roumain. Il épousa la fille du prince Bibesco, devint général et plusieurs fois ministre de la guerre, un des chefs du parti conservateur et fut président du conseil à la chute des libéraux (1890).

FLOTTE (Paul-Louis-René, vicomte de) (1817-1860). Elève de l'École navale, il servit aux Antilles (1840), devint lieutenant de vaisseau et se lança dans le socialisme avec les phalangiéristes. Interné à Belle-Isle pour avoir participé au mouvement du 15 mai 1848, il fut élu député de la Seine à la Législative (1850), siégea à la Montagne, fut expulsé de France après le 2 décembre 1851, commanda un corps de volontaires français pendant l'expédition des Mille de Garibaldi et fut tué à Reggio (Calabre).

FLORENS (Gustave) (1838-1871), révolutionnaire français. Suppléant de son père à la chaire de physiologie du Collège de France (1863), il prit part à la révolte de la Crète (1866), revint à Paris où il fit une opposition ardente à l'Empire, fut de toutes les manifestations et subit de nombreuses condamnations. Chef de légion pendant le siège de Paris, il fut un des principaux chefs du mouvement du 31 octobre 1870, fut condamné à mort par contumace après le 22 janvier 1871, devint mem-



Floquet.



Flourens (Gustave).

bre de la Commune et fut pris et tué à Chatou après l'échec de ses troupes (3 avril 1871).

FLOURENS (Léopold-Emile) (1841), frère du précédent. Avocat à Paris, conseiller d'Etat (1879), directeur des cultes (1877-1885), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Goblet (1886-1887), dans ceux de Rouvier et de Tirard (1887-1888), il eut à régler l'affaire Schnäbelé et celles relatives aux



Flourens (Emile).

Hovas et à l'Egypte. Député des Hautes-Alpes (1888), il siégea au centre gauche et fut réélu par l'arrondissement d'Embrun.

FONSECA (Manoel-Deodora Da) (1827-1892), premier président de la république des Etats-Unis du Brésil. Il prit part aux luttes contre l'Uruguay et le Paraguay (1864-1870), devint gouverneur de la province de Rio-Grande du Sud (1886), et contribua à la chute de l'empereur dom Pedro (1889). Il forma un ministère dont il eut la présidence, fut élu président de la République (1891) et remit le pouvoir au général Peixoto quelque temps avant sa mort.

FONTANES (Louis, marquis de) (1757-1821). Il s'attacha à Lucien Bonaparte, fut membre du Corps législatif dont il devint président (1804), fut mis à la tête de l'Université (1808) et nommé sénateur (1810). Louis XVIII le fit pair de France et ministre d'Etat. — Pour ses œuvres littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

FORBIN DES ISSARTS (Joseph-Charles-Louis-Henri, marquis de) (1775-1854). Emigré, il fit dans la marine toutes les campagnes de l'étranger contre la France, reçut en 1815 le grade de colonel d'état-major et représenta le département de Vaucluse à la Chambre pendant toute la Restauration. Ultraroyaliste, il devint maréchal de camp (1822), conseiller d'Etat (1823) et pair de France (1827).

FORCADE DE LA ROQUETTE (Jean-Louis-Victor-Adolphe de) (1820-1874). Avocat à Paris, ministre des finances (1860), sénateur (1861), vice-président du conseil d'Etat (1863), ministre de

l'agriculture, du commerce et des travaux publics (1867), puis de l'intérieur (1868), il se signala par ses rigueurs envers la presse libérale, organisa les circonscriptions électorales en vue des candidatures officielles. Démissionnaire lors de la conception politique de l'Empire libéral (1869), il eut encore quelques mois le portefeuille de l'intérieur et se fit élire député du Lot-et-Garonne (1870).

FOREY (Elie-Frédéric) (1804-1872), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Algérie, seconda énergiquement le coup d'Etat du 2 décembre 1851, servit en Crimée, en Italie et au Mexique où il fut investi de pouvoirs civils aussi étendus que ses pouvoirs militaires. Il institua le triumvirat qui devait préparer les voies à Maximilien et revint en France. Il fut atteint de paralysie vers 1867.

FORGE (Anatole-Alexandre de LA) (1820-1892). Rédacteur au *Siècle* sous l'Empire, préfet de l'Aisne après le 4 septembre 1870, il prit part à la défense de Saint-Quentin, fut quelque temps préfet des Basses-Pyrénées, puis directeur de la presse au ministère de l'intérieur sous le ministère Dufaure, député du IX^e arr. de Paris (1881) et réélu en 1885. Vice-président de la Chambre, il ne se représenta pas aux élections de 1889.

FORSTER (William-Edward) (1818-1886), homme d'Etat anglais. Député de Bradford aux Communes, de 1861 à 1885, libéral avancé, il devint vice-président du conseil dans le cabinet Gladstone (1868-1874) et réorganisa l'instruction primaire en Angleterre. En 1880, il accepta le poste de secrétaire-chef de l'Irlande, eut de graves démêlés avec les partisans de la *Land League*, et échappa à de nombreux attentats. Il démissionna en 1882.

FORTOUL (Hippolyte-Nicolas-Honoré) (1811-1856). Professeur de littérature à Toulouse, député à la Législative (1849), il appuya la politique de l'Élysée et devint ministre de l'instruction publique le lendemain du coup d'Etat de décembre 1851. Pendant cinq ans il servit les intérêts dynastiques et fit de l'Université un instrument de règne, révoqua au collège de France Quinet, Michélet et Mickiewicz, supprima les chai-

res de philosophie et se montra courtois de l'empereur.

FOUCHÉ (Joseph, duc d'Otrante) (1754-1820). Oratorien, principal du collège de Nantes en 1789, il fut député de la Loire-Inférieure à la Convention, vota la mort du roi sans appel ni sursis, reçut de nombreuses missions dans les départements du Centre et de l'Ouest, à Lyon, où il seconda Collot d'Herbois, et se montra un fervent adepte du culte de la Raison. Ennemi de Robespierre, il contribua à la journée du 9 thermidor, fut décrété d'arrestation par la réaction et libéré à l'amnistie du

4 brumaire an IV. Lié avec Babeuf et ses amis, il dénonça leurs projets et conquit les faveurs de Barras qui le nomma ministre plénipotentiaire à Milan, ambassadeur en Hollande, puis ministre de la police. Il supprima les jour-

naux, ferma les clubs, organisa un puissant service d'espionnage, aida Bonaparte au 18 brumaire, mais dut démissionner en 1802 après l'affaire de la machine infernale. Nommé sénateur, comte de l'Empire (1808), puis duc d'Otrante (1809), il avait repris son ministère de la police, fut chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur en 1809 et destitué de tous ses emplois en 1810. Gouverneur des provinces illyriennes (1813), il s'aboucha avec les Bourbons en 1814, redevint ministre de la police pendant les Cent-Jours, se fit agréer dans ce poste par Louis XVIII à la seconde Restauration, fut ministre à Dresde, et, atteint par la loi sur les régicides, se retira à Trieste.

FOUCHER DE CAREIL (Louis-Alexandre, comte) (1826-1891). Il fit paraître de nombreux ouvrages littéraires, diplomatiques et philosophiques, devint préfet des Côtes-du-Nord, puis de Seine-et-Marne (1872), sénateur de ce dernier département (1876) et réélu jusqu'à sa mort. Il représenta la France comme ambassadeur à Vienne (1833-1836).

FOULD (Achille) (1800-1867). Directeur de la banque israélite Fould-Oppenheim, député de Tarbes (1842), il soutint la politique de Guizot, fut

réélu en 1846, en 1848 à la Constituante, en 1849 à la Législative, et se rallia à la politique de l'Élysée. Ministre des finances (1849), il garda son portefeuille avec quelques courtes démissions jusqu'en 1852, devint sénateur et ministre d'État (1852-1860). Il reprit le ministère des finances (1861-1867), fit de nombreuses conversions de rentes, qui n'étaient que des expédients, et lança le désastreux emprunt mexicain.

FOURICHON (Martin) (1809-1884), amiral français. Gouverneur de Cayenne (1852), commandant de la station navale du Pacifique, puis de la Méditerranée, il fut chargé, en 1870, de bloquer les côtes de l'Allemagne du Nord. Nommé ministre de la marine le 4 septembre 1870, adjoint à la délégation de Tours, député de la Dordogne (1871), il vota avec le centre droit et le centre gauche et fut élu sénateur inamovible (1875). Il eut le portefeuille de la marine dans le cabinet Dufaure (1876-1877).

FOURIER (François-Marie-Charles) (1772-1835), philosophe et socialiste français. Il a joué un rôle politique assez effacé, mais, par ses idées socialistes ardemment propagées par ses disciples, il eut une influence considérable sur le mouvement socialiste contemporain. (V. vol. SOCIALISME.)

FOURNIER (Hugues-Marie-Henri) (1821-1898), diplomate français. Ministre plénipotentiaire à Stockholm (1862), à Rome (1872), sénateur d'Indre-et-Loire (1879), il siégea au centre gauche et fut nommé ambassadeur à Constantinople (1887).

FOURTOU (Marie-Oscar-François BARDY de) (1836-1897). Avocat à Ribérac, maire de cette ville, député de la Dordogne (1871), il siégea avec les bonapartistes, fut ministre des travaux publics (1872), des cultes (1873) et de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes dans le cabinet Broglie (1873-1874), dont il adopta avec zèle les tendances réactionnaires. Ministre de l'intérieur (1874), il révoqua les fonctionnaires républicains, peupla son ministère d'agents



Fouché (Jules).



Fourier.

bonapartistes et devint un des partisans les plus actifs de M. Buffet. Réélu à Ribérac (1876), il réoccupa le ministère de l'intérieur dans le cabinet du 16 mai 1877, se signala par ses rigueurs et son activité, et, dans la campagne électorale qui suivit la dissolution de la Chambre, se vanta de « faire marcher le pays ». Il fit refleurir la candidature officielle, donna des gages aux ultramontains, fut réélu à Ribérac, mais en même temps que les 363 qui l'obligèrent à démissionner avec le cabinet (23 novembre 1877). Son élection ayant été invalidée, les électeurs le renommèrent en 1879 et il entra au Sénat en 1880. Il fut réélu en 1889.

FOX (Charles-James), homme d'Etat anglais (1749-1806). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

FOY (Maximilien-Sébastien) (1775-1825), général français. Il se distingua dans les guerres de la Révolution, resta en demi-disgrâce à partir de 1802 (à cause de ses opinions républicaines) jusqu'en 1810, quoiqu'il se



Foy (Sébastien).

fût signalé en Autriche (1805-1806) et en Portugal (1807-1810). Il se montra aussi très énergique en Espagne, fut blessé grièvement à Orthez (1814), combattit à Waterloo où il reçut sa quinzième blessure, et ne recouvra ses grades qu'en 1817. Député de Péronne

(1819), il prit place parmi les premiers orateurs parlementaires, défendit les libertés publiques et la cause de la Révolution, combattit l'expédition d'Espagne; sa popularité était telle que 100.000 personnes suivirent son convoi et qu'une souscription publique en faveur de ses enfants atteignit 1 million de francs.

FRANCIA (José-Gaspard-Tomas-Rodriguez) (1757-1840), dictateur du Paraguay. Avocat à l'Assomption, il prit une grande part à l'insurrection contre les Espagnols (1811), devint consul (1813), puis dictateur (1814) et exerça jusqu'à sa mort le pouvoir le plus despotique, le plus cruel et le plus capricieux.

FRANCK-CHAUVEAU. (V. CHAUVEAU.)

FRANÇOIS I^{er} (Joseph-Charles)

(1768-1835), Empereur. Il succéda à son père Léopold II en 1792 et fut élu la même année empereur d'Allemagne sous le nom de François II. Pendant la guerre contre la Révolution française, il supporta le choc des armées commandées par Hoche, Jourdan, Moreau et Bonaparte, de 1792 à 1797, forma en 1799 avec la Russie et l'Angleterre une nouvelle coalition, qui fut paralysée à Zurich et vaincue à Marengo et à Hohenlinden. Il prit alors le nom



François I^{er}.

de François I^{er} empereur héréditaire d'Autriche, s'allia de nouveau avec la Russie et l'Angleterre en 1805, perdit après Ulm et Austerlitz une grande partie de ses possessions, et vit se créer la Confédération du Rhin (1806). Il reprit les armes en 1809, fut vaincu à Eckmühl, à Raab et à Wagram, et perdit encore de vastes territoires par le traité de Vienne. Malgré le mariage de sa fille Marie-Louise avec Napoléon (1810), il s'unit aux alliés en 1813, rentra en 1815 en possession d'une grande partie des Etats perdus pendant les guerres précédentes et eut l'Italie presque entière à sa discrétion. Secondé par Metternich, il fut l'âme de la Sainte-Alliance, gouverna sans contrôle, reprima les révolutions italiennes de Naples et de Turin, assura en Allemagne la domination des tendances réactionnaires, et mourut persuadé que sa politique d'absolutisme était assurée d'un long avenir.

FRANÇOIS I^{er} (1777-1830), roi des Deux-Siciles. Il succéda à son père Ferdinand I^{er} en 1825, se laissa gouverner par Delearetto qui mit le pays à feu et à sang, partagea son temps entre la débauche et la dévotion, et mourut en proie à des terreurs continuelles.

FRANÇOIS II (1836-1894), roi des Deux-Siciles. Il succéda à Ferdinand II en 1859 et laissa aux absolutistes du règne précédent continuer leurs traditions. L'expédition de Garibaldi (1860) et l'insurrection de Sicile, puis l'intervention de Victor-Emmanuel, amenèrent sa chute. En-

fermé dans Gaète, protégé d'abord par une flotte française, il dut fuir (1861) et se retira à Rome, puis à Paris.

FRANÇOIS IV (1779-1846), duc de Modène. Elevé par les jésuites, il voulut jouer au monarque absolu lorsqu'il entra en possession des duchés de Modène et Reggio (1815), intrigua avec l'Autriche, sévit avec cruauté contre les adeptes du carbonarisme, organisa, avec l'aide de Canosa, une haute police qui domina celle des autres petits Etats de la péninsule, et fut l'âme du sanfédisme et du despotisme le plus odieux.

FRANÇOIS V (1819-1875), duc de Modène, fils du précédent. Il succéda à son père en 1846 et se montra digne de lui. Chassé de ses Etats en 1848, il y rentra après la défaite de Charles-Albert (1849) et régna sous la domination effective de l'Autriche jusqu'en 1859; à cette date Farini fit annexer le duché au royaume d'Italie.

FRANÇOIS-JOSEPH I^{er} (1830), empereur d'Autriche. Fils de l'archiduc François-Charles et de Sophie de Bavière, il succéda à son oncle Ferdinand en 1848 et gouverna d'abord avec le parti absolutiste et clérical. La guerre de 1859, contre le Piémont et la France, lui coûta la Lombardie; il donna une constitution plus libérale à ses sujets, dut sortir de la Confédération germanique et céder la Vénétie à l'Italie après la guerre de 1866, établit le système dualiste avec le baron de Beust et le comte Andrassy qui forma un ministère hongrois (1867). Les événements de 1870 lui ayant enlevé tout espoir de reprendre sa puissance en Allemagne, il se rapprocha de la Prusse (1872) (alliance des Trois Empereurs), puis, quant à la suite du congrès de Berlin, la Russie s'éloigna de l'Allemagne, entra dans la Triplice (1879). Il avait épousé en 1854 la princesse bavaroise Elisabeth (assassinée à Genève en 1898). — Son fils le prince *Rodolphe* est mort dans des conditions restées mystérieuses (1858-30 janvier 1889).

FRANÇOIS DE NANTES (Antoine, comte) (1756-1836). Député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative (1791), allié aux girondins, il se cacha pendant la Terreur, fut député de l'Isère au conseil des Cinq-Cents (1797), directeur des hôpitaux après

le 18 brumaire, préfet de la Charente, conseiller d'Etat et directeur général des droits réunis sous l'Empire. La Restauration le destitua. Député de l'Isère (1819-1822), il siégea au centre gauche. Louis-Philippe le créa pair de France (1831).

FRANÇOIS DENEUFCHÂTEAU (Nicolas, comte) (1750-1828). Député suppléant du bailliage de Toul à l'Assemblée nationale (1789), administrateur du département des Vosges (1790), il passa à l'Assemblée législative et à la Convention, fut arrêté et relâché après le 9 thermidor, devint ministre de l'intérieur (1797-1799), sénateur, puis président du Sénat. — Il entra à l'Académie française en 1816 et a laissé un grand nombre d'écrits. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

FRANQUETOT. (V. COIGNY.)

FRAYSSINOUS (Denis-Luc) (1765-1841), prélat français. Il dut au succès de ses conférences religieuses le poste d'aumônier de Louis XVIII et le titre d'évêque d'Hermopolis (1822). Ministre de l'instruction publique, il supprima l'Ecole normale supérieure, créa de nombreux séminaires confiés aux jésuites, fut élevé à la pairie et entra à l'Académie française.

FRÉDÉRIC III (Guillaume-Nicolas-Charles) (1831-1888), empereur d'Allemagne. Fils de Guillaume I^{er}, il combattit à Sadowa (1866), commanda la 11^e armée allemande en 1870, et succéda à son père (1888) quelques mois avant sa mort. (V. Simon, *l'Empereur Frédéric III.*)

FRÉDÉRIC VI (1768-1839), roi de Danemark. Il gouverna au nom de son père Christian VII depuis 1784, et comme roi à partir de 1808. Après le bombardement de Copenhague par les Anglais (1807), Frédéric VI fut poussé dans l'alliance française, perdit la Norvège par le traité de Kiel (1814), donna une constitution en 1831 et acquit une grande popularité dans son pays.

FRÉDÉRIC VII (1808-1863), roi de Danemark. Il succéda à son père Christian VIII en 1848 et eut de suite à combattre les séparatistes slesvig-holsteinois soutenus par les Allemands (1848-1850). Il s'en tira à son avantage, pendant qu'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel, votait une constitution libérale (1849).

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1770-1840), roi de Prusse. Il succéda à son père Frédéric-Guillaume II en 1797.



Frédéric-Guillaume III.

Après les désastreuses campagnes de 1806 et 1807, il perdit au traité de Tilsit (1807) la moitié de ses Etats, prépara le relèvement de son pays grâce à ses ministres Stein et Hardenberg, entra dans la coalition de 1813 et reprit sa place dans le concert européen en 1815. Depuis cette date la Prusse se réorganisa, le Zollverein, union douanière des Etats allemands, préparatrice de l'union politique, fut inauguré, mais la réaction fut à l'ordre du jour (abolition de la liberté de la presse, persécution des démocrates, des catholiques). (V. Denis, *L'Allemagne de 1789 à 1810.*)

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV (1795-1861), roi de Prusse. Fils du précédent, il lui succéda en 1840, donna une constitution en 1848, refusa la couronne impériale que lui offrait le parlement de Francfort (1849), mais à partir de 1850 restreignit les libertés promises et s'engagea de plus en plus dans la réaction. En 1857, il fut atteint d'une attaque de paralysie et laissa la régence du royaume à son frère Guillaume I^{er} qui lui succéda. (V. Denis, *L'Allemagne de 1810 à 1852*, 1898.)



Frédéric-Guillaume IV.

FREMONT (John-Charles) (1813-1890), général américain. Il se rendit célèbre par ses explorations dans l'ouest des Etats-Unis, fut nommé gouverneur de Californie (1846), sénateur (1850), prit part à la guerre de la Sécession dans les armées du Nord, et devint gouverneur de l'Arizona.

FRÉMY (Louis) (1807-1891). Avocat à Paris, député de l'Yonne à la Législative (1849), il appuya la politique du prince-président, devint conseiller d'Etat, réorganisa le ministère de l'intérieur (1853) et fut nommé gouverneur du Crédit foncier (1857-1877).

FREPPÉL (Charles-Emile) (1827-

1891), prélat et homme politique français. Evêque d'Angers (1870), il prit une part active aux menées du parti royaliste en 1873, fonda l'université catholique d'Angers (1875), soutint énergiquement les hommes du 16 mai, fut élu député de Brest (1880) et réélu jusqu'à sa mort. Il joua un grand rôle à la Chambre comme représentant de l'Eglise, appuya bruyamment la politique coloniale, répudia les doctrines conciliantes de Léon XIII et fit même l'année de sa mort un voyage à Rome pour amener le pape à des sentiments plus hostiles à la République française.



Fréppel.

FRÈRE (Hubert-Joseph-Walthère) (1812-1896), dit *Frère-Orban*, homme d'Etat belge. Avocat à Liège, député de cet arrondissement (1847), il entra dans le cabinet Rogier, devint le chef de l'opposition libérale quand les cléricaux arrivèrent au pouvoir, et reprit son portefeuille des finances de 1857 à 1870 avec la présidence du conseil depuis 1868. De 1870 à 1878, il combattit les cléricaux, redevint président du conseil et ministre des affaires étrangères (1878-1884), organisa l'instruction primaire laïque, se prononça contre le suffrage universel, contre la revision de la Constitution, et fit voter des impôts nouveaux pour équilibrer son budget. Cette dernière mesure le rendit impopulaire et les élections de 1884, antilibérales, l'obligèrent à se retirer. Il prit encore la parole, malgré son grand âge, dans des discussions importantes.

FRÈRE (Sir BARTLE-). (V. BARTLE-FRÈRE.)

FRÉSNEAU (Armand) (1822). Député royaliste d'Ille-et-Vilaine à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême droite, rentra dans la vie privée sous l'Empire, fut élu député du Morbihan (1871), vota avec les ultramontains, et entra au Sénat (1879) où les électeurs du Morbihan le réélurent encore en 1888.

FREYCINET (Charles-Louis DESAULCES de) (1828). Ingénieur des mines, préfet de Tarn-et-Garonne (septembre 1870), délégué personnel de Gambetta à la guerre (octobre

1870), il rendit de grands services, prépara les plans et arma les armées improvisées. Sénateur de la Seine (1876), ministre des travaux publics dans le cabinet Du-faure (1877-1879), puis dans le cabinet Waddington (1879), il prit la présidence du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1879-1880), fut réélu sénateur de la Seine (1882), revint au pouvoir avec le même portefeuille (1882) et



Freycinet.

tomba sur la question d'Égypte après le bombardement d'Alexandrie par les Anglais. Membre du cabinet Brisson comme ministre des affaires étrangères (1885), il devint président du conseil (1886), fit des prodiges d'ingéniosité parlementaire pour se maintenir, et fut renversé sur la question de la suppression des sous-préfets. Ministre de la guerre dans le cabinet Floquet (1888), dans le cabinet Tirard (1889), dans celui qu'il composa lui-même (1890-1892), dans celui de M. Loubet (1892), puis dans le cabinet Ribot (1892-1893), il fit d'importantes ré-

formes. Il avait eu son mandat de sénateur renouvelé en 1891, et était entré à l'Académie française en 1890. Dans le cabinet Dupuy (1898), il reçut le portefeuille de la guerre.

FRIOUL (Duc de). (V. DuROC.)

FROCHOT (Nicolas-Thérèse-Benoit, comte) (1761-1828). Avocat au parlement de Bourgogne, député du bailliage de Châtillon-sur-Seine aux États généraux, il se lia avec Mirabeau, fut emprisonné comme suspect et mis en liberté après le 9 thermidor. Député de la Côte-d'Or (1799), préfet de la Seine (1800-1812), il fut révoqué à la suite de la conspiration du général Malet; il se rallia aux Bourbons, accepta la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant les Cent-Jours, et rentra dans la vie privée à la seconde Restauration.

FUAD PACHA (Méhéméd) (1814-1869), homme d'État ottoman. Chargé de plusieurs missions diplomatiques de 1840 à 1849, il devint ministre de l'intérieur (1849-1852), des affaires étrangères (1852-1853), reprit ce dernier portefeuille en 1855, fut grand vizir d'Abd-ul-Aziz, ministre des finances (1862), de la guerre (1863) et des affaires étrangères (1867).

G

GAGERN (Henri-Guillaume) (1799-1880), homme d'État allemand. Présida le Parlement de Francfort en 1848 et fut un des principaux chefs du mouvement unitaire. Se rallia ensuite à la politique autrichienne.

GALLATIN (Albert) (1761 - 1849), homme d'État américain. Né à Genève et parent de Necker, il partit en Amérique, servit pendant les dernières guerres de l'Indépendance, fut élu sénateur (1793), membre de la Chambre des représentants (1795-1801) et tint le ministère des finances (1800-1813) où il se signala par son habileté. Ministre des États-Unis en France (1815-1823), puis en Angleterre (1826-1827), il fut président d'une banque à New-York de 1831 à 1839.

GALLIFFET (Gaston-Alexandre-Auguste, marquis de) (1830), général français. Pour sa carrière militaire, V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE. Immédiatement après sa captivité en Allemagne (1871), mis à la tête d'une brigade de cavalerie de l'armée de Versailles, il acquit une réputation de cruauté justifiée par les exécutions sommaires des vaincus.

Lié avec Gambetta, il parut s'être rallié à la République, en dépit de ses anciennes attaches bonapartistes.

GARACHANINE (Ilia) (1812-1874),



Galliffet.

homme d'Etat serbe. Ministre de l'intérieur (1844), président du conseil (1852), sénateur (1854), ministre des affaires étrangères et chef de cabinet (1861-1867), il était hostile à l'influence russe. — Son fils, *Miloutine* (1843-1898), fut député en 1874, ministre de l'intérieur (1880-1883) et président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1884-1887).

GARAT (Dominique-Joseph, comte) (1749-1833), littérateur et homme politique français. Avocat à Bordeaux, député du tiers du bailliage d'Ustaritz (Basses-Pyrénées) aux Etats généraux, ministre de la justice (1792-1793), membre du conseil des Anciens, sénateur (1800), il encensa Napoléon, fut comblé de dignités, s'associa à l'acte de déchéance de l'empereur, accabla de louanges Alexandre 1^{er} et Wellington, mais fut tenu à l'écart par la Restauration. Il consacra le reste de sa vie à des travaux littéraires.

GARFIELD (James-Abram) (1831-1881), président des Etats-Unis. Avocat à Colombus (Ohio), membre du Sénat de l'Ohio (1859), il prit une part active à la guerre de la Sécession, joua pendant dix-sept ans à la Chambre des représentants un rôle très actif, fut élu président de la République (1881) et succomba quelques mois après à la suite d'un attentat commis par Guiteau, sollicitateur éconduit.

GAËTE (Duc de). (V. GAUDIN.)

GAGNEUR (Just-Charles-Wladimir) (1807-1889). Disciple de Fourier, banni au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut député du Jura (1869) et vota contre la guerre. Il représenta son département de 1873 jusqu'à sa mort et vota avec les républicains avancés.

GALLIERA (Rafaele, marquis de FERRARI, duc de) (1808-1876), financier italien. Il accrut son immense fortune dans les entreprises des chemins de fer sous le second Empire, fut créé sénateur par Victor-Emmanuel et duc par le pape. — Sa veuve a laissé à la ville de Paris et à des institutions privées la plus grande partie de la fortune de son mari.

GAMBETTA (Léon) (1838-1882). Né à Cahors, d'une famille d'origine italienne. Défenseur de Delescluze dans le procès Baudin (nov. 1868),

son éloquent réquisitoire contre le coup d'Etat de 1851 fait de lui le chef de l'Opposition « irréconciliable ». Député de Paris (1869), il combat le plébiscite (5 avril 1870); avec Thiers, il s'efforce d'empêcher la déclaration de guerre à la Prusse, mais soutient ensuite énergiquement les mesures de défense proposées par le ministère.



Gambetta.

Le 4 septembre 1870, après l'invasion du Corps législatif, il proclame la déchéance de l'Empire. Membre du gouvernement de la Défense nationale, il quitte Paris en ballon (7 oct.), et à Tours, puis à Bordeaux, exerce une véritable dictature patriotique : aidé par Freycinet, il organise les armées de la Loire, du Nord et de l'Est, trouve des armes, de l'argent, des généraux, et mérite par son énergie et son activité la reconnaissance de la France et l'admiration de l'Europe. Après la capitulation de Paris, ses collègues du gouvernement refusent de le suivre dans ses projets de lutte à outrance et il quitte le pouvoir (6 février 1871). Élu député par neuf départements, il opte pour le Bas-Rhin et sort de l'Assemblée nationale avec les députés d'Alsace-Lorraine.

Réélu au mois de juillet, il soutient la politique de Thiers, fonde la *République française* (1871) et devient le chef de la minorité républicaine, qu'il rallie à la « politique des résultats » (opportunisme). Il combat, à la tête des 363, le ministère réactionnaire Broglie-fourtou, est condamné à la prison pour un discours où il a sommé le président Mac-Mahon « de se soumettre ou de se démettre », et quand les élections de 1878 et de 1879 ont assuré la majorité dans les deux Chambres aux républicains et que Grévy a remplacé Mac-Mahon, il devient président de l'Assemblée (1879) et exerce une sorte de gouvernement occulte (dictature de la persuasion). La « période héroïque est terminée, l'ère des difficultés commence ». Gambetta fait voter l'amnistie, et, dans ses discours de Grenoble et de Cherbourg,

indique nettement sa politique : au dedans « le cléricisme, voilà l'ennemi », au dehors, recherche d'alliances qui rendront possible la revanche. Aux élections de 1881, combattu par les socialistes et les « esclaves ivres » qui veulent étouffer sa voix, il n'est élu dans sa circonscription de Belleville qu'à une très faible majorité, mais les élections en France lui sont favorables, et le 14 novembre il prend la présidence du Conseil. Le « grand ministère » n'est que le « ministère des déceptions » : la Chambre repousse le projet sur le scrutin de liste et Gambetta donne sa démission (26 janvier 1882). Il renverse le ministère Freycinet dont il blâmait la politique en Egypte, et les événements lui ramènent l'opinion. Le 26 novembre, il se blesse, disent ses amis, avec un revolver : sa santé était depuis longtemps compromise : il succomba le 31 décembre 1882. Ses amis et ses disciples n'ont pas cessé d'exercer une grande influence sur la politique française.

V. Reinach. *Discours et plaidoyers politiques*. 11 vol. : *Dépêches*; *Léon Gambetta* (1884). — Goltz, *Léon Gambetta et ses armées* (1877).

V. notre vol. *Histoire contemporaine française* (1871-1900).

GAMBON (Charles-Ferdinand) (1820-1887). Avocat à Paris, il se fit remarquer par l'ardeur de ses convictions démocratiques, organisa des banquets réformistes en province, fut député de la Nièvre à la Constituante (1848) et réélu à la Législative (1849); compromis dans l'affaire des Arts-et-Métiers, il fut interné au pénitencier de Corte. Amnistié en 1859, il fit de l'opposition en province, prêcha le refus de l'impôt, laissa saisir par le fisc une petite ferme et une vache qui, mise aux enchères, ne trouva pas d'acquéreur.

On la racheta ensuite à l'aide d'une souscription publique. Député de la Seine (1871), il protesta contre la paix avec l'Allemagne, quitta Bordeaux, fut élu membre de la Commune de Paris, se ré-

fugia en Suisse après la chute de cette dernière, rentra à l'amnistié et fut élu député de Cosne (1882). Il siégea à l'extrême gauche.

GARIBALDI (Giuseppe) (1807-1882), patriote italien, Niçois de naissance, Génois d'origine, marin dans la flotte sarde, compromis dans une conspiration mazzinienne (1834) et condamné à mort par contumace, il se réfugia à Marseille, passa dans l'Amérique du Sud, se mit au service de la province de Rio-Grande



Garibaldi.

contre le Brésil (1836-1841), de l'Uruguay contre Rosas, dictateur de Buenos Aires (1842-1846), fit sur terre et sur mer une campagne héroïque terminée par la victoire de San Antonio qui assura l'indépendance de l'Uruguay. De retour en Italie (1848), il fut élu député de Cicagna, siégea parmi les républicains, offrit en vain ses services à Charles-Albert, forma un corps de volontaires pour aller au secours de Milan, battit à Luino un corps d'armée autrichien après avoir capturé sur le lac Majeur deux bateaux à vapeur, dut passer en Suisse en présence de forces supérieures, vint à Rome (1849) dont il fut un des triumvirs et, pendant le siège de cette ville, se fit remarquer par sa vigueur et son courage. Il quitta Rome quand la résistance devint impossible, licencia ses troupes, retourna en Amérique, fit un voyage en Chine comme capitaine marchand, revint en Italie (1854) et acheta l'île de Caprera où il vécut en solitaire jusqu'en 1859. Présenté par La Farina à Cavour, il fut mis à la tête des chasseurs des Alpes, battit les Autrichiens à Varese, à San Fermo, reprit Côme et entra à Bergame. La paix de Villafranca l'arrêta sur les frontières du Tyrol. Député de Nice (1860), il protesta à la Chambre contre l'annexion à la France de sa ville natale, démissionna et entreprit, avec la connivence secrète de La Farina et de Cavour, cette fameuse expédition de Sicile, dite des « Mille », qui le rendit si populaire en mettant en pleine lumière sa prestigieuse bravoure. Il battit les troupes royales,



Gambon.

entra à Palerme, devint rapidement le maître de la Sicile, prit Messine, passa le détroit et entra à Naples au milieu de l'allégresse générale. Après sa victoire du Volturne, il fut aidé par les troupes régulières que Cavour, inquiet de ses projets, avait envoyées pour le soutenir et le contenir, remit à Victor-Emmanuel le fruit de ses conquêtes, et rentra à Caprera. En 1862, il retourna en Sicile, puis en Calabre, fut arrêté par les troupes italiennes et blessé à Aspromonte, mais bientôt amnistié. Son but était de soulever la population pour s'emparer de Rome. Malgré son échec, il ne cessa pas de poursuivre l'agitation unitaire, protégea la frontière lombarde pendant la guerre de 1866, organisa des volontaires, pénétra en 1867 dans les Etats pontificaux, battit à Monte-Rotondo les troupes de Lamoricière, mais dut se retirer après sa défaite de Mentana « les chassepots français « firent merveille ». En 1870, il vint offrir son épée à la France républicaine, organisa l'armée des Vosges, arrêta l'invasion prussienne en Bourgogne, remporta des succès à Châtillon-sur-Seine, à Autun, et occupa Dijon (6 janvier 1871) qu'il défendit héroïquement (21-23 janvier). Il se retira à la fin du mois, son armée n'étant pas comprise dans l'armistice, fut élu député à l'Assemblée nationale par quatre départements, y fut insulté par les monarchistes et donna sa démission (13 février). Il revint à Caprera, lança des proclamations républicaines et anticléricales, tout en restant très attaché à la politique unitaire de Victor-Emmanuel. Élu député de Rome (1874), il arriva dans cette ville et y fut accueilli en triomphateur. Le héros s'éteignit dans son île de Caprera le 2 juin 1882.

GARIBALDI (Menotti) (1840), patriote italien, fils du précédent. Il suivit son père dans toutes ses campagnes depuis 1859, fut député de Velletri (1876) et siégea à l'extrême gauche. — Son frère *Ricciotti* (1847) a pris part à la campagne de France avec son père et s'est distingué à la défense de Dijon.

GARNIER (Germain) (1754-1821). Député suppléant de Paris aux États généraux, il fut quelque temps ministre de la justice (1792), émigra après

le 10 août, rentra en 1795. Préfet de Seine-et-Oise après le 18 brumaire, sénateur (1804), comte de l'Empire (1808), il vota la déchéance de Napoléon 1^{er} et reçut de Louis XVIII la pairie et le titre de ministre d'État.

GARNIER (Jacques) (1755-1820), dit *de Saintes*, conventionnel. Avocat à Saintes, député de la Charente-Inférieure à la Convention, il siégea à la Montagne, vota la mort du roi sans appel ni sursis, remplit d'importantes missions aux armées, surtout dans l'Ouest, fit partie du conseil des Cinq-Cents (1795-1798) et devint président du tribunal criminel de la Charente-Inférieure jusqu'en 1811 et président du tribunal des douanes de La Rochelle jusqu'en 1814. Député de Saintes pendant les Cent-Jours, banni comme régicide en 1816, il s'établit à Bruxelles d'où les Bourbons le firent expulser. Il se retira aux États-Unis.

GARNIER-PAGÈS (Etienne-Joseph-Louis) (1801-1841). Avocat à Paris, il prit part aux journées de juillet 1830, fut député de l'Isère (1831), siégea à l'extrême gauche, et représenta de 1835 jusqu'à sa mort l'arrondissement du Mans à la Chambre où il devint un des chefs de la minorité républicaine.

GARNIER-PAGÈS (Louis - Antoine) (1803-1873), frère utérin du précédent, lui dut sa popularité. Député de Verneuil (1842), il vota avec les radicaux et prit part à la campagne des banquets réformistes. Membre du Gouvernement provisoire (1848), maire de Paris, ministre des finances, il prit dans ce dernier poste des mesures impopulaires, entre autres celle des « quarante-cinq centimes », fut élu député à la Constituante et vota avec les modérés. Non réélu à la Législative (1849), il entra au Corps législatif (1864) comme député de Paris, s'associa à l'opposition républicaine, fut réélu en 1869, et fit partie en 1870 du gouvernement de la Défense nationale où il ne joua qu'un rôle effacé.

GASPARIN (Adrien-Etienne-Pierre, comte de) (1783-1862). Il fut député de Carpentras (1830), préfet de la Loire, de l'Isère, du Rhône, pair de France (1834), ministre de l'intérieur dans le cabinet de Molé (1836-1837), et de nouveau en 1839. Il dirigea en 1851-1852 l'Institut national agronomique de Versailles.

GAUDIN (Martin - Michel - Charles,

duc de GAËTE) (1756-1841). Il fit toute sa carrière dans l'administration des finances, et fut, du 18 brumaire jusqu'en 1815, ministre des finances de Napoléon I^{er}. Il fonda la Banque de France, institua la Cour des comptes, représenta le département de l'Aisne à la Chambre de 1815 à 1819 et gouverna la Banque de 1820 à 1834.

GAUTHIER (Etienne-Georges-Albert) (1853), dit de *Clagny*. Avocat à Paris, député de Sèvres (1889), il fut réélu en 1893, demanda la revision de la Constitution et fut réélu en 1898.

GAUTHIER DE RUMILLY (Louis-Madeteine-Clair-Hippolyte de) (1792-1884). Avocat à Paris, député de la Somme (1830), il vota avec l'opposition dynastique, fut réélu en 1837 et sans interruption jusqu'en 1848 où ses électeurs l'envoyèrent à la Constituante. Conseiller d'Etat (1849), il s'opposa au coup d'Etat du 2 décembre 1841 et reentra dans la vie privée sous l'Empire; député de la Somme en 1871, il siégea au groupe Ferry, devint sénateur inamovible (1875) et présida souvent le Sénat comme doyen d'âge.

GAUTIER (Jean-Elie) (1781-1858), homme politique français. Armateur à Bordeaux, député de la Gironde (1824), réélu jusqu'en 1830, il rapporta l'adresse des 221 et en donna lecture à Charles X. Pair de France (1832), ministre des finances (1839), il devint sénateur sous l'Empire (1852).

GAUARDIE (Henri-Edmond-Pierre DUFAYE de) (1823). Il servit l'Empire comme magistrat, fut député des Landes (1871) et siégea parmi les monarchistes, devint sénateur du même département de 1876 à 1888 et se fit remarquer par l'intempérance de son langage et ses violentes interpellations.

GAVINI (Denis) (1820). Avocat à Bastia, député de la Corse à la Législative (1849), il appuya la politique de Louis-Napoléon et le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint préfet du Lot (1852), de l'Hérault (1859), des Alpes-Maritimes (1861), représenta la Corse à l'Assemblée nationale (1871), fut un des chefs du parti impérialiste, et fut réélu en 1876, 1877 et 1881.

GAVRIL PACHA. (V. KRESTOVITCH.)

GENDEBIEN (Alexandre) (1789-1869), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, il combattit le gouverne-

ment hollandais, prit une part active à la révolution de 1830, fit partie du gouvernement provisoire et du Congrès national. Quelque temps ministre de la justice, il a laissé le souvenir d'une franchise et d'une intégrité rares.

GENT (Alphonse) (1813-1894). Avocat à Nîmes, maire d'Avignon, député de Vaucluse à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, fut condamné pour complot contre la sûreté de l'Etat (1854) et interné à Noukahiva. Préfet des Bouches-du-Rhône (1870), député du Vaucluse (1871), il fit partie de l'Union républicaine, fut réélu en 1876 et 1878, puis en 1881, nommé sénateur du même département en 1882, et réélu au renouvellement de 1891.

GEORGES III, roi d'Angleterre. (V. vol. BIAGR. POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

GEORGES IV (1762-1830), roi d'Angleterre. Il mena une vie de débauches, fit payer ses dettes personnelles par le Parlement, épousa *Caroline de Brunswick* (V. ce nom) et succéda à son père en 1820. L'historien Greville dit de lui : « C'est le plus méprisable, lâche et égoïste chien qui ait jamais été roi. »

GEORGES I^{er} (1845), roi des Hellènes. Fils de Christian IX de Danemark, il fut désigné par l'Assemblée nationale grecque comme roi en 1863, s'appuya sur la Russie, et, après la guerre russo-turque (1877), annexa à son royaume la Thessalie et une partie de l'Epire et entretint des relations cordiales avec la Russie. La question de la Crète surgit en 1889, puis en 1896, et le sort des armes fut favorable aux Turcs pendant l'expectative des six grandes puissances (1897).

GEORGES V (1819-1878), roi de Hanovre. Fils d'Ernest-Auguste, il succéda à son père en 1851, réagit contre les tendances démocratiques de 1848, fit de l'opposition à la Prusse et prit les armes contre elle en 1866. Vaincu, il quitta ses Etats, ses biens furent mis sous séquestre, et il vint s'établir en France. — Son fils, *Ernest-Auguste*, duc de Cumberland, maintient ses droits sur le Hanovre.

GÉRARD (Etienne-Maurice, comte) (1773-1852), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, dut quitter la France

après le licenciement de l'armée de la Loire, fut élu député de Paris (1822) et siégea dans les rangs de l'opposition libérale. Ministre de la guerre (1830), commandant de l'expédition de Belgique (1831-1832), de nouveau ministre de la guerre (1834), il entra à la Chambre des pairs, devint grand chancelier de la Légion d'honneur (1836) et fut appelé au Sénat en 1852.

GÉRARD DE RAYNEVAL (François-Joseph-Maximilien) (1778-1836). Ministre plénipotentiaire à Berlin (1821), ambassadeur à Berne (1825), à Vienne (1829) et à Madrid. — Son fils *Louis-Alphonse-Maximilien* fit aussi sa carrière dans la diplomatie et représenta la France à Naples (1851) et à Pétersbourg (1857).

GERLACHE (Etienne-Constantin, baron de) (1785-1871), magistrat et homme politique belge. Membre du Congrès national (1830), il proposa d'offrir la couronne de Belgique à Léopold de Saxe-Cobourg, devint président du conseil des ministres, président de la Chambre des représentants (1832) et fut pendant trente-cinq ans président de la Cour de cassation. — Auteur de travaux historiques.

GERMAIN (Henri) (1824). Président du conseil d'administration du Crédit lyonnais, il fut député de l'Ain (1869) et siégea au centre gauche. Réélu en 1871, en 1876, il fit partie des 363, fut renommé en 1877 et en 1881, et de nouveau en 1889. Il ne s'est pas représenté en 1893.

GERMINY (Charles-Gabriel LEBÈGUE, comte de) (1799-1871), homme politique français. Préfet de Seine-et-Marne, ministre des finances (1851), gouverneur du Crédit foncier (1854),



Gervais.

puis de la Banque de France (1856), il devint sénateur en 1863.

GERVAIS (Auguste) (1857). Publiciste, ancien élève de Saint-Cyr, il quitta l'armée en 1892 pour raison de santé, et collabora successivement au *National*, au *Petit Journal*, au *Soir* et au *Jour*. Élu conseiller général de la Seine, après plusieurs missions gou-

vernementales remplies en Angleterre et en Hollande, il devint chef du cabinet de M. Doumer, ministre des finances, puis président du conseil général de la Seine en 1897. Aux élections de 1898, M. Gervais a été élu député de la Seine (arrondissement de Sceaux). Il est inscrit au groupe radical socialiste.

GERVILLE-RÉACHE (Gaston-Marie-Sidonie-Théonile) (1854). Député de la Guadeloupe (1881), il siégea à l'extrême gauche, passa, peu après, à l'union des gauches, fut réélu en 1885, 1889, 1893, 1898, rapporta plusieurs projets de loi et fit presque toujours partie de la commission du budget.

GICA (Alexandre), prince de Valachie de 1834 à 1841. Il favorisa l'action du parti national, puis se retourna contre les chefs de ce parti, les emprisonna, se rendit impopulaire et dut céder la place à Georges Bibesco.

GICA (Ion) (1817-1897), homme politique roumain. Il prit part à la révolution de 1846, eut le commandement de Samos (1854), forma le premier cabinet du roi Charles 1^{er} (1866) et fut ministre à Londres.

GICQUEL DES TOUCHES (Albert-Auguste) (1818), marin français. Préfet maritime de Lorient, il fut ministre de la marine dans le cabinet réactionnaire du 16 mai 1877, puis directeur du dépôt des cartes et plans de la marine (1879-1882).

GIERS (Nicolas-Karlovitch de) (1820-1895), homme d'Etat russe. D'origine suédoise, il suivit la carrière diplomatique, remplaça Gortchakov aux affaires étrangères et joua un très grand rôle sous le règne d'Alexandre III.

GIGOT (Albert) (1835). Avocat et journaliste, il fit de l'opposition à l'Empire dans les rangs des catholiques libéraux, fut nommé préfet de Vaucluse (1871), du Loiret, du Doubs (1873), de Meurthe-et-Moselle (1876), et préfet de police (1877-1879).

GILLY (Numa) (1834-1895). Maire de Nîmes, député du Gard (1885), il siégea à l'extrême gauche dans le groupe ouvrier socialiste, fut poursuivi (1888) pour diffamation envers plusieurs membres de la commission du budget, acquitté, de nouveau poursuivi après la publication de *Mes Dossiers*, et condamné à

quelques mois de prison et des amendes considérables. Révoqué de ses fonctions de maire de Nîmes par Floquet, ministre de l'intérieur, il fut réélu conseiller municipal, puis maire (1889), à plusieurs reprises.

GIOBERTI (Vincenzo) (1801-1852), philosophe et homme politique italien. Aumônier de la cour de Turin, il se lia avec Mazzini, fut poursuivi et banni sans jugement (1833). Son idéal politique, tel qu'il l'exprime dans son célèbre ouvrage, *Del primato morale e civile degli Italiani* (1843), était l'union de la démocratie et du catholicisme et l'affranchissement de l'Italie par la papauté. Député de Turin (1848), président de la Chambre, ministre des affaires étrangères (1849), vint à Paris où il mourut d'une façon mystérieuse.

GIOLITTI (Giovanni) (1844), homme politique italien. Député de Cuneo (1882), ministre du trésor (1889), président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1892), il a fait preuve d'une grande habileté parlementaire et a contribué à la chute de Crispi.

GIRARDIN (Emile de) (1806-1881). Il publia de nombreux écrits et fonda de nombreux journaux (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut élu député de Bourgneuf (1834-1848) et se fit

remarquer par ses multiples volte-faces. Son rôle dans la presse fut considérable : tour à tour soutien et ennemi de Guizot, rallié à la République de 1848 et attaquant les hommes du gouvernement, appuyant Louis-Napoléon, siégeant à l'extrême

gauche comme député du Bas-Rhin (1850), combattant l'Empire, soutenant le ministère Ollivier, malmenant le gouvernement de la Défense nationale (1870-1871), se ralliant à la politique de Thiers à laquelle il prêta l'appui du *Petit Journal* qu'il dirigeait. A la suite d'une campagne énergique contre le Seize-Mai, devenu député de Paris (1877), il défendit à la tribune la liberté illimitée de la presse.

GIRARDIN (Marc), dit *Saint-Marc Girardin*. (V. ce nom.)

GIRAUD (Charles-Joseph-Barthé-

lèmy) (1802-1881), juriste français. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages juridiques et historiques, fut ministre de l'instruction publique et des cultes (1851), puis conseiller d'Etat (1852).

GIRERD (Cyprien-Jean-Jacques-Marie-Frédéric) (1832). Avocat à Nevers, il fit de l'opposition à l'Empire, fut nommé préfet de la Nièvre (1870-1871), député du même département (1871) et siégea à gauche. Réélu en 1876, en 1877 avec les 363, il eut le sous-secrétariat du commerce dans le cabinet Dufaure (1877-1878). Ayant échoué aux élections de 1881, il fut nommé trésorier-payeur général.

GIROU DE L'AIN (Jean-Louis, baron) (1753-1839). Membre du conseil des Anciens (1795), puis des Cinq-Cents (1799), il fit partie du Corps législatif après le 18 brumaire. Député de l'Ain (1818), il vota avec le parti constitutionnel.

GIROU DE L'AIN (Louis-Gaspard-Amédée) (1781-1847). Entré dans la magistrature en 1806, député d'Indre-et-Loire en 1827, il fut préfet de police (1830), ministre de l'instruction publique (1832), membre de la Chambre des pairs et président du conseil d'Etat (1832-1847).

GIRON (Don Pedro). (V. AHUMADA [Duc d']).

GIROU-POUZOL (François-Jean-Amédée) (1832). Député du Puy-de-Dôme (1865), il siégea à gauche, fut préfet du même département (1870) et son député à l'Assemblée nationale (1871); réélu en 1876, il fit partie des 363, obtint le renouvellement de son mandat en 1877 et 1881. Il soutint la politique opportuniste et fut sénateur du Puy-de-Dôme de 1885 à 1891.

GISQUET (Henri-Joseph) (1792-1866). Il participa aux journées de juillet 1830, fut compromis dans une affaire de fusils achetés pour le gouvernement, devint préfet de police (1831), se signala par son ardeur contre les démocrates et ses mesures de répression et dut démissionner en 1836. Conseiller d'Etat, député de Saint-Denis (1837), il fut encore impliqué dans une affaire de concussion (1838) et révoqué de son poste de conseiller d'Etat. — Il a laissé des *Mémoires* intéressants.

GLADSTONE (William-Ewarth) (1809-1898), homme d'Etat anglais. Député du bourg de Newark (1832), il



Girardin.

remplit sous le ministère Peel différents postes administratifs, devint président du *Board of Trade* (1843), secrétaire d'Etat pour les colonies (1845), député de l'université d'Oxford (1847),



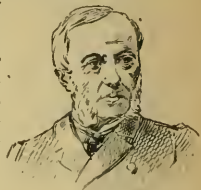
Gladstone.

et fit de l'opposition aux conservateurs dirigés par Disraeli et lord Derby. Chancelier de l'Échiquier dans les cabinets Aberdeen et Palmerston (1853-1855 et 1859-1866), il défendit les idées libre-échangistes, la réforme électorale, perdit son siège d'Oxford et devint député du Lancashire (1865), puis de Greenwich (1868). Président du conseil et lord de la Trésorerie (1868-1874), il devint impopulaire à cause de son autoritarisme, céda la place à Disraeli, s'occupa beaucoup de littérature politique et religieuse, fit de nombreuses campagnes oratoires dans le Midlothian contre les conservateurs et remonta au pouvoir en 1880. Il se retira en 1885, reprit ses fonctions en 1886 et essaya de résoudre la question irlandaise en donnant à l'« île-sœur » une large autonomie. Mais il fut battu, et les conservateurs, unis à des libéraux-unionistes, formèrent un cabinet sous la présidence de Salisbury (1886). Depuis ce temps, à part une courte présidence du conseil (1893), le « Great Old Man » n'a cessé de combattre aux côtés des home-rulers, est devenu très populaire et reste comme un des plus habiles tacticiens parlementaires et un des plus nobles esprits de notre époque.

GLAIS BIZOIN (Alexandre-Olivier) (1800-1877). Député de Loudéac pendant tout le règne de Louis-Philippe, il siégea à l'extrême gauche et se fit remarquer par ses saillies et ses interpellations, représenta les Côtes-du-Nord à la Constituante (1848), combattit la politique de l'Élysée, fut élu député de Loudéac (1863), de Paris (1869) et fit partie de l'opposition républicaine. Membre du gouvernement de la Défense nationale (1870), il ne joua qu'un rôle secondaire à Tours et à Bordeaux.

GOBLET (René) (1828). Avocat à Amiens, député de la Somme (1871), il

prit rang à la gauche républicaine; réélu par l'arrondissement d'Amiens (1877), sous-secrétaire d'Etat à la justice (1879), il s'éloigna de la politique opportuniste, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Freycinet (1882), de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes dans le cabinet Brisson (1885), puis dans le cabinet Freycinet (1886), et président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur et des cultes (1886-1887). Dans le cabinet Floquet (1888-1889), il eut le département des affaires étrangères, échoua devant les électeurs d'Amiens (1889) qui l'avaient constamment réélu, et entra au Sénat comme représentant du département de la Seine (1891). Elu député du 1^{er} arr. de Paris (1893), il se rapprocha des socialistes et fut battu aux élections de 1898.



Goblet.

GOBLET D'ALVIELLA (Albert-Joseph, comte) (1790-1873), homme d'Etat belge. Il servit dans l'armée française, rentra à la chute de Napoléon 1^{er} au service des Pays-Bas. Fut nommé ministre de la guerre par le gouvernement provisoire belge (1830), puis des affaires étrangères après l'avènement de Léopold 1^{er}. Député de Bruxelles, ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1837), ministre des affaires étrangères dans le cabinet Nothomb (1843-1845), inspecteur général du génie, il redevint député de Bruxelles.

GODELLE (Camille) (1804-1874). Notaire à Guise, député de l'Aisne à la Législative (1849), il appuya la politique de l'Élysée et approuva le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Conseiller d'Etat (1852), il devint sénateur (1864).

GODIN (Jean-Baptiste-André) (1817-1888). Industriel à Guise où il fonda un familistère, maire de Guise (1870), député de l'Aisne (1871), il siégea à l'Union républicaine et s'occupa de questions sociales, surtout du travail des enfants dans les manufactures. (V. vol. SOCIALISME.)

GODOY Y ALVAREZ DE FARIA (Manuel, duc d'ALCUDIA, prince de la PAIX) (1767-1851), homme d'Etat es-

pagnol, favori de la reine Louise-Marie, il fut captiva aussi Charles IV et fut comblé d'honneurs et de richesses. De 1787 à 1807, il dirigea la politique espagnole, intrigant et louvoyant, vit son autorité chanceler devant l'attitude de Napoléon, fut sauvé de la mort, quand le peuple assaillit son palais, par l'abdication de Charles IV (1808), et envoyé à Bayonne à la merci de Napoléon. Depuis il vécut dans l'obscurité et reçut pendant longtemps une pension de 5,000 francs de Louis-Philippe.

GOERGEY (Arthur) (1818), général hongrois. Il quitta l'armée autrichienne en 1845, se lança dans le mouvement hongrois en 1848, fit de l'opposition à Kossuth et aux autres généraux, eut malgré cela le commandement en chef (1849) et remporta de nombreuses victoires sur les Autrichiens; ministre de la guerre et dictateur à la suite de la démission de Kossuth, il capitula à Villagos (1849); il a publié à Leipzig deux volumes de *Mémoires* pour se défendre contre les accusations de trahison (1832).

GOIRAND (Léopold) (1845). Avoué à Paris, député des Deux-Sèvres (1887), il siégea à la gauche radicale, fut réélu par l'arrondissement de Melle (1889, 1893 et 1898), et se fit remarquer dans les discussions d'affaires, notamment sur la question du Panama.

GOLESCU (Nicolas) (1810-1878), homme politique roumain. Aide de camp du prince A. Ghica, il prit part à la révolution de 1848, put s'enfuir à Constantinople et de là à Paris, retourna en 1857 en Roumanie et fut chargé par le prince Couza de former son premier ministère (1859), puis devint un des chefs de l'opposition (1861) et aida à la chute de Couza (1863). Président du conseil et ministre des affaires étrangères du roi Charles I^{er} (1868), président du Sénat, il proclama la République à Ploiesti (1870), fut vaincu et pris, mais acquitté par le jury.

GOLTZ (Robert-Heinrich-Ludwig, comte de) (1817-1869), diplomate prussien. Bien que lié au parti libéral, il accepta l'ambassade de Constantinople (1859), de Pétersbourg (1862) et de Paris (1863). Son rôle fut très important pendant la période de 1866.

GOMOT (Pierre-Auguste-Hippolyte)

(1838). Avocat à Riom, il entra dans la magistrature sous l'Empire, fut député de Riom (1881), siégea à l'Union républicaine, réélu en 1885, devint ministre de l'agriculture dans le cabinet Brisson (1885) et échoua aux élections de 1889. Le département du Puy-de-Dôme l'envoya au Sénat (1891).

GONTAUT. (V. Biron [Duc de].)

GONZALEZ (Manuel) (1833-1893), président de la République mexicaine. Il se fit remarquer pendant l'invasion française, devint général, puis député (1871), gouverneur de l'Etat de Michoacan (1876), ministre de la guerre et de la marine (1878-1880) et succéda au président Porfirio Diaz (1880-1884).

GONZALEZ - BRAVO (Luis) (1811-1871), homme d'Etat espagnol. Avocat à Madrid, député aux Cortès (1842), il fut nommé ambassadeur à Lisbonne, ministre de l'intérieur dans le cabinet Narvaez (1864), président du conseil (1868), et quitta son pays après la révolution de septembre 1868.

GORDON (George-Hamilton). (V. ABERDEEN [Comte d].)

GORTCHAKOV (Alexandre-Mikhaïlovitch, prince) (1798-1883), homme d'Etat russe. Il fit sa carrière dans la diplomatie, représenta la Russie à la diète de Francfort (1851), à Vienne (1854), fut ministre des affaires étrangères (1856) et grand chancelier de l'Empire de 1863 jusqu'à sa mort.

GOSCHEN (George-Joachim) (1831), homme politique anglais. Député de Londres à la Chambre des communes (1863), il siégea dans les rangs libéraux, fit partie du cabinet Gladstone comme premier lord de l'amirauté (1871), représenta l'Angleterre à Constantinople (1880) comme ambassadeur extraordinaire, se sépara de Gladstone et devint chancelier de l'Echiquier (1887-1892) dans le cabinet Salisbury.

GOUDCHAUX (Michel) (1797-1862). Banquier à Paris, ministre des finances après la révolution de 1848, il démissionna quand Louis-Napoléon devint président de la République, fut député de Paris à la Constituante (1848) et au Corps législatif (1857), mais refusa de prêter le serment.

GOUGEARD (Auguste) (1827-1886), marin français. Il fit la campagne de Crimée, organisa en 1870 une division du 21^e corps (armée de la Loire), devint conseiller d'Etat (1879) et mi-

nistre de la marine dans le cabinet Gambetta (1881-1882).

GOUIN (Alexandre-Henri) (1792-1872). Il s'enrichit dans la banque, représenta le département d'Indre-et-Loire au Palais-Bourbon de 1831 à 1848, fut ministre du commerce et de l'agriculture dans le cabinet Thiers (1840) et devint directeur de la Caisse d'escompte (1844) fondée par Laffitte. Député d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea parmi les conservateurs, fut réélu sous l'Empire comme candidat officiel (1852-1867) et entra au Sénat (1867).

GOULARD (Marc-Thomas-Eugène de) (1808-1874). Avocat à Paris, député de Bagnères-de-Bigorre (1845), réélu (1846), il siégea dans la majorité conservatrice, représenta le département des Hautes-Pyrénées à la Législative (1850), combattit la politique de l'Élysée, fut inкарééré au 2 déc. 1851, et reparut à l'Assemblée nationale (1871) comme député des Hautes-Pyrénées. Ministre de l'agriculture et du commerce (1872), des finances (1872), de l'intérieur (1872-1873), il fit partie du groupe orléaniste et soutint le ministère de Broglie, dit de l'« Ordre moral ».

GOURGAUD (Gaspard, baron) (1783-1852), général français. Officier d'ordonnance de Napoléon 1^{er} (1811), attaché au cabinet impérial (1813), il suivit son maître à Sainte-Hélène, et, sous le gouvernement de Juillet, fut nommé lieutenant général et pair de France. Député des Deux-Sèvres à la Législative (1849), il siégea parmi les monarchistes.

GOUVENEUR MORRIS (1752-1815), homme politique américain. Avocat, membre du premier congrès provincial de New-York (1775), il rédigea les instructions adressées à Franklin pour préparer l'alliance franco-américaine, vint en France comme ministre des États-Unis (1792), voyagea en Europe, et retourna dans son pays (1799); fut nommé sénateur (1800) et a laissé une correspondance très intéressante sur les affaires de son pays et de l'Europe.

GOUVION SAINT-CYR (Laurent, marquis) (1764-1830), maréchal de France. Volontaire de 1792, général de division à l'armée du Rhin en 1798, il fut peu en faveur auprès de Napo-

léon. Ce fut lui qui commanda l'aile gauche de la Grande Armée dans la campagne de Russie, et après une remarquable défense, dans Dresde (1813), obtint une capitulation honorable que violèrent les Autrichiens. Pair de France et ministre sous Louis XVIII, il réorganisa l'armée et fit voter la célèbre loi de 1818; qui est restée jusqu'en 1872 la base du système militaire de France.

GOYON (comte de). (V. FELTRE [Duc de].)

GRAD (Charles) (1842-1890), économiste et homme politique alsacien. Il s'occupa de sciences naturelles et d'économie politique, fut conseiller général de la Haute-Alsace, député au Reichstag (1877) et défendit à Berlin les intérêts du pays annexé. Catholique convaincu, il votait souvent avec le centre.

GRAGNON (Félix-Alexandre) (1843), administrateur français. Avocat, journaliste, préfet de la Corrèze (1880), de la Corse (1881), du Finistère (1882), secrétaire général de la préfecture de police, puis préfet de police (1883-1887), il fut directeur de la Sûreté pendant la durée du cabinet Floquet.

GRAHAM (Sir James - Robert - George) (1792-1861), homme d'État anglais. Il se fit une réputation de libéral avancé à la Chambre des communes, fut premier lord de l'Amirauté (1830), eut le portefeuille de l'intérieur (1841) et se montra autoritaire et cassant dans les affaires d'Irlande. Il eut encore la direction de l'Amirauté dans les cabinets Aberdeen et Palmerston.

GRAMATINE (Michel), comte *Spé-ranski*. (V. ce nom.)

GRAMONT (Antoine-Alfred-Agénor, prince de BIDACHE, duc de GUICHÉ et de) (1819-1880), diplomate français. Ambassadeur à Rome (1857), à Vienne (1861), ministre des affaires étrangères (1870), il contribua à la déclaration de guerre à l'Allemagne par des déclarations imprudentes au Corps législatif et l'assurance que les alliances ne manqueraient pas à la France. A essayé de justifier sa conduite dans son livre : *La France et la Prusse avant la guerre* (1872).

GRANDPERRET (Michel-Etienne-Anthelme-Théodore) (1818-1890). Avocat à Lyon, il entra dans la magis-

trature sous l'Empire; procureur général à Paris (1867) et conseiller d'Etat, son zèle officiel dans le procès de Pierre Bonaparte et dans le procès de Blois, lui valut une notoriété fâcheuse; il devint ministre de la justice et des cultes dans le cabinet Palikao (1870) et fut élu sénateur inamovible (1877). Il siégea dans le groupe bonapartiste.

GRANET (Etienne-Armand-Félix) (1849). Préfet de la Lozère (1877), de la Vienne (1879), député d'Arles (1881), il siégea à l'extrême gauche, combattit l'opportunisme, fut réélu en 1885 et entra dans les cabinets Freycinet et Goblet comme ministre des postes et télégraphes (1886-1887). Réélu en 1889 par une circonscription de Marseille, il ne s'est pas représenté en 1893.

GRANGER (Ernest-Henri) (1844), révolutionnaire français. Un des principaux chefs du parti blanquiste, il prit une part active à l'affaire de La Villette (14 août 1870) et à la journée du 4 sept. 1870. Compromis dans les événements de la Commune, il passa en Angleterre, fut élu député du XIX^e arr. de Paris (1889) et siégea à l'extrême gauche.

GRANIER (Bernard-Adolphe) (1806-1880), dit *de Cassagnac*. Ecrivain et journaliste, il s'occupa de politique et de questions sociales, écrivit des romans et des études historiques, mit sa plume au service de Louis-Napoléon et entra au Corps législatif comme candidat officiel dans le Gers (1852). Il fut réélu pendant toute la durée de l'Empire, attaqua vivement les orateurs de l'opposition et s'opposa à toute mesure libérale. Dé-



Granier
de Cassagnac.

puté de Mirande (1876), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, soutint le cabinet Broglie-Fourtou et fut réélu en 1877.

GRANIER DE CASSAGNAC (Paul-Adolphe-Marie-Prosper) (1842), fils du précédent. Il fit du journalisme, eut de nombreux duels, collabora au journal de son père, *le Pays*, fut élu député de Condom (1876), siégea dans le groupe de l'Appel au peuple, devint candidat officiel du cabinet

du Seize-Mai et fut réélu en 1877. Invalide peu après (1878), il fut réélu en 1879, de nouveau à Mirande (1881), sur la liste du département du Gers (1885), puis à Mirande (1889) et échoua aux élections de 1893. Il avait quitté le journal *le Pays* et fondé *l'Autorité* qui devint le moniteur du parti bonapartiste du prince Victor. Réélu député de Mirande (1898).



Paul de Cassagnac.

GRANT (Ulysses-Scipion) (1822-1885), président des Etats-Unis. Il prit part à la guerre contre le Mexique (1845-1847), se retira du service en 1854, leva un corps de volontaires au début de la guerre de la Sécession (1860), et remporta des succès brillants en 1862 et en 1863, enleva Vicksburg qui le rendit maître de la vallée du Mississippi et battit les confédérés à Chattanooga. En 1864, Lincoln lui conféra le commandement en chef des armées du Nord. Grant, aidé de Sherman et de Meade, enleva les dernières forteresses du Sud et fit capituler Lee. Nommé par le président Johnston secrétaire de la guerre (1866), il fut élu président de l'Union en 1868, entra en fonctions en 1869, fut réélu en 1872 et posa encore sa candidature en 1876 et en 1880, mais sans résultat. Il s'engagea ensuite dans des opérations commerciales et financières qui le ruinèrent, vécut sur des fonds que lui constituèrent ses amis, puis, en 1885, le Congrès lui rendit (par faveur spéciale) son titre de « général » avec un solde entière d'activité (15,000 dollars).

GRANVILLE (LEVESON-GOWER, George, comte) (1773-1846), diplomate anglais. Lord de la trésorerie (1800), membre du conseil privé (1804), il représenta l'Angleterre à Pétersbourg, à Bruxelles (1815) et à Paris (1824-1841).

GRANVILLE (LEVESON-GOWER-, George, comte) (1815-1891), homme d'Etat anglais, fils du précédent. Député de Morpeth au Parlement (1836), il entra à la Chambre des lords en 1846 et se montra libre-échangiste. Chef du *Foreign Office* (1854-1852), président du conseil, dans le cabinet

Aberdeen (1852-1854), puis dans le cabinet Palmerston (1859), secrétaire d'Etat pour les colonies (1868), successeur de Clarendon aux affaires étrangères (1870), il se montra antipathique à la France pendant la guerre franco-allemande et conclut avec les Etats-Unis le traité de Washington relatif aux affaires de l'Alabama. Il revint au *Foreign Office* dans le second cabinet Gladstone (1880-1885), et adhéra au *home-rule*.

GRATET DU BOUCHAGE. (V. BOUCHAGE.)

GRATTAN (Henry) (1746-1820), homme d'Etat irlandais. Membre de la Chambre des communes d'Irlande (1775), il émit le vœu de l'affranchissement de son pays (1780), obtint quelques concessions de l'Angleterre (1782), fit de l'opposition dans d'admirables discours et se retira de la lutte quand l'Union fut votée (1800). En 1805, il représenta le bourg de Malton au Parlement de Westminster, soutint Fox et ne cessa de plaider la cause des catholiques. Dans sa dernière tentative en faveur de ceux-ci (1819), il obtint 241 voix contre 243.

GRÉGOIRE XVI (Mauro CAPELLARI) (1765-1846), pape de 1831 à 1846. Au début de son pontificat, il réprima les révoltes de ses sujets à l'aide de l'Autriche et des san-fédistes, de même qu'en 1843-1846, soutint les jésuites et leur rendit de nombreux services.

GRÉGOIRE (1739-1821), patriarche de Constantinople. Il exhorta les Morécens à l'obéissance, lors de la révolte d'Ypsilanti (1821), prononça l'excommunication contre tous les insurgés sur l'ordre du sultan; mais, soupçonné de favoriser les Grecs, fut saisi par la populace turque et pendu avec d'autres évêques.

GRÉGOIRE (Henri) (1750-1831), évêque constitutionnel de Blois. Elevé chez les jésuites, il devint curé d'Embermesnil (Meurthe), député du clergé du bailliage de Nancy aux Etats généraux, décida le bas clergé à se joindre au tiers, prêta le serment civique après le décret sur la constitution civile du clergé, et réclama la liberté des cultes. Nommé évêque constitutionnel à Blois, il fut choisi par ses diocésains pour les représenter à la Convention, se joignit à Collot d'Herbois pour de-

mander l'abolition de la royauté, se prononça pour les peines les plus sévères dans le procès de Louis XVI, mais pas pour la mort (cela fit l'objet d'une vive discussion: Grégoire était en mission en Savoie), demanda et obtint l'abolition de l'esclavage (1794), fit partie du comité d'instruction publique et prit une part très active à ses travaux.



Grégoire
(Henri).

Il essaya avec quelques prêtres constitutionnels de rassembler les débris de l'Eglise gallicane en 1797 et en 1801, mais le pacte conclu entre Bonaparte et Pie VII fit échouer ses projets. Il combattit vivement le concordat et dut se démettre de son évêché. Membre du conseil des Cinq-Cents, puis du Corps législatif et du Sénat conservateur, il fit partie de la minorité républicaine, vota contre le sénatus-consulte qui établit l'Empire, contre le divorce de Napoléon I^{er}, pour sa déchéance en 1814, fut exclu de l'Institut à la Restauration et privé de sa pension d'ancien sénateur.

Député de l'Isère (1819), il fut en butte aux fureurs des royalistes qui demandèrent son exclusion pour cause d'« indignité », mais n'obtinrent qu'un vote de « non-admission ». La monarchie de Juillet lui tint également rigueur; l'archevêque de Paris l'exhorta à rétracter le serment qu'il avait prêté à la constitution civile du clergé; Grégoire refusa hautement. Il mourut peu après. Les étudiants dételèrent les chevaux de son corbillard et le trainèrent jusqu'au cimetière Montparnasse; vingt mille personnes suivaient; le gouvernement avait pris des mesures extraordinaires pour maintenir l'ordre. — Il a laissé de nombreux écrits.

GREGR (Jules) (1831), journaliste et homme politique tchèque. Il fonda les *Narodni Listy*, journal national (1861), qui n'a pas cessé depuis d'être le principal organe de l'opposition slave. Souvent poursuivi et condamné, il fut, avec son frère Edouard Gregr et Sladkovsky, l'organisateur du parti démocratique tchèque, connu sous le nom de jeune-tchèque, et il rallia autour de lui la nation entière. Député à la Diète de Prague et au

Parlement de Vienne, c'était un orateur de premier ordre.

GRENVILLE (William-Wyndham, baron) (1759-1834), homme d'Etat anglais. Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères (1791), ennemi déclaré de la France, soutien de Pitt, il forma, à la mort de celui-ci, le ministère de « tous les talents » avec Fox et Sidmouth (1806), devint chancelier de l'université d'Oxford (1809) et se montra toujours partisan des mesures répressives. Il était très populaire.

GREPPO (Jean-Louis) (1810-1888). Ouvrier tisseur à Lyon, député du Rhône à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu à la Législative (1849) et combattit vivement la politique de l'Elysée. Expulsé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il rentra à l'amnésie de 1859, devint en 1870 maire du IV^e arr. de Paris et en 1871 député de la Seine. Il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876, fit partie des 363 et eut son mandat renouvelé en 1877 et 1881. Il se rapprocha du parti dit opportuniste et échoua aux élections de 1885.

GRESLEY (Henry-François-Xavier) (1819-1890), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, servit dans la guerre franco-allemande en qualité de général de brigade, devint chef d'état-major au ministère de la guerre (1874), ministre de la guerre (1879) et sénateur inamovible la même année.

GRESSIER (Edouard-Valéry) (1815-1892). Avocat à Paris, député de la Somme (1863), il fut ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de 1867 jusqu'en 1870.

GRÉVY (François-Jules-Paul) (1807-1891), président de la République française. Avocat à Paris, il plaida dans de nombreux procès, fut élu député du Jura à la Constituante (1848) et siégea à gauche. Il fut hostile à la dictature de Cavaignac et déposa un amendement célèbre contre l'élection d'un président de la République. Réélu à la Législative (1849), il prononça d'importants discours politiques, combattit la politique de l'Elysée, parla dans diverses questions d'affaires, fut arrêté le 2 décembre 1851 et reprit sous l'Empire sa place au barreau de Paris. Bâtonnier de l'ordre des avocats, député du Jura

(1868), il fit de l'opposition au plébiscite, au ministère Ollivier, et, après le 4 septembre 1870, se retira à Mont-sous-Vaudrey. Député du Jura (1871), il fut élu président de l'Assemblée nationale à Bordeaux, puis à Versailles, et dirigea les débats avec autorité et habileté jusqu'en 1873. Il reprit sa place sur les bancs de la gauche, vota contre la Constitution (25 février 1875), parce qu'il refusait à l'assemblée l'autorité constituante, fut réélu par l'arrondissement de Dôle (1876), redevint président de la Chambre et le resta jusqu'en 1879



Grévy.

(il avait été réélu député en 1877 comme un des 363), date de la démission de Mac-Mahon. Nommé président de la République (30 janvier 1879), par 593 voix contre 99, il fut réélu pour sept nouvelles années en 1885 (décembre); son influence discrète et peu bruyante pesa d'un grand poids dans les conseils des ministres; il désapprouva le rétablissement du scrutin de liste et la loi sur la liberté de la presse. Sa fille avait épousé le député Wilson, très mêlé aux affaires les plus diverses. Le procès scandaleux des décorations révéla des faits qui forcèrent Grévy, après une longue résistance, à donner sa démission en décembre 1887. Retiré à Mont-sous-Vaudrey, il vécut pendant quatre ans dans le silence le plus complet. L'Etat lui fit célébrer des funérailles nationales. — Delabrousse a publié ses *Discours politiques et judiciaires*, 1898.

GRÉVY (Jules-Philippe-Louis-Albert) (1824), frère du précédent. Avocat à Paris, puis à Besançon, député du Doubs (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu par l'arrondissement de Besançon (1876), fit partie des 363, et vit son mandat renouvelé en 1877. Gouverneur général de l'Algérie (1879-1881), son administration prêta à de nombreuses critiques; nommé sénateur inamovible (1881), il fut compris dans les poursuites exercées, à l'occasion des scandales du Panama, contre cinq sénateurs et cinq députés (1892) et bénéficia d'une ordonnance de non-lieu (1893).

GRÉVY (Paul-Louis-Jules) (1820), général, frère du précédent. Il fit les campagnes d'Algérie, de Crimée, d'Italie et la guerre de 1870 dans l'artillerie, fut élu sénateur par le département du Jura (1880), siégea à gauche et fut réélu en 1886.

GREY (Charles, vicomte Howick, comte) (1764-1845), homme d'Etat anglais. Un des principaux lieutenants de Fox à la Chambre des communes, dès 1787, il s'opposa à la déclaration de guerre à la France (1792), combattit Pitt et parla au nom de l'Irlande libérale. Lord de l'amirauté (1806), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1807), il entra à la Chambre des lords, se prononça contre Georges IV au sujet de son divorce avec Caroline de Brunswick, attaqua le ministère Canning, et se montra un wigh très indépendant. Président du conseil des ministres (1830-1834), malgré les répugnances de la Chambre haute, il fit voter la réforme électorale.

GREY (Sir George) (1797-1882), homme d'Etat anglais. Avocat à Londres, député de Devonport aux Communes (1832), secrétaire d'Etat pour l'intérieur (1845-1866), il se distingua dans cette charge importante et se retira de la politique en 1874.

GROUCHY (Emmanuel, marquis de), maréchal de France. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

GROUCHY (Alphonse-Frédéric-Emmanuel, marquis de) (1789-1864), général français. Chargé, après la bataille de Ligny, de poursuivre les Prussiens, il ne marcha pas au canon de Waterloo et son inaction amena la défaite de Napoléon. Il représenta le département de la Gironde à



Grouchy.

la Législative (1849), appuya la politique de Louis-Napoléon qui le nomma sénateur.

GROUSSET (Paschal) (1844). Journaliste opposé à l'Empire, il envoya à Pierre Bonaparte (1870) des témoignages dont l'un, Victor Noir, fut tué par le cousin de Napoléon III. Membre de la Commune de Paris (1871), il fut transporté en Nouvelle-Calédonie, s'évada avec Henri Rochefort, fit paraître de nombreux ouvrages de vul-

garisation scientifique et pédagogique, et, élu député du XI^e arr. de Paris en 1893 et 1898, siégea au groupe socialiste.

GUAY (Louis-Gilbert LE) (1839). Notaire à Randan, préfet de plusieurs départements (de 1877 à 1881), il fut élu député (1885), puis sénateur du Puy-de-Dôme (1889). Il siégea avec les opportunistes, présida la commission du Panama, et, compromis dans l'affaire Arton (Société de la dynamite), fut condamné à cinq ans de prison (1893).

GUÉRIN (Eugène) (1849). Avocat à Carpentras, maire de cette ville, sénateur de Vaucluse (1890), il fut ministre de la justice dans le premier cabinet Dupuy (1893) et dans le second cabinet Dupuy (1894).

GUÉRONNIÈRE (Louis-Etienne-Arthur DUBREUIL-HÉLION, vicomte de LA) (1816-1875). Collaborateur à *l'Avenir national*, au *Bien public*, au *Pays*, il se rallia à la politique de Napoléon III, fut élu, comme candidat officiel, député du Cantal (1852), devint conseiller d'Etat (1854), sénateur (1861), ambassadeur à Bruxelles (1868) et à Constantinople (1870). Après le 4 septembre 1870, il dirigea *la Presse*.

GUESDE (Jules BAZILE, dit) (1845). Il fut condamné sous l'Empire pour ses écrits socialistes, et en 1871 pour l'apologie de la Commune à cinq ans de prison. Il se réfugia en Suisse, revint en France en 1876 et fonda *l'Égalité*, journal collectiviste et marxiste. Député de Lille (1893), il occupa, dans le groupe socialiste, une place prépondérante par son talent oratoire et sa compétence dans les questions économiques. N'a pas été réélu en 1898. (V. vol. SOCIALISME.)



Guesde.

GUEYDON (Louis-Henri, comte de) (1809-1886), amiral français. Gouverneur de la Martinique (1854), préfet maritime à Lorient (1858), puis à Brest (1861), il commanda l'escadre des mers du Nord en 1870, gouverna l'Algérie de 1871 à 1873, fut chargé de l'inspection générale des équipages de la flotte (1874-1875), et élu député de la Manche (1885).

GUICHARD (Victor) (1803-1884).

Maire de Sens, député de l'Yonne à la Constituante (1848), il siégea à gauche, fut proscrit au 2 décembre 1851, et renommé député de l'Yonne en 1871. Réélu en 1876 et en 1877 (avec les 363), il dénonça les agissements des congrégations religieuses et fut réélu en 1881.

GUIEYSSE (Pierre-Paul) (1841). Ingénieur-hydrographe, député de Lorient (1889), réélu en 1893 et 1898, il fut ministre des colonies dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

GUILLAUME IV (Guillaume-Henry, duc de CLARENCE, comte de MUNSTER) (1765-1837), roi d'Angleterre. Amiral de la flotte anglaise (1811), il provoqua, par ses ordres personnels, la bataille de Navarin (1827), monta sur le trône en 1830 et soutint les whigs qui firent aboutir la réforme électorale (1832). Il se tourna du côté des tories quand les radicaux voulurent supprimer les abus de l'Église anglicane.

GUILLAUME 1^{er} D'ORANGE-NASSAU (1772-1843), roi des Pays-Bas. Il entra dans la coalition contre la Révolution française, se réfugia en Angleterre (1795), et ne recouvra ses États qu'après la chute de la domination napoléonienne (1813). Le traité de Paris lui donna la Belgique et le traité de Vienne lui accorda le grand-duché de Luxembourg. Il accorda une constitution à ses États, devint populaire en Hollande, mais les Belges irrités par la loi qui rendait officielle la langue hollandaise et par l'administration financière se soulevèrent en 1830. Guillaume essaya de renverser Léopold 1^{er}, mais la France le contraignit à la retraite. Il abdiqua en 1840.

GUILLAUME II D'ORANGE-NASSAU (1792-1849), roi des Pays-Bas, fils du précédent. Il combattit les Français en Espagne, pendant les campagnes de 1814 et de 1815, fut mis à la tête de l'armée en 1831 contre la Belgique et dut se retirer devant les troupes françaises. Il monta sur le trône en 1830 et revisa la loi fondamentale dans un sens plus libéral (1848).

GUILLAUME III D'ORANGE-NASSAU (1817-1890), roi des Pays-Bas, fils du précédent. Il gouverna constitutionnellement de 1849 jusqu'à sa mort, avec le ministère libéral Thorbecke, ou avec le ministère réactionnaire de

Donker, accepta de bonne grâce la revision démocratique de la constitution (1887) et se rendit populaire en abandonnant un tiers de saliste civile. Sa vie privée fut assez peu édifiante.

GUILLAUME 1^{er} (1781-1864), roi de Wurtemberg. Il succéda à son père Frédéric 1^{er} en 1816 et promulgua en 1819 une constitution. Très jaloux de ses droits, il fit de l'opposition à la politique de Metternich et défendit (1848-1850) les droits du Wurtemberg contre la Prusse.

GUILLAUME 1^{er} (Frédéric-Louis) (1797-1888), roi de Prusse en 1861, empereur d'Allemagne en 1871. Très opposé à toute réforme constitutionnelle et fort impopulaire, il dut se réfugier à Londres en 1848, commanda en 1849 l'armée qui réprima le mouvement révolutionnaire de Bade et fut nommé gouverneur de Westphalie et des provinces rhénanes. Il prit la direction du pouvoir en 1857, par suite de la maladie de son frère Frédéric-Guillaume IV, et monta sur le trône en 1861. Il réorganisa l'armée avec l'aide du ministre de la guerre Roon, et engagea à cette occasion un conflit avec la Diète prussienne qui dura jusqu'en 1866; il appela Bismarck à la présidence du conseil, et, de ce jour, son histoire est intimement mêlée à celle de ce dernier. (V. BISMARCK.)

Il fut puissamment aidé dans l'organisation et l'exécution de ses opérations militaires par le feld-maréchal de Moltke. Chef de la Confédération du Nord après la guerre de 1866, il fut couronné empereur d'Allemagne à Versailles (1871). Dans les dernières années de sa vie, il fut l'objet de plusieurs attentats, celui de Hœdel en 1878, et celui de Nobiling (même année); quelques grains de plomb atteignirent Guillaume au bras droit et au cou. A la suite de ces deux tentatives, il y eut de nombreuses arrestations; la presse libérale fut sévèrement réprimée; des lois contre les socialistes furent votées; l'état de siège fut établi. Guillaume mourut à 91 ans le 9 mars 1888.



Guillaume 1^{er}.

GUILLAUME II (Frédéric-Guillaume-Victor-Albert) (1859), empereur d'Allemagne. Il succéda à son père Frédéric III en 1888, fit prévaloir de suite son action personnelle et obligea Bismarck à démissionner. Ses déplacements constants, ses nombreux discours, ses manifestations chauvines et piétistes ont souvent préoccupé l'opinion européenne.



Guillaume II.

GUILLEMAUT (Charles-Alexandre) (1809-1886), général et homme politique français. Il prit part à la défense de Paris (1870), fut élu député de Saône-et-Loire (1871), n'exerça plus de fonctions militaires, et entra au Sénat (1876). Il fut réélu au renouvellement de 1882.

GUILLEMET (Gaston-Marie) (1851). Maire de Fontenay-le-Comte, député de cet arr. (1890), il siégea à gauche, fut rapporteur de nombreux projets de loi et réélu en 1893.

GUILLEMINOT (Armand-Charles, comte de) (1774-1840), général français. Il fit avec distinction les campagnes de la Révolution et de l'Empire, devint directeur général du dépôt de la guerre (1822), major général de l'expédition d'Espagne (1823) et ambassadeur à Constantinople (1824).

GUILLOUTET (Louis-Adhémar, marquis de) (1819). Député des Landes (1863), son nom reste attaché à un amendement à la loi sur la presse (1868), qu'on a appelé amendement du « mur de la vie privée ». Réélu en 1869, puis en 1876 par l'arrondissement de Mont-de-Marsan, il siégea au groupe de l'Appel au peuple, soutint les hommes du Seize-Mai, fut réélu en 1887, 1881 et 1889.

GUINARD (Auguste-Joseph) (1799-1874). Affilié au carbonarisme, combattant de juillet 1830, impliqué dans le procès d'avril 1834, il passa en Angleterre, contribua à la révolution de 1848, fut blessé en combattant l'insurrection de juin, représenta le département de la Seine à la Constituante et siégea à la Montagne. Il prit part à l'affaire des Arts-et-Métiers (1849), fut condamné à la prison perpétuelle et gracié en 1854.

GUIZOT (François-Pierre-Guillaume) (1787-1874), homme d'Etat et écrivain français. Il écrivit de nombreux ouvrages sur des genres variés, obtint une chaire d'histoire moderne à la Sorbonne, fut secrétaire général du ministre de l'intérieur l'abbé de Montesquiou (1814), puis de Barbé-Marbois (1815), devint conseiller d'Etat (1816), reprit son cours à la Sorbonne (1820), qui fut suspendu en 1822 par le ministère Villèle et rouvert en 1828 par le ministère Martignac. Député de Lisieux (1830), il siégea au centre gauche, fit partie des 221, signa la protestation contre les ordonnances de Juillet, et fut nommé par Louis-Philippe ministre de l'intérieur (11 novembre 1830).

A partir de cette date, il se sépara nettement des libéraux avec lesquels il s'était trouvé mêlé, se fit le champion de la politique conservatrice à outrance, dite « de résistance », et mit au service de sa cause une âpre et tenace ambition unie à une éloquence austère, à une haute tenue et une foi imperturbable dans l'excellence de son jugement. Il se retira du ministère au bout de trois mois, y rentra avec le portefeuille de l'instruction publique (1832-1836) et organisa l'enseignement primaire. Il contribua aux lois restrictives de la liberté de la presse, contre les associations, et dut se retirer à la suite de rivalités d'ambition qui le mirent aux prises avec Thiers. De nouveau ministre avec le même portefeuille dans le cabinet Molé



Guizot.

(1836-1837), il provoqua de 1837 à 1839 une scission qui ébranla le gouvernement de Juillet, s'allia avec ses adversaires de la veille, et battit en brèche Molé qui avait reconstitué un cabinet sans son concours. Ambassadeur à Londres (1840), ministre des affaires étrangères (même année), il dirigea dès lors la politique de Louis-Philippe jusqu'à la révolution de 1848, et devint président du conseil en 1847. Son programme consista surtout à maintenir la paix à tout prix au dehors et à s'opposer systématiquement à toute réforme au dedans. Il « travailla » sans scrupule les élections, re-

courut à la dissolution de la Chambre, acheta la bienveillance de l'Angleterre par des complaisances que jugea sévèrement l'opinion, se rapprocha de Metternich et devint fort impopulaire. La campagne des banquets réformistes lui porta le dernier coup. Il prit avec Louis-Philippe le chemin de l'exil (24 février 1848) et rentra dans la vie privée. — Membre de l'Académie française, il fut un des écrivains les plus féconds du XIX^e siècle. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

GUSTAVE IV ADOLPHE (1778-1837), roi de Suède. Fils aîné de Gustave III, il monta sur le trône en 1792, rompit toute relation avec la France en 1804, perdit la Finlande (1808) et fut déposé par la Diète (1809) qui prononça la déchéance de tous ses descendants.

GUTTIÈREZ DE LA CONCHA. (V. CONCHA.)



Guyot (Yves).

GUYOT (Yves) (1843). Journaliste, il subit de nombreuses condamnations sous l'Empire, devint en 1871 le collaborateur du grand industriel Menier dans plusieurs journaux et fit dans *la Lanterne* une campagne contre la préfecture de police sous le nom d'« Un vieux petit employé » (1878). Conseiller municipal de Paris (1874), puis de nouveau en 1880, il

échoua en 1884, fut élu député de la Seine (1885) et siégea à l'extrême gauche, mais ses opinions ne tardèrent pas à se modifier. Rapporteur général du budget (1888), ministre des travaux publics dans le cabinet Tirard (1889), puis dans le cabinet Freycinet (1890-1892), il avait été réélu en 1889 dans le 1^{er} arr. de Paris. Directeur du *Siècle* (1892), il échoua aux élections de 1893, et se consacra tout entier à sa polémique contre les socialistes et les protectionnistes.

GUYOT-DESSAIGNE (Jean-François-Edmond) (1833). Avocat, il entra dans la magistrature, devint juge au tribunal de la Seine et démissionna en 1879. Député du Puy-de-Dôme (1885), il vota avec la gauche radicale, eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Floquet (1889), fut réélu dans l'arrondissement de Clermont-Ferrand en 1889, 1893 et 1898, et ministre des travaux publics dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

GUYOT-MONTPAYROUX (Antoine-Léonce) (1839-1884). Protégé du prince Jérôme-Napoléon, il entra au Corps législatif comme député de Brioude (1869). Il siégea au centre gauche, fit partie du groupe Ernest Picard, vota contre la déclaration de guerre à la Prusse, revint au journalisme dans *le Soir* et *le Courrier de France*, fut député du Puy (1876), un des 363, et réélu en 1877. Atteint d'une maladie mentale, il mourut dans une maison de santé à Ivry (Seine).

H

HABERT (Henri-Ernest-Marcel) (1862). Avocat à Paris, membre du parti boulangiste, il fut élu député de Rambouillet (1893 et 1898) et prit une part bruyante aux discussions de la Chambre.

HAENTJENS (Alphonse-Alfred) (1824-1884). Industriel, député du Mans (1863), réélu en 1869, puis député de la Sarthe (1871), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu en 1876, 1877 et 1882. Il servit jusqu'à la fin la cause bonapartiste.

HALGAN (Emmanuel) (1771-1852), amiral français. Il servit dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut député du Morbihan (1819-1820), conseiller d'Etat (1824), gouverneur de la Martinique (1834), pair de France (1837) et directeur du Dépôt des cartes et plans de la marine (1845).

HALIFAX (Sir Charles Wood, vicomte d') (1800-1885), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1826), secrétaire du comte Grey, il fut chancelier de l'Echiquier

dans le cabinet Russel (1846), premier lord de l'amirauté dans le cabinet Palmerston (1854), président du conseil des Indes, entra à la Chambre des pairs (1866) et devint lord du sceau privé dans le ministère Gladstone (1870-1874).

HALL (Carl-Christian) (1812-1888), homme politique danois. Député de Copenhague (de 1848 à 1881), il devint le chef du parti national-libéral, fut ministre du culte et de l'instruction publique (1854), président du conseil (1857), ministre des affaires étrangères (1858-1863), de nouveau ministre du culte (1870-1874). C'était un doctrinaire habile représentant les idées de la classe moyenne.

HAMEL (Louis-Joseph, comte Du) (1777-1852). Maître des cérémonies de Napoléon 1^{er} (1810), préfet des Pyrénées-Orientales (1813), il rejoignit le duc d'Angoulême pendant les Cent-Jours, devint préfet de la Vienne (1815), député de la Gironde (1820) et siégea parmi les ultraroyalistes. Il entra au Conseil d'Etat (1822), fut réélu député en 1824 et échoua en 1827.

HAMEL (Louis-Ernest) (1826-1898). Il écrivit de nombreux ouvrages historiques (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), collabora à différents journaux de nuance avancée, devint conseiller municipal de Paris (1878-1887) et sénateur de Seine-et-Oise (1892).

HAMELIX (François-Alphonse) (1796-1864), amiral français. Il prit part au siège de Cadix (1823), au blocus des ports d'Algérie (1827) et à la prise d'Alger (1830), commanda la division navale du Pacifique (1844) et se montra très ferme vis-à-vis de l'Angleterre lors de l'annexion des îles Marquises. Préfet maritime à Toulon (1849), il fut appelé au commandement en chef des forces navales dans la mer Noire (1853-1854), reçut le portefeuille de la marine (1855-1860) et devint grand chancelier de la Légion d'honneur.

HAMPDEN (Vicomte). (V. BRAND.)

HANOTAUX (Gabriel) (1853). Elève de l'école des Hautes-Études et de l'école des Chartes, chef du bureau historique au ministère des affaires étrangères (1879), chef de cabinet de Jules Ferry, ministre plénipotentiaire à la conférence chargée de régler les affaires de la Bulgarie (1886), il fut élu

député de l'Aisne (1886) et siégea à gauche. Battu aux élections de 1889, il fut nommé directeur des consulats et des affaires commerciales (1892), Réélu en 1893, ministre des affaires étrangères, dans le cabinet Dupuy (1894), dans le cabinet Ribot (1895), dans le cabinet Méline (1896), il entra à l'Académie française en 1897.



Hanotaux.

HARCOURT (François-Eugène-Gabriel, duc d') (1786-1865). Député de Provins (1827), il siégea avec les libéraux, vota l'adresse des 221, se rallia au gouvernement de Louis-Philippe qui le nomma ambassadeur à Madrid, puis à Constantinople, et membre de la Chambre des pairs. Il fut quelque temps ambassadeur à Rome (1848).

HARCOURT (Louis-Emmanuel, comte d') (1844). Il exerça sur le maréchal de Mac-Mahon, en sa qualité de secrétaire général de la présidence (1873-1877), une influence considérable et antirépublicaine.

HARDENBERG (Karl-August, prince de) (1750-1822), homme d'Etat prussien. Gouverneur du margraviat d'Anspach et Baireuth (1790), il fut mis en 1791 par Frédéric-Guillaume III à la tête des affaires de Franconie et remplaça Haugwitz aux affaires étrangères (1803). Ennemi déclaré de la France, il se rapprocha de l'Angleterre, se prépara à la guerre, mais il fut contraint de suspendre ses armements après Austerlitz (1805). Quelque temps démissionnaire, il reprit son poste et le conserva peu, Napoléon 1^{er} ayant mis sa démission pour condition à la paix de Tilsit. Chancelier d'Etat (1810), il s'occupa activement des réformes qui relevèrent la Prusse, dirigea la politique de son pays pendant les guerres de 1813 et 1814, signa le traité de Paris, soutint sans beaucoup de fermeté le parti libéral, organisa le conseil d'Etat et prit une grande part aux divers congrès diplomatiques qui se succédèrent jusqu'en 1822.

HARDINGE (Sir Henry, vicomte) (1785-1856), général anglais. Il com-

batlit les Français en Portugal, en Espagne, fut blessé grièvement aux Quatre-Bras et demeura en France jusqu'en 1818. Député de Durham à la Chambre des communes (1820), il devint secrétaire pour l'Irlande (1830), gouverneur général de l'Inde (1844-1848) et remplaça Wellington au commandement en chef de l'armée (1852).

HARISPE (Jean-Isidore, comte) (1768-1855), maréchal de France. Il se distingua dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, surtout en Espagne où il reçut de nombreuses blessures. Prisonnier des Anglais à la bataille de Toulouse (1814), il reprit du service pendant les Cent-Jours, fut mis en demi-solde par la Restauration, et réintégré dans les cadres par Louis-Philippe. Député de 1831 à 1834, pair de France (1835), il reçut le bâton de maréchal en 1851.

HARRISON (William-Henry) (1773-1841), président des Etats-Unis. Gouverneur de l'Indiana, il prit part aux guerres contre les Indiens et les Anglais, devint sénateur de l'Ohio, puis sénateur fédéral, et enfin président de la République (1840). Il mourut un mois après son installation.

HARRISON (Benjamin) (1833), président des Etats-Unis, petit-fils du précédent. Avocat à Indianapolis, il partit avec une compagnie de volontaires au début de la guerre civile, conquit le grade de colonel, devint après la guerre un propagandiste républicain des plus actifs, fut envoyé au Sénat fédéral (1880) et élu président de l'Union en 1889. En 1893, il reprit sa place au barreau d'Indianapolis.

HARTINGTON (Spencer-Compton Cavendish, duc de Devonshire, marquis d') (1833), homme d'Etat anglais. Député du Lancashire aux Communes (1857), il siégea dans les rangs libéraux, devint sous-secrétaire d'Etat à la guerre (1863) et maître général des postes (1868). Secrétaire-chef pour l'Irlande (1871-1874), secrétaire d'Etat pour l'Inde (1880), puis à la guerre (1882), il se sépara de Gladstone sur la question du « home-rule » (1886) et entra à la Chambre des pairs à la mort de son père (1891).

HASSENPLUG (Hans-Daniel-Ludwig-Friedrich) (1794-1862), homme politique allemand. Ministre de la justice et de l'intérieur de Hesse-Cassel,

il combattit la charte de 1831 et dut quitter l'électorat en 1837. Il revint à Cassel comme premier ministre (1850), mit le pays en état de siège, et, avec l'appui de l'Autriche et de la Diète, rétablit une constitution aristocratique; l'opposition de la Prusse et son impopularité l'obligèrent à se retirer en 1855.

HASTINGS (Warren) (1732-1818). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e s.)

HASTINGS (Francis-Rawdon-Moira, marquis d') (1754-1826), homme d'Etat anglais. Il servit en Amérique, entra à la Chambre des pairs en 1783, fit une vive opposition à Pitt, et attaqua les agissements du gouvernement en Irlande. Commandant en chef en Ecosse (1801), maître de l'artillerie, connétable de la Tour, il fut nommé commandant en chef dans l'Inde (1812) et y consolida la puissance anglaise en subjuguant le Népal et en menant une campagne décisive contre les Mahrattes. A son retour, fut nommé gouverneur de Malte (1824).

HATZFELDT (Paul-Melchior-Hubert-Gustave, comte de) (1831), homme d'Etat prussien. Secrétaire d'ambassade à Paris, attaché ensuite à la personne de Bismarck, il le suivit pendant la guerre franco-allemande, fut ministre plénipotentiaire à Madrid (1874), ambassadeur à Constantinople (1878), ministre des affaires étrangères (1882), ambassadeur à Londres (1885).

HAUGWITZ (Christian-Heinrich-Karl, comte de) (1752-1831), homme d'Etat prussien. Ministre des affaires étrangères (1792-1803), il fut remplacé par *Hardenberg* (V. ce nom), négocia avec Napoléon I^{er} après Austerlitz et reprit la place de Hardenberg, mais se retira bientôt.

HASSEZ (Charles LEMERCIER de Longpré, baron d') (1778-1854). Compromis dans la conspiration Cadoudal-Pichegru, il fut arrêté peu de temps, soutint l'Empire, se rallia à Louis XVIII, représenta le département de la Seine-Inférieure et présida la Chambre introuvable (1815). Après avoir été préfet dans plusieurs départements, il devint conseiller d'Etat, puis député des Landes (1827); ministre de la marine et des colonies dans le ministère Polignac (1829), il contresigna les ordonnances de Juil-

let et fut condamné (1831) par contumace à la prison perpétuelle. Il rentra en France à l'amnésie de 1836. A laissé d'intéressants *Mémoires*.

HAUSSMANN (Georges-Eugène, baron) (1809-1891). Préfet du Var (1849), de l'Yonne (1850), de la Gironde (1851), il prit une part active au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et fut nommé en 1853 préfet de la Seine. Dans ce poste, il favorisa les combinaisons financières, transforma Paris, et exerça une véritable dictature administrative. Il dut quitter la préfecture de la Seine au commencement de 1870, représenta pendant une législature Ajaccio (1877-1881) et vota avec le groupe bonapartiste. — V. ses *Mémoires*, 3 vol., 1890-1893.



Haussmann.

HAUSSONVILLE (Charles-Louis-Bernard de CLÉRON, comte d') (1770-1846). Il émigra en 1791, servit dans l'armée de Condé, devint chambellan à la cour de Napoléon I^{er} qui le fit comte de l'Empire. Rallié à la Restauration, il entra à la Chambre des pairs où il resta sous la monarchie de Juillet.

HAUSSONVILLE (Joseph-Othenin-Bernard de CLÉRON, comte d') (1809-1884). Député de Provins (1842), rejeté, par la révolution de Février et l'Empire, dans la vie privée, il publia de nombreux ouvrages historiques (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), entra à l'Académie française (1869), fonda, comme président de la Société de protection des Alsaciens-Lorrains, des colonies en Algérie, soutint le cabinet du Seize-Mai, devint sénateur inamovible (1878) et siégea avec les cléricaux.

HAUSSONVILLE (Gabriel-Paul-Othenin de CLÉRON, comte d') (1843). Fils du précédent, député de Seine-et-Marne (1871), il siégea au centre droit, échoua aux élections de 1876, s'occupa de littérature et d'économie sociale (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut élu à l'Académie française (1888) et dirigea le parti orléaniste depuis l'exil du comte de Paris.

HAUTERIVE (Alexandre-Maurice BLANC DE LANAUTTE) (1754-1830), diplo-

mate français. Attaché d'ambassade à Constantinople (1784), consul à New-York (1792), il devint chef de la correspondance politique aux affaires étrangères (1799), conseiller d'Etat (1805), et remplaça intérimairement Talleyrand et Caulaincourt au ministère. Directeur des archives aux affaires étrangères (1807), il conserva ce poste sous la Restauration.

HAUTPOUL (Alphonse-Henri, comte d') (1789-1865), général français. Il servit sous Napoléon I^{er}, à l'expédition d'Espagne (1823), fut député de l'Aude (1830-1838), pair de France (1848), ministre de la guerre dans le cabinet Rouher (1849), gouverneur de l'Algérie (1850) et sénateur de l'Empire (1852).

HAUTPOUL (BEAUFORT D'). V. BEAUFORT.)

HAYIN (Léonor-Joseph) (1799-1868). Député de Saint-Lô (1831-1848), il siégea à la gauche dynastique, représenta le département de la Manche à la Constituante (1848), devint conseiller d'Etat (1849), directeur du journal *le Siècle* et fit de l'opposition à l'Empire. Les questions politiques n'avaient d'ailleurs à ses yeux qu'une importance secondaire, et l'empereur, dont il soutenait souvent la politique extérieure, le ménageait. Député de la Seine (1863), il vota avec la minorité modérée républicaine.

HAYES (Rutherford-Birchard) (1822-1893), président des Etats-Unis. Avocat à Cincinnati, il servit pendant la guerre de la Sécession, devint gouverneur de l'Ohio (1867-1871), de nouveau en 1875, et fut élu président de l'Union (1877). Il adjoignit un démocrate à son cabinet de républicains modérés, s'aliéna les républicains radicaux et fut remplacé par Garfield (1881).

HAYMERLÉ (Henri-Charles, baron de) (1828-1881), homme d'Etat autrichien. Il entra dans la diplomatie, fut plénipotentiaire à Athènes et à La Haye, ambassadeur à Rome (1877) et remplaça (1879) le comte Andrassy aux affaires étrangères.

HÉBRARD (Adrien) (1834). Collaborateur au journal *le Temps*, il en devint directeur et, grâce à son entente des affaires, lui donna une importance très grande. Sénateur de la Haute-Garonne (1877), réélu en 1888, il siégea au centre gauche et soutint l'opportunisme.

HÉBRARD (Jacques) (1841), frère du précédent. Gérant du *Temps*, il fut sénateur de l'Inde de 1882 à 1891 et siégea au centre gauche.

HECKER (Friedrich-Karl-Franz) (1811-1884), homme politique badois. Avocat à Mannheim, député à la Chambre badoise (1842), il siégea à l'extrême gauche, devint un des chefs du parti socialiste révolutionnaire en 1848, fut battu à Kandern et se réfugia en Suisse, puis en Amérique où il prit part à la guerre de la Sécession sous les ordres des généraux républicains Fremont et Howard.

HECKEREN (Georges-Charles d'Anthès, baron de) (1812-1895). Il servit en Russie, en fut expulsé après la mort du poète Pouchkine qu'il tua en duel (1837), représenta le département du Haut-Rhin à la Constituante et à la Législative (1848-1851), soutint la politique de l'Élysée et siégea de 1852 à 1870 au Sénat de l'Empire.

HÉNON (Jacques-Louis) (1802-1872). Médecin à Lyon, député du Rhône (1857-1869), il fut un des « cinq » opposants à l'Empire, et devint maire de Lyon le 4 septembre 1870.

HERBETTE (Jules-Gabriel) (1839), diplomate français. Il entra dans la carrière diplomatique, remplit de nombreuses missions, devint conseiller d'Etat et directeur du personnel aux affaires étrangères (1880), puis ambassadeur à Berlin (1886).

HERBETTE (François-Louis) (1813), administrateur français. Préfet de Tarn-et-Garonne (1876), de la Somme et de la Loire-Inférieure, directeur de l'administration pénitentiaire en 1882. La presse s'occupa beaucoup de lui au sujet des affaires de Doullens et de la Fouilleuse (adjudications de travaux et irrégularités de procédure). Il donna sa démission en 1891 et devint conseiller d'Etat.

HERBOUVILLE (Charles-Joseph-Fortuné, marquis d') (1756-1829), général français. Il servit dans l'armée sous l'ancien régime, fut arrêté comme suspect (1793) et relâché après le 9 thermidor. Retiré dans ses terres jusqu'en 1800, il devint préfet d'Anvers, puis de Lyon (1800-1810), pair de France et directeur général des postes (1815). Il siégea dans la Chambre haute parmi les ultraroyalistes.

HERBST (Edouard) (1820-1892), homme d'Etat autrichien. Professeur

de droit à Lemberg, député au Landtag de Bohême et au Reichsrath de Vienne, il fut un des chefs du parti constitutionnel allemand, et ministre de la justice de 1867 à 1870. C'était un adversaire des prétentions tchèques.

HEREDIA (Severiano de) (1836). Conseiller municipal de Paris (1873-1881), député de Paris (1881-1889), il fut ministre des travaux publics en 1887 et échoua aux élections de 1889.

HÉRISSÉ (René-Félix Le) (1857). Député de l'Ille-et-Vilaine (1886), il siégea à la gauche radicale, s'occupa de questions militaires et fut un chaud partisan du général Boulanger. Réélu député de Rennes avec un programme revisionniste (1889), il n'a pas cessé depuis de faire partie de la Chambre.

HÉRISSON (Anne-Charles) (1831-1893). Avocat à Paris, impliqué dans le procès des Treize, il fut maire du VI^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870, conseiller municipal de Paris (1871), député de la Haute-Saône (1874), et siégea à l'Union républicaine. Député de Paris (1878-1885), il devint ministre des travaux publics (1883-1883) et du commerce (1883-1885). En 1885, il entra comme conseiller à la cour de cassation.

HEROLD (Ferdinand) (1828-1882). Avocat à Paris, il prit part aux luttes du parti républicain sous l'Empire, fut impliqué dans le procès des Treize, devint conseiller municipal de Paris (1872-1876), sénateur de la Seine (1876) et préfet de ce même département (1879-1882). Il s'occupa beaucoup de la laïcisation des écoles de Paris.

HERVÉ (Aimé-Marie-Edouard) (1835-1899). Il collabora au *Courrier du dimanche*, fonda le *Journal de Paris* avec J.-J. Weiss (1867), soutint l'Empire libéral d'E. Ollivier, et se lança après 1870 dans le parti orléaniste dont il fut un des représentants les plus en vue. Directeur du *Soleil*, il siégea au Conseil municipal de Paris de 1881 à 1884 et entra à l'Académie française en 1886.

HERVÉ MANGON. (V. MANGON.)

HERZEN (Alexandre-Ivanovitch) (1812-1870), écrivain et révolutionnaire russe. Exilé pour son libéralisme, sur les confins de la Sibérie, puis à Nov-



Hervé.

gorod, il se fit remarquer par ses productions littéraires, quitta la Russie en 1847, se lia à Paris avec les hommes du parti républicain (1848-1850), surtout avec Proudhon, fut chassé de France par Louis-Napoléon en même temps que ses biens étaient confisqués en Russie, et alla se fixer à Londres (1852). Dans *l'Etoile polaire* et dans *la Cloche*, il dévoila les maux de la société russe, soutint l'insurrection polonaise, et réclama l'abolition du servage; ses écrits eurent une très réelle influence sur les réformes d'Alexandre II. Il vint à Genève en 1864, puis à Paris en 1869. Pendant dix-sept ans, il fut un des représentants les plus actifs du parti révolutionnaire européen; il a laissé de nombreux ouvrages d'histoire et de critique sociale.

HEYDT (August von der) (1801-1874), homme d'Etat prussien. Banquier à Elberfeld, député (1847), ministre du commerce (1848), directeur de la Banque prussienne (1851), il fut ministre des finances (1862-1869).

HIDALGO Y COSTILLA (Miguel) (1747-1811), prêtre et patriote mexicain. Curé de Dolorès, il acquit une grande influence dans l'Etat de Guanajuato, groupa autour de lui les mécontents, s'assura du concours des Indiens, et, à la tête de près de vingt mille hommes, marcha sur Mexico en proclamant l'indépendance du Mexique (1810). Il s'empara de nombreuses villes, confisqua les biens des Européens qu'il distribua à ses partisans, vit son armée s'élever à 50,000 hommes, somma le vice-roi Venegas de capituler, mais subit deux défaites sanglantes et, trahi par un de ses partisans, fut pris et fusillé (1811).

HIEN-FOUNG (1831-1861), empereur de Chine. Il monta sur le trône en 1850; son règne fut signalé par l'insurrection des Taï-pings et l'expédition franco-anglaise qui se termina par la prise de Pékin (1860).

HIRSCH (Max) (1832), homme politique allemand. Il se consacra aux questions de droit et d'économie sociale, fonda des sociétés populaires, fut député de Plauen (Saxe) au Reichstag de l'Allemagne du Nord (1869) et siégea au groupe progressiste. Député au Reichstag de l'Empire allemand (1877) par un district de Berlin, réélu en 1881, il a publié des rapports

sur les caisses de secours et les associations.

HOFER (Andreas) (1767-1810), patriote tyrolien. En 1796 et en 1803 il se signala par sa bravoure dans les combats contre les Français et jouit d'une grande popularité. En 1809, il souleva ses compatriotes, devint maître du Tyrol, battit le maréchal Lefebvre, mais fut livré aux Français (1810) et fusillé. Il mourut en héros.

HOFFMANN (Johann-Gottfried) (1765-1847), homme d'Etat allemand. Professeur d'économie politique à Königsberg (1807), conseiller d'Etat (1808), directeur du bureau de la statistique (1810), il fut un des promoteurs du « Zollverein » et contribua à la réorganisation de l'administration prussienne. Il assista aussi, comme diplomate, aux congrès de Vienne et de Paris.

HOFMANN (Karl de) (1827), homme d'Etat allemand. Avocat, ministre des affaires étrangères de Hesse-Darmstadt (1857), il combattit longtemps l'influence prussienne, fut président du conseil des ministres (1872), président de la chancellerie fédérale de l'empire allemand (1876), ministre du commerce et des travaux publics (1879), puis secrétaire d'Etat du gouvernement d'Alsace-Lorraine (1880).

HOLENLOHE-SCHILLINGSFURST (Clovis-Charles-Victor, prince de) (1819), homme d'Etat prussien. Membre du Parlement bavarois (1846), il défendit les idées unitaires, devint premier ministre (1866) et tenta de réaliser l'union fédérale des Etats allemands. Il n'y réussit pas, démissionna en 1870, fut élu au Reichstag, remplaça le comte d'Arnim à l'ambassade de France (1874), devint administrateur de l'Alsace-Lorraine (1885) et chancelier de l'Empire (1894).

HOLLAND (Henri-Richard VASSALL Fox, baron) (1773-1840), homme politique anglais. Neveu de Fox, imbu d'idées libérales, il entra à la Chambre des lords en 1796, fit toujours cause commune avec la Chambre basse, fut lord du sceau privé (1806) et chancelier du duché de Lancastre (1830).

HOOROUCK (Van). (V. ASPRE [Baron d].)

HOOD (Alexander). (V. BRIDPORT [Lord].)

HORTENSE (Eugénie de BEAUBARNAIS). (V. BEAUBARNAIS.)

HORVATH (Michel) (1809-1878), homme politique hongrois. Evêque de Csanard (1848), il eut le portefeuille des cultes et de l'instruction publique dans le gouvernement de Kossuth, passa à l'étranger, rentra en Hongrie en 1866, fut député de Szegedin, puis de Budapest et se rangea dans le parti Déak.

HORVATH (Balthazar) (1822), homme politique hongrois. Avocat, député en 1848, emprisonné par la réaction, il soutint comme député, de 1860 à 1867, le parti Déak, et fut ministre de la justice de 1867 à 1871.

HORVATOVITCH (Georges) (1835), général et homme politique serbe. Il se distingua dans la guerre serbo-turque (1876), puis dans celle de 1877-1878, et représenta la Serbie à Pétersbourg (1880-1885). Ministre de la guerre (1885-1887), il devint un des chefs du parti progressiste.

HOSSEÏN ou **HOSSEÏN** (1773-1838), dernier dey d'Alger, mort à Alexandrie (Egypte). En 1827, il frappa de son chasse-mouches le consul français Deval, et quitta Alger avec ses trésors lorsque le maréchal de Bourmont s'empara de la ville (1830).

HOUSTON (Samuel) (1793-1863), général et homme politique américain. Il servit contre les Anglais en 1813, devint avocat, député du Tennessee au Congrès (1823), gouverneur de cet Etat (1827), partit chez les Cherokees en 1829 et défendit leur cause à Washington. Il aida le Texas à proclamer son indépendance (1836), battit Santa-Anna, et fut le premier président du Texas, puis son représentant au Sénat fédéral (1845). Gouverneur du Texas (1859), il se retira en 1861.

HOVELACQUE (Alexandre-Abel) (1843-1896). Conseiller municipal de Paris (1878), réélu en 1881 et en 1886, il s'inscrivit au groupe de l'autonomie communale et prit une grande part à la campagne de laïcisation. Député du XII^e arr. de Paris (1889), réélu en 1893, il siégea à l'extrême gauche. Il a laissé de nombreux ouvrages de linguistique et d'anthropologie.

HOWE (Joseph) (1804-1873), homme politique anglais. Ouvrier typographe, puis député d'Halifax au Parlement, il mena une campagne qui aboutit à la formation d'un gouvernement res-

pensable de la Nouvelle-Ecosse (1839) dont il devint gouverneur général (1873).

HOZIER (Charles d') (1775-1846), agent royaliste. Arrêté avec Cadoudal et Pichegru, il fut condamné à mort, et eut sa peine commuée en quatre ans de détention. Louis XVIII lui donna la charge d'écuyer cavalca-dour du comte d'Artois.

HUBBARD (Gustave-Adolphe) (1858). Conseiller municipal de Paris (1884), député de Seine-et-Oise (1885), il siégea à l'extrême gauche et a été réélu en 1889 et 1893 député de l'arrondissement de Pontoise. Il échoua aux élections générales de 1898, dans l'arrondissement de Fontainebleau.

HÜBNER (Joseph-Alexander, baron de) (1811-1892), diplomate autrichien. Directeur de la correspondance diplomatique, ministre plénipotentiaire en France (1849-1859), il eut le portefeuille de la police et fut chargé de l'ambassade de Rome (1866-1868).

HUGO (Victor-Marie) (1802-1885). Pour ses travaux littéraires, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. Nommé pair de France par Louis-Philippe (1845), il ne tarda pas à se révéler grand orateur et prononça entre autres discours un magnifique plaidoyer en faveur de l'abrogation des lois d'exil contre les Bonaparte. Député de la Seine à la Constituante (1848), il siégea à droite bien que votant déjà fréquemment avec l'extrême gauche, mais soutint la candidature du prince Napoléon à la présidence. Réélu à la Législative (1849), il se sépara de ses amis de la droite et passa d'un bond à l'extrême gauche,



Hugo (Victor).

dont il devint le principal orateur. Il combattit avec vigueur la politique de l'Élysée, prit une part importante aux débats sur la réforme électorale, sur la revision de la constitution, et en novembre 1851, il occupa la tribune pendant plusieurs séances, dénonçant le coup d'Etat et trouvant pour démasquer celui qu'il appelait déjà Napoléon le Petit des mouvements de sublime éloquence qu'il ne retrouva jamais depuis, au même degré. Après le coup d'Etat du 2 dé-

cembre 1851, il gagna Bruxelles où il écrivit *Napoléon le Petit* (1852). De là, il se rendit à Jersey, puis à Guernesey, et retourna à Paris après le 4 septembre 1870. Député de la Seine (1871), il combattit les préliminaires de paix et donna sa démission après avoir pris la défense de Garibaldi insulté par les monarchistes. Retiré à Bruxelles en 1871, il offrit un refuge à quelques partisans vaincus de la Commune de Paris, fut expulsé de la ville par le gouvernement belge; nommé sénateur en 1876, siégea à l'extrême gauche et prononça un discours en faveur de l'amnistie pour les condamnés de la Commune. Réélu en 1882, il fut l'objet d'une manifestation grandiose à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. Quand il mourut, après une agonie de huit jours (mai 1885), le concours de tout un peuple fit de ses funérailles une apothéose et des représentants des deux mondes suivirent sa dépouille, mise sur le char des pauvres, et portée au Panthéon.

HUGOT (Louis-Anatole) (1836). Maire de Montbard, député de l'arrondissement de Semur (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Sénateur de la Côte-d'Or (1885) et réélu en 1894, il s'est occupé de questions financières.

HUGUES (Clovis) (1851). Journaliste à Marseille, il fut condamné à trois ans de prison et 6,000 francs d'amende pour un article de *la Fraternité* (1871), se réfugia à Naples après un duel dans lequel il avait tué un journaliste bonapartiste



Hugues (Clovis).

(1877), revint en France et fut acquitté (1878). Député de Marseille (1881), il siégea à l'extrême gauche, encourut la peine de la censure et l'exclusion temporaire (1883), fut réélu en 1885, soutint le général Boulanger et se porta comme socialiste aux élections de 1893 dans le XIX^e arr. de Paris. Il fut élu et siégea au groupe socialiste. Réélu en 1898. — Pour ses travaux poétiques, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

HULLIN (Pierre-Augustin, comte)

(1758-1841), général français. Un des vainqueurs de la Bastille, il servit à l'armée d'Italie, seconda Bonaparte au coup d'Etat du 18 brumaire et devint commandant des grenadiers de la garde consulaire (1803) avec le grade de général de division. Il présida la commission militaire chargée de juger le duc d'Enghien (1804), lit les campagnes d'Autriche et de Prusse, commanda la place de Paris (1812) et fut blessé par le général Mallet, ce qui fit avorter la conspiration de ce dernier. Gouverneur de Paris pendant les Cent-Jours, banni en 1816, il retourna en 1819, et publia en 1823 une brochure justificative de sa conduite lors de l'exécution du duc d'Enghien.

HULST (Maurice LE-SAGE D'HAUTECEUR D') (1841-1896), prêtre français. Recteur de l'Institut catholique de Paris, archidiacre de Saint-Denis, député du Finistère (1892), réélu en 1893, il siégea à la droite légitimiste.



D'Hulst

HUMANN (Jean-Georges) (1780-1842). Député du Bas-Rhin, puis de l'Aveyron, il siégea au Palais-Bourbon de 1820 à 1837, fut ministre des finances (1832-1836), pair de France (1837) et reprit le portefeuille des finances de 1840 à sa mort.

HUMBERT I^{er} (Umberto-Ranieri-Carlo-Emanuelo-Giovanni-Maria-Ferdinando-Eugenio de SAVOIE) (1844), roi d'Italie. Il se distingua à Custozza

(1866), succéda à son père Victor-Emmanuel II en 1878, fut légèrement blessé par Passanante la même année, vécut en bon accord avec les différents ministères qui se sont succédé depuis, entra dans la Triple Alliance poussé par ses sympathies allemandes, sa peur du parti républicain et l'influence de sa femme, la reine Marguerite.

HUMBERT (Gustave-Amédée) (1822), homme politique français. Professeur de droit romain à Toulouse, député de la Haute-Garonne (1871), il siégea

Humbert I^{er}.

à la gauche républicaine, prit part aux discussions judiciaires, fut élu sénateur inamovible (1875) et fit partie du cabinet Freycinet (1882) comme ministre de la justice. Il succéda à Bethmont comme premier président de la Cour des comptes (1890).

HUMBERT (Alphonse) (1846). Il combattit l'Empire, fut condamné en 1871 aux travaux forcés à perpétuité pour sa participation à la Commune de Paris et pour ses articles du *Père Duchesne*, envoyé au bagne en Nouvelle-Calédonie, et revint en France à l'amnistie. Conseiller municipal de Paris pour le quartier de Grenelle (1886), il présida le conseil municipal et reçut, en cette qualité, les marins russes (1893). Il fut élu député du XV^e arr. de Paris (1893) avec un programme radical socialiste dont il s'est écarté depuis. Réélu en 1898. Il a collaboré au *Petit Parisien*, à *l'Intransigeant* et à *l'Eclair*.

HUMBOLD (Friedrich-Wilhelm-Christian-Karl-Ferdinand, baron de) (1767-1835), homme d'Etat et philologue allemand. Ministre résident de Prusse à la cour pontificale (1801), puis ministre plénipotentiaire dans le même poste (1806), il rentra à Berlin en 1808, reçut la direction de l'instruction publique et des cultes, fonda l'université de Berlin (1810), prit part aux conférences diplomatiques de Francfort, de Paris, aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, se montra d'une implacable exigence envers la France, fut ambassadeur à Londres (1817) puis directeur des affaires provinciales et communales (1819). Partisan des idées libérales, il dut se retirer l'année suivante devant la réaction victorieuse, et se livra depuis

à ses travaux de philologie et de critique. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

HUSKISSON (William) (1770-1830), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1796), il y siégea jusqu'à sa mort et prit une part active aux discussions financières et économiques. Secrétaire de la trésorerie (1803-1809), administrateur en chef des forêts (1814), président du bureau du commerce et trésorier de la marine (1823), il eut le portefeuille de la marine (1827) et périt victime d'un accident de chemin de fer (1830).

HUSSEIN-AVNI PACHA (1819-1876), homme d'Etat turc. Chef d'état-major d'Omer Pacha, il fut chargé de la répression de la Crète (1869), ministre de la guerre jusqu'en 1871, gouverneur de Smyrne et grand vizir (1874). A la tête du complot qui renversa Abd-ul-Aziz (1876), il fit assassiner ce dernier, reprit le ministère de la guerre, et fut tué pendant un conseil des ministres par un officier turc, dans la maison de Midhat Pacha.

HYACINTHE LOYSON. (V. Loyson.)

HYDE DE NEUVILLE (Jean-Guillaume, baron) (1776-1857). Agent de l'émigration en France, il prit part à l'insurrection royaliste du Berry (1796), fut impliqué dans l'affaire de la « machine infernale », se lia en Amérique avec le général Moreau et, en 1814 et 1815, partit pour l'Angleterre et l'Italie, chargé de négociations importantes pour Louis XVIII. Membre de la Chambre introuvable (1815), il représenta la France aux Etats-Unis (1816-1821), à Lisbonne (1822-1824), devint ministre de la marine dans le cabinet Martignac (1828) et contribua à l'affranchissement de la Grèce. Il rentra dans la vie privée en 1830 et a laissé d'intéressants *Mémoires*.

I

IERMOLOV. (V. ERMOLOV.)

IGLESIAS (Pablo) (1850), socialiste espagnol. Membre du conseil fédéral de l'Internationale d'Espagne (1871), et organisateur du parti ouvrier dans ce pays.

IGNATIEV (Nicolas-Pavlovitch) (1832), général et diplomate russe. Il servit pendant la guerre de Crimée (1854), négocia un traité avantageux en Chine (1860), fut ambassadeur à Constantinople (1864-1877) et prit un

grand ascendant sur Abd-ul-Aziz. Écarté par Gortchakov, après les négociations de San Stefano (1878), il fut rappelé au pouvoir par Alexandre III qui le fit ministre des domaines, puis de l'intérieur (1881). Son opposition au chancelier de Giers lui fit perdre son portefeuille (1882).

ILG (Alfred) (1848), explorateur et ingénieur suisse. Il partit pour l' Abyssinie (1878), gagna la confiance de Ménélik, introduisit des réformes utiles dans le pays, et reçut le titre de « ras ». C'est le contident le plus écouté de Ménélik qui l'a chargé de missions politiques importantes.

IMBRIANI (Paolo-Emilio) (1808-1877), homme politique italien. Député au Parlement napolitain et ministre constitutionnel en 1848, exilé à la contre-révolution qui suivit bientôt, il partit pour Turin, enseigna le droit à Pise dont il fut député après l'annexion de la Toscane au Piémont. Quand Naples fut libre, il eut le portefeuille de l'instruction publique, entra au Sénat italien en 1863, devint recteur de l'université de Naples et syndic de la ville.

IMBRIANI (Matteo-Renato) (1843), homme politique italien. Fondateur à Naples de l'*Italia irredenta*, membre actif de l'Association républicaine des droits de l'homme, député de Naples (1890), il siége à l'extrême gauche et a réclamé la réduction de la liste civile et des dépenses militaires, un changement de la politique étrangère, et manifesté ses sympathies pour la France.

INFANTADO (Pedro de Toledo, duc de V) (1773-1841), général espagnol. Il servit jusqu'en 1805, fut exilé par Godoy, se mit à la tête du soulèvement général contre l'occupation française, devint président du conseil de Castille (1813) et fut placé à la tête du ministère (1824). Il se retira en 1826 devant les menées des « apostoliques ».

ISAAC (Pierre-Alexandre) (1845). Avocat, directeur de l'intérieur à la Guadeloupe (1879-1884), sénateur de cette colonie (1885), et réélu en 1894, il siégea à la gauche démocratique et s'occupa des questions intéressantes des colonies.

ISABELLE II (Marie-Louise) (1830-1897), reine d'Espagne de 1833 à 1868. Fille de Ferdinand VII, elle succéda

à son père en vertu de la pragmatique de 1830 qui abolissait la loi salique. La régence fut exercée par sa mère Marie-Christine jusqu'en 1840, puis par Espartero; elle fut déclarée majeure en 1843. Elle épousa François d'Assise de Bourbon (1846), subit l'influence néfaste de son favori italien Marfori et de la nonne Patrocino, et fut renversée en 1868.



Isabelle II.

Elle se réfugia en France et abdiqua en faveur de son fils (1870).

ISAMBERT (François-André) (1792-1857). Avocat libéral, il plaida de nombreux procès politiques sous la Restauration, fut nommé directeur du *Bulletin des lois* et conseiller à la cour de cassation (1830), député d'Eure-et-Loir (1830), de la Vendée (de 1832 à 1846), et siégea dans les rangs de l'opposition. Il représenta le département d'Eure-et-Loir à la Constituante (1848), y soutint Cavaignac et rentra à la cour de cassation (1849).

ISAMBERT (François-Honoré-Gustave) (1841). Directeur de la presse au ministère de l'intérieur sous Gambetta (1870-1871), il contribua à la fondation de *la République française* (1871) dont il devint rédacteur en chef (1879). Député de Château-dun (1889), il fut réélu en 1893, et forma un groupe de la majorité républicaine à tendances progressistes. Réélu en 1898.



Isambert.

ISKENDER PACHA. (V. KARATHEODORY.)

ISMAÏL PACHA (1830-1895), khédive d'Égypte de 1863 à 1879. Fils d'Ibrahim Pacha, il succéda à son oncle Saïd Pacha (1863), encouragea les sciences, l'agriculture, surtout la culture du coton, eut des démêlés avec la Compagnie de l'isthme de Suez à l'instigation des Anglais, donna à son pays une constitution avec une sorte de Chambre de députés. Il étendit sa domination sur le haut Nil, sur la mer Rouge, aux confins de l'Abyssinie, s'attacha de plus en plus à in-

roduire la civilisation européenne en Egypte, mais ébranla tellement le crédit de son pays par des emprunts



Ismaïl Pacha.

énormes faits à des conditions onéreuses que les puissances européennes durent intervenir dans ses finances, même particulières, et exigèrent sa déposition (1879). Il abdiqua en faveur de son fils Tewfik Pacha, partit pour Naples avec son harem, puis s'établit sur le Bosphore avec une liste civile de 1,250,000 francs.

ISOARD (Joachim-Jean-Xavier d') (1766-1839), prélat français. Ami du cardinal Fesch, il fut attaché à l'ambassade de Rome (1803), prit part à la négociation du concordat de 1817, devint cardinal (1828), archevêque d'Auch (1829) et pair de France.

ISTURIZ (Francisco-Javier de) (1790-1871), homme d'Etat espagnol. Député en 1822, il présida les Cortès en 1823, vota la suspension de Ferdinand VII, fut condamné à mort après le rétablissement du roi et passa en Angleterre. Rentré en Espagne (1834), il siégea aux Cortès dans les rangs du parti avancé, devint ministre des affaires étrangères (1836), dut s'enfuir après l'insurrection d'août 1836 et revint en 1838. Dévoué depuis à la monarchie, il devint chef du pouvoir (1846), ambassadeur à Londres (1850-

1854), à Pétersbourg (1856-1858), président du Sénat (1858), ambassadeur à Paris (1863-1864).

ITURBIDE (Augustin de) (1783-1824), empereur du Mexique. Il combattit à partir de 1810 Hidalgo et Morelos, les patriotes qui réclamaient l'indépendance de leur pays, reçut en 1814 le commandement de l'armée du Nord, fit volte-face et devint le chef de la révolte en 1820. Il s'empara de Puebla, de Mexico, et contraignit le Congrès à le proclamer empereur (1822) sous le nom d'Augustin I^{er}. Le pays se souleva ; plusieurs provinces proclamèrent la république ; Iturbide dut abdiquer et partit pour l'Europe (1823). En 1824, il revint au Mexique, dans l'espoir de remonter sur le trône à la faveur des troubles qui agitaient le pays, fut arrêté et conduit à Padilla où le Congrès de Tamaulipas le fit immédiatement fusiller.

IUNG (Henri-Félix-Théodore) (1833-1896), général et écrivain français. Il servit en Algérie, pendant la guerre d'Italie, entra au cabinet du ministère de la guerre, fit la campagne de 1870, et, enfermé à Metz, fut emmené en captivité en Allemagne. Chargé de missions à l'étranger après 1871, d'études militaires diverses, il rentra au cabinet du ministère de la guerre (1880), devint directeur de l'artillerie à Brest et chef de cabinet du général Boulanger. Après avoir commandé une division dans le Nord, il donna sa démission (1891) et fut élu député de Dunkerque (1893). — Il a laissé de nombreux ouvrages.

J

JACOBS (Victor) (1838-1891), homme d'Etat belge. Député d'Anvers (1863), il combattit âprement les libéraux, et, à la chute du cabinet Frère-Orban (1870), il devint ministre des travaux publics, puis des finances. Après le retour des libéraux au pouvoir, il s'occupa d'affaires financières, rentra au ministère en 1884 avec le portefeuille de l'intérieur et de l'instruction publique ; la loi sur l'ensei-

gnement primaire qui diminuait des deux tiers le budget de l'enseignement et rendait les congrégations maîtresses des écoles souleva une vive opposition dans les villes belges, et Jacobs fut révoqué, mais exerça depuis une véritable tutelle sur le ministère Beernaert et maintint l'union dans le parti catholique.

JACQUEMINOT (Jean-François, vicomte) (1787-1852), général français.

Il fit les guerres de l'Empire depuis Austerlitz jusqu'à Waterloo, se distinguant aux Quatre-Bras où il reçut sept blessures, fut mis en demi-solde par la Restauration, représenta le département des Vosges au Palais-Bourbon (1827), siégea sur les bancs de l'opposition et vota l'adresse des 221. Rentré en activité de service après 1830, il commanda les gardes nationales de la Seine (1842) et fit partie de la Chambre des pairs (1846).

JACQUES I^{er}, empereur d'Haïti. (V. DESSALINES.)

JACQUES (Remy) (1817). Avocat à Oran, député de cet arrondissement (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1876, en 1877 avec les 363 et en 1881, devint sénateur de l'Algérie (1882) et a été réélu au renouvellement de 1891.

JACQUES (Edouard-Louis-Auguste) (1828). Instituteur à Lille, puis propriétaire d'une distillerie à Paris, il devint conseiller municipal du quartier de Plaisance (XIV^e arr.) en 1871 et fut toujours réélu jusqu'en 1889. A cette date, le congrès républicain de la Seine le choisit comme candidat unique à opposer au général Boulanger. Il fut battu avec 162.875 voix contre 245.236, passa aux élections législatives de 1889 dans la 1^{re} circonscription du XIV^e arr., et siégea avec les radicaux. Il a été réélu en 1893, et ne s'est pas représenté en 1898.



Jaluzot.

JALUZOT (Jules) (1834). Directeur des magasins du *Printemps*, grand industriel dans la Nièvre, il fut élu député de Clamecy en 1889 comme conservateur

revisionniste, et réélu en 1893 et 1896 comme libéral indépendant.

JAMAIS (Émile-François) (1856-1893). Avocat à Paris, député du Gard (1885), il vota avec les opportunistes, fut réélu en 1889 et 1893 et eut le sous-secrétariat d'Etat aux colonies dans les cabinets Loubet (1892) et Ribot (1892-1893).

JAMETEL (Gustave-Louis) (1821-1893), homme politique français. Avocat à Paris, député de Montdidier (1876), il fit partie des 363, fut réélu

en 1877, 1881 et 1885, et, protectionniste décidé, fonda le groupe agricole de la Chambre. Non réélu en 1889, il entra au Sénat (1890).

JANSON (Paul) (1840), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, il défendit les idées socialistes au congrès de Liège et dans les affaires du Borinage. Député de Bruxelles (1877), il prit une part active aux débats sur le péril clérical, soutint Frère-Orban lorsque celui-ci revint au pouvoir (1878), puis forma un groupe d'extrême gauche qui combattit les libéraux et les cléricaux. Non réélu en 1884, il rentra à la Chambre en 1889 et y défendit le suffrage universel. Il se rallia ensuite au mode d'élection dit du « vote plural » et échoua aux élections de 1894 avec toute la liste libérale. Peu après, il entra au Sénat belge.

JANSSENS (Jean-Guillaume) (1762-1838), général hollandais. Gouverneur de la colonie du Cap de Bonne-Espérance (1802), il ne put tenir contre les troupes anglaises, rentra en Hollande et fut appelé par le roi Louis-Napoléon à la direction générale des services militaires. Gouverneur des Indes néerlandaises, après l'annexion de la Hollande par Napoléon I^{er}, il fut pris par lord Minto, emmené en Angleterre et libéré en 1812. Il passa au service du roi Guillaume en 1814, réorganisa l'armée hollandaise, et devint secrétaire d'Etat.

JANVIER DE LA MOTTE (Eugène) (1823-1884). Préfet de la Lozère (1853), de l'Eure (1856), du Gard (1869), il se réfugia en Suisse après 1870 et fut extradé comme concussionnaire. Acquitté par la cour d'assises de la Seine-Inférieure (1872), il fut condamné, par la cour des comptes, à restituer à l'Etat une somme de 110.832 francs (1873) dont il avait opéré le « virement ». Député de l'arrondissement de Bernay (1876), il fit partie du groupe de l'Appel au peuple, soutint le gouvernement du Seize-Mai, fut réélu en 1877 et 1881, et se signala par l'extravagance qui l'avait déjà rendu célèbre comme préfet.

JAUBERT (François, comte) (1758-1822). Avocat à Bordeaux, il fut mis hors la loi, comme fédéraliste, en 1793, sauvé par le 9 thermidor, devint membre du Tribunat (1802), conseiller d'Etat (1806) et collabora aux codes civil et de commerce. Gouverneur de

la Banque de France (1807), il devint conseiller à la cour de cassation.

JAUBERT (Hippolyte-François, comte) (1798-1874). Maître de forges dans le Cher, député de Saint-Amand (1831), réélu jusqu'en 1842, il fut ministre des travaux publics (1840) et entra à la Chambre des pairs (1844). Député du Cher (1871), il siégea au centre droit.

JAUCOURT (Arnail-François de) (1757-1852). Il servit dans l'armée sous l'ancien régime, fut député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative (1791) et fit partie du comité militaire. Il émigra en 1793, revint en France après le 18 brumaire, fit partie du Tribunal (1799), du Sénat (1803), et du gouvernement provisoire qui rappela les Bourbons. Louis XVIII le nomma ministre d'Etat, pair de France, ministre de la marine, puis membre du conseil privé. Il se rallia à la monarchie de Juillet et donna son approbation au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

JAURÉGUIBERRY (Jean-Bernard) (1815-1887), amiral français. Il servit en Crimée, en Cochinchine, en Chine, gouverna le Sénégal (1860-1863), fit partie de l'escadre de l'amiral Fourichon dans la mer du Nord (1870), passa à l'armée de la Loire et commanda sous Chanzy la 1^{re} division du XVI^e corps. Préfet maritime à Toulon (1871-1875), ministre de la marine dans le cabinet Waddington (1879)



Jauréguiberry.

et sénateur inamovible (même année), il reprit le portefeuille de la marine dans le ministère Freycinet (1882-1883).

JURÈS (Constant-Louis-Jean-Benjamin) (1823-1889), amiral français. Il fit les campagnes de Crimée, d'Italie, de la Cochinchine, croisa dans la mer du Nord en 1870 dans l'escadre de l'amiral Fourichon, passa à l'armée de la Loire comme général, fut député du Tarn (1871), sénateur inamovible (1876), ambassadeur à Madrid (1878), à Pétersbourg (1882), et ministre de la marine dans le cabinet Tirard (1889).

JURÈS (Jean) (1859). Professeur de philosophie au lycée d'Albi, député du Tarn (1885), il siégea au centre gauche,

échoua aux élections de 1889 et fut chargé d'un cours complémentaire à la faculté de Toulouse. Député d'Albi (1893) avec un programme socialiste après avoir soutenu la grève de Carmaux, il devint le grand orateur du groupe socialiste.

Non réélu en 1898, il a conduit dans *la Petite République*, ainsi que dans les réunions publiques, une campagne active en faveur de la révision du procès Dreyfus. Par son influence et son action incessante, M. Jaurès a certainement beaucoup contribué à gagner la grande majorité du parti militant socialiste à la cause de la révision du procès, et c'est à l'occasion de cette attitude qu'il se sépara avec éclat de M. Rochefort, partisan non moins résolu du maintien de la chose jugée.

JAVAL (Léopold) (1804-1872). Banquier israélite alsacien, il s'associa à un grand nombre d'affaires industrielles (omnibus de Paris, chemins de fer d'Alsace, etc.), fut élu député de l'Yonne (1857), se mêla aux débats d'affaires en libre-échange éloquent, fut réélu en 1863 et 1869 et fit de l'opposition à l'Empire avec le tiers parti. Il représenta encore le département de l'Yonne à l'Assemblée nationale (1871).

JAYR (Hippolyte-Paul) (1801). Préfet de plusieurs départements (1834-1845), pair de France (1845), ministre des travaux publics (1847-1848), il rentra dans la vie privée à la révolution de 1848 et fut longtemps administrateur des chemins de fer de l'Est.

JEAN (Baptiste-Joseph-Fabian-Sebastian) (1782-1859), archiduc d'Autriche. Il combattit la France de 1800 à 1809, fut vaincu à Hohenlinden, se retira du service après Wagram à la suite de polémiques violentes avec son frère l'archiduc Charles, devint populaire en Styrie où il développa l'agriculture et l'industrie, suppléa l'empereur d'Autriche en 1848 et fut nommé par l'Assemblée de Francfort administrateur général de l'Empire.

JEAN (Nepomuk-Maria-Joseph) (1801-1873), roi de Saxe. Il arriva au



Jaurès (Jean).

trône en 1854, montra de l'hostilité à la politique prussienne, quitta son royaume en 1866 lors de la guerre et, à son retour, dut entrer dans la Confédération du Nord.

JEAN BON SAINT-ANDRÉ. (V. SAINT-ANDRÉ.)

JECKER (Jean-Baptiste) (1810-1871), banquier suisse. Il fonda au Mexique une banque très importante, fut chargé par le président Miramon (1859) de la conversion de la dette intérieure, et émit des « bons » que Juárez, devenu président, ne voulut pas accepter. Jecker, expulsé, céda ses actions et ses droits sur la Sonora à la France et fut un agent indirect de l'intervention de Napoléon III au Mexique. Arrêté à Paris le 10 mai 1871, il fut emprisonné avec les otages de la Commune et fusillé avec eux le 26 mai.

JEFFERSON (Thomas) (1743-1826), président des Etats-Unis. Avocat et membre de la Chambre de Virginie, il prit une place prépondérante dans le parti national américain, et rédigea l'acte de la déclaration d'indépendance (1776). Gouverneur de l'Etat de Virginie (1779-1781), chargé de négocier en Europe les traités de commerce (1784), il remplaça Franklin à Paris comme ministre plénipotentiaire (1785-1789), devint secrétaire d'Etat dans le cabinet de Washington (1790), et chef des républicains. Partisan de la France, il eut pour adversaire Hamilton, le chef des fédéralistes, donna sa démission et devint peu après vice-président de la République, puis président (1801). Il simplifia le cérémonial, obtint de la France la cession de la Louisiane (1803), fut réélu président en 1805, interdit aux navires de guerre anglais les eaux américaines (1807), refusa un troisième mandat en 1809, se retira dans sa résidence de Monticello et s'occupa de la création de l'université de Virginie. Ce fut un rationaliste décidé, proclamant le droit naturel, imbu de tendances démocratiques et de la philosophie des encyclopédistes français.

JELLACHICH (Joseph) (1801-1859), général croate. Nommé ban de Croatie (1848), il résista aux prétentions hongroises, marcha sur Vienne révoltée et y entra après avoir battu les Hongrois à Schwechat. De là, avec

Windischgrätz, il pénétra en Hongrie et prit Buda et Pest (1849). L'empereur le nomma feld-zeugmeister.

JENKINSON, comte de *Liverpool*. (V. ce nom.)

JÉROME BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

JERVIS (John), lord *Saint-Vincent*. (V. ce nom.)

JOACHIM, roi de Naples. (V. MURAT.)

JOFFRIN (Jules-François-Alexandre) (1816-1890). Ouvrier mécanicien, compromis dans les affaires de la Commune de Paris (1871), il se réfugia à Londres, fut élu après l'amnistie conseiller municipal de Paris (1882-1889), devint le chef du parti ouvrier « possibiliste » et député du XVIII^e arr. (1889) par 5,500 électeurs contre les 7,811 du général Boulanger. Il n'en fut pas moins proclamé élu.

JOHN (Franz, baron de) (1815-1876), général autrichien. Il combattit à Custoza (1848); chef d'état-major de l'archiduc Albert dans la campagne d'Italie de 1866, il fut ensuite ministre de la guerre (1866-1868).

JOHNSON (Andrew) (1808-1875), président des Etats-Unis. Député démocrate à la législature du Tennessee (1835), sénateur (1841) et gouverneur du même Etat (1853), il devint membre du Sénat fédéral en 1857. Il vota avec les sudistes, mais se sépara d'eux au moment de la guerre de la Sécession, fut nommé vice-président de la République (1864) et président après la mort de Lincoln (1865). Ses opinions démocratiques lui aliénèrent le parti républicain et il opposa son « veto » à de nombreux actes de la majorité, destitua plusieurs ministres, entre autres le ministre de la guerre Stanton, fut mis en accusation devant le Sénat (1868) qui ne put réunir les deux tiers de ses voix pour le condamner. Il se retira en 1869 et ne fut pas même accepté comme candidat par les démocrates.

JOIGNEAUX (Pierre) (1815-1892), agronome français. Député de la Côte-d'Or à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à l'extrême gauche, fonda *la Gazette du*



Joffrin.

village, journal républicain populaire, fut expulsé après le coup d'État de 1851 et revint à l'amnésie de 1859. Député de la Côte-d'Or (1870), il fut réélu jusqu'à son entrée au Sénat (1889). — Il a laissé des ouvrages d'agronomie.

JOINVILLE (Prince de). (V. ORLÉANS.)

JOLIBOIS (Eugène) (1819). Avocat à Paris, procureur général (1849), préfet de la Savoie (1863), conseiller d'État (1866), il fut député de Saintes (1876), fit partie du groupe de l'Appel au peuple, dont il devint un des chefs, et fut réélu jusqu'en 1889.

JOLLIVET (Adolphe) (1799-1848). Député d'Ille-et-Vilaine de 1833 à 1848, il se montra un fidèle soutien de la monarchie de Juillet et fut tué dans le jardin des Tuileries le 24 février 1848.

JOLY (Albert-Henri) (1844-1880). Avocat à Versailles, il défendit devant les conseils de guerre les partisans de la Commune, entre autres Rochefort et Rossel, fut élu député de Versailles (1876) et siégea à l'Union républicaine. Un des 363, il fut réélu en 1877.

JONNART (Célestin-Auguste) (1857). Directeur des affaires algériennes au ministère de l'intérieur (1884), député de Saint-Omer (1889), réélu (1893), ministre des travaux publics dans le ministère Casimir-Perier (1893-1894).

JORDAN (Camille) (1771-1821). Après l'échec de l'insurrection royaliste de Lyon (1793), il se réfugia en Suisse; député du Rhône au conseil des Cinq-Cents, il fut un des chefs de l'opposition royaliste; député de l'Ain de 1816 jusqu'à sa mort.

JOSEPH BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

JOSEPHINE DE BEAUHARNAIS. (V. BEAUHARNAIS.)

JOURDAN (Jean-Baptiste, comte) (1762-1833), maréchal de France. Il prit part à la guerre d'Amérique, rejoignit Dumouriez à l'armée du Nord (1790), gagna la bataille de Wattignies (1793), et, devenu suspect, revint à Limoges. En 1794, il reçut le commandement en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, fit des prodiges de valeur jusqu'en 1796, fut obligé de se retirer sur le Rhin et subit plusieurs échecs à la suite desquels il

fut disgracié. Député de la Haute-Vienne au conseil des Cinq-Cents, il fit voter la loi de la conscription militaire (1798), fut cette même année nommé par le Directoire commandant de l'armée du Danube, remit l'armée entre les mains de Masséna après la défaite que lui infligea l'archiduc Charles (1799), et reprit sa place aux Cinq-Cents. Adversaire du coup d'État du 18 brumaire, il accepta le poste d'ambassadeur près la République cisalpine (1800), de conseiller d'État (1802) et de commandant des troupes de la Lombardie (1804) avec le titre de maréchal de France. Il suivit Joseph Bonaparte à Naples, puis en Espagne, devint major général de l'armée, se heurta au mauvais vouloir des maréchaux de Napoléon 1^{er} et démissionna en 1813 après la défaite de Vittoria. Il adhéra à la déchéance de l'empereur, reprit du service pendant les Cent-Jours, se rallia de nouveau à Louis XVIII qui le nomma gouverneur de Grenoble (1816) et pair de France (1819). Sous la monarchie de Juillet, il devint ministre des affaires étrangères (1830) et gouverneur des Invalides.



Jourdan.

JOURNAULT (Léon) (1827-1892). Maire de Sèvres (1870), député de Seine-et-Oise (1871), il fit partie de la gauche républicaine, fut élu député de Versailles (1876) et réélu en 1877 avec les 363. Conseiller d'État et secrétaire général du gouvernement de l'Algérie (1879), il rentra à la Chambre comme député de Versailles (1881) et fut élu sénateur de Seine-et-Oise (1886).

JOUVENCEL (Blaise-François-Aldegonde, chevalier de) (1762-1840). Maire de Versailles (1813), député de cette ville au Palais-Bourbon (1821-1824 et 1827-1830), il vota avec le parti libéral, fut réélu sous la monarchie de Juillet jusqu'à sa mort et soutint la politique ministérielle. — Son fils *Ferdinand-Aldegonde* (1804-1873) fut député de Paris de 1840 à 1848, siégea au centre gauche, devint conseiller d'État pendant la République de 1848 et fut

proscrit après le 2 décembre 1851. Député en 1871, il vota avec la gauche républicaine.

JUAREZ (Benito) (1806-1872), président de la République mexicaine. Issu d'une famille indienne, avocat à Oaxaca (1834), député au congrès fédéral de Mexico (1856), il fut élu président de la cour suprême de justice (1857), se déclara le chef de l'Etat en 1858 après la chute de Comonfort et lutta contre Miramon qu'il refoula jusqu'à Mexico (1860) dont il s'empara (1861). Président, il affranchit le Mexique de la prédominance cléricale, et eut bientôt à supporter le choc de l'in-



Juarez.

vasion française (1862). Juárez disputa le pays pied à pied, et le concours des Etats-Unis en 1865 lui assura le succès. Après la mort de Maximilien fusillé à Queretaro (1867), Juárez se fit réélire président, donna une vigoureuse impulsion aux affaires, établit la liberté de la presse et promulgua une amnistie générale (1869). Il fut encore réélu en 1871.

JULLIEN (Marc-Antoine) (1775-1848), dit de Paris. Attaché à Robespierre, il reçut du comité de Salut public plusieurs missions dans l'Ouest et le Midi, celle entre autres de capturer et faire exécuter les girondins fugitifs et cachés à Bordeaux; arrêté après le 9 thermidor, il fut relâché à l'amnistie du 3 brumaire an 4 et compromis dans la conspiration de Babeuf. Il suivit Bonaparte en Egypte, devint plus tard commissaire des guerres à l'armée d'Italie et inspecteur aux revues, fut arrêté en 1813

pour avoir attaqué le despotisme de Napoléon I^{er}, et servit les Bourbons (comme inspecteur d'artillerie) qui le disgracièrent bientôt.

JUNOT (Andoche, duc d'ABRANTÈS) (1771-1813), général français. Volontaire en 1792, il se distingua par sa bravoure pendant les guerres de la Révolution, suivit Bonaparte en Italie et en Egypte, reçut le commandement de la place de Paris (1800), l'ambassade de Portugal (1804), quitta son poste sans autorisation (1805), assista à Austerlitz et obtint le gouvernement militaire de Paris (1806). Envoyé en Portugal comme gouverneur général (1807), il se fit remarquer à Lisbonne par ses violences et sa dissipation, fut battu par Wellington (1808), signa la capitulation de Cintra et rentra en France. Napoléon I^{er}, mécontent de lui, l'envoya en Espagne où il le remplaça bientôt après par Lannes, lui donna un commandement en sous-ordre à l'armée d'Allemagne (1809) et le mit sous les ordres de Masséna en Portugal (1810-1811). Junot prit part à l'expédition de Russie (1812), gouverna les provinces illyriennes, et, de retour à Montbard (Côte-d'Or), chez son père, perdit la raison et se jeta par une fenêtre. Il mourut peu après.

JUNOT (Laure PERMON, Mme) (1784-1838), duchesse d'Abrantès, femme du précédent. Bonaparte, qui avait songé à l'épouser, la donna pour femme à Junot, son fidèle lieutenant. Elle afficha à Paris, puis à Lisbonne, un luxe extraordinaire et, après la disgrâce de son mari, intrigua avec les ennemis de Napoléon I^{er}. Elle a laissé de nombreux écrits semi-historiques, des romans, et ses volumineux *Mémoires* (1831-1834, 18 vol. in-8°), curieux, mais très suspects.

K

KABLÉ (Jacques) (1830-1887). Avocat à Strasbourg, il rendit pendant le siège de cette ville (1870) de grands services à ses concitoyens, fut élu député du Bas-Rhin à l'Assemblée

nationale (1871), vota contre la paix et démissionna avec ses collègues d'Alsace-Lorraine. Conseiller municipal de Strasbourg (1871-1873), député au Reichstag (1878-1887), il ne

cessa de protester contre l'annexion.

KALERGIS (Dimitri) (1803-1867), homme d'Etat grec. Il prit une grande part à la guerre de l'indépendance de son pays, fut gouverneur d'Athènes (1843-1845), quitta la Grèce à la chute du cabinet Mavrocordato (1845), tenta une descente sur les côtes pour renverser le roi Othon, fut arrêté et relâché quelque temps après, devint ministre de la guerre (1854), ministre plénipotentiaire à Paris (1861) et eut une part importante dans les négociations qui amenèrent l'avènement de Georges I^{er}.

KALNOKY (Gustave, comte de) (1832-1898), homme d'Etat autrichien. Il entra dans la carrière diplomatique, fut ministre plénipotentiaire à Rome (1871), à Copenhague (1874), ambassadeur à Pétersbourg (1880), et ministre des affaires étrangères à la mort de Haymerlé (1881). Il amena l'entrevue des trois empereurs à Skierniewice (1884), et joua un grand rôle dans le pacte de la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie).

KANARIS. (V. CANARIS.)

KARAGEORGES PÉTROVITCH ou **CSERNI** (Georges le Noir) (1752-1817), fondateur de l'indépendance serbe. Il servit dans l'armée autrichienne contre la Turquie (1788-1791), puis dans l'armée du sultan, se mit à la tête des insurgés serbes (1804), infligea de sérieuses défaites aux troupes turques et fut nommé chef de la nation serbe (1805). Il battit le pacha de Bosnie et celui de Scutari à plusieurs reprises, s'empara de Belgrade (1807), fut aidé par un corps d'armée russe qui intervint en Bulgarie (1809), mais ne put tenir devant les forces écrasantes qui envahirent la Serbie (1813). Il quitta Belgrade, s'établit en Bessarabie et s'affilia à l'hétairie grecque. Il tenta de rentrer en Serbie (1817) et fut assassiné par un chef serbe, Vouïtsa, son ancien lieutenant.

KARAGEORGÉVITCH (Alexandre) (1806-1885), prince de Serbie, fils du précédent. Il servit dans l'armée russe, puis dans l'armée serbe et fut élu prince de Serbie à la suite des troubles de Voutchitch (1842). Reconnu par le sultan (1843), il s'appuya sur lui et s'aliéna les nationalistes qui le déposèrent en 1858. Im-

pliqué dans l'assassinat d'Obrenovitch (1868), il fut condamné par contumace à vingt ans de prison. L'Autriche refusa son extradition.

KARATHEODORY (Alexandre) ou **ISKENDER PACHA** (1833), homme d'Etat ottoman. Il entra dans la diplomatie, devint sous-secrétaire d'Etat (1876) aux affaires étrangères, pacha et gouverneur de Crète (1878), puis ministre des affaires étrangères.

KARAVELOV (Petko) (1840), homme politique bulgare. Professeur libre en Russie, il rentra en Bulgarie lorsque celle-ci fut affranchie, devint président du premier Sobranié (1879), ministre des finances et président du conseil (1880). De nouveau chef du cabinet (1884), il fut un des trois régents nommés après le départ du prince Alexandre, entra dans l'opposition à l'avènement du prince Ferdinand, fut compris dans un procès politique à la suite du complot du major Panitsa, condamné à cinq ans de prison, et amnistié en 1895.

KAROLYI (Aloys, comte) (1825), diplomate autrichien. Ambassadeur à Berlin, il eut à discuter avec la Prusse les préliminaires de la paix de Prague (1866), reprit son poste (1871-1878), puis celui de Londres (1878-1888).

KATKOV (Michel-Nikiforovitch) (1818-1887), publiciste russe. Directeur de la *Gazette de Moscou* (1850), il incarna les idées du parti vieux-russe et combattit le libéralisme. Il exerça une grande influence sur la politique nationale russe.

KAULBARS (Alexandre, baron de) (1844), général russe. Il servit en Asie, fut chargé de négociations à Kachgar (1872) et devint ministre de la guerre en Bulgarie (1882-1883).

KELLER (Augustin) (1805-1883), homme d'Etat suisse. Membre radical du grand conseil d'Argovie (1835), il demanda la suppression des cantons argoviens, ce qui amena la guerre du Sonderbund et la constitution de la Suisse moderne. Membre de l'Assemblée fédérale depuis 1848, landammann de son canton, il a exercé pendant plus de quarante ans une grande influence dans son pays.

KELLER (Emile, comte) (1828). Député du Haut-Rhin (1859), il échoua en 1863 et fut renommé en 1869. Il

se signala par ses convictions catholiques, représenta le Haut-Rhin à l'Assemblée nationale (1871) et démissionna après le vote de la paix. Député de Belfort (1871), il siégea à droite, appuya le cabinet Broglie, fut réélu en 1876, 1877 et 1885.

KELLERMANN (François-Christophe de, duc de VALMY) (1735-



Kellermann.

1820), maréchal de France. Pour sa carrière militaire, V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE. Il entra au Sénat conservateur après le 18 brumaire, fut employé sous l'Empire dans les formations d'armée de seconde ligne, entra à la Chambre des pairs sous la Restauration et sié-

gea parmi les libéraux.

KÉRATRY (Auguste-Hilarion) (1769-1859). Député du Finistère (1818), il vota avec les libéraux, fit paraître de vigoureuses brochures contre le ministère doctrinaire, fut réélu en 1822, puis en 1827 par l'arrondissement des Sables-d'Olonne, et vota l'adresse des 221. Il prit une part active à l'établissement de la monarchie de Juillet, fut nommé conseiller d'Etat (1830), député des Sables-d'Olonne jusqu'en 1837, date à laquelle il entra à la Chambre des pairs. Il protesta contre la révolution de Février, représenta le Finistère à la Législative (1849), siégea à droite et combattit à la fois la République et la politique de l'Élysée. — Il a laissé de nombreux écrits.

KÉRATRY (Émile, comte de) (1832), fils du précédent. Il servit en Crimée, au Mexique, devint officier d'ordonnance de Bazaine et démissionna en 1865. Député du Finistère (1869), il combattit le ministère Olivier, demanda après Reichshoffen la comparation du ministre de la guerre Lebœuf devant la Chambre des députés, fut appelé à la préfecture de police par le gouvernement de la Défense nationale (4 sept. 1870), démissionna peu après, partit de Paris en ballon et, chargé d'organiser le camp de Conlie, se sépara brusquement de Gambetta qui l'avait nommé général de division à titre auxiliaire. Préfet de la Haute-Garonne (20 mars

1871), il réprima le mouvement communaliste; préfet des Bouches-du-Rhône (15 novembre 1871-4 août 1872), il s'aliéna les républicains par ses mesures vexatoires. Il se présenta depuis sans succès à différentes élections comme républicain conservateur. — Auteur de diverses œuvres littéraires et politiques.

KERGARIOU DE LA GRANDVILLE (Joseph-François-René-Marie-Pierre, comte de) (1779-1849). Préfet d'Indre-et-Loire (1811), du Bas-Rhin (1814), de la Seine-Inférieure (1815), conseiller d'Etat, député des Côtes-du-Nord (1820) et pair de France (1827).

KERGORLAY (Louis-Florian-Paul, comte de) (1769-1856). Il émigra lors de la Révolution, servit dans l'armée de Condé, reentra en France sous le Consulat et refusa de servir l'Empire. Député de l'Oise (1815), il siégea avec les ultraroyalistes, fut réélu en 1820, entra à la Chambre des pairs (1823), combattit la monarchie de Juillet dans les journaux et prit part à divers complots, ce qui lui valut de fréquentes condamnations.

KERGORLAY (Louis-Gabriel-César, comte de) (1804-1880). Il servit dans l'artillerie, démissionna après la révolution de Juillet, favorisa le débarquement de la duchesse de Berry (1832), fut député de l'Oise (1871) et vota avec les légitimistes.

KERN (Jacques-Conrad) (1808-1888), homme d'Etat suisse. Docteur en droit à Heidelberg (1830), député du canton de Thurgovie à la Diète fédérale, il joua un grand rôle dans l'affaire de l'expulsion de Louis-Napoléon (1838) et dans celle du Sonderbund en 1847, dans l'élaboration de la constitution fédérale de 1848, devint président du tribunal fédéral, fut chargé de mission auprès de Napoléon III (1856) lors de l'insurrection royaliste de Neuchâtel, et représenta la Suisse à Paris pendant vingt-cinq ans (1857-1882). Pendant le bombardement de Paris, il était le doyen du corps diplomatique; il fut un des principaux négociateurs des traités franco-suisse.

KERSAUSIE (Joachim-René-Théophile GUILLARD de) (1798-1874). Affilié au carbonarisme dès 1823, il prit part à la révolution de Juillet (1830), fut emprisonné plusieurs fois dans la période de 1830 à 1834, et enfin

condamné à la déportation comme membre de la Société des droits de l'homme. Il fit trois ans de prison à Doullens et à Brest, fut amnistié en 1837, prit part aux mouvements du 15 mai 1848 et du 13 juin 1849, et, condamné par contumace, passa à l'étranger.

KERVYN DE LETTENHOVE (Constantin-Bruno, baron) (1817-1891), homme politique et historien belge. Catholique constitutionnel, il fut élu député d'Ecloo (1861), ministre de l'intérieur dans le cabinet d'Anethan (1870), et abandonna peu après la politique pour se consacrer aux travaux historiques.

KESTNER (Georges-Marie-Joseph-Charles) (1803-1870). Directeur d'une usine de produits chimiques à Thann, député du Haut-Rhin à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il vota contre la politique de l'Élysée et protesta contre le coup d'État du 2 déc. 1851, à la suite duquel il fut emprisonné quelques jours.

KETTELER (Wilhelm-Emmanuel, baron de) (1811-1877), prêtre allemand. Député au Parlement de Francfort (1848), ultramontain des plus actifs, il devint évêque de Mayence (1849), fit de cette ville la métropole du jésuitisme en Allemagne, organisa le socialisme catholique et fut un des redoutables adversaires de la politique de Bismarck après 1871.

KHOSREV (m. en 1855), homme d'État ottoman. Pacha d'Égypte en 1804, il fut bientôt expulsé par Méhémet-Ali qu'il avait nommé kaïmakan. Devenu grand amiral (1822), il s'empara d'Ipsara (1824), se fit battre à Andros (1825), fut le personnage dirigeant sous Mahmoud II dans le poste de ministre de la guerre, puis de grand vizir. Exilé par Abd-ul-Medjid (1840), il redevint ministre sans portefeuille en 1846.

KIMBERLEY (John Wodehouse, comte de) (1826), homme d'État anglais. Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères (1852-1856), lord-lieutenant d'Irlande (1864-1866), lord du sceau privé (1868), secrétaire d'État pour les colonies de 1870 à 1874, puis en 1880, 1886 et 1892, il prit le portefeuille des affaires étrangères en 1894.

KISSÉLEV (Paul-Dmitriévitch, comte) (1788-1863), général russe. Il se fit remarquer à Eylau, à la

Moskova, devint aide de camp général, servit contre les Turcs (1828-1829) et gouverna la Moldavie et la Valachie depuis le traité d'Andrinople jusqu'en 1834. Membre du conseil supérieur de l'empire, puis ministre des domaines impériaux (1837), il fut ambassadeur à Paris de 1856 à 1862.

KLAPKA (Georges) (1820-1892), général hongrois. En 1848, il servit la cause nationale, fut chargé par Kossuth en 1849 de défendre la ligne de la Tisza et remporta de grands avantages sur Windischgrätz. Ministre de la guerre pendant quelque temps, il s'illustra dans la défense de Komarom et en sortit à la suite d'une convention qui garantissait la vie et la liberté aux défenseurs de la ville. Exilé, il se fixa à Genève, rentra en Hongrie en 1866, et fut député à la Diète.

KOCK (Henri, baron de) (1779-1845), général hollandais. Il servit à Java de 1806 à 1811, date à laquelle il fut pris par les Anglais. Rendu à la liberté en 1814, il retourna aux Indes en 1817 et pacifia l'archipel de la Sonde. Rentré en Hollande (1830), il reçut le portefeuille de l'intérieur (1836-1841).

KOECHLIN (Nicolas) (1781-1852). Grand industriel à Mulhouse, il fit la guerre de partisans dans les Vosges (1815), se mêla à la conspiration de Belfort (1821), représenta le Haut-Rhin comme député de 1826 à 1841, et fut, dans le même département, commissaire du gouvernement provisoire de 1848.

KOENIG (Charles-Frédéric) (1797-1874). Avocat à Colmar, il défendit les conjurés de Belfort (1822), puis à Paris les accusés d'avril 1834, représenta le Haut-Rhin à la Constituante (1848) et à la Législative (1848), siégea à gauche et combattit la politique de l'Élysée. Compromis dans l'affaire des Arts-et-Métiers (1849), il fut condamné par contumace à la déportation perpétuelle.

KOMAROV (Alexandre-Vissarionovitch) (1832), général russe. Il prit part à la campagne contre la Hongrie (1849), partit au Caucase en 1856, organisa les districts de Kars et de Batoum (1878), s'empara de Merv (1884) et de Pendjeh (1885), et devint gouverneur du territoire transcas-

pien. Il a aidé puissamment à la construction du chemin de fer de la Caspienne à Samarcande.

KONG (KONG-TSIN-WANG, prince) (1831-1898), homme d'Etat chinois, fils de l'empereur Toa-koang. Il négocia en 1860 avec les Français et les Anglais au nom de son frère Hien-fong, et, à la mort de ce dernier (1861), partagea la régence avec les impératrices, mais en fait dirigea la politique extérieure à la tête du Tsong-li-yamen (affaires étrangères) jusqu'en 1873. En 1875, il reprit la régence pendant la minorité de Kouang-su et joua le plus grand rôle dans les affaires de son pays. L'affaire du Tonkin (1884) le fit déchoir de toutes ses charges. La guerre sino-japonaise (1894) le rappela aux affaires : président du Tsong-li-yamen et de l'amirauté, il dirigea les opérations militaires avec Li-hong-tchang.

KOSCIUSZKO (1746-1817). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^eS.)

KOSSUTH (Louis) (1802-1894), homme d'Etat et publiciste hongrois. Avocat, membre de la Diète de Presbourg (1832-1836) comme remplaçant d'un magnat, il publia en 1837 le compte rendu des principales séances des



Kossuth.

comitats et fut condamné pour ce fait à quatre années de prison. Amnistié en 1840, il fonda un journal, le *Pesti Hirlap* (1841), qui attaquait les modérés, et prononça de nombreux discours contre les agents du pouvoir. Elu à la Diète par le comitat de Pest (1847), ses discours enflammés en faveur de la cause magyaré lui valurent une grande popularité; il eut le portefeuille des finances dans le cabinet responsable de Batthyany (1848) et fit accepter les réformes qui fondèrent la Hongrie moderne. Après la démission de Batthyany, il se trouva investi d'une véritable dictature, déploya une activité merveilleuse, transporta le gouvernement de Pest à Debreczin (1849), proclama l'indépendance de son pays et la déchéance des Habsbourg, et tint tête aux troupes de l'empire. Ses dissentiments avec Gœrgey, l'intervention du tsar Nicolas, l'obligèrent à trans-

mettre ses pouvoirs à Gœrgey et à passer en Turquie. Il y fut interné à Widdin, puis à Koutaieh (Asie Mineure), passa en Angleterre (1851), à Turin (1859), refusa l'amnistie en 1867, et fut reconnu par la révolution européenne comme un de ses chefs les plus remarquables. Rien ne put le faire revenir sur sa décision de ne pas remettre les pieds dans l'empire austro-hongrois. Il mourut à Turin. — A laissé des *Mémoires*.

KOTZEBUE (August-Friedrich-Ferdinand de) (1761-1819), écrivain et homme politique allemand. Gouverneur de l'Esthonie (1783), grâce à la faveur de Catherine II, il vint à Paris pour observer la marche de la Révolution (1791), se démit de ses fonctions de gouverneur en 1795. Nommé par le tsar Paul conseiller aulique et directeur du théâtre allemand de Pétersbourg, il fut chargé par Alexandre I^{er} de missions secrètes à Londres après la paix de Tilsit, se montra un des plus acharnés ennemis de la France, et suivit le quartier général russe dans les campagnes de 1812 et 1813. De retour en Allemagne (1817), il dénonça les associations de jeunes gens qui propageaient les idées avancées et fut assassiné par un étudiant d'Iéna, Sand (23 mars 1819). — Pour ses productions littéraires, V. vol. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE.

KOUANG-SU (1872), empereur de Chine. Il succéda à Toung-tche (1875), sous la tutelle de sa tante et de sa mère adoptive, aidées par le prince Kong. (V. ce nom.)

KOURAKINE (Alexandre-Borisovitch) (1752-1818), diplomate russe. Directeur des affaires étrangères, il conclut avec Napoléon I^{er} le traité de Tilsit, représenta la Russie à Vienne (1806-1808), à Paris (1808-1812), devint sénateur et membre du conseil de l'empire.

KRANTZ (Jean-Baptiste-Sébastien) (1817). Député de la Seine (1871), il siégea au centre gauche, fut élu sénateur inamovible (1875) et nommé commissaire général de l'Exposition universelle de 1878.

KRANTZ (Jules-François-Emile) (1821), amiral français. Il défendit le fort d'Ivry pendant le siège de Paris, commanda en chef la division navale des mers de Chine (1873)

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉDITIONS D'ART

L.-Henry MAY — 9-11, rue Saint-Benoît, PARIS

Éditeur des Collections Quantin

Encyclopédie Populaire

ILLUSTRÉE

DU XX^e SIÈCLE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

Buisson, directeur honoraire de l'Enseignement primaire, professeur à la Faculté des lettres de Paris.

Denis, chargé de cours à la Faculté des lettres de Paris.

Larroumet, de l'Académie des Beaux-Arts, professeur à la Faculté des lettres.

Stanislas Meunier, professeur au Muséum.

PLAN DE L'OUVRAGE

L'*Encyclopédie populaire illustrée du XX^e siècle* est un Répertoire général, méthodique et par ordre de matières, des connaissances humaines.

Pour créer ce Répertoire encyclopédique, nous avons d'abord établi les grands groupements ci-après :

1 ^o Sociologie;	4 ^o Littérature;	7 ^o Géographie;
2 ^o Philosophie;	5 ^o Beaux-Arts;	8 ^o Biographie;
3 ^o Jurisprudence;	6 ^o Histoire;	9 ^o Sciences et applications.

Ces grandes divisions ont elles-mêmes été sérieées, ainsi qu'on le verra plus loin, de manière à constituer une Encyclopédie bien réellement populaire, aussi complète que possible, en cent vingt volumes in-8^o écu (petit format de bibliothèque) présentant chacun, dans l'ordre alphabétique, un précis complet de chacune des subdivisions étudiées.

Notre publication aura ainsi le très grand avantage d'être à la fois une série de cent vingt Dictionnaires techniques et une Encyclopédie proprement dite.

Pour se guider dans l'ensemble, le lecteur aura la subdivision en cent vingt volumes, correspondant chacun à une matière spéciale.

Pour se guider dans le volume, il aura l'ordre alphabétique des mots et des renvois méthodiques aux articles importants.

CONDITIONS DE VENTE

Par unité :

Le vol., broché.....	1 fr. »
— reliure 1/2 toile, plats papier, titre or.....	2 fr. »
— 1/2 reliure amateur, dos basane verte, titre or.	2 fr. 50

Par souscription :

Les 120 vol., brochés.....	100 fr.
— reliure 1/2 toile, plats papier, titre or.....	190 fr.
— 1/2 reliure amateur, dos basane verte, titre or.	250 fr.

La souscription est payable 10 fr. par mois par trimestre, reliure en dehors,

Direction de M. BUISSON

SOCIOLOGIE

1. Économie politique.
2. Le Socialisme.
3. Pédagogie.
4. Politique. Diplomatie. Droit des gens.
5. Démographie. Statistique.

PHILOSOPHIE

6. Métaphysique. Psychologie Théodicée.
7. Morale.
8. Histoire de la Philosophie.
9. Histoire des Religions.

JURISPRUDENCE

10. Droit civil. Droit pénal.
11. Droit administratif.

12. Droit commercial.
13. Organisation judiciaire. Police. Droit usuel.

14. Commerce. Industrie.
15. Finances. Banques. Assurances.

LINGUISTIQUE

16. Grammaire française.
17. Philologie. Étymologie. Phonétique.

JEUX ET SPORTS

18. Boxe. Bâton. Lutte. Escrime. Natation Gymnastique. Football. Paume, etc. Vélocipédie. Automobilisme. Cano-tage. Equitation. Tir.
19. Jeux littéraires, scolaires, de cartes. Philatélie. Pyrotechnie.

Direction de M. DENIS

HISTOIRE

20. Mythologie.
21. Histoire ancienne.
22. Histoire grecque. Histoire romaine.
23. Histoire générale du Moyen Age (395-1226).
24. Histoire générale du Moyen Age (1226-1453).
25. Histoire générale moderne (1453-1610).
26. Histoire générale moderne (1610-1789)
27. Histoire de la Révolution française.
28. Histoire du Consulat et de l'Empire.
29. Histoire contemporaine gén.(1789-1870).
30. Histoire de la guerre franco-allemande.
31. Histoire contemporaine (1871-1900).
32. Histoire de France contemporaine (1871-1900).
33. Histoire de Paris.
34. Coutumes. Usages. Blasons.

GÉOGRAPHIE

35. Géographie générale.
36. Géographie historique.

37. Géographie de la France.
38. Expansion coloniale (1^{re} vol).
39. Expansion coloniale (2^e vol.).
40. Géographie de l'Europe.
41. Géographie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie.
42. Géographie de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud.
43. Routes. Navigation. Voies ferrées et fluviales en France.
44. Histoire des voyages.

BIOGRAPHIE

45. Biographie ancienne jusqu'à 315.
- 46-47. Biographie politique générale jusqu'au XIX^e siècle. 2 vol.
- 48-49. Biographie politique du XIX^e siècle. 2 vol.
50. Biographie philosophique et religieuse.
51. Biographie scientifique.
52. Biographie militaire.
- » Biographie littéraire. } *Direction de*
- » Biographie artistique. } *M. Larroumet*

Direction de M. LARROUMET

LITTÉRATURE

53. Littérature grecque et ancienne.
54. Littérature romaine.
55. Littérature française jusqu'au XIX^e siècle.
56. Littérature française du XIX^e siècle.
57. Littérature étrangère (Nord).
58. Littérature étrangère (Nord).
59. Littérature étrangère (Midi).
60. Littérature étrangère (Midi).
61. Biographie littéraire.

BEAUX-ARTS

62. Les Procédes techniques.
63. La Peinture (Ecoles).
64. La Sculpture (Ecoles).
65. L'Architecture (Styles).
66. Biographie artistique.
67. Le Théâtre et la Musique.
68. Les Arts décoratifs.
69. Le Costume. La Mode.
70. Archéologie. Paléographie. Numismatique.
71. La Maison.

Direction de M. Stanislas MEUNIER

HISTOIRE NATURELLE

72. Biologie. Histologie.

Sciences zoologiques.

73. Anthropologie. Préhistorique.
74. Les Mammifères.
75. Les Oiseaux.
76. Les Poissons. Les Reptiles. Les Batraciens.
77. Les Mollusques. Les Polypes. Les Insectes. Les Crustacés. Les Myriapodes.
78. Les Microbes. Les Infusoires.

79. Élevage. Acclimatation.
80. Vénérie. Chasse. Pêche.
81. Médecine des Animaux. Hippatrique.

Sciences botaniques.

82. Phanérogames.
83. Cryptogames.

84. Agronomie Économie rurale.
85. Le Jardinage (guide).
86. La Viticulture et la Sylviculture.

Sciences géologiques.

87. Géologie.
88. Paléontologie.
89. **Minéralogie**
90. Applications des sciences géologiques.

SCIENCES PHYSIQUES

91. Matière. Pesanteur. Hydraulique. Son.
92. Lumière. Chaleur. Optique.

93. Gaz. Vapeur. Météorologie. Aéronautique.
94. **Électricité. Galvanoplastie.**
95. **Photographie.**

SCIENCES CHIMIQUES

96. **Chimie générale.**
97. Chimie minérale.
98. Chimie organique.
99. Chimie appliquée (1^{er} vol.).
100. Chimie appliquée (2^e vol.).

SCIENCES MATHÉMATIQUES

101. Arithmétique. Métrologie.
102. Algèbre élémentaire.
103. Géométrie plane et dans l'espace.
104. **Mécanique théorique et appliquée.**
105. Astronomie.

106. Comptabilité commerciale, industrielle, administrative, financière.
107. Dessin linéaire. Perspective. Descriptive.
108. — Arpentage et Trigonométrie.

**SCIENCES
ET APPLICATIONS DIVERSES**

109. Hygiène. Médecine. Chirurgie.
110. Pharmacie.
111. Sciences militaires (armée).
112. Sciences militaires (marine).
113. **Cuisine.**
114. Les Industries alimentaires.
115. Les Industries du vêtement.
116. Les Industries de l'habitation.
117. Les Arts industriels.
118. Psychisme et Hypnotisme.

119-120. Deux volumes de tables formant un Dictionnaire complet de la langue française.

Les premiers volumes à paraître sont imprimés en caractères gras, dans la liste ci-dessus.

Les derniers volumes paraîtront en 1901

A partir de 1901, l'Encyclopédie sera tenue à jour par un SUPPLÉMENT ANNUEL, du même format et établi d'après la même méthode.

BIBLIOTHÈQUE

DE

L'ENSEIGNEMENT DES BEAUX-ARTS

PUBLIÉE SOUS LE PATRONAGE DE L'ADMINISTRATION DES BEAUX-ARTS

HONORÉE D'UN PRIX MONTYON PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE
DU PRIX BORDIN PAR L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS
ET D'UNE MÉDAILLE D'OR A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

Directeur de la Publication : M. JULES COMTE

Ancien inspecteur général des écoles de Beaux-Arts, directeur des bâtiments civils et palais nationaux.

Dans la préface de sa *Grammaire des arts du dessin*, Charles Blanc exprimait le regret de voir notre enseignement public « muet sur les questions d'art », et, avec cette éloquence familière dont il avait le secret, il constatait que la plupart des gens du monde « ignorent absolument les Arts de cette Antiquité dont ils ont appris avec tant de soin la langue disparue et les actions héroïques ».

Cette constatation, Charles Blanc eût pu l'étendre à toutes les époques. Les productions du Moyen Age, celles de la Renaissance, nos écoles modernes elles-mêmes ne nous sont guère plus familières au point de vue de l'Art que l'antiquité classique. Vainement la jeunesse de nos lycées consacre dix années aux *humanités* : aucun document précis n'est mis entre ses mains, et le bachelier pénètre dans la vie, n'ayant retenu que quelques noms plus ou moins sonores auxquels ne se rattache aucune idée nette ni sur les hommes, ni sur les œuvres.

La Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts a comblé, nous l'espérons, cette lacune. Elle compte parmi ses collaborateurs les écrivains les plus autorisés et les plus compétents.

Elle comporte d'abord des volumes chargés de traiter des principes de l'art, de ses formules générales, de la série de ses grandes règles qui, dans chacun des beaux-arts, s'adaptent à toutes les époques, à tous les pays, à toutes les écoles. Puis son cadre s'élargit en se spécialisant et comprend les innombrables divisions de l'art et de ses applications. Tandis qu'une partie de ses volumes initie le lecteur à l'histoire détaillée de la peinture, de la sculpture, de l'architecture et de la gravure, par périodes et par pays, les autres sont réservés aux diverses applications si importantes de l'art à l'industrie. Tous, d'ailleurs, sont d'un même format, à la fois commode et élégant, reliés avec soin, et complétés par des index et des séries de tables destinés à faciliter les recherches.

Au point de vue de la fabrication matérielle, nous nous trouvons en face d'une grande difficulté, causée par la nécessité absolue d'appuyer le texte d'un nombre considérable d'illustrations et cependant de maintenir les volumes à la portée de toutes les bourses. Et cette difficulté se compliquait par la nature même des illustrations qui, étant des modèles, ne devaient pas souffrir la médiocrité. Nous n'avons reculé, à cet égard, devant aucun sacrifice.

Notre initiative, d'ailleurs, a reçu de précieux encouragements : dès le début, ce fut le Gouvernement qui voulut bien nous autoriser à placer notre collection sous le patronage de l'Administration des Beaux-Arts; plus tard, c'était le Ministère de l'Instruction publique qui nous accordait d'importantes souscriptions, puis la Ville de Paris qui inscrivait nos volumes sur ses listes de livres de prix et les répandait dans ses bibliothèques et dans ses écoles; les Provisaires, les Principaux, les Directeurs et les Directrices d'établissements publics et privés, qui nous les demandaient également, pour les placer dans les bibliothèques scolaires et les donner en prix aux élèves des cours de littérature, d'histoire et de dessin; c'était l'Académie française qui décernait à M. J. Comte, directeur de la collection, un prix spécial; enfin l'Académie des Beaux-Arts l'honorait du prix Bordin. Des récompenses aussi exceptionnelles et venues de si haut étaient significatives; elles suffiraient à témoigner de la portée de notre œuvre.

Chaque volume, de format in-4 anglais, est imprimé avec luxe sur papier teinté. Il contient environ 400 pages, illustrées de 100 à 200 gravures inédites, spéciales à la collection et exécutées d'après les originaux.

Prix de chaque volume broché	3 fr. 50
Avec un cartonnage artistique en toile reliure	4 fr. 50
Reliure avec fers spéciaux et écussons pour distribution de prix	5 fr. »
Demi-reliure d'amateur	6 fr. »

BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

ENCYCLOPÉDIE POPULAIRE ILLUSTRÉE

DU VINGTIÈME SIÈCLE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

BUISSON

Directeur honoraire de l'Enseignement primaire,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

DENIS

Chargé de cours à la Sorbonne.

LARROUMET

Membre de l'Académie des Beaux-Arts,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

STANISLAS MEUNIER

Professeur au Muséum.

M. Georges BRUNEL, secrétaire général de la rédaction.

BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEUXIÈME VOLUME

L — Z



PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉDITIONS D'ART

L.-HENRY MAY

ÉDITEUR DES COLLECTIONS QUANTIN

7-9, rue Saint-Benoit.

1899

INTRODUCTION

Les remarques que nous avons cru devoir consigner dans l'*Introduction* au premier volume de la *Biographie politique du XIX^e siècle* s'appliquent toutes au second, et nous y renvoyons nos lecteurs.

Ces deux volumes réunis constituant un document de politique contemporaine, nous les avons fait suivre de renseignements d'ordre politique dont le lecteur appréciera certainement l'utilité.

La plupart de ces renseignements sont extraits de l'intéressant *Annuaire de la Presse française*, publié sous la direction de M. Henri Avenel, qui a bien voulu nous autoriser à les reproduire.

L'impression préliminaire du premier volume nous a mis dans l'obligation de publier à la fin du second un **supplément** qui met notre travail biographique à jour (octobre 1899) et qui répare quelques inévitables erreurs ou omissions.



BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

L

LABICHE (Émile) (1827). Avocat à Paris, nommé préfet d'Eure-et-Loir par le gouvernement de la Défense nationale (1870), il fut élu sénateur d'Eure-et-Loir (1876) et fit partie de la gauche républicaine. Réélu en 1885 et en 1894.

LABORDE (Alexandre-Louis-Joseph, comte de) (1773-1842). Emigré, il servit dans l'armée autrichienne jusqu'en 1797, voyagea en Europe, et, rentré en France, fut nommé auditeur au conseil d'État (1808), directeur du service des ponts et chaussées du département de la Seine (1810), député de la Seine (1822), réélu en 1827 et de 1830 à 1841.

LABORDE (Étienne de) (1782-1865). Il fit les campagnes d'Allemagne et de Russie, accompagna Napoléon 1^{er} à l'île d'Elbe, reprit du service en 1830, fit la campagne de Belgique, commanda la place de Cambrai, figura dans l'échauffourée de Boulogne (1840) et fut condamné à deux ans de prison. Député de la Charente-Inférieure à la Législative (1849), il appuya le coup d'État et devint gouverneur du palais du Luxembourg.

LABORDÈRE (Jean-Marie-Arthur) (1835), officier français. Il fit la campagne d'Italie et celle de 1870-1871, et était major au 14^e de ligne pendant la période du 16 mai. Il protesta alors contre les préparatifs du coup

d'État et fut mis en retrait d'emploi. Réintégré en 1879, élu sénateur de la Seine (1882), il démissionna en 1884 à la suite du rejet du projet de révision de la Constitution. Député de Paris (1885), il vota avec l'extrême gauche et échoua en 1889.

LABORI (Fernand-Gustave-Gaston) (1860), avocat, il s'acquit une grande réputation dans différentes affaires de cour d'assises, surtout dans celle où il défendit M. Zola (V. ce nom en 1898). Adjoint à M^e Demange comme défenseur du capitaine Dreyfus, au procès de Rennes, M. Labori fut, dès le début du procès, victime d'une tentative d'assassinat dont l'auteur est resté inconnu. Rédacteur en chef de la *Gazette du Palais*, M. Labori dirige le *Répertoire encyclopédique du droit français*.



Labori (Fernand).

LABOUCHÈRE (Henry) (1798-1869), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1826), il attaqua le gouvernement sur l'administration du Canada. fut réélu en 1830, devint lord de l'amirauté dans le cabinet Grey (1832), directeur de la Monnaie dans le cabinet Melbourne

(1835), secrétaire d'Etat pour les colonies dans le cabinet Palmerston (1855), et entra à la Chambre des lords (1857).

LABOUCHÈRE (Henry) (1831), homme politique anglais, neveu du précédent. Il débuta dans la diplomatie, fut élu à la Chambre des communes (1865) et se fit remarquer par ses interpellations vigoureuses et ses opinions radicales. Réélu en 1867, 1876, 1880, il fut un des fidèles lieutenants de Gladstone dans la question d'Irlande, et montra fréquemment ses sympathies pour la France.

LA BOUILLERIE. (V. BOUILLERIE.)

LABOULAYE (Edouard-René LEFEBVRE de) (1811-1883). Il fit de l'opposition à l'Empire dans le *Journal des Débats*, dans ses ouvrages (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), soutint l'Empire libéral et au plébiscite de mai 1870, conseilla de voter *oui*, ce qui donna lieu à des manifestations hostiles à ses cours du Collège de France. Député de Paris (1871), il siégea au centre gauche et appuya la politique de Thiers. Il soutint en

1874 une loi favorable aux cléricaux et entra au Sénat comme membre inamovible (1875). Il combattit la loi Ferry dirigée contre les congrégations, et plus tard les décrets.

LABOULAYE (Antoine-René-Paul LEFEBVRE de) (1833), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1878), ambassadeur à Madrid (1885), puis à Pétersbourg (1886-1891), il provoqua la réception de Cronstadt, première étape de l'entente franco-russe.

LABUZE (Justin) (1847). Médecin à Bellac, député de cet arrondissement (1878) et réélu en 1881, il devint sous-secrétaire d'Etat aux finances (1882), échoua aux élections de 1885 et obtint une place de trésorier-payeur général.

LACAVE-LAPLAGNE (Jean-Pierre-Joseph) (1795-1849). Avocat à Toulouse, député de Mirande (1834-1848), puis du département du Gers (1849), il fut ministre des finances dans le cabinet Molé (1837-1839) et dans le cabinet Soult (1842-1847).



Laboulaye.

LACAZE (Louis-Jacques) (1826-1897). Il combattit l'Empire, représenta le département des Basses-Pyrénées à l'Assemblée nationale (1871) où il siégea au centre gauche. Député d'Oloron (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881, il fut élu en 1882 sénateur des Basses-Pyrénées.

LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Etienne de LA VILLE, comte de) (1756-1825), naturaliste français. Il accepta les idées de la Révolution, fut député extraordinaire d'Agen à l'Assemblée constituante, puis député de Paris à l'Assemblée législative. Il protesta contre les massacres de septembre et dut quitter Paris où il ne rentra qu'après le 9 thermidor. Sénateur après le 18 brumaire, grand chancelier de la Légion d'honneur (1803), ministre d'Etat (1809), il entra à la Chambre des pairs sous la Restauration. — Pour ses travaux d'histoire naturelle, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.



Lacépède.

LA CHÂTRE (Duc de). (V. CHÂTRE [La].)

LACOMBE (Dominique) (1749-1823), prêtre français. Curé constitutionnel, député de la Gironde à l'Assemblée législative (1791), évêque de Bordeaux (1797), puis d'Angoulême (1802), il se signala par son zèle bonapartiste, eut de graves démêlés avec la papauté et la Restauration qui ne put obtenir sa démission.

LACORDAIRE (Jean-Baptiste-Henri) (1802-1861), frère prêcheur. Il s'inscrivit comme avocat au barreau de Paris (1822), entra au séminaire de Saint-Sulpice (1824), reçut la prêtrise (1827), collabora au journal de Lamennais, *l'Avenir* (1830), et prêcha à Saint-Roch, au collège Stanislas et à Notre-Dame. Reçu de l'ordre de Saint-Dominique (1833), il aborda dans la chaire de Notre-Dame, de 1843 à 1851, les questions politiques, sociologiques, psychologiques, fut élu député des Bouches



Lacordaire.

du-Rhône (1848) et fonda le journal *l'Ere nouvelle*. Après le coup d'État de 1851, il se consacra entièrement à la direction de son établissement d'instruction à Sorrèze. Membre de l'Académie française (1860), il a laissé de nombreux ouvrages et ses discours ont été réunis en volumes. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

LACÔTE (Auguste-Etienne-Marie) (1838). Ouvrier forgeron, puis médecin à Dun-le-Palleteau (Creuse), il combattit l'Empire, devint député de Guéret (1881), réélu constamment depuis, et siégea à la gauche radicale.

LACRETELLE (Pierre-Henri de) (1815-1899). Député de Saône-et-Loire (1871), il fit partie de la gauche radicale, fut réélu en 1876, en 1877 avec les 363, et successivement jusqu'à ce jour. — Il a laissé de nombreux ouvrages littéraires.

LACROIX (Julien-Adolphe-Sigismond KRZYZANOWSKI, dit *Sigismond*) (1845). Fils d'un réfugié polonais, il représenta au Conseil municipal de Paris le quartier de la Salpêtrière (1874), fut élu député de Paris (XX^e arr.) en 1883, réélu en 1885, et échoua aux élections de 1889. Il a collaboré à de nombreux journaux, notamment au *Radical*.

LACROSSE (Bertrand-Théobald-Joseph, baron de) (1796-1865). Député de Brest (1834), réélu jusqu'en 1848, il siégea dans les rangs de la gauche dynastique, fut élu représentant du Finistère à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et fut à deux reprises ministre des travaux publics (1848-1849 et 1851). Partisan du coup d'État du 2 décembre 1851, il entra au Conseil d'État et au Sénat (1852).

LADMIRAULT (Louis-René-Paul de) (1808-18.8), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, d'Italie, devint sous-gouverneur de l'Algérie (1865), sénateur (1866) et fut mis à la tête du IV^e corps pendant la guerre de 1870. Prisonnier en Allemagne après la reddition de Metz, il fit le second siège de Paris (1871), gouverna Paris de 1871 à 1878, et entra au Sénat (1876) comme représentant du département de la Vienne. Réélu en 1882, il vota avec la droite et ne se représenta pas en 1891.

LA FARINA. (V. FARINA [La].)

LA FAYETTE. (V. FAYETTE [La].)

LAFITTE (Jacques) (1767-1844). Associé au banquier Perregaux chez lequel il était entré comme comptable, il prit la direction de la banque après la mort de son patron (1804), fit une fortune énorme, devint gouverneur de la Banque de France (1814), député pendant les Cent-Jours et sous la Restauration, s'associa aux votes des libéraux, et se prononça pour le duc d'Orléans dès 1827. En 1830, il prit une part très active à l'établissement de la monarchie de Juillet, fut nommé ministre d'État, puis président du conseil et ministre des finances. En 1831, il dut céder la place à Casimir Périer et sortit du pouvoir à peu près ruiné. Depuis, député par divers collèges électoraux, il se déclara pour l'opposition dynastique.



Laffitte.

LAFON (Jean-Baptiste-Hyacinthe) (m. en 1836), prêtre et agent royaliste. Il servit la cause des Bourbons sous le Directoire et sous l'Empire, s'associa à la conspiration du général Malet (1812) et échappa à force d'audace au sort de ses complices. Il fit encore de l'agitation dans l'est de la France pendant les Cent-Jours.

LAFOND DE SAINT-MUR (Gui-Joseph-Rémy DEPLANCHE, baron de) (1817). Député de la Corrèze (1858-1870), il soutint constamment le régime impérial, devint sénateur de la Corrèze (1876), appuya le cabinet du Seize-Mai, se rallia au centre gauche et fut réélu comme républicain en 1885. Il échoua aux élections de 1894.

LAFONT (Jean) (1835), homme politique français. Conseiller municipal de Paris (1871-1881), député de cette ville (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, échoua aux élections de 1889 et devint régisseur de l'octroi de Paris (1892).

LAFORÉST (Antoine-Aimé-Charles-Mathurin, comte de) (1756-1846). Directeur des postes (1799-1801), ministre plénipotentiaire à Berlin (1805), ambassadeur à Madrid (1808-1813), il fut député de Loir-et-Cher pendant les Cent-Jours, et entra à la Chambre des pairs en 1819.

LA FORGE (Anatole-Alexandre de). (V. FORGE [De La].)

LAGRANGE (Charles) (1804-1857). Il prit part à la révolution de Juillet, devint un des chefs des sociétés républicaines, fut condamné à vingt ans de détention pour l'insurrection de Lyon (1834) et amnistié en 1839. Député de la Seine à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à la Montagne et fut banni après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

LAGRANGE (Joseph-Barthélemy-Frédéric, comte de) (1815-1883). Député du Gers à la Législative (1849), il soutint la politique de l'Élysée, représenta le même département au Corps législatif pendant la durée de l'Empire comme candidat officiel, et entra au Sénat quelques mois avant la révolution du 4 septembre 1870 qui le rejeta dans la vie privée. Possesseur d'une grande fortune, il eut une notoriété dans le monde hippique.

LAGUÉRONNIÈRE. (V. GUÉRONNIÈRE [La].)

LAGUERRE (Georges) (1858). Avocat à Paris, il se fit une grande réputation dans des procès socialistes (affaires Kropotkine, Cyvoct, Louise Michel, procès de Montcauless-Mines, de Decazeville, etc.) et criminels (affaires Campi, Euphrasie Mercier, Baillet, etc.), fut élu député d'Apt (1883) et siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1885



Laguerre.

et en 1889, il joua un rôle très actif dans la campagne boulangiste. Membre de la Ligue des patriotes, directeur de *la Presse*, il renonça au boulangisme par une lettre adressée au *Temps* (1891) et se rallia à la majorité républicaine. Il échoua aux élections de 1893 et 1898 et reprit sa profession d'avocat.

LAHORIE (Victor-Claude-Alexandre FANNEAU DE) (1766-1812), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, devint chef d'état-major de Moreau avec lequel il fut compromis lors du complot de Georges Cadoudal (1804). Il quitta la France, revint à Paris (1808) et fut arrêté avec le général Guidal. Lors de la conspiration de Malet (1812), rendu à la liberté, il remplaça Savary à la préfecture de

police. fut pris et fusillé le 30 octobre 1812.

LAHOVARY (Alexandre) (1811), homme d'Etat roumain. Il fit ses études à Paris, reçut le diplôme de docteur en droit (1865), rentra en Roumanie et aida à la chute du prince Couza. Député peu après, un des chefs du parti de la « Jeune Droite », il devint ministre de la justice (1870-1874), sénateur de la ville de Botosani (1884), ministre de l'agriculture et du commerce (1888), puis des affaires étrangères dans divers cabinets.

LAIDET (Joseph-Guillaume-Fortuné de) (1780-1854), général et homme politique français. Il servit sous l'Empire, devint député des Basses-Alpes (1827), siégea dans les rangs de l'opposition, fut réélu en 1830, 1831 et jusqu'en 1846. Entre temps, il avait fait partie de l'expédition de Morée (1828) et avait été chargé d'une mission en Algérie (1839). Député des Basses-Alpes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de Louis-Napoléon qui le fit exiler en 1852.

LAINÉ (Étienne-Henri-Joachim, vicomte) (1767-1835). Avocat à Bordeaux, député au Corps législatif (1808), il se prononça nettement contre l'Empire (1813) et fut accusé de trahison. Préfet de la Gironde sous la première Restauration (1814), puis président de la Chambre des députés, il se réfugia en Angleterre pendant les Cent-Jours, devint ministre de l'intérieur (1816-1818) et lutta contre les ultraroyalistes. Ministre sans portefeuille (1820), il entra dans l'opposition peu après, vota contre l'expédition d'Espagne (1823), contre l'expulsion de Manuel, soutint la cause des Grecs insurgés et désapprouva le ministère Polignac. Membre de la Chambre des pairs depuis 1823, il avait été nommé à l'Académie française en 1816.

LAISANT (Charles-Ange) (1841). Capitaine du génie, il commanda à l'ort d'Issy pendant le siège de Paris (1870-1871). Député de Nantes (1876), il siégea à l'Union républicaine, fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Il prit une part active aux discussions militaires, se fit inscrire à l'Extrême-Gauche, dirigea le *Petit Parisien* et la *République radicale*, fut élu député de Paris (1885) et se montra l'un des plus chauds partisans du

général Boulanger. Réélu en 1889, il ne se représenta pas aux élections de 1893. Compris dans les poursuites relatives à l'affaire du Panama, la cour d'assises l'acquitta (1897).

LAKANAL (Joseph). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

LA MARMORA. (V. MARMORA [LA].)

LAMARQUE (François) (1753-1839), Avocat au parlement de Paris, député à l'Assemblée législative par le district de Périgueux (1791) et réélu à la Convention, il fut envoyé à l'armée du Nord et livré par Dumouriez aux Autrichiens. Libéré en 1795, il fit partie des Cinq-Cents, devint préfet du Tarn après le 18 brumaire, puis juge à la cour de cassation (1804). Exilé en 1816, il rentra en France en 1818.

LAMARQUE (Jean-Maximin) (1770-1832), général français. Il se distinguait dans les guerres de la Révolution et de l'Empire; mis à l'écart par les Bourbons, il rentra en France en 1818, fut élu député des Landes (1828) et vota avec l'opposition la plus avancée. Réélu en 1830, il combattit la monarchie de Juillet et devint très populaire.



Lamarque.

Ses obsèques furent le signal de l'insurrection démocratique de juin 1832.

LAMARTINE (Alphonse-Marie-Louis DE PRAT DE) (1790-1869). Il remplît quelques postes diplomatiques sous la Restauration, fut élu député de Bergues et de Mâcon pendant un voyage qu'il fit en Orient, opta pour la première ville qu'il représenta jusqu'en 1837, puis pour sa ville natale (Mâcon) qu'il représenta jusqu'en 1848. Il soutint d'abord la monarchie de Juillet,



Lamartine.

puis combattit le ministère Guizot et s'associa à la campagne des banquets réformistes. Son histoire des *Girondins* contribua à répandre l'opinion républicaine. Membre du gouvernement provisoire de février 1848, sa lutte contre le drapeau rouge lui valut une grande popularité parmi les modérés, fut élu député à la

Constituante par dix départements et opta pour celui de la Seine. Candidat à la présidence, il n'obtint que 49,000 voix. Il fut réélu député à la Législative (1849). Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 le rendit à la vie privée. Lamartine a été l'un de nos plus grands orateurs contemporains. — Pour son œuvre littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

LAMARZELLE (Gustave-Louis-Edouard de) (1852), homme politique français. Avocat à Paris, député du Morbihan (1885), réélu en 1889, il siégea parmi les monarchistes et devint sénateur du Morbihan en 1894.

LAMBER (Juliette). (V. ADAM [Mme].)

LAMBRECHT (Félix-Edmond-Hyacinthe) (1819-1871). Ingénieur des ponts et chaussées, député du Nord (1863), réélu en 1871, il siégea au centre gauche et devint ministre de l'agriculture et du commerce, puis de l'intérieur (1871).

LAMBRECHTS (Charles-Joseph-Mathieu, comte) (1753-1823). Professeur de droit canon à Louvain, président de l'administration du département de la Dyle, il devint ministre de la justice en remplacement de Merlin de Douai (1797-1799), sénateur de l'Empire, puis député de la Seine-Inférieure et du Bas-Rhin (1819).

LAMBTON (John-George). (V. DURHAM [Comte de].)

LAMENDIN (Arthur) (1852). Ouvrier mineur à Liévin, congédié en 1884 pour avoir créé le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, il organisa la grève de 1889, fut député de Béthune (1891), réélu en 1893, et siégea parmi les radicaux socialistes. Réélu en 1898.

LAMENNAIS (Félicité ROBERT DE) (1782-1854). Catholique libéral, il se lia avec Montalembert, Lacordaire, Cazalès, etc., fonda après 1830 le journal *l'Avenir*, se sépara de Rome avec éclat, fut emprisonné un an à Sainte-Pélagie pour sa brochure *le Pays et le Gouvernement* (1840) et prêcha le socialisme chrétien. En



Lamennais.

1848, il fonda le journal *le Peuple constituant*, représenta le département de la Seine à la Constituante et vota avec l'extrême gauche. Il soutint les vaincus de Juin et reentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Ses obsèques civiles eurent lieu au Père-Lachaise (1^{er} mars 1854). (V. volumes BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.)

LAMETH (Charles-Malo-François, comte de) (1757-1832). Il prit part à la guerre d'Amérique, représenta aux États généraux la noblesse de l'Artois, servit à l'armée du Nord comme maréchal de camp (1792), émigra, reentra en France sous le Consulat, devint gouverneur de Wurzburg et de Santona (Biscaye) et se rallia aux Bourbons. Député de Seine-et-Oise (1829), il signa l'adresse des 221.

LAMETH (Alexandre-Théodore-Victor, comte de) (1760-1829), homme politique français, frère du précédent. Il servit en Amérique sous Rochambeau, fut député de la noblesse du bailliage de Péronne aux États généraux et joua un grand rôle à l'Assemblée constituante. Il attaqua violemment Mirabeau sur ses relations avec la cour, fut nommé maréchal de camp et passa à l'étranger avec La Fayette. Emprisonné en Autriche, délivré trois ans après (1795), il reentra en France sous le Consulat, devint préfet de plusieurs départements, se rallia aux Bourbons, représenta la Seine-Inférieure et Seine-et-Oise (1820-1827) à la Chambre des députés et siégea avec les libéraux.

LAMORICIÈRE (Christophe-Léon-Louis JUHAULT DE) (1806-1865), général français. Il servit brillamment en Algérie, contribua à la victoire de l'Isly (1844) et reçut la soumission d'Abd-el-Kader. Député de Saint-Calais (1846), il soutint la monarchie de Juillet, surtout dans la journée du 24 février 1848, représenta le département de la Sarthe à la Constituante et combattit, sous Cavaignac, l'insurrection de Juin. Quelque temps ministre de la guerre (1848), il combattit la politique de l'Elysée, fit par-



Lamoricière.

tie de la Législative (1849) et fut arrêté lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Expulsé de France, il reentra en 1857, commanda l'armée papale (1860), fut battu par les Piémontais à Castellidardo et revint en France après la reddition d'Ancône.

LANESSAN (Jean-Marie-Antoine de) (1844). Médecin de la marine, agrégé de la Faculté de Paris (1876), conseiller municipal de Paris (1879-1881), député du V^{arr.} de Paris (1881), il siégea à l'extrême gauche, écrivit dans de nombreux journaux, fut réélu en 1885 et se rapprocha de l'Union républicaine. Chargé de mission dans les colonies françaises (1886), il publia plusieurs ouvrages sur celles-ci, fut réélu en 1889, et nommé gouverneur général de l'Indo-Chine (1891). Révoqué de cette

fonction en 1894, il publia son apologie : *la Colonisation française en Indo-Chine* (Paris, 1895) et reentra dans le journalisme. Député de Lyon en 1898, il entra dans le cabinet Waldeck-Rousseau comme ministre de la marine (1899). — Il a écrit un assez grand nombre d'ouvrages d'histoire naturelle.

LANFREY (Pierre) (1828-1877). Il publia plusieurs ouvrages de philosophie et d'histoire, combattit la dictature de Gambetta, fut élu député des Bouches-du-Rhône (1871), vota avec la gauche républicaine, représenta la France à Berne (1871-1873) et devint sénateur inamovible (1875).

LANGLAIS (Jacques) (1810-1866). Avocat à Paris, député de la Sarthe à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il soutint la politique de l'Elysée, fut réélu en 1852 et 1857 comme candidat officiel de l'Empire, devint conseiller d'Etat, puis ministre des finances de Maximilien au Mexique (1866). Il mourut à Mexico, empoisonné, dit-on.

LANGLOIS (Amédée-Jérôme) (1819). Il servit dans la marine, fit du journalisme en collaboration avec Proudhon dont il était l'ami, fut condamné à la déportation par la haute cour de



Lanessan.

Versailles (1849), prit part à la défense de Paris et reçut une grave blessure à Buzenval (1871). Député de la Seine (1871), chef d'état-major de l'amiral Saisset, il siégea à l'Union républicaine, fut élu à Pontoise (1876) et fit partie des 363. Réélu en 1877, il rapporta le budget de la guerre, fut renommé en 1881 et échoua en 1885 avec la liste opportuniste de Seine-et-Oise. On le nomma percepteur du XVIII^e arr. de Paris, puis du III^e arr.

LANGRAND-DUMONCEAU (André, comte) (1826), financier belge. Entre autres affaires de banque, il fit un emprunt pontifical au pair tandis que la rente romaine était cotée à 70 p. 100, eut l'appui des catholiques et enrôla dans ses compagnies financières plusieurs chefs du parti réactionnaire belge qui furent gravement compromis lorsque la faillite arriva en 1870. Condamné à dix ans de reclusion par contumace, il s'enfuit au Brésil.

LANJUNAIS (Victor-Ambroise, vicomte de) (1802-1869). Député de la Loire-Inférieure de 1838 à 1848, il siégea dans le tiers parti, fut réélu à la Constituante (1848), combattit les socialistes, devint ministre de l'agriculture et du commerce (1849), député de la Seine à la Législative (même année) et fut emprisonné à Vincennes lors du coup d'État du 2 décembre 1851. Il représenta le département de la Loire-Inférieure au Corps législatif (1863-1869).

LANNES (Napoléon-Auguste, duc de MONTEBELLO) (1801-1874), diplomate français, fils du maréchal de France. (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.) Membre de la Chambre des pairs (1827), il représenta la France en Danemark (1833), en Prusse (1833), en Suisse (1836), fut quelque temps ministre des affaires étrangères (1839), puis ambassadeur à Naples et ministre de la marine et des colonies (1847-1848). Député de la Marne à la Législative (1849), il combattit la politique de l'Élysée, se rallia à l'Empire, fut ambassadeur à Pétersbourg (1858-1866) et sénateur (1867).

LANNES (Gustave-Louis, comte de MONTEBELLO) (1838), diplomate français, fils du précédent. Il passa depuis 1858 dans divers postes diplomatiques, fut chargé d'affaires à Munich (1880), ministre plénipotentiaire

à Bruxelles (1882), ambassadeur à Constantinople (1886) et à Pétersbourg (1891).

LANNES DE MONTEBELLO (Adrien-Jean) (1851), homme politique français, frère du précédent. Chef de cabinet de Léon Say au ministère des finances, il fut un des fondateurs de l'Union libérale et élu en 1893 député de Reims avec un programme républicain. Réélu en 1898.

LANZA (Giovanni) (1815-1882), homme politique italien, Médecin à Turin, député de Frassineto, il siégea à gauche, devint ministre de l'instruction publique (1855), puis des finances (1858), président de la Chambre (1860), ministre de l'intérieur (1864), et enfin chef de cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1869-1873).

LAPLACE (Pierre-Simon, marquis de) (1749-1827), astronome et géomètre français. Il tint quelque temps le portefeuille de l'intérieur après le 18 brumaire (1799) dont il devint chancelier (1803), signa l'acte de déchéance de Napoléon I^{er} (1814) et fut créé par Louis XVIII pair de France et marquis (1817). — Pour ses remarquables travaux scientifiques et sa carrière de savant, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.



Laplace.

LAPORTE (Henri-Gaston) (1842). Homme politique français. Avocat à Nevers, député de cette ville (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, 1889 et 1893 et appuya le boulangisme.

LA PORTE. (V. PORTE [La].)

LAPPARENT (COCHON DE). (V. COCHON DE LAPPARENT.)

LARCY (Charles-Paulin-Roger SAUBERT, baron de) (1805-1882). Député du Gard (1839-1846), il siégea avec les légitimistes, combattit le ministère Guizot, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), vota avec la droite monarchiste et protesta contre le coup d'État du 2 décembre 1851. Député du Gard (1871), ministre des travaux publics (1871-1872 et 1873-1874), sénateur inamovible (1877).

LAREINTY (Clément-Gustave-Henri BAILLARDEL, baron de) (1821). Sénateur

leur de la Loire-Inférieure (1876), monarchiste et catholique, il soutint le cabinet du Seize-Mai et fut réélu en 1879 et 1888. Il eut avec le général Boulanger, ministre de la guerre, une vive altercation qui fut suivie d'un duel (1886).

LA RIBOISIÈRE. (V. RIBOISIÈRE [La].)

LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX (1753-1824). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e S.)

LA ROCHEFOUCAULD. (V. ROCHEFOUCAULD [La].)

LAROCHE-JOUBERT (Jean-Edmond) (1820-1884). Fabricant de papier à Angoulême, député de la Charente (1868), il soutint l'Empire libéral, représenta l'arrondissement d'Angoulême (1876) et siégea dans le groupe bonapartiste. Réélu en 1877 et 1881, il prit part aux discussions sur les réformes financières et sociales.

LAROCHE-JOUBERT (Edgar-Jean) (1843), fils du précédent. Député d'Angoulême (1884), il siégea au groupe bonapartiste. Réélu en 1885, 1889, 1893 et 1898, il prit une part active aux questions budgétaires.

LA ROMANA. (V. ROMANA [La].)

LAROZE (Louis-Alfred) (1834). Avocat à Bordeaux, député de Blaye (1881), il siégea à l'Union républicain, fut sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Ferry (1884-1885), réélu en 1885, et échoua aux élections de 1889.

LAS CASES (Emmanuel-Augustin-Dieudonné, marquis de) (1766-1842), historien français. Il servit dans la marine, émigra en 1790, fit en 1792 la campagne contre la France et prit part à l'expédition de Quiberon. Après le 18 brumaire, il s'établit libraire à Paris, servit sous Bernadotte (1809), entra au conseil d'Etat et devint chambellan de Napoléon I^{er} (1810). Il suivit ce dernier à Sainte-Hélène et consacra ses entretiens avec l'ex-empereur dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Député de l'arrondissement de Saint-Denis (1831-1842), il siégea à l'extrême gauche.

LAS CASES (Emmanuel-Pons-Dieudonné, comte de) (1800-1854), fils du précédent. Il accompagna son père à Sainte-Hélène, frappa Hudson Lowe d'un coup de cravache en plein visage, à Londres (1822), et fut l'objet à Passy d'une tentative d'assassinat (1825)

dont on a accusé l'ancien gouverneur de Sainte-Hélène. Las Cases fut député du Finistère de 1830 à 1848 et sénateur de l'Empire (1852-1854).

LASKER (Eduard) (1829-1884), homme politique allemand. Député de Berlin (1865), il siégea avec les progressistes, fut un des chefs du parti national-libéral, représenta Magdebourg (1868-1874), Francfort-sur-le-Main (1874-1879) et échoua aux élections de 1879 à la suite d'attaques violentes dirigées contre lui par Bismarck.

LASSALLE ou mieux **LASSAL** (Ferdinand) (1825-1864), socialiste allemand. Lié intimement avec la comtesse Sophie d'Hatzfeld, il fut impliqué dans une affaire de vol et acquitté (1848), se jeta dans la politique, se lia avec Karl Marx, fut poursuivi et emprisonné plusieurs fois (1849). Il fonda en 1862 un nouveau parti démocratique, le *Verein*; arrêté et condamné à la suite de



Lassalle

discours politiques, il développa ses idées sur les sociétés coopératives de production avec l'aide de l'Etat dans plusieurs brochures qui le firent de nouveau poursuivre sous l'accusation de haute trahison et fut le véritable fondateur du socialisme allemand. Retiré en Suisse pour soigner sa santé, il fut blessé mortellement dans un duel au pistolet à Genève (28 août 1864). — (V. volume SOCIALISME.)

LASSER DE ZOLLHEIM (Joseph) (1815-1879), homme d'Etat autrichien. Député au Reichstag (1848), ministre sans portefeuille (1860), puis de l'intérieur (1861-1865), gouverneur du Tyrol, il reçut dans le cabinet Auersperg le portefeuille de l'intérieur (1871-1878).

LASSERRE (Maurice) (1862). Député de Tarn-et-Garonne (1890), réélu en 1893, il rapporta le budget des cultes (1893) et le projet de loi contre les anarchistes (1894).

LASTEYRIE DU SAILLANT (Ferdin-

mand-Charles-Léon, comte de) (1810-1879). Aide de camp de La Fayette (1830), député de Paris (1842), il siégea à gauche, prit part aux discussions sur les questions de lettres et de beaux-arts, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et fit partie du Conseil municipal de Paris (1848-1851). Il rentra dans la vie privée en 1852 et s'occupa de sciences archéologiques.

LASTEYRIE DU SAILLANT (Adrien-Jules, marquis de) (1810-1883). Petit-fils de La Fayette, il servit en Portugal sous dom Pedro (1832-1834), fut député de La Flèche (1842-1848) et siégea au centre gauche. Député de Seine-et-Marne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de l'Élysée, fut expulsé de France après le coup d'État de 1851, se rallia à la politique de Thiers comme député de Seine-et-Marne (1871) et combattit l'« Ordre moral ». Sénateur inamovible (1875), il fit partie du centre gauche.

LATIL (Jean-Baptiste-Marie-Antoine, duc de) (1761-1839), prélat français. Il émigra lors de la Révolution, devint aumônier du comte d'Artois, évêque de Chartres (1817), pair de France (1822), archevêque de Reims (1824), cardinal et duc (1826). Il inspira à Charles X la politique rétrograde qui devait amener la révolution de 1830.

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Charles-César de Fay, comte de) (1757-1831), général français. Député de la noblesse aux États généraux, il se rallia aux tiers état, fit partie de l'armée de La Fayette comme maréchal de camp, passa la frontière en 1792 et fut captif des Autrichiens jusqu'au traité de Campo-Formio. Il revint à Paris après le 18 brumaire, fut membre du Corps législatif (1801), sénateur (1806), et pair de France à la Restauration.

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Victor-Nicolas de Fay, marquis de) (1768-1850), général français, frère du précédent. Colonel en 1792, il émigra après le 10 août, revint en France (1798), servit en Égypte, se distingua à Austerlitz, à Friedland et en Espagne. Il fit la campagne de Russie, eut la cuisse emportée à Leipzig, devint ambassadeur à Londres sous la Restauration, ministre de la

guerre (1819-1821), puis gouverneur des Invalides.

LAUBESPIN (Léonel-Antoine de Mouchet-Battefort, comte de) (1810-1896). Aide de camp du maréchal Valée, il fit les campagnes d'Algérie, devint maire de Tracy-sur-Loire, sénateur de la Nièvre (1888) et siégea à droite. Il a fait des donations considérables à des œuvres philanthropiques,

LAUNAY (Henri de). (V. ANTRAIGUES [Comte d'].)

LAUR (Francis) (1844). Député de la Loire (1885), il siégea à l'extrême gauche, prit une part active aux débats, soutint la politique du général Boulanger, fut élu député de Saint-Denis (1889) et ne s'est pas représenté en 1893 ni en 1898.

LAURENT-PICHAT (Léon) (1823-1886). Il collabora au *Progrès de l'Aube*, aida de son argent le *Réveil*, de Delescluze (1869), fut élu député de la Seine (1871), siégea à l'extrême gauche, et devint sénateur inamovible (1875). Il a laissé un grand nombre de romans et nouvelles. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

LAURIER (Clément) (1832-1878). Avocat d'affaires à Paris, il plaida nombre de causes politiques à la fin de l'Empire, fut élu député du Var (1869), s'attacha à Gambetta, négocia l'emprunt Morgan (1870) et représenta le Var à l'Assemblée nationale (1871). Peu après, il se rapprocha de la droite et soutint le gouvernement de l'« Ordre moral ». Député de l'arrondissement du Blanc (1876), il appuya le cabinet Broglie-Fourtou et fut réélu comme candidat officiel (1877).

LAUSSEDAT (Louis) (1809-1878). Médecin à Moulins, député de l'Allier à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, échoua aux élections de 1849 et fut expulsé après le coup d'État du 2 décembre 1851. Médecin à Bruxelles, il ne rentra qu'en 1876 et fut élu député de Moulins, fit partie des 363 et obtint le renouvellement de son mandat en 1877.

LAVERGNE (Louis-Gabriel-Léonce Guilhaud de) (1809-1880), économiste français. Publiciste à Toulouse, député de Lombez (1846), il s'occupa depuis 1848 d'économie politique et d'agronomie. Député de la Creuse (1871), il vota avec les orléanistes, se

rallia peu à peu à la République, à la tête du « groupe Lavergne » et devint sénateur inamovible (1875).



Lavergne
(Guilhaud de).

LAVERGNE (Bernard-Martial-Barthélemy, dit **BERNARD**) (1815). Médecin à Montredon (Tarn), député du Tarn (1849), il vota avec la gauche démocratique, fit l'Empire dans divers journaux. fut élu député de Gaillac (1876), réélu en 1877, 1881 et 1885, et nommé sénateur (1889).

LAVERTUJON (André) (1827). Il dut quitter la France après le coup d'Etat de 1851, devint rédacteur en chef de *la Gironde* (1855), fut un des fondateur de *la Tribune* (1869) et dirigea *le Journal officiel* (1870). Consul général à Amsterdam (1871), à Anvers (1880), à Naples (1881), il fut élu sénateur de la Gironde en 1887 et réélu.

LAVIGERIE (Charles-Martial-Allemand) (1825-1892), prêtre français. Directeur de l'œuvre des écoles d'Orient (1856), il partit pour la Syrie, et déploya une grande activité pour répandre l'influence française; évêque de Nancy (1861), puis d'Alger (1866) avec le titre d'archevêque (1867), il y créa la Société des missionnaires, dits Pères blancs, et fut chargé par le pape de la préfecture apostolique du Sahara. Il étendit sa sphère d'action jusqu'à l'Afrique équatoriale, se mêla activement à l'agitation antiesclavagiste, devint administrateur apostolique de la Tunisie (1881), cardinal (1882), archevêque de Carthage et primate d'Afrique (1884).



Lavigerie.

LAVROY (Pierre) (1823), socialiste russe. Professeur de mathématiques à l'Académie d'artillerie de Pétersbourg, colonel d'artillerie, membre du conseil municipal de Pétersbourg, il fut arrêté lors de l'attentat de Karakosov contre Alexandre II (1866), interné dans le gouvernement de

Vologda, s'évada en 1870 et vint se réfugier à Paris où il fit une grande propagande en faveur des idées révolutionnaires, s'écartant des idées anarchistes ou jacobines. Il a écrit nombre d'ouvrages scientifiques, politiques et philosophiques.

LAVY (Aimé) (1850). Ancien directeur d'école laïque, à Paris, il siégea au conseil municipal de Paris, de 1887 à 1890, fut élu député du XVIII^e arrondissement en 1890, réélu en 1893 et échoua en 1898. M. Lavy, un des militants les plus actifs et les plus érudits du parti ouvrier, a été chef du cabinet de M. Millerand, dans le ministère Waldeck-Rousseau (1899).

LAW (Edward). (V. ELLENBOROUGH [Baron d].)

LAWRENCE (John-Laird-Mair, lord) (1811-1879), homme d'Etat anglais. De 1827 à 1863, il joua dans l'Inde un rôle actif, devint chef commissaire du Pendjab (1853), opéra la pacification après la révolte des cipayes (1857), fut nommé vice-roi de l'Inde (1863) et accomploit des réformes financières importantes. Elevé à la pairie à son retour en Angleterre (1869).

LAYARD (Sir Austen-Henry) (1817-1894), archéologue et homme d'Etat anglais. Il voyagea en Orient, entreprit des fouilles sur l'emplacement de Ninive et de Babylone, devint à son retour en Angleterre (1852) sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, député au Parlement et s'allia au parti libéral. Ministre des travaux publics (1868), ambassadeur à Madrid (1869), à Constantinople (1877), il se rallia à la politique de Beaconsfield et négocia l'occupation de Chypre (1878).

LEBAUDY (Jean-Gustave) (1827-1889), homme politique français. Directeur d'une grande raffinerie de sucre, conseiller municipal de Paris (1860-1869), député de Mantes (1876), il siégea au centre gauche, fit partie des 363, fut réélu en 1877, 1881 et 1889. Il laissa une fortune considérable.

LEBEAU (Joseph) (1794-1865), homme politique belge. Avocat à Liège, il attaqua dans le journalisme la politique hollandaise, fut élu en 1830, par l'arrondissement de Huy, membre du Congrès national et prit une grande part à la constitution belge. Ministre

des affaires étrangères, gouverneur de la province de Namur (1834), ambassadeur à la Diète germanique de Francfort, il constitua en 1840 le premier ministère libéral qui succomba devant l'hostilité du Sénat. Depuis, au Parlement, il soutint les cabinets libéraux.

LEBLOND (Désiré-Médéric) (1812-1886). Avocat à Paris, représentant de la Marne à la Constituante (1848), il soutint le général Cavaignac, dirigea le journal *le Siècle* (1868-1874), fut élu député de la Marne (1871) et siégea à la gauche républicaine. Réelu par l'arrondissement de Reims (1876), un des 363, il obtint le renouvellement de son mandat en 1877 et entra au Sénat en 1879 (pour le département de la Marne).

LEBOEUF (Edmond) (1809-1888), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Algérie, de Crimée et d'Italie, devint aide de camp de Napoléon III, ministre de la guerre (1869) et maréchal de France (1870). Il se fit remarquer par son assurance à la veille de la guerre de 1870 et par la criminelle incurie de son administration. Prisonnier après la reddition de Metz, où il commandait le 3^e corps, sous Bazaine, il entra dans l'obscurité après la paix.



Leboeuf.

LEBON (Maurice) (1849). Avocat à Paris, maire de Rouen (1886), député de cette ville (1891), réelu en 1893, il fut sous-secrétaire d'Etat aux colonies dans le cabinet Casimir-Perier (1893-1894). Ne s'est pas représenté aux élections de 1898.

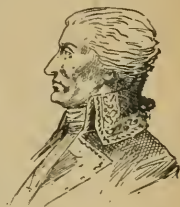
LEBON (André) (1859). Chef du cabinet du président du Sénat (1882-1893), député de Parthenay (1893), il fut ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes dans le cabinet Ribot (1895), puis ministre des colonies dans le cabinet Méline (1896). N'a pas été réelu en 1898.

LE BORGNE (Benoit). (V. BOIGNE [Comte de].)

LEBRET (Georges) (1853), docteur en droit, député du Calvados (Caen) depuis 1893. Il prit part aux débats de la Chambre : sur la question des tarifs de transports de houille, sur

la suppression des octrois, sur la loi relative à la margarine, etc. M. Leuret, qui a été membre du Comité consultatif des chemins de fer, a fait partie du cabinet Dupuy (1898-1899) en qualité de garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

LEBRUN (Charles-François, duc de PLAISANCE) (1739-1824). Avocat à Paris, il fut un des collaborateurs du chancelier Maupeou; député de Dourdan à l'Assemblée constituante (1789), de Seine-et-Oise au conseil des Anciens (1795) ses grandes connaissances administratives le désignèrent au choix de Bonaparte et il fut nommé troisième consul après le 18 brumaire. Il s'occupa surtout de finances, devint gouverneur général de la Ligurie (1805-1806), administra les départements formés de l'ancienne Hollande (1811-1813), adhéra à la Restauration et entra à la Chambre des pairs.



Lebrun.

LECCINTE (Alphonse-Théodore) (1817-1896), général français. Il fit les campagnes de la Grande-Kabylie, de Crimée et d'Italie où il fut blessé grièvement à Magenta; prisonnier lors de la capitulation de Metz (1870), il s'évada, servit sous Faiderherbe à l'armée du Nord, fut gouverneur de Lyon, puis de Paris et sénateur de l'Èure (1882).

LECOMTE (Claude-Martin) (1817-1871), général français. Il servit en Crimée, en Italie et commandait une brigade de l'armée de Paris pendant le siège de cette ville (1870-1871). Désigné pour enlever les canons établis sur la butte Montmartre, il voulut agir de vive force contre la foule opposée à l'exécution de cette mesure; ses troupes l'abandonnèrent; il fut fu-



Lecomte.

sillé avec Clément Thomas (18 mars 1871).

LECOUTEUX DE CANTELEU (Jean Barthélemy, comte) (1746-1818). Banquier à Rouen, député du tiers état de cette ville aux États généraux, il soutint les réformes de Necker, fut député de la Seine au conseil des Cinq-Cents, adhéra au 18 brumaire, entra au Sénat et devint régent de la Banque de France. Créé comte par Napoléon 1^{er}, il se rallia à Louis XVIII qui, le fit pair de France.

LEDOCHOWSKI (Miécislas, comte) (1823), prêtre polonais. Protégé de Pie IX, placé à la Propagande, nommé nonce à Bruxelles, à Munich (1861), archevêque de Posen, il résista à Bismarck lors de la déclaration du Kulturkampf. Condamné à deux ans de prison (1874), il devint cardinal (1875), et fut nommé préfet de la Propagande (1892).

LEDRU-ROLLIN (Alexandre-Auguste (1807-1874), homme politique français. Docteur en droit, avocat à Paris, il se fit remarquer dans les procès politiques du début du règne de Louis-Philippe. Député du Mans (1841), réélu en 1842 et 1846, il devint le véritable chef de l'opposition radicale, fonda



Ledru-Rollin.

le journal *la Réforme*, organisa la campagne des banquets et la propagande en province. Membre du gouvernement provisoire et ministre de l'intérieur (1848), il envoya des commissaires extraordinaires dans les départements pour organiser le fonctionnement du suffrage universel, mais fut pris entre les républicains modérés et la minorité avancée. Il résigna ses pouvoirs entre les mains de Cavaignac, combattit énergiquement la politique de l'Élysée, tant dans les départements qu'à l'Assemblée. À l'élection présidentielle de 1848, il avait obtenu 370,000 voix. Réélu à la Législative (1849), il dénonça l'expédition de Rome et demanda la mise en accusation du président de la République et de ses ministres. Avec ses amis, il tenta de constituer une Con-

vention nationale au Conservatoire des arts et métiers.

Il se réfugia en Belgique. fut condamné par contumace à la déportation, et se fixa en Angleterre où il forma avec Kossuth, Mazzini, etc., un comité révolutionnaire international. Il ne rentra en France qu'en 1870, fut compromis dans l'affaire du 31 octobre, et envoyé à l'Assemblée nationale par trois départements (1871). Il refusa de siéger et ne rentra dans la vie politique que comme député de Vaucluse (1874) quelque temps avant sa mort.

LEFÈVRE (François-Ernest) (1833-1889). Avocat à Paris, collaborateur du *Rappel*, conseiller municipal de Paris (1875), député du X^e arr. de Paris (1881), il vota avec les radicaux, fut réélu en 1885 et devint vice-président de la Chambre. Il fut un des exécuteurs testamentaires de Victor Hugo.

LEFÈVRE-PONTALIS (Germain-Antoine) (1830). Député de Seine-et-Oise (1869), réélu en 1871, il fit partie du centre gauche, vota souvent avec la droite, fut élu dans le Nord en 1885 et échoua en 1889. Conservateur libéral, il fut un des principaux orateurs de son parti.

LE FLO. (V. Flo [Le].)

LEFRANC (Jean-Baptiste-Antoine) (m. en 1816), révolutionnaire français. Compromis dans la conspiration de Babeuf, il fut acquitté, puis déporté après l'affaire de la machine infernale. Il s'échappa des îles Seychelles, fut repris et emprisonné jusqu'en 1814. Impliqué dans le procès des « patriotes » (1816), il mourut en prison.

LEFRANC (Bernard-Edme-Victor-Etienne) (1809-1883). Avocat à Mont-de-Marsan, il combattit la monarchie de Juillet, représenta les Landes à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et siégea avec les républicains modérés. Réélu par le même département en 1871, il devint ministre de l'agriculture et du commerce (1871), de l'intérieur (1872), fut réélu en 1876 et 1877 et entra au Sénat comme membre inamovible (1881). Il appartenait au centre gauche.

LEFRANC (Pierre-Joseph) (1815-1877). Député des Pyrénées-Orientales à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea avec les républicains avancés, fut expulsé

après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, et, rentré en France, combattit vigoureusement l'Empire. Prêtet des Pyrénées-Orientales (1870), député de ce département (1871), il fit partie de l'Union républicaine et entra au Sénat en 1876.

LÉGITIME (François-Denis) (1833), homme politique haïtien. Député à l'Assemblée constituante (1869), ministre de l'agriculture sous la présidence du général Salomon, il fut président de la République (1888) et renversé peu après par le général Hipolyte.

LEGRAND (Pierre) (1834-1895). Avocat à Lille, député de cette ville (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877, en 1881, devint ministre du commerce dans les cabinets Duclerc, Fallières, Brisson (1882-1885), échoua aux élections de 1885, fut réélu en 1887, 1889 et 1893. En 1888, il tint le portefeuille du commerce et de l'industrie sous le ministère Floquet.

LEGRAND (Louis) (1842), homme politique français. Docteur en droit, député de Valenciennes (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881, il siégea à la gauche républicaine. En 1882, il démissionna pour occuper le poste de ministre plénipotentiaire à La Haye.

LE GUAY. (V. GUAY [Le].)

LE HÉRISSE. (V. HÉRISSE [Le].)

LEHON (Charles-Joseph, comte) (1792-1868), homme politique belge. Il fit de l'opposition au gouvernement hollandais, devint bourgmestre de Tournai (1830), ministre de Belgique à Paris (1831-1843) et siégea à la Chambre belge jusqu'en 1856. A cette date, il fut nommé ministre d'Etat.

LELIÈVRE (Adolphe-Achille) (1836). Avocat à Lons-le-Saunier, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu député de Lons-le-Saunier (1876), un des 363, et réélu en 1877 et 1881. Il échoua aux élections de 1885, devint sénateur du Jura (1888), et vota constamment avec le parti opportuniste. Dans le ministère Gambetta, il avait été sous-secrétaire d'Etat aux finances (1881-1882).

LEMERCIER (Louis-Nicolas, comte) (1755-1849). Député du tiers état de Saintes aux Etats généraux (1789), du département de la Charente-Inférieure au conseil des Anciens, il

appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat, fut créé comte (1808), se rallia à Louis XVIII qui le créa pair de France. Il adhéra à la monarchie de Juillet.

LEMERCIER DE LONGPRÉ (Charles, baron d'Haussez). (V. HAUSSEZ.)

LEMIRE (Jules) (1853), homme politique français. Abbé à Hazebrouck, député de cette ville (1893) avec le programme des ralliés, il est un des représentants actifs du socialisme chrétien. Il a été réélu en 1898.

LEMOINNE (John-Marguerite - Emile) (1815-1892). Journaliste aux *Débats*, il soutint la politique orléaniste, se rallia à la République (1873), fut élu sénateur inamovible (1880) et siégea au centre gauche. Nommé à l'ambassade de Bruxelles (1880), il donna sa démission peu après et reprit sa profession de journaliste dans laquelle il déploya beaucoup de talent. Il était entré à l'Académie française en 1875.



Lemoine (John).

LENGLÉ (Paul) (1836), homme politique français. Député de Saint-Gaudens (1876), il siégea au groupe bonapartiste, soutint le cabinet du Seize-Mai, fut réélu en 1877, et fut des fidèles agents du prince Napoléon (Jérôme). Directeur du *Pays* et de la *Revue parlementaire*, il se rallia au boulangisme.

LENOIR-LAROCHE (Jean-Jacques, comte) (1749-1825). Député du tiers état de Paris aux Etats généraux (1789), ministre de la police (1797), député de la Seine au conseil des Anciens, il appuya le 18 brumaire et fut nommé membre du Sénat (1799). Comte de l'Empire (1808), il se rallia à Louis XVIII qui le créa pair de France (1814).

LÉON XII (Annibal-François-Clement-Melehior-Jérôme-Nicolas DELLA GENGA) (1760-1829), pape de 1823 à 1829. Ennemi des jésuites avant son élection, il leur accorda dès 1824 de grandes faveurs et leur rendit notamment le Collège romain.

LÉON XIII (Joachim-Vincent Pecci) (1810), pape. Elevé chez les jésuites, prélat de la maison de Grégoire XVI (1837), archevêque de Da-

miette *in partibus* (1843), nonce à Bruxelles (1843-1846), cardinal et archevêque de Pérouse (1846-1877), il fut élu pape en 1878. Auteur de nombreuses encycliques, politicien habile, il se mêla activement à toutes les questions européennes, recommandant au clergé le respect des gouvernements légaux, et favorisa les tentatives des « socialistes chrétiens ». Il a aussi fait de grands efforts pour réunir à l'Église romaine les autres Églises qui s'en sont détachées.



Léon XIII.

autres Églises qui s'en sont détachées.

LEOPARDI (Pietro-Silvestro) (1798-1870), homme politique napolitain. Banni comme patriote en 1834, il se fixa à Paris, devint député de Naples (1848), plénipotentiaire auprès de Charles-Albert, et fut emprisonné après le 15 mai et exilé. Député de Solmona au Parlement italien (1861), il entra au Sénat en 1865.

LÉOPOLD I^{er} (Georges-Chrétien-Frédéric de SAXE-COBOURG) (1790-1865), roi des Belges. Élu en 1831 roi des Belges par le Congrès national, il eut à lutter contre la Hollande et ne triompha d'elle qu'avec le secours des Français. Il épousa (1832) Louise-Marie d'Orléans, fille de Louis-Philippe, et gouverna constitutionnellement, tour à tour avec des ministères mixtes, catholiques et libéraux.

LÉOPOLD II (Louis-Philippe-Marie-Victor) (1835), roi des Belges, fils du précédent. Il fit de longs voyages, succéda à son père en 1865, gouverna avec les libéraux et les ecclésiastiques, montrant plus de sympathie pour ces derniers. L'établissement de l'État libre du Congo, dont il est le souverain, fut reconnu en 1885. En 1894, quelques complications



Léopold II.

au sujet de cet État surgirent avec la France qui reçut satisfaction assez rapidement.

LÉOPOLD II (Jean-Joseph-François-

Ferdinand-Charles) (1797-1870), grand-duc de Toscane. Fils de Ferdinand III, il monta sur le trône grand-ducal en 1824, céda au sanfédisme et à la pression de la cour de Vienne. Il quitta ses États en 1849, rejoignit le pape à Gaète, fut restauré par l'Autriche et abdiqua en 1859.

LEPELLETIER (François-Louis-Émile) (1826), magistrat français. Avocat, puis substitut du procureur général à Paris (1868), conseiller à la cour de cassation (1875), il eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Rochebouet (1877).

LEPÈRE (Edme-Charles-Philippe) (1823-1885). Avocat à Auxerre, député de l'Yonne (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu par l'arrondissement d'Auxerre en 1876 et 1877, devint sous-secrétaire d'État à l'intérieur (1877), ministre de l'agriculture et du commerce (1879), puis de l'intérieur et des cultes (1879-1880). Réélu en 1881, il se rapprocha de la gauche radicale.

LÉPINE (Louis) (1846). Avocat à Lyon, sous-préfet dans diverses villes, préfet de l'Indre (1885), secrétaire général de la préfecture de police (1886-1891), il fut nommé préfet de la Loire (1891-1893), puis préfet de police (1893-1897), et gouverneur général de l'Algérie (1897-1898) où ses débuts furent marqués par de graves désordres et des manifestations antisémites (1898). Nommé conseiller d'État (1898), il fut rappelé à la tête de la préfecture de police en 1899 par M. Waldeck-Rousseau.



Lépine.

LE PLAY. (V. PLAY [Le].)

LERDO DE TEJADA (Sébastien) (1827-1889), homme d'État mexicain. Ministre des affaires étrangères (1857), président de la Chambre des députés (1861), il seconda activement Juárez qui lui confia le ministère de la justice et celui des affaires étrangères. Président de la cour suprême, il succéda à Juárez à la présidence de la République mexicaine (1872), fut réélu en 1876 et renversé presque aussitôt par Porfirio Diaz

LEROUX (Pierre) (1797-1871). Ouvrier typographe, il s'affilia au saint-simonisme, s'en sépara lorsque *Enfantin* en fut le chef, et fit paraître de nombreux ouvrages socialistes et philosophiques. (V. volume **SOCIALISME**.) En 1848, il proclama la République à Boussac, fut impliqué dans l'affaire du 15 mai, et élu député à la Constituante et à la Législative (1848-1851). Un des chefs de la gauche socialiste, il fut proscrit après le coup d'Etat de 1851, se réfugia à Londres, puis à Jersey.

LE ROYER. (V. *Suppl.* à la fin du vol.)

LESGUILLIER (Désiré-Jules) (1825-1889). Ingénieur des ponts et chaussées, directeur des chemins de fer de l'Etat (1878), député de Château-Thierry (1881), il siégea à l'Union républicaine et fut réélu en 1885. Il avait été sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics dans le cabinet Gambetta (1881-1882).

LESSEPS (Ferdinand-Marie, vicomte de) (1805-1894), diplomate français. Il débuta dans la carrière en 1825, devint consul au Caire (1833),

à Rotterdam (1838), à Barcelone (1842), fut envoyé à Rome en 1849 et mis en disponibilité peu après. A la mort d'Abbas Pacha (1854), il partit pour l'Égypte et entreprit le percement de l'isthme de

Suez dont l'inauguration officielle eut lieu en 1869. Le « Grand Français », comme on l'appela depuis, entreprit le canal de Panama qui donna lieu aux gaspillages les plus éhontés et qui fit de nombreuses victimes. Il fut condamné en 1893 à cinq ans de prison et mourut l'année suivante dans un état de somnolence sénile sans avoir connu sa condamnation. Il était de l'Académie française depuis 1884.

LETITIA BONAPARTE. (V. **BONAPARTE**.)

LE TOURNEUR. (V. **TOURNEUR** [Lc].)

LEVEILLÉ (Louis-Jules), juricon-

sulte français, professeur de droit criminel et de législation pénale à la Faculté de droit de Paris, depuis 1873. Conseiller municipal de Paris (V^e arr.) (1871), réélu en 1874, il ne se représenta pas aux élections suivantes et fut en 1884 chargé d'une mission à la Guyane française, pour étudier la question de la transportation des récidivistes. Elu député du VI^e arrondissement en 1894, il fut battu en 1898.

LÉVÊQUE (Henri-Frédéric) (1829). Avocat à Dijon, député de la Côte-d'Or (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1876, en 1877 (avec les 363), en 1882, en 1885 et en 1889. Il fut sous-gouverneur du Crédit foncier de 1878 à 1890.

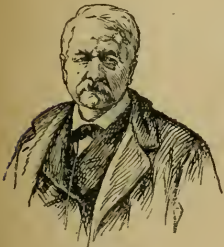
LEVRAUD (Léonce) (1843), docteur en médecine. Il prit une part active à la lutte contre l'Empire, fut condamné en 1867 à un an de prison pour l'affaire de société secrète dite de la Renaissance (conspiration blanquiste). Prit part à la Commune. De 1876 à 1898, il représenta le quartier Saint-Ambroise au Conseil municipal dont il fut président, en même temps que président de la commission d'instruction publique et des beaux-arts. Elu en 1898 député du XI^e arrondissement, M. Levrard fait partie du groupe radical socialiste.

LEWALL (Jules-Louis) (1823), général français. Il servit en Algérie, en Italie, au Mexique, et fit la campagne de 1870 dans l'armée de Metz. Écrivain militaire, il dirigea l'École supérieure de guerre et succéda au général Camponon comme ministre de la guerre (1885).

LEWENHAUPT (Carl, comte) (1835), homme politique suédois. Il fit sa carrière dans la diplomatie et fut ministre des affaires étrangères de 1889 à 1895.

LEYDET (Victor) (1845), homme politique français. Député d'Aix (Bouches-du-Rhône) (1881), il siégea à la gauche radicale, fut réélu en 1885, 1889 et 1893.

LEYGUES (Jean-Claude-Georges) (1856). Avocat à Villeneuve-sur-Lot, député de Lot-et-Garonne (1885), il soutint la politique opportuniste et fut réélu en 1889 et 1893. Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts dans le cabinet Dupuy (1894), il devint ministre de l'intérieur dans



Lesseps.

le cabinet Ribot (1895). Réélu en 1898, il obtint le portefeuille de l'instruction publique dans le cabinet Dupuy (1898) et dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899).



Leygues.

à la suite de l'insurrection badoise, il se réfugia en Suisse, puis en Angleterre, fut expulsé de Prusse (1865), fonda avec Bebel le parti ouvrier démocratique socialiste au congrès d'Eisenach (1869), branche allemande de l'Internationale, fut condamné à deux ans de forteresse pour haute trahison (1872) pour avoir protesté contre la guerre et contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Député de Stollberg-Schneeberg au Reichstag (1874), un des orateurs les plus en vue du parti socialiste, il subit de nombreuses condamnations politiques.



Liebknecht.

LIGNE (Eugène-Lamoral, prince de) (1804-1880), diplomate belge. Un instant candidat au trône de Belgique (1831), il fut ambassadeur à La Haye, à Paris, devint sénateur d'Ath (1852) et présida le Sénat jusqu'en 1879. Il était du parti libéral modéré.

LIGNÈRES (Edmond de). (V. ALTON-SHÉE.)

LINCOLN (Abraham) (1809-1865), président des États-Unis. Après une jeunesse difficile, il étudia les lois, entra comme député dans la législature de l'Illinois (1834), adopta la profession d'avocat à Springfield (1837) et devint le chef des wighs dans l'Etat de l'Illinois. Élu au Congrès fédéral (1846), il prit une part considérable aux débats, surtout dans la question de l'esclavage, fit une tournée dans différents États qui l'acclamèrent, et fut élu président de la République. Il inaugura

son gouvernement (1861) six semaines avant le commencement de la guerre civile. Réélu en 1865, il fut assassiné la même année par un acteur obscur, J.-Wilkes Booth, fanatique sudiste. On lui fit de splendides funérailles et il reste un des types les plus sympathiques de la démocratie américaine.



Lincoln.

LINDENAU (Bernhard-August de) (1780-1854), astronome et homme d'Etat allemand. Docteur en droit, il s'occupa d'astronomie, devint ministre du duc de Saxe-Gotha (1820), député de la Saxe à la Diète de Francfort (1827), ministre de l'intérieur (1831) et président du conseil (1834). Jusqu'en 1843, il dirigea les affaires et accomplit d'importantes réformes. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

LISBONNE (Eugène) (1818-1891). Avocat à Montpellier, procureur de la République à Béziers (1848), il fut déporté après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, fit une opposition active à l'Empire, devint préfet de Hérouville en 1871, député de Montpellier (1876) et siégea à l'Union républicaine. Réélu en 1877, il entra au Sénat en 1888.

LITTRÉ (Maximilien-Paul-Emile) (1801-1881). Pour ses travaux de médecine, de philologie, de philosophie, etc., V. volume BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE.

Démocrate sincère, il prit part à la révolution de 1830, collabora au *National* et se lia avec Armand Carrel. Disciple d'Auguste Comte, il garda pourtant son indépendance, fut membre du Conseil municipal de Paris (1848), écrivit au journal des *Débats*, représenta le département de la Seine à l'Assemblée nationale (1871), l'arrondissement de Saint-Denis au Conseil général de la Seine (1871) et entra à l'Académie française à la fin de la même année. Sénateur inamovible (1875), il siégea à la gauche républi-



Littré.

caine, combattit le Seize-Mai et laissa la réputation d'un homme de bien.

LIVERPOOL (Robert-Banks JENKINSON, comte de) (1770-1828), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1790), il soutint Pitt, se montra un adversaire résolu de la France, fut gouverneur de la Monnaie (1799), ministre des affaires étrangères (1801), de l'intérieur (1804), de nouveau à l'intérieur (1807), aux affaires étrangères (1809) et à la guerre (1809-1812). Chef du cabinet tory pendant quinze ans (1812-1827), il gouverna avec rigueur et sa raideur aristocratique le rendit fort impopulaire.

LOBANOV-ROSTOVSKY (Alexis-Borisovitch, prince) (1825-1896), diplomate russe. Il débuta dans la diplomatie en 1850, devint gouverneur de la province d'Orel (1866), représenta la Russie à Constantinople (1878), à Londres (1879), à Vienne (1882) et remplaça M. de Giers aux affaires étrangères (1895).

LOCKROY (Édouard-Etienne-Antoine SIMON, dit) (1840). Il servit sous Garibaldi dans l'expédition de Sicile (1860), fit de l'opposition à l'Empire dans la presse et encourut une peine de quatre mois de prison pour un de ses articles du *Rappel* (1869). Député de la Seine (1871), il donna sa démission le 2 avril, organisa la Ligue républicaine des Droits de Paris, fut emprisonné par le gouvernement de Versailles, et nommé peu après conseiller municipal du quartier de la Roquette (IX^e arr. de Paris). Condamné



Lockroy.

maintes fois pour délits de presse, il fut élu député des Bouches-du-Rhône (1873), siégea à l'extrême gauche, fut réélu député d'Aix (1876), prit une part active aux débats et vota toutes les mesures radicales. Réélu en 1877 avec les 363, il réclama l'amnésie plénière et vota la mise en accusation des ministres du Seize-Mai. En 1881, le XI^e arr. de Paris l'élu député, et, en 1885, le département de la Seine le fit passer le premier sur la liste acceptée par tous les comités républicains. Ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Freycinet (1886), puis

dans le cabinet Goblet (1886-1887), il reçut le portefeuille de l'instruction publique dans le cabinet Floquet (1888-1889), accomplit de nombreuses réformes dans ses différents ministères, fut réélu en 1889 et en 1893. Blessé par le cocher-poète Moore, il fut bientôt rétabli, devint vice-président de la Chambre (1894), s'occupa des questions maritimes et tint le portefeuille de la marine dans le cabinet Bourgeois (1895-1896). — Réélu en 1898, il fut de nouveau ministre de la marine dans le cabinet Dupuy (1898-1899).

LOGEROT (François-Auguste) (1825), général français. Blessé à la prise de Sébastopol (1855), blessé à Coulmiers (1870), il servit en Tunisie et reçut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Tirard (1887-1888).

LOGEROTTE (Jules-Benoit) (1823-1884). Avocat à Louhans, député de cet arrondissement (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1877 (avec les 363) et en 1881, et reçut dans le cabinet Duclere le sous-secrétariat d'Etat de l'instruction publique et des beaux-arts (1882-1883).

LOZILLON (Julien-Léon) (1829-1899), général français. Il fit la campagne de Crimée, la guerre franco-allemande, eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Ribot (1893), puis dans le cabinet Dupuy (même année).

LOYAY (Melchior, comte) (1822-1884), homme politique hongrois. Député du comitat de Beregh (1843), il siégea dans les rangs de l'opposition, fut sous-secrétaire d'Etat aux finances (1848) et dut s'expatrier après le triomphe de la réaction. Membre de la Diète (1865), ministre des finances hongroises (1867), puis des finances des deux parties de l'empire (1870), il présida de 1871 à 1872 le ministère hongrois.

LOPEZ (Carlos-Antonio) (1790-1862), président de la République du Paraguay. Elu à ce poste en 1844 pour dix ans, il fit de nombreuses réformes et fut réélu pour dix ans (1854).

LOPEZ (Narcisse) (1799-1851), homme politique américain. Il servit en Espagne dans les troupes constitutionnelles (1833), devint gouverneur de Madrid, partit pour Cuba et organisa aux Etats-Unis la résistance aux autorités espagnoles de l'île. Au cours

de sa troisième expédition contre La Havane, il fut pris par les Espagnols, condamné à mort et subit courageusement le supplice de la garrotte.

LOPEZ (Joachim-Marie) (1802-1855), homme d'Etat espagnol. Député d'Alicante aux Cortès (1834), membre du parti avancé, il fut ministre de l'intérieur (1836-1837), chef du cabinet (1842) et chef du gouvernement provisoire après la chute d'Espartero (1843).

LOPEZ (Francisco-Solano) (1827-1870), président de la république du Paraguay. Elu à ce poste en 1862, il soutint dès 1864 une lutte longue et sanglante contre le Brésil, la République Argentine et l'Uruguay, et fut tué dans un combat à Aquidaban.

LORGERIL (Hippolyte-Louis, vicomte de) (1811-1888). Député des Côtes-du-Nord (1871), orateur des plus bruyants du parti royaliste, il soutint le gouvernement de l'Ordre moral et devint sénateur inamovible (1875).

LORIS-MÉLIKOV (Michael-Tariélovitch-Taïnov, comte) (1826-1888), général russe. Il servit dans l'armée du Caucase, devint gouverneur de Kars (1854) et se fit remarquer dans la guerre russo-turque. Gouverneur de Kharkov (1879), il réprima avec rigueur le mouvement nihiliste et fut nommé ministre de l'intérieur (1880-1881).

LOUBET (Emile) (1838). Avocat à Montélimar, député de la Drôme (1876), réélu en 1877 (avec les 363) et

en 1881, il siégea avec les opportunistes, fut élu sénateur de la Drôme (1885) et réélu en 1894. Ministre des travaux publics dans le cabinet Tirard (1887-1888), il eut la présidence du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1892), conserva ce der-

nier ministère dans le cabinet Ribot (1892-1893), et devint président du Sénat à la mort de Challemel-Lacour. Après la mort de Félix Faure, il fut élu président de la République française (17 février 1899), comme candidat d'union républicaine. Son arrivée à



Loubet.

la présidence fut le signal d'une première manifestation organisée par la Ligue des Patriotes, le soir même de l'élection. Au cours d'une autre manifestation organisée, celle-là, par les habitués de l'enceinte du pesage, aux courses d'Auteuil, M. Loubet fut injurié et frappé. Cette manifestation entraîna celle des socialistes au Grand Prix, puis la chute du ministère Dupuy et son remplacement par le ministère Waldeck-Rousseau.

LOUIS I^{er} (Charles-Auguste) (1786-1868), roi de Bavière. Il commanda une division bavarroise de 1807 à 1809 dans l'armée de Napoléon I^{er} et succéda à son père Maximilien-Joseph en 1825. Très curieux des choses artistiques, il voulut faire de Munich la Florence de l'Allemagne. Ses relations avec la danseuse Lola Montès provoquèrent des troubles qui étaient à peine apaisés quand éclata la révolution de 1848. Louis, plutôt que de céder aux revendications populaires, abdiqua en faveur de Maximilien II.

LOUIS II (Otlon-Frédéric-Guillaume) (1845-1886), roi de Bavière. Il monta sur le trône en 1864, s'en remit aux soins de ses ministres de la direction des affaires de l'Etat, combla d'honneurs et de dignités son favori Richard Wagner, ruina son pays en folles prodigalités et tomba en déshonneur. On le trouva noyé dans le lac de Starnberg avec son médecin, en un lieu où l'on a pied.

LOUIS XVIII (Louis-Stanislas-Xavier) (1755-1824), roi de France. Frère de Louis XVI, il reçut le nom de comte de Provence, intrigué dans les affaires de l'Etat, eut un instant de popularité en 1788, 1789 et 1790, conspira pour son propre compte et émigra en 1791. Il séjourna tour à tour à Vérone, en Russie, à Varsovie, refusa les offres du premier consul qui lui proposait un établissement en Italie s'il renonçait à ses droits, s'établit à Mitau, puis, après le traité de Tilsit, en Angleterre. Il revint en France après la chute de Napoléon et accorda une



Louis XVIII.

constitution assez libérale. Homme d'esprit, sceptique, sans beaucoup d'activité personnelle, très déliant de son frère, il se laissa volontiers gouverner par ses favoris, M. de Blacas, plus tard Decazes, et à la fin de sa vie Mme de Cayla. Réfugié à Gand après le retour de Napoléon (mars 1815) il accepta comme ministres Talleyrand et Foucher, mais se débarrassa bientôt d'eux; les violences de la Chambre introuvable lui déplurent et il revint avec Richelieu et Decazes à une politique modérée. En 1821, les ultras reprirent le dessus (1821), et Louis XVIII, impotent, se désintéressa des affaires sérieuses et subit passivement jusqu'à sa mort la direction politique du comte d'Artois secondé par le ministre Villèle.

LOUIS-PHILIPPE I^{er} (1773-1850), roi des Français. Fils de Philippe-Égalité, il reçut le titre de duc de Chartres et fut élevé par Mme de Genlis. Il afficha des idées avancées au début de la Révolution, servit sous Biron, assista à Valmy et à Jemmapes, et s'associa à la trahison de Dumouriez.

Chassé par ses soldats, il se réfugia à Mons dans le camp autrichien, passa en Suisse, fit un grand voyage dans le nord de l'Europe et en Amérique, puis s'établit en Angleterre où il fut pensionné par Pitt et se rapprocha des



Louis-Philippe I^{er}.

Bourbons. Il offrit ses services aux ennemis de la France, se rendit en Sicile et fut pris en grande affection par la reine Caroline dont il épousa la fille (1809).

Nommé lieutenant général lors de la première Restauration, il reconstitua la colossale fortune des Orléans, l'accrut encore, se réfugia en Angleterre pendant les Cent-Jours, conspira contre Louis XVIII, se rapprocha du parti libéral, et se vit décerner le titre de roi des Français le 7 août 1830. Il se montra habile et énergique, peu soucieux de l'honnêteté des moyens; pendant les premières années troublées de son règne, il gouverna avec les hommes de la « résis-

tance ». Sa cupidité personnelle, sa politique extérieure de soumission au gouvernement anglais et à l'Autriche, sa confiance absolue en Guizot le rendirent impopulaire; les attentats, les émeutes et les complots se succédèrent; enfin son égoïsme de père de famille et ses refus à tout progrès démocratique amenèrent la révolution de 1848. Il passa en Angleterre et mourut à Claremont (1850).

LOUIS BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

LOUIS I^{er} (Philippe-Marie-Ferdinand-Pierre d'ALCANTARA, de BRAGANCE-BOURBON) (1838-1889), roi de Portugal. Il succéda à son frère Pedro V (1861), fit quelques réformes et se débattit au milieu des factions et de la détresse financière du pays. Il s'occupa d'art et de littérature.

LOUIS (Joseph-Dominique, baron) (1755-1837), homme d'Etat français. Il émigra en 1792, reentra après le 18 brumaire, réorganisa la comptabilité des grandes administrations françaises, devint baron de l'Empire, conseiller d'Etat, intrigua en faveur des Bourbons et fut nommé ministre des finances (1814). Il suivit Louis XVIII à Gand, quitta son portefeuille en 1815, le reprit de 1818 à 1819, et repré-
senta à la Chambre la ville de Paris jusqu'en 1830. De nouveau ministre des finances sous Louis-Philippe, il fut créé pair de France (1832).

LOURTIES (Victor-Christophe-Gabriel) (1844). Médecin à Aire-sur-l'Adour, sénateur des Landes (1888), il appartient à la gauche opportuniste et fut ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Dupuy (1894-1895).

LOUVEL (Louis-Pierre) (1783-1820), ouvrier sellier qui assassina le duc de Berry à la porte de l'Opéra (1820). Condamné à mort, il mourut courageusement.

LOWE (Sir Hudson) (1770-1884), lieutenant général anglais. Il prit part aux guerres contre la France, organisa en 1813 la légion allemande et fut nommé gouverneur de l'île de Sainte-Hélène (1816). Napoléon se plaignit amèrement de son inhumanité.

LOYSEL (Charles-Marie-Joseph) (1825-1889), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie et au Mexique, fit partie de l'armée de Metz (1870) et fut élu député

d'Ille-et-Vilaine (1871), puis sénateur (1876). Il soutint le cabinet du Seize-Mai et échoua aux élections de 1879.

LOYSON (Charles) (1827), connu sous le nom de *Père Hyacinthe*, carme.



Loyson.

Il se voua à la prédication, provoqua la colère des ultramontains (1869) et fut excommunié. Il s'associa à la résistance des vieux-catholiques allemands, se maria à Londres, devint curé de Genève (1873), tint des réunions privées au Cirque d'hiver, à Paris (1877), et organisa le culte de l'Église catholique gallicane rue Rochechouart, puis rue d'Arras. En 1895, il se fit l'apôtre d'une alliance de l'Évangile avec le Coran. Il se montra partisan de la revision du procès Dreyfus.



Lozé.

LOZÉ (Henri-Auguste) (1850). Préfet du Cantal (1884), secrétaire général de la préfecture de police (1885), préfet de la Somme (1886), il devint préfet de police (1888-1893), puis ambassadeur à Vienne (1893-1898) et refusa le poste de gouverneur général de l'Algérie (1898).

LUCCHESI-PALLI (Ettore, comte) (1805-1864), diplomate napolitain. Il contracta un mariage secret avec la duchesse de Berry qui en fit la déclaration lors de son accouchement à la citadelle de Blaye (1833).

LUCIEN BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

LUCIPIA (Louis-Adrien) (1843). Il se mêla au mouvement d'opposition à la fin de l'Empire, fut condamné aux travaux forcés à perpétuité pour participation à la Commune, écrivit dans différents journaux après l'am-

nistic et devint conseiller municipal de Paris (1890). Réélu en 1893, il fut président du Conseil général de la Seine (1895-1896) et du conseil de l'ordre du Grand-Orient de France. Elu président du Conseil municipal en 1898.

LUTZ (Johann, baron de) (1826-1890), homme d'État bavarois. Ministre de la justice (1867), puis des cultes, il fut l'adversaire des ultramontains et devint premier ministre (1880-1890).



Lucipia.

LUZZATI (Luigi) (1842), économiste et homme politique italien. Député de la droite, il fut ministre du Trésor dans le cabinet Rudini (1891-1892) et se fit le promoteur de banques populaires. Il redevint ministre du Trésor en 1897.

LYONS (Richard-Bickerton-Pemell, lord) (1817-1887), diplomate anglais. Il entra dans la carrière diplomatique en 1839, fut ministre à Washington (1858), ambassadeur à Constantinople (1865), puis à Paris de 1867 jusqu'à sa mort.

LYTTON (Sir Henry, baron DALLING et BULWER) (1804-1872), diplomate anglais. Il débuta dans la diplomatie en 1827, fut membre du Parlement (1830-1837), ministre plénipotentiaire à Madrid (1843-1849), à Washington (1849) et ambassadeur à Constantinople (1858).

LYTTON (Edward-Robert BULWER, comte) (1831-1891), poète et homme politique anglais, fils du précédent. Il suivit la carrière diplomatique, se fit un grand renom par ses écrits poétiques (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut nommé vice-roi des Indes (1876-1880) par Beaconsfield, puis ambassadeur à Paris (1887-1891).

M

MAANEN (Cornélis-Félix Van) (1769-1842), homme d'Etat hollandais. Avocat à La Haye, ministre de la justice sous le roi Louis Bonaparte (1806-1809), pourvu du même portefeuille au retour de Guillaume 1^{er} (1815), il contribua, par ses vexations, au soulèvement de la Belgique en 1830. Il conserva ses fonctions sous Guillaume II jusqu'en 1842.

MACAULAY (Thomas BAMBINGTON, lord) (1800-1859), historien et homme politique anglais. Député aux Communes (1830), membre du conseil privé (1839), ministre de la guerre (1839-1841). Wigh vaincu, il fit de l'opposition au ministère Peel et fut créé pair en 1857. — Pour ses ouvrages historiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



Macaulay.

MAC-CARTHY (Justin) (1830), homme politique irlandais. Député de Longford à la Chambre des communes, puis de Londonderry (depuis 1879 jusqu'à nos jours), il remplaça Parnell à la tête du « home-rule » en 1890.

MACDONALD (Etienne-Jacques-Joseph-Alexandre, duc de TARENTE) (1765-1840), maréchal de France, d'une famille d'origine irlandaise. Il fit avec bravoure les guerres de la Révolution, seconda Bonaparte au



Macdonald.

18 brumaire, tomba en disgrâce comme ami de Moreau, se distingua à Wagram, remplaça Augereau en

Espagne et fit la campagne de Russie, de Saxe et de France. Louis XVIII le fit pair de France et grand chancelier de la Légion d'honneur.

MACK (Karl, baron de) (1752-1828), général autrichien. Il prit part à la guerre de Sept ans, à celle des Pays-Bas (1792-1793), commanda les troupes napolitaines (1798), se fit battre par Championnet et Macdonald, fut enveloppé dans Ulm (1805), se rendit, et, après commutation de la peine de mort à laquelle il avait été condamné, subit trois ans de captivité au Spielberg.

MACKAY (Ange-René-Armand, baron de) (1788-1855), amiral français. Il fut chargé en 1832 de bloquer la Hollande pendant le siège d'Anvers, nommé gouverneur de la Martinique (1836-1837) et ministre de la marine (1843-1847), puis sénateur (1852).

MACKAU (Ange-Ferdinand-Armand, baron de) (1832), fils du précédent. Député de l'Orne (1866), réélu en 1869, il siégea à droite, vota pour la guerre, représenta l'arrondissement d'Argentan (1876), fit partie du groupe bonapartiste et fut constamment réélu. Il soutint le général Boulanger et devint un des chefs du groupe des « ralliés ».

MAC KINLEY (William) (1844), président des États-Unis d'Amérique. Il servit dans les volontaires fédéraux (1861), devint agent d'affaires à Canton (Ohio), député au Congrès fédéral (1877) où il se rendit célèbre par son bill de protection. Gouverneur de l'Ohio (1894), il fut élu président des États-Unis en



Mac Kinley.

1897. Il avait manifesté des sentiments pacifiques qui cédèrent à la pression de l'opinion publique, et il déclara la guerre à l'Espagne à propos de Cuba (1898). (V. vol. EXPANSION COLONIALE.)

MAC-MAHON (Marie-Edme-Patrice-Maurice de, duc de MAGENTA) (1808-1893), maréchal de France, président de la République française. Il prit part à l'expédition d'Alger (1830), au siège d'Anvers (1832), servit en Algérie, en Crimée où il enleva les ouvrages de Malakov, en Italie où il se distingua à Magenta et à Solferino. Sénateur de l'Empire (1856), gouverneur général de l'Algérie (1864-1870),



Mac-Mahon.

il s'associa aux vues personnelles de Napoléon III, comprima la presse, et entraîna la colonisation. Placé à la tête du 1^{er} corps de l'armée du Rhin (1870), il laissa surprendre Douai à Wissembourg, fut battu à Reichshoffen et consentit, malgré sa répugnance, à entreprendre sur les instances de l'impératrice et de Palikao cette marche vers le Nord qui aboutit au désastre de Sedan. Blessé au début de l'action, il fut emmené prisonnier en Allemagne, revint pour seconder Thiers qui lui confia le commandement de l'armée de Versailles (1871). Il pénétra par surprise dans Paris le 21 mai et engagea dans les rues la terrible lutte de la semaine sanglante. Elu président de la République (1873), il devint l'instrument docile du parti de l'« Ordre moral », eut pour conseiller intime le duc de Broglie, s'entoura de ministres réactionnaires ; mais, après le coup d'Etat du 16 mai 1877, suivi bientôt de la réélection des 363, il essaya vainement de faire de la résistance, s'effaça de plus en plus, et quitta le pouvoir en 1879. Depuis cette date, il se tint éloigné des affaires publiques.

MADIER DE MONTJAU (Joseph-Paulin) (1785-1865). Député de Castelnaudary (1830), conseiller à la cour de cassation (1831), député de Largentière (1831-1837), il siégea parmi les conservateurs.

MADIER DE MONTJAU (Noël-François-Alfred) (1814-1892). Avocat à Paris, il plaida des causes politiques, prit part à la révolution de 1848, fut député de Saône-et-Loire (1850) et dut quitter la France après le coup d'Etat du 2 déc. 1851. Député de la Drôme (1874), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu à Valence en 1876, en 1877 (avec les 363), devint questeur de la Chambre (1880-1888).

MADISON (James) (1751-1836), président des Etats-Unis. Avocat, il participa à la rédaction de la Constitution (1786); fut élu à la présidence de l'Union (1809-1813) et réélu (1813-1817). Il soutint avec fermeté la lutte contre les Anglais (1812-1815).

MAGENTA (Duc de). (V. Mac-MAHON.)

MAGNAN (Bernard-Pierre) (1791-1865), maréchal de France. Il servit aux armées d'Espagne et de Portugal (1810-1813), fit l'expédition d'Espagne (1823) et celle d'Alger (1830). Il se signala en 1849 à Lyon en comprimant l'insurrection et fut un des auteurs du coup d'Etat de décembre 1851. Comblé d'honneurs, sénateur, grand veneur, grand maître du Grand-Orient de France (1862).

MAGNE (Pierre) (1806-1879). Protégé de Bugeaud, député de Périgueux (1843-1848), il se rallia au prince Louis-Napoléon qui le fit ministre des travaux publics (1851). Ministre des finances (1854-1860), et de nouveau (1867-1870), il fut élu député de la Dordogne et siégea au centre droit. Ministre des finances sous l'« Ordre moral » (1873-1874), il entra au Sénat (1876) et soutint le Seize-Mai.

MAGNIER (Edmond) (1841). Directeur de l'*Evénement*, sénateur du Var (1891), il fut condamné à six mois de prison pour banqueroute (1897).

MAGNIN (Pierre-Joseph) (1824). Député de la Côte-d'Or (1863), il fit de l'opposition à l'Empire et prit une part active aux questions financières. Ministre de l'agriculture et du commerce (4 sept. 1870), député de la Côte-d'Or (1871), sénateur inamovible (1875), ministre des finances (1879-1881), il fut gouverneur de la Banque de France de 1881 à 1898.

MAHMOUD KHAN II (1785-1839), sultan de Turquie. Elevé au trône par les janissaires (1808), il perdit successivement la Bessarabie enle-

vée par les Russes (1812), la Grèce (1828), eut à lutter contre Ali, pacha de Janina, et Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, mais fit d'assez nombreuses réformes dans son empire, et extermina la milice des janissaires (1826).

MAHON (Vicomte). (V. STANHOPE.)

MAHY (Thomas de). (V. FAVRAS [Marquis de].)

MAHY (François-Césaire de) (1830). Député de la Réunion (1871), constamment réélu, il siégea à gauche, fut ministre de l'agriculture (1882-1883), de la marine et des colonies (1887-1888) et vice-président de la Chambre (1888-1895). C'est un défenseur actif de la politique coloniale.

MAILLARD (Pierre) (1823). Avocat, il devint secrétaire de Ledru-Rollin au ministère de l'intérieur, sous la seconde République. Sous l'Empire, il fut arrêté après l'attentat d'Orsini et plaida dans plusieurs procès politiques.

Après la défaite de la Commune, M. Maillard défendit avec courage un grand nombre d'accusés devant les conseils de guerre. Élu conseiller municipal de Paris en 1878 (Grenelle), il fut réélu en 1881 et 1884.

Nommé député au scrutin de liste en 1885, il fut battu aux élections suivantes par M. Farcy, candidat boulangiste.

MAISON (Nicolas-Joseph, marquis) (1771-1840), maréchal de France. Il servit dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire, adhéra à la Restauration qui le fit pair de France et gouverneur de Paris, commanda l'expédition de Morée (1828), fut

ministre des affaires étrangères (1830), ambassadeur à Vienne (1831), à Pétersbourg (1833), et ministre de la guerre (1835-1836).

MAISTRE (Joseph-Marie, comte de) (1753-1821), homme d'État piémontais et littérateur. Né à

Chambéry, il entra dans la magistrature, eut la régence de la grande

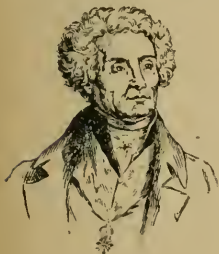
chancellerie de Sardaigne (1799), fut ambassadeur du roi de Piémont à Pétersbourg (1802-1817), ministre d'État et grand chancelier du royaume. — Il a laissé d'importants ouvrages politiques et philosophiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

MAISTRE (Xavier, comte de) (1763-1852), frère du précédent. Officier dans l'armée piémontaise, il émigra en Russie (1792), entra dans le corps d'état-major, fit la campagne contre la Perse et devint général. — Pour ses travaux littéraires, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

MALEVILLE (Jacques, marquis de) (1741-1824), homme politique français. Avocat à Bordeaux, membre du conseil des Anciens (1795-1799), il fit partie du groupe clichyen, devint sénateur de l'Empire (1806), vota la déchéance de Napoléon, et entra à la Chambre des pairs (1815). Il avait collaboré au Code civil.

MALEVILLE (François-Jean-Léon de) (1803-1879). Député de Tarn-et-Garonne (1834), sous-secrétaire d'État à l'intérieur (1840), il soutint la politique de Thiers, fut réélu à la Constituante (1848), et siégea à droite, devint député de la Seine à la Législative (1849) et rentra dans la vie privée sous l'Empire. Député du Tarn-et-Garonne (1871), il siégea au centre gauche et devint sénateur inamovible (1875).

MALET (Claude-François de) (1754-1812), général français. Officier sous la Révolution, il fit les campagnes du Rhin et d'Italie. Ses opinions républicaines inquiétaient Napoléon qui le fit emprisonner une première fois en 1808. C'est de sa prison même que Malet organisa contre l'empereur, alors en Russie, la plus audacieuse conspiration du siècle. Evadé de la maison de santé où on l'avait transféré, il fit réparaître dans Paris la nouvelle de la mort de Napoléon; en même temps il avait pris ses dispositions pour s'emparer du pouvoir par la ruse et la force et rétablir la République. Le complot fut près de réussir; il échoua cependant malgré l'énergie de Malet qui fut arrêté, condamné à mort et



Maistre (Joseph de).



Malet.

fusillé le 29 octobre 1812. (V. volume HISTOIRE [CONSULAT ET EMPIRE].)

MALMESBURY (James-Howard HARRIS, comte de) (1807-1889), homme d'Etat anglais. Député à la Chambre des communes, il entra à la Chambre des pairs en 1841, fut secrétaire d'Etat dans le cabinet Derby (1852), de nouveau (1858-1859) et gardé du sceau secret (1866 et 1874-1876).

MALON (Benoit) (1841-1893), socialiste français. Ouvrier teneurier à



Malon

Puteaux, il se mêla activement au mouvement social de la fin de l'Empire, fut condamné plusieurs fois pour faits de grève, devint député de la Seine (1871), démissionna après le vote des préliminaires de la paix et fut élu membre de la Commune de Paris. Il se réfugia en Suisse et, après l'amnistie, collabora à différents journaux avancés, et écrivit de nombreux ouvrages sur le socialisme. (V. volume SOCIALISME.)

MALOU (Jules-Edouard) (1810-1886), homme politique belge. Député d'Ypres (1841), quelque temps gouverneur de la province d'Anvers, il devint ministre des finances (1844-1847), fit une violente opposition aux libéraux et fut élu sénateur de l'arrondissement de Saint-Nicolas. Président du conseil et ministre des finances (1871-1878), il montra une souplesse et une habileté peu communes, s'associa ensuite aux exagérations de la droite et reprit le pouvoir en 1884. Sa politique réactionnaire occasionna des troubles à Bruxelles et il dut démissionner en 1886.

MALOUET (Pierre-Victor) (1740-1814). Il entra dans l'administration de la marine, fut député du tiers état de la sénéchaussée de Riom aux Etats généraux, y défendit la monarchie constitutionnelle, s'enfuit en Angleterre en 1792, reentra en France, devint conseiller d'Etat (1810) et ministre de la marine (1814).

MALTHUS (Thomas-Robert) (1766-

1834), économiste anglais. Curé d'Albury, il attaqua Pitt et se fit une réputation énorme par sa théorie sur le principe de la population (V. volume ECONOMIE POLITIQUE) qui souleva d'ardentes polémiques dans le monde des économistes et des politiciens.



Malthus.

MAMIANI DELLA ROVERE (Terenzio,

comte) (1799-1885), philosophe et homme politique italien. Ministre de l'intérieur à Rome pendant quelques mois (1848), il partit à Turin, fut élu député de Gènes (1856) et nommé par Cavour ministre de l'instruction publique (1860). Il entra au Sénat en 1864 et a laissé des œuvres poétiques et philosophiques.

MANCINI (Pasquale-Stanislaw) (1817-1888), homme politique italien. Avocat à Naples, député de la Chambre napolitaine (1848), il se réfugia à Turin après la contre-révolution, fut député de Sassari (1860), puis d'Ariano (1861). Ministre de l'instruction publique (1862), il travailla à la réforme du code pénal, reçut le portefeuille de la justice et des cultes (1876-1878), celui des affaires étrangères (1881-1885) et assumait la responsabilité de la Triple-Alliance.

MANDERSTROEM (Kristofer-Rutger-Ludvig, comte) (1806-1873), homme d'Etat suédois. Il débuta dans la diplomatie, entra dans le cabinet du roi (1840) et devint ministre plénipotentiaire à Vienne, à Paris, et ministre des affaires étrangères (1858-1868).

MANGIN (Jean-Henri-Claude) (1786-1835), magistrat français. Avocat à Metz, procureur général à Poitiers (1821), il se rendit célèbre lors de la conspiration du général Berton en dénonçant comme complices des députés de l'opposition (Laffitte, Constant, Kératry et Foy) et fut choisi par le parti ultraroyaliste comme préfet de police. Surpris par la révolution de Juillet, il s'enfuit à Bruxelles.

MANGON (Charles-François-Hervé) (1821-1888). Ingénieur des ponts et

chaussées, il s'attacha aux questions agricoles, devint directeur du Conservatoire des arts et métiers (1880), député de Valognes (1881) et ministre de l'agriculture (1885) dans le cabinet Brisson. Il siégea à l'Union républicaine.

MANIN (Daniele) (1804-1857), un des plus nobles enfants de l'Italie moderne. Avocat à Venise, chef du parti national contre la domination autrichienne et emprisonné en 1848, il fut délivré à la suite de l'insurrection de Milan et mis à la tête du gouvernement provisoire. Il déploya une grande énergie dans le siège que Venise soutint contre les Autrichiens, fut excepté de l'amnistie après la reddition de la ville (1849) et se réfugia à Paris. Il fut le véritable inspirateur de la rénovation italienne.

MANNING (Henry-Edward) (1808-1892), prêtre catholique anglais. Recteur de Lavington et Graffham, puis archidiacre de Chichester (1840), il abjura le protestantisme et devint archevêque de Westminster et primat d'Angleterre. Il soutint les idées ultramontaines de Pie IX et défendit l'infailibilité et le pouvoir temporel. En 1889, il servit de médiateur dans la grève des dockers de Londres.

MANTEUFFEL (Otto-Theodor, baron de) (1805-1882). Directeur au ministère de l'intérieur en Prusse en 1845, il fut nommé ministre de l'intérieur (novembre 1848) et fut le véritable directeur de la réaction absolutiste ; ministre des affaires étrangères (novembre

1850), il signa la convention d'Olmütz, qui marquait un échec grave pour la Prusse ; pendant la guerre de Crimée, il suivit une politique de neutralité qui le mit souvent dans

une situation difficile vis-à-vis de la France et de l'Angleterre ; après l'avènement du prince Guillaume, il dut quitter le pouvoir (nov. 1858).

MANTEUFFEL (Edwin-Hans-Karl, baron de) (1809-1885), feld-maréchal prussien. Aide de camp du roi Guillaume I^{er}, il eut une grande part à l'œuvre de réforme de l'armée, gouverna le Schlesvig en 1865, commanda en 1866 l'armée du Main, traita Francfort avec une rigueur excessive, eut le commandement du 1^{er} corps dans la guerre contre la France, puis de la 1^{re} armée allemande, fut gouverneur de l'Alsace-Lorraine (1880-1885). Dans ce poste, il se montra très rigoureux à l'égard de la presse.

MANUEL (Jacques-Antoine) (1775-1827). Il servit dans les armées de la Révolution, devint avocat à Aix et député des Hautes-Alpes pendant les Cent-Jours. Député de la Vendée (1818), il siégea à l'extrême gauche, se fit remarquer par son énergie républicaine et son talent d'orateur, fut arraché violemment de son siège de député après son discours contre l'expédition d'Espagne (1823) et vécut depuis dans la retraite.

MARCELLI (Trojano). (V. ASCOLI [Duc d'].)

MARCÈRE (Emile-Louis-Gustave DESHAYES DE) (1828). Magistrat sous l'Empire, député du Nord (1871), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1876, devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis ministre de l'intérieur (1876). Un des 363, réélu en 1877, ministre de l'intérieur dans les cabinets Dufaure et Waddington (1877-1879), réélu député en 1881, il rapporta le projet de loi sur le divorce (1882) et le projet de loi sur l'organisation municipale (1883). Sénateur inamovible (1884), il siégea au centre gauche.



Manin.

De Manteuffel
(Edwin).

Manuel.



De Manteuffel (Otto).

MARCOU (Jacques) (1813). Avocat, il devint député de Carcassonne en 1873, réélu en 1876, il fut un des 363 et, de 1877 à 1885, il a été l'un des plus autorisés défenseurs du programme radical. En 1879 il déposa et défendit la proposition d'amnistic générale pour les condamnés de la Commune. Elu sénateur en 1885, il y fit partie du petit groupe de l'extrême gauche.

MARET (Hugues-Bernard, duc de BASSANO) (1763-1839). Avocat à Dijon, il servit dans la diplomatie de 1792 jusqu'au coup d'Etat du 18 brumaire auquel il contribua, devint secrétaire d'Etat, confident de Napoléon I^{er}, ministre des relations extérieures (1811), ministre secrétaire d'Etat (1813), poste qu'il garda pendant les Cent-Jours, se retira en Silésie à la deuxième Restauration, fut nommé pair de France (1831) et ministre de l'intérieur avec la présidence du conseil (1834-1837). Il était de l'Académie française depuis 1803.

MARET (Henry) (1838). Il se fit un nom dans la littérature et le journalisme, fut élu conseiller municipal de Paris (quartier des Epinettes) (1879), député du XVII^e arr. (1881) et siégea à l'extrême gauche. Député du Cher (1885), réélu en 1889 par l'arrondissement de Sancerre, il échoua



Maret (Henry).

aux élections de 1893. Compromis dans l'affaire du Panama, il fut acquitté par la cour d'assises de la Seine (1897). Il a été réélu en 1898.

MARIE-AMÉLIE DE BOURBON (1782-1806), reine des Français. Fille de Ferdinand IV de Naples elle épousa en 1809 le duc d'Orléans, depuis Louis-Philippe, et ne joua qu'un rôle très effacé.

MARIE-CAROLINE (1752-1814), reine de Naples, fille de Marie-Thérèse d'Autriche et sœur de Marie-Antoinette. Mariée à Ferdinand IV de Naples (1768), elle dirigea le royaume et mit à la tête du gouvernement son favori *Acton* (V. ce nom) dont elle subit la domination jusqu'en 1800. Depuis 1806 jusqu'en 1811, retirée en Si-

cile, elle soudoya des bandes de brigands qui désolèrent le royaume. Lord Bentinck l'obligea à quitter l'île (1811); elle mourut en Autriche.

MARIE-CHRISTINE (1806-1878), reine d'Espagne. Fille de François I^{er} de Naples, elle épousa en 1829 Ferdinand VII, fut régente de sa fille Isabelle à la mort du roi (1832) et, après la longue guerre carliste, dut se retirer en France après la révolte d'Espartero (1840). Elle revint en Espagne et continua à gouverner de 1843 à 1854.



Marie-Caroline.

MARIE-LOUISE (1751-1819), reine d'Espagne. Elle épousa en 1765 le prince des Asturies qui régna sous le nom de Charles IV, domina son époux et fut elle-même dominée par Godoy.

MARIE-LOUISE (Léopoldine-Françoise-Thérèse-Joséphine-Lucie) (1791-1847), archiduchesse d'Autriche, impératrice des Français. Elle épousa Napoléon I^{er} en 1810, partit pour l'Autriche en 1814, devint duchesse de Lucques, Plaisance et Guastalla, épousa le comte Neipperg et dut quitter ses États en 1830.



Marie-Louise.

MARIE (Alexandre-Thomas) (1797-1871). Il se fit remarquer dans les procès politiques du règne de Louis-Philippe, fut député de Paris (1842), réélu en 1848 et fit partie du gouvernement provisoire avec le portefeuille des travaux publics. On lui a justement reproché d'avoir organisé les ateliers nationaux pour faire échec à Louis Blanc et au socialisme. Cavaignac l'appela peu après au ministère de la justice. Non réélu à la Législative, il reprit sa place au barreau et fut envoyé au Corps législatif par le département des Bouches-du-Rhône (1869).

MARMONT (Auguste-Frédéric-Louis VIESSÉ DE, duc de RAGUSE)

(1774-1852), maréchal de France. Il servit au siège de Toulon, en Italie, en Egypte, seconda Bonaparte au 18 brumaire, et prit part à toutes les guerres de l'Empire. Son adminis-



Marmont.

tration dans les provinces illyriennes est restée populaire. En 1814, il s'aboucha avec Schwarzenberg par l'intermédiaire de Talleyrand et sa défection rendit inévitable l'abdication de Napoléon. Il commandait l'armée de Paris lors de l'insurrection de

juillet 1830, accompagna Charles X en Angleterre, et le nouveau gouvernement le raya des contrôles de l'armée.

MARMORA (Alfonso FERRERO DE LA) (1804-1878), général et homme politique italien. Ministre de la guerre (1848-1849), puis de 1849 à 1860 presque sans interruption, il seconda Cavour, commanda le corps expéditionnaire en Crimée, remplit diverses missions diplomatiques (1861), fut investi de pouvoirs étendus dans les provinces napolitaines (1862-1863), devint président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1864) et conclut l'alliance italo-prussienne (1866). Après la défaite de Custoza, il devint impopulaire et entra dans la retraite. Il publia en 1873 un livre sur les événements de 1866, qui eut un grand retentissement.

MARMOTTAN (Pierre) (1832), docteur en médecine. Après avoir été du petit nombre de ceux qui essayèrent d'organiser la résistance contre le coup d'Etat de décembre 1851, M. Marmottan fit constamment ensuite de l'opposition au régime impérial. Adjoint au maire du XVI^e arrondissement pendant le siège, il fut élu membre de la Commune, mais donna tout aussitôt sa démission.

Membre du Conseil municipal de Paris, de 1871 à 1876, il devint président de cette assemblée. Elu député de Paris en 1876, il fut un des 363, démissionna en 1883, fut réélu en 1889 et 1893 et ne se représenta point en 1898.

MARNES (Comte de). (V. BOURBON.)

MARRAST (Armand) (1802-1852). Professeur de rhétorique à Orthez,

titulaire à Paris d'une chaire à l'Athénée, il se lança dans le journalisme, mena une campagne vigoureuse contre le gouvernement dans la *Tribune*, puis dans le *National*, devint maire de Paris en février 1848, membre du gouvernement provisoire et président de la Constituante. Il ne fut pas réélu à la Législative.

MARTEL (Louis-Joseph) (1813-1892). Juge au tribunal de Saint-Omer, député de Saint-Omer (1849), il siégea à droite, fut réélu en 1863 et s'allia à la politique de Thiers. Réélu en 1869, en 1871, il siégea au centre droit, puis au centre gauche, devint vice-président de la Chambre (1871), sénateur inamovible (1875), ministre de la justice (1876-1877) et président du Sénat (1879-1880). Président de la commission des grâces instituée par le gouvernement à la suite des événements de la Commune, M. Martel fut un des rares membres de cette commission qui manifesta des sentiments de clémence.

MARTIGNAC (Jean-Baptiste-Silvère GAGE de) (1778-1832). Procureur général à Limoges, député (1821), il se montra un des premiers orateurs du centre droit, devint ministre de l'intérieur à la chute de Villèle (1828), essaya de rallier les ultras et les libéraux et fut congédié par Charles X (1829).

MARTIMPREY (Edmond-Charles, comte de) (1803-1883), général français. Chef d'état-major en Crimée, puis en Italie, commandant supérieur de l'armée d'Afrique, il gouverna l'Algérie par intérim après la mort de Pélissier. Sénateur de l'Empire (1864), gouverneur des Invalides (1870), il fut arrêté sous la Commune et remis peu après en liberté.

MARTIN (Bon-Louis-Henri) (1810-1884). Il écrivit des nouvelles, des études littéraires et historiques (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut nommé maire du XVI^e arr. de Paris (1870), député de l'Aisne (1871), siégea au centre gauche, devint sénateur de l'Aisne (1875) et membre de l'Académie française (1878).

MARTIN BERNARD. (V. BERNARD.)

MARTIN-FEUILLÉE (Félix) (1830). Avocat à Rennes, député de Rennes (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1877 avec les 363, devint sous-secrétaire d'Etat à

l'intérieur (1879) et ministre de la justice (même année). Réélu en 1881, sous-secrétaire d'Etat à la justice (cabinet Gambetta [1881-1882]), ministre de la justice (cabinet Ferry [1883-1885]), il fut réélu député en 1885 et échoua en 1889.

MARTINEZ DE LA ROSA (Francisco) (1789-1862), poète et homme politique espagnol. Professeur de philosophie à Grenade, délégué par la junte nationale auprès des Anglais quand Napoléon 1^{er} envahit la péninsule, député de Grenade (1814), il fut arrêté comme libéral, condamné à dix ans d'exil, libéré à la révolution de 1820, soutint le roi Ferdinand VII et devint son premier ministre (1822-1823). Il se fixa à Paris après la restauration du pouvoir absolu, rentra dans la vie politique comme premier secrétaire d'Etat (1834), comme ambassadeur à Paris (1839), à Rome (1842), fit partie du ministère Narvaez (1843) et reprit son ambassade de Paris (1847-1851). Président du Sénat, premier secrétaire d'Etat, il fut encore président des Cortès. — Il a laissé d'importants travaux littéraires.

MARTINEZ CAMPOS (Arsène) (1834), homme d'Etat et maréchal espagnol. Il fit les campagnes du Maroc (1859), de Cuba (1864-1870), combattit l'insurrection carliste (1870), fut emprisonné comme conspirateur (1873), envoyé de nouveau contre les carlistes (1874-1876); entre temps, il avait fait le prononciamiento militaire en faveur d'Alphonse XII. Envoyé pour pacifier Cuba (1877), il fut à son retour ministre de la guerre et chef du cabinet (1879). De nouveau ministre de la guerre dans les cabinets Sagasta (1884 et 1883-1884), il devint président du Sénat (1885) et fut renvoyé à Cuba (1895) pour y combattre l'insurrection.

MARUÉJOLS (Emile) (1837). Licencié en droit, lauréat de l'Académie française, M. Maruéjols représente la deuxième circonscription de Villefranche depuis 1889. C'est sur son rapport qu'ont été votées la loi créant un Office du travail et celle sur les accidents du travail. Il a été ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes dans le cabinet Brisson (1898).

MARX (Karl) (1818-1883), socialiste allemand. Collaborateur à la *Gazette*

rhénane, il dut quitter l'Allemagne à cause de ses opinions avancées, vint en France d'où il fut expulsé, passa en Belgique, puis à Londres, rentra en Allemagne et en fut banni (1848), prit part aux journées de Juin à Paris et fut interné dans le Morbihan. Il s'évada, se réfugia à Londres, y fonda l'Association internationale des travailleurs (1864) qu'il dirigea jusqu'au congrès de La Haye (1872). — Il a laissé des ouvrages politiques et socialistes. (V. volume SOCIALISME.)

MASSA (Duc de). (V. *Supplément* à la fin du volume.)

MASSÉNA. (V. vol. BIOGR. MILIT.)

MASTAI-FERRETTI. (V. PIE IX.)

MATHIEU-BODET (Pierre) (1817).

Avocat à Paris, député de la Charente à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à droite, soutint la politique de l'Élysée, se tint à l'écart sous l'Empire et fut élu en 1871 représentant de la Charente. Ministre des finances (1874), il fit partie du groupe Lavergne, fut réélu en 1876 et ne se représenta pas en 1877.

MATHILDE (Princesse). (V. BONAPARTE.)

MAULAY-ABD-AR-RAHMAN. (V. ABD-AR-RAHMAN.)

MAUPAS (Charlemagne-Emile de) (1818-1888). Préfet de l'Allier (1849), de la Haute-Garonne (1850), son zèle bonapartiste le fit nommer préfet de police à Paris (1851). Il joua un rôle important lors du coup d'Etat du Deux-Décembre, devint ministre de la police générale (1852), sénateur (1853), préfet des Bouches-du-Rhône (1860-1866), et se signala surtout comme un partisan de l'absolutisme.

MAURY (Jean SIFFREIN, cardinal) (1746-1817), prélat français. Député du clergé aux Etats généraux, il fut un des plus chauds partisans de la monarchie, tint souvent tête à Mirabeau, émigra en 1791, reçut le cha-



Marx (Karl).



Mathilde (Princesse).

peau de cardinal avec l'évêché de Montefiascone, entra en France en 1865 et accepta de Napoléon I^{er} l'archevêché de Paris malgré la défense du pape.

MAVROCORDATO (Alexandre) (1791-1865), homme d'Etat grec. Un des premiers combattants de l'indépendance grecque, il fut nommé président du Conseil exécutif (1822), organisa la flotte, défendit Navarin (1825), se retira de la lutte active et devint par la suite ministre des finances, ambassadeur dans différents pays, et dirigea le ministère après la révolution de 1843. De 1850 à 1853, il représenta la Grèce à Paris.

MAXIMILIEN I^{er} (1832-1867), empereur du Mexique. Frère de l'empereur François-Joseph I^{er}, il épousa la princesse Charlotte, fille du roi des Belges, et accepta sur l'offre de Napoléon III la couronne à laquelle l'avait appelé une junte provisoire, nommée par le maréchal Forey (1863). Il fit son entrée à Mexico (1864),

Maximilien I^{er}.

mais ne put vaincre la résistance de Juarez à qui on le livra et qui le fit juger, condamner à mort et fusiller à Queretaro (1867). Sa femme en perdit la raison.

MAZE (Hippolyte) (1839-1891), homme politique français. Préfet des Landes (1871-1878), député de Versailles (1879), il siégea à la gauche républicaine et entra au Sénat en 1886.

MAZEAU (Charles-Jean-Jacques) (1825). Avocat à Paris, député de la Côte-d'Or (1871), sénateur du même département (1876), ministre de la justice et des cultes dans le cabinet Rouvier (1887), il devint premier président de la Cour de cassation (1890).

MAZZINI (Giuseppe) (1808-1872), homme politique italien. Affilié aux carbonari, il fut banni du Piémont (1830), s'établit à Marseille et y fonda la *Jeune Italie*, société démocratique à vues unitaires et mystiques. Après des essais infructueux contre le gouvernement sarde, Mazzini partit pour

Londres (1836) et correspondit de là avec les comités révolutionnaires. En 1848, il rentra en Italie, forma avec Armellini et Saffi un triumvirat à Rome, défendit la ville contre l'expédition française, partit avant la capitulation et retourna à Londres où il fit partie, avec Kossuth et Ledru-Rollin, du Comité révolutionnaire international. Depuis il se mêla à toutes les conspirations et à tous les coups de main : à



Mazzini.

Milan (1853), à Gènes (1857), fut expulsé de Suisse à la suite d'un attentat contre Napoléon III (1864), de nouveau en 1869 après la découverte d'un nouveau complot avec Garibaldi. Bien qu'il eut un moment appuyé Cavour, il ne se réconcilia jamais avec la monarchie italienne.

MEDICI (Don Luis, chevalier de) (1759-1830), ministre napolitain. Il reçut de Ferdinand IV la direction générale de la police (1791), fut en compétition avec le ministre et favori Acton qui le fit emprisonner comme conspirateur, devint ministre des finances (1810), puis des affaires étrangères et de la police après la révolution de 1820 et fut le digne soutien du roi François I^{er}.

MÉHÉMÉT-ALI ou **MOHAMMED-ALI** (1769-1849), vice-roi d'Égypte. Gouverneur du Caire (1805), il fit massacrer les mamelouks (1805), obtint du sultan l'investiture de la Haute-Égypte, et, à l'aide de ses fils Ibrahim et Ismaïl, soumit les pays voisins (Kordofan, Nubie, Sennaar, Hedjaz, etc.). En 1833, après une brillante campagne d'Ibrahim, il reçut l'investiture de la Syrie. La guerre recommença en 1838; Méhémét dut donner l'ordre à son fils de revenir après le bombardement des ports syriens par la flotte austro-anglaise, et il ne lui resta que l'Égypte dont il fut nommé vice-roi (1841).

MÉHÉMÉT-ALI PACHA (Charles DÉTROIT) (1827-1878), général ottoman, né en Brandebourg d'une ancienne famille française. Attaché au service d'Omer Pacha, en Crimée (1854), il fit les campagnes contre les Monténégrins (1861-1862), contre les Crétois (1867), contre l'insurrection de

la Bosnie et de l'Herzégovine (1875) et se signala dans la guerre russo-turque (1877). Il signa l'armistice avec les Russes et assista au congrès de Berlin. Chargé de pacifier l'Albanie, il fut assassiné en 1878.

MEILLET (Leo) (1842). Homme de lettres, il prit part aux dernières luttes contre le second Empire, devint adjoint au maire du XIII^e arrondissement pendant le siège, puis membre de la Commune après le 18 mars 1871. Il s'exila ensuite en Angleterre où il se créa une situation importante et où il resta jusqu'en 1893. De retour en France, il fut élu en 1893 député de l'arrondissement de Marmande.

MELBOURNE (William Lamb, vicomte) (1799-1848), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des lords (1828), ministre de l'intérieur (1830), président du conseil (1831-1841), il contribua à la réforme électorale et fut un whig modéré.

MÉLINE (Jules-Félix) (1838). Avocat à Paris, élu membre de la Commune (1871), député des Vosges (1872), il siégea à gauche et fut constamment réélu. Sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet de Marcère



Méline.

(1879), rapporteur du projet de loi sur le tarif des douanes, il affirma ses tendances protectionnistes (1880). Ministre de l'agriculture dans le cabinet Ferry (1883-1885), il créa l'ordre du Mérite agricole, présida la Chambre des députés (1888-1889) et poussa le protectionnisme à outrance. En 1896, il succéda à M. Léon Bourgeois comme président du conseil, avec le portefeuille de l'agriculture et gouverna avec l'appui des « ralliés » jusqu'en 1898.

MELVILLE (Henri Dundas, vicomte) (1741-1811), homme d'Etat anglais. Trésorier de la marine (1782), puis secrétaire d'Etat de l'intérieur dans le cabinet Pitt (1791), ministre de la guerre (1794), il fut nommé pair en 1802 et premier lord de l'amirauté (1804). En 1806, il dut résigner ses emplois à la suite d'accusation de détournements des fonds publics.

MENABREA (Louis-Frédéric, marquis de VALDORA, comte) (1809), général et homme d'Etat italien. Il se distingua pendant la guerre contre l'Autriche (1859), devint sénateur, ministre de la marine (1861), premier aide de camp de Victor-Emmanuel (1865), ministre des affaires étrangères et président du conseil (1866), poste qu'il garda avec des remaniements dans son cabinet jusqu'en 1869. Ambassadeur à Londres (1876), puis à Paris (1882-1892), il fut élu membre correspondant de l'Académie des sciences de Paris (1887).

MENDIZABAL (Don Juan ALVAREZ Y) (1790-1853), homme d'Etat espagnol. Ministre des finances (1835), puis président du conseil, il ne put étouffer la guerre civile ni relever le crédit du pays et dut se retirer en 1837.

MÉNÉLICK (1842), nègus d'Abyssinie, fils du roi du Choa. Il succéda à l'empereur Jean (1889), et infligea aux Italiens la terrible défaite d'Adoua (1896).

MENIER (Emile-Justin) (1826-1881). Propriétaire des fabriques de chocolat de Noisiel (Seine-et-Marne) et de nombreux établissements industriels, il s'occupa d'économie sociale, fut député de Meaux (1876), siégea à l'extrême gauche, présenta un projet d'impôt sur le capital, fit partie des 363 et fut réélu en 1877.

MENOU (Jacques-François, baron de) (1750-1810), général français. Maréchal de camp sous l'ancien régime, député de la noblesse de Touraine aux États généraux, il fit partie du comité de la guerre et y montra beaucoup d'activité. Envoyé en Vendée (1793), il subit un échec, fut rappelé, suivit Bonaparte en Egypte, eut le commandement en chef après l'assassinat de Kleber (1800), devint membre du Tribunal à son retour (1802), gouverneur du Piémont, puis de Venise où il mourut.

MENTSCHIKOV (Alexandre-Sergewitch, prince) (1789-1869), homme d'Etat russe. Il servit dans l'armée; devint rapidement général, gouverneur de Finlande (1831), amiral (1834) et ministre de la marine (1836). Ambassadeur extraordinaire en Turquie (1853), il signifia au sultan un ultimatum arrogant qui amena la guerre de Crimée. Battu à l'Alma et à Inké-

mann, il vécut à Pétersbourg sans commandement effectif jusqu'à sa mort.

MERCIER (Auguste) (1833), général français. Il servit au Mexique, fut compris dans la capitulation de Metz, devint ministre de la guerre dans le cabinet Casimir-Perier (1893) et dans le cabinet Dupuy (1893-1895). C'est sous son ministère que fut condamné *Dreyfus* (V. ce nom). Depuis l'arrêt de la Cour de cassation annulant la sen-



Mercier.

tence du conseil de guerre (1899), le général Mercier fut l'objet de vives critiques. A été l'un des principaux témoins à charge dans le procès de Rennes.

MÉRILHOU (Joseph) (1788-1856). Avocat à Paris, député (1828), il fut ministre de l'instruction publique après la révolution de 1830, puis de la justice. Conseiller à la cour de cassation (1832), il entra à la Chambre des pairs (1837).

MERLIN (Philippe-Antoine, comte) (1754-1828), dit de *Douai*, conventionnel. Député à l'Assemblée constituante et à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, siégea à la Montagne, rapporta la loi des suspects, combattit Robespierre au 9 thermidor, fut ministre de la justice (1795-1797), membre du Directoire (1797-1799), procureur général à la Cour de cassation (1801-1814) et fut comblé de dignités par Napoléon 1^{er}. Banni comme régicide, il ne revint en France qu'en 1830. Il a laissé de nombreux ouvrages comme juriconsulte.

MERLIN (Auguste-François-Eugène) (1778-1854), général français, fils du précédent. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut proscrit à la deuxième Restauration, reentra en 1818 et se trouva impliqué dans un complot militaire en 1820. Acquitté par la Cour des pairs, il fut rappelé à l'activité en 1830, prit part à l'expédition d'Anvers (1832) représenta le département du Nord à la Chambre des députés (1834) et entra à la Cour des pairs (1838).

MERLIN, dit de *Thionville*. (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

MÉRODE (Philippe-Félix-Balthazar-Othon-Ghislain, comte de) (1791-1857), homme politique belge. Il adhéra à la révolution de 1830, contribua à l'élevation au trône de Leopold 1^{er} qui le fit ministre des affaires étrangères, puis de la guerre et des finances. Ce fut un des membres influents du parti catholique.

MESNARD (Jacques-André) (1792-1858), homme politique et magistrat français. Avocat à Rochefort, conseiller à la Cour de cassation (1841), il entra à la Chambre des pairs (1845), devint président à la Cour de cassation (1850) et sénateur de l'Empire (1852).

MESUREUR (Gustave-Émile) (1847). Dessinateur-graveur industriel, conseiller municipal de Paris (1881-1887), il devint président de l'assemblée communale et, comme tel, inaugura la Bourse du travail dont il devait plus tard, comme ministre, régler l'administration intérieure.

En 1887, il fut élu député de Paris au scrutin de liste, et, depuis, il a constamment représenté le 11^e arrondissement. Ministre du commerce dans le cabinet Bourgeois (1895), il fut élu vice-président de la Chambre en 1899 et président de la commission du budget en 1898 et 1899.

METTERNICH (Clément-Wenceslas-Népomucène-Lothaire, prince de) (1773-1859), homme d'Etat autrichien. Ministre plénipotentiaire à Berlin, ambassadeur à Paris (1806-1809), ministre des affaires étrangères et chancelier (1809), il négocia le mariage de Marie-Louise avec Napoléon 1^{er}, se mêla ac-

tivement à toutes les négociations de 1813 à 1815, présida le congrès de Vienne, signa le traité de Paris et adhéra à la Sainte-Alliance. Il se signala par ses mesures réactionnaires contre les libéraux allemands et italiens (1820-1822), soutint les Turcs lors de la guerre de l'indépendance hellénique (1827), laissa écraser les Polonais après 1830, intrigua avec Guizot en faveur des cantons catholiques suisses et du Sonderbund (1847), mais la révolution de février 1848 vint rompre cette entente et amena la chute du ministre autri-



Metternich.

chien. Pendant cette longue possession du pouvoir, il gouverna avec la censure et la police, et devint l'homme le plus impopulaire de l'Europe. Après 1848, il s'enfuit de Vienne, voyagea en Europe, et reentra en 1851 quand la révolution fut définitivement vaincue dans les Etats autrichiens. Il vécut depuis dans la retraite, mais resta le ministre consultant de l'Autriche.

MÉZIÈRES (Alfred-Jean-François) (1826). Professeur de littérature étrangère à la Sorbonne (1861), membre de l'Académie française (1874), il a publié de nombreux ouvrages. Député de Briey (1881), il rapporta des projets de loi sur la propriété littéraire artistique entre la France et les pays étrangers. présida la commission de l'armée et fut constamment réélu.

MIAULIS (André) (1772-1835), amiral grec. Commandant en chef de la flotte grecque (1822), il battit les Turcs à Patras, brûla les vaisseaux d'Ibrahim Pacha (1825), se retira de la lutte lors de la nomination de lord Cochrane, conspira contre Capo d'Istria et incendia la flotte grecque à Paros. Déclaré



Miaulis.

traître avec Mavrocordato et Koudouriotis, il échappa au procès grâce à l'assassinat de Capo d'Istria.

MIDHAT PACHA (1824-1883), homme d'Etat ottoman. Gouverneur de Bulgarie, ministre des travaux publics (1867), grand vizir (1872), ministre sans portefeuille (1876), il aida à la déposition d'Abd-ul-Aziz (même année) et, devenu grand vizir d'Abd-ul-Hamid, fit promulguer une constitution introduisant le régime représentatif en Turquie. Renversé par le parti des Vieux-Turcs (1877), il fut banni, s'établit à Naples, à Paris, à Londres et devint gouverneur de la Syrie (1878-1883).

MIEN-NING (1780-1850), empereur de la Chine. Il monta sur le trône en 1820 et, de 1830 à 1843, fut en guerre (guerre de l'opium) avec les Anglais qui prirent l'île de Hong-kong et réclamèrent de lourdes rançons de guerre.

MIGNET (François-Auguste-Marie)

(1796-1884), historien français. Ami de Thiers, avocat à Aix, il se fit un nom dans la littérature et l'histoire. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Rédacteur au *Courrier français*, il défendit les idées libérales, collabora au *National* d'Armand Carrel, accueillit avec joie la révolution de



Mignet.

Juillet, devint conseiller d'Etat et directeur des archives aux affaires étrangères.

MIGUEL (Dom Marie-Evariste) (1802-1866), prince portugais, fils de Jean VI. Poussé par sa mère Charlotte-Joachim de Bourbon, il se révolta plusieurs fois contre son père, dut quitter le Portugal en 1824, et devint tuteur de sa nièce dona Maria en 1826. Il usurpa le pouvoir, renvoya les Cortès, et se signala par sa tyrannie. Dom Pedro, père de dona Maria, aidé des Anglais, l'obligea à capituler (1834) et à quitter le Portugal. Il se retira à Rome.

MILAN III. (V. MILOCI.)

MILL (John-Stuart) (1806-1873). (V. volume ÉCONOMIE POLITIQUE.)

MILLAUD (Édouard) (1834). Procureur général à Lyon (1871), député du Rhône (1871), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876 et 1877, puis sénateur du Rhône (1880) et réélu (1882). Ministre des travaux publics dans les cabinets Freycinet et Goblet (1886-1887), il a été réélu sénateur en 1891.

MILLERAND

(Alexandre) (1859). Avocat à Paris, rédacteur à la *Justice*, conseiller municipal de Paris (1884),

député de la Seine (1885), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1889 et 1893 et devint un des chefs du groupe socialiste de la Chambre. Réélu en 1898, il reçut le portefeuille du commerce dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899). V. vol. HISTOIRE CONTEMP. (1871-1900) et vol. SOCIALISME.



Millerand.

MILLEVOYE (Lucien) (1850). Substitut à Lyon (1877-1880), député d'Amiens (1889), il fit partie du groupe boulangiste et échoua en 1893. Réélu en 1898.

MILLIARD (1834). Avocat à Paris, député de l'Eure (1887), sénateur de ce département (1890), il devint ministre de la justice dans le cabinet Méline en remplacement de M. Darlan (1898).

MILLIÈRE (Jean-Baptiste) (1817-1871). Sa vie politique commença avec la révolution de 1848. Sous la seconde République, il écrivit dans divers journaux, notamment dans *le Peuple constituant* de Lamennais. Après le coup d'Etat de décembre 1851, Millière fut condamné à la déportation par les commissions mixtes et subit sa peine en Algérie. Amnistié en 1859, il devint dix années plus tard rédacteur, puis administrateur de *la Marseillaise*, journal fondé par Rochefort, et prit une part active aux dernières luttes contre l'Empire. Pendant le siège de Paris, chef de bataillon de la garde nationale, il participa à la journée du 31 octobre. Élu député de Paris en 1871, il resta étranger à l'insurrection du 18 mars 1871 et siégea même à l'Assemblée de Versailles pendant la Commune. Il n'en fut pas moins arrêté le 26 mai et fusillé sur les marches du Panthéon (V. vol. HISTOIRE CONTEMP. FRANÇAISE, 1871-1900).

MILOCH OBRENOVITCH (1784-1860), prince de Serbie. Il se mit à la tête du mouvement contre les Turcs (1815), fut élu prince de Serbie (1817), dut abdiquer en 1839 et reprit le pouvoir en 1858.

MILOCH OBRENOVITCH ou **MILAN III** (1854), roi de Serbie. Il succéda au prince Michel, assassiné en 1868, prit part à la guerre de la Bosnie contre les Turcs (1876), visita diverses cours d'Europe, déclara la guerre à Alexandre de Bulgarie (1885) et fut battu. Les crises ministérielles se succédèrent; des embarras d'ordre interne surgirent; Milan abdiqua en faveur de son fils Alexandre 1^{er} (1889). Mais ce n'était qu'une fausse sortie; revenu en Serbie malgré ses promesses, il s'est fait nommer co-régent et a engagé avec la majorité de la nation une lutte qui a provoqué un vif mécontentement dans le pays.

MINA (Francisco Espoz y) (1781-1836), général espagnol. Il servit avec ardeur la cause de l'indépendance (1809-1814), se mit à la tête des constitutionnels en 1820, se retira en Angleterre en 1823 et revint combattre don Carlos en 1834. Il mourut des suites de ses blessures (1836).

MINGHETTI (Marco) (1818-1886), homme d'Etat italien. Journaliste et économiste, il fut partie du ministère laïque de Rome (1848), fut député de Bologne au Parlement italien (1859), ministre de l'intérieur (1860), des finances (1862) et président du conseil (1863). Ambassadeur à Londres (1868), président du conseil avec le portefeuille des finances (1873-1876), il se montra à la fois catholique et libéral.

MINUTOLO, prince de CANOSA. (V. ce nom.)

MIOT (André-François, comte de MELITO) (1762-1841). Ministre plénipotentiaire en Toscane et à Rome (1795), puis en Sardaigne (1796), il entra au Tribunal, au conseil d'Etat, et fut ministre de Joseph Bonaparte à Naples (1806) et à Madrid (1808).

MIRAMON (Miguel) (1813-1867), général mexicain. Élu président de la République à Mexico (1858), en même temps que Juarez était élu à Vera-Cruz, il abdiqua en 1860, se rallia à Maximilien, fut condamné à mort et fusillé avec ce dernier (19 juin 1867).

MIRMAN (Léon) (1865). Ancien élève de l'École normale, agrégé des sciences mathématiques, il fut élu député de Reims en 1893, et dut faire, bien que représentant, une année de service militaire. M. Mirman siégea d'abord au groupe socialiste; mais, réélu en 1898 comme socialiste indépendant, il s'est déclaré l'adversaire des théories collectivistes et internationalistes. En 1899, il s'éleva avec violence contre la composition du ministère Waldeck-Rousseau.

MITCHELL (Robert) (1839). Rédacteur en chef du *Constitutionnel* (1869), député de La Réole (1876), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu comme candidat officiel en 1877, échoua aux élections suivantes et entra à la Chambre (1889) comme boulangiste. Il ne fut pas réélu en 1893.

MOCQUARD (Jean-François-Constant) (1791-1864). Il entra dans la carrière diplomatique, devint avocat et plaïda dans quelques procès poli-

tiques, fut le confident du prince Louis-Napoléon, un des fauteurs du coup d'Etat du 2 décembre 1851, et le chef du cabinet de Napoléon III.

MOHAMMED-ALI. (V. MÉHÉMET-ALI.)

MOHAMMED CHAH (1810-1848), empereur de Perse. Il succéda à Abbas-Mirza en 1834, s'allia aux Anglais, et rétablit un peu d'ordre dans ses Etats.

MOHAMMED-ES-SADOK (1813-1882), bey de Tunis. Il succéda à son frère Mohammed Bey en 1858, contracta un emprunt à Paris (1865) et reconnut le protectorat de la France par le traité du Bardo (1881).

MOHL (Robert de) (1799-1875), jurisconsulte et homme politique allemand. Professeur de droit à Tubingue et à Heidelberg, député de Francfort (1848), ministre de la justice (même année), il représenta le grand-duché de Bade à la Diète fédérale (1861-1866).

MOIRA (Lord RAWDON-). (V. HASTINGS.)

MOLÉ (Louis-Mathieu, comte) (1781-1855). Auditeur au conseil d'Etat, puis maître des requêtes, directeur général des ponts et chaussées, sous Napoléon I^{er}, il conserva ce poste sous Louis XVIII et entra à la Chambre des pairs (1815). Ministre de la marine (1817-1818), il fit ensuite de l'opposition au ministère Villèle, fut nommé ministre des affaires étrangères sous Louis-Philippe (1830), président du conseil (1836) et de nouveau en 1837. Député de Bordeaux à la Constituante et à la Législative (1818-1851), il affirma ses idées monarchistes et se rallia même aux légitimistes.

MOLESWORTH (William) (1810-1855), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1832), libre-échangiste et progressiste, il fut haut commissaire des travaux publics dans le cabinet Aberdeen (1852) et ministre des colonies dans celui de lord Palmerston (1855).

MOLINE DE SAINT-YON (Alexandre-Pierre) (1786-1871), général français. Il servit sous l'Empire, fut rappelé à l'activité après la révolution de Juillet, entra à la Chambre des pairs (1845) et fut ministre de la guerre (1845-1847).

MOLLIEN (François-Nicolas, comte) (1758-1850), administrateur français. Il entra aux finances, fut directeur de la caisse d'amortissement après le 18 brumaire et ministre du Trésor en

1808. Comte de l'Empire, il fut nommé pair de France par Louis XVIII (1819).

MOLTKE (Helmuth-Karl-Bernhart, comte de) (1800-1891), feld-maréchal prussien. (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

MONCEY (Rose-Adrien JEANNOT DE). (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

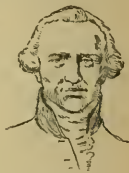
MOMMSEN (Théodore) (1817), savant allemand. Membre de la Chambre des députés de Prusse (1873-1882), il fit partie des nationaux-libéraux, attaqua la politique de Bismarck, et se rangea parmi les ennemis les plus acharnés de la France. — Pour ses travaux historiques et épigraphiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

MONGE (Gaspard) (1746-1818), géomètre français. Il accepta avec enthousiasme les principes de la Révolution, fut ministre de la marine (1792-1793), prêta comme savant un utile concours au comité de Salut public, suivit Bonaparte en Egypte et présida l'Institut du Caire. Napoléon I^{er} le fit sénateur, comte de Péluse et le pourvut d'un majorat en Westphalie. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

MONROË (James) (1758-1831), président des Etats-Unis d'Amérique. Il servit dans la guerre de l'Indépendance, fut député au Congrès de la Virginie, sénateur de l'Union (1788) et ministre près la République française (1794). Gouverneur de la Virginie (1799-1802), ambassadeur en France, commandant en chef contre les Anglais (1814), il fut élu président des Etats-Unis en 1817 et réélu en 1821. Il est l'auteur de la célèbre formule : « L'Amérique doit être aux Américains. »

MONS (Comte de). (V. BECKER.)

MONTAIGNAC (Louis-Raymond de CHAUVANCE, marquis de) (1811), amiral français. Il contribua à la prise de Kinburn, pendant la guerre de Crimée (1855), servit pendant le siège de Paris (1870-1871), fut élu député de l'Allier (1871) et siégea à droite. Ministre de la marine (1874-1876), sénateur inamovible (1875), il soutint les hommes du Seize-Mai et vota toujours avec les monarchistes.



Monge.

MONTALEMBERT (Marc-René-Anne-Marie, comte de) (1777-1831). Il émigra en 1792, servit dans l'armée anglaise, et fut, à la Restauration, nommé ministre plénipotentiaire à Stuttgart, et pair de France (1819). Ambassadeur à Stockholm (1826-1830), il resta à la Chambre des pairs après la révolution de Juillet.

MONTALEMBERT (Charles FORBES DE TRYON, comte de) (1810-1870). Ami de Lamennais et de Lacordaire, il défendit les nationalités opprimées, en-

tra à la Chambre des pairs en 1835, et se montra un orateur passionné et incisif. Député du Doubs à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il vota pour la restriction du suffrage universel, contre le bannissement des Orléans et pour

l'expédition de Rome. Membre de la commission consultative nommée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut élu député du Doubs avec la protection du gouvernement (1852). Catholique libéral, ennemi de la démocratie, il a laissé de nombreux ouvrages sur les questions religieuses et politiques et faisait partie de l'Académie française depuis 1852.

MONTALIVET (Jean-Pierre BACHASSON, comte de) (1766-1823). Maire de Valence (1795), préfet de la Manche (1801), de Seine-et-Oise (1804), directeur des ponts et chaussées (1806), ministre de l'intérieur (1809-1814), il refusa de servir les Bourbons et entra néanmoins à la Chambre des pairs en 1819 où il siégea avec les constitutionnels.

MONTALIVET (Marthe-Camille BACHASSON, comte de) (1801-1880), fils du précédent. Membre de la Chambre des pairs (1826), il défendit les idées constitutionnelles, se rallia à la monarchie de Juillet, devint ministre de l'intérieur (1830), de l'instruction publique (1831), de nouveau à l'intérieur de 1832 jusqu'en 1840 avec quelques interruptions et s'associa aux mesures de rigueur contre les républicains. Intendant de la liste civile de 1840 à 1848, il rentra dans la vie privée et fut nommé sénateur inamovible en 1879.



Montalembert.

MONTANELLI (Giuseppe) (1813-1862), patriote italien. Poète, avocat, professeur de droit commercial à Pise, il soutint ardemment la cause de l'indépendance nationale en 1848, fut pris par les Autrichiens, et, de retour en Toscane, fit partie du triumvirat avec Guerrazi et Mazzoni (1849). Réfugié en France après le triomphe de la réaction, il servit comme volontaire sous Garibaldi (1859) et fut député à la première Chambre italienne.

MONTBEL (Guillaume-Isidore BARON, comte de) (1787-1861). Député de la Haute-Garonne (1827), ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Polignac, puis de l'intérieur et enfin des finances, il contresigna les ordonnances de Juillet, s'enfuit en Autriche et fut condamné par contumace à la détention perpétuelle. Il rentra en France après l'amnistie de 1838.

MONTABELLO (Duc de). (V. LANNES.)

MONTMOLIN (Comte de). (V. CARLOS [Don].)

MONTESQUIOU (François-Xavier, abbé et duc de) (1757-1832). Député du clergé de Paris aux Etats généraux, il siégea à droite, émigra en 1792, devint le confident du comte de Provence (Louis XVIII), ministre de l'intérieur en 1814, pair de France et ministre d'Etat en 1815.

MONTHOLON (Charles-Tristan, comte de) (1783-1853), général français. Il servit dans la marine, puis dans la cavalerie, se distingua sur les champs de bataille de l'Empire, devint chambellan de Napoléon 1^{er} et fut chargé de plusieurs missions diplomatiques. Il accompagna son maître à Sainte-Hélène, fut un de ses exécuteurs testamentaires, suivit le prince Louis-Napoléon dans sa descente de Boulogne (1840) et partagea sa captivité à Ham. La Charente-Inférieure l'élut député à la Législative (1849).

MONTLOSIER (François-Dominique REYNAUD, comte de) (1755-1838). Député de la noblesse de Riom aux Etats généraux, il émigra en 1791, rentra en France sous le Consulat, fut chargé par Napoléon d'un travail historique sur l'ancienne monarchie française, combattit le parti jésuite sous la Restauration et entra à la Chambre des pairs en 1832.

MONTMORENCY (Malhieu-Jean-Fé-

licité, vicomte, puis duc de) (1767-1826). Il fit la guerre d'Amérique, représenta la noblesse de Montfort-l'Amaury à l'Assemblée constituante, vota un des premiers la suppression des privilèges dans la nuit du 4 août, émigra en 1792 et rentra en France après le 9 thermidor. Il sortit de la vie privée sous la Restauration, entra à la Chambre des pairs, siégea parmi les ultraroyalistes, et devint ministre des affaires étrangères et membre de l'Académie française.

MONTPENSIER (Duc de). (V. ORLÉANS.)

MORNAUD (Jean) (1865). Rédacteur en chef du *Républicain de Constantine*, il a été élu député de Constantine, en 1898, comme républicain radical et antisémite.

MORNY (Charles-Auguste-Louis-Joseph, duc de) (1811-1865). Fils de la reine Hortense et de son grand-marchal, le comte Flahault, il servit en Algérie, représenta Clermont-Ferrand à la Chambre des députés (1842-1848), siégea parmi les conservateurs, fut élu député du Puy-de-Dôme à la Législative (1849), prit la plus grande part au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et occupa



Morny.

le lendemain le ministère de l'intérieur. Il présida le Corps législatif de 1854 à 1865. Il fut ambassadeur en Russie (1856-1857), et épousa une princesse Troubetzkoï. Très mêlé à toutes les affaires financières, il fut un des inspirateurs de l'expédition du Mexique.

MORRIS (GOUVERNEUR). (V. GOUVERNEUR MORRIS.)

MORTIER (Edouard-Adolphe-Casimir-Joseph, duc de TRÉVISE) (1768-1835), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député du Nord (1816), pair de France (1819) et siégea avec les libéraux. Ambassadeur à Pétersbourg après la révolution de Juillet, ministre de la guerre (1834), il fut mortellement atteint par la machine infernale de Fieschi (1835).

MORTIMER TERNAUX. (V. TERNAUX.)

MOSKOVA (Prince de la). (V. NEY.)

MOTIER DE LA FAYETTE. (V. FAYETTE [La].)

MOUGEOT (Léon) (1857). Avocat, député de Langres depuis 1893, il fit partie du bureau de la Chambre comme secrétaire, devint sous-secrétaire des postes et télégraphes dans le cabinet Brisson (1898) et a conservé ces fonctions sous le ministère Dupuy (1898-1899).

MOULIN (1752-1810), général français. Membre du Directoire (1799), il vécut dans la retraite après le 18 brumaire, puis commanda la place d'Anvers.

MOUNIER (Claude - Philippe - Edouard, baron) (1784-1843), fils du constituant. Intendant de la principauté de Saxe-Weimar (1807), secrétaire du cabinet de Napoléon I^{er} (1809), intendant des bâtiments de la couronne (1813), il fut sous la Restauration directeur de l'administration départementale et de la police (1820-1824), conseiller d'Etat et pair de France (1828).

MOURAD PACHA. (V. BEM.)

MOURAVIEV (Nicolas, comte AMURSKI) (1810-1881), général russe. Il servit dans le Caucase, gouverna la Sibérie orientale (1847), signa avec la Chine le traité d'Aigoum qui cédait à la Russie la province de l'Amour (1858), avec le Japon un traité qui ouvrait des ports au commerce russe (1859) et fut nommé comte et conseiller d'Etat.

MOUTON-DUVERNET (Régis-Barthélemy, baron) (1779-1816), général français. Il se distingua dans les guerres de l'Empire, fut élu député pendant les Cent-Jours et chargé du commandement de Lyon. Mis sur la liste des proscrits, il fut arrêté, condamné à mort et fusillé (1816).

MUFFLING (Frédéric-Ferdinand-Charles, baron de) (1775-1851), général allemand. Il servit contre la France, gouverna Paris en 1815 et se signala par sa brutalité. Il fut gouverneur de Berlin (1837) et président du conseil d'Etat (1841).

MUN (Adrien-Albert-Marie, comte de) (1841). Capitaine de cuirassiers, ultramontain fougueux, il se mêla activement à la fondation des cercles catholiques et donna sa démission d'officier (1875). Député de Pontivy (1876), il siégea à l'extrême droite, fut réélu en 1877 (mais invalidé), et de

1881 à 1898. Pendant ces dernières législatures, il se fit l'apôtre du socialisme chrétien et prit souvent la parole à la Chambre.

MUNSTER-LEDENBURG (Georges-Herbert, comte de) (1820), diplomate allemand. Chargé d'une mission extraordinaire à Pétersbourg (1856-1864), il



Mun (Comte de).

devint membre du Reichstag, puis ambassadeur à Londres (1873) et à Paris (1885).

MURAT (Joachim) (1771-1815), roi de Naples. Volontaire de la Révolution, il en adopta les principes avec enthousiasme, devint aide de camp de Bonaparte qu'il suivit en Italie et en Egypte, faisant briller partout sa valeur fougueuse. Il contribua au coup d'Etat du 18 brumaire, épousa Caroline Bonaparte, se distingua à Marengo, fut gouverneur de la République cisalpine, maréchal, grand amiral, grand-duc de Clèves et de Berg, etc. Il combattit avec intrépidité à Austerlitz, Jéna, Eylau, Friedland, devint roi des Deux-Siciles (1808) et voulut se soustraire à la tutelle de Napoléon I^{er}. Il fit pourtant la campagne de Russie à la tête de la cavalerie, quitta l'armée pour rentrer dans son royaume, revint faire la

campagne d'Allemagne, signa en 1814 un traité avec les alliés et combattit en Italie le prince Eugène. Les alliés n'ayant pas tenu leurs promesses, Murat, pardonné par Napoléon pendant les Cent-Jours, essaya de soulever la péninsule, fut battu par les Autrichiens à Tolentino (2 mai 1815), gagna la Corse, organisa une descente dans la Calabre à la tête de quelques partisans, et, trahi, fut pris le 8 octobre 1815, condamné à mort et fusillé cinq jours après.



Murat.

MURAT (Napoléon-Lucien-Charles, prince) (1803-1878), fils du précédent. Il vécut longtemps en Amérique, fut député du Lot en 1848, soutint la politique du président et entra au Sénat après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

MUTSUHITO (1852), mikado du Japon. Il monta sur le trône en 1867 et se signala de suite par le grand travail de réformation qui plaça le Japon dans les nations de premier rang. La lutte contre la Chine, à propos du protectorat de la Corée (1894), se termina par le traité de paix de Simonsaké (1895) si avantageux aux Japonais.

N

NADAUD (Martin) (1815-1898). Ouvrier maçon, adepte de Cabet, il fut élu député de la Creuse (1849), siégea à la Montagne et se réfugia en Angleterre après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Préfet de la Creuse (1870), conseiller municipal de Paris (1871), député de Bourgneuf (1876),

il siégea à l'extrême gauche et fut réélu jusqu'en 1889. Il avait été questeur de la Chambre.

NAPIER (Charles) (1786-1860), marin anglais. Il servit contre la France sous Wellington, fit la campagne contre les Etats-Unis (1814), fut député à la Chambre des communes où il siégea

parmi les wighs, reprit du service en 1829 et aida à chasser don Miguel du Portugal par la victoire navale du cap Saint-Vincent (1833). Il arrêta les entreprises du vice-roi d'Égypte sur les côtes de Syrie (1840), eut le commandement de la flotte de la Baltique en 1854, et fut relevé de son commandement pour ne pas avoir tenté l'attaque contre Cronstadt.

NAPOLÉON^{er} (Napoléon BONAPARTE) (1769-1821), empereur des Français. Né à Ajaccio, il vint en France en 1778, entra au collège d'Autun, puis aux écoles militaires de Brienne et de Paris et en sortit lieutenant en second d'artillerie (1785). En garnison à Valence, il étudia, accueillit avec enthousiasme la Révolution, partit pour la Corse (1791) et se fit nommer commandant en second du bataillon Quenza. Lié avec Paoli, il se sépara bientôt de lui, entra en relations avec le général Casabianca, avec les conventionnels chargés d'arrêter Paoli, fut nommé par eux inspecteur de l'artillerie en Corse (1793), dut retourner en France et prit peu après la direction de l'artillerie au siège de Toulon qu'il enleva aux Anglais. Nommé général de brigade d'artillerie, chargé d'armer les côtes de Provence et des îles d'Hyères, il reçut le commande-



Napoléon Bonaparte.

ment de l'artillerie à l'armée d'Italie (1794), fut dénoncé à la Convention après le 9 thermidor, mis en arrestation pendant quelques jours et élargi, mais appelé à l'armée de l'Ouest. Il resta à Paris, seconda Barras au 13 vendémiaire an IV, fut nommé commandant de l'armée de l'intérieur et général de division (1795). Il épousa peu après Joséphine de Beauharnais (1796), et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. (Sur la jeunesse de Napoléon, V. CHUQUET.)

À la tête de 30.000 hommes sans pain, sans vêtements, il bat le Piémontais Colli, l'Autrichien Beaulieu, dicte ses conditions à Victor-Amédée, prend Milan, chasse les Anglais de Livourne, oblige le duc de Parme et le pape à l'armistice, écrase Wurmser à Lonato, à Castiglione et à Bassano

et le contraint à se jeter dans Mantoue. Il triomphe d'Alvinzy à Arcole, à Rivoli, prend Mantoue à Wurmser, culbute les Impériaux sur le Tagliamento et l'Isonzo et force l'Autriche à signer les préliminaires de Léoben, suivis du traité de Campo-Formio

(1797). Commandant en chef de l'expédition d'Égypte (1798), il enlève Malte en passant, prend Alexandrie, bat les Mamelouks à Chébreiss et aux Pyramides, organise le pays, gagna en Syrie, y remporte des succès à El-Arich, Gaza, Jaffa, et après le siège de Saint-Jean-d'Acre et la victoire du Mont-Thabor, revient en Égypte où il taille en pièces l'armée turque à Aboukir (1799). Il laisse le commandement à Kleber, rentre à Paris où il est acclamé, fait le coup d'Etat du 18 brumaire et devient le maître de la France.

Il s'occupe activement d'administration intérieure, continue la pacification de la Vendée, autorise la rentrée des prêtres insermentés et d'autres émigrés. Il réorganise les armées pour faire face à la 2^e coalition, franchit le Saint-Bernard (1800), coupe la retraite aux Autrichiens après avoir enlevé de nombreuses places fortes, les écrase à Marengo (14 juin 1800), et leur fait signer le traité de Lunéville (1801). Il conclut avec le pape le concordat de 1802, crée l'ordre de la Légion d'honneur (1802), fait promulguer le Code civil (1804) et se fait déclarer par le Tribunal et le Sénat le titre d'empereur héréditaire des Français, titre sanctionné par le suffrage universel (1804) (3.572.329 voix).

Quelque temps auparavant, il avait fait fusiller le duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes, organisé le camp de Boulogne et la « grande armée » d'Angleterre. Il s'entoure d'une cour brillante, crée de nombreux dignitaires, nomme 20 grands officiers, dont 16 maréchaux, et accorde des charges aux membres de l'ancienne noblesse ralliés au régime nouveau.



Napoléon, empereur.

Il constitue les Etats voisins sur le modèle de la France, augmente l'étendue du territoire français, prend la couronne de fer à Milan et se fait sacrer avec Joséphine par le pape Pie VII à Notre-Dame de Paris (1804).

Son plan contre l'Angleterre échoue; il marche sur le Rhin, s'établit sur le Danube, et après de brillants combats, enferme Mack à Ulm (1805) et lui fait signer sa capitulation. Il entre à Vienne, bat les trois empereurs à Austerlitz (2 décembre 1805) et impose à l'Autriche le traité de Presbourg, le plus humiliant qu'elle ait jamais signé, qui l'exclut de l'Allemagne et de l'Italie. Il crée pour ses maréchaux et ses ministres des duchés et des principautés, organise le système des Etats fédératifs de l'Empire français et se déclare protecteur de la Confédération du Rhin.

La 4^e coalition s'organise (1806). Napoléon entre à Berlin après les victoires d'Auerstaedt, d'Iéna, la prise d'Erfurt et de Spandau, pousse à Varsovie, coupe les Russes de la mer, et, après les sanglantes batailles d'Eylau et de Friedland (1807), signe avec Alexandre le traité de Tilsit. Entre temps, il avait organisé contre l'Angleterre le fameux « blocus continental » (1806) (décret de Berlin). Il était à son apogée.

A l'intérieur règne le despotisme le plus absolu : établissement de la censure, suppression des journaux, création de cours spéciales, suspension du jury dans quelques départements, etc. Le « blocus » oblige Napoléon à surveiller toutes les côtes, à envoyer ses généraux en Portugal, en Espagne, où il détrône les Bourbons (entrevue de Bayonne, 1808), et où ses meilleures troupes sont décimées par les guérillas et l'armée de Wellington (1808-1812).

La campagne de 1808-1809 (5^e coalition) marque une première hésitation de la fortune (batailles d'Essling et de Gross-Aspern, de Raab), mais l'empereur ramène la victoire à Wagram (1809). La paix de Vienne (1809) mutilé l'Autriche. Napoléon épouse Marie-Louise, fille de François II (1810), après avoir divorcé avec Joséphine. Marie-Louise lui donne un fils, le roi de Rome (1811). De nombreux territoires sont annexés. La France compte 130 départements,

avec 7 provinces illyriennes et 24 départements italiens. Les violences du blocus continental exaspèrent l'Europe. Le tsar Alexandre se rapproche de l'Angleterre. Les serviteurs de Napoléon sont las; la nation est épuisée.

La campagne de Russie est déçue; une armée formidable (près de 500,000 hommes) traverse le Niemen (1812), et, après une série de batailles (Mohilev, Ostrovno, Vitepsk, Polotsk, Borodino), disputées chèrement, Napoléon entre à Moscou qu'il doit évacuer aussitôt après l'incendie de la ville, s'attarde à des négociations, et ordonne la fameuse retraite dans laquelle disparaît la *Grande Armée*, décimée par le froid, les privations et les attaques répétées des Cosaques.

Napoléon abandonne les débris de ses troupes à Varsovie, rentre à Paris où vient d'éclater la conspiration du général Malet, lève des troupes, et retourne en Allemagne combattre la nouvelle coalition dans laquelle entrent la Prusse, la Suède, et peu après l'Autriche. Après les victoires de Lutzen, Bautzen, Dresde, Kulm, les lieutenants de l'empereur sont battus dans une série de rencontres et Napoléon lui-même, dont la santé était fort compromise et le génie affaibli, est écrasé à la bataille décisive de Leipzig (bataille des Nations) (18-19 oct. 1813).

Le typhus achève de ruiner l'armée française, les peuples soumis se soulèvent, les vassaux font défection, les alliés franchissent le Rhin et, malgré l'admirable campagne de 1814, signalée par les victoires de Saint-Dizier, Brienne, Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Guignes, Mormant, Montereau, Craonne, Arcis-sur-Aube, Napoléon est déchu du trône (3 avril). Après la défection de Marmont, il abdique (11 avril), quitte la France (28 avril) et arrive à l'île d'Elbe le 4 mai où il reste dix mois.

Il débarque à Cannes (1^{er} mars 1815), entre à Paris (20 mars) après avoir reçu sur sa route l'adhésion des troupes chargées de l'arrêter, promulgue l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire (22 avril) et court à la frontière combattre les alliés dont les forces s'élèvent à près de 800,000 hommes. Après les succès de Ligny et des Quatre-Bras, il est écrasé à Waterloo (18 juin), revient à Paris

et abdiqua en faveur de son fils. Il demanda l'hospitalité à l'Angleterre, se rend sur le *Bellérophon*, puis, par ordre du cabinet anglais, est transporté à l'île de Sainte-Hélène à bord du *Northumberland*.

Il resta jusqu'à sa mort à Longwood sous la surveillance étroite d'Hudson Lowe, entouré des fidèles Bertrand et Montholon. Gourgaud et Las Cases avaient dû quitter l'île avant la mort de Napoléon qui arriva le 5 mai 1821. Enterré à Sainte-Hélène, on ramena ses cendres dans le tombeau des Invalides le 15 décembre 1840. La correspondance de Napoléon I^{er} a été publiée sous Napoléon III, par les soins du prince Napoléon (28 vol.), malheureusement d'une façon fort peu scientifique. Comme complément, V. les biographies de ses principaux lieutenants et ministres, les volumes HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, etc., CONSULAT ET EMPIRE.

NAPOLÉON II (François-Charles-Joseph) (1811-1832), fils du précédent et de Marie-Louise d'Autriche. A son



Napoléon II.

berceau, il reçut le titre de roi de Rome et fut emmené à Vienne par sa mère en 1814. Le nom de Napoléon II figura sur la proclamation du gouvernement provisoire après l'abdication de Napoléon I^{er} en sa faveur; mais l'entrée des alliés à Paris fit cesser ce règne nominal de treize jours. En 1818, il reçut le titre de duc de Reichstadt et de prince autrichien et mourut au château de Schœnbrunn d'une maladie de poitrine. (V. WELSCHEIMER, *le Roi de Rome*.)

NAPOLÉON III (Charles-Louis-Napoléon BONAPARTE) (1808-1873), empereur des Français. Fils de Louis Bonaparte (V. ce nom) et d'Hortense de Beauharnais, il suivit les cours de gymnase d'Augsbourg, habita avec sa mère le château d'Arenenberg (Suisse), servit dans l'artillerie suisse sous les ordres du général Dufour; il prit part à l'insurrection des Romagnes (1831), fut écarté par le gouvernement provisoire et s'enfuit à Paris par Ancône et Gênes (1831). Il reçut de Casimir Périer l'ordre d'en sortir après les manifestations de la place Vendôme. Il passa en Angle-

terre, et devenu le chef du parti bonapartiste par la mort de son frère aîné Napoléon-Louis (1831) et du duc de Reichstadt, tenta une manifestation militaire à Strasbourg (1836), fut arrêté et acquitté par la cour d'assises de Colmar. Il partit pour l'Amérique, revint à Londres et débarqua à Wimereux, près de Boulogne, avec Persigny, Montholon, le docteur Conneau et quelques affidés, dans le but de provoquer un soulèvement militaire contre Louis-Philippe (1840). Pris avec ses complices, enfermé au fort de Ham, il s'évada en 1846 sous les habits d'un maçon nommé Badinguet, passa en



Napoléon III.

Angleterre et reentra en France après la révolution de 1848. Nommé représentant du peuple par divers départements (1848), élu président de la République par 5,562,834 suffrages (10 décembre 1848), il prêta serment à la Constitution (20 décembre), proposa des mesures réactionnaires pour gagner l'appui de la droite, fit de l'expédition de Rome une campagne en faveur du pouvoir temporel du pape, prépara le coup d'Etat du 2 décembre 1851 avec l'aide des Morny, Saint-Arnaud et Maupas, fit arrêter les chefs du parti démocratique et ceux du parti royaliste, proclama la dissolution de l'Assemblée et l'état de siège dans Paris, organisa des commissions mixtes qui condamnèrent les « suspects » dans les départements et noya dans le sang les essais de résistance. Il convoqua les électeurs qui, par 7,481,231 *oui*, lui donnèrent leur confiance (21 décembre 1851), se fit décerner la présidence pour dix ans (1852) et nomma une Commission consultative qui le seconda dans ses projets dictatoriaux. Le 2 décembre 1852, il se fit proclamer solennellement empereur héréditaire des Français après un sénatus-consulte du 7 novembre et le vote de 7,824,189 électeurs (22 novembre).

Napoléon III épousa Eugénie de Montijo (1853) et en eut un fils (1856). (V. ci-après.) Après une période écla-

tante (guerre de Crimée, congrès de Paris, 1856), la guerre d'Italie lui créa des difficultés qu'augmentent bientôt les expéditions extérieures (Mexique) et la question polonaise (1863). Depuis 1866, l'empereur usé et malade est emporté par les événements qu'il ne commande plus et les intrigues de la cour aboutissent à la guerre avec l'Allemagne (1870). (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE ET GUERRE FRANCO-ALLEMANDE.)

A l'intérieur, Napoléon III règne en dictateur : il fait voter la loi de sûreté générale, impose le serment à tous les fonctionnaires, aux élus et même aux candidats, ordonne une censure rigoureuse pour les livres et journaux venant de l'étranger, divise la France en grands commandements militaires, institue la régence éventuelle de l'impératrice avec un conseil privé, etc. A partir de 1859, il est forcé de faire quelques concessions : amnistie générale, publicité des séances du Corps législatif, adoucissement de la loi sur la presse, etc. Enfin, en 1869, il accorde la responsabilité ministérielle. Emile Ollivier est chargé de fonder l'Empire libéral (1870).

Après la capitulation de Sedan (2 septembre 1870), prisonnier des Allemands, il refuse de signer la paix, est emmené à Wilhelmshöhe (près de Cassel), se retire en Angleterre, à Chislehurst, près de Londres, où il meurt le 6 janvier 1873. L'Assemblée nationale avait proclamé sa déchéance ainsi que celle de sa dynastie le 28 février 1871.

Plusieurs attentats furent dirigés contre sa vie : affaire de l'Opéra-Comique (1853), Pianori (1857), Orsini (1858).

Il a écrit : *Idées napoléoniennes* (1838), *Fragments historiques* (1841), *Extinction du paupérisme* (1841), *Vie de César*, ouvrage inachevé (1865 et suiv.), *Forces militaires de la France* (justification de sa conduite en 1870), etc.

NAPOLÉON IV (Eugène-Louis-Jean-Joseph) (1856-1879), fils du précédent. Après le désastre

de Sedan, il fut admis à l'école militaire de Woolwich et reconnu chef de groupes bonapartistes comme chef de la dynastie après la mort de son père, sous le nom de Napoléon IV. Au cours d'une expédition de l'armée anglaise dans le Zoulouland, il fut tué le 23 juin 1879.

NAQUET (Alfred) (1834). Professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (1863), condamné à quinze mois de prison pour affiliation à une société secrète (1867), puis à quatre mois pour son livre :

Religion, propriété, famille (1869), il fut élu député de Vaucluse (1871), siégea à l'extrême gauche jusque'en 1883, date à laquelle il entra au Sénat (pour le département de Vau-



Naquet.

cluse). Il avait fait voter la loi sur le divorce à la Chambre (1882) et au Sénat (1884), se lança dans la campagne boulangiste, se fit élire député à Paris (1890), et, mêlé dans les affaires du Panama, fut acquitté par la cour d'assises (1898).

NARVAEZ (Ramon-Marie) (1880-1868), général espagnol. Il servit sous Mina dans l'armée de Catalogne (1821-1823), combattit les carlistes (1834-1836), se mit à la tête d'une insurrection contre Espartero et dut se réfugier en France (1840). En 1843, il rentra en Espagne, renversa Espartero et fut nommé par Isabelle II capitaine général, duc de Valence et président du ministère. Il devint impopulaire par ses rigueurs et sa politique réactionnaire, tomba du pouvoir (1846) et présida plusieurs cabinets conservateurs en 1849, 1856 et 1867.

NASSR-ED-DIN (1831-1896), chah de Perse. Il succéda à son père Méhémed (1848), tenta d'introduire des réformes dans son pays, visita divers pays d'Europe, triompha aisément de certains khans voisins de ses Etats, s'appuya sur la Russie, puis pencha vers l'Angleterre. Il mourut assassiné par un fanatique de la secte des babistes (1^{er} mai 1896).

NASSAU (Duc de). (V. ADOLPHE.)

NAUNDORFF (Charles-Guillaume)



Napoléon IV.

(m. en 1845), un des nombreux prétendus fils de Louis XVI. Né à Delft, il poursuivit les Bourbons de ses réclamations, vint à Paris en 1833 et assigna Louis-Philippe en restitution d'état civil. Expulsé de France, il se retira en Hollande.

NÉGRIER (Casimir) (1788-1848), général français. Il servit dans les guerres de la fin de l'Empire, en Algérie qu'il commanda par intérim (1842), fut député du Nord à la Constituante (1848) et reçut une blessure mortelle au faubourg Saint-Antoine pendant l'insurrection de Juin.

NEIPPERG (Albert-Adam, comte de) (1775-1829), second mari de Marie-Louise, veuve de Napoléon I^{er}.

NEMOURS (Duc de). (V. ORLÉANS.)

NESSELRODE (Charles-Robert, comte de) (1780-1862), diplomate russe. Il débuta dans la diplomatie en 1802, fut attaché à la chancellerie d'Etat (1810), contribua à l'abaissement de la Turquie, à la répression de la Pologne, secourut l'Autriche contre la Hongrie (1849), et essaya de détourner Nicolas I^{er} de son projet belliqueux en 1853. Il se retira des affaires en 1856, et a écrit une autobiographie.

NETTEMENT (Alfred-François) (1805-1869), homme politique français, Légitimiste convaincu, il écrivit dans les journaux de son parti depuis 1829 jusqu'à sa mort, fut député du Morbihan à la Législative et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

NEUCHÂTEL (Prince de). (V. BERTHIER.)

NEWCASTLE (Duc de). (V. CLINTON.)

NEY (Michel, duc d'ELCHINGEN, prince de la Moscova) (1769-1815). Pour la vie militaire du maréchal Ney, nous renvoyons le lecteur au vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.

En avril 1814, Napoléon le désigna avec le duc de Vicence et le duc de Tarente pour négocier la paix au nom de la régente Marie-Louise. Mais l'empereur Alexandre ayant exigé une abdication absolue, le maréchal Ney se rendit immédiatement à Fontainebleau et annonça à l'empereur qu'il devrait se retirer à l'île d'Elbe, où il serait pourvu d'une pension de 6 millions. Le maréchal fit ensuite, avec aussi peu de

dignité que possible, sa soumission aux Bourbons, et, lorsque Bonaparte eut débarqué à Cannes, il fut choisi pour se rendre au-devant du rebelle et de l'arrêter. Mais quand Ney apprit l'accueil enthousiaste fait à Napoléon, il oublia toutes les promesses qu'il avait faites à Louis XVIII, et, sur la place de Lons-le-Saunier, il lut aux troupes et à la population une proclamation qui lui avait été remise par des émissaires de son ancien maître et qui se terminait par ces mots :

« Soldats ! Je vous ai souvent menés à la victoire ; maintenant, je vais vous conduire à cette phalange immortelle que l'empereur Napoléon conduit à Paris et qui y sera sous peu de jours ; et là, notre espérance et notre bonheur seront réalisés. Vive l'empereur ! »

Le maréchal Ney vint ensuite rejoindre Napoléon à Auxerre, comptant naïvement lui imposer des conditions. Bien que tenu plutôt à l'écart pendant les Cent-Jours, il resta fidèle à l'empereur et se battit héroïquement à Waterloo. Après le retour des Bourbons, Ney fut arrêté, traduit devant un conseil de guerre qui se déclara incompetent, puis devant la Chambre des pairs qui le condamna à mort pour crime de haute trahison.

Le 7 décembre 1815, Ney fut conduit avenue de l'Observatoire où l'exécution devait avoir lieu. L'officier qui commandait le peloton fit offrir au maréchal de lui bander les yeux. « Ignorez-vous, répondit le prince de la Moscova, que, depuis vingt-cinq ans, j'ai l'habitude de regarder en face les boulets et les balles ? » Et il ajouta : « Je proteste, devant Dieu et la patrie, contre le jugement qui me condamne. J'en appelle aux hommes, à la postérité, à Dieu ! Vive la France ! » Ensuite le maréchal, ayant ôté son chapeau de la main gauche et posant la main droite sur sa poitrine, cria : « Soldats, droit au cœur. » Il tomba foudroyé.

NICOLAS I^{er} PAULOVITCH (1796-1855), empereur de Russie. Il succéda à



Ney.

son frère Alexandre I^{er} (1825), eut à réprimer la même année une révolte militaire à Pétersbourg en faveur de son frère Constantin, fit la guerre à la Perse (1826-1828), à la Turquie (1827-1829) et agrandit ses Etats au détriment de ces deux pays. Il fit peser sur la Pologne un régime de terreur, ferma la Russie aux influences occidentales et fut au dedans comme au dehors le représentant d'une politique impitoyable de réaction. Enivré par le rôle qu'il avait joué pendant la révolution de 1848 où il est apparu comme l'arbitre tout-puissant des destinées de l'Europe, il émit des prétentions si exorbitantes envers la Turquie que l'Europe s'en émut et que la guerre de Crimée s'ensuivit. Il mourut après les échecs successifs infligés à son armée quelques mois avant la chute de Sébastopol.

NICOLAS II (Nicolas-Alexandrovitich) (1868), empereur de Russie. Il entreprit de nombreux voyages, faillit être victime d'un fanatique, au Japon, et succéda à son père Alexandre III en 1894. Marié la même année à la princesse Alix de Hesse, il affirma son adhésion à la politique de son père et visita plusieurs

Nicolas I^{er}

notamment la France où il fut reçu avec enthousiasme (1897). En 1858, il se fit le propagateur de l'idée de désarmement.

NICOLAS I^{er} (Nikita-Petrovitch-Niecock) (1841), prince du Montenegro. Il succéda à son frère Danilo (1860), soutint contre les Turcs une lutte héroïque (1861-1862), s'allia avec la Serbie contre la Porte (1876), obtint par le traité de Berlin (1878) un agrandissement de territoire, et fut toujours soutenu par le tsar Alexandre III dans la famille duquel un double mariage a fait entrer deux de ses filles.

NICOTERA (Giovanni, baron) (1828-1894), homme politique italien. Membre de la « Jeune Italie », il servit la cause de la liberté, devint aide de camp de Garibaldi, député de Salerne au Parlement italien et siégea

à l'extrême gauche. Il eut le portefeuille de l'intérieur dans les cabinets Depretis (1876-1877) et Crispi (1887-1891).

NIEL (Adolphe) (1802-1869), maréchal de France. Il servit en Algérie, fit partie de l'expédition de Rome (1849), devint directeur du génie au ministère de la guerre, conseiller d'Etat, commanda le siège de Bomarsund (1854) et dirigea un moment les opérations devant Sébastopol. Sénateur de l'Empire, il prit part à la guerre d'Italie, fut nommé maréchal de France après Solferino et ministre de la guerre (1865). Il fit voter en cette qualité la loi militaire de 1868, œuvre d'un homme qui prévoyait les dangers de l'organisation défectueuse de l'armée française.



Niel.

NIGRA (Constantin, comte) (1828), diplomate italien. Secrétaire de Cavour (1856), il fut ambassadeur à Paris où son rôle fut considérable (1861-1870), en Russie (1876-1884), à Londres (1884) et à Vienne (1885).

NOAILLES (Jean-Louis-François-Paul, duc de) (1739-1824), homme politique français. Il fit la guerre de Sept ans, émigra à la Révolution et entra à la Chambre des pairs à la Restauration.

NOAILLES (Louis-Marie, vicomte de) (1756-1804), général français. Il servit la cause de l'indépendance en Amérique, adopta les principes de la Révolution et proposa, dans la nuit du 4 août, l'abolition des privilèges de la noblesse. Il commanda les avant-postes du camp de Valenciennes (1792), partit en Angleterre, reprit du service sous le Consulat et fut envoyé à Saint-Domingue avec le grade de général de brigade.

NOAILLES (Louis-Joseph-Alexis, comte de) (1783-1835), fils du précédent. Expulsé de France comme agent des Bourbons (1811), il fut chargé de missions auprès des souverains alliés en faveur de Louis XVIII, siégea dans les Chambres législatives sous la Restauration et fit de l'opposition à Louis-Philippe.

NOAILLES (Paul, duc de) (1802-1885). Pair de France sous Charles X,

il se rallia à la monarchie de Juillet, et prit une grande part aux discussions politiques, rentra dans la vie privée en 1848, et fut reçu à l'Académie française en 1849. Il a laissé quelques ouvrages historiques.

NOAILLES (Emmanuel-Henri-Victorien, marquis de) (1830-1896), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Washington (1872-1873), puis en Italie (1873-1876), il fut ambassadeur à Constantinople (1876-1882).



Noir (Victor).

NOIR (Victor Yvan SALMON, dit) (1848-1870), rédacteur du journal *la Marseillaise* (1869), il fut adressé comme témoin par M. Paschal Groussel auprès du

prince Pierre Bonaparte qui l'assassina dans sa maison d'Auteuil. (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

NOMPÈRE DE CHAMPAGNY. (V. CHAMPAGNY.)

NORMANBY (Constantin-Henry-Phipps, marquis de) (1797-1863), diplomate anglais. Membre de la Chambre des communes (1818), il siégea parmi les libéraux, entra à la Chambre des lords (1831), fut lord du sceau privé (1834), gouverneur de l'Irlande (1835-1839), secrétaire d'Etat pour les colonies (1839), pour l'inté-

rieur (1840-1841) et ambassadeur à Paris (1846-1851).

NOTHOMB (Jean-Baptiste, baron) (1805-1881), homme d'Etat belge. Il prit une grande part à la révolution de 1830, fut membre du Congrès pour le Luxembourg, ministre des travaux publics dans le cabinet catholique de Theux (1837-1840), ministre de l'intérieur (1841), président du conseil (1845) et devint impopulaire en voulant ménager les partis extrêmes. Il représenta ensuite la Belgique à Berlin.

NUBAR PACHA (1825-1899). Homme d'Etat égyptien, d'abord secrétaire interprète auprès de Méhémet-Ali et d'Abbas Pacha, il fut chargé de diverses missions diplomatiques à Londres (1850) et à Vienne (1854). Il fut ensuite chargé par Saïd Pacha d'organiser le transit égyptien pour les Indes et sous Ismaïl Pacha, il eut mission d'aller régler à Constantinople, puis à Paris, les difficultés soulevées par le percement de l'isthme de Suez. Ministre des travaux publics (1865), des finances (1866), il fut, en 1878, chargé par le khédivé de constituer un cabinet et s'adjoignit comme conseillers un Anglais, M. Rivers-Wilson, et un Français, M. de Bli-gnières. Démissionnaire en 1879, il fut de nouveau président du conseil (1884 à 1888). Depuis 1871, ce diplomate, d'une habileté incontestable, s'est montré de plus en plus dévoué à la politique et aux intérêts de l'Angleterre.

OBRENOVITCH. (V. MILOCH.)

O'CONNELL (Daniel) (1775-1847), patriote irlandais. Avocat populaire, il combattit pour l'émancipation de l'Irlande, fonda l'*Association catholique* (1823) dont l'organisation puissante alarma le gouvernement anglais. Poursuivi pour excitation à la révolte, et acquitté, il fut député du comté

de Clare (1828), refusa de prêter le serment, fut réélu en 1830 et se consacra jusqu'à sa mort à la défense des intérêts de l'Irlande. Il réussit à arracher quelques réformes libérales, organisa de nombreux meetings et mérita le nom de « libérateur ».

O'CONNOR (Feargus-Edward) (1796-1855), agitateur irlandais. Avocat et

plusieurs fois député au Parlement, il fut fréquemment condamné pour sa défense des classes laborieuses. On l'enferma en 1853 dans un asile d'aliénés.

ODILON BARROT. (V. BARROT.)

O'DONNELL (Don José-Enrique, comte de l'ABISHAL) (1770-1834), général espagnol. Il servit dans les guerres contre les Français, fut nommé par les Cortès membre de la régence (1812), par Ferdinand VII capitaine général de l'Andalousie (1814), se prononça pour les constitutionnels, mais ne s'opposa pas à l'invasion française (1823). Il se réfugia en France.

O'DONNELL (Léopold, comte de LUCENA, duc de TETUAN) (1808-1867), homme d'Etat espagnol. Il combattit les carlistes et délivra la ville de Lucena attaquée par Cabrera, essaya de renverser Espartero et dut quitter l'Espagne. Rentré en 1843, nommé capitaine général à Cuba, sénateur, il sembla à la tête des progressistes et devint ministre de la guerre et capitaine général des armées (1854). Narvaez le fit descendre du pouvoir en 1856; il y remonta en 1858, et la guerre du Maroc lui acquit une grande popularité.

O'DONOVAN (1831), agitateur irlandais. Pendant qu'il subissait, en 1869, la peine de la reclusion, il fut élu député de Tipperary à la Chambre des communes; son élection fut annulée, mais il fut mis en liberté et gagna les Etats-Unis, où il constitua le « fonds irlandais » destiné à subvenir aux besoins de la cause irlandaise. Dans l'*United Ireland*, fondé en 1881, il préconisa la violence et c'est à l'influence de ces provocations qu'on attribua les attentats de la Tour de Londres et du palais de Westminster (1885).

ØRSTED (Anders-Sandæe) (1778-1860), homme d'Etat danois. Procureur général de la Cour (1825-1848), ministre d'Etat (1842), président du cabinet (1853), il tint les portefeuilles du culte et de l'intérieur, puis celui de la justice.

OGŪSKI (Michel-Cléophas, comte) (1765-1833), homme politique polonais. Il lutta pour l'indépendance de son pays, devint grand trésorier de la Lithuanie (1793-1794), se joignit à Kosciuszko et se réfugia à Venise

après la défaite de la Pologne. Il rentra en 1801, prêta le serment de fidélité au tsar qui le fit sénateur (1810).

O'KELLY (1845). Homme politique et journaliste irlandais, il servit en France dans la légion étrangère et prit part à la guerre franco-allemande. Rédacteur au *New York Herald*, puis au *Daily News*, il fut envoyé comme correspondant au Soudan, lors de l'insurrection des Mahdistes. De retour en Angleterre, il devint l'un des chefs du mouvement irlandais et fut élu, en 1885, membre de la Chambre des communes. Non réélu aux élections de 1892.

OLLIVIER (Démosthène) (1799-1884). Négociant à Marseille, député des Bouches-du-Rhône à la Constituante (1848), il siégea à la Montagne, combattit la politique de Louis-Napoléon et l'expédition de Rome, fut arrêté après le 2 décembre 1851 et expulsé. Il rentra en France en 1860.

OLLIVIER (Émile) (1825), fils du précédent. Avocat à Paris, préfet de Marseille, puis de Chaumont (1848), il reprit sa place au barreau et se fit un nom à la suite de brillantes plaidoiries. Député de Paris (1857), il fit partie du groupe des « Cinq »; réélu en 1863, il prit souvent la parole et se sépara de la gauche vers 1866. Élu dans le Var (1869), il se rallia à l'Empire, devint président du conseil et ministre de la justice (1870) et inaugura la politique de l'Empire libéral, organisa le plébiscite du 8 mai,



Ollivier (Émile).

poursuivit les républicains, et à la suite du refus d'audience de l'ambassadeur Benedetti par Guillaume de Prusse, déclara à la Chambre que la guerre était inévitable et qu'il en acceptait les conséquences d'« un cœur léger » (15 juillet). Après les premiers échecs, il fut renversé du pouvoir (9 août), partit pour l'Italie et ne revint qu'en 1873. Il avait été élu membre de l'Académie française en 1870 et se présenta sans succès à diverses élections législatives. Il a écrit divers ouvrages pour justifier sa politique et ne semble pas avoir

conscience de la terrible responsabilité que lui ont créée ses fautes.

OLOZAGA (Don Salustiano) (1803-1874), homme d'Etat espagnol. Avocat à Logroño, il fut député aux Cortès et siégea parmi les libéraux. Ambassadeur à Paris (1840), chargé par Isabelle de constituer un cabinet (1843), il ne resta pas au pouvoir, partit pour l'Angleterre, fut arrêté en 1847 malgré l'amnistie, et relâché par crainte d'une insurrection populaire. Il fut encore ambassadeur à Paris (1854-1856) et en 1868.

ORENSE (José-Maria, marquis d'ALBAÏDA) (1800-1880), homme politique espagnol. Il servit contre la France dans les rangs des constitutionnels (1823), se réfugia en Angleterre et ne revint qu'à la mort de Ferdinand VII. Député aux Cortès (1844), il fit de l'agitation républicaine en 1848, échoua et vint en France d'où il fut expulsé après le coup d'Etat de 1851. Rentré en Espagne (1854) il fut élu député de Madrid; de nouveau expulsé pour ses opinions avancées, il revint dans son pays après la révolution de 1868, fit partie des Cortès constituantes et vota pour la république et fit encore de l'opposition sous le règne d'Alphonse XII.

ORLÉANS (Famille d'). *Louis-Joseph-Philippe*, dit *Philippe-Egalité* (1747-1793), eut de sa femme Louise-Marie de Penthièvre : *Louis-Philippe I^{er}* (V. ce nom), *Antoine-Philippe*, duc de Montpensier (1775-1807) et *Alphonse-Léodgard*, comte de Beaujolais (1779-1808).

Louis-Philippe eut huit enfants : *Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri-Rose*, duc d'Orléans (1810-1842), qui servit en Afrique, périt à Neuilly d'un accident de voiture, et eut deux fils : 1° *Louis-Philippe*, comte de Paris (1838-1894), qui servit dans l'armée fédérale pendant la guerre de la Sécession, se fit rembourser en 1871 les biens confisqués à sa famille par Napoléon III, opéra la fusion en 1873 avec le comte de Chambord et, à la mort de ce dernier, fit acte de prétendant et se vit interdire comme tel le territoire de la République (1886). De ses six enfants, *Louis-Philippe-Robert* (1869), le chef de la famille, a déjà fait acte de prétendant; 2° *Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand*, duc de Chartres (1840), qui

servit avec le précédent en Amérique dans l'armée du Nord, fit la campagne de 1870-1871 dans l'armée de Chanzy, sous le nom de Robert le Fort, et devint général de brigade.

Louise, reine des Belges (1812-1852).
Marie, princesse de Wurtemberg (1813-1839).

Louis-Charles-Philippe-Raphaël, duc de Nemours (1814-1896), général français, qui fit les deux campagnes de Belgique et servit en Algérie.

Clémentine, princesse de Saxe-Cobourg-Golha (1817-1898).

François-Ferdinand-Philippe-Louis-Marie, prince de Joinville (1818), vice-amiral français, qui servit en Algérie, attaqua les batteries du fort de Saint-Jean-d'Ulloa et força les portes de la Vera-Cruz (1838). Il ramena sur la *Belle-Poule* les cendres de Napoléon I^{er} (1840), servit en 1870 dans l'armée de la Loire sous le nom de « colonel Lutherod », fut élu député de la Haute-Marne (1871) et rentra dans la vie privée en 1876.

Henri-Auguste-Philippe-Louis, duc d'Aumale (1822-1897), général français. Il hérita de la fortune considérable du dernier Condé, servit en Algérie dont il fut nommé gouverneur général (1847-1848), écrivit sous l'Empire, pendant son exil, de nombreux ouvrages, entre autres *l'Histoire des princes de Condé*, représenta le département de l'Oise à l'Assemblée nationale (1871), rentra dans le cadre d'activité avec le grade de général de division (1872) et présida le conseil de guerre chargé de juger Bazaine (1873).

Commandant du 7^e corps d'armée (1873), inspecteur général des corps d'armée (1879), il fut mis en non-activité par retrait d'emploi (1883) et rayé des cadres de l'armée (1886). Il se retira à Bruxelles après l'interdiction du territoire de la République aux prétendants (1886), et rentra en France (1889) après la donation du domaine de Chantilly à l'Académie française dont il faisait partie depuis 1871.



Duc d'Aumale.

Antoine-Marie-Philippe-Louis, duc de Montpensier (1824-1890), général espagnol. Il servit en Algérie comme sesfrères, épousa la sœur d'Isabelle II d'Espagne (1846) et devint capitaine général (1859). Candidat au trône d'Espagne, il tua en duel don Henri de Bourbon, cousin de la reine (1870), fut condamné à l'éloignement, puis exilé à l'avènement d'Amédée I^{er} (1871) et reentra en Espagne à l'avènement de son neveu Alphonse XII.

ORLOV (Alexis-Fédorovitch, comte) (1788-1861), général russe. Il servit dans la campagne de France (1814), soutint Nicolas I^{er} lors de son avènement au trône (1825), arrêta Ibrahim-Pacha sur les rives du Bosphore (1833), reçut le commandement en chef de la gendarmerie (1844) et présida le conseil de l'Empire après avoir signé la paix de 1856.

ORNANO (Philippe-Antoine, comte d') (1784-1863), maréchal de France. Il fit les guerres de l'Empire, devint général de division en 1812, fut maintenu dans son grade par la première Restauration, mais, ayant servi Napoléon pendant les Cent-Jours, fut exilé en Belgique. Pair de France (1832), député d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il soutint la politique de l'Élysée, devint sénateur (1852), gouverneur des Invalides (1853) et maréchal de France (1861).

ORNANO (Gustave CUNÉO D') (1845), homme politique français. Avocat à Paris, journaliste, devint député de Cognac (1876), siégea dans le groupe de l'Appel au peuple, fut réélu constamment et se signala par ses nombreuses interpellations.

ORSINI (Felice) (1819-1858), révolutionnaire italien. Membre de la Constituante romaine et gouverneur d'Ancône (1849), réfugié à Rome, mêlé à de nombreux complots, il fut guillotiné à Paris après son attentat contre la vie de Napoléon III (4 janvier 1858).



Orsini.

ORTS (Charles) (1814-1880), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, député libéral de cette ville (1848), il devint vice-président de la Chambre (1856) et combattit vigoureusement les cabinets catholiques.

OSCAR I^{er} (1799-1859), roi de Suède et de Norvège. Fils de Bernadotte (Charles XIV), il monta sur le trône en 1844, proposa quelques mesures libérales et fit des améliorations matérielles dans le pays.

OSCAR II (Frédéric) (1829), roi de Suède. Il monta sur le trône en 1872, eut de nombreuses difficultés avec le Parlement et les tendances séparatistes des Norvégiens, et s'occupa de travaux littéraires.

OSMAN PACHA (1832), maréchal et homme d'Etat turc. Il fit les campagnes de Crimée (1854), de Syrie (1860), de Crète (1867) et commanda le corps de Widdin contre les Serbes et les Russes; il défit ces derniers près de Plewna (1877), mais ne put empêcher la prise de cette ville. Ministre de la guerre (1878), de nouveau en 1882 et en 1888, il jouit d'une grande influence auprès du sultan.

OSTROWSKI (Thomas-Adam Rawicz-) (1739-1817), homme d'Etat polonais. Chambellan de Stanislas Poniatowski, ministre des finances, il fut interné par les Russes à Kiev, reçut en 1809 le titre de maréchal du grand-duché de Varsovie et présida de 1811 à 1813 le Sénat.

OSTROWSKI (Antoine-Jean, comte) (1782-1845), homme politique polonais. Il servit Napoléon I^{er}, fit de l'opposition au gouvernement du grand-duc Constantin, dut quitter la Pologne et vint revivre lors de l'insurrection de Varsovie (1830). Il se réfugia en France après la victoire des Russes (1831).

OTHON (1815-1867), roi de Grèce de 1832 à 1862. Fils de Louis I^{er} de Bavière, il monta sur le trône de Grèce après le refus de Léopold de Saxe-Cobourg. Son règne fut signalé par le gaspillage des fonds publics, l'envahissement des fonctions publiques par les Bavaois, les luttes des partis politiques et la succession rapide des ministères. Il s'enfuit en 1862 devant une insurrection et mourut en Bavière.

OTRANTE (Duc d'). (V. FOURNÉ.)

OTTO (Louis-Guillaume, comte de Mosloy) (1754-1817), diplomate badois au service de la France. Il remplit diverses missions sous la République et l'Empire aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en Bavière (1805) et fut ambassadeur à

Vienne (1809) où il negocia le mariage de Marie-Louise avec Napoléon I^{er}.

ODINOT (Nicolas-Charles, duc de Reggio) (1767-1847), maréchal de France. Il fit toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, montra partout une bravoure éclatante : trente-cinq blessures en témoignèrent. Gouverneur d'Erfurt pendant le congrès de ce nom, il fut nommé maréchal de France, gouverna Berlin en 1812, et se fit remarquer jusqu'à la fin de la campagne de France. Ministre d'Etat, pair de France sous la Restauration, il fit la campagne d'Espagne (1823), et mourut gouverneur des Invalides.

ODINOT (Charles-Nicolas-Victor, duc de Reggio) (1791-1863), général français, fils du précédent. Il servit dans les dernières années de l'Empire, se rallia aux Bourbons, devint écuyer de Louis XVIII, démissionna en 1823, reprit du service (1835) et dut quitter l'armée à la suite d'une blessure reçue en Algérie, au combat de l'Habra. Député de Saumur (1842), réélu en 1847, il siégea dans les rangs de l'opposition, représenta le département de

Maine-et-Loire à la Constituante (1848), commanda l'expédition de Rome (1849), vint siéger à la Législative comme député de la Meuse (1849) et combattit la politique de l'Elysée. Il fut arrêté le 2 décembre 1851 à la mairie du X^e arr. et resta depuis dans la vie privée.

OUVRARD (Gabriel-Julien) (1770-1846). Entrepreneur du service des subsistances de la marine, par l'intermédiaire de Barras, puis chargé des fournitures pour la guerre et la marine, il réalisa une fortune scandaleuse, fut exélu des marchés en 1806 et arrêté en 1810. Relâché à la Restauration, il recommença ses fraudes en 1823, et fut incarcéré pour cinq ans. A partir de 1830, il traita des opérations financières avec don Miguel et don Carlos.

OWEN (Robert) (1771-1858), socialiste anglais. Directeur d'une filature à Lanark, il fit l'essai d'un système d'éducation, fonda aux Etats-Unis la Nouvelle-Harmonie (1823), revint en Angleterre à peu près ruiné et multiplia ses écrits socialistes en faveur du « régime rationnel ». (V. volume SOCIALISME.)

P

PACCA (Barthélémy) (1756-1844), prélat italien. Evêque de Velletri, cardinal en 1801, ministre camerlingue de Pie VII (1808), auteur de la bulle d'excommunication contre Napoléon I^{er} (1809), il fut enlevé et emprisonné à Fenestrelle jusqu'en 1812, rejoignit le pape à Fontainebleau et rentra à Rome en 1814.

PADOUE (Duc de). (V. ARRIGUI.)

PAGANEL (Pierre) (1745-1826), conventionnel. Curé de Noailles, il prêta le serment civique, fut député de Villeneuve-d'Agén à l'Assemblée législative et à la Convention, vota la mort de Louis XVI, devint secrétaire général du ministère des relations ex-

terieures, chef de division à la grande chancellerie sous l'Empire et fut banni comme régicide en 1816.

PAGNERRE (Louis-Antoine) (1805-1854), homme politique français. Libraire-éditeur, il fit paraître un grand nombre de pamphlets politiques sous Louis-Philippe, fut député à la Constituante (1848) et maire du X^e arr. de Paris.

PAIXHANS (Henri-Joseph) (1783-1854), général français. Inventeur des canons-obusiers, il fit les guerres de l'Empire et représenta le département de la Moselle sous la monarchie de Juillet.

PALACKY (Franz) (1798-1876),

homme politique et historien tchèque. Historiographe national (1829), il a laissé de nombreux ouvrages sur son pays, fut un des chefs du parti slave à partir de 1848 et entra à la Chambre des seigneurs d'Autriche en 1861.

PALIKAO (Comte de). (V. COUSIN-MONTAUBAN.)

PALMELLA (Pedro de Souza-Holstein, duc de) (1786-1850), homme d'Etat portugais. Ministre des affaires étrangères, régent du royaume (1828), il aida dona Maria à monter sur le trône, devint président du conseil des ministres de 1834 à 1836 et de 1846 à 1850.

PALMERSTON (Henry-John Temple, lord) (1784-1865), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1807), lord de l'amirauté et secrétaire de la guerre, il se mit du côté des conservateurs libéraux, fit de l'opposition au cabinet Wellington, devint ministre des affaires étrangères dans le cabinet Grey (1830) et joua un rôle considérable jusqu'en



Palmerston.

1841. Il reprit son portefeuille en 1846, se mêla activement à toutes les affaires du continent, dut donner sa démission en 1851, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Aberdeen (1852), chef du cabinet et premier lord de la Trésorerie (1855), poste qu'il conserva jusqu'à sa mort avec une interruption d'un an (1858-1859). Politicien audacieux et habile, très populaire, peu scrupuleux sur l'emploi des moyens, il soutint les intérêts anglais en exploitant les antipathies des grandes puissances entre elles.

PARDESSUS (Jean-Marie) (1772-1853). Avocat à Blois, maire de cette ville et député au Corps législatif (1807), il fut député par le dép. de Loir-et-Cher à la Chambre (1815), vota avec les ultraroyalistes, échoua aux élections suivantes, mais fut élu par le dép. des Bouches-du-Rhône de 1820 à 1830. Conseiller à la Cour de cassation depuis 1816, il démissionna lors de la révolution de Juillet et a laissé de nombreux ouvrages de ju-

risprudence et d'histoire. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

PARIEU (Marie-Louis-Pierre-Félix Esquirot de) (1815-1895). Docteur en droit, député du Cantal à la Constituante et à la Législative (1848-1851), ministre de l'instruction publique (1849-1851), il favorisa l'influence du clergé, entra au Conseil d'Etat sous l'Empire et en devint président (1870) sous le ministère Ollivier avec le titre de ministre. Sénateur du Cantal (1876), il vota avec la droite et échoua aux élections de 1885.

PARNELL (Charles-Stewart) (1845-1891), homme politique irlandais. Député de Meath (1875), il prit la tête de la ligue du « Home Rule », se fit remarquer par sa politique d'obstruction à la Chambre des communes, acquit une grande popularité au sein de la population irlandaise et organisa puissamment la « Ligue agraire ». A la suite de manifestations, il fut emprisonné, recueillit à sa sortie (1882) des souscriptions nombreuses d'Amérique, continua sa propagande et fit élire aux élections de 1885 quatre-vingt-cinq de ses partisans. En butte à de graves accusations de la part d'un faussaire, il intenta au *Times* un procès en diffamation et se désista de la plainte moyennant une somme de 125,000 francs (1890). Convaincu d'adultère avec la femme du capitaine O'Shea, il perdit sa popularité et l'appui de Gladstone qui s'était approprié la politique du « Home Rule ». Le parti irlandais se divisa entre parnellistes et antiparnellistes, et, au milieu de ce désarroi, Parnell mourut presque subitement (7 octobre 1891).



Parnell.

PASQUIER (Etienne-Denis, duc) (1767-1862). Conseiller d'Etat et préfet de police (1810), il se rallia à Louis XVIII, devint ministre de la justice (1815), député et président de la Chambre (1816); de nouveau ministre de la justice (1817), puis des affaires étrangères (1819-1821), il combattit toutes les réformes libérales, entra à la Chambre des pairs (1821) et vota avec les membres de l'oppo-

sition. Après la révolution de 1830, il fut président de la Chambre des pairs jusqu'en 1848, chancelier de France (1837), membre de l'Académie française (1842) et rentra dans la vie privée après le 24 février 1848. Il a laissé des *Mémoires* qui sont une des sources les plus précieuses de l'histoire contemporaine.

PASSY (Antoine-François) (1792-1873). Préfet de l'Eure (1830), révoqué en 1837, il fut député des Andelys et siégea au centre gauche. Conseiller d'Etat (1840), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur jusqu'en 1848, il soutint de toutes ses forces le gouvernement de Louis-Philippe.

PASSY (Hippolyte-Philibert) (1793-1880). Il servit dans l'armée à la fin de l'Empire, fit de l'opposition à la Restauration dans les journaux, notamment dans *le National*, représenta l'arrondissement de Louviers à la Chambre (1830) et siégea au centre gauche. Ministre des finances (1834), du commerce (1836), chef du cabinet avec le portefeuille des finances (1839-1840), pair de France (1843), ministre des finances dans le premier ministère de Louis-Napoléon (1848-1849), il fut élu député à la Législative par les départements de l'Eure et de la Seine et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

PASSY (Frédérie) (1822). Auditeur au conseil d'Etat (1846-1848), il s'adonna aux sciences économiques, fonda la Ligue internationale de la Paix, fut élu député de Paris (1881) et siégea au centre gauche. Réélu en 1885, il échoua en 1889. — Il a publié de nombreux ouvrages d'économie politique.

PASTORET (Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre, marquis de) (1756-1840). Il accepta les principes de la Révolution, fut procureur syndic de la Seine (1791), député de Paris à l'Assemblée législative, émigra pendant la Terreur et rentra en France en 1795. Député du Var aux Cinq-Cents, il se réfugia en Suisse après le 18 fructidor, revint en 1800, fut sénateur (1809), pair de France (1815), membre de l'Académie française (1820), ministre d'Etat (1826) et chancelier (1829). Il ne se rallia pas à la monarchie de Juillet.

PASTORET (Amédée-David, marquis de) (1791-1857), homme politique

français. Il servit dans l'administration sous l'Empire, devint conseiller d'Etat (1824), administrateur des biens du comte de Chambord en France, et se rallia à Napoléon III qui le fit sénateur (1852).

PAULINE BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

PEDRO (Dom) (1798-1834), empereur du Brésil sous le nom de Pierre 1^{er}, et roi de Portugal sous le nom de Pierre IV. Il partit pour le Brésil lors de l'invasion française en Portugal (1807), resta lorsque son père Jean VI monta sur le trône à Lisbonne, devint régent du Brésil, puis empereur (1822). A la mort de Jean VI (1826), il hérita de la couronne de Portugal qu'il laissa à sa fille dona Maria, laquelle fut bientôt détrônée par dom Miguel. Détrôné à son tour (1831), dom Pedro reparut en Portugal, releva le trône de sa fille (1833), força l'usurpateur à quitter le pays, fut élu régent par les Cortès et mourut presque aussitôt après.

PEDRO II DE ALCANTARA (1825-1891), empereur du Brésil, fils du précédent. Il succéda à Pedro 1^{er} à l'âge de cinq ans, sous la tutelle de Andrada e Sylva, puis d'un conseil de régence, prit la couronne en 1841 et fit de grands efforts en faveur de la prospérité de son pays. Il voyagea beaucoup, séjourna longtemps en Europe, s'occupa de sciences, et fut renversé en 1889 surtout à cause de l'impopularité de sa fille et de son gendre, le comte d'Eu.

PEDRO V DE ALCANTARA (1837-1861), roi de Portugal. Fils de Marie II de Portugal et de Ferdinand de Saxe-Cobourg, il monta sur le trône de Portugal en 1853, prit le gouvernement en 1855 et gouverna constitutionnellement. Il avait épousé une princesse de Hohenzollern-Sigmaringen.

PEEL (Sir Robert) (1788-1850), célèbre homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1809), il siégea dans le parti tory, ce qui ne l'empêcha pas de pratiquer une politique de réformes; il fit voter l'émancipation des catholiques



Pedro II.

et forma avec Wellington et Aberdeen (1841-1846) le cabinet qui supprima les taxes sur les céréales, et



Peel (Robert).

fonda véritablement le régime économique de l'Angleterre contemporaine; il fit voter l'*income-tax* (1842) qui lui ouvrit une énorme source de revenus, appuya les whigs et mourut d'une chute de cheval.

PEIXOTO (Flo-

riano) (1842-1895), président des États-Unis du Brésil. Major général de l'armée lors de la proclamation de la république (1889), ministre de la guerre (1890), vice-président de la République (1891), il remplaça la même année le maréchal Da Fonseca et exerça une véritable dictature jusqu'en 1894.

PELET (Jean-Jacques-Germain, baron) (1777-1858), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, fut mis en demi-solde sous la Restauration, devint après 1830 commandant de l'école d'état-major, directeur du dépôt de la guerre, député de Toulouse (1831) et vota avec l'opposition. Membre de la Chambre des pairs (1837), député de l'Ariège à la Législative (1850), il soutint la politique de Louis-Napoléon qui le choisit comme membre de la commission consultative du Sénat.

PELET DE LA LOZÈRE (Jean, comte) (1759-1842). Avocat au parlement de Provence, président du directoire de la Lozère et député à la Convention, il siégea avec les modérés, participa à la chute de Robespierre, fut membre du conseil des Cinq-Cents, préfet de Vaucluse après le 18 brumaire, conseiller d'Etat (1802) et chargé jusqu'à la fin de l'Empire de la haute police dans quarante-deux départements. La Restauration le fit pair de France (1819); il se rallia à la monarchie de Juillet.

PELET DE LA LOZÈRE (Privat-Joseph-Claramond, comte) (1785-1871), fils du précédent. Préfet de la Lozère sous l'Empire, préfet de Loir-et-Cher (1819-1823), député de Loir-et-Cher (1827-1837), il entra à la Cham-

bre des pairs en 1837, après avoir été ministre de l'instruction publique (1836). Il eut encore le portefeuille des finances dans le cabinet Thiers (1840).

PÉLISSIER (Jean-Jacques-Amable) (1792-1864), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Espagne (1823), de Morée (1828-1829), puis d'Algérie où il guerroya longtemps, fut appelé, en Crimée, à remplacer Canrobert au siège de Sébastopol, et prit la ville d'assaut en 1855. Nommé maréchal de France et duc de Malakoff, il reçut l'ambassade de Londres, la grande chancellerie de la Légion d'honneur et le gouvernement général de l'Algérie (1860). (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

PÉLISSIER (Philippe-Xavier) (1812-1884), général et homme politique français. Il prit part à la guerre de Crimée, fit partie de l'armée de Paris pendant la guerre franco-allemande, et fut élu sénateur de la Haute-Marne en 1876. Il siégea au centre gauche, fut réélu en 1879 et devint questeur du Sénat.

PELLETAN (Pierre-Clément-Eugène) (1813-1883). Littérateur et journaliste de talent, il collabora à plusieurs journaux politiques, sous l'Empire, fut élu député de la Seine (1863), réélu en 1864 après son invalidation, et fit une opposition très vive au régime impérial à la tribune et dans la presse. Réélu en 1869, il devint, après le 4 septembre 1870, membre du



Pelletan (Eugène).

gouvernement de la Défense nationale, député des Bouches-du-Rhône (1871) et siégea à l'Union républicaine. Sénateur des Bouches-du-Rhône (1876), il combattit les hommes du Seize-Mai et devint vice-président du Sénat (1879).

PELLETAN (Charles-Camille) (1846), fils du précédent. Député d'Aix (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu jusqu'à ce jour et joua un rôle important à la



Pelletan (Camille).

Chambre, surtout dans les questions budgétaires. Il occupe une place importante dans le journalisme politique. En 1898, il fut rapporteur général du budget.

PELLICO (Silvio) (1788-1854). (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

PEPOLI (Joachim-Napoléon, marquis) (1825-1881), homme politique italien. Membre du comité de salut public de Bologne, il combattit les Autrichiens, prit part à l'insurrection des Romagnes (1859), fut ministre des finances et des affaires étrangères du gouvernement provisoire, puis député de Bologne au Parlement italien, gouverneur de l'Ombrie, ministre du commerce (1862), de l'intérieur, ministre plénipotentiaire à Pétersbourg (1863-1864). Il négocia à Paris la convention du 15 septembre 1864 et fut ambassadeur à Vienne (1868-1870).

PERCEVAL (Spencer) (1762-1812), homme d'État anglais. Avocat, membre de la Chambre des communes (1797), chancelier de l'Échiquier (1807), lord de la Trésorerie (1809), il fut assassiné à la porte du Parlement (1812).

PÉRIER (Casimir) (1777-1832). Directeur d'une maison de banque, député de Paris (1817), il se rangea du côté de l'opposition, fut ministre sans portefeuille après la révolution de 1830, président de la Chambre (1831), chef du cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (même année) et comme tel prit des mesures de rigueur contre les partis d'opposition. Il mourut du choléra en 1832, à la suite d'une visite faite à l'Hôtel-Dieu de Paris.

PÉRIER (Auguste-Casimir-Victor-Laurent) (1811-1876), fils du précédent. Député de Paris (1846), il siégea parmi les conservateurs libéraux. Député de l'Aube à la Législative (1849), il protesta contre le coup d'État du 2 décembre 1851 et fut emprisonné quelques jours. Député de l'Aube (1871), il vota avec le centre gauche, devint ministre de l'intérieur (1871-1872 et 1873) et sénateur inamovible (1876).

PERIER (Casimir-). (V. CASIMIR-PÉRIER.)

PERIN (Georges) (1838). Il se fit remarquer comme opposant à l'Empire, collabora à *la Cloche*, fut nommé

préfet de la Haute-Vienne le 6 septembre 1870, puis commissaire civil au camp de Toulouse. Elu député de la Haute-Vienne en 1873, il fut l'un des promoteurs du mouvement en faveur de l'amnistie et, en 1876, un des 363. Réélu en 1881, M. Georges Perin siégea à l'extrême gauche et fit une opposition ardente à la politique coloniale préconisée par Jules Ferry. Réélu en 1885 dans la Seine et dans la Haute-Vienne, il opta pour ce département et ne se représenta plus en 1889.

PERRIN (Victor). (V. VICTOR.)

PERSIGNY (Duc de). (V. FIALIN.)

PERSIL (Jean-Charles) (1785-1870). Avocat, député de Condom (1830), procureur général à la cour de Paris, ministre de la justice (1834 et 1836), directeur de la Monnaie de Paris (1837-1839), pair de France, il se montra l'adversaire de toute réforme. Napoléon III le fit entrer au Conseil d'État (1852).

PETIET (Claude) (1749-1806), homme politique français. Secrétaire général de l'intendance de Bretagne, sous l'ancien régime, commissaire général aux armées (1792-1795), il fut député d'Ille-et-Vilaine au conseil des Anciens (1795), appelé au ministère de la guerre jusqu'au 18 fructidor, député au conseil des Cinq-Cents (1799), conseiller d'État (1800), administrateur de la République Cisalpine, intendant général de l'armée (1803) et sénateur (1806).

PÉTION (Alexandre SABÈS, dit) (1770-1818), président de la République d'Haïti. Il prit les armes contre les Anglais dès 1791, soutint Rigaud contre Toussaint-Louverture, aida le général Leclerc, puis Dessalines, renversa ce dernier et combattit Christophe. Il proclama la république dont il fut le premier président et fut un puissant appui pour Bolivar, le libérateur des colonies espagnoles sud-américaines.

PÉTROU (Albert) (1857-1897). Avocat, il entra au Conseil municipal de Paris en 1887 et devint vice-président du Conseil général de la Seine. En 1893, il fut élu député du 1^{er} arrondissement et vota constamment avec les radicaux-socialistes. M. Pétrou, qui s'était fait une sorte de spécialité des conférences anticléricales, était président du conseil de

l'ordre du Grand-Orient de France.

PEYRAT (Alphonse) (1812-1891). Il débuta dans le journalisme, devint directeur de *la Presse* (1857) et de *l'Avenir national* (1865), député de la Seine (1871) et siégea à l'extrême gauche, puis à l'Union républicaine. Sénateur de la Seine (1876), il dirigea le comité de résistance au Seize-Mai et devint vice-président du Sénat.

PEYROU (Alexandre-Louis-Joseph) (1823-1892), vice-amiral français. Il servit en Crimée, en Italie, en Cochinchine et au Mexique, fut chef d'état-major général au ministère de la marine (1880-1882), ministre de la marine (1883-1885), sénateur inamovible (1884) et questeur du Sénat.

PEYRONNET (Charles-Ignace, comte de) (1775-1853). Avocat, procureur général à Bourges, député de la Gironde (1820), il fut ministre de la justice (1821-1828) et se signala par sa soumission aux ultraroyalistes et à la « congrégation ». Pair de France (1828), ministre de l'intérieur (1830), il contresigna les ordonnances de Juillet et fut condamné par la Cour des pairs avec les membres du cabinet Polignac. Il sortit du fort de Ham en 1836.

PEYTRAL (Paul-Louis) (1812). Pharmacien à Marseille, député de cette ville (1881), réélu jusqu'à ce jour, il siégea parmi les radicaux et fut sous-secrétaire d'État aux finances (1888-1889), puis en 1893. Dans le cabinet présidé par Brisson, il fut de nouveau ministre des finances (1898).

PFORDTEN (Louis-Charles-Henri von der) (1811-1880), homme d'État allemand. Docteur en droit, professeur à Leipzig, il devint ministre en Saxe (1848-1849), ministre des affaires étrangères et chef du cabinet en Bavière (1849-1859), et de nouveau de 1863 à 1866. Sa politique n'avait pas toujours été très nette; il quitta le pouvoir après la victoire de la Prusse (1866).

PHILLIMORE (Sir Robert-Joseph)

(1810-1885), homme politique anglais. Avocat, chancelier de Chichester et de Salisbury, juge à la haute cour (1867), il fit partie de la Chambre des communes et y montra une grande indépendance.

PICARD (Louis-Joseph-Ernest) (1821-1877). Député de Paris (1858), il fit partie du groupe des « Cinq », fut réélu en 1863 et 1869, combattit l'Empire, mais se sépara de l'opposition intransigeante et forma la « gauche ouverte ». Membre du gouvernement de la Défense nationale (1870) et ministre des finances, il se signala par ses rigueurs contre les partis avancés, devint ministre de l'intérieur (1871), ambassadeur à Bruxelles (1871-1873), sénateur (1875), et siégea au centre gauche.

PICHAU (Léon-Laurent) (1823-1886). Ecrivain et journaliste d'opposition sous l'Empire, il devint député du département de la Seine (1871), siégea à l'extrême gauche, entra au Sénat comme membre inamovible (1875) et combattit le Seize-Mai.

PICHEGRU (Charles) (1761-1804), général français. Sous-officier en 1789, il accueillit avec joie les principes de la Révolution, gagna rapidement ses grades à l'armée du Rhin, à l'armée du Nord, et conquit la Hollande (1795). A l'armée du Rhin, il se laissa séduire par les offres de Condé, fut remplacé par Moreau, entra au conseil des Cinq-Cents (1797) et fut relégué comme royaliste à la Guyane après le 18 fructidor. Il s'évada, passa à Londres, conspira avec Cadoudal, vint secrètement à Paris où il fut arrêté (1804). On le trouva étranglé dans la prison du Temple.

PICHON (Stephen) (1857). Il fit ses débuts dans le journalisme à la *Commune affranchie* et devint, en 1880, rédacteur de *la Justice*, journal de M. Clemenceau. Conseiller municipal de Paris en 1882, réélu en 1884, il entra au Parlement aux élections d'octobre 1885, siégea à l'extrême gauche et se fit remarquer par son ardente opposition au boulangisme. Battu aux élections de 1889, M. Pi-



Peytral.



Pichegru.

chon a abandonné momentanément la vie politique et est entré dans l'administration coloniale.

PIE VII (Barnabé-Louis, comte CILARAMONTI) (1742-1823), pape. Evêque de Tivoli, puis d'Imola, cardinal (1785), il fut élu pape en 1800 dans un conclave tenu à Venise. Il signa avec le premier consul Bonaparte le concordat de 1801, sacra Napoléon 1^{er} empereur (1804); dépouillé de son pouvoir temporel, il fut arrêté en 1809, emprisonné à Savone, puis à Fontainebleau. Il retourna à Rome en 1814, rétablit les jésuites et mourut en 1823.

PIE VIII (François-Xavier CASTIGLIONI) (1761-1830), pape. Confident de Pie VII, il fut évêque de Montalto (1800), cardinal (1816), et élu pape en 1829.

PIE IX (Jean-Marie, comte de MASTAI-FERRETTI) (1792-1878), pape. Archevêque de Spolète (1828), d'Imola (1832), cardinal (1840), il se fit remarquer au sacré-collège par sa souplesse et la finesse de son esprit, et succéda à Grégoire XVI (1846). Il accorda une amnistie générale, fit des réformes libérales, bien accueillies en Europe, rompit avec l'Autriche, mais, devant les progrès des révolutionnaires, s'enfuit à Gaète (1848), fut déclaré déchu de son pouvoir temporel et ne rentra à Rome (1850) que grâce à l'intervention française. Depuis cette date, le gouvernement des Tuileries soutint Pie IX et rêva même de le placer à la tête d'une confédération italienne.

A la suite de la guerre de 1859, les Etats pontificaux votèrent leur annexion au royaume d'Italie; Lammoricière, défenseur du pape, fut battu à Castelfidardo (1860); les troupes françaises se retirèrent en 1866, mais la tentative de Garibaldi sur Rome les y ramena (1867) et elles y restèrent jusqu'en 1870 (à Civitta-Vecchia).

Pie IX perdit définitivement son pouvoir temporel, lors de l'entrée des troupes italiennes à Rome (20 sept. 1870), protesta contre les mesures du



Pie IX.

gouvernement italien et ne sortit plus du Vatican.

Ses actes comme pontife tendirent à faire reconnaître partout la suprématie de l'Eglise et l'autorité de son chef : en 1854, il publia le dogme de l'Immaculée Conception; le *Syllabus* (1864) condamnait les principes de 1789; sa bulle *Aeterni Patris* (1868) proclamait l'infailibilité papale; la hiérarchie catholique fut rétablie dans les pays protestants; de nombreux sièges épiscopaux furent créés; il convoqua le Concile œcuménique du Vatican qui après de longues et vives discussions proclama l'infailibilité du pape (18 juillet 1870), enfin il lutta contre Victor-Emmanuel et Bismarck avec une énergie et une intransigeance rares, remplissant le monde entier de ses protestations et de ses excommunications.

PIERCE (Franklin) (1804-1869), président des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Député de Northampton à la Chambre du New-Hampshire (1829), au Congrès (1833), au Sénat (1837), il prit part à la guerre du Mexique (1847), fut élu président des Etats de l'Union par les démocrates (1852-1857) et eut d'assez graves différends avec divers Etats au sujet des encouragements qu'il accorda aux flibustiers et à son application trop absolue de la doctrine de Monroe.

PIÉTRI (Pierre-Marie) (1810-1864). Avocat à Paris, député de la Corse à la Constituante (1848), il siégea dans les rangs du parti avancé, soutint la politique de l'Elysée, fut préfet de l'Ariège, du Doubs et de la Haute-Garonne (1849-1851) et préfet de police après le 2 décembre 1851. Il entra au Sénat en 1857.

PIÉTRI (Joaquim) (1819-1884), frère du précédent. Avocat en Corse, sous-préfet et préfet dans plusieurs départements (1848-1866), il fut préfet de police de 1866 à 1870. Au 4 septembre 1870, il s'enfuit à l'étranger, et, en 1879, les électeurs de la Corse l'éluèrent sénateur.

PICARD (Pierre-Ernest) (1822). Procureur général à Douai (1861), con-



Piétri (Joaquim).

sciller d'Etat (1866), son zèle bonapartiste le fit nommer ministre de l'intérieur (1867-1868), et il déploya dans ce poste les plus grandes rigueurs contre la presse, contre le droit de réunion et surtout contre les manifestations en l'honneur de Baudin (2 décembre 1868).

PINHEIRO-FERREIRA (Sylvestre) (1769-1847), homme politique portugais. Professeur de philosophie à Coïmbre, il fut chargé de diverses missions diplomatiques et tint le portefeuille des affaires étrangères de 1821 à 1823.

PISCATORY (Théobald-Emile-Arcambal) (1799-1870). Député de Chignon (1832-1842), ministre plénipotentiaire en Grèce (1844), il contribua à la fondation de l'École française d'Athènes, entra à la Chambre des pairs (1846), fut ambassadeur à Madrid (1847), député d'Indre-et-Loire à la Législative (1849) et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

PITT (William, lord CHATHAM) (1759-1806), homme d'Etat anglais. Avocat, membre de la Chambre des communes (1781), chancelier de l'Echiquier (1782-1783), premier ministre (même année), il gouverna jusqu'en 1801 avec une habileté et une activité extraordinaires, dirigeant ses efforts sur le côté financier, soudoya l'Europe contre la France et fut l'âme de trois coalitions. La Révolution n'eut pas de pire ennemi. Remonté au



Pitt (William).

pouvoir (1804), il essaya de former une quatrième coalition que la victoire d'Austerlitz rendit impossible. Habile administrateur, dialecticien serré, ardent patriote, il se montra très absolu à l'intérieur, suspendit l'« habeas corpus » : étouffa l'opposition à la Chambre des communes, et bien qu'il n'ait pas vu le succès de sa politique, fut un des grands fondateurs de la puissance britannique.

PITT (William) (1773-1857). (V. AMHERST [Comte].)

PI Y MARGALL (Francisco) (1820), homme d'Etat espagnol. Avocat à Barcelone, adepte d'Auguste Comte, il prit part à l'insurrection de 1866,

se réfugia en France et fut élu député de Barcelone après la chute d'Isabelle II (1868). Ministre de l'intérieur (1873), président de la République fédérale, il déposa le pouvoir la même année en face de l'insurrection fédéraliste de l'Est et du Midi. Député aux Cortès, il réclama le suffrage universel, l'autonomie municipale et autres réformes démocratiques.

PLAISANCE (Duc de). (V. LEBRUN.)

PLAY (Pierre-Guillaume-Frédéric LE) (1806-1882). Ingénieur des mines, il s'occupa d'économie sociale et politique; il a laissé de nombreux ouvrages et fondé une école importante. (V. volume ECONOMIE POLITIQUE.) Organisateur de l'Exposition universelle de Paris (1855), conseiller d'Etat, sénateur de l'Empire, il rentra dans la vie privée en 1870.

POETZL (Joseph) (1814-1881), homme politique allemand. Professeur de droit à Munich, député au Congrès de Francfort (1848), à la Chambre bavaroise (1858), il devint président de cette assemblée (1867).

POINCARÉ (Raymond) (1860). Avocat à Paris, député de la Meuse (1887), réélu en 1889 et 1893, il ne s'inscrivit à aucun groupe et fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Dupuy (1893), des finances (même cabinet) (1894), puis de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Ribot (1895). C'est un des chefs les plus écoutés du parti républicain modéré.

POLIGNAC (Armand-Jules-Marie-Héraclius, duc de) (1771-1847), général français. Il émigra à la Révolution, servit dans l'armée de Condé, conspira avec Cadoudal et fut condamné à mort (1804). Enfermé dans une maison de santé, il en sortit en 1814, devint aide de camp du comte d'Artois, maréchal de camp, député (1815) et pair de France (1817).



Polignac (Prince de).

POLIGNAC (Jules-Auguste-Armand-Marie, prince de) (1780-1874), frère du précédent. Emigré avec sa famille, il fut arrêté lors de la conspi-

ration de Cadoudal (1804), condamné à l'emprisonnement, pénétra dans Paris avec les alliés (1814) et arbora le drapeau blanc. Créé prince romain par le pape, il entra à la Chambre des pairs (1816), fut un des chefs des ultras; ambassadeur en Autriche, en Angleterre, puis ministre des affaires étrangères et président du conseil (1829), il contresigna les ordonnances de Juillet dont il ne sut pas prévoir les conséquences, s'enfuit lors de la révolution, fut arrêté et condamné à la mort civile et à la détention perpétuelle. Prisonnier à Ham, il en sortit en 1836.

POLK (James-Knox) (1795-1849), président des Etats-Unis. Avocat, député au Congrès (1825), président de la Chambre des représentants, gouverneur du Tennessee, il fut élu président de l'Union (1845), annexa le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie.

POMMEREUL (François-René-Jean de) (1745-1823), général français. Officier d'artillerie sous l'ancien régime, il servit dans les armées de la République, parvint au grade de général de division, fut préfet sous l'Empire, conseiller d'Etat et directeur général de la librairie. Exilé en 1815, il rentra en France en 1819.

PONCELET (Jean-Victor) (1788-1867). Lieutenant du génie (1812), prisonnier des Russes pendant la retraite de Moscou, il s'adonna, pendant sa captivité, aux travaux scientifiques, surtout à la géométrie et à la mécanique, qui ont illustré son nom. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Rentré en France en 1814, il professa à Metz, à Paris, fut nommé général de brigade (1848), commandant de l'Ecole polytechnique (1848-1850) et représenta Metz à la Constituante (1848).

POXSONBY (John, lord) (1770-1855), diplomate anglais. Membre de la Chambre des lords, il vota avec les wighs, fut chargé de missions diplomatiques, ambassadeur à Constantinople et à Vienne.

PONTÉCOULANT (Louis-Gustave LE DOULCET, comte de) (1764-1853), conventionnel. Député du Calvados à la Convention, il vota le bannissement de Louis XVI, fut mis hors la loi après le 31 mai, rentra à la Convention en 1794, fit partie du conseil des Cinq-Cents, devint préfet de la Dyle après le 18 brumaire et sénateur.

Rallié aux Bourbons, il entra à la Chambre des pairs et siégea avec les libéraux.

PORTIER (Don Juan-Diaz) (1775-1815), général espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre la France, devint capitaine général des Asturies, conspira contre Ferdinand VII lors de la restauration (1814), fut jugé devant une commission militaire, condamné à mort et pendu.

PORTAL (Pierre-Barthélemy, baron) (1765-1845). Armateur à Bordeaux, maître des requêtes au conseil d'Etat (1811), directeur des colonies (1817), député de Tarn-et-Garonne (1818), ministre de la marine (même année), il fut créé pair de France et ministre d'Etat (1821).

PORTALIS (Jean-Etienne-Marie) (1746-1807). Avocat à Aix, arrêté sous la Terreur, il recouvra la liberté après le 9 thermidor, fit partie du conseil des Cinq-Cents (1795); proscrit après le 18 fructidor, il revint en France en 1800, devint conseiller d'Etat, prit une part prépondérante à la rédaction du Code civil et à la négociation du Concordat, et fut ministre des cultes, puis de l'intérieur (1801). Il entra à l'Académie française en 1806.

PORTALIS (Joseph-Marie, comte) (1778-1858). Il suivit la carrière diplomatique, entra dans l'administration, fut conseiller d'Etat (1806), conseiller à la Cour de cassation (1815), pair de France (1819), ministre de la justice (1828), des affaires étrangères (1829), premier président à la Cour de cassation (même année), se rallia à la monarchie de Juillet, à l'Empire, et entra au Sénat (1852).

PORTALIS (Auguste) (1801-1855). Avocat à Paris, conseiller à la Cour royale de Paris (1831), député de Toulon, puis de Meaux, sous la monarchie de Juillet, il fut procureur général (1848) et député de Seine-et-Marne à la Constituante de 1848.

PORTE (Jean-Roger-Amédée de LA) (1848). Avocat à Paris, auditeur au Conseil d'Etat (1873), il fut élu député de Niort (1877) et siégea à la gauche républicaine. Réélu en 1881 et 1885, il devint sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1886 et 1888), échoua aux élections de 1889, mais fut réélu en 1893.

POSADA-IHERRERA (José de) (1815-

1885), homme politique espagnol. Professeur d'économie politique à Oviédo, député aux Cortès (1840), il vota avec les modérés, devint ministre de l'intérieur (1858), ambassadeur à Rome (1868), président des Cortès (1877) et chef de cabinet (1883-1884).

POTHUAU (Louis-Pierre-Alexis) (1815-1882), amiral français. Entré dans la marine en 1831, il fit partie de l'expédition contre le Maroc (1845), de la guerre de Crimée, prit part à la défense de Paris (1870), et se signala le 29 novembre à l'affaire de Choisy-le-Roi. Député de Paris (1871), ministre de la marine



Pothuau.

(1871-1873), il entra au Sénat (1875) et fut ministre de la marine en 1876 et de 1877 à 1879, puis ambassadeur en Angleterre (1879-1880).

POTOCKI (Stanislas, comte) (1757-1821), homme politique polonais. Il prit part à la guerre d'indépendance de son pays, servit sous Kosciuszko, fut emprisonné à Josephstadt, et plus tard devint sénateur, président du conseil des ministres, tint le portefeuille des cultes et de l'instruction publique, et présida le Sénat (1818). Ce fut un protecteur éclairé des lettres, sciences et arts.

POTTER (Louis-Joseph-Antoine de) (1786-1859), historien et homme politique belge. Il débuta dans la diplomatie, fut condamné au bannissement à la suite d'articles contre le gouvernement hollandais, fut en 1830 membre du gouvernement provisoire et proposa de proclamer la République. Un des chefs du parti libéral, il a laissé de nombreuses brochures et des ouvrages historiques.

POUBELLE (Eugène-René) (1831). Docteur en droit, professeur de droit dans plusieurs facultés, il fut nommé préfet de la Charente (1871), de l'Isère et de la Corse (1872-1873), du Doubs (1878), des Bouches-du-Rhône (1879), de la Seine (1883-1896), puis ambassadeur à Rome auprès du Saint-Siège (1896).

POUJOLAT (Jean-Joseph-Fran-

çois) (1800-1880). Il voyagea en Orient, écrivit une quantité d'ouvrages historiques, seul ou en collaboration avec Michaut (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), et représenta le dép. des Bouches-du-Rhône à la Constituante et à la Législative (1848-1851) où il siégea à droite.

POURQUERY DE BOISSERIN (Joseph) (1851). Avocat à Avignon, il plaida dans divers procès politiques et fut élu député d'Avignon pour la première fois en 1889. Réélu en 1893, il prit part à de nombreuses discussions, fut secrétaire de la Chambre, membre de la commission du budget et de la commission d'enquête sur les affaires de Panama. Réélu en 1898, il est encore membre de la commission du budget (1899).

POUYER-QUÉRTIER (Augustin-Thomas) (1820-1841). Manufacturier, membre de la chambre de commerce de Rouen, député de la Seine-Inférieure (1857) comme candidat officiel de l'Empire, il fut réélu en 1863 et en 1869 et fit de l'opposition au régime impérial en se faisant le champion du protectionnisme. Député de la Seine-Inférieure (1871), ministre des finances (même année), il seconda Jules Favre dans ses négociations de paix avec l'Allemagne, émit un emprunt de deux milliards et demi, et présenta aux Chambres



Poyer-Quertier.

de nouveaux et nombreux impôts pour équilibrer le budget. Il dut donner sa démission à la suite du procès de Janvier de la Motte qu'il essaya de justifier (1872). Envoyé au Sénat par le département de la Seine-Inférieure (1876), il siégea au centre droit, vota avec les monarchistes et combattit énergiquement les principes du libre échange dans de nombreux meetings tenus dans les principales villes de France.

POZZO DI BORGÒ (Charles-André, comte de) (1764-1842), homme politique corse. Avocat à Pise, secrétaire de Paoli, député de la Corse à l'Assemblée législative (1791), il se mit, par haine de la famille Bona-

parte, au service des Anglais, puis de différents gouvernements ennemis de la France. En 1813, il fut appelé auprès d'Alexandre I^{er} qui le nomma ambassadeur à Paris sous Louis XVIII, puis ambassadeur à Londres.

PRADT (Dominique DUFOUR, abbé de) (1759-1837). Député du clergé de Normandie aux États généraux, il soutint la cause royale, émigra en 1791, revint en France en 1801 et fut aumônier de Napoléon I^{er}, évêque de Poitiers, archevêque de Malines, ambassadeur à Varsovie (1812), se brouilla avec l'empereur et intrigua en faveur des Bourbons. Dépossédé de son archevêché, il fut élu député du Puy-de-Dôme (1827) et laissa de nombreux écrits politiques.

PRASLIN (Duc de). (V. CHOISEUL-PRASLIN.)

PRÉCY (Louis-François PERRIN, comte de) (1742-1820), général français. Il servit dans la guerre de Sept ans, défendit Louis XVI dans les rangs des Suisses le 10 août 1792, soutint à Lyon un siège de deux mois contre les troupes de la Convention (1793) et put s'enfuir à l'étranger après la prise de la ville. Agent diplomatique des Bourbons, il commanda la garde nationale à Lyon lors de la Restauration.

PRESENSÉ (Edmond DEHAULT DE) (1824-1891). Pasteur protestant à Paris, prédicateur et écrivain de talent, il fut élu député de la Seine (1871), siégea parmi les républicains, échoua aux élections de 1876 et entra au Sénat comme membre inamovible (1883). — Son fils, *Francis*, journaliste, collabora au *Temps*, puis à *l'Aurore* et fut un actif partisan de la revision du procès Dreyfus.

PRÉVAL (Claude-Antoine, vicomte de) (1772-1853), général français. Il servit dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut maître des requêtes au conseil d'État, seconda Gouvion-Saint-Cyr sous la Restauration, dans ses réformes militaires, entra à la Chambre des pairs (1837) et au Sénat (1852).

PRIM (Don Juan) (1814-1870), maréchal espagnol. Compromis dans le soulèvement de Saragosse contre Espartero (1842), il se réfugia en France, fut élu député aux Cortès (1843), contribua à la chute d'Espar-

tero et fut nommé gouverneur de Madrid. En lutte avec Narvaez, il fut impliqué dans une conspiration et condamné à la prison; réélu aux Cortès (1854), capitaine général de Grenade, il soutint le cabinet O'Donnell, prit part à l'expédition du Maroc (1858-1860), à celle du Mexique (1861-1862), et se joignit à Serrano et à l'amiral Topete pour renverser Isabelle (1868). Devenu en 1869 le véritable chef du pouvoir, il offrit la couronne au fils du roi de Portugal, au duc de Gênes, au prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, frère du roi de Roumanie, dont la candidature devint l'occasion de la guerre entre la France et l'Allemagne. Il fit élire par les Cortès le duc d'Aoste; quand celui-ci arriva, Prim venait d'être assassiné (27 déc. 1870).

PRISSE (Albert-Joseph-Florent, baron) (1788-1856), général belge. Il servit en France dans les dernières années de l'Empire, puis dans l'armée des Pays-Bas, participa à la révolution belge de 1830 et devint aide de camp de Léopold I^{er}. Gouverneur militaire de la province d'Anvers, ministre de la guerre (1845), il améliora le service sanitaire et celui de l'état-major.

PROUDHON (Pierre-Joseph) (1809-1865). Il écrivit de nombreux ouvrages d'économie politique, des brochures socialistes, fonda plusieurs journaux et fut élu député de la Seine à la Constituante (1848). Il y proposa notamment l'impôt sur le revenu, créa une *Banque du peuple* (1849) et fut condamné à trois ans pour délit de presse. Sorti de prison en 1852, il publia encore plusieurs ouvrages politiques, dont un en 1858 l'obligea de se réfugier en Belgique. (V. volume SOCIALISME.)

PROUST (Antonin) (1832). Journaliste républicain sous l'Empire, dé-



Prim.



Proudhon.

puté de Niort (1876), réélu en 1877 (avec les 363), il s'occupa de beaux-arts, fut réélu en 1881 et devint ministre des arts dans le cabinet Gambetta (1881-1882). Réélu en 1885 et 1889, poursuivi pour l'affaire du Panama, il fut acquitté par la cour d'assises (1893).

PUECH (Louis) (1852). Avocat à la cour d'appel de Paris, il fut élu conseiller municipal à Paris en 1893, puis député du III^e arr. en 1898. M. Puech, qui s'était spécialisé au Conseil municipal dans l'étude des grandes questions administratives

(locomotion, éclairage, enseignement), est inscrit à la Chambre au groupe radical socialiste.

PYAT (Félix) (1810-1889). Auteur dramatique et journaliste, il fit de l'opposition violente à la monarchie de Juillet, représenta le département du Cher après la révolution de 1848 et quitta la France après les affaires de juin 1849. Membre de la Commune de 1871, il s'enfuit en Angleterre, revint à l'amnistie de 1881 et fut élu député de Marseille (1885). — Pour ses œuvres dramatiques. V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

Q

QUATREMÈRE DE QUINCY (Antoine-Chrysostome) (1755-1849), archéologue français. Député de Paris à l'Assemblée législative (1791), il se montra très modéré, fut emprisonné sous la Terreur, entra au conseil des Cinq-Cents (1797) et au Conseil municipal de Paris sous l'Empire. Intendant des arts et monuments en 1815, il a laissé de nombreux ouvrages sur l'art antique et moderne. (V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.)

QUESNAY DE BEAUREPAIRE (Jules)

(1838). Procureur impérial à Marmers (1867), avocat général à Paris (1883), puis procureur général (1889), il fut en cette qualité commissaire près le Sénat constitué en haute cour de justice pour juger le général Boulanger, Henri Rochefort et le comte Dillon. Démissionnaire à la suite des affaires de Panama (1892), il fut nommé prési-

dent de chambre à la Cour de cassation. Lors de la revision du procès Dreyfus, il démissionna et écrivit dans *l'Echo de Paris* de violents articles contre les partisans de Dreyfus.

QUINET (Edgar) (1803-1875). Il débuta tout jeune dans les lettres, fut nommé professeur de langue et de littérature de l'Europe méridionale au Collège de France (1842), suspendu par le gouvernement après la publication de son ouvrage sur les *Jésuites* (1846), entra à la Chambre comme député de Bourg (1847) et siégea dans les rangs de l'opposition. Réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il reprit ses cours au Collège de France, fut expulsé lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et se retira en Suisse. Ses convictions républicaines ne faiblirent pas un instant et il fut un des chefs intellectuels et des maîtres les plus respectés de la jeunesse opposée à l'Empire. En 1870, il vint à Paris, fut élu député de l'Ain en 1871 et mourut en 1875, laissant de nombreux ouvrages de littérature, d'histoire et de philosophie. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)



Quesnay de Beaurepaire.

chefort et le comte Dillon. Démissionnaire à la suite des affaires de Panama (1892), il fut nommé prési-

QUINETTE DE ROCHEMONT (Nicolas-Marie, baron) (1762-1824), conventionnel. Député de l'Aisne à l'Assemblée législative et à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, fut envoyé en mission à l'armée du Nord et livré aux Autrichiens par Dumouriez. Échangé en 1795 contre la fille de Louis XVI, il entra au conseil des Cinq-Cents (1796), fut ministre de la guerre (1799), préfet de la Somme (1800), conseiller d'Etat,

pair de France pendant les Cent-Jours et exilé comme régicide en 1816.

QUINETTE DE ROCHEMONT (Théodore-Martin, baron) (1802-1881), homme politique français, fils du précédent. Maire de Soissons (1832), député de Vervins (1835-1848), il siégea à gauche, fut réélu à la Constituante (1848), nommé ministre plénipotentiaire en Belgique (1849-1854), et conseiller d'Etat (1854).

R

RADET (Etienne, baron) (1762-1825), général français. Chargé par Napoléon 1^{er} d'enlever Pie VII (1809) et de conduire à Cette le duc d'Angoulême prisonnier (1815), il fut grand prévôt de l'armée pendant les Cent-Jours et condamné à la détention lors de la 2^e Restauration. On le libéra en 1818.

RADOWITZ (Joseph de) (1797-1853), général prussien. Chef de l'état-major de l'artillerie (1830), ministre près de certaines cours allemandes, il s'associa à la politique romantique et mystique de Frédéric-Guillaume IV, devint général, député au Parlement de Francfort où il siégea à droite; chargé de la direction des affaires d'Allemagne par Frédéric-Guillaume IV, puis ministre des affaires étrangères (1850), il présida aux tentatives d'*union* qui faillirent amener la guerre entre la Prusse et l'Autriche, et se retira quand la politique pacifique de Manteuffel l'emporta (nov. 1850).

RAGUSE (Duc de). (V. MARMONT.)

RAMBAUD (Alfred-Nicolas) (1842), Professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Paris (1883), sénateur du Doubs (1895), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Méline (1896-1898), il a écrit de nombreux ouvrages historiques:

RAMBUTEAU (Claude-Philibert BARTHELOT, comte de) (1781-1869). Préfet du Simplon (1811), de la Loire (1814), député de Saône-et-Loire pendant les Cent-Jours, puis de Mâcon (1827), il siégea dans les rangs de l'opposition libérale. Préfet de la Seine de 1833 à 1848, pair de France (1835), il embellit Paris et fit élever les urinoirs en colonne qui portent son nom.

RAMEL (Jean-Pierre) (1770-1815), général français. Il prit part aux campagnes de la Révolution, fut envoyé en Guyane comme royaliste le 18 fructidor, s'évada et reprit du service sous l'Empire. Il fut assassiné par les « Verdets » qu'il voulait désarmer (1815).

RAMON CABRERA. (V. CABRERA.)

RAMPOLLA (Mariano) (1843), prélat romain. Noncé à Madrid (1882), administrateur des biens du Saint-Siège (1887), il eut beaucoup d'influence auprès de Léon XIII.

RAMPON (Joachim-Achille, comte) (1806-1883). Député de l'Ardèche (1836-1848), puis en 1871, il siégea au centre gauche, entra au Sénat (1876) et en devint vice-président.

RAMSAY. (V. DALHOUSIE [Lord].)

RANAVALO MANJAKA III (1862), reine de Madagascar. Appelée au trône en 1883, elle se maria avec le

premier ministre Ranilaiarivony et eut de fréquents démêlés avec la France à la suite de vexations et de violences exercées contre nos nationaux. L'expédition de 1895, commandée par le général Duchesne, triompha de sa résistance. Pour mettre fin à ses intrigues et aux soulèvements partiels qu'elle encourageait, le général Galliéni l'exila à la Réunion en 1897 et le gouvernement français lui alloua une pension de 25,000 fr.

RANC (Arthur) (1831). Déporté à Lambèze après le complot de l'Opéra-Comique (1853), il s'évada, collabora à divers journaux opposés à l'Empire et fut nommé maire du IX^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870. Nommé par Gambetta (à Bordeaux) directeur de la Sécurité générale, il fut élu député de la Seine (1871), membre de la Commune de Paris (26 mars) et se retira de cette assemblée (6 avril). Conseiller municipal de Paris (30 juillet), député du Rhône



Ranc (Arthur).

(1873), il partit pour la Belgique quelque temps avant sa condamnation à mort prononcée par le 3^e conseil de guerre, fut amnistié en 1879 et élu député de Paris en 1881. Il échoua aux élections de 1885 et entra au Sénat (1891), où il est un des chefs du parti radical. — Outre sa collaboration à de nombreux journaux, il a écrit plusieurs ouvrages, entre autres *le Roman d'une conspiration*.

RANCÉ (Alexandre-Nicolas POLANGIE de) (1796-1880), homme politique français. Il fit les dernières campagnes de l'Empire, fut député en 1830, devint aide de camp du général Clausel en Algérie, et député de cette colonie à la Constituante (1848) et à la Législative (1849).

RANDOLPH (Lord). (V. CHURCHILL.)

RANDON (Jacques-Louis-César-Alexandre, comte) (1795-1871), maréchal de France. Il fit les campagnes de la fin de l'Empire, servit en Algérie, fut ministre de la guerre (1851), gouverneur général de l'Algérie, sé-

nateur (1852), maréchal de France, (1856) et de nouveau ministre de la guerre (1859-1866); il présida les commissions d'enquête sur la capitulation de Sedan et de Metz et a laissé des *Mémoires*.

RASPAIL (François-Vincent) (1794-1878). Combattant de Juillet et blessé sur les barricades, il refusa tous les postes qu'on lui offrait et prit une part active aux mouvements qui agitérent le règne de Louis-Philippe; chef de la société des Amis du peuple, directeur du journal *le Réformateur*, il subit de nombreuses condamnations. Ses travaux scientifiques, ses ouvrages de médecine populaire, sa lutte avec le chimiste Orfila à propos du procès de Mme Lafarge lui avaient acquis une extraordinaire notoriété.



Raspail.

Il proclama le premier la République à l'Hôtel de Ville (février 1848), se mêla à l'affaire du 15 mai et fut condamné à cinq ans de prison. Après sa peine, il partit pour la Belgique, revint en France en 1869, fut élu député du Rhône (même année), de Marseille (1876) et présida l'Assemblée comme doyen d'âge. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

RATTAZZI (Urbain) (1808-1873), homme d'Etat italien. Avocat à Turin, député d'Alexandrie (1848), ministre de l'intérieur, puis de grâce et de justice, dans le cabinet Gioberti, et président du conseil, il quitta le pouvoir après l'abdication de Charles-Albert. Président de la Chambre (1852), ministre sous Cavour (1854-1857), chef du cabinet à plusieurs reprises, il prit une part très active à la formation du nouveau royaume d'Italie (1859-1860), mais il devint impopulaire par son attitude en faveur du gouvernement pontifical et contre les garibaldiens. Il s'était marié avec une princesse de la famille Bonaparte.

RATTAZZI (Marie) (1835), fille de l'Irlandais Thomas Wyse et de Loctitia Bonaparte, fille de Lucien Bonaparte, le frère de Napoléon I^{er}. Elle avait épousé en premières noces l'Alsacien Frédéric Solms (1850) et

se maria en 1862 avec le ministre italien Rattazzi. Elle a écrit divers ouvrages politiques et littéraires.

RAVEZ (Simon) (1770-1849), homme politique français. Avocat à Bordeaux, député de la Gironde (1816), il siégea parmi les ultraroyalistes, présida la Chambre de 1819 à 1827 et prononça l'exclusion de Manuel (1823). Premier président de la cour de Bordeaux, pair de France (1829), il fut encore député à la Législative (1849).

RAYNAL (David) (1840). Député de Bordeaux (1879), il siégea à la gauche républicain. Devenu sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics (1880), ministre des travaux publics dans le cabinet Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1883-1885) et signa les « fameuses » conventions de l'Etat avec les grandes compagnies de chemins de fer. Dans le cabinet Casimir-Perier (1893), il fut ministre de l'intérieur.

RAYNEVAL (François-Maximilien GÉRARD, comte de) (1778-1836). Après avoir rempli quelques missions diplomatiques, il fut sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1820), ambassadeur à Berlin, Vienne et Madrid, et entra à la Chambre des pairs.

RAYNEVAL (Alphonse GÉRARD, comte de) (1813-1858), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Naples (1848), il accompagna Pie IX à Rome lors du retour de Gaète, devint ambassadeur près le Saint-Siège (1851), puis à Pétersbourg (1857).

RAYNOUARD (François-Just-Marie) (1761-1836). Avocat au parlement d'Aix, député suppléant à l'Assemblée législative (1791), il fut emprisonné sous la Terreur et remis en liberté après le 9 thermidor. Député du Var au Corps législatif (1806-1814), il entra à l'Académie française (1807) et a laissé des tragédies, des travaux de philologie, des poésies.

RECHBERG (Jean-Bernard, comte de) (1806), remplit diverses fonctions diplomatiques et fut nommé en 1855 représentant de l'Autriche

auprès de la Diète fédérale de Francfort; pendant la guerre de Crimée, son rôle fut fort important et il eut un redoutable adversaire dans Bismarck. Appelé au ministère des affaires étrangères en 1859, il combattit les projets ambitieux de Schmerling, se laissa entraîner dans la guerre contre le Danemark et fut obligé de se retirer (oct. 1864) quand les rapports avec la Prusse commencèrent à se tendre.

RECLUS (Jacques-Elisée) (1830), géographe français. Condamné à la déportation simple pour participation à la Commune (1871), sa peine fut commuée en celle du bannissement. Depuis, à Clarens (Suisse) et à Paris, il a affirmé, avec Kropotkine, ses principes anarchistes. — V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et volume SOCIALISME, au mot *Anarchie*.

RÉCHID PACHA (Mustapha-Méhémét) (1802-1858), homme d'Etat ottoman. Il entra dans la carrière diplomatique, fut nommé pacha (1834), ambassadeur en France, en Angleterre, ministre des affaires étrangères (1837-1838 et 1839-1841), fit d'heureuses réformes, devint gouverneur d'Andrinople (1843), ambassadeur à Paris, ministre des affaires étrangères (1845), grand vizir et président du conseil (1846-1852 et 1853-1858).

RECURT (Adrien-Barnabé-Athanasie) (1797-1861). Médecin à Paris, il se mêla aux agitations politiques du règne de Louis-Philippe, fut adjoint au maire de Paris (1848), député de la Seine à la Constituante et ministre de l'intérieur sous le gouvernement provisoire. Il fut aussi préfet de la Seine (même année).

REGGIO (Duc de). (V. OUDINOT.)
REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Michel-Louis-Etienne, comte) (1762-1819), homme politique français. Député de l'Aunis aux États généraux, il se lia à Bonaparte qu'il soutint au 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, procureur général près la haute cour impériale (1804), député de la Charente-Inférieure pendant les Cent-Jours, et fut exilé en 1816.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Auguste-Michel-Marie-Etienne, comte) (1794-1870), maréchal de France. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, combattit en



Raynal.

Grèce pour la cause de l'indépendance, fit la campagne de Belgique (1831), représenta la Charente-Inférieure à la Constituante et à la Législative (1848-1851), fut ministre de la guerre (1851), sénateur (1852) et maréchal de France le lendemain de la bataille de Magenta (1859).

REICHSTADT (Duc de). (V. NAROLÉON II.)

REILLE (Honoré-Charles-Michel-Joseph, comte) (1775-1860), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, se distingua à Lodi, à Zurich, en Espagne et en Portugal, à Waterloo. Pair de France (1819), gentilhomme de la chambre du roi (1820), président du comité supérieur de l'infanterie (1836), maréchal de France (1847), il entra au Sénat en 1852.

REILLE (Gustave-Charles-Prosper, vicomte) (1818-1895), homme politique français. Capitaine de frégate en 1853, il donna sa démission et fut élu député d'Eure-et-Loir comme candidat officiel et réélu en 1867, 1863 et 1869.

REILLE (René-Charles-François, baron) (1835-1898). Candidat officiel, il fut élu député du Tarn (1869), prit part aux opérations du siège de Paris en qualité de colonel, représenta l'arrondissement de Castres au Palais-Bourbon (1876) et siégea au groupe de l'Appel au peuple. Sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur pendant le Seize-Mai, il seconda M. de Fourtou dans sa politique de réaction, fut réélu en 1877 (mais invalidé), en 1879 et jusqu'à sa mort. Il fit éclater la grève de Carmaux par le renvoi de M. Calvignac, un des ouvriers de

la mine, devenu maire de Carmaux.

REINACH (Joseph) (1856), homme politique et publiciste français. Collaborateur à la *République française*, très lié avec Gambetta, il devint, sous le « grand

ministère », secrétaire de la présidence du conseil, se montra un des plus ardents adversaires du boulangisme et fut élu député de Digne en

1889 et 1893. Il n'a pas été réélu en 1898. M. Reinach a été l'un des partisans les plus actifs de la revision du procès Dreyfus.

REINHARD (Charles-Frédéric, comte) (1761-1838), d'origine allemande. Chef de division aux affaires étrangères (1794), ministre plénipotentiaire, il dirigea la chancellerie du ministère des affaires étrangères pendant la 1^{re} Restauration, fut ministre de France près la Diète germanique (1815-1829). Il entra à la Chambre des pairs après la révolution de Juillet et représenta la France à Dresde.

REMUSAT (Charles-François-Marie, comte de) (1797-1875). Très lié avec Victor Cousin, Royer-Collard et Thiers, il collabora au *Globe*, organe des jeunes libéraux, représenta la Haute-Garonne à la Chambre des députés après la révolution de Juillet, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Thiers (1840), fut réélu à la Constituante (1848) et soutint le général Cavaignac. Banni après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il s'occupa d'études historiques et philosophiques pendant la durée de l'Empire, et reçut de Thiers le ministère des affaires étrangères (1871). Ayant échoué aux élections à Paris contre Barodet, il dut démissionner (1873) en même temps que Thiers, et fut élu député de la Haute-Garonne. Il siégea dans les rangs du parti libéral et fut un des préparateurs de la constitution de 1875. — Membre de l'Académie française (1846), il a laissé des œuvres importantes. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

RENAULT (Pierre-Hippolyte-Pублиus) (1807-1870), général français. Il servit en Algérie, appuya Louis-Napoléon au coup d'Etat du 2 déc. 1851, fut gouverneur intérimaire de l'Algérie, sénateur (1860) et fut blessé mortellement dans une sortie pendant le siège de Paris (1870).

RENAULT (Léon-Charles) (1839). Avocat à Paris, préfet du Loiret (1871), préfet de police (1871-1876), député de Corbeil (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Député de Grasse (1882), sénateur des Alpes-Maritimes (1885), poursuivi pour l'affaire du Panama, il bénéficia d'un arrêt de non-lieu.



Reinach.

RENOUARD (Auguste-Charles) (1794-1878), magistrat français. Il plaida de nombreux procès politiques sous la Restauration, devint, après 1830, conseiller d'Etat, conseiller à la Cour de cassation (1837), pair de France (1846), requit, comme procureur général près la Cour de cassation, la déchéance et l'arrestation du prince Louis-Napoléon lors du coup d'Etat du 2 déc. 1851, et fut élu sénateur inamovible (1877).

RÉVILLON (Antoine, dit *Tony*) (1832-1898). Chroniqueur dans différents journaux, conférencier littéraire et romancier, il fut élu conseiller municipal de Paris (1881), député du XX^e arr. (même année) et vota avec l'extrême gauche. Réélu en 1885 et 1889, il échoua en 1893.

REYNAUD (Jean) (1806-1863). Ingénieur des mines, il s'affilia au saint-simonisme, fut député de la Moselle à la Constituante et siégea à la gauche modérée. — Il a laissé quelques ouvrages de philosophie plutôt mystique.

RIANCEY (Henri-Léon CAMUSAT DE) (1816-1870). Ecrivain catholique et monarchiste, député de la Sarthe à la Législative (1849), il fut rédacteur en chef de *l'Union* depuis 1852.

RIBOISIÈRE (Honoré-Charles BASTON, comte de LA) (1788-1868). Il servit dans les dernières années de l'Empire comme aide de camp de son père et comme officier d'ordonnance de Napoléon I^{er}. Député de Fougères (1828), réélu en 1830 et 1834, il entra à la Chambre des pairs (1835), représenta le département d'Ille-et-Vilaine à la Législative (1849-1851), soutint la politique de l'Élysée et devint sénateur de l'Empire (1852-1868).

RIBOT (Alexandre-Félix-Joseph) (1842). Avocat à Paris, substitut au tribunal de la Seine (2 mars 1870), député de Boulogne-sur-Mer (1878), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1881, devint un des chefs du parti républicain conservateur et un des orateurs les plus écoutés. Ayant échoué aux élections de 1885, il fut élu par le département du Pas-de-



Ribot.

Calais (1887), et par l'arrondissement de Saint-Omer (1889). Ministre des affaires étrangères dans le cabinet Freycinet (1890-1892), dans le cabinet Loubet (1892-1893), il devint président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1893), président du conseil et ministre des finances (1895). Il avait été réélu aux élections de 1893 et 1898.

RICARD (Louis-Pierre-Hippolyte) (1839). Avocat à Rouen, maire de cette ville, député de la Seine-Inférieure (1885), réélu à Rouen en 1889 et 1893, il siégea à la gauche républicaine et fut ministre de la justice dans le cabinet Loubet (1892) et dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

RICARDO (David) (1772-1823), économiste anglais, fils d'un juif portugais. Possesseur d'une très grande fortune, il se fit un nom célèbre par ses ouvrages d'économie politique (V. volume ÉCONOMIE POLITIQUE), fut membre de la Chambre des communes (1817) et s'y montra partisan de la réforme électorale.

RICASOLI (BETTINO, baron) (1809-1880), homme d'Etat italien. Gonfalonier de Florence (1847), membre du Parlement toscan et un des chefs du mouvement national; en 1859, après le départ du grand-duc, il exerça une sorte de dictature et prépara, d'accord avec Cavour, l'annexion de son pays au royaume d'Italie. Député à la Chambre italienne, il remplaça Cavour à la tête des affaires (1861-1863), revint au pouvoir avec le portefeuille de l'intérieur (1866), et démissionna en 1867. Il représenta la ville de Florence au Parlement jusqu'à sa mort.

RICHÉ (Jean-Baptiste) (1777-1847), président de la république d'Haïti (1843-1847). Il avait été employé par Boyer dans plusieurs commandements, et gouverna avec intelligence.

RICHELIEU (Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie DE VIGNEROD DU PLESSIS, duc de) (1706-1822). Il émigra en 1789, prit du service en Russie et dans l'armée de Condé, retourna en Russie, devint gouverneur d'Odessa, qui lui doit sa prospérité, et mérita l'amitié reconnaissante du tsar Alexandre I^{er} (1803-1813), fut, à la 1^{re} Restauration, premier gentilhomme de la chambre et pair de France, et, à la 2^e Restauration, mi-

nistre des affaires étrangères et président du conseil (1815-1818). Il signa le deuxième traité de Paris et, après s'être débarrassé de la Chambre in-

trouvable, suivit une politique de modération. Au congrès d'Aix-la-Chapelle, il obtint le départ des armées coalisées, mais dut faire aux craintes des souverains étrangers des concessions que ses collègues refusèrent de ratifier. Il re-

devint chef de cabinet, sans portefeuille (1820-1821), et abandonna définitivement le pouvoir après la victoire du parti ultraroyaliste à la cour. Il était entré à l'Académie française en 1816.

RICHTER (Eugène) (1838), homme politique allemand. Député au Reichstag depuis 1867, libre-échangiste et progressiste, il fut un des plus éloquents et des plus violents adversaires de Bismarck.

RIDOLFI (Côme, marquis de) (1794-1865), homme d'Etat toscan. Directeur de la Monnaie à Florence (1825), il fonda à Pise un Institut agronomique, devint ministre de l'intérieur (1847), président du conseil des ministres (1848), puis représenta son pays à Paris et à Londres.

RIEGER (François-Ladislav) (1818), homme politique tchèque. Membre du parlement viennois en 1848, il y fut un des orateurs les plus remarquables et l'un des chefs de la majorité fédéraliste. Pendant la réaction, il voyagea à l'étranger, s'occupa de travaux économiques; il devint avec Pulacky, dont il avait épousé la fille, le leader du parti national auquel il donna une solide organisation et dont il défendit les revendications avec une admirable éloquence. Quand une scission se produisit parmi les Tchèques, Rieger dirigea le groupe vieux-tchèque, mais les électeurs l'abandonnèrent aux élections de 1889 et de 1891.

RIEGO Y NUNEZ (Raphael del) (1785-1823), général espagnol. Fait prisonnier dans la guerre d'indépendance, il se mêla à la conspiration

de Cadix (1819), délivra Quiroga et contraignit Ferdinand VII à accepter la constitution de 1812. En 1823, il se mit à la tête des constitutionnels, reçut une grave blessure en combattant les Français, fut pris, conduit à Madrid, jugé et condamné à la potence.

RIEUNIER (Adrien) (1833). Vice-amiral français, il remplaça, en 1893, Burdeau, comme ministre de la marine, dans le cabinet Ribot, et fut maintenu à son poste dans le cabinet Dupuy. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

RIGAUD (André) (1761-1811), général haïtien. Homme de couleur, élevé en France, il accepta avec joie les principes de la Révolution, émancipa les nègres d'Haïti, fut emprisonné au fort de Joux avec Toussaint-Louverture, s'évada, rejoignit Pétion à Haïti, et se sépara de ce dernier en lui enlevant toute autorité sur le sud de l'île.

RIGAULT (Raoul-Georges-Adolphe) (1846-1871), révolutionnaire français. Il prit une part très active aux mouvements du quartier Latin dans les dernières années de l'Empire, subit de nombreuses condamnations politiques et fut, du 4 septembre au 31 octobre 1870, attaché au cabinet des préfets de police Kératry et Edmond Adam, comme commissaire de police chargé du service de sûreté politique. Délégué à la préfecture de police au 18 mars 1871, élu membre de la Commune, remplissant les fonctions de procureur de la Commune, il prit les mesures les plus révolutionnaires, et fut passé par les armes le 24 mai 1871 à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris.

RIGAULT DE GENOUILLY (Charles) (1807-1873), amiral français. Il fit la campagne de Crimée, eut le commandement de la division navale de l'Indo-Chine et coopéra avec les Anglais à la prise de Canton (1857). Sénateur en 1860, il tint le portefeuille de la marine de 1867 à 1870.

RIGNY (Henri GAUTHIER, comte de)



Richelieu (Duc de).



Rigault de Genouilly.

(1783-1835), amiral français. Enseigne de vaisseau en 1803, il fit partie de la grande armée, puis servit en Espagne, eut le commandement de l'escadre du Levant (1822), se distingua à Navarin (1827), devint préfet maritime de Toulon (1829), ministre de la marine (1831-1834), des affaires étrangères et enfin ambassadeur à Naples.

RIOS Y ROSAS (Antoine de Los) (1812-1873), homme d'Etat espagnol. Avocat, député aux Cortès (1837), conseiller d'Etat (1843), ministre de l'intérieur dans le cabinet O'Donnell (1856), il présida le Congrès espagnol de 1863 et fut chef de cabinet (1868).

RIVAS (Angel de SAAVEDRA, duc de) (1791-1865), homme d'Etat espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre les Français, fut un des chefs du parti libéral en 1820, député de Cordoue aux Cortès, et dut s'expatrier en 1823. Après la mort de Ferdinand VII, il devint pair du royaume, ministre de l'intérieur (1836), ambassadeur à Naples (1843-1848) et à Paris (1854).

RIVET (Gustave) (1848). Professeur de rhétorique, collaborateur de plusieurs journaux, député de Grenoble (1883), il siégea à la gauche radicale. Réélu jusqu'à ce jour, il a pris part à de nombreuses discussions.

ROBIN (Charles-Philippe) (1821-1885), physiologiste français. Sénateur de l'Ain (1876), il siégea à la gauche républicaine, et a laissé un nom célèbre par ses travaux d'anatomie et de physiologie. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

ROCHE (Jules) (1841). Avocat à Lyon, journaliste, conseiller municipal de Paris (1879), député de Draguignan (1881), il siégea à l'extrême gauche, puis à l'Union républicaine, fut élu député de la Savoie en 1885, 1889 et 1893, et eut le portefeuille du commerce et de l'industrie dans les cabinets Freycinet et Loubet (1890-1892). Compris dans les poursuites du Panama, il



Roche (Jules),

bénéficia du non-lieu (1893). Il a été réélu en 1898.

ROCHE (Ernest) (1850). Ouvrier graveur, il contribua à l'élection de Blanqui à Bordeaux (1879). Rédacteur à *l'Intransigeant*, député du XVII^e arr. de Paris (1889), il siégea à l'extrême gauche, soutint la politique du général Boulanger et fut réélu en 1893 et en 1898.

ROCHEBOUET (Gaëtan de GRIMAUDET DE) (1813-1899), général français. Il contribua au coup d'Etat du 2 déc. 1851, fit la campagne d'Italie, reçut de Mac-Mahon le ministère de la guerre et la présidence du conseil (1877) qu'il ne garda qu'un mois et fut compris dans le vote de blâme infligé par la Chambre et affiché dans toutes les communes de France.

ROCHEFORT (Victor-Henri, marquis de ROCHEFORT-LUCAY) (1830). Expéditionnaire à la préfecture de la Seine, il débuta dans les lettres comme auteur dramatique et comme chroniqueur dans diverses feuilles, collabora au *Charivari*, au *Nain Jaune*, au *Figaro* hebdomadaire, puis au *Soleil*, à *l'Événement*, enfin au *Figaro* quotidien. Une série d'articles satiriques contre l'Empire valurent au journal les rigueurs de l'administration impériale, et Villemessant fut obligé de se séparer de ce rédacteur très goûté du public.

Rochefort commença alors la publication de sa *Lanterne*, virulent pamphlet hebdomadaire dont le succès fut extraordinaire et dont il était le seul rédacteur; il fut condamné à quatre mois de prison et 200 francs d'amende pour voies de fait contre l'imprimeur Rochette, éditeur d'écrits policiers injurieux qui le visaient. Les 11^e et 12^e numéros de la *Lanterne* furent saisis et leur auteur, condamné à un an de prison et 10,000 francs d'amende pour le premier, à treize mois de prison, 10,000 francs d'amende pour le second. Il se réfugia en Belgique, y continua la publication de la *Lanterne* et eut alors une série de duels avec le prince Murat, Paul de Cassagnac et Ernest Baroche.

Les pamphlets de Rochefort avaient porté un coup terrible à l'Empire; les républicains d'avant-garde le choisirent pour candidat aux élections législatives de 1869; d'abord battu

par Jules Favre, dans la 7^e circonscription de Paris, il fut élu à Belleville par 17,978 voix contre son concurrent Hippolyte Carnot, candidat républicain modéré.

A la Chambre, Rochefort siégea à l'extrême gauche, aux côtés de Raspail, et formant avec lui comme un groupe à part. Ce fut à cette époque qu'il fonda la *Marseillaise* qui allait mener contre l'Empire la plus vigoureuse campagne.



Rochefort.

Survient l'assassinat, par Pierre Bonaparte, de Victor Noir (V. ce nom), rédacteur de la *Marseillaise*. Le lendemain, Rochefort écrit dans son journal encadré de noir l'article suivant, véritable appel à l'insurrection :

« J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin ! »

« J'ai osé imaginer qu'un duel loyal était possible dans cette famille où le meurtre et le guet-apens sont de tradition et d'usage.. »

« Voilà dix-huit ans que la France est entre les mains de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile. »

« Peuple français, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez ? »

L'effet produit fut inexprimable ; plus de cent mille Parisiens assistèrent, à Neuilly, aux obsèques de Victor Noir. Un instant on put croire à une révolution. Elle eût certainement éclaté et sans doute abouti si le corps de la malheureuse victime eût pu être ramené à Paris, dans les bureaux de la *Marseillaise*, comme Rochefort le désirait. Mais le gouvernement avait pris toutes les mesures nécessaires et la tentative échoua.

Rochefort, de nouveau condamné à six mois de prison et 3,000 francs d'amende, fut arrêté le 7 février 1870, rue de Flandre, comme il se rendait à la salle de réunion dite « la Marseillaise », et conduit à Sainte-Pélagie, dont le peuple soulevé vint lui ouvrir les portes dans l'après-midi du 4 septembre 1870.

Membre du gouvernement de la Défense nationale, président de la commission des Barricades, il donna sa démission le 31 octobre 1870, fonda le *Mot d'ordre* (1871) et fut élu député de la Seine pendant l'armistice.

A Bordeaux, il vota contre les préliminaires de la paix, démissionna, approuva l'insurrection du 18 mars, eut le courage de faire parfois de l'opposition à la Commune, fut cependant traduit devant un conseil de guerre à Versailles, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée (septembre 1871) et transporté en Nouvelle-Calédonie, d'où il s'évada en 1874.

De retour en Europe, Rochefort reprend la publication de la *Lanterne* où il mène rude campagne contre le président Mac-Mahon, collabore à divers journaux d'opposition, et fonde, au lendemain de l'amnistie, l'*Intransigeant* qu'il n'a cessé de diriger et où il écrit un article quotidien.

Député de la Seine (1885), il démissionna encore après le rejet d'une proposition d'amnistie (1886), soutint la politique du général Boulanger et fut avec lui condamné de nouveau, par contumace, à la déportation dans une enceinte fortifiée (jugement de la Haute Cour, 1888).

Réfugié à Bruxelles, puis à Londres, Rochefort continua dans l'*Intransigeant* sa violente campagne contre le gouvernement opportuniste et rentra en France après l'amnistie de 1896.

Paris lui fit à cette époque un accueil enthousiaste.

Il soutint le ministère Bourgeois et le parti socialiste dont il critiqua cependant avec vigueur les tendances sectaires et surtout internationalistes.

Dans les récents événements occasionnés par la revision du procès Dreyfus, Henri Rochefort s'est prononcé avec sa véhémence habituelle contre les hommes politiques qui ont essayé d'établir un courant d'opinion en faveur du condamné de l'île du Diable.

Son voyage en Algérie (févr. 1899) fut signalé par des scènes tumultueuses suivies de nombreuses arrestations. (V. volume BIOGRAPHIE

LITTÉRAIRE, et HISTOIRE CONTEMPORAINE FRANÇAISE.)

ROEDERER (Pierre-Louis, comte) (1754-1835). Avocat à Metz, député par le tiers état de Metz à l'Assemblée constituante, il prit une part active aux discussions financières, défendit la famille royale, se cacha après la proscription des girondins et repartit après le 9 thermidor. Professeur d'économie politique, il entra à l'Institut, seconda Bonaparte au 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, sénateur (1802), ministre des finances de Joseph Bonaparte à Naples (1806), commissaire impérial dans le midi de la France et fit partie de la Chambre des pairs pendant les Cents-Jours. Son fils a publié ses œuvres complètes, 8 vol. (1853-1859).

ROGER-DUCOS (V. Ducos.)

ROGIER (Charles) (1800-1885), homme d'Etat belge. Adversaire du gouvernement hollandais, il prit une part active à la révolution de 1830, fit partie du gouvernement provisoire, du Congrès national comme député de Liège, gouverna la province d'Anvers (1831), devint ministre de l'intérieur (1832-1834), des travaux publics (1840), de la guerre et de l'intérieur (1847-1852), fut le chef de l'opposition libérale pendant le ministère de Decker, puis ministre de l'intérieur (1857-1861) et des affaires étrangères (1861-1868).

ROLIN-JACQUEMYS (Gustave) (1835), homme politique belge. Député de Gand (1878), ministre de l'intérieur (1878-1884) dans le cabinet Frère-Orban, il partit au Siam où il dirigea assez longtemps la politique de Chouloungkorn.

ROMAIN-DESFOSSÉS (Joseph) (1798-1864), amiral français. Député du Finistère à la Législative (1849), ministre de la marine et des colonies, il commanda la station navale du Levant (1851), entra au Sénat (1855) et fut promu amiral en 1860.

ROMANOV, nom de famille des empereurs de Russie.

ROMANZOV (Nicolas, comte de) (1750-1826), homme d'Etat russe. Chambellan d'Alexandre 1^{er}, il fut ministre du commerce, puis des affaires étrangères, et, favorable à Napoléon 1^{er}, démissionna en 1812 lors de l'invasion française.

ROMILLY (Samuel) (1758-1818), ju-

risconsulte anglais, issu d'une famille française. Avocat à Londres, *solicitor general* pendant le ministère Fox-Grenville (1806), il fut élu député aux Communes et vota les mesures les plus libérales. Il se suicida après la mort de sa femme.

ROON (Alb.-Theodor-Emile, comte) (1803-1879), général prussien. Ses travaux de topographie attirèrent l'attention sur lui; il prit part en 1849 à l'expédition contre les insurgés de Bade, et fut chargé en 1861 de diriger la réorganisation de l'armée prussienne. Il devint bientôt le chef du parti réactionnaire et eut à soutenir des luttes violentes contre la Diète, appuya activement Bismarck dont il avait facilité la fortune. Il est avec de Moltke et Bismarck un des grands acteurs de l'hégémonie prussienne.

ROSAMEL (Claude-Charles-Marie DUCAMPE DE) (1774-1848), amiral français. Il servit dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut pris par les Anglais dans le golfe de Venise (1811), mis en liberté en 1814, et, depuis, eut une carrière très active. Député de Toulon, ministre de la marine (1836-1839), il entra à la Chambre des pairs.

ROSAS (Don Manuel ORTIZ DE) (1793-1877), dictateur de la République Argentine. Il se mit à la tête du mouvement qui renversa Rivadavia (1827) et fut nommé chef de l'Etat argentin (1829). Il resta au pouvoir pendant vingt-trois ans, gouvernant autocratiquement, et fut renversé par Urquiza.

ROSEBERY (Archibal-Philippe PRIMROSE) (1847). Membre de la Chambre des lords (1868), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1881-1883), ministre des affaires étrangères (1886), de nouveau (1892) dans les cabinets présidés par Gladstone, il fut favorable à la politique de la Triple-Alliance et succéda comme premier ministre à Gladstone (1894-1895).

ROSETTI (Constantin) (1816-1885), homme politique roumain. Il se rendit populaire par ses poésies, ses brochures et journaux libéraux, prit part au mouvement révolutionnaire de 1848, se réfugia à Paris après avoir échappé aux Turcs, et entra en Roumanie après 1856. Ministre de l'instruction publique et des cultes.

(1861), il fut un des chefs du parti libéral, président de la Chambre (1876) et ministre de l'intérieur (1878-1880).

ROSMINI-SERBATI (Antonio) (1797-1855), philosophe italien. Prêtre en 1821, il se fit un nom dans la philosophie, eut des démêlés avec la papauté et se soumit. Envoyé en mission par Charles-Albert à Rome (1848), il devint ministre de l'instruction publique au service du pape, dans le cabinet Rossi. Il suivit Pie IX à Gaète.

ROSSI (Pellegrino, comte) (1787-1848), économiste italien. Avocat à Bologne, il s'attacha au parti français, dut quitter son pays et s'installa à Genève (1815) dont il devint citoyen (1819). Membre du conseil représentatif de Genève et professeur de droit romain, il fut député à la Diète de Berne (1832), vint en France (1833), se fit naturaliser et professa l'économie politique au Collège de France, puis le droit constitutionnel à la faculté (1834). Pair de France (1839), il prit part aux discussions financières, fut envoyé à Rome comme ambassadeur (1845), devint député de Bologne à l'Assemblée romaine (1848), chef du ministère créé par Pie IX et fut assassiné le 15 novembre 1848.

ROSTOPCHINE (Fédor, comte) (1765-1826), général russe. Ministre des affaires étrangères sous Paul I^{er}, disgracié, il fut rappelé par Alexandre I^{er} qui le nomma gouverneur de Moscou. On prétend qu'il donna l'ordre d'incendier cette ville lors de l'entrée des Français (1812), ce qu'il conteste dans son livre : *Vérité sur l'incendie de Moscou* (1824).

ROTHSCHILD. Famille de banquiers israélites, d'origine allemande. Le fondateur de la maison de banque fut *Mayer-Anselme* (1742-1812), agent de la cour de l'électeur de Hesse-Cassel. La branche française eut pour chef *James* (1792-1868), puis *Edmond-James* (1825). — La branche anglaise a eu pour chef *Lionel-Nathan* (mort en 1879), député de Londres à la Chambre des communes, puis *Nathaniel-Meyer* (1840), député d'Aylesbury à la Chambre des communes (1865), membre de la Chambre des lords (1885).

ROTTECK (Charles-Venceslas de) (1775-1848), homme politique allemand. Professeur d'histoire à Fri-

bourg-en-Brigau, conseiller de cour (1816), député à la Chambre du grand-duché de Bade (1819), il professa l'économie politique et le droit, fonda un journal libéral (1841) qui fut supprimé ainsi que ses cours (1832).

ROUANET (Gustave) (1855). Fils d'un ancien procureur de décembre, il débuta dans la vie politique par le journalisme et collabora au *Cri du Peuple* et à la *Revue socialiste* fondée par Benoit Malon. Conseiller municipal de Paris en 1890, réélu en 1893, il fut, la même année, élu député de Montmartre contre l'abbé Garnier, candidat des socialistes chrétiens.

Pendant la dernière législature, il rédigea un très important rapport sur l'affaire du Panama. Réélu en 1898, M. Rouanet a prononcé, en 1899, lors des débats tumultueux sur l'Algérie, un magistral discours, qui constituait un véritable réquisitoire contre les antisémites algériens.

ROUHER (Eugène) (1814-1884). Avocat à Riom, député du Puy-de-Dôme à la Constituante et à la Législative

(1848-1851), il eut le portefeuille de la justice de 1849 à 1852, devint vice-président du conseil d'Etat, sénateur (1856) et ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de 1855 à 1863. Ministre d'Etat de 1863 à 1869, surnommé le « ministre de la parole », il défendit les plus funestes entreprises de l'Empire, notamment l'expédition du Mexique et la campagne en faveur du pouvoir temporel du pape, au sujet de laquelle il prononça le fameux « jamais l'Italie ne s'emparera de Rome ». Très puissant jusqu'au ministère Emile Olli-



Rouanet.



Rouher.

vier (1869) qu'il combattit, il fut président du Sénat (1869-1870) et s'enfuit en Angleterre après la révolution du 4 septembre 1870. Il résida à Chislehurst auprès de l'ex-empereur, fut élu député de la Corse (1872), dirigea le parti bonapartiste, appuya la politique de M. Buffet en 1875, représenta l'arrondissement de Riom après les élections de 1876, et adhéra au Seize-Mai. Réélu en 1877, il reconnut le prince Jérôme-Napoléon comme chef du parti bonapartiste à la mort du prince impérial. Il renonça à la vie politique en 1881.

ROUJOUX (Prudence-Guillaume, baron de) (1779-1836). Il suivit le contre-amiral Lacrosse à la Guadeloupe dont il dressa la carte, fut à son retour (1806) sous-préfet de Dol et de Saint-Pol, préfet du Ter (Catalogne) et des Pyrénées-Orientales, s'occupa de littérature pendant la Restauration et fut préfet du Lot après 1830.

ROULAND (Gustave) (1806-1878). Il débuta dans la magistrature, devint avocat général à la Cour de cassation (1847), député de Dieppe (1846-1848), procureur général près la cour de Paris (1853), ministre de l'instruction publique et des cultes (1856-1863), président du conseil d'Etat (1863) et gouverneur de la Banque de France (1864). Il était entré au Sénat impérial en 1859. En 1876, il fut élu par le département de la Seine-Inférieure au Sénat de la République (1876) où il soutint les hommes du Seize-Mai.

ROUSSEL (Théophile-Victor-Jean-Baptiste) (1816). Docteur en médecine, député de la Lozère à la Législative (1846), il appartint au parti républicain modéré, fut réélu par le même département en 1871 et s'occupa surtout d'hygiène et de la protection de l'enfance. La loi, dite *loi Roussel*, place son auteur au premier rang des philanthropes. Réélu en 1876, il fit partie des 363 et entra au Sénat en 1879.

ROUSSIN (Albin-Reine) (1781-1854), amiral français. Il combattit les Anglais sous l'Empire, rectifia les cartes des côtes d'Afrique et du Brésil (1816-1820), dirigea l'escadre qui obtint des réparations du Brésil (1828), celle dirigée contre l'usurpateur dom Miguel en Portugal (1831), devint pair de France (1832), ambassadeur

à Constantinople (1832-1834), ministre de la marine (1840 et 1843), et sénateur (1852).

ROUVIER (Maurice) (1842). Avocat à Marseille, député des Bouches-du-Rhône (1871), il siégea à l'extrême gauche; réélu en 1876, il fut accusé d'attentat à la poudre et fut acquitté (1876). Un des 363, réélu en 1877 et 1881, il prit une part active aux discussions financières, eut le portefeuille du commerce dans le cabinet Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1884-1885), échoua aux élections de 1885



Rouvier.

dans les Bouches-du-Rhône, mais passa dans les Alpes-Maritimes (même année), sur la liste opportuniste. Chargé de négocier à Rome une convention commerciale (1886), il devint chef de cabinet avec le portefeuille des finances (1887), ministre des finances dans les cabinets Tirard, Freycinet et Loubet (1889-1892). Élu député de Grasse (1889), réélu (1893), il fut un des députés dont les noms furent le plus souvent prononcés à propos des affaires du baron Reinach et de Cornelius Herz; la part qu'il avait prise au syndicat des Chemins de fer du Sud ne fut pas favorablement jugée par la Chambre; impliqué dans les poursuites à propos du Panama, il bénéficia d'un arrêt de non-lieu. Il a été réélu en 1898.

ROVIGO (Duc de). (V. SAVARY.)

ROY (Antoine, comte) (1765-1847), homme d'État français. Avocat à Paris, chef d'un grand établissement industriel dans l'Eure, député de la Seine pendant les Cent-Jours, réélu sous la Restauration, il fut ministre des finances (1819-1821), pair de France, de nouveau ministre des finances (1829), il continua de siéger à la Chambre des pairs sous la monarchie de Juillet.

ROYER (LE). (V. *Supplément*, à la fin du volume.)

ROYER-COLLARD (Pierre-Paul) (1763-1845). Avocat à Paris, il accueillit favorablement les idées de la Révolution, s'en sépara après le 10 août

1792, fut député de la Marne aux Cinq-Cents (1797) et exclu au 18 fructidor. Pendant l'Empire, il s'occupa d'études philosophiques et devint, sous la Restauration, conseiller d'Etat, député



Royer-Collard.

de la Marne, combattit les ultraroyalistes et fut le chef du parti doctrinaire. Il signa l'adresse des 221 et parla en faveur de la liberté de la presse sous Louis-Philippe. Orateur de talent et dialecticien de premier ordre, il entra à

l'Académie française en 1827.

RUCHDI PACHA (Méhémét) (1809-1882), homme d'Etat ottoman. Aide de camp de Mustapha Pacha, il servit dans le Liban (1840-1853), aida à la réorganisation de l'armée, devint ministre de la guerre (1853) et commanda en chef la garde impériale pendant la guerre de Crimée. Il remplit les plus hautes fonctions administratives depuis 1855 jusqu'en 1873 (ministre de la guerre, grand vizir, ambassadeur à Berlin, etc.)

RUDINI (Antonio di) (1839), homme d'Etat italien. Syndic de Palerme (1866), préfet de Naples (1868), ministre de l'intérieur (1869), député de Canicatti (Sicile) (1860-1882), député de Syracuse (1882), il devint chef du groupe la Jeune Droite, ministre des affaires étrangères et président du conseil (1891-1892), et de nouveau en 1896.

RUFFO (Don Fabricio, comte de CASTELCICALA) (1745-1832), homme politique napolitain. Créature d'Acton, il fut chef du tribunal d'inquisition politique, suivit la cour à Palerme (1799), devint premier ministre, ambassadeur à Londres (1802) et à Paris (1815).

RULHIÈRE (Joseph-Marcellin de) (1787-1862), général français. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, prit part aux expéditions d'Espagne (1823), de Morée (1828-1829), d'Alger (1830), d'Anvers (1832), passa

en Algérie et entra à la Chambre des pairs (1845). Député de la Haute-Loire à la Constituante et à la Législative (1818-1851), il tint le portefeuille de la guerre de 1848 à 1849.

RUMIGNY (Marie-Théodore de GUELLY, comte de) (1789-1860), général français. Il prit part aux campagnes de l'Empire, devint aide de camp du duc d'Orléans (depuis Louis-Philippe) en 1818, député de la Somme (1830), de la Mayenne (1831-1837) et siégea parmi les conservateurs. Envoyé en Vendée comme commissaire général (1831), il fut aussi chargé de réprimer l'émeute parisienne de 1832.

RUNDJET-SINGH (1782-1839), roi de Lahore. Il monta sur le trône en 1799, lutta intrépidement pour son indépendance et organisa son armée à l'européenne, grâce au concours des généraux Allard et Ventura.

RUSSELL (John, comte) (1792-1878), homme d'Etat anglais. Député à la Chambre des communes, il siégea parmi les wighs, se fit remarquer par son éloquence et son habileté parlementaire et contribua aux victoires du parti libéral en 1829 et 1832. Payeur général de l'armée (1830), secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Melbourne (1835), ministre des colonies (1839), il fut de 1841 à 1846 le chef de l'opposition contre Robert Peel, et devint premier lord de la trésorerie (1846). Renversé en 1852, il fut ministre des colonies dans le cabinet Palmerston, des affaires étrangères dans le cabinet de 1859, entra à la Chambre des pairs (1861), et devint premier ministre à la mort de Palmerston (1865). Sa politique étrangère ne fut en général ni très habile ni très heureuse.

RUSSELL (Odo-William-Léopold) (1824-1884), diplomate anglais. Après avoir tenu quelques postes diplomatiques, il devint sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1870), ambassadeur à Berlin (1871) et membre du conseil privé (1872).

SACKEN (OSTEN, baron) (1750-1837), général russe. Il fit les campagnes contre les Turcs, les Polonais, contre la France, fut prisonnier à la bataille de Zurich (1799), servit encore contre les Français et les Turcs et gouverna Paris après la capitulation de 1814.

SADI CARNOT. (V. CARNOT.)

SAGASTA (Praxedes-Mateo) (1827-1897), homme d'Etat espagnol. Ingénieur à Valladolid, député de Zamora aux Cortès (1854), il passa en France après l'insurrection de 1856, rentra



Sagasta.

à Madrid, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Prim, puis ministre d'Etat (1870) et se prononça pour la monarchie. Maintenu dans son poste par Amédée (le duc d'Aoste, devenu roi d'Espagne), il est resté depuis le chef du parti monarchique libéral qui disputa le pouvoir aux conservateurs; ministre des affaires étrangères, de l'intérieur et président du conseil (1874) sous la présidence de Serrano, il reprit la direction des affaires après la mort de Canovas (1897) et eut la difficile tâche de rétablir l'ordre à Cuba, de relever le crédit de l'Espagne et de faire face aux Etats-Unis. Il mourut peu après.

SAGRA (Ramon de LA) (1798-1871), savant espagnol. Professeur d'économie politique à l'Athénée de Madrid, partisan des idées de Proudhon, il siégea aux Cortès de 1854 à 1856.

SAÏD PACHA (Mohammed) (1822-1863), vice-roi d'Égypte. Grand amiral de la flotte égyptienne, il succéda à Abbas Pacha (1854), fournit au sultan un contingent d'Égyptiens lors de la guerre d'Orient (1854) et se

montra très favorable à l'établissement du canal de Suez.

SAINT-ARNAUD (Jacques LEROY DE) (1798-1854), maréchal de France. Officier d'ordonnance de Bugeaud, il suivit celui-ci à Blaye, en Algérie, où il conquit ses grades à l'assaut de Constantine, à Mouzaïa, à la prise de Mascara, à l'expédition contre Bou-Maza, contre la Petite-Kabylie. Ministre de la guerre (novembre 1851), il prit une part prépondérante au coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint maréchal de France, grand écuyer de Napoléon III, et reçut le commandement en chef de l'armée au début de la guerre de Crimée (1854). Il mourut au moment où il s'apprêtait à attaquer Sébastopol.

SAINT-MARC GIRARDIN (Marc GIRARDIN, dit) (1801-1873), littérateur et homme politique français. Pour ses nombreuses publications littéraires, historiques, et sa carrière de professeur, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. D'opinions libérales, il devint maître des requêtes au conseil d'Etat après la révolution de Juillet, député de Saint-Yrieix (1834-1848), siégea au centre constitutionnel et fut quelques jours ministre de l'instruction publique (1848). Après la révolution de Février, il se retira de la politique active, écrivant aux *Débats* et publiant des brochures en faveur des Syriens, des Roumains et des Grecs opprimés par les Turcs. Député de la Haute-Vienne en 1871, il siégea au centre droit et contribua au renversement de Thiers (1873).

SAINT-PIERRE (François-Emmanuel GUIGNARD, comte de) (1735-1821). Ambassadeur à Constantinople (1768-1783), ministre de l'intérieur (1789), il



Saint-Marc Girardin.

conseilla à Louis XVI la résistance, émigra en 1790 et s'attacha à la fortune du futur Louis XVIII qui le fit pair de France à la Restauration.

SAINT-PRIEST (Emmanuel-Louis-Marie de GUIGNARD, vicomte de) (1789-1880), fils du précédent. Il servit dans l'armée russe contre la France, fut nommé maréchal de camp lors de la Restauration, prit part à l'expédition d'Espagne (1823) et remplit les fonctions d'ambassadeur à Berlin (1823-1825) et à Madrid (1827-1830). En 1832, il seconda la duchesse de Berry et fut arrêté. Acquitté par la cour d'assises de Montauban (1833), un des chefs du parti légitimiste, il fut député de l'Hérault à la Législative (1849).

SAINT-PRIEST (Alexis, comte de) (1805-1851). Gentilhomme de la chambre de Charles X, pair de France, il fut chargé de missions diplomatiques en Portugal, au Brésil et en Danemark. Il était membre de l'Académie française.

SAINT-SIMON (Claude-Henri, comte de) (1760-1825), économiste français. Il servit dans la guerre d'Amérique,



Saint-Simon.

quitta la carrière des armes en 1789 et s'occupa depuis d'études économiques et philosophiques. (V. volume SOCIALISME.) A peu près ruiné, il tenta de se suicider (1823), perdit un œil et vécut encore deux

ans. Sa doctrine compta de nombreux adhérents.

SAINT-VALLIER (Charles-Raymond de LA CROIX DE CHEVRIÈRES, comte de) (1833-1886). Il débuta dans la carrière en 1852, fut ministre plénipotentiaire à Stuttgart (1868), commissaire général auprès de l'armée allemande d'occupation (1874) et ambassadeur à Berlin (1877-1881). Sénateur de l'Aisne (1876), il siégea au centre gauche et fut réélu en 1885.

SAINT-VINCENT (John JERVIS, lord) (1734-1823), amiral anglais. Il se fit une grande réputation dans la marine anglaise, devint membre de la Chambre des communes (1790), sié-

gea dans les rangs de l'opposition et fut premier lord de l'amirauté. Il remporta la célèbre victoire de Saint-Vincent sur l'amiral espagnol Juan Cordova et commanda jusqu'en 1805 d'une façon active dans la Méditerranée et dans l'Océan.

SAINTE-AULAIRE (Louis de BEAUPOIL, comte de) (1778-1854). Chambellan de Napoléon I^{er} (1811), préfet de la Meuse (1812), de la Haute-Garonne sous la 1^{re} Restauration, député de la Meuse (1815), il siégea dans les rangs des constitutionnels, se rallia à Louis-Philippe qui le fit ambassadeur à Rome, Vienne, Londres, et pair de France. Il était membre de l'Académie française.

SAINTE-BEUVE (Charles-Augustin de) (1804-1869). Pour ses œuvres littéraires, poétiques et critiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. Imbu des principes philosophiques des encyclopédistes du xviii^e siècle, lié avec Pierre Leroux, Lamennais, Armand Carrel, etc., il fut effrayé par la révolution de Février et



Sainte-Beuve.

accueillit avec faveur le régime impérial. Napoléon le fit sénateur (1865).

SALDANHA OLIVEIRA E DAUN (João-Carlos, duc de) (1791-1861), homme d'Etat portugais. Ministre des affaires étrangères (1825) et de la guerre (1826-1827), il se mit à la tête de l'armée constitutionnelle contre dom Miguel. Obligé de fuir après quelques insuccès, il repartit en Portugal en 1833, battit les troupes de dom Miguel et fut nommé président du conseil (1835-1836, 1846-1849, 1851-1856).

SALICETI (Christophe) (1757-1809), conventionnel. Avocat en Corse, député aux Etats généraux et à la Convention, il fit décréter que la Corse faisait partie intégrante du territoire français, vota la mort du roi sans appel ni sursis, fut chargé de missions dans le Midi, notamment à Toulon. Commissaire à l'armée d'Italie, député aux Cinq-Cents, il tenta de s'opposer au coup d'Etat du 18 brumaire, fut tenu quelque temps à l'écart, et remplit plusieurs missions en Italie. Il eut sous Joseph

Bonaparte et sous Murat, à Naples, le ministère de la police et celui de la guerre (1806-1809).

SALISBURY (Robert-Arthur-Talbot GASCOIGNE-CECIL, lord) (1830), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1853), de la Chambre des lords (1868), il combattit la politique de Gladstone, devint à la mort de lord Derby le chef du parti conservateur, ministre de l'Inde (1874), ministre des affaires



Salisbury.

étrangères (1878), premier ministre en 1885, en 1886-1892, et en 1895, avec le portefeuille des affaires étrangères. Il poursuivit l'œuvre de l'occupation de l'Égypte et témoigna ses sympathies pour la Triple-Alliance.

SALVANDY (Narcisse-Achille, comte de) (1795-1856). Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, entra dans la maison militaire de Louis XVIII, se lança dans la littérature et publia quelques ouvrages historiques et des brochures politiques contre les ultraroyalistes. Membre du conseil d'Etat (1819), révoqué en 1821, réintégré en 1828, il fut député de l'Eure après la révolution de Juillet, ministre de l'instruction publique (1837-1839), ambassadeur à Madrid (1841), à Turin (1843), reprit le portefeuille de l'instruction publique (1845-1848) et fit d'importantes améliorations. Il était entré à l'Académie française en 1835.

SALVERTE (Anne-Joseph-Eusèbe BACONNIÈRE DE) (1771-1839). Avocat du roi au Châtelet (1789), condamné à mort par contumace après le 13 vendémiaire an III, il se livra à la littérature et fut député de Paris en 1828. Il siégea dans les rangs de l'opposition.

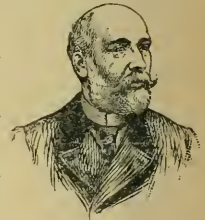
SAN-MIGUEL (Evaristo, duc de) (1785-1862), général espagnol. Après avoir combattu l'invasion française, il seconda en 1820 l'insurrection de Riego et fut ministre des affaires étrangères (1822-1823). Il se joignit à Mina en 1823 contre le duc d'Angoulême, fut pris et séjourna en Angleterre jusqu'en 1834. Nommé à cette date gouverneur militaire de l'Aragon, il fut ensuite ministre de la ma-

rine (1839), lieutenant général dans la Nouvelle-Castille (1843) et sénateur (1854).

SANTAREM (Emmanuel-François de BARROS Y SOUZA, vicomte de) (1790-1836), homme politique et géographe portugais. Partisan de dom Miguel, il fut ministre des affaires étrangères de 1828 à 1833, se réfugia à Paris après la victoire de dom Pedro et se livra à ses études historiques et géographiques. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

SANTA-ROSA (SANTORRE, comte de) (1783-1825), homme d'Etat sarde. Employé au ministère de la guerre à Turin, un des chefs de la révolution de 1821 qui renversa Victor-Emmanuel I^{er}, il reçut le portefeuille de la guerre, et fut battu par les Autrichiens. Il se réfugia en France et périt dans les rangs des Grecs révoltés (1825).

SARRIEN (Jean-Marie-Ferdinand) (1840). Avocat et maire de Bourbon-Lancy, député de Charolles (1876), il siégea à la gauche républicaine, et fut réélu jusqu'à ce jour. Ministre des postes et télégraphes (1885), de l'intérieur (1886), de la justice (1886), de l'intérieur (1887), il eut encore ce dernier portefeuille en 1896 dans le cabinet Bourgeois. En 1898, M. Brisson lui confia le ministère de la justice.



Sarrien.

SAUZET (Jean-Pierre, dit Paul) (1800-1876). Avocat à Lyon, député de cette ville (1834-1848), il siégea parmi les conservateurs libéraux, devint vice-président de la Chambre, ministre de la justice dans le cabinet Thiers (1836), et président de la Chambre jusqu'en 1848.

SAVARY (Anne-Jean-Marie-René, duc de Rovigo) (1774-1833), général français. Il servit dans les armées de la Révolution, fut chargé de fusiller le duc d'Enghien en 1804, combattit à Austerlitz, Jéna, Eylau et Friedland. Créé duc de Rovigo, il reçut l'ambassade de Pétersbourg (1807), assista aux conférences d'E-

furt, remplaça Fouché à la police générale (1810) et tomba en disgrâce après la conspiration du général Malet qu'il n'avait pas su déjouer. Pair de France et commandant général de la gendarmerie pendant les Cent-Jours, prisonnier des Anglais à Malte (1815), il s'évada après sept mois de captivité, fut condamné à mort par contumace en France et acquitté en 1819 par le 1^{er} conseil de la guerre de Paris. Commandant de l'armée d'Algérie (1831), il se rendit célèbre par ses cruautés envers les indigènes. A laissé des *Mémoires* (8 vol.), 1828.

SAVIGNY (Frédéric-Charles de) (1779-1861), juriconsulte allemand. Il publia un grand nombre d'ouvrages sur le droit ancien et moderne, fut professeur à l'université de Berlin (1810), conseiller d'Etat (1817), ministre de la justice de Prusse (1842) et rentra dans la vie privée en 1848. Son influence sur le mouvement des idées politiques et historiques a été considérable.

SAY (Jean-Baptiste) (1767-1832), économiste français. Secrétaire du ministre des finances Clavière, membre du Tribunal (1799), il montra des idées libérales qui le firent mettre en disgrâce sous le Consulat et l'Empire. — Pour ses grands travaux d'économie politique, V. volume ÉCONOMIE POLITIQUE.

SAY (Jean-Baptiste-Léon) (1826-1896), petit-fils du précédent. Député de la Seine (1871), préfet de ce département (1871-1872), ministre des finances (1872-1873), de nouveau en 1875-1877, il fut un des chefs du centre gauche. Sénateur de Seine-et-Oise (1876), il reprit le portefeuille des finances de 1877 à 1879, fut ambassadeur à Londres pendant quelques semaines (1879), président du Sénat et ministre des finances (1882). Libre-échangiste, il prononça de nombreux discours en province, fonda l'Union



Say (J.-B.).



Say (Léon).

républicaine libérale, et combattit la politique du général Boulanger. Elu député de Pau (1889), et réélu (1893), il avait donné sa démission de sénateur, était entré à l'Académie française en 1886. — Pour ses ouvrages d'économie politique, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

SCHAEFFLE (Albert-Eberhard-Frédéric) (1831), homme politique autrichien. Professeur d'économie politique à Tubingue, puis à Vienne, membre de la Chambre de Wurtemberg (1862-1865), du Parlement douanier allemand (1868), il fut l'adversaire de la Prusse et devint ministre du commerce et de l'agriculture dans le cabinet autrichien de Hohenwart (1871). Depuis il s'est consacré aux études économiques.

SCHAMYL. (V. CHAMYL.)

SCHARNHORST (Gérard-David de) (1756-1813). Originaire du Hanovre, il entra au service de la Prusse, combattit à Auerstædt et à Eylau, et, après la paix de Tilsit, fut placé à la tête de l'administration de la guerre. Il prépara la revanche, fixa les bases de l'organisation militaire de la Prusse moderne et dirigea le soulèvement militaire de 1813. Aide de camp de Blücher, il fut blessé à Lutzen et mourut des suites de sa blessure.

SCHEURER-KESTNER (Auguste) (1833). Directeur de l'établissement industriel de Thann (Haut-Rhin), il combattit le régime impérial, fut député du Haut-Rhin (1871) et vota contre les préliminaires de la paix. Démonstrateur avec les députés de l'Alsace, il fut réélu par le département de la Seine (1871), siégea à l'Union républicaine, et entra au Sénat comme membre inamovible (1875). Il a pris, dans ces derniers temps, l'initiative de la campagne de révision du procès Dreyfus.



Scheurer-Kestner.

SCHIMMELPENNINCK (Rutger-Jean) (1761-1825), homme d'Etat néerlandais. Député à la Convention nationale batave, il fut ambassadeur à Paris (1798), plénipotentiaire au con-

grès d'Amiens (1802), ambassadeur à Londres et grand pensionnaire de Hollande (1805-1806). Il se retira à l'arrivée de Louis Bonaparte, fut nommé par Napoléon I^{er} comte et sénateur de l'Empire après l'incorporation de la Hollande à la France, et entra à la Chambre des Pays-Bas lors de la restauration de la royauté.

SCHMERBING (Antoine, chevalier de) (1805-1893). Homme d'Etat autrichien, il présida le Parlement allemand de Francfort en 1848 et devint chef du ministère du Vicaire-Impérial, l'archiduc Jean. Ministre de la justice dans le cabinet Schwarzenberg (1849-1851), président de la Haute-Cour, chef du ministère de 1861 à 1865, il fut un des représentants les plus énergiques des tendances centralistes en Autriche et il combattit la Prusse en Allemagne.

SCHNEIDER (Antoine-Virgile, baron) (1789-1847), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, servit en Espagne (1823), en Morée (1828), devint directeur général du personnel au ministère de la guerre (1832), député de Sarreguemines (1834) et ministre de la guerre (1839-1840).

SCHNEIDER (Eugène) (1805-1875). Directeur des forges de Bazeilles, puis de celles du Creusot, il fut député de 1845 à 1848, ministre de l'agriculture et du commerce (1851), membre de la commission consultative nommée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, représenta le département de Saône-et-Loire au Corps législatif pendant toute la durée de l'Empire, fut président de cette Assemblée (1867-1870), régent de la Banque de France et président du conseil d'administration de la Société générale.

SCHNITZLER (Eduard) (1840-1893), explorateur allemand, dit *Emin Pacha*. Il se convertit à l'islamisme (1873), entra dans l'armée égyptienne, et reçut le titre de gouverneur du Soudan égyptien.

SCHOELCHER (Victor) (1804-1893). Sous la Restauration et la monarchie de Juillet, il se mêla activement aux divers mouvements républicains et se préoccupa surtout de l'abolition de l'esclavage des nègres. Sous-secrétaire d'Etat à la marine (1848), il fit rendre le décret proclamant le principe de l'émancipation des noirs, représenta la Guadeloupe à la Consti-

tuante et à la Législative (1848-1851) et siégea à la Montagne. Expulsé après le coup d'Etat de 1851, il se fixa en Angleterre, reentra en 1870, commanda la légion d'artillerie de la garde nationale pendant le siège de Paris, représenta la Martinique à l'Assemblée nationale (1871) et siégea à l'extrême gauche. Sénateur inamovible (1876), il réclama l'abolition de la peine de mort, l'amnistie pleine et entière et combattit le Seize-Mai.



Schoelcher.

SCHOVALOV (Pierre, comte) (1827-1882), diplomate russe. Il débuta dans la carrière des armes, devint général, gouverneur des provinces baltiques, puis chef de la police politique. Ambassadeur à Londres (1874), délégué au congrès de Berlin, il fit des visites aux ministres des grandes puissances auxquelles on attribua un sens pacifique, et fut rappelé à Pétersbourg en 1879.

SCHRAMM (Jean-Paul-Adam, comte) (1789-1884), général français. Il conquiert ses grades dans les campagnes de l'Empire, ne reprit du service qu'en 1830, fit la campagne de Belgique (1831-1832) et fut envoyé en Algérie. Conseiller d'Etat (1830), député (1834), pair de France (1839), il siégea parmi les conservateurs, reçut de Louis-Napoléon le ministère de la guerre (1850-1851) et entra au Sénat (1852).

SCHWARZENBERG (Charles-Philippe, prince de) (1771-1819), feld-maréchal autrichien. Il servit contre les Turcs, et les Français pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, représenta l'Autriche à Pétersbourg (1809), à Paris (1809) et commanda en chef les armées alliées contre la France (1814 et 1815).

SCHWARZENBERG (Félix, prince de) (1800-1852), homme d'Etat autrichien, fils du précédent. Il remplit de nombreuses fonctions diplomatiques; après la répression de l'insurrection de Vienne (oct. 1848), il fut désigné par la coterie féodale-militaire pour relever la monarchie absolue; président du conseil (nov.), il obtint la retraite de l'empereur Ferdinand I^{er},

renvoya le Parlement et établit à l'intérieur un régime de compression centraliste; au dehors il combattit la formation d'une confédération germanique restreinte dont la Prusse aurait eu l'hégémonie, et imposa à Frédéric-Guillaume IV les conventions d'Olmütz (nov. 1850); il ne réussit pas à obtenir les réformes fiscales qu'il proposa au conférencier de Dresde (1851).

SCLOPIS DE SALERANO (Paul-Frédéric, comte) (1798-1878), homme politique italien. Docteur en droit à Turin, membre de la cour suprême de justice, procureur général, il collabora au code civil sarde et reçut en 1848 le portefeuille de la justice et des affaires ecclésiastiques. Il se montra libéral, fut élu député de Turin, puis sénateur, et présida en 1872 le tribunal arbitral réuni à Genève pour régler l'affaire de l'*Alabama*.

SÉBASTIANI (Horace, comte de LA PORTA) (1775-1851), maréchal de France. Il fit partie de l'armée d'Italie, aida au coup d'Etat du 18 brumaire, reçut une mission en Orient pour seconder les projets de Napoléon sur l'Inde, puis le titre d'ambassadeur à Constantinople (1806), et repoussa la flotte anglaise qui menaçait la ville (1807). Il servit en Espagne de 1809 à 1811, fit la campagne de Russie, celle d'Allemagne et celle de France. Député de l'Aisne pendant les Cent Jours, de la Corse (1819), de Vervins (1826), il siégea parmi les libéraux, fut, après 1830, ministre de la marine, et peu après ministre des affaires étrangères. C'est alors qu'après la défaite de l'insurrection polonaise, il prononça, à l'indignation des libéraux, la parole célèbre : « L'ordre règne à Varsovie. » Il fut nommé ambassadeur à Naples (1833), à Londres (1835-1839), maréchal de France (1840).

SÉGRIS (Emile-Alexis) (1811-1880). Avocat à Angers, député de cette ville comme candidat officiel, réélu en 1863 et 1869, il reçut le portefeuille de l'instruction publique, puis celui des finances dans le ministère Ollivier, en remplacement de M. Buffet. Il rentra dans la vie privée après le 4 septembre 1870.

SÉGUIER (Antoine-Jean-Mathieu, baron) (1768-1848), magistrat français. Il émigra lors de la Révolution,

rentra dans la magistrature à son retour en France et devint premier président de la cour impériale de Paris (1810). Conseiller d'Etat pendant la première Restauration, pair de France (1815), il se rallia à la monarchie de Juillet.

SÉGUR (Louis-Philippe, comte de) (1753-1830). Il fit la guerre d'Amérique, devint ambassadeur à Pétersbourg (1785-1789), maréchal de camp (1791), membre du Corps législatif sous le Consulat, conseiller d'Etat, grand maître des cérémonies à la cour de Napoléon et sénateur. Il vota la déchéance (1814), reprit néanmoins ses fonctions auprès de l'empereur pendant les Cent-Jours, devint pair de France (1819) et siégea avec les libéraux. — Membre de l'Académie française depuis 1803, il a laissé de nombreux ouvrages historiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

SELIM III (1761-1808), sultan de Turquie. Fils de Mustapha III, il monta sur le trône en 1789, signa la paix de Sistowa avec l'Autriche et de Jassy avec la Russie. A la suite de l'expédition de Bonaparte en Egypte, il entra dans la deuxième coalition, mais se rapprocha bientôt du premier Consul. Il entreprit des réformes, fut détrôné dans un soulèvement en 1807 et assassiné l'année suivante.

SELLA (Quintino) (1827-1884), homme politique italien. Ingénieur et membre du conseil des mines, ministre des finances dans les cabinets Ratazzi (1862), La Marmora (1864-1865) et Lanza (1869-1873), il fut un des chefs de la droite constitutionnelle.

SÉMONVILLE (Charles-Louis HUGUET, marquis de) (1759-1839). Député suppléant de la noblesse aux États généraux, ambassadeur de la République à Gènes et à Constantinople (1792), il fut arrêté en route par la cour d'Autriche (1793) qui l'échangea en 1795 contre la fille de Louis XVI. Il contribua au coup d'Etat de Brumaire, reçut l'ambassade de La Haye et devint sénateur en 1805. Rallié aux Bourbons, il entra à la Chambre des pairs et en fut grand référendaire.

SÉNARD (Antonin-Marie-Jules) (1800-1885). Avocat à Rouen, il prit part à la révolution de 1830, fit de l'opposition à la monarchie de Juillet, et devint procureur général à Rouen

après février 1848. Député de la Seine-Inférieure à la Constituante (1848), il fut nommé ministre de l'intérieur par Cavaignac, échoua aux élections de 1849 et prit place au barreau de Paris. Député de Seine-et-Oise (1874) réélu en 1876 et en 1877, il siégea à la gauche républicaine.

SERRANO Y DOMINGUEZ (Francisco) (1810-1885), homme d'Etat espagnol. Général de division en 1840, il contribua à la déchéance d'Espartero (1843) et devint ministre de la guerre (1845). Il fit de l'opposition à Narvaez, fut exilé en 1854, devint capitaine général de Madrid (1856), ambassadeur en France (1859), gouverneur de Cuba



Serrano.

et nommé duc de la Torre (1862). Emprisonné lors du coup d'Etat de Gonzalez Bravo (7 juillet 1868), il se joignit au pronunciamiento de Prim, battit les royaux au pont d'Alcolea (28 septembre), entra dans Madrid et fut nommé chef du pouvoir exécutif, généralissime; il promulgua les décrets relatifs au suffrage universel, à la liberté des cultes, à la fermeture des maisons des jésuites, etc., réprima durement les soulèvements de la Catalogne et de Valence et l'insurrection de Cuba. Nommé régent en 1869, il remit les pouvoirs à Amédée, duc d'Aoste, en 1871, et conserva le ministère de la guerre et la présidence du conseil. Il combattit ensuite les carlistes et quitta l'Espagne à l'avènement d'Alphonse XII. Etabli en France, il rentra dans son pays et reprit sa place au Sénat.

SEYMOUR (Horatio) (1810-1886), homme politique américain. Jurisconsulte renommé, membre de la Chambre des représentants (1842), il gouverna l'Etat de New-York en 1852 et en 1862, et échoua aux élections présidentielles de 1868 comme candidat des démocrates.

SÈZE (Raymond, comte de) (1748-1828). Avocat à Bordeaux, un des défenseurs de Louis XVI, il quitta Paris après la mort du roi, fut arrêté en province (1793), incarcéré et remis en liberté après le 9 thermidor. Louis

XVIII le nomma premier président de la Cour de cassation (1815), pair de France et comte. Il entra à l'Académie française en 1816.

SHERE-ALI. (V. CHIR-ALI.)

SHERMAN (Guillaume-Tecumseh) (1820-1891), général américain. Il prit une grande part à la guerre de la Sécession, dirigea le raid de Vicksbourg au Mississippi (1864), puis nommé général en chef du Mississippi, remporta une série de victoires sur le général confédéré Johnston et le força à capituler. Il reçut ensuite le commandement général de l'armée.

SIBOUR (Marie-Dominique-Auguste) (1792-1857), prêtre français. Evêque de Digne (1840), archevêque de Paris (1848), il sacra Napoléon III empereur des Français et fut assassiné en 1857 dans l'église Saint-Etienne-du-Mont par Verger, prêtre interdit.



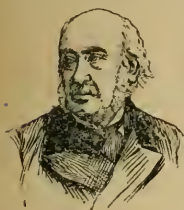
Sibour.

SIMÉON (Joseph-Jérôme, comte) (1749-1842). Avocat à Aix, il accueillit favorablement les idées de la Révolution, fut proscrit le 31 mai, quitta la France et rentra après le 9 thermidor. Député aux Cinq-Cents, membre du Tribunat, du conseil d'Etat, il collabora au Code civil, devint ministre de l'intérieur, puis de la justice, de Jérôme Bonaparte en Westphalie, préfet du Nord sous la 1^{re} Restauration, membre de la Chambre des députés (1815), ministre de l'intérieur (1820-1821), pair de France (1821) et premier président de la Cour des comptes (1837-1839).

SIMÉON (Joseph Balthasar) (1781-1846), fils du précédent. Préfet du Var, puis du Pas-de-Calais, il devint directeur des Beaux-Arts, entra au conseil d'Etat et à la Chambre des pairs (1835).

SIMON (Jules-François Suisse, dit JULES) (1814-1896). Professeur de philosophie, chargé du cours d'histoire de la philosophie à la Sorbonne (1839-1851), député des Côtes-du-Nord à la Constituante (1848-1849), il vota avec les modérés, refusa de prêter serment à la constitution de 1852 et fut révoqué de sa chaire de la Sorbonne. Député de la Seine (1863), réélu par

la Gironde (1869), il fit partie de l'opposition libérale, prononça de nombreux discours en faveur de l'instruction publique, de la liberté de la presse, contre la peine de mort, contre



Simon (Jules).

la déclaration de guerre à la Prusse, etc., fut proclamé le 4 septembre 1870 membre du gouvernement de la Défense nationale et nommé, le 5, ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. Député de Seine-et-Marne (1871), il garda son portefeuille jusqu'en 1873, secondant la politique de Thiers, fut élu sénateur inamovible (1875) et membre de l'Académie française (même année). Directeur du *Siècle*, il prêcha la modération, devint président du conseil et ministre de l'intérieur (1876), se déclara « franchement républicain et résolument conservateur », se retira lors du coup d'Etat du Seize-Mai, combattit les lois Ferry, notamment l'article 7, prit la parole contre l'amnistie plénière, la réforme de la magistrature, le divorce, etc. — Pour ses nombreux ouvrages, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

SISMONDI (Jean-Charles-Léonard SIMONDE DE) (1773-1842), historien et économiste suisse. Membre du conseil représentatif de Genève, il a laissé de nombreux travaux d'économie politique et d'histoire empreints d'idées libérales.

SOUBEYRAN (Jean-Marie-Georges, baron de) (1829-1897). Sous-gouverneur du Crédit foncier (1860), député de la Vienne (1863-1870), il soutint le gouvernement impérial, fut réélu en 1871, en 1876, fit partie du groupe de l'Appel au peuple et appuya le Seize-Mai. Constamment réélu depuis, il fut mêlé à de nombreux débats judiciaires relatifs au Crédit foncier et à d'autres spéculations financières.

SOULOQUE (1789-1867), nègre d'Haïti. Président de la République (1847), il se fit proclamer empereur sous le nom de Faustin I^{er} (1849) et fut célèbre par sa bêtise et sa cruauté. Geffrard le renversa en 1859.

SOULT (Nicolas-Jean-de-Dieu, duc de DALMATIE) (1769-1852), maréchal de France. Il servit sous Hoche et Pichegru, sous Custine et sous Masséna, tomba au pouvoir des Autrichiens qui le libérèrent après Marengo, devint commandant supérieur du Piémont, commandant du camp de Saint-Omer (1803), maréchal de France (1804), se distingua à Austerlitz et fut gouverneur de Vienne. Il fit ensuite la campagne de Prusse (1806) et celle de Pologne (1806-1807), reçut le titre de duc de Dalmatie après la prise de Kœnigsberg et le commandement du centre de l'armée d'Espagne (1808). De cette date, jusqu'à 1813, il se montra un stratège consommé, justifiant son titre de « premier manœuvrier de l'Europe », rejoignit l'armée d'Allemagne et assista aux batailles de Lutten et de Bautzen.

Envoyé par Napoléon I^{er} sur les frontières d'Espagne, il lutta pied à pied contre l'armée anglo-espagnole et ne cessa de combattre qu'après la bataille de Toulouse et la rentrée de Louis XVIII

en France. Il fut pendant quelques mois ministre de la guerre, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, entra à la Chambre des pairs et combattit à Fleurus et à Waterloo. Exilé par la 2^e Restauration, il ne reentra en France qu'en 1819, se rallia à la monarchie de Juillet, devint ministre de la guerre, président du conseil des ministres (1832), ambassadeur à Londres (1838), ministre de la guerre (1839), chef de cabinet avec le portefeuille des affaires étrangères (1840), puis avec celui de la guerre. Il resta au pouvoir jusqu'en 1847 et reçut le titre de « maréchal général ».

SPÉRANSKI (Michel GRAMATINE, comte) (1772-1839), homme d'Etat russe. Directeur de l'administration des affaires étrangères (1801), puis de celle de l'intérieur, président de la commission législative chargée de coordonner les lois de la Russie, il accomplit de grandes réformes, devint secrétaire de l'Empire (1810) et tomba en disgrâce comme prétendu ami de Napoléon (1812). Exilé en



Soult.

Sibérie, il y passa deux ans, devint gouverneur de Penza (1816), de la Sibérie (1819), rentra à Pétersbourg (1822) et reconquit toutes les faveurs de la cour. Il coordonna les lois et coutumes des Slaves, publia l'immense recueil du *Corpus juris Russici* (1833; 15 vol. in-4), et reçut le titre de comte (1839).

SPULLER (Eugène) (1835-1896). Avocat à Paris, très lié avec Gambetta, il fut son collaborateur à Tours, à Bordeaux, et à la *République française*. Député du 111^e arr.



Spuller (Eugène).

de Paris (1876), il siégea à l'Union républicaine, fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Gambetta (1881-1882), vice-président de la Chambre, élu député de la Côte-d'Or (1885), il reçut le ministère de l'instruction publique dans le cabinet Rouvier (1887), celui des affaires étrangères dans le cabinet Tirard (1889-1890); il avait été réélu député de Beaune (1889) et sénateur de la Côte-d'Or (1892) à la mort de Joigneaux. Dans le cabinet Casimir-Perier, il eut le portefeuille de l'instruction publique (1893). C'est lui qui prononça le mot malheureux d'« esprit nouveau » qui a été depuis tant exploité par le parti clérical.

STADION (Philippe, comte de) (1763-1824), homme d'Etat autrichien. Ambassadeur à Stockholm (1787), à Londres (1792), à Berlin (1801), il représenta aussi l'Autriche à Pétersbourg, organisa la 3^e coalition contre la France et devint ministre des affaires étrangères (1806). Eloigné des affaires en 1809 sur la demande de Napoléon I^{er}, il assista à divers traités et conférences (1813-1815) et reçut le portefeuille des finances qu'il garda jusqu'à sa mort.

STAMBOULOV (1853-1895), homme politique bulgare. Un des chefs du parti libéral avec Karavelov, il devint président de la Sobranié (1884-1886), eut la plus grande part dans l'élection au trône de Ferdinand de Saxe-Cobourg et exerça une vraie dicta-

ture, qui provoqua de nombreux complots (affaires Panitza, Milarov, Popov et Karavelov), cruellement réprimés; Stamboulov fut assassiné (1895).

STANHOPE (Philippe-Henry, vicomte MANNON, comte) (1805-1875), homme politique anglais. Député à la Chambre des communes (1830), il combattit la réforme parlementaire, devint sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1834), secrétaire du bureau des Indes (1845) et entra à la Chambre des lords en 1855.

STANLEY. (V. DERBY [Comte de].)

STAFFER (Philippe-Albert) (1766-1840), philosophe et homme politique suisse. Pasteur protestant, il professa la philosophie à Berne, devint ministre des arts, des sciences et du culte (1798), ministre près la République française (1800) et rentra dans la vie privée en 1803 lorsque Bonaparte se fit nommer « médiateur » de la Confédération helvétique.

STASSART (Goswin-Joseph-Augustin, baron de) (1780-1854), homme d'Etat belge. De 1804 à 1814, il servit dans l'administration française, devint membre des Etats de la province de Namur (1818) et de la seconde Chambre des Etats généraux (1821). Président du comité de l'intérieur après la révolution belge de 1830, il administra les provinces de Namur et de Brabant et présida le Sénat de 1831 à 1838.

STEIN (Henri-Frédéric-Charles, baron de) (1757-1831), homme d'Etat prussien. Ministre des finances, il présida le conseil en 1808, comprit la nécessité des réformes radicales et commença la réorganisation de la Prusse; à la suite d'une lettre imprudente, il dut être éloigné des affaires et proscrit par Napoléon, se réfugia en Russie où il poussa le tsar contre la France. Administrateur de la Saxe (1813) et chef du parti unitaire allemand, il devint suspect à la réaction, s'éloigna des affaires et consacra ses dernières années à préparer la publication de ces célèbres *Monumenta Germaniae historica*.

STEINMETZ (Ch.-Fred. de) (1796-1877), général prussien. Il prit part aux campagnes de 1813 et 1814, à l'expédition du Schlesvig (1848), commanda en 1866 le 5^e corps et battit les Autrichiens à Nachod, Skalitz et

Schweinschædel. Dans les guerres de 1870, il commanda la première armée, compromit le succès des Prussiens à Gravelotte, fut placé sous l'autorité de Frédéric-Charles et bientôt après éloigné du théâtre de la guerre.

STERBINI (Pietro) (1795-1863), homme politique italien. Affilié à la Jeune Italie, et compromis dans l'insurrection de 1831, il fut ministre du commerce et des travaux publics à Rome (1848) et contribua à faire proclamer la République. Après la prise de Rome, il se retira en Suisse, puis en France.

STEWART (Robert). (V. CASTLE-REAGH.)

STOURDZA (Alexandre) (1788-1854), homme politique roumain, au service de la Russie. Il dénonça au congrès d'Aix-la-Chapelle (1818) l'agitation libérale, fut nommé par Nicolas I^{er} conseiller intime pour les affaires étrangères et prit sa retraite en 1840.

STOURDZA (Michel) (1795-1884), hospodar de Moldavie. Ministre des finances, il fit partie de la commission chargée d'établir la constitution (1829), fut nommé par Nicolas I^{er} hospodar de Valachie (1834) et eut de nombreuses luttes à soutenir pour se maintenir au pouvoir. Il abdiqua après avoir amassé une très grande fortune et vint s'établir à Paris.

STRATFORD DE REDCLIFFE (STRATTFORT-CANNING, vicomte) (1788-1880), diplomate anglais. Ministre plénipotentiaire en Suisse (1813), il représenta son pays à Washington (1820-1823), à Pétersbourg, à Constantinople, où il resta jusqu'en

1858, jouant un rôle prépondérant auprès du sultan.

SUBERVIE (Georges-Gervais, baron) (1772-1856), général français. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député du Gers et d'Eure-et-Loir (1831-1848), réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), et eut quelques jours le portefeuille de la guerre (1848), puis la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

SUCRE (Antonio-José de) (1793-1829), président de la République de l'Équateur. Il seconda glorieusement Bolivar dans la guerre d'indépendance contre les Espagnols. Il organisa la Bolivie, séparée du Pérou (1825), chassa une armée péruvienne de la Colombie (1829), et fut assassiné en allant à Quito prendre son poste de président de la République de l'Équateur.

SUE (Eugène) (1801-1857). Aide-chirurgien dans la marine, il assista à la bataille de Navarin (1827), s'adonna à la littérature et publia de nombreux romans, dont quelques-uns à tendances sociales et politiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Député à la Législative (1850), il siégea à la Montagne et partit à Annecy après le coup d'État du 2 déc. 1851.

SUZANNET (Pierre-Jean-Baptiste-Constant, comte de) (1772-1815), chef vendéen. Emigré à la Révolution, il s'enrôla dans l'armée de Condé, prit part à l'expédition de Quiberon et servit sous Charette. Réfugié en Suisse, il reprit les armes (1799), et de nouveau pendant les Cent-Jours. Il périt au combat de La Roche-Servièrre à la tête d'un corps d'armée royaliste (1815).

T

TAAFFE (Edouard, comte de) (1833-1895), homme d'État autrichien. Ministre de l'intérieur (1867), président du conseil (1869-1870), quelque temps ministre de la défense nationale,

puis gouverneur du Tyrol et du Vorarlberg (1871), ministre de l'intérieur et président du conseil (1879), il inclina vers la coalition fédéraliste-aristocratique et put ainsi, moyennant

quelques légères concessions aux Slaves et à l'appui de l'empereur, conserver le pouvoir pendant quatorze ans. Le triomphe en Bohême du parti démocratique ou jeune-tchèque disloqua la majorité; Taaffe essaya un projet de réforme électorale, mais il fut abandonné par l'empereur et renversé par la coalition des conservateurs et des Allemands. Il cherchait surtout, selon son expression, à « vivoter ».

TAILHAND (Adrien-Albert) (1810-1889). Il débuta dans la magistrature, devint président de chambre à Nîmes (1869), député de l'Ardèche (1871) et siégea à droite. Ministre de la justice (1874-1875), il favorisa toutes les tentatives monarchiques, et fut élu sénateur de l'Ardèche (1876-1885).

TALLEPIED, comte de *Bondy*. (V. ce nom.)

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Alexandre, Angélique de) (1736-1821), prélat français. Archevêque de Reims (1777), député aux Etats généraux (1789), il émigra peu après, devint conseiller du futur Louis XVIII, membre de la Chambre des pairs (1814), cardinal et archevêque de Paris (1817).

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice de, prince de BÉNEVENT) (1754-1838), diplomate français, neveu du précédent. Connu sous le nom d'« abbé de Périgord », il fut évêque d'Autun



Talleyrand.

(1788), député aux Etats généraux et se réunit au tiers en faisant montre d'opinions libérales. Il prêta serment à la constitution civile du clergé, partit en mission à Londres, et, décrété d'accusation par la Convention (1792), passa en Amérique où il refit sa fortune dans le commerce. De retour en France (1796), il obtint du Directoire le ministère des relations extérieures (1797), seconda Bonaparte au 18 brumaire et fut mêlé à toutes les opérations politiques et diplomatiques du Consulat. Grand chambellan (1804-1810), il quitta les affaires étrangères en 1807, fut nommé vice-grand électeur, assista Napoléon à Erfurt, mais depuis 1810 fit une sourde opposition

au régime impérial, intrigua en faveur des Bourbons et devint chef du gouvernement provisoire après la déchéance de l'empereur. Ministre des affaires étrangères, il prit une grande part au congrès de Vienne, provoqua l'entrée des alliés en France après le retour de l'île d'Elbe et présida le ministère de Louis XVIII après Waterloo. Les ultraroyalistes obligèrent le roi à le renvoyer; il reçut le poste de grand chambellan, fit de l'opposition frondeuse dans les salons, et prononça d'importants discours à la Chambre des pairs. Ambassadeur à Londres (1830-1834), il vécut depuis dans la retraite, laissant la réputation d'un esprit brillant, versatile et peu scrupuleux.

TALLIEN (Jean-Lambert) (1767-1820). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE DEPUIS LE III^e SIÈCLE JUSQU'EN 1800.)

TANN (Louis-Samson von der) (1815-1881), général bavarois. En 1870, il commanda le 1^{er} corps bavarois, combattit à Wörth, Beaumont et Sedan, occupa Orléans (11 octobre), et fut battu à Coulmiers. Il prit part ensuite à la campagne de la Loire et au siège de Paris.

TAPARELLI. (V. AZEGLIO.)

TARDIF DE POMMEROUX. (V. BORDESOULLE.)

TARENTE (Duc de). (V. MACDONALD.)

TASCHER DE LA PAGERIE (Joséphine). (V. BEAUHARNAIS.)

TASCHEREAU (Jules-Antoine) (1801-1874). Député de Loches (1838), il siégea dans les rangs de l'opposition, collabora à divers journaux, représenta le département d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), siégea à droite, et soutint la politique de Louis-Napoléon.

TEGETTHOF (Guillaume de) (1827-1871). Né en Styrie, il commanda la flottille autrichienne contre le Danemark (1864) et battit à Lissa la flotte italienne (20 juillet 1866); il ramena du Mexique les restes de l'empereur Maximilien.

TEGOBORSKI (Louis de) (1793-1857), économiste russe. Ministre plénipotentiaire à Paris (1834), chargé de négociations à Vienne, conseiller d'Etat (1848), il entra dans le conseil privé où il s'occupa surtout d'économie politique.

TEISSERENC DE BORT (Pierre-Ed-

mond) (1814-1892). Député de l'Hérault (1846), de la Haute-Vienne (1871), il siégea au centre droit et reçut de Thiers le ministère de l'agriculture et du commerce (1872-1873). Sénateur de la Haute-Vienne (1876), il reprit le portefeuille de l'agriculture (1876-1877) et siégea au centre gauche. De nouveau ministre de l'agriculture (1877-1879), il ouvrit l'exposition de 1878, devint ambassadeur à Vienne (1879-1880) et fut réélu sénateur de la Haute-Vienne (1882).

TEMME (Jodocus-Donatus-Hubert) (1798-1881), juriconsulte allemand. Premier président de la cour d'appel de Munster (1848), député à l'Assemblée constituante prussienne (même année), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu au Parlement de Francfort, révoqué de ses fonctions judiciaires et condamné à neuf mois de prison. Il passa ensuite à Zurich où il professa le droit.

TEMPLE (Henry-John). (V. PALMERSTON.)

TERCEIRA (Comte de VILLAFLORE, duc de) (1790-1860), maréchal portugais. De 1828 à 1834, il combattit les troupes de l'usurpateur don Miguel à la tête de l'armée constitutionnelle, devint président du ministère en 1837, puis en 1842, mais ne s'y maintint pas longtemps, de même qu'en 1846. Ses rigueurs envers les démocrates l'avaient rendu très impopulaire.

TERNAUX (Louis-Mortimer) (1808-1872), homme politique français. Maître des requêtes au conseil d'Etat (1837-1848), député de Rethel (1842-1848), réélu par le dép. des Ardennes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à droite et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 déc. 1851.

TESTELIN (Armand-Achille) (1814-1891). Député du Nord à la Législative (1849-1851), il siégea à gauche, fut expulsé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint préfet du Nord (1870), député de ce département (1871) et siégea à l'extrême gauche. Sénateur inamovible (1875), il fit partie de l'Union républicaine et combattit le Seize-Mai.

TEWFIK PACHA (Méhéméd) (1852-1892), khédive d'Egypte. Il succéda à Ismaïl Pacha (1879), se trouva aux prises avec les plus graves embarras

et n'eut après les échecs de son ministre Arabi Pacha (1882) qu'une autorité nominale.

THÉNARD (Louis-Jacques, baron) (1777-1857). (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

THÉODOROS (1808-1868), négus d'Abyssinie, se donna la mort à Magdala après sa défaite par les Anglais.

THESIGER (Lord). (V. CHELMSFORD.)

THÉVENET (Marius) (1845). Avocat à Lyon, député du Rhône (1885), ministre de la justice et des cultes (1889), il poursuivit la Ligue des patriotes et le général Boulanger. Réélu en 1889, il fut élu sénateur (1890) et bénéficia d'une ordonnance de non-lieu à la suite des affaires de Panama dans lesquelles il avait été mêlé (1893).

THIBAUDEAU (Antoine-Claire) (1765-1854), conventionnel. Avocat à Poitiers, député de cette ville à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, devint, après le 9 thermidor, un des chefs du parti modéré, fut député aux Cinq-Cents, préfet de la Gironde (1800), conseiller d'Etat, préfet des Bouches-du-Rhône (1803) et pair de France pendant les Cent-Jours. Exilé comme régicide (1816), il se fixa à Prague, revint en France après juillet 1830 et entra au Sénat en 1852. Il a laissé des *Mémoires* fort importants.

THIBAUDIN (Jean) (1822), général français. Il servit en Algérie, en Crimée et fit partie de l'armée de Metz en 1870. Prisonnier en Allemagne, il s'évada, reprit du service et commanda la 2^e division du 24^e corps (armée de Bourbaki). Ministre de la guerre dans le cabinet Fallières (1883), il mit le duc d'Aumale et le duc de Chartres en inactivité.

THIERRY (Amédée-Simon-Dominique) (1797-1873), historien français, frère de Jacques-Nicolas-Augustin Thierry. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Professeur d'histoire à la faculté de Besançon, son cours fut suspendu sous le ministère Polignac; il fut préfet de la Haute-Saône, après 1830, conseiller d'Etat (1853) et sénateur (1860).

THIERS (Louis-Adolphe) (1797-1877). Collaborateur au *Constitutionnel* et au *National*, il rédigea et signa des premiers la protestation des journalistes contre les ordonnances de juillet 1830 et joua bientôt un rôle prépon-

dérant dans le cabinet Laffitte en qualité de sous-secrétaire d'Etat.

Il soutint ensuite la politique réactionnaire de Casimir Périer, devint ministre de l'intérieur (1832), du commerce et des travaux publics (1832-



Thiers.

1834), reprit le portefeuille de l'intérieur (1834), fut président du conseil en 1836 et en 1840. Sa politique faillit alors jeter la France dans une guerre contre l'Europe coalisée. Il fit à cette occasion voter la loi sur les fortifications de Paris qui devaient aussi dans sa pensée servir à contenir les faubourgs.

Orateur de talent, devenu riche par son mariage, très ambitieux, sans beaucoup de scrupules, il se signala par sa défense de l'hérédité de la pairie (1831), par sa conduite peu généreuse vis-à-vis de la duchesse de Berry (1832), par la rigueur avec laquelle il réprima les troubles de 1834 (affaire de la rue Transnonain), enfin par les lois de septembre (1835) contre la liberté de la presse.

Remplacé par Guizot, il se rallia à l'opposition dynastique, prononça des discours libéraux, fut député à la Constituante et à la Législative (1848-1851); il siégea à droite, vota pour la dictature de Cavaignac, combattit les socialistes, soutint la présidence du prince Louis-Napoléon, approuva l'expédition de Rome, la suppression des clubs et la limitation du suffrage universel.

Cependant, ayant protesté contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut exilé, revint en 1852 et reprit ses travaux historiques.

Député au Corps législatif (1863), réélu (1869), il réclama les « libertés nécessaires », combattit avec éloquence la politique extérieure de Napoléon III et s'opposa avec véhémence à la guerre contre la Prusse.

Pendant la guerre franco-allemande, après la révolution du 4 septembre Thiers parcourut, inutilement d'ailleurs, les cours d'Europe en vue d'obtenir leur intervention en faveur de la France.

Elu député en 1871 par 26 départements et nommé chef du pouvoir

exécutif, il signa les préliminaires de la paix et réprima l'insurrection de la Commune. On sait qu'il se montra impitoyable dans cette répression.

Nommé président de la République française (1872), il réorganisa l'armée, fit voter les impôts nécessaires pour rétablir l'équilibre budgétaire, réalisa avec succès 2 ou 3 milliards, paya l'indemnité de guerre et obtint la libération anticipée du territoire; il se prononça définitivement en faveur du régime républicain et fut, l'année suivante, remplacé par le maréchal Mac-Mahon. Il devint alors le chef du parti républicain modéré et contribua par son influence à faire voter la constitution de 1875. — Académicien depuis 1834. — V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

THISTLEWOOD (Arthur) (1772-1820), conspirateur anglais. Il organisa le complot contre les membres du cabinet Harrowby dans le but de favoriser une révolution radicale, fut trahi, arrêté et condamné à mort (1820).

THOMAS (Clément) (1809-1871), général français. Il fit de l'opposition au début de la monarchie de Juillet, fut condamné lors du procès d'avril 1835, devint député de la Gironde à la Constituante (1848) et colonel de la garde nationale de Paris. Il se signala contre les insurgés de Juin, commanda la garde nationale de Paris après le 4 septembre 1870, et, le 18 mars, chargé par Thiers d'enlever les canons à Montmartre et de désarmer une partie de la population, il fut reconnu, arrêté, condamné à mort avec le général Lecomte, et fusillé.

THORBECKE (Jean-Rodolphe) (1796-1872), homme politique néerlandais. Professeur à Gand et à Liège, député à la première Chambre (1840), il fut chef d'un cabinet progressiste de 1849 à 1853 après avoir présidé la commission de revision de la constitution des Pays-Bas.

THORIGNY (Pierre-François-Elisabeth-Tiburce LEULLONDE) (1798-1869), magistrat français. Avocat général à Paris (1845), il soutint la politique de l'Elysée, fut ministre de la justice dans le cabinet qui précéda le coup d'Etat du 2 décembre 1851, membre de la Commission consultative, conseiller d'Etat (1852), sénateur (1853)

et premier président de la cour d'Amiens (1858).

THOUVENEL (Edouard-Antoine) (1818-1866). Ministre plénipotentiaire à Athènes (1850), ambassadeur à Constantinople (1855-1860), sénateur (1859), ministre des affaires étrangères (1860), il fut nommé grand référendaire du Sénat en 1865.

TISSOT (Charles-Joseph) (1828-1884). Il passa une grande partie de sa carrière diplomatique en Orient, fut sous-directeur des affaires publiques aux affaires étrangères (1866), ministre de France à Athènes (1876) et ambassadeur à Constantinople. Archéologue distingué, il était correspondant de l'Institut.

TIRARD (Pierre-Emmanuel) (1827-1893). Négociant en bijouterie et horlogerie, maire du 11^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870, député de la Seine (1871), il siégea à

l'extrême gauche, fut réélu en 1876 et fil partie de la gauche républicaine. Un des 363, réélu en 1877, ministre de l'agriculture et du commerce (1879-1881), ministre du commerce (1882), des finances (1882-



Tirard.

1885), il avait été réélu député en 1881 et nommé sénateur inamovible en 1883. Président du conseil avec le portefeuille des finances (1887-1888), de nouveau en 1889-1890, il se montra un des adversaires du protectionnisme.

TISZA (Koloman) (1830), homme d'Etat hongrois. Député (1860), il devint chef du centre gauche et ministre de l'intérieur, président du conseil de Hongrie (1875-1890). Il souligna la politique du comte Andrássy, prit le portefeuille des finances en 1877, et favorisa toutes les tentatives d'hostilité contre la France.

TOCQUEVILLE (Hervé-Louis CLÉREL, comte de) (1772-1856). Il fut préfet de plusieurs départements sous la Restauration et entra à la Chambre des pairs en 1827.

TOCQUEVILLE (Alexis-Charles-Henri CLÉREL DE) (1805-1859). Il débuta dans la magistrature, partit

après la révolution de 1830 aux Etats-Unis pour y étudier le système pénitentiaire, fut député de Valognes (1839-1848), de la Manche à la Constituante et à la Législative (1848-1851), ministre des affaires étrangères (1849) et siégea avec les conservateurs. Il fit de l'opposition au coup d'Etat du 2 décembre 1851, fut emprisonné pendant quelques jours et se consacra aux travaux historiques. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Il entra à l'Académie française en 1844.

TOLAIN (Henri-Louis) (1828-1897). Ouvrier ciseleur, un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, député de la Seine (1871), il siégea à l'Union républicaine et fut élu sénateur de la Seine (1876). Ses opinions devinrent de plus en plus modérées. Il n'en avait pas moins refusé de voter des félicitations à l'armée de Versailles, après la défaite de la Commune.



Tolain.

TOPETE (Jean-Baptiste) (1821-1885), amiral et homme d'Etat espagnol. Il servit dans les guerres contre le Maroc (1860), contre le Pérou et le Chili (1866), se joignit au maréchal Prim pour renverser Isabelle, fut ministre de la marine et membre du gouvernement provisoire. Il tint encore le portefeuille de la marine et celui des colonies dans différents cabinets (de 1870 à 1874). L'avènement d'Alphonse XII le fit rentrer dans la vie privée.

TOPINO-LEBRUN (François-Jean-Baptiste) (1769-1802). Elève du peintre David, il fut juré au tribunal révolutionnaire, impliqué dans la conspiration de Babeuf, et, compromis dans le complot d'Aréna contre Bonaparte, fut condamné à mort et exécuté (1802).

TORENO (José-Maria QUEYPO DE LLANO RUIZ DE SARAVIA, comte de) (1786-1843), homme d'Etat espagnol. Il servit la cause de l'indépendance de son pays contre les Français, fut député aux Cortès et s'y montra d'opinions très avancées. Il quitta

son pays lors du triomphe de la réaction, rentra à l'amnistie de 1833, devint ministre des finances (1834), et président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères. Il tomba du pouvoir en 1835 et vint s'établir à Paris.

TOURNON (Philippe-Camille-Casimir de SIMIANE, comte de) (1778-1833). Préfet du dép. de Rome (1809-1814), de la Gironde, puis du Rhône sous la Restauration, il entra au conseil d'Etat et à la Chambre des pairs (1823).

TOUSSAINT-LOUVETURE (1742-1803), nègre haïtien, gouverneur de Saint-Domingue. D'une activité prodigieuse, doué d'un grand esprit d'organisation, il se montra cruel et despotique et tint tête aux Anglais, au général Hédouville, puis à Leclerc. Enlevé par trahison après sa défaite, on le transporta en France, au fort de Joux (Doubs) où il mourut après dix mois de captivité (1803).

TRACY (Antoine-Louis-Claude DESTUTT DE) (1754-1836). Député à l'Assemblée constituante (1789), maréchal de camp (1792), il se montra partisan des réformes, fut arrêté comme suspect pendant la Terreur et remis en liberté. Sénateur (1799), membre de l'Académie française (1808), il vota la déchéance de Napoléon 1^{er} et entra à la Chambre des pairs (1817). Il a laissé de nombreux ouvrages philosophiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

TRACY (Antoine-César-Victor-Charles DESTUTT, comte de) (1781-1864), fils du précédent. Il fit les guerres de l'Empire, quitta le service en 1818, représenta le département de l'Allier de 1822 à 1824, siégea à gauche et fut réélu sans interruption de 1827

à 1848. Député de l'Orne à la Constituante (1848), ministre de la marine (1848-1849), réélu à la Législative (1849-1851), il combattit la politique de l'Élysée et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.



Trarieux.

TRARIEUX (Joseph-Ludovic) (1840). Avocat à Bordeaux, député de cette ville (1879), il

siégea à la gauche républicaine, fut élu sénateur de la Gironde (1887) et eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Ribot (1895). Il se montra très actif dans l'affaire de la révision du procès Dreyfus et devint président de la Ligue des Droits de l'homme.

TRÉVISE (Duc de). (V. MORTIER.)

TRÉZEL (Camille-Alphonse) (1780-1860), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, accompagna comme aide de camp le général Gardanne dans sa mission en Perse (1807-1808), servit en Espagne, en Russie, à Waterloo où il perdit l'œil gauche, fit partie des expéditions d'Espagne (1823), de Morée (1828) et passa en Algérie (1831-1835). Pair de France (1846), ministre de la guerre (1847), il fut mis à la retraite en 1848.

TRICOUPIS (Spiridion) (1788-1873), homme d'Etat grec. Il joua un rôle important pendant la guerre d'indépendance de son pays, dans la diplomatie et l'administration, fut ambassadeur en Angleterre (1835-1838 et 1841-1843), ministre des affaires étrangères (1843), vice-président du Sénat (1844-1849), ambassadeur à Paris (1858), puis à Londres.

TRIPPIER (Nicolas-Jean-Baptiste) (1765-1840). Avocat à Paris, il quitta la France pendant la Terreur, revint après le 9 thermidor et se fit un nom célèbre au barreau. Elu député en 1815 et en 1822, il entra à la Cour de cassation en 1831 et à la Chambre des pairs en 1832.

TRIVULZIO (Christine), princesse de BELGIOSOSO. (V. ce nom.)

TROCHU (Louis-Jules) (1815-1896), général français. Il servit en Algérie, en Crimée et en Italie, fut nommé gouverneur de Paris par Napoléon III (17 août 1870), et, après le 4 septembre, président du gouvernement



Trochu.

de la Défense nationale. Il devint rapidement impopulaire à Paris par suite de son inaction. Député de plusieurs départements, il opta pour le Morbihan (1871), siégea au centre droit et rentra dans la vie privée en 1872.

TROPLONG (Raymond-Théodore) (1795-1869). Président de chambre au tribunal de Nancy (1833), il entra à la Cour de cassation (1835) et à la Chambre des pairs (1846). Nommé par le



Troplong.

prince Louis-Napoléon premier président de la cour d'appel de Paris, il appuya le coup d'Etat du 2 décembre 1851, entra au Sénat (1852) dont il devint président (1854), fut président de la Cour de cassation (1854) et membre du conseil privé de Napoléon III (1858).

TROYA (Carlo) (1758-1858), historien et homme politique italien. Avocat à Naples (1802), il défendit les idées libérales dans la presse, fut exilé lors de la réaction (1823) et se livra aux études historiques et littéraires. Il présida pendant quelques semaines (1848) le conseil des ministres lorsque Ferdinand II fut contraint de donner une constitution au royaume des Deux-Siciles.

TRUGUET (Laurent-Jean-François) (1752-1839), amiral français. Contre-amiral en 1791, il commanda les forces navales de la Méditerranée, fut incarcéré (1793) jusqu'au 9 thermidor, devint ministre de la marine (1795-1797) et arma la flotte qui devait agir

en Irlande de concert avec Hoche. Quelque temps ambassadeur en Espagne après le 18 fructidor, commandant des escadres française et espagnole réunies à Cadix (1802), destitué pour refus d'adhésion à l'Empire, il fut pourtant chargé de l'administration de la marine en Hollande à partir de 1808. Sous la Restauration, il fut nommé préfet maritime à Brest, puis pair de France (1819).

TURQUET (Edmond-Henri) (1836). Magistrat sous l'Empire, député de l'Aisne (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1876 et en 1877 (avec les 363), et nommé sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts (1879-1881). Réélu en 1881 et 1885, il eut encore le sous-secrétariat d'Etat aux beaux-arts (1885-1887) et se rallia à la politique du général Boulanger qu'il suivit à Bruxelles. Il échoua aux élections de 1889. En 1896, il entra dans l'ordre des frères tiersaires.

TURREL (Adolphe) (1856). Auditeur au Conseil d'Etat, député de l'Aude (1885), il vota avec les républicains radicaux, fut réélu à Narbonne en 1889 et 1893, et nommé ministre des travaux publics dans le ministère Méline (1896). Il échoua aux élections de 1898.

TYLER (John) (1790-1862), président des Etats-Unis d'Amérique. Gouverneur de la Virginie, membre du Sénat (1827 et 1836), il fut élu vice-président de l'Union en 1840 et président en 1841. Il incorpora le Texas, l'Iowa et la Floride aux Etats-Unis.

U

UHLAND (Johann-Ludwig) (1787-1862), poète allemand. Avocat à Stuttgart, il se fit un nom célèbre par ses poésies, chansons et ballades nationales, par son amour de la liberté, fut député de Tubingue, puis de Stuttgart (1819-1839) et de nouveau

député de Tubingue au Parlement de Francfort (1848).

URQUIJO (Mariano-Luis, chevalier de) (1768-1817), homme politique espagnol. Ministre des affaires étrangères (1798), partisan des réformes, les intrigues de Godoy le firent disgracier

(1800), puis emprisonner jusqu'en 1808. Joseph Bonaparte le nomma ministre d'État. En 1814, Urquijo se retira à Paris, où il mourut quelques années après.

UVAROV (Serge-Lemenovitch, comte) (1785-1855), homme d'État et savant russe. Président de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg (1818), conseiller intime (1824), il tint le portefeuille de l'instruction publique de 1832 à 1848, et encouragea les sciences et les lettres.

UZÈS (Marie-Adrienne-Anne-Victurienne-Clémentine de ROCHECHOUART-MORTEMART, duchesse d') (1848). Elle mit au service des idées monarchistes une partie de son immense fortune, et se signala surtout pendant la période de 1888 à 1890 par ses sacrifices pécuniaires pour soutenir les candidats du général Boulanger.



Duchesse d'Uzès.

V

VACHEROT (Etienne) (1809). Très lié avec Victor Cousin, il le suppléa dans sa chaire de philosophie de la Sorbonne et publia de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Il fit de l'opposition à l'Empire, fut maire du 5^e arr. de Paris pendant le siège et élu député de la Seine (1871). Il siégea au centre gauche, se rallia à la politique du duc de Broglie et échoua à diverses élections comme candidat des droites.

VACQUERIE (Auguste) (1819-1895), littérateur français. Disciple de Victor Hugo, écrivain et auteur dramatique, il fut, comme rédacteur du *Rappel*, maintes fois condamné sous l'Empire. Rédacteur en chef du *Rappel* depuis 1870, il a laissé un grand nombre d'œuvres. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)



Vacquerie (Auguste).

VAILLANT (Auguste-Nicolas) (1793-1858), amiral français. Il servit contre les Anglais à la fin de l'Empire, fit partie de l'expédition de Morée (1828), exécuta en 1836-1837 un voyage au-

tour du monde sur la *Bonite*, devint préfet maritime de Rochefort (1848), ministre de la marine et des colonies (1851), puis commandant de la station des Antilles et gouverneur de la Martinique.

VAILLANT (Jean-Baptiste-Philibert) (1790-1872), maréchal de France. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, prit part à l'expédition d'Alger (1830), à celle d'Anvers (1832), commanda l'École polytechnique (1838), dirigea les opérations du siège de Rome (1849), et devint, après le coup d'État du 2 décembre 1851, maréchal de France, sénateur, grand maréchal du palais (1853), ministre de la guerre (1854-1859), membre du conseil privé et ministre de la maison de Napoléon III (1860).

VAILLANT (Marie-Edouard) (1840). Affilié à l'Internationale, membre de la Commune de 1871, il se réfugia à Londres après sa condamnation à mort par contumace, fut élu con- seil-



Vaillant (Edouard).

ler municipal du XX^e arr. de Paris (1884) et député de ce même arr. (1889). Réélu en 1893 et 1898, il siège dans le groupe socialiste.

VALENCE (Cyrus-Marie-Alexandre de TIMBRUNE-TIVRONE, comte de) (1757-1820), général français. Premier écuyer du duc d'Orléans, il accueilli assez favorablement la Révolution de 1789, servit sous Luckner et Dumouriez et accompagna ce dernier dans sa défection. Il entra en France en 1801, fut nommé sénateur (1805), général de division de cavalerie, et servit en Espagne, en Allemagne et en Russie, signa la déchéance de Napoléon I^{er} et entra à la Chambre des pairs.

VALENTIN (Marie-Edmond) (1823-1879). Député du Bas-Rhin à la Législative (1849), il siégea à la Montagne et fut expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Il se réfugia en Angleterre, organisa en 1870 une légion alsacienne, fut nommé après le 4 septembre préfet du Bas-Rhin et pénétra, dans Strasbourg assiégé, par des prodiges d'héroïsme; préfet du Rhône (1871-1872), député de Seine-et-Oise (1873), sénateur du Rhône (1876), il siégea à la gauche républicaine.

VALLÈS (Jules-Louis-Joseph) (1833-1885). Collaborateur de nombreux journaux, il fonda le journal *la Rue* (1867) qui fut bientôt supprimé, se mêla aux mouvements de la fin de l'Empire, à celui du 31 octobre 1870, fut élu membre de la Commune et passa en Angleterre après sa condamnation à mort par contumace. Après l'amnistie, il écrivit dans *le Cri du Peuple*, et a laissé des ouvrages remarquables et originaux. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VALMY (Duc de). (V. KELLERMANN.)

VANDENPEEREBOOM (J.) (1843). Un des chefs du parti catholique belge. La Belgique est depuis quinze ans gouvernée par le parti clérical. Les ministres ont quelquefois changé, mais c'est toujours la même ligne politique qui a été suivie et que l'avant-dernier chef du cabinet (1879), M. Vandepereboom, ministre depuis l'origine, représentait avec le plus d'obstination et d'autorité. Celui que, dans l'opposition, on appelle le R. P. Boom a tenu tête au dernier orage et rétabli l'ordre un instant très sé-

rieusement menacé; il n'en a pas moins été battu sur le terrain parlementaire et remplacé par un ministre plus conciliant, M. de Smet de Naeyer.

VANDERVELDE (Emile) (1866). Economiste et homme politique belge, il siège au palais de la Nation depuis 1894, et c'est lui qui, dans le récent assaut donné au cabinet Vandepereboom a conduit les troupes de l'opposition à la bataille. Professeur érudit, orateur éloquent, le leader du parti socialiste belge est en réalité une des lumières du socialisme contemporain. (V. vol. SOCIALISME.)

VARROY (Henry-Auguste) (1826-1883). Ingénieur en chef des ponts et chaussées (1870), député de la Meurthe (1871), il siégea à gauche, fut constamment réélu et eut le portefeuille des travaux publics en 1879 et en 1882.

VAUBLANC (Vincent-Marie, comte VIENOT DE) (1755-1845). Député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative (1791), il siégea à droite, dut se cacher pendant la Terreur et reparut après le 9 thermidor. Il se mêla à tous les mouvements royalistes, entra au Corps législatif après le 18 brumaire, fut, sous l'Empire, préfet de la Moselle, sous la Restauration, préfet des Bouches-du-Rhône; ministre de l'intérieur (1815-1816), il fut l'instrument docile de la réaction, devint ministre d'Etat, comte et membre du conseil privé. Il représente le département du Calvados jusqu'en 1827 et entra dans la vie privée en 1830.

VAUBOIS (Claude-Henri BELGRAND, comte de) (1748-1839), général français. Il servit à l'armée des Alpes, en Italie sous Bonaparte, et, chargé de défendre Malte (1798), il lutta pendant deux ans et capitula avec les honneurs de la guerre. Nommé sénateur, comte de l'Empire, il vota la déchéance de Napoléon I^{er} et entra à la Chambre des pairs sous la Restauration.

VAUDONCOURT (Frédéric-François-Guillaume, baron de) (1772-1845), général français. Engagé volontaire en 1791, il servit pendant la Révolution et l'Empire, fut condamné à mort par contumace lors de la deuxième Restauration, revint à l'amnistie de 1825 et prit part aux journées de Juillet dans les rangs du peuple.

VAULABELLE (Achille TENAILLE DE) (1799-1879). Il se fit une grande réputation comme journaliste et comme historien (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), repré senta le département de l'Yonne à la Constituante (1848) et reçut de Cavaignac le ministère de l'instruction publique.

VAUTRAIN (Eugène-Joseph) (1818-1881). Avocat à Paris, maire du IX^e arr. (1848), il se tint dans la vie privée sous l'Empire, fut élu maire du IV^e arr. (1870), conseiller municipal de Paris, député de la Seine contre Victor Hugo (1872), et échoua aux élections de 1876 contre Barodet.

VERHUELL (Charles-Henri, comte de SEVENAAR) (1764-1845), amiral hollandais. Rallié à la France, il combattit les Anglais, fut nommé vice-amiral (1804), ministre de la guerre (1805) et maréchal (1806). Au mieux avec la reine Hortense, on lui attribua la paternité du futur Napoléon III. Député du département de l'Yssel au Corps législatif (1811), il se fit naturaliser Français, resta fidèle à Napoléon I^{er}, et entra néanmoins à la Chambre des pairs (1819).

VERNINAC (Henri-François-Charles de) (1841). Docteur en droit, sénateur du Lot (1883), réélu en 1888, il siégea à la gauche radicale et prit part aux discussions sur la réforme de la magistrature et la loi sur les récidivistes.

VEUILLOT (Louis) (1813-1883). Il collabora à divers journaux de province, soutint le ministère Guizot et fonda le journal *l'Univers*. Il se rallia à la politique du prince Louis-Napoléon, attaqua plus tard l'Empire qui supprima son journal en 1860. Il put le faire réparaître en 1867, fit une campagne énergique en faveur de l'infaillibilité du pape et devint un des plus ardents défenseurs du parti légitimiste. — Pour ses écrits, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



Veuillot.

VEYE (V. CHARETON.)

VICENCE (Duc de). (V. CAULAINCOURT.)

VICTOR (Claude-Victor PERRIN, dit) (1764-1841), duc de Bellune, maréchal

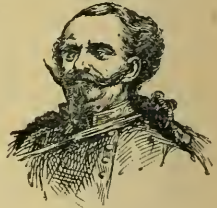
de France. Volontaire en 1792, il servit à l'armée des Alpes, au siège de Toulon, à l'armée des Pyrénées-Orientales (1793-1795), à l'armée d'Italie (1795-1797) et se distingua à Marengo. Ambassadeur à Copenhague (1805), il fit la campagne de 1806-1807, combattit en Espagne, en Russie, en Allemagne et en France (1812-1814). Nommé pair de France à la Restauration, il suivit Louis XVIII à Gand, fut ministre de la guerre (1821) et dut donner sa démission (1823) à la suite du scandale des marchés Ouvraud.

VICTOR-EMMANUEL I^{er} (1759-1824), roi de Sardaigne. Il succéda à son frère Charles-Emmanuel IV (1802), fut déposé de ses Etats par les Français, recouvra sa couronne en 1814 et abdiqua en 1824 par hostilité pour les idées libérales.

VICTOR-EMMANUEL II (Marie-Albert-Eugène-Ferdinand-Thomas) (1820-1878), roi d'Italie. Fils de Charles-Albert, il le remplaça sur le trône de Sardaigne en

1849, surmona de graves difficultés grâce au concours de ses ministres Aze-glio et Cavour, maintint le régime représentatif et entra en lutte avec la cour de Rome. Son intervention dans la guerre de Crimée resserra ses liens avec la France qui lui prêta son concours lors de la guerre contre l'Autriche (1859). Il se distingua dans maints combats, notamment à Palestro, annexa au Piémont bon nombre d'Etats et fut proclamé roi d'Italie (1861). En 1867, il annexa la Vénétie et entra à Rome en 1870.

VIENNET (Jean-Pons-Guillaume) (1777-1868). Il servit pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut destitué en 1827 pour un écrit contre les Bourbons, se rangea du côté des libéraux et fut député de Béziers. Il prit part à la révolution de Juillet, fut réintégré dans l'armée, représenta Béziers à la Chambre des députés jusqu'en 1837 et entra à la Chambre des pairs en 1839. — Il fut



Victor-Emmanuel II.

élu membre de l'Académie française en 1830 et publia de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VIETTE (François) (1843-1894). Député du Doubs (1876), il siégea à la gauche républicaine, fit partie des 363 et fut réélu jusqu'à sa mort. Ministre de l'agriculture dans le cabinet Tirard (1887), dans le cabinet Floquet (1888), puis des travaux publics (1892), il reçut encore ce portefeuille en 1893, dans le cabinet Dupuy.

VILLARET DE JOYEUSE (Louis-Thomas, comte) (1750-1812), amiral français. Il perdit contre les Anglais la bataille navale de Brest dans laquelle périt le *Vengeur* (1794), représenta le Morbihan au conseil des Cinq-Cents (1797), intrigua avec les royalistes et se cacha après le 18 fructidor. Il commanda les forces navales dirigées contre Saint-Domingue (1801), gouverna la Martinique et Sainte-Lucie (1802-1809), puis la place de Venise (1811).

VILLÈLE (Joseph, comte de) (1773-1854). Maire de Toulouse (1815), député de la Haute-Garonne à la Chambre dite « introuvable », un des chefs des ultraroyalistes, il devint ministre d'Etat (1820), ministre des finances et président du conseil (1821-1828). Pendant cette période, il fut l'homme le plus impopulaire de France et, après les élections qui ne lui furent pas favorables, dut se retirer devant Martignac. Charles X le créa pair de France.

VILLEMAM (François-Abel) (1790-1870). Professeur d'éloquence française à la Sorbonne, il fit de l'opposition libérale à la fin du règne de Charles X, fut député d'Evreux (1830), pair de France (1832), ministre de l'instruction publique (1839) et, de nouveau, de 1840 à 1844. Dans ce poste, il fut l'instrument docile du clergé dans les questions d'enseignement. Entré à l'Académie française en 1821, il a laissé de nombreux ouvrages littéraires, historiques et critiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VILLEMESSANT (Jean-Hippolyte-Auguste DELAUNAY DE) (1812-1879). Il fonda de nombreux journaux, entre autres le *Figaro*, l'*Événement*, le *Grand Journal*, montra une grande habileté pour satisfaire le goût du public. Son journal, le *Figaro*, bonapartiste sous

l'Empire, devint monarchiste sous la République.

VILLENEUVE-BARGEMONT (Alban, vicomte de) (1784-1850). Sous l'Empire il fut préfet de plusieurs départements (Charente, Meurthe, Loire-Inférieure et Nord); sous Louis-Philippe, il fut député d'Hazebrouck et membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

VILLIERS, comte de *Clarendon*. (V. ce nom.)

VIRCHOW (Rodolphe) (1821), médecin et homme politique prussien. Professeur à l'université de Berlin, il prit part au mouvement révolutionnaire de 1848, perdit sa place à Berlin après le triomphe de la réaction et reçut de l'université de Wurtzbourg la chaire d'anatomie pathologique. De retour à Berlin (1856), il fut élu membre du conseil municipal de cette ville, député de Saarbruck et de Berlin et devint un des chefs de l'opposition et un des adversaires de Bismarck; recteur de l'université de Berlin (1892), correspondant des sociétés et académies de plusieurs nations européennes, il a publié de nombreux ouvrages de médecine, de littérature scientifique et sociologique, d'archéologie, etc.

VISCONTI-VENOSTA (Emilio, marquis) (1829), homme politique italien. Ambassadeur à Constantinople, ministre des affaires étrangères (1866), président du conseil (1869), il garda son portefeuille dans divers cabinets, jusqu'en 1876, fut un des chefs de la Droite et redevint ministre des affaires étrangères (1896).

VITET (Louis, dit LUDOVIC) (1802-1873). Un des fondateurs du *Globe*, protégé de Guizot qui le nomma inspecteur général des monuments historiques, il fut député de Bolbec (Seine-Inférieure) de 1834 à 1848, député de la Seine-Inférieure à la Législative (1849-1851) et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Réélu en 1871 par le même département, il devint vice-président de la Chambre et siégea au centre droit. — Il a laissé un grand nombre d'ouvrages historiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VITROLLES (Eugène-François-Auguste d'ARNAUD, baron de) (1774-1811), homme politique français. Emigré, il servit dans l'armée de Condé, fut

nommé ministre d'Etat (1815-1818), ambassadeur à Turin (1824) et pair de France (1830).

VIVIANI (René) (1863), homme politique français. Avocat à Alger, puis à Paris, rédacteur à *la Petite République*, il plaida en faveur des grévistes et fut élu député du 5^e arr. de Paris (1893). Il siège au groupe socialiste dont il est un des plus remarquables orateurs. Réélu en 1898.



Viviani.

VIVIEN (Alexandre-François) (1799-1854), homme politique français. Avocat à Paris, préfet de police (1831), député de Saint-Quentin (1832), ministre de la justice dans le cabinet Thiers (1840), ministre des travaux publics sous Cavaignac (1848), il entra

au conseil d'Etat et se retira de la politique après le coup d'Etat du 2 déc. 1851.

VOISIN (Félix) (1832). Avocat à Paris, magistrat sous l'Empire, député de Seine-et-Marne (1871), il siégea au centre gauche, puis au centredroit, devint préfet de police (1876-1877), et conseiller à la cour de cassation (1877).

VOLNEY (Constantin-François CHASSEBOEUR, comte de) (1757-1820). Député d'Anjou aux Etats généraux, il se montra favorable aux principes de la Révolution, fut emprisonné sous la Terreur et mis en liberté le 9 thermidor. Il s'associa au coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat, fut nommé comte de l'Empire et signa l'acte de déchéance de Napoléon I^{er} (1814). — Comme écrivain, il a laissé de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VOLTA (Alexandre) (1745-1827). (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

VOYER D'ARGENSON. (V. ARGENSON.)

W

WADDINGTON (William-Henry) (1826-1894). Fils d'un riche filateur anglais, il s'occupa d'épigraphie et de numismatique, fut élu député de



Waddington.

l'Aisne (1871), siégea au centre droit, puis au centre gauche, eut quelques jours le portefeuille de l'instruction publique (1873) et entra au Sénat comme représentant de l'Aisne (1876). Ministre de l'instruction publique

(1876-1877), des affaires étrangères (1877-1879), président du conseil (1879), il fut ambassadeur extraordinaire en Russie lors du couronnement du tsar

(1883) et de cette même année jus-

qu'en 1893 représenta la France à

Londres.

WAGRAM (Prince de). (V. BERTHIER.)

WALDECK-

ROUSSEAU

(Pierre - Marie)

(1846). Avocat à

Rennes, député

de cette ville

(1879), il siégea

à l'Union républi-

caine, fut réé-

lu en 1881 et reçut

le porte-

feuille de l'inté-

rieur dans le

cabinet Gambetta

(1881-1882) et dans

le cabinet Jules Ferry

(1883-1885).

Réélu en 1885, il ne se représenta pas

aux élections de 1889 et se fit inscrire



Waldeck-Rousseau.

au barreau de Paris. Il entra au Sénat peu après. C'est un des chefs du parti dit « opportuniste » qu'il chercha à reconstituer sur de nouvelles bases. En juin 1899, il devint président du conseil et ministre de l'intérieur après la chute du ministère Dupuy.

WALEWSKI (Alexandre-Florian-Joseph COLONNA, comte) (1810-1868). Fils de Napoléon I^{er}, il prit part au mouvement insurrectionnel de la Pologne contre les Russes (1831), vint en France où il se fit naturaliser, servit en Algérie, écrivit dans différents journaux et entra dans la diplomatie. Très lié avec Napoléon III, il obtint les ambassades de Madrid, de Londres (1854), le ministère des affaires étrangères (1855-1860) et entra au Sénat. Membre du conseil privé, ministre d'Etat et directeur des beaux-arts (1860-1863), il quitta le Sénat, se fit élire député des Landes et devint président du Corps législatif; des dissensions avec Rouher amenèrent bientôt sa retraite.

WALLACE (Richard) (1818-1890), philanthrope anglais. Député de Lisburn à la Chambre des communes (1875), il siégea dans les rangs des conservateurs, et habita longtemps Paris où il mourut, après avoir participé à de nombreuses œuvres de bienfaisance, fondé un hôpital et doté la ville de nombreuses fontaines auxquelles le public a donné son nom.

WALLON (Henri-Alexandre) (1812). Maître de conférences à l'École normale (1840), puis suppléant de Guizot

à la Sorbonne, il fut élu député du Nord à la Législative (1849), vota avec le parti modéré, fut réélu dans le Nord (1871) et siégea au centre-droit. Il soutint le ministère de Broglie, se rapprocha du centre gauche, présenta

le fameux amendement qui porte son nom (nomination par le Congrès du président de la République pour sept ans) et fut le départ des lois constitutionnelles de 1875. Ministre de l'instruction publique et des cultes (1875-1876), il sou-



Wallon.

tint les universités catholiques, entra au Sénat comme membre inamovible et combattit les lois Ferry. — Il a écrit de nombreux ouvrages historiques et philosophiques.

WALPOLE (Spencer-Horace) (1806), homme d'Etat anglais. Avocat à Londres, bâtonnier de l'ordre, il représenta à la Chambre des communes le bourg de Midhurst (1846) et l'université de Cambridge (1856), devint secrétaire d'Etat à l'intérieur dans les cabinets Derby (1852-1853 et 1858-1859), puis en 1866-1867.

WARD (John-William). (V. DUDLEY [Lord].)

WATTEVILLE (Nicolas-Rodolphe, baron de) (1760-1832), homme politique suisse. Avoyer de Berne (1805-1831), landamman de la Confédération helvétique (1804 et 1810), il commanda l'armée suisse en 1805 et 1813 et remplit plusieurs missions diplomatiques.

WEBSTER (Daniel) (1782-1852), homme d'Etat américain. Avocat à Boston et un des premiers orateurs de son temps, il brilla au Congrès depuis 1812, devint sénateur du Massachusetts (1827-1841), secrétaire d'Etat et chef du cabinet sous les présidences de Harrison et de Fillmore.

WELLESLEY (Richard COLLEY, marquis de) (1760-1842), homme d'Etat anglais. Gouverneur des possessions anglaises de l'Inde (1797-1805), il annexa de nombreux Etats, devint ministre des affaires étrangères (1810), lord-lieutenant d'Irlande (1822), puis vice-roi de ce pays (1833).

WELLINGTON (Arthur Colley WELLESLEY, duc de) (1769-1852), général anglais, frère du précédent. (Pour sa carrière militaire, V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.) Député de Newport (1806), il fut quelque temps sous-secrétaire de l'Irlande, et, après Waterloo, reçut les plus hautes distinctions des monarches alliés. Plénipotentiaire à différents congrès, premier lord de la trésorerie et chef du ministère (1828-1830), il fit partie du cabinet Robert Peel (1834) et re-



Wellington.

cut le commandement en chef de l'armée. Le « duc de fer » était un tory forcené, réfractaire à toute idée libérale.

WELTI (Emile) (1825-1899), homme d'Etat suisse. Avocat dans le canton d'Argovie, membre du gouvernement de ce canton (1856), du conseil des Etats (1857), du conseil fédéral (1866), il fut six fois président de la République (de 1869 à 1890).

WENTWORTH (Sir Charles DILKE). V. DILKE.)

WERDER (Auguste, comte de) (1808), général prussien, il commanda une division à Gitschin et à Sadowa; en 1870, il assiégea Strasbourg, puis fut nommé chef du 14^e corps, occupa Dijon, se replia devant l'armée de Bourbaki qu'il arrêta dans les batailles de Villersexel et de Héricourt.

WILBERFORCE (William) (1759-1833), philanthrope anglais. Membre de la Chambre des communes (1784), il fut le champion de la libération des nègres et réussit à faire abolir la traite. L'Assemblée législative le déclara citoyen français (1792).

WILSON (Daniel) (1840). Possesseur d'une grande fortune, il fut élu député d'Indre-et-Loire (1869), siégea dans l'opposition modérée, fut réélu en 1871 et se fit inscrire à la Gauche républicaine. Aux élections de 1876 et de 1877 (avec les 363), il fut élu par l'arrondissement de Loches, fit partie de la commission du budget, devint sous-secrétaire d'Etat aux finances (1879) et épousa la fille de Jules Grévy (1881). Réélu en 1881 et en 1885, il eut une influence extraordinaire, fonda à Tours *la Petite France du Centre et de l'Ouest*, puis le *Moni-*



Wilson.

teur de l'Exposition universelle, feuilles subventionnées par des souscripteurs dont le but était de se faire décorer de la Légion d'honneur. Un procès scandaleux s'ensuivit. M. Wilson fut poursuivi et condamné à deux ans de prison (1888), mais la cour d'appel mit à néant ce jugement. Le président Grévy, convaincu d'aveuglement ou de faiblesse,

avait dû démissionner (1887). M. Wilson revint siéger à la Chambre jusqu'à la fin de la législature. Maire de Loches (1892), il fut réélu député en 1893 et en 1898.

WIMPFFEN (Félix de) (1745-1814), général français. Député de la noblesse de Caen aux Etats généraux (1789), il se rallia au tiers état, commanda l'armée des Côtes de Cherbourg et prit parti pour les girondins. Battu près de Vernon à la tête de l'insurrection fédéraliste, il réussit à se cacher et reprit son grade après le 18 brumaire. Napoléon 1^{er} le nomma inspecteur général des haras.

WINDISCHGRÄTZ (Alfred-Candide-Ferdinand, prince de) (1787-1862), général autrichien. Un des chefs du parti féodal, il bombarda Prague (juin 1848), et au moment de l'insurrection de Vienne, fut nommé commandant général des armées autrichiennes; il entra dans Vienne, réprima durement l'insurrection, fit fusiller le député allemand Blum, marcha contre les Hongrois qu'il battit à Kopolna; mais il fut battu à Gödöllö et relevé de son commandement.

WINDTHORST (Louis) (1812). Homme d'Etat allemand. Ministre de Georges V de Hanovre, il fut élu à la Diète de la Confédération du Nord par la circonscription de Meppen (1867); il prit, surtout depuis 1871, la direction du parti catholique et fut un des plus redoutables adversaires de Bismarck, qu'il obligea à d'importantes concessions.

WODEHOUSE (John). (V. KIMBERLEY.)

WOLOWSKI (Louis-François-Michel-Raymond) (1810-1876). Il dut quitter la Pologne, son pays natal, à la suite des désastres de 1832, vint en France où il se fit naturaliser, et se consacra à l'économie politique. En 1848 il combattit les socialistes, fut élu député de la Seine à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et siégea parmi les modérés. Député de la Seine (1871), il appuya la politique de Thiers et devint sénateur inamovible (1876). — Pour ses travaux économiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

WOOD (Sir Charles). (V. HALIFAX.)

WURTZ (Charles-Adolphe) (1817-1884), chimiste français. Pour ses travaux de médecine et de chimie, ainsi

que pour sa carrière scientifique, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE. Il entra au Sénat comme membre inamovible (1881) et siégea au centre gauche.

WYNDHAM (William) (1750-1810), homme d'Etat anglais. Membre de

la Chambre des communes (1872), il siégea parmi les whigs, se rallia plus tard à Pitt et devint secrétaire d'Etat à la guerre (1795) et un des plus ardents ennemis de la France. Il eut encore le portefeuille de la guerre dans le cabinet Grenville (1806).

X Y

XAU (Fernand) (1852-1899), journaliste français. Collaborateur au *Mot d'Ordre* et à l'*Echo de Paris*, il fonda le *Journal* (1893).

YORK (Frédéric, duc d') (1763-1827), général anglais, fils de Georges III.

Il agit de concert avec le duc de Cobourg contre la Révolution française et subit de nombreuses défaites. Accusé de corruption à son retour en Angleterre, il se livra à des excès de toutes sortes et ne joua qu'un rôle effacé à la Chambre des lords.

Z

ZANARDELLI (Giuseppe) (1826), homme d'Etat italien. Avocat à Brescia, il prit part au soulèvement de 1849, fut élu député d'Iseo au Parlement (1859), eut le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Depretis (1876-1887), dans celui de Cairoli (1878) et dans ceux présidés par Crispi avec lequel il tomba en 1891.

ZE A (Francesco-Antonio) (1770-1822), homme d'Etat colombien. Professeur d'histoire naturelle à Santa-Fé-de-Bogota, il vint à Madrid, fut emprisonné, et après l'abdication de Charles IV (1808) fut ministre de l'intérieur et préfet de Malaga sous Joseph Bonaparte. Il rejoignit Bolivar après 1814, devint intendant général de l'armée, ministre des finances (1819) et vice-président de la république de Colombie.

ZORILLA (Don Manuel-Ruiz) (1834-1895), homme d'Etat espagnol. Avocat à Madrid, député aux Cortès (1856), il siégea dans les rangs du parti progressiste, prit part à l'insurrection de 1866, entra dans le gouvernement provisoire de 1868 comme ministre des travaux publics et se montra un redoutable adversaire des cléricaux. Ministre de la justice (1869), président des Cortès (1870), ministre des travaux publics dans plusieurs ministères du roi Amédée, il devint président du conseil (1872)



Zorilla.

et dut s'exiler à l'avènement d'Alphonse XII. Reconnu comme le chef du parti radical, il entreprit de France ou de Suisse l'agitation républicaine en Espagne et se porta aux élections de 1893. Il fut élu à Madrid.

ZUMALACARRIGUY (Thomas) (1788-1835), général carliste. Après avoir servi dans la garde royale, il s'attacha à don Carlos à la mort de Ferdinand VII, souleva le Guipuzcoa, remporta quelques succès et fut blessé à mort devant Bilbao.

ZURLINDEN (Émile-Auguste-François-Thomas) (1837), général français. Commandant du 4^e corps d'armée au

Mans, il entra dans le cabinet Ribot comme ministre de la guerre (1895) et fut nommé gouverneur militaire de Paris (1898). En 1899, M. de Gallifet, ministre de la guerre, le remplaça à ce poste par le général Brugère.

ZURLO (Joseph, comte) (1759-1828), homme d'Etat napolitain. Ministre des finances en 1798 et en 1800, il fut renversé par les intrigues d'Acton et de la reine Caroline, nommé par Murat ministre de la justice (1809), puis de l'intérieur et partit à Venise en 1815. Dans le gouvernement constitutionnel de 1820, il eut encore le portefeuille de l'intérieur.

(Voyez plus loin le Supplément aux 2 volumes).

RENSEIGNEMENTS OFFICIELS

LES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

THIERS.	1872 — 24 mai 1873.
MAC-MAHON.	24 mai 1873 — 30 janvier 1879.
GRÉVY.	janvier 1879 — décembre 1887.
CARNOT.	décembre 1887 — juin 1894.
CASIMIR-PERIER.	juin 1894 — janvier 1895.
FÉLIX FAURE.	17 janvier 1895 — février 1899.
LOUBET.	17 février 1899.

SOUVERAINS, SOUVERAINES ET CHEFS D'ÉTAT

ALLEMAGNE. — GUILLAUME II, né le 27 janvier 1859; empereur, 15 juin 1888.

AUGUSTA-VICTORIA, née le 22 octobre 1858, impératrice.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE). — S. Exc. M. URIBURU, président depuis le 22 janvier 1895.

AUTRICHE-HONGRIE. — FRANÇOIS-JOSEPH 1^{er}, né le 18 août 1830; empereur d'Autriche et roi de Hongrie, 2 décembre 1848.

MARIE-ELISABETH-EUGÉNIE, née le 24 décembre 1837, impératrice, assassinée en 1899.

BAVIÈRE. — OTHON, né le 2 avril 1848; roi, 13 juin 1886.

LUITPOLD, son oncle, régent du royaume, depuis le 10 juin 1886.

BELGIQUE. — LÉOPOLD II, né le 9 avril 1835; roi, 10 décembre 1865.

MARIE-HENRIETTE-ANNE, née le 23 août 1836, reine.

BOLIVIE. — S. Exc. M. ALONSO, président, élu le 4 mai 1896.

BRÉSIL. — S. Exc. le D^r J. DE MORAES-BARROS, président, élu le 1^{er} mars 1894.

BULGARIE. — FERDINAND 1^{er}, prince, élu le 7 juillet 1887.

CHILI (RÉPUBLIQUE DU). — S. Exc. M. E. ERRAZURIZ, président, élu le 16 septembre 1896.

CHINE. — KOUANG-SIN, né le 14 août 1871, empereur en janvier 1875.
YÉ-HO-MA-T'A-CHE, impératrice.

COLOMBIE (RÉPUBLIQUE DE). — S. Exc. M. le D^r MIGUEL-ANTONIO CARO, vice-président, chargé du pouvoir exécutif.

CORÉE. — LI-HI, né le 8 septembre 1852; roi, le 23 janvier 1864.
TCHONG-KONG, née le 17 novembre 1851, reine.

COSTA-RICA. — S. Exc. M. RAPHAEL IGLÉSIAS, président, élu le 8 mai 1894.

DANEMARK. — CHRISTIAN IX, né le 8 avril 1818; roi, le 15 novembre 1863.

WILHELMINE-FRÉDÉRIQUE-CAROLINE-AUGUSTA-JULIE, née le 7 septembre 1817, reine.

DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE). — S. Exc. M. le général HEUREAUX, président, élu le 27 février 1889.

ÉGYPTE. — ABBAS-HILMI II, 7^e khévide.

ÉQUATEUR (RÉPUBLIQUE DE L'). — S. Exc. V.-L. SALAZAR, vice-président, chargé du pouvoir exécutif.

ESPAGNE. — ALPHONSE XIII, né le 17 mai 1886; roi, 1886.

MARIE-CHRISTINE, née le 21 juillet 1858; régente, le 31 décembre 1885.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — S. Exc. MAC-KINLEY, président, élu en mars 1897.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE. — VICTORIA I^{re}, née le 24 mai 1819; reine, le 20 juin 1837.

GRÈCE. — GEORGE I^{er}, né le 24 décembre 1845; roi, élu le 30 mars 1863.

CONSTANTINOWNA, née le 3 septembre 1851, reine.

GUATÉMALA. — X...; président.

HAÏTI. — S. Exc. le général SAM, président, élu le 31 mars 1896.

HAWAÏ (RÉPUBLIQUE DE). — J.-B. DOLE, président.

HONDURAS. — S. Exc. M. POLICARPO BONILLA, président, élu le 15 décembre 1894.

ITALIE. — HUMBERT I^{er}, né le 14 mars 1844; roi, le 9 janvier 1878.

MARGUERITE, née le 20 novembre 1851, reine.

JAPON. — MUTSU HITO, né en 1852, mikado (empereur régnant) en 1867.

LIBERIA. — S. Exc. M. COLEMAN, président.

LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ DE). — ADOLPHE, né le 21 juillet 1817; grand-duc, le 9 décembre 1890.

ADÉLAÏDE-MARIE, née le 25 décembre 1833.

MAROC. — Sultan ABD-EL-AZIZ, né en 1878, 6 juin 1894.

MEXIQUE. — M. le général DIAZ, installé le 1^{er} décembre 1888.

MONACO. — ALBERT-HONORÉ-CHARLES, né le 13 novembre 1848; prince, le 10 septembre 1889.

ALICE, duchesse douairière de Richelieu, née le 10 février 1858, princesse.

MONTENEGRO. — NICOLAS I^{er}, né le 13 septembre 1841; haspodar (prince régnant), le 14 août 1860.

NICARAGUA. — S. Exc. M. ZELAYA, président, élu le 1^{er} février 1894.

ORANGE (RÉPUBLIQUE D'). — M. STEYN, président, élu en février 1896.

PARAGUAY. — S. Exc. le général EGUSQUIZA, président, élu en 1894.

PAYS-BAS. — WILHELMINE, née le 31 août 1881, reine.

EMMA, née le 2 août 1858; reine-régente, le 8 décembre 1890.

PÉROU. — S. Exc. M. PIEROLA, président, a pris possession le 8 septembre 1895.

PERSE. — MOZAFFER-EDDIN MIRZA, né en 1850, a succédé à son père en mai 1896.

PORTUGAL. — CHARLES I^{er}, né le 28 septembre 1863; roi, le 19 octobre 1889.

AMÉLIE D'ORLÉANS, née le 8 octobre 1865, reine.

ROUMANIE. — CHARLES I^{er}, roi le 26 mars 1881.

ÉLISABETH, reine.

RUSSIE. — NICOLAS II, né le 18 mai 1868; empereur, le 1^{er} novembre 1894.

ALEXANDRA-FEDEROWNA, née le 6 juin 1872, impératrice.

SAINT-MARIN (RÉPUBLIQUE DE). — S. Exc. M. le D^r GOZI et S. Exc. M. MARONICCI, capitaines-régents de la République.

SAINT-SIÈGE. — S. S. LÉON XIII (JOACHIM PECCI), né le 2 mars 1810; élu pape le 20 février 1878.

SALVADOR. — S. Exc. M. le général RAFAEL GUTIERREZ, président, élu le 27 février 1895.

SAXE (ROYAUME DE). — ALBERT, né le 23 avril 1828; roi, le 29 octobre 1873.

CAROLINE, née le 5 août 1833, reine.

SERBIE. — ALEXANDRE I^{er}, né le 14 août 1876, roi le 6 mars 1889.

SIAM (ROYAUME DE). — Souverain : SOMDECTCH PHRA PARAMINDR MAHA CHU-LA-LONKORN.

SUÈDE ET NORVÈGE. — OSCAR II, né le 21 janvier 1829; roi, le 18 septembre 1877.

WILHELMINE-MARIANNE-HENRIETTE, née le 9 juillet 1836, reine.

SUISSE. — M. T. RUFFY, président de la Confédération pour 1898.

TRANSVAAL (RÉPUBLIQUE DU). — M. KRUGER, président, élu en 1893.

TUNISIE. — ALY-BEY, né en 1817, souverain le 28 octobre 1882.

TURQUIE. — Sultan ABDUL-HAMID, né le 22 septembre 1842; empereur, le 31 août 1876.

URUGUAY. — S. Exc. M. JUAN L. CUESTAS, président.

VENEZUELA. — S. Exc. M. le général IGNACIO ANDRADE, président, élu le 5 mars 1898.

WURTEMBERG. — GUILLAUME, né le 25 février 1848; roi, le 6 octobre 1891.

CHARLOTTE, née le 10 octobre 1864.

ZANZIBAR. — SEGGID BEN MOHAMED BEN SAID, sultan, 27 août 1896.

AMBASSADEURS DES PRINCIPALES PUISSANCES

ALLEMAGNE. — S. Exc. le prince de MUNSTER LEDENBURG (5 novembre 1885).

AUTRICHE-HONGRIE. — S. Exc. le comte de WOLKESTEIN-TROSTBURG (1^{er} février 1895).

BELGIQUE. — M. le baron d'ANETHAN (13 novembre 1894).

CHINE. — M. TCHING-TCHANG.

DANEMARK. — M. DE HEGERMANN-LINDENCRONE (9 mars 1897).

ESPAGNE. — S. Exc. M. DE LÉON Y CASTILLO (27 novembre 1897).

ÉTATS-UNIS. — M. le général PORTER.

GRANDE-BRETAGNE. — S. Exc. SIR EDMOND MONSON.

JAPON. — M. KURINO (12 juillet 1897).

PAYS-BAS. — M. le chevalier DE STUERS (20 octobre 1885).

ROUMANIE. — M. GIHIKA.

RUSSIE. — S. Exc. le prince OUROUSSOW (19 février 1898).

SUÈDE ET NORVÈGE. — M. DUE (5 juillet 1890).

TURQUIE. — S. Exc. MUNIR BEY (31 décembre 1895).

MINISTÈRES FRANÇAIS DE 1889 A 1900

22 FÉVRIER 1889

Président du Conseil et Commerce	TIRARD.
Sous-Secrétaire d'État.	EUGÈNE ÉTIENNE.
Justice.	THIÉVENET.
Affaires étrangères.	EUGÈNE SPULLER.
Intérieur.	CONSTANS.
Finances.	LÉON BOURGEOIS.
Guerre.	MAURICE ROUVIER.
Marine.	DE FREYCINET.
Instruction publique.	Vice-amiral JAURÈS.
Travaux publics.	Vice-amiral KRANTZ.
Agriculture	BARBEY.
	FALLIÈRES.
	YVES GUYOT.
	LÉOPOLD FAYE.

17 MARS 1890

Président du Conseil et Guerre	DE FREYCINET.
Justice.	FALLIÈRES.
Affaires étrangères.	RIBOT.
Intérieur.	CONSTANS.

Finances.	MAURICE ROUVIER.
Marine.	BARBEY.
Instruction publique.	LÉON BOUBGEOIS.
Travaux publics	YVES GUYOT.
Commerce.	JULES ROCHE.
Sous-Secrétaire d'État	EUGÈNE ÉTIENNE.
Agriculture	JULES DEVELLE.

27 FÉVRIER 1892

Président du Conseil et Intérieur	LOUBET.
Justice	RICARD.
Affaires étrangères.	RIBOT.
Finances.	ROUVIER.
Guerre.	DE FREYGINET.
Marine.	{ GODEFROY CAVAIGNAG.
	BURDEAU.
Sous-Secrétaire d'État	JAMAIS.
Instruction publique.	LÉON BOURGEOIS.
Travaux publics	VIETTE.
Commerce.	JULES ROCHE.
Agriculture	DEVELLE.

6 DÉCEMBRE 1892

Président du Conseil et Affaires étrangères	RIBOT.
Justice	LÉON BOURGEOIS.
Intérieur.	LOUBET.
Finances.	{ ROUVIER.
	TIRARD.
Guerre.	{ DE FREYGINET.
	BURDEAU, puis RIEU-
Marine et Colonies.	NIER.
Sous-Secrétaire d'État.	JAMAIS.
Instruction publique, Beaux-Arts, Cultes.	DUPUY.
Travaux publics	VIETTE.
Commerce.	SIEGFRIED.
Agriculture	DEVELLE.

12 JANVIER 1893

Président du Conseil et Intérieur.	RIBOT.
Justice	LÉON BOURGEOIS.
Affaires étrangères.	DEVELLE.
Finances.	TIRARD.
Guerre.	Général LOIZILLON.
Marine.	Vice-amiral RIEUNIER.
Instruction publique et Beaux-Arts.	DUPUY.
Travaux publics	VIETTE.
Commerce et Colonies	SIEGFRIED.
Sous-Secrétaire d'État	DELCASSÉ.
Agriculture	VIGER.

4 AVRIL 1893

Président du Conseil et Intérieur.	DUPUY.
Justice.	GUÉRIN.
Affaires étrangères.	JULES DEVELLE.
Finances.	PEYTRAL.
Guerre.	Général LOZILLON.
Marine.	Vice-amiral RIEUNIER
Instruction publique et Beaux-Arts.	RAYMOND POINCARÉ.
Travaux publics	VLETTE.
Commerce, Industrie et Colonies	TERRIER.
Sous-Secrétaire d'État.	DELCASSÉ.
Agriculture	VIGER.

3 DÉCEMBRE 1893

Président du Conseil et Affaires étrangères.	CASIMIR PERIER.
Intérieur	RAYNAL.
Finances.	BURDEAU.
Instruction publique, Beaux-Arts et Cultes	EUGÈNE SPULLER.
Justice	ANTONIN DUBOST.
Travaux publics	JONNART.
Guerre.	Général MERCIER.
Marine	Vice-amiral LEFEBVRE
Agriculture	VIGER.
Commerce.	MARTY.
Colonies.	BOULANGER.

30 MAI 1894

Président du Conseil, Intérieur et Cultes	CHARLES DUPUY.
Finances.	POINCARÉ.
Justice.	GUÉRIN.
Marine.	FÉLIX FAURE.
Colonies	DELCASSÉ.
Instruction publique et Beaux-Arts	GEORGES LEYGUES.
Agriculture	VIGER.
Commerce.	LOURTIES.
Guerre.	Général MERCIER.
Travaux publics	BARTHOU.
Affaires étrangères.	HANOTAUX.

27 JANVIER 1895

Président du Conseil et Finances.	RIBOT.
Affaires étrangères	HANOTAUX.
Agriculture	GADAUD.
Colonies	CHAUTEMPS.
Commerce et Industrie	A. LEON.

Guerre.	Général ZOLLNER.
Instruction publique.	R. POINCARÉ.
Intérieur.	G. LEYGUES.
Justice.	L. TRARIEUX.
Marine.	Vice-amiral BERNARD.
Travaux publics	DUPUY-DUTEMPS.

2 NOVEMBRE 1895

Président du Conseil et Intérieur.	L. BOURGEOIS.
Justice.	L. RICARD.
Affaires étrangères	BEUFELOT.
Finances.	DOUHER.
Guerre.	GODEFROY CAVAIGNAC.
Marine.	ÉDOUARD LOCKROY.
Instruction publique	COMBES.
Travaux publics	GUYOT-DESSAIGNE.
Commerce et Industrie	MESUREUR.
Agriculture	VIGIER.
Colonies.	GUYEYSSÉ.

28 MARS 1896

Président du Conseil et Affaires étrangères.	L. BOURGEOIS.
Justice.	L. RICARD.
Finances.	DOUHER.
Guerre.	GODEFROY CAVAIGNAC.
Intérieur.	SARRIEN.
Marine.	ÉDOUARD LOCKROY.
Instruction publique.	COMBES.
Travaux publics	GUYOT-DESSAIGNE.
Commerce et Industrie.	MESUREUR.
Agriculture	VIGIER.
Colonies.	GUYEYSSÉ.

29 AVRIL 1896

Président du Conseil et Agriculture	MELINE.			
Affaires étrangères.	HANOULX.			
Colonies.	A. LEBON.			
Commerce et Industrie.	H. BOUCHER.			
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	ED. DELPEUCH.			
Finances.	COCHERY.			
Guerre.	Général BILLOT.			
Instruction publique et Beaux-Arts	RAMBAUD.			
Intérieur.	BARTHOL.			
Justice et Cultes.	<table> <tr> <td rowspan="2">}</td> <td>DARLAN.</td> </tr> <tr> <td>MILLIARD.</td> </tr> </table>	}	DARLAN.	MILLIARD.
}	DARLAN.			
	MILLIARD.			
Marine.	Vice-amiral BERNARD.			
Travaux publics	A. TURTEL.			

28 JUIN 1898

Président du Conseil et Intérieur	BRISSON.
Affaires étrangères.	DELCASSÉ.
Agriculture	VIGER.
Colonies	TROUILLOT.
Commerce et Industrie	MARUFJOLS.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Finances.	PEYTRAL.
Guerre.	CAVAIGNAC.
Instruction publique.	L. BOURGEOIS
Sous-Secrétariat de l'Intérieur.	VALLE.
Justice et Cultes.	SARRIEN.
Marine.	LOCKROY.
Travaux publics	TILLAYE.

1^{er} NOVEMBRE 1898

Président du Conseil, Intérieur et Cultes	CHARLES DUPUY.
Sous-Secrétariat d'Etat à l'Intérieur.	LEGRAND.
Affaires étrangères.	DELCASSÉ.
Justice.	LEBRET.
Guerre.	{ DE FREYCINET, puis KRANTZ.
Marine.	LOCKROY.
Finances.	PEYTRAL.
Instruction publique et Beaux-Arts.	G. LEYGUES.
Agriculture	VIGER.
Commerce et Industrie	DELOMBRE.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Travaux publics	KRANTZ.
Colonies	GUILLOIN.

23 JUIN 1899

Président du Conseil et Intérieur	WALDECK-ROUSSEAU.
Guerre.	Général DE GALLIFFET
Marine.	DE LANESSAN.
Commerce et Industrie	MILLERAND.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Instruction publique et Beaux-Arts.	G. LEYGUES.
Justice.	MONIS.
Affaires étrangères	DELCASSÉ.
Travaux publics	P. BAUDIN.
Finances.	CAILLAUX.
Colonies	DECRAIS.

*Pour les ministères antérieurs, consulter le volume HISTOIRE
CONTEMPORAINE FRANÇAISE (1871-1900).*

LE SÉNAT

PRÉSIDENCES DU SÉNAT

Loi constitutionnelle du 24 février 1875 relative à l'organisation du Sénat.

(1876-1899)

MM.

LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER.	13 mars 1876 — 15 janvier 1879.
MARTEL.	15 janvier 1879 — 20 janvier 1881.
LÉON SAY.	20 janvier 1881 — 15 janvier 1883.
LE ROYER.	15 janvier 1883 — 21 février 1893.
JULES FERRY.	24 février 1893 — 17 mars 1893.
CHALLEMEL-LACOUR.	27 mars 1893 — 27 octobre 1895.
ÉMILE LOUBET.	16 janvier 1896 — 19 février 1899.
FALLIÈRES.	3 mars 1899.

SÉNAT

Président : M. ARMAND FALLIÈRES.

Vice-Présidents : MM. MAGNIN, DE VERNINAC, FRANCK CHAUVEAU, DEMÔLE.

Questeurs : MM. JULES CAZOT, ÉMILE GAYOT, DUSOLIER.

Secrétaires : MM. COSTE, SAVARY, TAULIER, PREVET, RATIER, le comte de BLOIS, PAUL DECAUVILLE, BONNEFOY-SIBOUR.

Liste par ordre alphabétique de MM. les Sénateurs.

- MM. ABEILLE, Haute-Garonne, rue Daubigny, 5.
ALLÈGRE, Martinique, boulevard Montparnasse, 125.
ALLEMANT, Haute-Loire, boulevard Montparnasse, 84.
ALLEMANT (César), Basses-Alpes, rue Gay-Lussac, 10.
ASTOR, Finistère, rue Coëtlogon, 4.
AUCOIN, Gers, rue de Vaugirard, 48.
AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), élu par l'Assemblée nationale, rue Fresnel, 23, et au château de Sassy, par Mortrée (Orne).
AUDREN DE KERDREL, Morbihan, rue de l'Université, 9.
AUNAY (comte d'), Nièvre, rue Galilée, 25.
BADUEL, Cantal, rue Claude-Bernard, 47.
BARBEDETTE, Charente-Inférieure, Faubourg-Saint-Honoré, 140.
BARBEY, Tarn, boulevard Saint-Germain, 250.
BARODET, Seine, avenue des Gobelins, 53.
BARRIÈRE, Puy-de-Dôme, boulevard Malesherbes, 72.
BARTHE (Marcel), Basses-Pyrénées, rue de Fleurus, 18.
BASIRE, Manche, rue Croix-des-Petits-Champs, 10.
BASSINET, Seine, rue de Vouillé, 47.
BASTIDE, Seine-et-Marne, avenue des Gobelins, 44.
BAUDENS, Hautes-Pyrénées, rue de la Bienfaisance, 16.
BAYOL, Var, rue Dulong, 58.
BÉJARRY (DE), Vendée, rue Vavin, 12.
BELLE, Indre-et-Loire, rue de Rome, 97.

- MM. BÉRENGER, élu par l'Assemblée nationale, rue Portalis, 11.
 BERNARD, Doubs, rue de Grenelle, 218.
 BERNOT, Somme, à Ham.
 BERTHELOT, élu par le Sénat, rue Mazarine, 3.
 BÉZINE, Paul, Yonne, rue Corbeille, 5.
 BIDAULT, Indre-et-Loire, rue Saint-Jacques, 33.
 BILLOT (général), élu par l'Assemblée nationale, rue Pierre-Charron, 2.
 BISSEUIL, Charente-Inférieure, rue Le Verrier, 5.
 BIZARELLI, Drôme, avenue Bosquet, 52.
 BIZOT DE FONTENY, Haute-Marne, rue de Fleurus, 23.
 BLANC, Loire, Poste restante, au Sénat.
 BLOIS (comte de), Maine-et-Loire, cité Vaneau, 3.
 BODINIER, Maine-et-Loire, rue Garancière, 7.
 BOISSEL, Mayenne, rue Herran, 10.
 BONNEFILLE, Seine-et-Oise, à Massy (Seine-et-Oise), et rue d'Alésia, 10.
 BONNEFOY-SIBOUR, Gard, rue de Tournon, 21.
 BORRIGLIONE, Alpes-Maritimes, place de la Madeleine, 17.
 BOUFFIER, Rhône, rue de Médicis, 5.
 BOULLIEZ (Achille), Pas-de-Calais, rue des Écoles, 32.
 BOULANGER (Ernest), Meuse, rue Gluck, 4.
 BOURGANEL, Loire, rue Notre-Dame-des-Champs, 94.
 BOURGEAT, Tarn-et-Garonne, rue Taitbout, 36.
 BRIENS, Manche, rue Saint-Romain, 16.
 BROTHIER, Charente, rue Vauvray, 10.
 BRUEL, Allier, rue de Seine, 93.
 BRUGNOT, Vosges, place du Théâtre-Français, 3.
 BRUNET, Indre, avenue des Gobelins, 17.
 BUVIGNIER, Meuse, rue Condorcet, 34.
 CABART-DANNEVILLE, Manche, boulevard Saint-Michel, 143.
 CADUC, Gironde, avenue du Maine, 24.
 CALVET, Charente-Inférieure, boulevard Montparnasse, 144.
 CAMPARAN, Haute-Garonne, rue d'Alger, 4.
 CARNÉ (marquis de), Côtes-du-Nord, rue d'Assas, 85.
 CASABIANCA (de), Corse, rue Pigalle, 18.
 CAZOT (Jules), élu par l'Assemblée nationale, au Palais du Sénat.
 CHADOIS (colonel de), élu par l'Assemblée nationale, rue Laflitte, 20.
 CHAIX (Cyprien), Hautes-Alpes, rue Godot-de-Mauroi, 1.
 CHAMAILLARD (de), Finistère, rue Casimir-Périer, 21.
 CHANTAGREL, Puy-de-Dôme, boulevard de l'Ouest, au Raincy (Seine-et-Oise).
 CHANTEMILLE, Allier, rue de l'Université, 47.
 CHAUMIÉ, Lot-et-Garonne, avenue de l'Observatoire, 28.
 CHAUVEAU (Franck), Oise, rue de la Faisanderie, 80.
 CHIRIS, Alpes-Maritimes, avenue d'Iéna, 23.
 CHOVEL, Oise, boulevard Saint-Germain, 82.
 CLAEYS, Nord, boulevard Denain, 12.
 CLAMAGERAN, élu par le Sénat, avenue Marceau, 57.
 COCHERY (Adolphe), Loiret, avenue d'Iéna, 38.
 COILLOT (D'), Haute-Saône, rue Montalivet, 18.
 COMBES, Charente-Inférieure, rue Vauquelin, 3.
 CONSTANS, Haute-Garonne, avenue des Champs-Élysées, 93.
 CORDELET, Sarthe, rue Gay-Lussac, 24.
 CORNIL, Allier, rue Saint-Guillaume, 19.
 COSTE, Yonne, rue d'Assas, 17.

- MM. COURCEL (baron de), Seine-et-Oise, boul. du Montparnasse, 10,
et au château d'Athis, à Athis-Mons (Seine-et-Oise).
COUTEAUX, Vienne, cité Trévis, 3.
CROZET-FOURNEYRON, Loire, rue Saint-Georges, 52.
CUVINOT, Oise, rue de Phalsbourg, 15.
DANELLE-BERNARDIN, Haute-Marne, rue Soufflot, 22.
DARBOT, Haute-Marne, rue Claude-Bernard, 8 bis.
DÉANDRÉIS, Hérault, rue Michelet, 5.
DECAUVILLE (Paul), Seine-et-Oise, avenue Matignon, 15.
DELCROS (Elie), Pyrénées-Orientales, avenue Victor-Hugo, 150.
DELLESTABLE, Corrèze, boulevard Saint-Michel, 71.
DELOBEAU, Finistère, rue du Général-Foy, 37.
DELPECH, Ariège, boulevard du Port-Royal, 31.
DEMÔLE, Saône-et-Loire, rue Gay-Lussac, 28.
DENIS, Mayenne, rue Cardinet, 72.
DENOIX, Dordogne, rue d'Assas, 85.
DENORMANDIE, élu par l'Assemblée nationale, boulevard Hauss-
mann, 89.
DEPRÉFUX, Nord, rue de Moscou, 14.
DÉPREZ, Pas-de-Calais, rue Notre-Dame-des-Champs, 56.
DESCHANEL, élu par le Sénat, avenue Marceau, 69.
DESMONS, Gard, boulevard Saint-Marcel, 52.
DESTIEUX-JUNCA, Gers, avenue Mac-Mahon, 35.
DEVELLE, Meuse, rue de Rome, 145.
DEVÈS (Paul), Cantal, avenue du Trocadéro, 16.
DIANCOURT, Marne, rue des Beaux-Arts, 6.
DROUHET, la Réunion, boulevard Saint-Michel, 63.
DUBOIS, Nord, rue de Médicis, 5.
DUBOST, Isère, avenue Malakoff, 63.
DUCHESNE-FOURNET, Calvados, rue de Bourgogne, 46.
DUFOUSSAT, Creuse, boulevard Raspail, 205.
DULAC, Saône-et-Loire, rue Notre-Dame-des-Champs, 86.
DUMON, élu par l'Assemblée nationale, rue Cassette, 10.
DUPUY (Jean), Hautes-Pyrénées, rue d'Enghien, 18.
DURAND-SAVOYAT, Isère, rue Madame, 81.
DUSOLIER, Dordogne, au Palais du Sénat.
DUVAL (César), Haute-Savoie, Cours-la-Reine, 28.
FABRE, Aveyron, rue de Fleurus, 1.
FALLIÈRES, Lot-et-Garonne, au Palais du Petit-Luxembourg.
FARIVOLE, Corse, rue Castiglione, hôtel Dominici.
FAYARD, Drôme, rue des Petites-Écuries, 22.
FAYE, Lot-et-Garonne, rue Bonaparte, 80.
FLEURY (Paul), Orne, rue de Turin, 10.
FOLLINET, Haute-Savoie, rue Bonaparte, 47.
FOREST, Savoie, avenue du Trocadéro, 28.
FORTIER, Seine-Inférieure, Chemin des Cottes, 10, à Rouen.
FOUGEIROL, Ardèche, boulevard Saint-Germain, 125.
FOUSSET, Loiret, rue du Vul-de-Grâce, 9.
FRANCOZ, Haute-Savoie, rue Cujas, 21.
FRESNEAU, Morbihan, rue Cassette, 10.
FREYCINET (DE), Seine, rue de la Faisanderie, 77 (Paris-Passy).
FRÉZOUL, Ariège, rue Clovis, 1.
FROMENT, Somme, rue Paul-Lelong, 27.
FRUCHIER, Basses-Alpes, rue d'Auteuil, 29.
GAILLY, Ardennes, rue Marbeuf, 38.
GALTIER, Hérault, rue Castiglione, hôtel Continental.
GARRAN DE BALZAN (Emile), Deux-Sèvres, rue de Médicis, 17.
GARREAU, Ille-et-Vilaine, rue Portalis, 11 bis.

- MM. GAUTHIER, Aude, rue de Rennes, 75.
 GAYOT (Emile), Aube, boulevard Saint-Michel, 64.
 GÉRENTE, Alger, boulevard Beauséjour, 19.
 GÉRY-LEGRAND, Nord, boulevard Denain, 12.
 GIRARD (Alfred), Nord, rue de Seine, 54.
 GIRARD (Théodore), Deux-Sèvres, rue Corneille, 5.
 GIRAULT, Cher, boulevard du Montparnasse, 166.
 GODIN, Indes, rue d'Assas, 28.
 GOMOT, Puy-de-Dôme, rue des Saints-Pères, 40.
 GOVIN, élu par l'Assemblée nationale, rue de Lisbonne, 33.
 GOUJON, Ain, place Daumesnil, 45.
 GOYTANT, Ardennes, boulevard du Montparnasse, 20.
 GRAVIN, Savoie, rue des Saints-Pères, 65.
 GRÉVY (général), Jura, avenue Montaigne, 49.
 GRIMAUD, Hautes-Alpes, boulevard Saint-Michel, 119.
 GRIVART, Ille-et-Vilaine, quai Voltaire, 33.
 GUÉRIN (Eugène), Vaucluse, rue Cambon, 4.
 GUÉRIN (Henri), Ille-et-Vilaine, rue de Rennes, 113.
 GUIBOURD DE LUZINAIS, Loire-Inférieure, rue Richempanse, 11.
 GUILLEMAUT (Lucien), Saône-et-Loire, boulevard Saint-Germain, 62.
 GUYOT, Rhône, rue du Bassin, 1, à Bellevue (Seine-et-Oise).
 GUYOT-LAVALINE, Puy-de-Dôme, rue de Vaugirard, 21.
 HALGAN, Vendée, rue de Lille, 82.
 HAUGOMAR DES PORTES, Côtes-du-Nord, rue Madame, 31.
 HAULON, Basses-Pyrénées, rue de Grammont, 2 (hôtel du Périgord).
 HÉBRARD (Jacques), Corse, boulevard Malesherbes, 8.
 HÉRISSON, Nièvre, rue de Vaugirard, 71.
 HUGOT, Côte-d'Or, rue Cassette, 16.
 HUGUET (A.), Pas-de-Calais, rue Jacob, 22.
 HUON DE PENANSTER, Côtes-du-Nord, rue de Verneuil, 4.
 ISAAC, Guadeloupe, rue Sadi-Carnot, 53, à Vanves.
 JACQUES, Oran, avenue de l'Observatoire, 29.
 JAPY (général), Belfort, avenue Carnot, 17.
 JOUFFRAULT (Camille), Deux-Sèvres, rue Garancière, 6.
 LABBÉ (D^r), Orne, boulevard Haussmann, 117.
 LABICHE (Emile), Eure-et-Loir, rue du Luxembourg, 28.
 LABICHE (Jules), Manche, boulevard Saint-Germain, 134.
 LABROUSSE, Corrèze, avenue Marceau, 35.
 LAMARZELLE (DE), Morbihan, boulevard Saint-Germain, 254.
 LAPORTE-BISQUIT, Charente, au Grand-Hôtel.
 LAREINTY (baron DE), Loire-Inférieure, rue de Bellechasse, 38.
 LATAPPY, Landes, avenue de la Tournelle, 22, à Saint-Mardé (Seine).
 LATERRADE, Gers, boulevard Saint-Michel, 77.
 LAUBRY, Yonne, à Bourg-la-Reine.
 LAURENS, Drôme, rue de Bièvre, 5 bis, à Bourg-la-Reine.
 LAVERGNE (Bernard), Tarn, boulevard Saint-Michel, 65.
 LE CONTE (Maxime), Nord, avenue de Châtillon, 44 bis.
 LE COUR-GRANDMAISON, Loire-Inférieure, rue Casimir-Perier, 27.
 LEFÈVRE, Seine, rue Pépin, 8, à Montreuil-sous-Bois (Seine).
 LE GLUDIC, Sarthe, quai de la Tournelle, 13.
 LELIÈVRE, Jura, rue Vintimille, 22.
 LE PLAY, Haute-Vienne, rue du Bac, 40.
 LEPORCHÉ, Sarthe, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 5.
 LE PROVOST DE LAUNAY, Côtes-du-Nord, rue de Grenelle, 102.
 LEROUX (Aimé), Aisne, avenue de La Motte-Picquet, 16.

- MM. LE ROUX (Paul), Vendée, boulevard Malesherbes, 48.
 LESOUËF, Seine-Inférieure, rue Fontenelle, 24, à Rouen.
 LEVREY, Haute-Saône, place Daumesnil, 7.
 LEYDET, Bouches-du-Rhône, boulevard Saint-Michel, 85.
 LOURTIES, Landes, rue Notre-Dame-des-Champs, 12.
 LURO, élu par l'Assemblée nationale, rue Richepanse, 11.
 MACHEREZ, Aisne, rue Saint-Lazare, 93.
 MAGNIEN, Saône-et-Loire, boulevard Raspail, 2.
 MAGNIN, élu par l'Assemblée nationale, avenue Victor-Hugo, 89.
 MAILLARD, Loire-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 88.
 MAILLÉ (comte DE), Maine-et-Loire, boulevard Malesherbes, 3.
 MALÉZIEUX, Aisne, rue Radziwill, 31.
 MAQUENNEHEN, Somme, à Amiens.
 MARCÈRE (DE), élu par le Sénat, rue Montaigne, 23.
 MARET, Seine-et-Oise, avenue du Bois-de-Boulogne, 8, et à
 Brueil-en-Vexin par Meulan (Seine-et-Oise).
 MARQUIS, Meurthe-et-Moselle, rue de Lille, 45.
 MARTELL, Charente, rue de Lisbonne, 6.
 MARTIN (Félix), Saône-et-Loire, rue des Bernardins, 36.
 MAZEAU, Côte-d'Or, boulevard Saint-Michel, 87.
 MERCIER, Ain, cité de l'Alma, 11.
 MÉRIC, Var, rue Vivienne, 40.
 MERLET, Maine-et-Loire, rue Larribe, 4.
 MILLAUD (Edonard), Rhône, avenue Kléber, 78.
 MILLIARD, Eure, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 131.
 MILLIÉS-LACROIX, Landes, rue du Luxembourg, 16.
 MILLION, Rhône, rue des Pyramides, 8.
 MIN, Aude, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 35.
 MONESTIER, Lozère, rue de Berlin, 37.
 MONIER, Bouches-du-Rhône, avenue Victor-Hugo, 71.
 MONIS, Gironde, boulevard Saint-Michel, 87.
 MONSSERVIN, Aveyron, boulevard Raspail, 92.
 MORELLET, Ain, boulevard Saint-Michel, 46.
 MOROUX, Indre, rue Saint-Séverin, 40.
 NIOCHE, Indre-et-Loire, poste restante, palais du Sénat.
 OBISSIER SAINT-MARTIN, Gironde, rue de Castellane, 17.
 OLLIVIER (Auguste), Côtes-du-Nord, rue Margueritte, 10
 (Paris-Ternes).
 OURNAC, Haute-Garonne, rue Madame, 43.
 OUVRIER, Aveyron, rue Du Sommerard, 2.
 PARISOT (du Tillot), Vosges, avenue d'Orléans, 7.
 PARISSOT, Eure, avenue de Messine, 29.
 PAULIAC, Lot, rue du Val-de-Grâce, 14.
 PAULIAT, Cher, rue Saint-Georges, 6.
 PEAUDECERF, Cher, boulevard Saint-Michel, 21.
 PÉNICAUD, Haute-Vienne, boulevard Saint-Michel, 69.
 PERRÉAL, Hérault, rue de Rueil, 154, à Colombes.
 PEYTRAL, Bouches-du-Rhône, avenue d'Eylau, 24.
 PIOT, Côte-d'Or, avenue Alphand, 59, à Saint-Mandé.
 POIRRIER, Seine, avenue de Messine, 10.
 PONLEVOY (Frogier DE), Vosges, boulevard Saint-Germain, 223.
 PORIQUET, Orne, rue de la Bienfaisance, 16.
 POZZI (D^r), Dordogne, 10, place Vendôme.
 PRADAL, Ardèche, rue de l'École-de-Médecine, 6.
 PREVET, Seine-et-Marne, rue d'Anmale, 22.
 PRILLIEUX, Loir-et-Cher, rue Cambacérès, 14.
 RAMBAUD, Doubs, rue d'Assas, 76.
 RAMBOURGT, Aube, à Meudon (Seine-et-Oise).

- MM. RANC (Arthur), Seine, place des Vosges, 5.
 RATIER, Indre, Chaussée-d'Antin, 68.
 RAYNAL, Gironde, boulevard Pereire, 98.
 REGISMANSET, Seine-et-Marne, avenue de Valvins, à Avon, près Fontainebleau.
 RENAUDAT, Aube, rue Saint-Hyacinthe, 5.
 REY (Edouard), Isère, rue de la Paix, 25.
 REYMOND, Loire, boulevard Saint-Michel, 85.
 RINGOT, Pas-de-Calais, rue Notre-Dame-des-Victoires, 13.
 ROGER, Dordogne, rue Cassette, 16.
 ROLLAND, Tarn-et-Garonne, rue Claude-Bernard, 57.
 ROUSSEAU (Gervais), Creuse, rue de l'Abbé-Grégoire, 35.
 ROUSSEL (Théophile), Lozère; r. du Faubourg-St-Honoré, 71.
 SAILLARD, Doubs, rue Notre-Dame-des-Champs, 75.
 SAINT-PRIX, Ardèche, rue Montaigne, 17.
 SAINT-ROMME, Isère, rue d'Aleçon, 1.
 SAISY (Hervé DE), élu par l'Assemblée nationale, poste restante, Palais du Sénat.
 SAL (Léonce DE), Corrèze, boulevard Saint-Germain, 147.
 SALOMON, Vienne, rue du Bourg-l'Abbé, 5.
 SAVARY, Finistère, rue Coëtlogon, 6.
 SAVARY, Tarn, rue Claude-Bernard, 47.
 SCHEURER-KESTNER, élu par l'Assemblée nationale, rue Pierre-Charron, 8.
 SÉBLINE, Aisne, boulevard Malesherbes, 117, et à Montescourt-Lizerolles (Aisne).
 SIEGFRIED, Seine-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 226.
 SIGNARD, Haute-Saône, rue de Lécluse, 10.
 SILHOL, Gard, avenue Velasquez, 3.
 STRAUSS (Paul), Seine, avenue de Wagram, 76.
 TALOU, Lot, rue Littré, 17.
 TASSIN, Loir-et-Cher, rue du Rocher, 28.
 TAULIER, Vaucluse, rue du Bac, 100.
 TEISSERENC DE BORT, Haute-Vienne, rue d'Astorg, 15.
 THÉVENET, Rhône, rue de la Chaussée-d'Antin, 51.
 THÉZARD, Vienne, rue des Ecoles, 40.
 THOREL, Eure, rue Saint-Lazare, 96.
 THUILLIER, Seine.
 TILLAYE, Calvados, rue Victor-Considérant, 6.
 TIRMAN, Ardennes, boulevard Haussmann, 153.
 TRARIEUX, Gironde, rue Logelbach, 4.
 TREILLE, Constantine, rue de Vaugirard, 164.
 TRYSTRAM, Nord, rue de Rennes, 95.
 TURGIS, Calvados, rue des Ecoles, 50.
 VALLÉ, Marne, rue Marbeuf, 11.
 VÉLTEN, Bouches-du-Rhône, place du Théâtre-Français, 3.
 VERNINAC (DE), Lot, rue de Grenelle, 3.
 VIGNANCOUR, Basses-Pyrénées, boulevard Raspail, 6.
 VILAR (Edouard), Pyrénées-Orientales, rue Faustin-Hélie, 7.
 VILLARD, Creuse, boulevard Saint-Michel, 143.
 VINET, Eure-et-Loir, rue Lamennais, 12.
 VISEUR, Pas-de-Calais, Poste restante, palais du Sénat.
 VISSAGUET, Haute-Loire, rue Madame, 69.
 VOLLAND, Meurthe-et-Moselle, cité Vaneau, 11.
 VUILLOD, Jura, boulevard de l'Hôpital, 34.
 WADDINGTON (Richard), Seine-Inférieure, rue François-1^{er}, 41.
 WALDECK-ROUSSEAU, Loire, rue de l'Université, 35.
 WALLON, élu par l'Assemblée nationale, quai Conti, 25.

LISTES
DES
GROUPES EXTRA-PARLEMENTAIRES
DU SÉNAT

ABRÉVIATIONS

C. G. — Centre gauche.....	26 membres.
G. R. — Gauche républicaine	91 —
U. R. — Union républicaine.....	120 —
G. D. — Gauche démocratique	89 —
G. A. — Groupe agricole.....	167 —

Groupe du Centre Gauche
(26 membres)

MM.
Baudens.
Bérenger.
Bernot, G. R., U. R.
Bonafille, G. R.
Chauveau (Franck), G. R.
Courcel (baron de), G. R.
Decauville (Paul), G. R.
Denis (Gustave), G. R.
Denormandie.
Duchesne-Fournet, G. R.
Fleury (Paul).
Gailly.
Godin (Jules), G. R.

MM.
Gouin.
Japy (général).
Krantz.
Labbé (Léon), G. R.
Labiche (Emile), G. R.
Luro, G. R.
Marcère (de).
Maget, G. R.
Monsservin, G. R.
Parissot (Albert), G. R., U. R.
Séblin.
Teisserenc de Bort, G. R.
Turgis, G. R.

Groupe de la Gauche républicaine
(91 membres)

MM.
Allemand (César), U. R.
Allemand, G. D.
Astor.
Barbey.
Barthé (Marcel).
Bernot, C. G., U. R.
Berthelot, G. D.
Billot (général).

MM.
Bisseuil, U. R., G. D.
Boissel (Victor), U. R.
Bonafille, C. G.
Bouffier, U. R.
Bouilliez (Achille).
Boulangier (Ernest).
Bourgeat, U. R.
Briens.

MM.

Cabart-Danneville, G. D.
 Calvet, G. D.
 Campaon.
 Casabianca (de), U. R.
 Chadois (colonel de).
 Chaix (Cyrien), U. R.
 Chaumié.
 Chauveau (Franck), C. G.
 Chovet.
 Claeys.
 Clamageran, U. R.
 Cochery (Adolphe), U. R.
 Constans, U. R.
 Cordelet.
 Coste, U. R.
 Courcel (baron de), C. G.
 Cuvinot.
 Danelle-Bernardin, U. R.
 Decauville (Paul), C. G.
 Delobbeau.
 Denis (Gustave), C. G.
 Depreux.
 Develle, U. R.
 Devès (Paul), U. R.
 Diancourt.
 Drouhet (Théodore).
 Dubost (Antonin), U. R.
 Duchesne-Fournet, C. G.
 Dupuy (Jean).
 Fallières.
 Farinole, G. D.
 Faye.
 Forest (Charles).
 Francoz.
 Freycinet (de).
 Froment, U. R.
 Garreau, U. R.
 Gauthier, G. D., U. R.
 Gayot (Emile).
 Godin (Jules), C. G.
 Gomot.
 Goujon, U. R.
 Gravin.
 Grévy (général).
 Grimaud.
 Guérin (Eugène), U. R.
 Guérin (Henri), U. R.
 Guyot-Lavaline.
 Halléguen.
 Haulon, U. R.

MM.

Hébrard (Jacques).
 Hugot.
 Huguet (A.), U. R.
 Labbé (Léon), C. G.
 Labiche (Emile), C. G.
 Labiche (Jules), G. D.
 Laporte-Bisquit, U. R.
 Latappy (Arthur), U. R.
 Lavergne (Bernard).
 Le Play (Albert).
 Leroux (Aimé).
 Lesouëf, U. R.
 Loubet.
 Lourties, U. R.
 Luro, C. G.
 Magnin.
 Maléziens.
 Maret, C. G.
 Marquis.
 Mazeau.
 Milliard, U. R.
 Mir, U. R.
 Monsservin, C. G.
 Obissier Saint-Martin, U. R.
 Ouvrier.
 Parissot (Albert), C. G.,
 U. R.
 Pénicaud, U. R.
 Poirrier, U. R.
 Pozzi, U. R.
 Prevet.
 Rambourgt.
 Raynal, U. R.
 Renaudat.
 Ringot.
 Roger.
 Rolland.
 Roussel (Théophile).
 Salomon, U. R.
 Savary, U. R.
 Siegfried, U. R.
 Silhol.
 Teisserenc de Bort, C. G.
 Thévenet.
 Thézard (Léopold), G. D.
 Tillaye (Louis).
 Tirman.
 Trarieux.
 Turgis, C. G.
 Vinet, U. R.

MM.
Vissaguet.
Volland.

MM.
Vuillod.
Waddington (Richard), U. R.

Groupe de l'Union républicaine (120 membres)

MM.
Allemand (César), G. R.
Barbedette.
Barrière, G. A.
Belle, G. D.
Bernot, C. G., G. R.
Bissenil, G. R., G. D.
Blanc (Philippe).
Boissel (Victor), G. R.
Bouffier, G. R.
Bourganel.
Bourgeat, G. R.
Brothier.
Brunet, G. D.
Casabianca (de), G. R.
Cazot (Jules).
Chaix (Cyprien), G. R.
Chantemille.
Chiris.
Clamageran, G. R.
Cochery (Adolphe), G. R.
Coillot, G. D.
Constans, G. R.
Cornil.
Coste, G. R.
Couteaux, G. D.
Crozet-Fourneyron.
Danelle-Bernardin, G. R.
Demôle.
Denoix.
Deschanel.
Develle, G. R.
Devès (Paul), G. R.
Dubost (Afonin), G. R.
Dufoussat, G. D.
Durand-Savoyat (Emile).
Dusolier.
Fayard, G. D.
Fougeirol.
Fousset, G. D.
Froment, G. R.

MM.
Fruchier.
Garreau, G. R.
Gauthier, G. R., G. D.
Géry-Legrand.
Girard (Théodore).
Goujon, G. R.
Guérin (Eugène), G. R.
Guérin (Henri), G. R.
Guyot.
Haulon, G. R.
Huguet (A.), G. R.
Jacques.
Laporte-Bisquit, G. R.
Latappy (Arthur), G. R.
Lelièvre.
Lesouëf, G. R.
Lourties, G. R.
Macherez, G. D.
Millaud (Edouard).
Milliard, G. R.
Mir, G. R.
Monis (Ernest), G. D.
Moreilet.
Moroux.
Obissier Saint-Martin, G. R.
Parisot (Louis).
Parisot (Albert), C. G., G. R.
Pénicaud, G. R.
Perras.
Poirrier, G. R.
Ponlevoy (Frogier de), G. D.
Pozzi, G. R.
Pradal.
Prillieux.
Rambaud (Alfred).
Ratier (Antony).
Raynal, G. R.
Rey (Edouard).
Saillard.
Saint-Prix.

MM.

Sal (Léonce de).
 Salomon, G. R.
 Savary, G. R.
 Scheurer-Kestner.
 Siegfried, G. R.
 Trystram, G. D.

MM.

Villard, G. D.
 Vinet, G. R.
 Viseur.
 Waddington (Richard), G. R.
 Waldeck-Rousseau.

Groupe de la Gauche démocratique

(89 membres)

MM.

Abeille (Valentin).
 Allègre.
 Allemand, G. R.
 Aucoin.
 Baduel.
 Barodet.
 Bastide (Jules).
 Bayol.
 Belle, U. R.
 Bernard.
 Berthelot, G. R.
 Bézine (Paul).
 Bidault.
 Bisseuil, G. R., U. R.
 Bizot de Fonteny.
 Bonnefoy-Sibour.
 Bruel.
 Brugnet.
 Brunet, U. R.
 Buvignier.
 Cabart-Danneville, G. R.
 Caduc.
 Calvet, G. R.
 Coillot, U. R.
 Combes.
 Couteaux, U. R.
 Darbot.
 Déandréis.
 Deleros.
 Dellestable.
 Delpech.
 Déprez (André).
 Desmons.
 Destieux-Junca (Paul).
 Dubois (Emile).
 Dufoussat, U. R.

MM.

Dulac.
 Farinole, G. R.
 Fayard, U. R.
 Fousset, U. R.
 Frézoul.
 Galtier.
 Gauthier, G. R., U. R.
 Gérente (Paul).
 Girault.
 Guillemaut.
 Hérisson.
 Isaac.
 Jouffrault.
 Labiche (Jules), G. R.
 Labrousse.
 Laterrade.
 Laubry.
 Laurens.
 Lecomte (Maxime).
 Lefèvre (Alexandre).
 Legludic.
 Leporché.
 Leydet (Victor).
 Macherez, U. R.
 Méric (Victor).
 Milliès-Lacroix.
 Monier (Frédéric).
 Monis (Ernest), U. R.
 Nioche.
 Ournac.
 Pauliac.
 Pauliat.
 Perréal.
 Peytral.
 Piot (Edme).
 Ponlevoy (Frogier de), U. R.

MM.
Ranc.
Régismauset.
Rousseau (Gervais).
Saint-Romme.
Savary (Hippolyte).
Signard.
Strauss (Paul).
Talou (Léon).
Tassin.

MM.
Taulier.
Thézard (Léopold), G. R.
Treille (Alcide).
Trystram, U. R.
Velten.
Verninac (de).
Vilar (Edouard).
Villard, U. R.

Groupe Agricole

(167 membres)

Président d'honneur : M. Wallon.

Président : M. Cochery.

Vice-présidents : { MM. Séblin.
Ollivier.

Secrétaires : { MM. Isaac.
Blois (comte de).

Questeur : M. Gayot (Émile).

Membres

Sénateurs inamovibles élus par l'Assemblée Nationale :

MM. Audiffret-Pasquier
(duc d').
Bérenger.
Cazot (Jules).

MM. Krantz.
Luro.
Magnin.
Wallon.

Sénateur inamovible élu par le Sénat.

M. Marcère (de).

Sénateurs élus par les Départements :

Ain.

M. Goujon.

Aisne.

MM. Malézieux.
Séblin.
Macherez.

Allier.

M. Chantemille.

MM. Cornil.
Bruel.

Alpes (Basses-).

MM. Fruchier.
Allemand (César).

Alpes (Hautes-).

M. Grimaud.

Ardèche.

M. Fougeirol.

Ardennes.

MM. Tirman.
Gailly.

Ariège.

M. Frézoul.

Aube.

MM. Gayot (Émile).
Rambourgt.
Renaudat.

Aude.

MM. Gauthier.
Mir.

Aveyron.

M. Ouvrier.

Bouches-du-Rhône.

M. Velten.

Calvados.

MM. Turgis.
Tillaye (Louis).

Cantal.

M. Devès (Paul).

Charente.

M. Laporte-Bisquit.

Charente-Inférieure.

MM. Bisseuil.
Combes.
Calvet.

Cher.

MM. Peaudecerf.
Pauliat.

Corrèze.

MM. Sal (Léonce de).
Labrousse.
Dellestable.

Corse.

M. Casabianca (de).

Côte-d'Or.

MM. Hugot.
Mazeau.
Piot (Edme).

Côtes-du-Nord.

MM. Ollivier (Auguste).
Haugoumar des Portes.
Huon de Penanster.
Carné (marquis de).
Le Provost de Launay.

Creuse.

MM. Villard.
Dufoussat.

Dordogne.

MM. Dusolier.
Roger.
Denoix.

Doubs.

M. Saillard.

Drôme.

MM. Loubet.
Laurens.

Eure.

M. Milliard.

Eure-et-Loir.

MM. Vinet.
Labiche (Émile).

Finistère.

MM. Astor.
Delobean.
Savary.

Gard.

M. Silhol.

Gers.

MM. Destieux-Junca (Paul).
Laterrade.

Gironde.

MM. Monis (Ernest).
Trarieux.

Hérault.

MM. Deandréis.
Perréal.

Ille-et-Vilaine.

MM. Grivart.
Garreau.

Indre.

MM. Ratier (Antony).
Brunet.
Moroux.

Indre-et-Loire.

M. Nioche.

Isère.

MM. Durand-Savoyat (Emile).
Dulost (Antonin).

Jura.

MM. Lelièvre.
Grévy (général).

Landes.

MM. Lourties.
Millès-Lacroix.

Loir-et-Cher.

MM. Tassin.
Prillieux.

Loire-Inférieure.

MM. Le Cour-Grandmaison.
Guibourd de Luzinais.
Lareinty (baron de).
Maillard.

Loiret.

M. Cochery (Adolphe).

Lot.

MM. Verninac (de).
Pauliac.

Maine-et-Loire.

MM. Bodinier.
Merlet.
Blois (comte de).
Maillé (comte de).

Mauche.

MM. Cabart-Danneville.
Briens.

Marne (Haute-).

MM. Darbot.
Danelle-Bernardin.
Bizot de Fonteny.

Mayenne.

MM. Denis (Gustave).
Boissel.

Meurthe-et-Moselle.

MM. Marquis.
Volland.

Meuse.

MM. Buvignier.
Develle (Edmond).

Morbihan.

MM. Audren de Kerdrel.
Lamarzelle (de).
Fresneau.

Nièvre.

M. Aunay (comte d').

Nord.

MM. Claeys.
Girard (Alfred).
Depreux.

Oise.

MM. Chauveau (Franck).
Cuvinot.
Chovet.

Orne.

MM. Poriquet.
Labbé (Léon).

Pas-de-Calais.

MM. Iluguet (A.).
Déprez (André).
Bouilliez (Achille).
Viseur.

Puy-de-Dôme.

- MM. Gomot.
Guyot-Lavaline.
Barrière.

Pyrénées (Basses-).

- MM. Barthe (Marcel).
Haulon.

Pyrénées (Hautes-).

- MM. Dupuy (Jean).
Baudéns.

Rhône.

- M. Millaud (Édouard).

Saône (Haute-).

- M. Coillot.

Saône-et-Loire.

- MM. Demôle.
Martin (Félix).
Dulac.

Sarthe.

- MM. Cordelet.
Legludic.

Savoie.

- MM. Forest (Charles).
Gravin.

Seine.

- M. Poirrier.

Seine-Inférieure.

- MM. Lesouëf.
Fortier.

Seine-et-Marne.

- M. Prevet.

Seine-et-Oise.

- MM. Maret.
Decauville (Paul).
Bonnefille.

Somme.

- MM. Bernot.
Froment.

Tarn.

- MM. Barbey.
Lavergne (Bernard).

Vaucluse.

- M. Taulier.

Vendée.

- M. Le Roux (Paul).

Vienne.

- MM. Thézard (Léopold).
Couteaux.

Vienne (Haute-).

- MM. Pénicaud.
Le Play (Albert).
Teisserenc de Bort.

Vosges.

- MM. Brugnot.
Ponlevoÿ (Frogier de).

Yonne.

- M. Coste.

ALGÉRIE :

Oran.

- M. Jacques.

Constantine.

- M. Treille (Alcide).

COLONIES :

La Martinique.

- M. Allègre.

La Guadeloupe.

- M. Isaac.

La Réunion.

- M. Drouhet (Théodore).

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1898

ÉLECTEURS REPRÉSENTÉS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Toutes opinions réunies.

DÉPARTEMENTS	VOIX représentées par les élus.		DÉPARTEMENTS	VOIX représentées par les élus.	
	Nombre d'électeurs inscrits.	Proport. p. 100.		Nombre d'électeurs inscrits.	Proport. p. 100.
Ain	104.870	49.684 47,5	Loiret.....	106.718	53.554 50
Aisne	150.423	65.5 6 43,7	Lot.....	83.237	36.383 43,5
Allier	132.090	50.789 38,4	Lot-et-Garonne..	99.675	35.574 35,6
Alpes (Basses)..	38.197	17.598 46,3	Lozère.....	38.548	18.556 48
Alpes (Hautes)..	30.293	12.850 42,5	Maine-et-Loire..	154.097	78.013 50,3
Alpes-Maritimes.	60.109	32.335 53,7	Manche.....	134.362	70.987 52,5
Ardeche.....	119.88	46.117 38,5	Marne.....	118.139	53.316 40,5
Ardennes.....	88.283	40.778 46	Marne (Haute)..	71.822	35.867 50
Ariège.....	74.132	28.051 38	Mayenne.....	90.797	52.390 59
Aube.....	76.684	35.082 46,5	Meurthe-et-Mo-		
Aude.....	98.366	40.549 41,2	selle.....	116.953	65.610 56,4
Aveyron.....	119.170	55.795 46,8	Meuse.....	78.903	45.247 57,5
B.-du-Rhône..	156.697	57.890 37	Morbihan.....	137.896	62.122 45
Calvados.....	113.087	52.753 46,8	Nièvre.....	102.223	39.083 38
Cantal.....	64.495	27.979 43,3	Nord.....	417.354	214.044 51,5
Charente.....	111.313	50.181 45	Oise.....	112.281	54.740 49
Charente-Infer.	142.368	62.006 43,5	Orne.....	101.893	52.455 52,3
Cher.....	104.886	50.064 48	Pas-de-Calais...	235.787	127.790 54,1
Corrèze.....	93.091	42.518 45,8	Puy-de-Dôme...	174.513	86.683 49,5
Corse.....	84.742	31.263 37	Pyrénées (B ^{or} ..)	109.024	64.467 58
Côte-d'Or.....	113.080	45.124 40	Pyrénées (H ^{ier} ..)	65.244	30.038 46
Côtes-du-Nord..	164.224	76.172 46,8	Pyrénées-Orient.	60.284	27.161 44,5
Creuse.....	80.844	34.543 42,7	Territ. de Belfort.	20.242	9.196 45,5
Dordogne.....	148.789	65.822 44,4	Rhône.....	190.451	73.116 38,5
Doubs.....	81.345	33.947 41,5	Saône (Haute)..	83.995	39.396 47
Drôme.....	96.113	43.504 45,4	Saône-et-Loire..	182.178	90.412 49,5
Eure.....	101.623	47.712 47	Sarthe.....	125.278	59.771 47,7
Eure-et-Loir...	81.577	37.973 47	Savoie.....	70.773	33.248 47
Finistère.....	183.029	100.470 54,6	Savoie (Haute)..	80.977	37.423 46,3
Gard.....	136.128	56.728 41,5	Seine.....	677.978	306.440 45,5
Garonne (Haute)	147.814	64.411 43,5	Seine-Inférieure.	201.391	86.932 43,3
Gers.....	87.631	34.949 40	Seine-et-Marne..	101.059	44.781 44,3
Gironde.....	228.776	82.578 36,2	Seine-et-Oise...	169.194	79.681 47
Hérault.....	143.674	61.894 43	Sèvres (Deux)..	109.784	49.965 45,6
Ille-et-Vilaine..	160.409	78.861 49,9	Somme.....	158.319	78.222 49,4
Indre.....	86.612	32.502 37,5	Tarn.....	110.950	47.795 43,1
Indre-et-Loire..	102.443	47.596 46,4	Tarn-et-Garonne	70.181	30.001 42,5
Isère.....	168.046	72.018 42,9	Var.....	84.528	30.485 35,9
Jura.....	80.431	33.683 41,8	Vaucluse.....	78.090	32.543 41,6
Landes.....	87.251	52.423 60	Vendée.....	128.731	56.679 44,1
Loir-et-Cher....	83.576	39.495 47	Vienne.....	105.179	45.580 40,9
Loire.....	169.120	67.920 40	Vienne (Haute)..	102.564	46.785 45,6
Loire (Haute)..	91.632	44.999 49	Vosges.....	111.384	64.056 57,2
Loire-Inférieure.	176.398	74.086 42,4	Yonne.....	105.592	49.873 47
			TOTAUX....	10.635.296	4.906.648 46



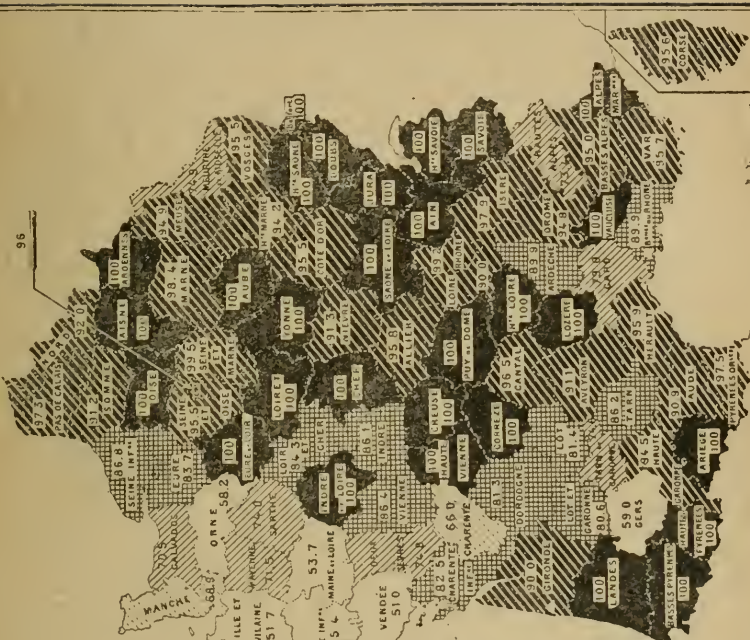
DIAPASON DES TEINTES

Départements dans lesquels sur 100 électeurs inscrits, la proportion des voix représentées à la Chambre des Députés est de 35 à 39 %

- de 40 - 45 -
- 46 - 49 -
- 50 - 52 -
- 53 - 60 -

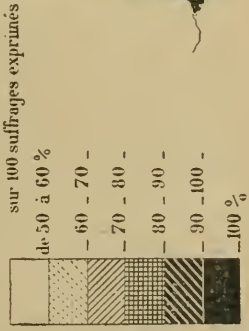
Total des voix représentées : 4878000
 sur 10700000 électeurs inscrits
 Moyenne pour la France 46 % électeurs

A. XANTHODAKIS



DIAPASON DES TEINTES

Départements dans lesquels la proportion de l'ensemble des voix républicaines a été,



France entière 87.5 %

A. M. 101.101

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1898

RÉPARTITION DES VOIX REPRÉSENTÉES PAR LES ÉLUS
DANS CHAQUE TOUR DE SCRUTIN, PAR NATURE D'OPINION

OPINIONS.	Premier tour de scrutin.	Deuxième tour de scrutin.	Les deux tours réunis.
Républicains.....	1.565.400	411.109	1.976.509
Progressistes.....	35.061	17.749	52.810
Ralliés.....	211.683	68.884	280.567
Radicux.....	655.367	244.170	899.537
Socialistes.....	224.994	145.986	370.980
Radicux socialistes.....	355.728	255.659	611.387
Socialistes révolutionnaires.....	8.469	83.194	61.663
TOTAL du parti socialiste.....	589.191	484.839	1.074.030
TOTAL du parti républicain.....	3.056.702	1.226.751	4.283.453
Monarchistes.....	406.354	91.674	498.028
Socialistes chrétiens.....	32.022	"	32.022
TOTAL du parti réactionnaire.....	438.376	91.674	530.050
Divers.....	39.743	53.402	93.145
TOTAL GÉNÉRAL.....	3.534.821	1.371.827	4.906.648

Dans ce tableau, on saisit la part de chaque parti dans les succès du 8 comme du 22 mai, mais ce n'est pas suffisant : on peut se demander quelle est la part proportionnelle respective de chacun des deux tours pour chaque parti dans l'ensemble des voix représentées par les élus.

Aussi allons-nous dresser le tableau suivant, dégagé des chiffres absolus.

	PROPORTION POUR 100 ÉLUS	
	Part du premier tour	Part du second tour
Républicains.....	70 0/0	21 0/0
Progressistes.....	65	34
Ralliés.....	31	69
Radicux.....	73	27
Socialistes.....	61	39
Radicux socialistes.....	58	42
Révolutionnaires.....	9	91
Ensemble du parti socialiste.....	55 0/0	45 0/0
Ensemble des républicains.....	71	29
Monarchistes.....	82 0/0	18 0/0
Total général.....	72.5 0/0	27.5 0/0

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PRÉSIDENCES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(1876-1898)

MM.

JULES GRÉVY	1876-1879.
LÉON GAMBETTA	1879-1881.
HENRI BRISSON	1881-1885.
CHARLES FLOQUET	1885-1888 et 1889-1893.
MÉLINE	1888-1889.
JEAN CASIMIR-PÉRIER	1893-1894.
CHARLES-DUPUY	1894.
BURDEAU	1894.
HENRI BRISSON	1894-1898.
PAUL DESCHANEL	1898.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Président : M. PAUL DESCHANEL.

Vice-Présidents : MM. MAURICE-FAURE, Georges COCHERY, Édouard AYnard, MEASUREUR.

Questeurs : MM. LECHEVALLIER, GUILLEMET, Gustave RIVET.

Secrétaires : MM. RUAU, MAURICE ORDINAIRE, FLEURY-RAVARIN, DRAKE, DUBIEF, LHOPIEAU, GROUSSIER, MAURICE BINDER.

Administration intérieure de la Chambre des Députés.

Secrétariat général de la Présidence.

Secrétaire général : M. PIERRE (Eugène), O. ✨, I. Q. — *Chef de bureau* : M. LEFEBVRE (Léon), ✨. — *Sous-chef* : M. BAYARD. — *Chef adjoint* : M. GARREAU. — *Commis principal* : M. LEBRUN (Gaston).

Cabinet du Président.

Chef du cabinet : M. Émile CHARRIER. — *Chefs adjoints* : MM. Georges GÉRALD, René HENRY. — *Attachés* : MM. PACTHOD, Gabriel LEPETIT.

Rédaction du Compte rendu analytique.

Chef des secrétaires-rédacteurs : M. CLAVEAU, ✨. — *Chef adjoint* : M. BERGERET (Gaston), ✨.

Secrétaires-rédacteurs : MM. PAULIAN, ✨, GUILLET (Léon), BOURDON, CLÈRE (Jules), ✨, DALSÈME, MISPOULET, SOUBEIRAN (Pru), ✨, I. Q., DERAINE (Émile), LEMAIRE (Hippolyte). — *Adjoints* : MM. BARBIER (Gaston), MERLIN. — *Attaché* : M. PECQUEUR.

Sténographie.

Compte rendu *in extenso*.

Chefs honoraires du service : MM. GROSSELIN (Émile), GALLET.

Chef du service : M. GAUDET, ✨. — *Chef adjoint honoraire* : M. COMPIGNÉ. — *Chef adjoint* : M. VIOLETTE DE NOIRCARME.

Sténographes-reviseurs : MM. DETOT, ANCELIN, MORIDE, RAYNAUD, CADEAU, ✱, TINEL, ✱.

Sténographes : MM. JOLYET (Lucien), LABONNE, POTIN, I. O., DURENNE, SARRADIN, CAPELLE, GUÉHÉNEUC DE LANO, JEANNIN, BUISSON, BAUGEY.

Sténographes auxiliaires : MM. HEYMAN, DETOT (Paul), ESTOUP, LABONNE (Abel).

Bureau de l'expédition des lois et des procès-verbaux.

Chef : M. BRUNET. — *Chef adjoint* : M. LATASSE. — *Sous-chef* : M. TONNIER (Edmond). — *Sous-chef adjoint* : M. PASCAL (Yves). — *Commis principaux* : MM. L'HOMMÉE, CLAVEAU (Louis), AUGUSTIN, DELAHAYE, RATEAU.

Secrétariat général de la Questure.

Secrétaire général : M. FROMANT, O. ✱.

1^{re} Section. — Personnel, Comptabilité, etc.

Chef adjoint : M. LAUNOY. — *Sous-chef* : M. DURAND. — *Commis principaux* : M. PELLERAY, FROMANT (Paul). — *Sous-chef, délégué à Versailles* : M. RIMET.

2^e Section. — Matériel.

Chef adjoint, agent comptable : M. LAUNAY. — *Sous-chef* : M. JALABERT. — *Commis principal* : M. AUBLANG.

Service des Bâtiments.

Inspecteur : M. BUQUET.

Caisse.

Trésorier : M. CORNILLE, ✱. — *Chef adjoint* : M. FORTIN. — *Sous-chef* : DE SALUSTE DU BARTAS. — *Commis principal* : M. MATRAT (Pierre).

Bibliothèque.

Bibliothécaire : M. CHERVET, ✱. — *Bibliothécaire adjoint* : M. ODDO. — *Sous-bibliothécaires* : MM. CALIPÉ, SUBY, PIONNIER, ROBERT (Ferdinand). — *Commis principal* : M. HARRACA.

Archives.

Archiviste : M. CLAVEL (Emile), ✱. — *Chef adjoint* : M. SERRIER. — *Sous-chef* : M. REY. — *Commis principaux* : MM. PACON, DUCOM.

Service militaire.

Commandant militaire : M. le lieutenant-colonel DE TEYSSIÈRE. — *Adjudant du Palais-Bourbon* : M. QUILICI.

Service médical.

M. le docteur BLET, ✱, au Palais-Bourbon.
le docteur MOREAU, boulevard de la Reine, 121, à Versailles.

Huissiers.

Chef du service des huissiers : M. BARTHOLIN.

Service intérieur.

Chef : M. FENIUX.

Bureau de Poste et Télégraphe, près la Chambre des députés.

Receveur : M. EXMELIN.

Liste par ordre alphabétique de MM. les Députés.

- MM. ABEL-BERNARD, Vaucluse, rue de Bourgogne, 36.
 ADAM (Achille), Pas-de-Calais, avenue des Champs-Élysées, 71.
 AGOULT (d'), Sénégal, boulevard de Latour-Maubourg, 19.
 AIMOND, Seine-et-Oise, boulevard Magenta, 145.
 ALASSEUR, Loiret, quai d'Orsay, 109.
 ALICOT, Hautes-Pyrénées, boulevard Saint-Germain, 242 bis.
 ALLARD, Var, avenue de la République, 64.
 ALLOMBERT, Ain, rue Gay-Lussac, 66.
 ALSACE (c^{te} d'), prince d'Hénin, Vosges, rue Washington, 20.
 AMODRU, Seine-et-Oise, avenue des Champs-Élysées, 66.
 ANDRIEU, Tarn, rue Vineuse, 22 bis.
 ANTHIME-MÉNARD, Loire-Inférieure, avenue de Tourville, 4.
 ARENBERG (prince d'), Cher, rue de la Ville-l'Évêque, 20.
 ARÈNE (Emmanuel), Corse, rue d'Amsterdam, 86.
 ARGELIÈS, Seine-et-Oise, rue de Turenne, 102, et à Juvisy-sur-Orge.
 ARMEZ, Côtes-du-Nord, rue Juliette-Lamher, 14.
 ARNOUS, Charente, avenue Montaigne, 56.
 ASTIER, Ardèche, avenue Kléber, 72.
 ASTIMA (Colonel), Corse, rue de Londres, 46.
 AUCOUTRIER, Creuse, rue Martignac, 3.
 AUDIFFRED, Loire, rue François-I^{er}, 38.
 AUGÉ (Justin), Hérault, Hôtel Continental.
 AULAN (comte d'), Drôme, rue Léonard-de-Vinci, 5.
 AYNÉ (baron de la CHEVRELIÈRE), Deux-Sèvres, aven. d'Iéna, 59.
 AYNARD (Edouard), Rhône, avenue Van-Dyck, 4.
 BABAUD-LACROZE, Charente, rue de Narbonne, 1.
 BACHIMONT, Aube, rue Charlet, 8.
 BALANDREAU, Seine-et-Marne, rue des Halles, 11.
 BALSAN, Indre, rue de la Baume, 8.
 BANSARD DES BOIS, Orne, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 86.
 BARON (Jules), Maine-et-Loire, rue de Bourgogne, 15.
 BARROIS, Nord, avenue Henri-Martin, 31.
 BARTHOU, Basses-Pyrénées, avenue d'Antin, 7.
 BASLY (Pas-de-Calais), rue des Arts, 52, à Levallois-Perret (Seine).
 BAUDIN (Pierre), Seine, avenue Rapp, 30.
 BAUDON, Oise, rue du Four, 15.
 BAUDRY D'ASSON (DE), château de Fontclause, par la Garnache (Vendée).
 BAULARD, Seine, rue de Créteil, 8, à Joinville-le-Pont (Seine).
 BAZILLE, Vienne, rue Malar, 30.
 BAZILLON, Ille-et-Vilaine, rue Montaigne, 6.
 BEAUVÏER, Doubs, rue de Grenelle, 166.
 BEAUREGARD (DE) (Paul), Seine, rue de Rennes, 76.
 BÉNÉZECH, Hérault, rue de Savoie, 7.
 BÉRARD (Alexandre), Ain, rue de Constantinople, 2.
 BERDOLY, Basses-Pyrénées, rue Monsigny, 1.
 BERGER (Georges), Seine, rue Legendre, 8.
 BERNARD (Charles), Gironde, rue de la Barre, 40.
 BERNARD (Paul), Seine, rue Lebrun, 3.
 BERRY (Georges), Seine, rue Laffitte, 43.
 BERSEZ, Nord, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 48.
 BERTEAUX, Seine-et-Oise, avenue des Champs-Élysées, 115.

- MM. BERTHELOT (André), Seine, rue Mazarine, 41.
 BERTHET, Haute-Savoie, rue de Grenelle, 122.
 BERTON, Creuse, boulevard Saint-Michel, 54.
 BERTRAND, Marne, rue Le Goff, 7.
 BINDER (Maurice), Seine, avenue des Champs-Élysées, 102.
 BISCHOFFSHEIM, Alpes-Maritimes, rue Taitbout, 3.
 BIZOT, Ain, rue des Carmes, 14.
 BLANC (Edmond), Hautes-Pyrénées, avenue des Champs-Élysées, 68, et à la Celle-Saint-Cloud (Seine-et-Oise).
 BLANC (Henri), Haute-Loire, avenue Bosquet, 51.
 BLANC (Louis), Drôme, rue de Grenelle, 190.
 BOMPARD (Raoul), Seine, avenue de Wagram, 167.
 BONARD, Rhône, rue Quincampoix, 72.
 BONTEMPS, Haute-Saône, rue Ernest-Renan, 11.
 BONY-CISTERNES, Puy-de-Dôme, avenue Kléber, 10.
 BORDIER, Eure-et-Loir, à Gommerville, par Baudreville (Eure-et-Loir).
 BORIE, Corrèze, rue Caroline, 14.
 BORNE, Doubs, rue du Val-de-Grâce, 9.
 BOUCHER (Henry), Vosges, rue Mazarine, 9.
 BOUCOT, Seine-Inférieure, boulevard Haussmann, 52 bis.
 BOUDENOOT, Pas-de-Calais, boulevard Saint-Germain, 197.
 BOUGÈRE (Ferdinand), Maine-et-Loire, rue Saint-Honoré, 211.
 BOUGÈRE (Laurent), Maine-et-Loire, rue Saint-Honoré, 211.
 BOURGEOIS (du Jura), Jura, rue de Marignan, 23.
 BOURGEOIS (Léon), Marne, rue Pierre-Charron, 50.
 BOURGEOIS (Paul), Vendée, passage de la Madeleine, 6.
 BOURRAT, Pyrénées-Orientales, rue de Fleurus, 25.
 BOUTARD, Haute-Vienne, rue de Flandre, 144.
 BOVIER-LAPIERRE, Isère, rue Claude-Bernard, 59.
 BOYER (Antide), Bouches-du-Rhône, rue de Hanovre, 8.
 BOYSSET, Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 93.
 BRETON (J.-L.), Cher, boulevard Soult, 81 bis.
 BRETON, Seine-Inférieure, rue Pajol, 37.
 BRICE (Jules), Meurthe-et-Moselle, rue Crébillon, 8.
 BRICE (René), Ille-et-Vilaine, quai Malaquais, 9.
 BRINDEAU (Louis), Seine-Inférieure, au Grand-Hôtel.
 BRISSON (Henri), Seine, rue de Mazagan, 9.
 BROGLIE (prince DE), Mayenne, rue La Boétie, 48.
 BRUN (Fernand), Cantal, boulevard Richard-Lenoir, 8.
 BRUNE, Ille-et-Vilaine, boulevard du Montparnasse, 32.
 BRUNET (Louis), la Réunion, avenue de La Motte-Piquet, 29.
 BUSSIÈRE, Corrèze, rue d'Alésia, 72.
 CADENAT, Bouches-du-Rhône, rue de Grenelle, 171.
 CAILLAUX (Joseph), Sarthe, avenue de Wagram, 38.
 CALVINHAC, Haute-Garonne, avenue de Saint-Germain, 23, Bois-Colombes (Seine).
 CANET, Savoie, boulevard de La Tour-Maubourg, 14.
 CARNAUD, Bouches-du-Rhône, avenue de Suffren, 38.
 CASSAGNAC (Paul DE), Gers, boulevard Malesherbes, 161.
 CASSOU, Basses-Pyrénées, rue Las-Cases, 19.
 CASTELIN, Aisne, rue du Faubourg-Montmartre, 4.
 CASTELLANE (comte BONI DE), Basses-Alpes, avenue du Bois-de-Boulogne, 40.
 CASTILLARD, Aube, boulevard Saint-Michel, 16.
 CAUVIN, Somme, rue de Milan, 5.
 CAVAINAC (Godefroy), Sarthe, rue de Verneuil, 47.
 CAZALS, Cantal, rue Notre-Dame-des-Champs, 46.

- MM. CAZAUVIEILH (René), Gironde, rue du Luxembourg, 40.
 CAZE (Edmond), Haute-Garonne, boulevard Haussmann, 46.
 CÈRE, Jura, rue de Rennes, 75.
 CHABERT, Drôme.
 CHABRIÉ (Adrien), Tarn-et-Garonne, rue de Lille, 59.
 CHAMBIGE (Adrien), Puy-de-Dôme, rue Mirabeau, 2.
 CHAMBRUN (marquis DE), Lozère, rue de Grenelle, 15.
 CHAMERLAT, Puy-de-Dôme, rue du Rocher, 59.
 CHANDIOUX, Nièvre, rue de l' Arsenal, 11.
 CHAPUIS, Meurthe-et-Moselle, rue du Bellay, 10.
 CHARLES BOS, Seine, rue de Belleville, 243.
 CHARLES-DUPUY, Haute-Loire, quai de Béthune, 18.
 CHARONNAT, Aube, boulevard de la Tour-Maubourg, 96.
 CHARRUYER, Charente-Inférieure, avenue de Wagram, 120.
 CHASSAING, Seine, rue Saint-Antoine, 207.
 CHASTENET (Guillaume), Gironde, rue du Colisée, 43.
 CHAUTEMPS, Haute-Savoie, rue Béranger, 25.
 CHAUVIÈRE, Seine, rue Saint-Charles, 137.
 CHAVET, Saône-et-Loire, cité de Trévis, 16 bis.
 CHENAVAZ, Isère, rue Madame, 15.
 CHENEL, Calvados, rue Duret, 33.
 CHEVALLIER (Emile), Oise, rue d'Anjou, 1.
 CHEVILLON, Bouches-du-Rhône, Hôtel Continental.
 CHICHÉ (Albert), Gironde, rue de Rivoli, 42 bis.
 CHOPINET, Oise, quai Saint-Michel, 9.
 CHRISTOPHLE, Isère, rue de Passy, 37.
 CHRISTOPHLE (Albert), Orne, avenue d'Iéna, 88.
 CIBIEL, Aveyron, rue Saint-Dominique, 53.
 CLAMENT (Clément), Dordogne, rue Leroux, 2 bis.
 CLAUDINON, Loire, boulevard des Italiens, 27.
 CLECH (Albert LE), Morbihan, boulevard Raspail, 204.
 CLÉDOU, Basses-Pyrénées, rue Cler, 22.
 CLUSERET, Var, boulevard Saint-Jacques, 69.
 COACHE, Somme, rue de Bourgogne, 36.
 COCHERY (Georges), Loiret, avenue d'Iéna, 38.
 COCHIN (Denys), Seine, rue de Babylone, 53.
 COCHIN (Henry), Nord, avenue Montaigne, 5.
 CODET (Jean), Haute-Vienne, rue Ballu, 36.
 COLLE, Haute-Saône, Hôtel Terminus.
 COLLIARD, Rhône, rue de Grenelle, 175.
 COMPAYRÉ, Tarn, rue Boislevant, 18.
 CONSTANT, Gironde, rue Vignon, 13.
 CORNET (Lucien), Yonne, rue de l'Ecrivain, 10, à Sens.
 CORNUDET, Creuse, rue de Sèvres, 14, à Boulogne-sur-Seine.
 CORNUDET (vicomte J.), Seine-et-Oise, rue de Grenelle, 88.
 COSMAO-DUMENEZ, Finistère, boulevard du Montparnasse, 32.
 COUTANT, Seine, rue du Grand, 2, à Ivry-Centre.
 COUYBA, Haute-Saône, rue Caulaincourt, 45.
 CRUPPI, Haute-Garonne, Boulevard Haussmann, 153.
 DANSETTE (Jules), Nord, avenue de La Bourdonnais, 18.
 DAUDÉ, Lozère, avenue Reille, 14.
 DAUZON, Lot-et-Garonne, rue de Bourgogne, 37 ter.
 DAVID (Alban) Indre, boulevard Malesherbes, 26.
 DAVID (Fernand), Haute-Savoie, rue Bonaparte, 59 ter.
 DAVID (Henri), Loir-et-Cher, rue de Madrid, 25.
 DEBÈVE, Nord, rue de Lille, 59.
 DEBUSSY, Côte-d'Or, rue Lacépède, 20.
 DECKER-DAVID, Gers, boulevard Malesherbes, 174.

- MM. DEGRAIS (Albert), Gironde, avenue du Bois-de-Boulogne, 62.
 DEFONTAINE, Nord, rue Monge, 2.
 DEJEANTE, Seine, rue du Jourdain, 10.
 DELARUE, Allier, rue des Martyrs, 59.
 DELAUNE, Nord, au Grand Hôtel.
 DELBET, Seine-et-Marne, rue des Beaux-Arts, 2.
 DELCASSÉ, Ariège, boulevard de Clichy, 11.
 DELESTRAC, Vaucluse, boulevard Henri IV, 4.
 DÉLIEUX, Gers, boulevard Saint-Germain, 254.
 DELMAS, Corrèze, rue Greuze, 40.
 DELOMBRE (Paul), Basses-Alpes, rue de Monceau, 89.
 DELON-SOUBEIRAN, Gard, rue Duphot, 15.
 DELPECH-CANTALOU, Gers, rue de Madrid, 20.
 DEMARÇAY (baron), Vienne, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 54.
 DENECHÉAU, Aisne, rue Daubigny, 5.
 DENIS (Gabriel), Charente-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 243.
 DENIS (Théodore), Landes, avenue de La Motte-Picquet, 33.
 DÉRIBÉRE-DESCARDES, Mayenne, rue Denfert-Rochereau, 40.
 DÉROULÈDE (Paul), Charente, avenue Kléber, 108.
 DERRIEN, Côtes-du-Nord, quai Voltaire, 5.
 DERVELOY, Seine-et-Marne, rue Condorcet, 9.
 DESCHANEL (Paul), Eure-et-Loir, avenue Marceau, 69, et à l'Hôtel de la Présidence (Palais-Bourbon).
 DESFARGES, Creuse, rue Mirbel, 1.
 DESHAYES, Vendée, boulevard Saint-Germain, 241.
 DESJARDINS (Jules), Aisne, rue Miromesnil, 62.
 DEVÈZE, Gard, cité Talma, 16.
 DEVINS, Haute-Loire, avenue du Maine, 8.
 DISLEAU, Deux-Sèvres, avenue Bosquet, 19.
 DORIAN (Charles), Loire, Hôtel Terminus.
 DOUMERGUE (Gaston), Gard, rue Margueritte, 11 bis.
 DRAKE (Jacques), Indre-et-Loire, rue de Berri, 7.
 DRON (Gustave), Nord, rue Notre-Dame-des-Champs, 12.
 DRUMONT, Alger, passage Landrieu, 3 bis.
 DUBIEF, Saône-et-Loire, rue de Paris, 14, à Asnières.
 DUBOCHET, Loire-Inférieure, rue Saint-Honoré, 422.
 DUBOIS (Emile), Seine, avenue du Maine, 165.
 DUBOIS (Victor) (de Dreux), Eure-et-Loir, avenue de Breteuil, 52.
 DUBUISSON, Finistère, rue Las-Cases, 6.
 DUFOUR (Jacques), Indre, rue Michel-Ange, 80.
 DUFOUR, Isère, boulevard du Montparnasse, 128.
 DUJARDIN-BEAUMETZ, Aude, rue Washington, 34.
 DULAU (Constant), Landes, rue de Moscou, 14.
 DUMAS (Julien), Ariège, rue de la Trémoille, 9.
 DUMONT, Jura, rue Saint-Roch, 16.
 DUNAIME, Ardennes, rue Bernard-Palissy, 4.
 DUPUYTREM, Vienne, avenue Kléber, 50.
 DUQUESNAY, la Martinique, rue Géricault, 8.
 DUSSAUSSOY (Paul), Pas-de-Calais, rue Cambacérès, 2.
 DUTAILLY, Haute-Marne, rue du Rocher, 84.
 DUTREIX, Aube, avenue de Wagram, 36.
 DUVAU (Jules), Vienne, rue de Pomereu, 3.
 ELIEZ-ÉVRARD, Nord, rue des Mathurins, 49.
 ELVA (comte Christian D'), Mayenne, avenue de l'Alma, 24.
 EMILE CHAUVIN, Seine-et-Marne, rue de l'Arbalète, 35.
 ERMANT, Aisne, boulevard de la Tour-Maubourg, 21.

- MM. ESCANYÉ, Pyrénées-Orientales, rue Boissy-d'Anglas, 15.
 ESTOURBEILLON (marquis de L'), Morbihan, rue de Rivoli, 202.
 ESTOURNELLES (D'), Sarthe, avenue Carnot, 12.
 ETIENNE, Oran, avenue d'Antin, 67.
 EUZIERE, Hautes-Alpes, rue Vancau, 23.
 FANIEU (Achille), Pas-de-Calais, rue de Chabrol, 30.
 FARJON (Adrien), Puy-de-Dôme, rue Stanislas, 8.
 FAURE (Firmin), Oran, rue de Passy, 57.
 FENAL, Meurthe-et-Moselle, avenue de La Bourdonnais, 41.
 FERRAND (Stanislas), Seine, rue de la Victoire, 35, et rue Victor-Hugo, 249, à Bois-Colombes.
 FERRERO, Var, passage de la Visitation, 4.
 FERRETTE, Meuse, rue Claude-Bernard, 33.
 FERROUL, Aude.
 FERRY (Charles), Vosges, rue Bayard, 1.
 FIQUET, Somme, boulevard d'Alsace-Lorraine, 77, à Amiens.
 FLEURY-RAVARIN, Rhône, avenue de La Bourdonnais, 18.
 FLORENT, Rhône, rue Corbeau, 19.
 FOREST, Morbihan, rue de Grenelle, 9.
 FORNI, Savoie, rue de Turbigo, 6.
 FOULD (Achille), Hautes-Pyrénées, avenue Marceau, 85.
 FOUQUET (Camille), Eure, boulevard Haussmann, 161.
 FOURNIÈRE, Aisne, rue Caulaincourt, 129.
 FOURNOL, Aveyron, rue de Bourgogne, 29.
 FRANÇOIS, Somme, rue de Montessuy, 26.
 GABIAT, Haute-Vienne, rue de Grenelle, 172.
 GACON, Allier, rue de Babylone, 39.
 GAFFIER, Aveyron, rue de Vaugirard, 163 bis.
 GAILLARD (Jules), Oise, rue de l'Élysée, 22.
 GALLEY, Loire, rue Martignac, 1.
 GALLOT, Yonne, boulevard Haussmann, 48.
 GALOT (Jules), Loire-Inférieure, rue Vignon, 10.
 GALPIN (Gaston), Sarthe, rue La Boétie, 61.
 GALLY-GASPARROU, Ariège, rue de Passy, 47.
 GARNIER, Charente-Inférieure, rue de La Trémoille, 7.
 GAUTHIER (de Clagny), Seine-et-Oise, rue Tronchet, 35.
 GAUTRET, Vendée, boulevard Malesherbes, 156.
 GAUVIN, Loir-et-Cher, boulevard Saint-Germain, 36.
 GAY (Victor), Loire, rue de Verneuil, 58.
 GAYBAUD, Finistère, avenue de l'Observatoire, 43.
 GELLÉ, Somme, rue Gustave-Doré, 8.
 GENET, Rhône, rue Saint-Honoré, 271.
 GÉRARD (baron), Calvados, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 85.
 GERVAIS, Seine, rue Lasserre, 22, à Issy-les-Moulineaux.
 GERVAIZE, Meurthe-et-Moselle, rue Lafayette, 180.
 GERVILLE-RÉACHE, Guadeloupe, rue Le Goff, 5.
 GÉVELOT, Orne, rue de Clichy, 10.
 GIACOBBI, Corse, rue Pigalle, 5.
 GIGUÉT, Ain, rue Gay-Lussac, 44.
 GILLOT, Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 35 bis.
 GIRARD, Puy-de-Dôme, rue Richempanse, 15.
 GIROU, Seine, rue Gassendi, 42.
 GONIDEC DE TRAISSAN (comte LE), Ille-et-Vilaine, rue des Saints-Pères, 59.
 GOUJAT, Nièvre, rue Saint-Martin, 2.
 GOUJON (Julien), Seine-Inférieure, rue de la Faisanderie, 26.
 GOUJON (Théophile), Gironde, rue de l'Yvette, 42.
 GOURD, Rhône, avenue d'Iéna, 28.

- MM.** GOUSSOT, Seine, boulevard du Palais, 5.
 GOUZY, Tarn, rue des Saints-Pères, 85.
 GRANDMAISON (DE), Maine-et-Loire, boulevard Haussmann, 106.
 GRAS (Charles), Seine, boulevard Saint-Michel, 133.
 GRAS, Drôme, avenue de La Motte-Picquet, 14.
 GRAUX (Georges), Pas-de-Calais, rue Blanche, 4.
 GROUSSET (Paschal), Seine, rue Vivienne, 51.
 GROUSSIER, Seine, boulevard de la Villette, 171.
 GUENEAU, Côte-d'Or, rue Mozart, 137, à Auteuil.
 GUÉRIN (lieutenant-colonel), Manche, rue des Mathurins, 29.
 GUIBERT (Denis), la Martinique, rue Saint-Lazare, 23.
 GUIEYSSE (Paul), Morbihan, rue des Écoles, 42.
 GUILLAIN, Nord, rue Scheffer, 55.
 GUILLEMET, Vendée, au Palais-Bourbon.
 GUYARD, Aube, rue de Ponthieu, 48.
 GUYOT-DESSAIGNE, Puy-de-Dôme, square de La Tour-Maubourg, 2.
 HALGOUET (lieut.-colonel DU), Ille-et-Vilaine, rue de Solferino, 4.
 HARRIAGUE SAINT-MARTIN, Basses-Pyrénées, avenue d'Antin, 6.
 HAUSSMANN, Seine-et-Oise, rue des Réservoirs, 17, à Versailles.
 HÉMON, Finistère, rue Gay-Lussac, 36.
 HENRIQUE-DULUC (Louis), Inde française, rue Demours, 83.
 HERBET, Ain, rue de la Bienfaisance, 2.
 HÉRISSÉ (LE), Ille-et-Vilaine, rue de Grenelle, 172.
 HEUZEY, Mayenne, avenue Bosquet, 16 bis.
 HOLTZ, Seine, rue Cavé, 17.
 HUBERT (Lucien), Ardennes, place Saint-Sulpice, 1.
 HUGON, Cantal, rue de la Tour, 111.
 HUGUES (Clovis), Seine, passage de l'Élysée des Beaux-Arts, 18.
 HUGUES (François), Aisne, boulevard Saint-Germain, 282.
 HUMBERT (Alphonse), Seine, rue Saint-Charles, 35.
 ISAMBAUD, Eure, rue Brochant, 5.
 ISAMBERT (Gustave), Eure-et-Loir, rue de Rome, 79.
 ISNARD, Finistère, rue de Grenelle, 172.
 JACOB, Morbihan, rue de Lille, 59.
 JACQUEMIN, Côtes-du-Nord, rue de Villersexel, 3.
 JACQUEY (général), Landes, avenue Duquesne, 37.
 JAOUEN, Finistère, rue Las Cases, 19.
 JONNART, Pas-de-Calais, rue de Lubeck, 31.
 JOUART, Savoie, rue de Bourgogne, 24.
 JOURDAN (Louis), Lozère, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 197.
 JOURDE, Gironde, rue des Calèches, 20, à Chatou (Seine-et-Oise).
 JOXÉ, Maine-et-Loire, rue Cart, 6, à Saint-Mandé.
 JULES JALUZOT, Nièvre, rue d'Athènes, 6.
 JUMEL, Landes, rue Jouffroy, 93.
 KELSCH, Vosges, rue Sédillot, 6.
 KERJÉGU (J. DE), Finistère, rue de Chaillot, 38.
 KEROUARTZ (marquis DE), Côtes-du-Nord, rue de la Chaise, 3.
 KLOTZ (L.-L.), Somme, rue de Madrid, 28.
 KRANTZ (Camille), Vosges, boulevard Saint-Germain, 226.
 KRAUSS, Rhône, rue Saint-Martin, 138.
 LA BATUT (DE), Dordogne, boulevard Haussmann, 69.
 LA BOURDONNAYE (V^{ic} DE), Maine-et-Loire, rue du Cirque, 11 bis
 LABUSSIÈRE (Emile), Haute-Vienne, rue d'Estrées, 18.
 LACHAUD, Corrèze, rue des Mathurins, 49.
 LACHÉZE, Lot, rue de Rennes, 126.
 LA FERRONNAYS (M^{is} DE), Loire-Inférieure, Cours-la-Reine, 34.
 LAFFERRE, Hérault, rue de l'École-de-Médecine, 6.

- MM. LAGASSE, Lot-et-Garonne, rue Notre-Dame-de-Lorette, 41.
 LALOGÉ, Seine, rue Denfert-Rochereau, 23, à Boulogne-sur-Seine.
 LAMENDIN (Arthur), Pas-de-Calais, rue Secrétan, 78.
 LANESSAN (DE), Rhône, à Ecoeu (Seine-et-Oise).
 LANIEL (Henri), Calvados, rue de Bourgogne, 37 bis.
 LANJUNAIS (comte DE), Morbihan, rue Cambon, 31.
 LANNES DE MONTEBELLO (Adrien), Marne, rue Boissière, 30.
 LA PORTE (DE), Deux-Sèvres, avenue d'Eylau, 11.
 LARGENTAYE (DE), Côtes-du-Nord, rue de la Ville-l'Évêque, 16.
 LAROCHE-JOUBERT, Charente, rue Pierre-Clarron, 6.
 LAROZE, Gironde, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 182.
 LASIES, Gers, boulevard Malesherbes, 19.
 LASSALLE, Ardennes, rue Lepic, 110.
 LASSERRE (Maurice), Tarn-et-Garonne, rue Chauveau-Lagarde, 14.
 LAURAINÉ, Charente-Inférieure, rue de Richelieu, 23 bis.
 LAURENÇON, Hautes-Alpes, avenue du Trocadéro, 21.
 LAVILLE, Puy-de-Dôme, avenue Kléber, 106.
 LÉBAUDY (Paul), Seine-et-Oise, place Vendôme, 20.
 LEBRET, Calvados, rue Michelet, 11.
 LECHEVALLIER, Seine-Inférieure, au Palais-Bourbon.
 LEFFET, Indre-et-Loire, rue Ballu, 3.
 LEGITIMUS, la Guadeloupe, rue de l'Abbé-de-l'Épée, 14.
 LÉGLISE, Landes, rue du Général-Foy, 38.
 LEGLOS (Indre), rue Bara, 6.
 LEGRAND (Arthur), Manche, rue Chauveau-Lagarde, 18.
 LEGRAND (Jules), Basses-Pyrénées, boulevard Pasteur, 52.
 LEMASSON, Maine-et-Loire, rue de Mézières, 15.
 LEMIRE (abbé), Nord, rue Lhomond, 28.
 LEMOIGNE (Albert), Manche, boulevard Malesherbes, 187.
 LE MYRE DE VILERS, Cochinchine, rue Cambacérès, 3.
 LEPEZ, Nord, rue Lauriston, 84.
 LEROLLE, Seine, avenue de Villars, 10.
 LEROY (Arthur), Côte-d'Or, rue de Rennes, 72.
 LEROY (Modeste), Eure, rue de Bourgogne, 29.
 LESAGE, Cher, rue d'Assas, 132.
 LESPINAY (marquis DE), Vendée, quai d'Orsay, 105.
 LÉTANG, Allier, rue de Seine, 57.
 LE TROADEC, Côtes-du-Nord, avenue Blanche, 4, à Courbevoic.
 LEVET (Georges), Loire, rue Pasquier, 28.
 LÉVIS-MIREPOIX (comte DE), Orne, rue de Lille, 121.
 LEVRAUD, Seine, boulevard Voltaire, 98.
 LEYGUE (Honoré), Haute-Garonne, avenue de Tourville, 16.
 LEYGUE (Raymond), Haute-Garonne, rue d'Assas, 85.
 LEYGUES (Georges), Lot-et-Garonne, rue de Grenelle, 145.
 LHOPITEAU, Eure-et-Loir, rue d'Amsterdam, 79.
 LIMOUZAIN-LAPLANCHE, Charente, rue de Lille, 7.
 LOCKROY (Edouard), Seine, avenue Victor-Hugo, 140.
 LOBIOT, Eure, rue de Monceau, 86.
 LOUP (Henri), Yonne, rue de Rivoli, 83.
 LOYER, Nord, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 66.
 MACKAU (baron DE), Orne, avenue d'Antin, 22.
 MAGNE (Napoléon), Dordogne, avenue Montaigne, 31.
 MAGNIAUDÉ, Aisne, rue Montmartre, 146.
 MAHY (DE), la Réunion, rue de Bourgogne, 37 bis.
 MALASPINA, Corse, avenue de Malakoff, 140.
 MANDO, Côtes-du-Nord, rue Radziwill, 19.
 MARCEL HABERT, Seine-et-Oise, rue des Petits-Champs, 83.

- MM. MARCHAL, Alger, avenue Duquesne, 37.
MARET (Henry), Cher, rue du Four, 50.
MARTIN (Bienvenu), Yonne, rue Decamps, 12.
MARUÉJOULS, Aveyron, rue du Luxembourg, 28.
MASSABEAU, Aveyron, rue Théophile-Gautier, 31.
MASSÉ, Nièvre, impasse Royer-Collard, 7.
MATHEY, Saône-et-Loire, rue de l'Université, 32.
MAURICE-FAURE, Drôme, boulevard du Montparnasse, 9 *lis*.
MAUSSABRÉ (marquis DE), Deux-Sèvres, avenue des Champs-Élysées, 114.
MAYMAC, Loir-et-Cher, avenue de Tourville, 25.
MÉLINE, Vosges, rue de Commaille, 4.
MELLIET, Lot-et-Garonne, villa Moderne, à Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).
MENIER (Gaston), Seine-et-Marne, rue de Monceau, 61.
MERCIER (Jules), Haute-Savoie, rue Eugénie, 14, à Saint-Mandé.
MERLOU, Yonne, rue du Rocher, 73.
MESUREUR, Seine, rue d'Uzès, 21.
MEYER, Isère, rue Chardin, 11 *bis*.
MÉZIÈRES, Meurthe-et-Moselle, boulevard Saint-Michel, 57.
MICHEL, Bouches-du-Rhône, rue de Beaune, 14.
MILLERAND, Seine, rue de Saint-Pétersbourg, 23.
MILLEVOYE, Seine, avenue Bugeaud, 10.
MIOSSEC, Finistère, rue Martignac, 4.
MIRMAN, Marne, avenue de Wagram, 26.
MONFEUILLARD, Marne, avenue Rapp, 25.
MONSSERVIN, Aveyron, rue de Rennes, 142.
MONTAIGU (comte DE), Loire-Inférieure, rue Martignac, 18.
MONTALEMBERT (comte DE), Nord, boulevard Saint-Germain, 216.
MONTFORT (V^{te} DE), Seine-Inférieure, rue de l'Arcade, 11 *bis*.
MORCRETTE-LÉDIEU, Nord, boulevard Beauséjour, 39.
MOREL, Loire, rue Descartes, 29.
MORILLOT (Léon), Marne, rue de Varenne, 36.
MORINAUD, Constantine, rue de Grenelle, 151.
MORLOT, Aisne, boulevard de Magenta, 90.
MOTTE (Eugène), Nord, avenue Henri-Martin, 31.
MOUGEOT, Haute-Marne, rue de Staël, 26.
MOUGIN, Vosges, rue Soufflot, 21.
MOUSTIER (marquis DE), Doubs, avenue de l'Alma, 17.
MUN (comte Albert DE), Finistère, avenue de l'Alma, 5.
MUTEAU, Côte-d'Or, rue Lincoln, 3.
MUZET, Seine, rue des Pyramides, 3.
NARBONNE (Paul), Aude.
NÉRON-BANCEL (Emile), Haute-Loire, square du Croisic, 2.
NOEL, Oise, rue Blanche, 52.
ODILON-BARROT, Ardèche, rue de Belloy, 8.
OLIVE, Somme, rue de Bourgogne, 57.
ORDINAIRE (Maurice), Doubs, quai de Billy, 10.
ORIOLE (Benolt), Loire, avenue Marceau, 9.
ORNANO (Cuneo D'), Charente, rue de Saint-Pétersbourg, 23.
OUVRÉ, Seine-et-Marne, quai de la Gare, 43, et avenue Marceau, 76.
PAIN, Vienne, rue de Ponthieu, 54.
PAJOT, Cher, rue Gustave-Courbet, 16.
PALIX, Rhône, boulevard Saint-Germain, 34.
PAMS (Jules), Pyrénées-Orientales, rue Decamps, 35.
PAPELIER, Meurthe-et-Moselle, avenue de l'Alma, 10.

- MM. PASCAL, Gard, Hôtel Terminus.
 PASQUAL, Nord.
 PASSY (Louis), Eure, rue Taitbout, 81.
 PASTRE, Gard, rue des Saints-Pères, 5.
 PAUL-FARE, Vaucluse, boulevard Saint-Germain, 115.
 PAULIN-MÉRY, Seine, place d'Italie, 7.
 PAULMIER, Calvados, avenue Niel, 30.
 PAVIE, Hautes-Alpes, rue d'Assas, 87.
 PÉDEBIDOU, Hautes-Pyrénées, rue du Printemps, 2.
 PEIGNOT, Marne, rue de l'Université, 193.
 PELLETAN (Camille), Bouches-du-Rhône, rue Labrousse, 23.
 PÉRIER (Germain), Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 58.
 PÉRIER DE LARSAN (comte du), Gironde, rue de Rennes, 144.
 PÉRILLIER, Seine-et-Oise, rue des Écoles, 38.
 PÉRONNEAU, Allier, rue de Surène, 31.
 PERREAU, Bouches-du-Rhône, rue des Arènes, 2.
 PERRIER (Antoine), Savoie, avenue Bosquet, 65.
 PERRIN, Ardèche, rue de Rennes, 93.
 PESCHAUD, Cantal, avenue de Neuilly, 120 bis, à Neuilly sur-Seine.
 PHILIPPE, Côtes-du-Nord, boulevard de La Tour-Maubourg, 74.
 PIOUS, Haute-Garonne, rue de Monceau, 64 bis.
 PLICHON (Jean), Nord, avenue de Breteuil, 35.
 POCHON, Ain, avenue Rapp, 22 bis.
 POINCARÉ (Raymond), Meuse, rue des Mathurins, 32.
 POMEREU (DE), Seine-Inférieure, rue de Chaillot, 40.
 POMMERAY, Charente-Inférieure, rue du Mont-Thabor, 4.
 PONTBRIAND (DU BREIL, comte DE), Loire-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 238.
 PORTEU (Armand), Ille-et-Vilaine, rue Richempanse, 11.
 POULAIN, Ardennes, rue de Ménilmoant, 113.
 POUILLAN, Alpes-Maritimes, boulevard des Italiens, 30.
 POURQUERY DE BOISSERIN, Vaucluse, rue Franklin, 3.
 POURTEYRON, Dordogne, rue Madame, 49.
 POZZO DI BORGO (comte), Corse, rue de l'Université, 51.
 PRACHE, Seine, boulevard Saint-Germain, 149.
 PRAX-PARIS, Tarn-et-Garonne, rue de l'Université, 193.
 PRUD'HOMME-HAVETIE, Meuse, cité d'Antin, 1.
 PUECH, Seine, boulevard de Sébastopol, 104.
 QUILBEUF, Seine-Inférieure, au Houllme (Seine-Inférieure).
 QUINTAA, Basses-Pyrénées, rue de Courcelles, 105.
 RABIER (Fernand); Loiret, avenue de La Motte-Picquet, 41.
 RAGOT, Loir-et-Cher, rue La Boétie, 93.
 RAIBERTI, Alpes-Maritimes, rue Frédéric-Bastiat, 10.
 RAJON (Claude), Isère, quai de Béthune, 30.
 RAMEL (DE), Gard, rue de Bourgogne, 37 bis.
 RAULINE, Manche, rue de Vienne, 2.
 RAZIMBAUD, Hérault, rue Royer-Collard, 2.
 REGNAULT, Manche, rue Mozart, 78.
 REILLE (baron Amédée), Tarn, boulevard de La Tour-Maubourg, 10.
 REILLE (baron Xavier), Tarn, boul. de La Tour-Maubourg, 12.
 RENAULT-MORLIÈRE, Mayenne, rue de l'Université, 69.
 RENOU, Oise, rue Blanche, 7.
 RENOU, Seine, rue Mariotte, 3.
 REY (Emile), Lot, rue de Rennes, 126.
 RIBERPRAY, Eure, à Gaillon (Eure).
 RIROT, Pas-de-Calais, rue de Tournon, 6.

- MM. RICARD** (Henri), Côte-d'Or, rue Monge, 64.
RICARD (Louis), Seine-Inférieure, rue Edouard-Detaille, 4.
RICARD (Pierre), Seine, avenue du Trocadéro, 19.
RIDOUARD, Vienne, rue de Grenelle, 137.
RIEUNIER (amiral), Charente-Inférieure, boul. Malesherbes, 29.
RIOTTEAU, Manche, rue de Sèze, 10.
RIOU, Côtes-du-Nord, rue de Vaugirard, 164.
RISPAL, Seine-Inférieure, rue du Rocher, 67.
RIVALS, Aude.
RIVET (Gustave), Isère, au Palais-Bourbon.
ROBERT, Basses-Alpes, rue de Lille, 59.
ROCH, Loire-Inférieure, avenue d'Eylau, 31.
ROCHE (Ernest), Seine, rue Lécuse, 2.
ROCHE (Jules), Ardèche, boulevard des Batignolles, 84.
ROGEZ, Nord, rue du Ranelagh, 32.
ROHAN (duc DE), Morbihan, boulevard des Invalides, 35.
ROLLAND, Pyrénées-Orientales, rue des Huissiers, 22, à Neuilly.
ROSE, Pas-de-Calais, avenue de La Motte-Picquet, 15.
ROTOURS (baron R. DES), Nord, boulevard de La Tour-Maubourg, 83 bis.
ROUANET, Seine, boulevard Papin, 40, à Villemomble.
ROULAND, Seine-Inférieure, rue de Monceau, 42.
ROUSSE (Charles), Var, rue Gabrielle, 33, Charenton.
ROUVIER, Alpes-Maritimes, rue de Windsor, 8 (Saint-James), à Neuilly-sur-Seine.
ROUX (Paul), Basses-Alpes, rue Saint-Simon, 3.
ROY DE LOULAY, Charente-Inférieure, avenue d'Antin, 25.
ROZET (Albin), Haute-Marne, rue Cambon, 41.
RUAU, Haute-Garonne, rue Daubigny, 17.
RUBILLARD, Sarthe, rue Bonaparte, 49.
SAINT (Charles), Somme, rue La Boétie, 54.
SAINT-MARTIN (DE), Indre, rue de l'Arcade, 25.
SAINT-QUENTIN (comte DE), Calvados, rue de Magdebourg, 3.
SALIGNAC-FÉNELON (DE), Haute-Saône, avenue Rapp, 20.
SALIS, Hérault, rue Rougemont, 15.
SARRAZIN, Dordogne, rue de Richelieu, 95.
SARRIEN, Saône-et-Loire, avenue de l'Observatoire, 22.
SAUMANDE, Dordogne.
SAUVANET, Allier, boulevard Arago, 108.
SAUZET (Marc), Ardèche, boulevard Raspail, 2 ter.
SAVARY DE BEAUREGARD (Henri), Deux-Sèvres, rue de Grenelle, 27.
SCHNEIDER (Eugène), Saône-et-Loire, boulevard Malesherbes, 1.
SEMBAT (Marcel), Seine, rue Damrémont, 9.
SIBILLE (Maurice), Loire-Inférieure, boulevard des Invalides, 44.
SICARD, Basses-Alpes, rue Antoine-Roucher, 12.
SIMYAN, Saône-et-Loire, rue de Tocqueville, 36.
SIROT (César), Nord, cité Bergère, 2 bis.
SOLAGES (marquis DE), Tarn, boulevard de La Tour-Maubourg, 10.
SOMMEILLIER, Meuse, rue Freycinet, 8.
SUCHETET, Seine-Inférieure, à Bréauté (Seine-Inférieure).
SURCHAMP, Gironde, rue Chevert, 26.
SURCOUF (Robert), Ille-et-Vilaine, rue de Tocqueville, 22.
TAILLIANDIER, Pas-de-Calais, avenue Bosquet, 15.
TERNAUX-COMPANS, Ardennes, rue Jean-Goujon, 25.
TIÉRON, Aude, boulevard de Port-Royal, 93.
THEULIER, Dordogne, rue Portalis, 7.
THIERRY (J.), Bouches-du-Rhône, rue de Monceau, 56.

- MM. THIERRY-DELANOUE, Aube, avenue Gabriel, 36.
 THOMSON, Constantine, rue Ampère, 72.
 TIPHAINÉ, Indre-et-Loire, rue de Verneuil, 47.
 TOURGNOL, Haute-Vienne, avenue de Tourville, 16.
 TRAMU, Doubs, boulevard Saint-Germain, 35.
 TRANNOY, Somme, rue de Bourgogne, 51.
 TROUILLOT (Georges), Jura, rue Notre-Dame-des-Champs, 76.
 TURIGNY, Nièvre, avenue de la Station, 2 bis, à Bois-Colombes.
 ÜRSLEUR, la Guyane, avenue de Neuilly, 89, à Neuilly.
 VACHER (Léon), Corrèze, rue du Faubourg-Saint-Martin, 52.
 VAILLANT, Seine, villa du Bel-Air, 15.
 VAUX (Pierre), Côte-d'Or, rue du Sentier, 65, à Bois-Colombes.
 VAZEILLE (Loiret), boulevard Beaumarchais, 98.
 VIDAL DE SAINT-ÜRBAIN, Aveyron, avenue de Tourville, 6.
 VIELLARD (Armand), Haut-Rhin, rue de Courcelles, 62.
 VIGER, Loiret, rue des Saints-Pères, 55.
 VIGNÉ, Hérault, cité des Fleurs, 55 bis.
 VILLE, Allier, rue de Surène, 39.
 VILLEJEAN, Yonne, à l'Hôtel-Dieu.
 VILLIERS (Emile), Finistère, square du Croisic, 2 bis.
 VIVAL, Lot, rue des Arènes, 3.
 VIVIANI, Seine, rue du Pré-aux-Clercs, 12.
 WALTER, Seine, rue de Paris, 3 bis, à Saint-Denis.
 WEIL-MALLEZ, Nord, cité Bergère, 2.
 WILSON, Indre-et-Loire, avenue d'Iéna, 2.
 WITT (Conrad DE), Calvados, rue La Boétie, 56.
 ZÉVAÈS, Isère, boulevard de La Tour-Maubourg, 88.
-

LISTES

DES

GROUPES EXTRA-PARLEMENTAIRES

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

En novembre 1893.

ABRÉVIATIONS

P. . . .	Groupe des Républicains progressistes. . . .	238	membres
R.-S. —	Radical-Socialiste.	104	—
G. . . . —	de la Gauche démocratique.	97	—
U. . . . —	de l'Union progressiste.	95	—
Ind. . . —	des Républicains indépendants. . . .	58	—
S. . . . —	Socialiste.	37	—
Ant. . . —	Antisemite.	23	—
Ag. . . —	Agricole.	223	—
Col. . . —	Colonial.	111	—
Vit. . . —	Viticole.	63	—

Groupe des Républicains progressistes (238 Membres)

Président : M. Barthou (Louis).

Vice-présidents : MM. Berger (Georges), Boucher (Henry).

Secrétaires : MM. Thierry, Fleury-Ravarin, Brindeau, Motte.

Questeur : M. Dulau.

Membres :

MM.

Agout (comte d'), Col.
 Alasseur, G., Ag.
 Alicot, Ind.
 Alsace (comte d').
 Amodru, Ag., Col.
 Arenberg (prince d'), Col.
 Arène (É.), U., Col.
 Armez, U., Ag., Col.
 Astima (C^{el}), U.
 Audiffred, Ag., Col.
 Aymé (bon de la Chevrelière),
 Ind., Agr.
 Aynard (É.), Ag., Col.
 Bansard des Bois, U., Ag., Col.
 Barrois, Ag.
 Barthou.
 Bartissol, Vit., Col.
 Bazillon, U.

MM.

Beauregard (P.), Ag.
 Berdoly, U., Vit.
 Berger (G.), Vit., Col.
 Berry (G.), Ind.
 Bersez, U., Ag.
 Berthet, U.
 Bertrand, Ag.
 Bischoffsheim, Ind., Col.
 Blanc (Edmond), Ind., Ag.
 Blanc (Henri).
 Boucher (H.).
 Bouctot, Ind., Ag.
 Boudenoot, Ag., Col.
 Bozérian, U., Ag., Col.
 Brice (J.), Ind., Ag.
 Brice (R.), Ag.
 Brindeau.
 Brune, U., Ag.

MM.

Caillaux (J.), U., Ag.
 Canet, U.
 Carquet, Ag.
 Cassou, Vit.
 Castillard, U., Ag.
 Cauvin (E.).
 Cazanyieilh (R.), Vit.
 Chambrun (marquis de), Ind.,
 Ag.
 Charles-Dupuy.
 Chastenet, U., Vit.
 Chenel, U., Ag.
 Chevallier (E.), Ind., Ag.
 Christophe (Isère), Ag.
 Christophe (A.)
 Clament, U., Ag., Vit.
 Claudinon.
 Clédou, U., Ag.
 Coache, Ag.
 Cochery (G.), Ag.
 Colle (A.).
 Constant, Ag., Vit.
 Cornudet (vicomte J.), Ag.
 Cruppi, Col.
 Dansette, Ind.
 Daudé, Ind., Ant.
 David (F.), U.
 Debève, U.
 Decrais (A.), Vit.
 Delanne, U.
 Delombre (Paul).
 Demargay (baron).
 Denis (Théodore), G., Ant., Ag.
 Deribéré-Desgardes.
 Deshayes, Ag.
 Disleau, U., Ag.
 Dorian, Col.
 Drake (J.), Ag., Vit.
 Dubochet, Ind., Vit.
 Dubois (Victor), Ag.
 Dubuisson.
 Dufour (J.).
 Dulau, Ag., Vit.
 Dunaimé, U.
 Duquesnay, Col.
 Duvau (J.).
 Ermant, Ag.
 Escanyé, Ag., Vit.
 Étienne, U., Ag., Vit., Col.
 Fanien (A.), Ag.

MM.

Farjon, U., Ag.
 Féral.
 Ferry (Charles), Ag., Col.
 Fleury-Ravarin, G., Col.
 Forni.
 Fould (A.), Ind., Vit.
 Fournol, Ag.
 François, U., Ag.
 Gabiat, Ag., Col.
 Gallier.
 Gaillard (J.), Ind., Ag.
 Galley.
 Galy-Gasparin, U.
 Garnier, U., Col.
 Gautret, Vit.
 Gay (Victor), Ant., Ind.
 Gellé, Ag.
 Gévelot, Ag., Col.
 Giacobbi, Col.
 Girard.
 Goujon (J.), Ag.
 Goujon (T.), Vit., Col.
 Gourd.
 Grandmaison (de), Ind., Ag.,
 Vit., Col.
 Graux (G.), Ag.
 Guérin (lieutenant-colonel),
 Ag., Col.
 Guibert (D.), Ind., Col.
 Guillain, Ag.
 Guyard, Ind., Ag.
 Harriagne Saint-Martin, Ind.,
 Ag.
 Haussmann, Ind.
 Hémon, Ag., Col.
 Heuzey, U.
 Hugues (F.), U., Ag.
 Jacquemin, Ag.
 Jaouen, U.
 Jonnart, Ag.
 Jouart, U., Ag.
 Joxé, U.
 Jules Jaluzot, Ind., Ag., Col.
 Jumel, Vit.
 Kelsch, U.
 Kerjégou (de), Ag., Col.
 Krantz (C.), Ag., Col.
 La Batut (de), U., Ag., Vit., Col.
 Lachière, U., Ag.
 Langlais, U.

MM.
 Laniel (H.), Ind., Ag.
 Lannes de Montebello, Ag., Vit.
 Laroze, U., Ag., Vit.
 Lasserre (M.), Vit., Col.
 Laurençon, Ag., Col.
 Laville.
 Lebaudy (Paul), Ag.
 Lebret, U., Ag.
 Lechevallier, Ag.
 Légglise, Vit.
 Legrand (Jules).
 Le Moigne, Ag., Col.
 Le Myre de Vilers, Col.
 Lepez, U., Ag.
 Leroy (Arthur), Ag., Col.
 Leroy (Modeste), U., Ag.
 Le Troadec, U., Ag., Col.
 Levet.
 Leygues (Georges), Col.
 Limouzin-Laplanche, U.
 Lorient, Ag.
 Loyer, Ind., Ag.
 Mahy (de), Ag., Col.
 Malaspina, U.
 Mandó, Ag.
 Massabuau.
 Maymac, U., G.
 Méline, Ag.
 Menier (Gaston), Col.
 Mercier (J.).
 Meyer.
 Mézières, Ag.
 Million, Vit.
 Monsservin, Ag.
 Morcette-Ledieu, Ag.
 Morel.
 Morillot, Ag., Col.
 Motte (Eug.), Ind., Ag.
 Mougin, Ag.
 Moustier (marquis de), Ag., Col.
 Muteau, U., Col.
 Muzet, Col.
 Néron-Bancel, Ag.
 Noël, U., Ag., Col.
 Odilon-Barrot, U., Ag.
 Olive.
 Ordinaire, Col.
 Oriol (B.), Ind.
 Ouvré, Ag.
 Papelier, Ag.

MM.
 Pascal, Ant., Ind., Ag.
 Paulmier, Ind., Ag.
 Pavie, U.
 Périer (Germain).
 Périer de Larsan (comte du),
 Ag., Vit., Col.
 Perreau.
 Perrier Antoine, U., Ag.
 Perrin.
 Philippe, U., Ag.
 Poincaré, Ag.
 Pommeray, U.
 Poullan (F.)
 Pourteyron, Ag.
 Pozzo di Borgo (comte), Col.
 Prache.
 Prud'homme-Ilavette.
 Quilbeuf.
 Quintaa, U., Ag., Vit.
 Raiberti, Col.
 Regnault.
 Reille (baron X.), Vit., Ind.
 Renault-Morlière, Ag.
 Ribot.
 Rieunier (amiral), Vit.
 Riotteau, Ag., Col.
 Riou, U., Ag.
 Rispal.
 Roch, U.
 Roche (Jules), Ag.
 Rogez, Ind.
 Rose, Ind., Ag.
 Rouland, Ag.
 Rouvier, Col.
 Roux (P.), U., Ag.
 Rozet (Albin), Ag., Col.
 Saint (C.), Ind., Col.
 Saint-Quentin (comte de), Ind.,
 Ag., Col.
 Salignac-Fénelon (de), Ind., Ag.
 Sarrazin, U.
 Saumande, Ag.
 Sauzet (Marc), Ag., Col.
 Sibille (M.), Col.
 Sicard, U., Ag.
 Solages (marquis de), Ind.
 Sommeillier.
 Surchamp, U., Vit.
 Surcouf (R.), U., Col.
 Ternaux-Compans, Ag.

MM.
Thierry (J.), Col.
Thierry-Delanoue, Ag.
Thomson, U., Ag., Co.
Thorel, U.
Trannoy, U.

MM.
Urslieur, Col.
Vidal de Saint-Urbain, Ag.
Viellard, Ind., Ag., Col.
Weil-Mallez, U.

Groupe Radical-Socialiste

(104 Membres)

Président : M. Pelletan.

Vice-présidents : MM. Merlou, Doumergue.

Secrétaires : MM. Lagasse, Michel, Bourrat.

Questeurs : MM. Delarue, Pajot.

Membres :

MM.
Aimond, G.
Andrieu, Vit.
Astier, G.
Aucouturier, G.
Augé, G., Vit.
Bachimont, G.
Baudin.
Baudon, G.
Baulard, G.
Beauquier, G.
Bernard (Abel), Vit.
Bernard (Paul).
Berteaux, G., Col.
Berton.
Blanc (Louis), G.
Bony-Cisternes, G.
Borie, G.
Bourgeois-du-Jura, G., Ag.
Bourrat, Vit.
Boysset.
Bussière.
Chambige, G.
Chamerlat, G.
Chandioux, G.
Charles Bos, Col.
Charonnat, Ag.
Chenavaz, G., Ag.
Chevillon.
Compayré.
Cornet.
Cornudet (Creuse), G.
Dauzon, Ag., Col.

MM.
Decker-David, G., Ag., Vit.
Delarue, G.
Delestrae, G.
Delieux.
Delmas, G.
Delon-Soubeiran.
Desfarges.
Doumergue, G., Ag., Vit., Col.
Dubief.
Dubois (Émile).
Dutreix.
Émile Chauvin.
Faure (Firmin), G., Ant., Vit.
Gaeon, G.
Gallot (Yonne), G.
Genet.
Gervais, G.
Goujat.
Goussot.
Gouzy (Paul), G., Vit.
Gras, G.
Guieysse, G., Ag., Col.
Isnard, G.
Jourdan, G.
Klotz, G., Ag.
Labussière.
Lachaud, G.
Lafferre, Vit.
Lagasse.
Lesage, G.
Levraud.
Leygue (Honoré), U., Vit.

MM.
 Leygue (Raymond).
 Lockroy, G.
 Loup (Henri), G.
 Maret.
 Massé, G.
 Maurice-Faure.
 Melliet.
 Merlou, Col.
 Mesureur.
 Michel.
 Montaut, G., Ag.
 Morinaud, G., Ant., Ag.
 Pajot.
 Pams, G., Ag., Vit., Col.
 Paul-Faure, U., G., Vit.
 Pédebidou, G., Ag.
 Pelletan.
 Périllier.
 Péronneau.
 Puech.

MM.
 Rabier, G.
 Razimbaud, Vit.
 Rendu, G.
 Richard (Pierre).
 Rolland, Vit.
 Rousse.
 Ruau, G.
 Saba, G.
 Simyan.
 Stanislas-Ferrand, G.
 Théron.
 Tourgnol, G.
 Tramu, G.
 Turigny.
 Vacher, G.
 Vazeille, G.
 Vigné, G., Vit.
 Ville.
 Villejean, G.
 Vival, G., Col.

Groupe de la Gauche démocratique

(97 Membres)

Président : M. de La Porte.

Vice-présidents : MM. Ricard (Henri), Bourgeois-du-Jura.

Secrétaires : MM. Dumont, Raçon.

Questeur : M. Chandioux.

Assesseurs : MM. Guyot-Dessaigne, Dujardin-Beaumetz,
 Bérard (Alexandre).

Membres :

MM.
 Aimond, R.-S.
 Alasseur, P., Ag.
 Astier, R.-S.
 Aucouturier, R.-S.
 Augé, Vit., R.-S.
 Bachimont, R.-S.
 Balandreau, Ag.
 Baudon, R.-S.
 Baulard, R.-S.
 Bazille, Vit., Col.
 Beauquier, R.-S.
 Bérard (Alexandre), U., Ag.
 Berteaux, R.-S., Col.
 Bizarelli.
 Bizot.
 Blanc (Louis), R.-S.

MM.
 Bontemps.
 Bony-Cisternes, R.-S.
 Bordier (Émile), U.
 Borie, R.-S.
 Bourgeois-du-Jura, R.-S., Ag.
 Boutard.
 Bovier-Lapierre.
 Brisson (Henri).
 Brunet (Louis), Col.
 Carquet, P., Ag.
 Cazals.
 Caze (Edmond), U., Ag., Col.
 Chabré, Ag.
 Chambige, R.-S.
 Chamerrat, R.-S.
 Chandioux, R.-S.

MM.

Chapuis, Ag.
 Chautemps, U., Col.
 Chavet.
 Chenavaz, R.-S., Ag.
 Chopinet.
 Clec'h (Albert Le), Ag.
 Codet, U., Ag., Col.
 Constant, P., Ag., Vit.
 Cornudet (Creuse), R.-S.
 Couyba.
 David (Alban), U.
 Debussy, Ag.
 Decker-David, R.-S., Ag., Vit.
 Delarue, R.-S.
 Delbet, Ag., Col.
 Delestrac, R.-S.
 Delmas, R.-S.
 Denis (Théodore), P., Ant., Ag.
 Devins.
 Doumergue (Gaston), R.-S., Ag., Vit., Col.
 Dufour (Eugène).
 Dujardin-Beaumetz, Ag., Vit., Col.
 Dumas (Julien), Ant., Ag., Col.
 Dumont.
 Faure (Firmin), Ant., R.-S., Vit.
 Fernand Brun, U.
 Ferrette.
 Fiquet.
 Fleury-Ravarin, P., Col.
 Gacon, R.-S.
 Gallot (Yonne), R.-S.
 Gauvin.
 Gervais, R.-S.
 Gerville-Réache, Col.
 Giguet.
 Guozy (Paul), R.-S., Vit.
 Gras (Antoine), R.-S.
 Gueneau.
 Guieysse (Paul), R.-S., Ag., Col.
 Guillemet, U., Ag.
 Guyot-Dessaigne.
 Henrique-Duluc, Col.
 Herbet, U., Ag.
 Hubert (Lucien).
 Hugon, U.
 Isambard.

MM.

Isnard, R.-S.
 Jourdan (Louis), R.-S.
 Klotz, R.-S., Ag.
 Lachaud, R.-S.
 La Porte (de), Col.
 Lauraine, Vit.
 Lesage, R.-S.
 Lockroy, R.-S.
 Loup (Henri), R.-S.
 Martin (Bienvenu).
 Massé, R.-S.
 Mathey.
 Maurice-Faure.
 Maymac, P., U.
 Montaut, R.-S., Ag.
 Morinaud, Ant., R.-S., Ag.
 Morlot.
 Mougeot, U., Ag.
 Odilon-Barrot, P., U., Ag.
 Pains (Jules), R.-S., Ag., Vit., Col.
 Paul-Faure, R.-S., U., Vit.
 Pédebidou, R.-S., Ag.
 Peschaud.
 Pochon.
 Pourquery de Boisserin, Vit., Col.
 Pourteyron, P., Ag.
 Rabier, R.-S.
 Ragot, Ag., Col.
 Rajon (Claude).
 Rendu, R.-S.
 Ricard (Henri), Ag.
 Ridouard, Vit.
 Rivet (Gustave).
 Ruau, R.-S.
 Rubillard.
 Saba, R.-S.
 Sarrien.
 Stanislas-Ferrand, R.-S.
 Tiphaine.
 Tourgnol, R.-S.
 Tramu, R.-S.
 Trouillot, U., Ag.
 Vacher, R.-S.
 Vazeille, R.-S.
 Viger, U., Ag.
 Vigné, R.-S., Vit.
 Villejean, R.-S.
 Vival, R.-S., Col.

Groupe de l'Union progressiste

(95 Membres)

Président : M. Isambert (Gustave).

Vice-présidents : MM. Guillemet, Codet.

Secrétaires : MM. Lhopiteau, Roch, Cère (Émile), Philippe.

Membres :

MM.	MM.
Arène (Emmanuel), P., Col.	François, P., Ag.
Armez, P., Ag., Col.	Galy-Gasparrou, P.
Astima (colonel), P.	Garnier, P., Col.
Babaud-Lacroze.	Genet.
Bansard des Bois, P., Ag., Col.	Guillemet, G., Ag.
Bazillon, P.	Herbet, G., Ag.
Bérard (Alexandre), G., Ag.	Heuzey, P.
Berdoly, P., Vit.	Hugon, G.
Bersez, P.	Hugues (François), P., Ag.
Berthet, P.	Isambert (Gustave), Ag.
Bompard (Raoul).	Jacob.
Bordier, G.	Jaouen, P.
Borne, G.	Jouart, P., Ag.
Boérian, P., Ag., Col.	Joxé, P.
Breton (Seine-Inférieure), Ag.	Kelsch, P.
Brun (Fernand), G.	La Batut (de), P., Ag., Vit., Col.
Brune, P., Ag.	Lachière, P., Ag.
Caillaux, P., Ag.	Langlais, P.
Canet, P.	Laroze, P., Ag., Vit.
Castillard, P., Ag.	Lebret, P., Ag.
Caze (Edmond), G., Ag., Col.	Lepez, P., Ag.
Cère (Émile).	Leroy (Modeste), P., Ag.
Chassenet, P., Vit.	Le Troadee, P., Ag., Col.
Chautemps, G., Col.	Leygue (Honoré), Vit.
Chenel, P., Ag.	Lhopiteau, Ag.
Clément, P., Ag., Vit.	Limouzain-Laplanche, P.
Clédou, P., Ag.	Malaspina, P.
Codet, G., Ag., Col.	Maymac, R.-S., P.
Cosmao-Dumenez, Ag.	Monfeuillard.
David (Alban), G.	Mougeot, G., Ag.
David (Fernand), P.	Muteau, P., Col.
Debève, P.	Noël, P., Ag., Col.
Delaune, P.	Odilon-Barrot, G., P., Ag.
Denècheau, Ag.	Paul-Faure, R.-S., G., Vit.
Denis (Gabriel), Ag., Vit.	Pavie, P.
Disleau, P., Ag.	Perrier (Antoine), P.
Dunaime, P.	Peschaud, G.
Eliez-Evrard, Ag., Col.	Philippe, P.
Étienne, P., Ag., Vit., Col.	Pommeray, P.
Euzière, Ag., Col.	Quintaa, P., Ag., Vit.
Farjon (Adrien), P., Ag.	Rey (Émile), Ag.

MM.

Riou, P., Ag.
 Robert.
 Roch, P.
 Roux (Paul), P., Ag.
 Sarrazin, P.
 Sicard, P., Ag.
 Surchamp, P., Vit.

MM.

Surcouf, P., Col.
 Thomson, P., Ag., Col.
 Thorel, P.
 Trouillot (Georges), G., Ag.
 Viger, G., Ag.
 Weil-Mallez, P.

Groupe des Républicains indépendants

(58 Membres)

Le Bureau du Groupe n'est pas nommé.

M. de Montfort, *Président*, comme *Vice-président* du Groupe dans l'ancienne Chambre.

Membres :

MM.

Adam (Achille), Ag.
 Alicot, P.
 Anthime-Ménard.
 Aymé (baron de la Chevre-
 lière), P., Ag.
 Balsan, Ag., Col.
 Berry (Georges), P.
 Bischoffsheim, P., Col.
 Blanc (Edmond), P., Ag.
 Bouctot, P., Ag.
 Bougère (Ferdinand), Col.
 Bougère (Laurent), Ag., Vit.
 Brice (Jules), P., Ag.
 Castellane (comte Boni de), Col.
 Chambrun (marquis de), P.,
 Ag.
 Chevallier (Émile), P., Ag.
 Dansette, P.
 Daudé, P., Ant.
 Desjardins, Ag.
 Dubochet, P., Vit.
 Dupuytren, Ag., Vit., Col.
 Dussaussoy.
 Elva (comte d'), Ag., Col.
 Fould (Achille), P., Vit.
 Gaillard, P.
 Gay (Victor), P.
 Grandmaison (de), P., Ag.,
 Vit., Col.
 Guibert (Denis), P. Col.
 Guyard, P., Ag.

MM.

Harriague Saint-Martin, P., Ag.
 Haussmann, P.
 Jacquy (le général),
 Jules Jaluzot, P., Ag., Col.
 Laniel (Henri), P. Ag.
 Laroche-Joubert, Ag.
 Loyer, P., Ag.
 Montfort (vicomte de), Ag.
 Motte (Eugène), P., Ag.
 Oriol, P.
 Pascal (Léonce), P., Ag.
 Passy (Louis), Ag.
 Paulmier, P., Ag.
 Piou (Jacques), Col.
 Plichon, Ag.
 Prache, P.
 Reille (baron Xavier), P., Vit.
 Rogez, P.
 Rose, P., Ag.
 Rotours (baron Raoul des).
 Rouland, P., Ag.
 Roy de Loulay, Ag., Vit.
 Saint (Charles), P., Col.
 Saint-Quentin (comte de), P.,
 Ag., Col.
 Salignac-Fénelon, P., Ag.
 Schneider (Eugène).
 Solages (marquis de), P.
 Suchetet, Ag.
 Tailliandier, Ag.
 Viellard (Armand), P., Ag., Col.

Groupe Socialiste

(37 Membres)

Pas de Président.

Secrétaire : M. Fournière. — *Syndic-Trésorier* : M. Renou.

Membres :

MM.	MM.
Allard, Vit.	Jourde, Col.
Bénézech.	Krauss.
Berthelot.	Lassalle.
Boyer (Antide), Col.	Legitimus.
Breton (Jules-Louis).	Létang.
Cadenat.	Millerand.
Calvinhac.	Palix.
Carnaud.	Pastre.
Chauvière.	Poulain (Albert).
Colliard.	Renou.
Coutant.	Rouanet.
Dejeante.	Sauvanet.
Devèze.	Sembar (Marcel).
Dufour (Jacques).	Vaillant.
Ferrera, Vit.	Vaux (Pierre).
Fournière.	Viviani.
Grousset (Paschal).	Walter.
Groussier.	Zévaès.
Hugues (Clovis).	

Groupe antisémite

(23 Membres)

Président : M. Drumont.

Vice-président : Général Jacquey. — *Secrétaire* : M. Morinaud.

Membres :

MM.	MM.
Aulan (le comte d'), Vit.	Galot (Loire-Inférieure), Ag.
Bernard (Charles).	Gay, P., Ind.
Cassagnac (de).	Gervaise, Ag.
Cluseret, Ag.	Jacquey (général).
Daudé, P., Ind.	Largentaye (de).
Delpech-Cantaloup, Ag.	Lasies, Vit.
Denis (Théodore), P., G., Ag.	Marchal.
Drumont.	Maussabré (de).
Dumas, G., Ag., Col.	Millevoye.
Estourbeillon (marquis de l'), Ag.	Morinaud, G., R.-S., Ag.
Faure (Firmin), G., R., S., Vit.	Pascal, P., Ind., Ag.
	Pontbriand (comte de), Ag.

Groupe Agricole

(223 Membres)

Président : M. Méline.

Vice-présidents : MM. Georges Graux, Edmond Caze.

Secrétaires : MM. Papelier, Paulmier, Decker-David, Castelin, Pontbriand (comte de).

Questeur : M. Lechevallier.

Membres :

MM.

Adam (Achille), Ind.
 Alasseur, P., G.
 Amodru, P., Col.
 Armez, P., U., Col.
 Arnous.
 Audiffred, P., Col.
 Aymé (baron de la Chevrelière),
 P.
 Aynard, P., Col.
 Balandreau, G.
 Balsan, Ind., Col.
 Bansard des Bois, P., U., Col.
 Barrois, P.
 Beauregard, P.
 Bérard, U., G.
 Bersez, P., U.
 Bertrand, P.
 Blanc (Edmond), P.
 Boucher (Henri), P.
 Bouctot, P.
 Boudenoot, P., Col.
 Bougère (Laurent), Ind., Vit.
 Bourgeois-du-Jura, G., R., S.
 Bourgeois (Léon), Vit.
 Bourgeois (Paul).
 Bozérian, P., Col.
 Breton, U.
 Brice (Jules), P.
 Brice (René), P.
 Broglie (prince de).
 Brune, P., U.
 Caillaux, P., U.
 Carquet, P., G.
 Castelin.
 Castillard, P., U.
 Cavaignac.
 Caze (Edmond), U., G., Col.
 Chabrié, G.
 Chambrun (marquis de), P., Ind.

MM.

Chapuis, G.
 Charonnat, R., S.
 Charruyer, Col.
 Chenavaz, G., R., S.
 Chenel, P.
 Chevallier, P.
 Christophle, P.
 Gibiel, Vit.
 Clament, P., U., Vit.
 Clec'h (Albert Le), G.
 Clédou, P., U.
 Cluseret, Ant.
 Coache, P.
 Cochery (Georges), P.
 Cochin (Henri).
 Codet (Jean), U., G., Col.
 Constant, G., P., Vit.
 Cornudet, P.
 Cosmao-Dumenez, U.
 Cruppi, P., Col.
 Dauzon, R.-S., Col.
 Debussy, G.
 Decker-David, G., R.-S., Vit.
 Defontaine.
 Delbet, G., Col.
 Delpech-Cantaloup, Vit.
 Dénécheau, U.
 Denis (Gabriel), U., Vit.
 Denis (Théodore), P., G., Ant.
 Derrien.
 Deshayes, P.
 Desjardins, Ind.
 Disleau, P.
 Doumergue, G., R.-S., Vit.,
 Col.
 Drake (Jacques), P., Vit.
 Dubois (Victor), P.
 Dujardin-Beaumetz, G., Vit., Col.
 Dulau, P., Vit.

MM.

Dumas (Julien), G., Ant., Col.
 Dupuytren, Ind., Vit., Col.
 Eliez-Évrard, U., Col.
 Elva (comte d'), Ind., Col.
 Ermant, P.
 Escanyé, P., Vit.
 Estourbeillon (marquis de P),
 Ant.
 Estournelles (d').
 Etienne, P., U., Vit., Col.
 Euzières, U., Col.
 Fanien, P.
 Farjon, P.
 Ferry (Charles), P., Col.
 Forest.
 Fouquet (Camille).
 Fournol, P.
 François, P., U.
 Gabiat, P., Col.
 Gaillard, P., Ind.
 Galot, Ant.
 Galpin.
 Gellé, P.
 Gérard (baron), Col.
 Gervaise, Ant.
 Gévelot, P., Col.
 Gonidec de Traissan (Le).
 Goujon (Julien), P.
 Grandmaison (de), P., Ind.,
 Col., Vit.
 Graux (Georges), P.
 Guérin (lieut.-colonel), P., Col.
 Guieysse, G., R.-S., Col.
 Guillain, P.
 Guillemet, U., G.
 Guyard, P., Ind.
 Halgouet (colonel du).
 Harriague St-Martin, P., Ind.
 Hémon, P., Col.
 Herbet, U., G.
 Hérissé (Le), Col.
 Hugues (François), P., U.
 Isambert, U.
 Jacquemin, P.
 Jonnart, P.
 Jouart, P.
 Jules Jaluzot, P., Ind., Col.
 Kerjégu (J. de), P., Col.
 Kéroüartz (marquis de).
 Klotz (L.), G., R.-S.

MM.

Krantz, P., Col.
 La Batut (de), P., U., Col., Vit.
 La Bourdonnaye (vicomte de),
 Vit.
 Lachière, P.
 La Ferronnays (marquis de), Col.
 Laniel, P., Ind.
 Lannes de Montebello, P., Vit.
 Laroche-Joubert, Ind.
 Laroze, P., U., Vit.
 Laurençon, P.
 Lebaudy, P.
 Lebret, P.
 Lechevallier, P.
 Lemire (abbé).
 Le Moigne, P., Col.
 Lepez, P., U.
 Leroy (Arthur), P., Col.
 Leroy (Modeste), P., U.
 Le Troadec, P., U., Col.
 Lévis-Mirepoix.
 Lhopiteau, U.
 Lorient, P.
 Loyer, P., Ind.
 Mackau (baron de).
 Mahy (de), P., Col.
 Mando, P.
 Marcel Habert.
 Maruéjols, Vit., Col.
 Méline, P.
 Mézières, P.
 Mirman.
 Monsservin, P.
 Montaigu (comte de).
 Montalembert (comte de).
 Montaut, G., R.-S.
 Montfort (vicomte de), Ind.
 Moret-Ledieu, P.
 Morillot, P., Col.
 Morinaud, G., Ant., R.-S.
 Motte (Eug.), P., Ind.
 Mougeot, U., G.
 Mougín, P.
 Moustier (marquis de), P., Col.
 Néron-Bancel, P.
 Noël, P., Ag., Col.
 Odilon-Barrôt, P., U.
 Ouvré, P.
 Pams, G., R.-S., Vit., Col.
 Papelier, P.

MM.
 Pascal, P., Ind.
 Passy (Louis), Ind.
 Paumier, P., Ind.
 Pédebidou, G., R.-S.
 Périer (Antoine), P., U.
 Périer de Larsan (comte du),
 P., Col.
 Philippe, P., U.
 Plichon, Ind.
 Poincaré, P.
 Pomereu (de).
 Pontbriand (du Breil ^{c^{te}} de), Ant.
 Prax-Paris.
 Quintaa, P., U., Vit.
 Ragot, G., Col.
 Ramel (de).
 Rauline.
 Regnault, P.
 Reille (baron), Col.
 Renault-Morlière, P.
 Rey, U.
 Ribot, P., Col.
 Ricard (Henri), G.
 Ricard (Louis), Col.
 Riotteau, P., Col.
 Riou, P., U.
 Roche (Jules), P.

MM.
 Rose, P., Ind.
 Rouland, P.
 Roux, P.
 Roy de Loulay, Ind., Vit.
 Rozet, P., Col.
 Saint-Martin (de).
 Saint-Quentin (de), P., Ind.,
 Col.
 Salignac-Fénelon, P., Ind.
 Saunande, P.
 Sauzet (Marc), P., Col.
 Sicard, P., U.
 Suchetet, Ind.
 Tailliandier, Ind.
 Ternaux Compans, P.
 Thierry-Delanoue, P.
 Thomson, P., U., Col.
 Trannoy, P.
 Trouillot, U., G.
 Vidal de Saint-Urbain, P.
 Viellard (Armand), P., Ind.,
 Col.
 Viger, U., G.
 Villers.
 Weil-Mallez, P.
 Witt (Conrad de), Col.

Groupe Colonial

(117 Membres)

Président : M. Étienne.

Vice-présidents : MM. le prince d'Arenberg, de Lanessan, Rozet.

Secrétaires : MM. Henrique-Duluc, Ordinaire, Thierry, Dutailly.

Membres :

MM.
 Agoult (comte d'), P.
 Amodru, P.
 Arenberg (prince d'), P.
 Arène, P.
 Armez, P., U., Ag.
 Audiffred, P., Ag.
 Aynard, P., Ag.
 Balsan, Ind., Ag.
 Bansard des Bois, P., U., Ag.
 Bartissol, P., Vit.
 Bazille, G., Vit.

MM.
 Berger (Georges), P., Vit.
 Berteaux, G., R.-S.
 Bischoffsheim, P., Ind.
 Bou-denoot, P., Ag.
 Bougère (Ferdinand), Ind.
 Boyer (Antide), S.
 Bozérian, P., Ag.
 Brunet, G.
 Castellane (comte de), Ind.
 Caze (Edmond), U., G., Ag.
 Charles Bos, R.-S.

MM.

Charruyer, Ag.
 Chautemps, U., G.
 Codet, G., U., Ag.
 Cruppi, P.
 Dauzon, R., S., Ag.
 Delbet, G., Ag.
 Delcassé.
 Dorian, P.
 Doumergue, G., R.-S., Ag., Vit.
 Dujardin-Beaumetz, G., Ag., Vit.
 Dumas, G., Ant., Ag.
 Dupuytren, Ind., Ag., Vit.
 Duquesnay, P.
 Dutailly.
 Eliez-Evrard, U., Ag.
 Elva (comte d'), Ind., Ag.
 Estournelles (d').
 Etienne, P., U., Ag., Vit.
 Euzière, U., Ag.
 Ferry (Charles), P., Ag.
 Fleury-Ravarin, P., G.
 Gabiat, P.
 Garnier, P., U.
 Gauthier (de Clagny).
 Gérard (baron), Ag.
 Gerville-Réache, G.
 Gévelot, P., Ag.
 Giacobbi, P.
 Gillot.
 Goujon (Théophile), P., Vit.
 Grandmaison (de), P., Ind., Ag., Vit.
 Guérin (lieut.-colonel), P., Ag.
 Guibert (Denis), P., Ind.
 Guieysse, G., R.-S., Ag.
 Hémon, P., Ag.
 Henrique-Duluc.
 Hérissé (Le), Ag.
 Holtz.
 Humbert.
 Jourde, S.
 Jules Jaluzot, P., Ind., Ag.
 Kerjégu (de), P., Ag.
 Krantz, P., Ag.
 La Batut (de), P., U., Ag., Vit.
 La Ferronnays (marquis de), Ag.

MM.

Lanessan (de).
 La Porte (de), G.
 Lasserre, P., Ag.
 Laurençon, P., Ag.
 Le Myre de Vilers, P.
 Le Moigne, P., Ag.
 Leroy (Arthur), P., Ag.
 Le Troadec, P., U., Ag.
 Leygues (Georges), P.
 Mahy (de), P., Ag.
 Maruéjols, Vit., Ag.
 Menier (Gaston), P.
 Merlou, R., S.
 Morillot, P., Ag.
 Moustier (marquis de), P., Ag.
 Mun (comte de).
 Muteau, P., U.
 Muzet, P.
 Noël, P., U., Ag.
 Ordinaire, P.
 Pams, G., R.-S., Ag., Vit.
 Périer de Larsan (comte du), P., Ag., Vit.
 Piou (Jacques), Ind.
 Pourquery de Boisserin, Vit.
 Pozzo di Borgo (comte de), P.
 Ragot, G., Ag.
 Raiberti, P.
 Reille (baron), Ag.
 Ribot, P., Ag.
 Ricard (Louis), Ag.
 Riotteau, P., Ag.
 Rouvier, P.
 Rozet, P., Ag.
 Saint-Charles, P., Ind.
 Saint-Quentin (comte de), P., Ind., Ag.
 Sauzet, P., Ag.
 Sibille, P.
 Surcouf, P., U.
 Thierry, P.
 Thomson, P., U., Ag.
 Ursleur, P.
 Viellard, P., Ind., Ag.
 Vival.
 Witt (Conrad de), Ag.

Groupe Viticole

(63 Membres)

Président : Comte du Périer de Larsan.*Vice-présidents* : MM. de La Batut, Rolland.*Secrétaires* : MM. Augé, N..., Leygue (Honoré).*Trésorier-questeur* : M. Million.*Membres* :

MM.
 Allard, S.
 Andrieu.
 Augé, G., R.-S.
 Aulan (comte d'), Ant.
 Bartissol, P., Col.
 Bazille, G., Col.
 Berdoly, P., U.
 Berger (Georges), P., Col.
 Bernard (A.), R.-S.
 Bougère (Laurent), Ind., Ag.
 Bourgeois (Léon), Ag.
 Bourrat.
 Cassou, P.
 Cazauvicilh, P.
 Chastenot, P., U.
 Cibiel, Ag.
 Clament, P., U., Ag.
 Constant, P., G., Ag.
 Decker-David, G., R.-S., Ag.
 Decrais, P.
 Delpech-Cantaloup, Ag.
 Denis-Gabriel, U., Ag.
 Doumergue, G., R., S, Ag., Col.
 Drake, P., Ag.
 Dubochet, P., Ind.
 Dujardin-Beaumetz, G., Ag.,
 Col.
 Dulan, P., Ag.
 Dupuytrem, Ind., Ag., Col.
 Escanyé, P., Ag.
 Étienne, P., U., Ag., Col.
 Faure (Firmin), G., R.-S., Ant.
 Ferrero, S.

MM.
 Fould, P., Ind.
 Gautret, P.
 Goujon (Th.), P., Col.
 Gouzy, G., R.-S.
 Grandmaison (de), P., Ind.,
 Ag., Col.
 Jumel, P.
 La Batut (de), P., U., Ag., Col.
 La Bourdonnaye (de), Ag.
 Lafferre, R.-S.
 Lannes de Montebello, P., Ag.
 Laroze, P., U., Ag.
 Lasies, Ant.
 Lasserre, P., Col.
 Lauraine, G.
 Léglise, P.
 Leygue (Honoré), U., R.-S.
 Maruéjols, Ag., Col.
 Million, P.
 Pams, G., R.-S., Ag., Col.
 Paul-Faure, U., G., R.-S.
 Périer de Larsan (comte du),
 P., Ag., Col.
 Pourquery de Boisserin, Col.
 Quintaa, P., U., Ag.
 Razimbault, R.-S.
 Reille (baron Xavier), P., Ind.
 Ridouard, G.
 Rieunier (amiral), P.
 Rolland, R.-S.
 Roy de Loulay, Ind., Ag.
 Surchamp, P., U.
 Vigné, G., R.-S.

COMMISSION DU BUDGET

DE 1900.

Commission des Finances (Sénat).

- des Chemins de fer (Sénat).
 - de l'Armée (Chambre des Députés).
 - de la Marine —
 - des Colonies —
 - de l'Impôt sur le revenu (Chambre des Députés).
 - de l'Enseignement —
 - du Commerce et de l'Industrie. —
 - de législation fiscale —
 - de législation criminelle —
 - des économies administratives —
 - du monopole de la rectification des alcools
 - de la Presse à l'Exposition universelle
de 1900.
-

Commission du Budget de 1900.

<i>Président</i>	M. Mesureur.
<i>Rapporteur général</i>	M. Boudenoot.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Salis, de La Porte, Le Myre de Vilers, Georges Berger.
<i>Secrétaires</i>	MM. Pierre Baudin, Dumont, Le Moigne, Thierry.

Rapporteurs particuliers des Budgets.

Finances : M. Merlou.
Monnaies et médailles : M. Chevallier.
Justice : M. Pourquery de Boisserin.
Cultes : M. Tourgnol.
Imprimerie nationale : M. Dumont.
Légion d'honneur : M. Le Myre de Vilers.
Affaires étrangères : M. Georges Berger.
Intérieur : M. Bérard.
Administration pénitentiaire : M. Goujat.
Guerre : M. Camille Pelletan.
Marine : M. de La Porte.
Invalides de la Marine : M. Dumont.

Instruction publique : M. Maurice-Faure.
Beaux-Arts : M. Dujardin-Beaumetz.
Commerce : M. Thierry.
Postes et télégraphes : M. Berteaux.
École centrale des arts et manufactures : M. Dubief.
Caisses d'épargne : M. Berteaux.
Colonies : M. Doumergue.
Chemins de fer de la Réunion et du Soudan : M. Le Hérisse.
Protectorats : M. Berthelot.
Agriculture : M. Henri Ricard.
Travaux publics : M. Dulau.
Chemins de fer de l'État : M. Bourrat.
Conventions : M. Sibille.
Algérie : M. Le Moigne.

~~~~~  
**SÉNAT**  
 —

**La Commission des Finances.**

*Président* ..... M. Barbey.  
*Vice-présidents*..... MM. Boulanger, Franck Chauveau.  
*Secrétaires*... .. MM. Prevet, Gautier, Ratier, Labrousse.  
*Rapporteur général*..... M. Prevet.

*Finances* : M. Boulanger.  
*Monnaies* : M. Decauville.  
*Légion d'honneur et Cultes* : M. Dufoussat.  
*Beaux-Arts* : M. Thévenet.  
*Agriculture* : M. Jean Dupuy.  
*Marine* : M. Cabart-Danneville.  
*Colonies* : M. Franck Chauveau.  
*Affaires étrangères* : M. Edouard Millaud.  
*Justice* : M. Chovet.  
*Commerce* : M. Siegfried.

*Postes* : M. Ratier.  
*Intérieur* : M. Labrousse.  
*Travaux publics* : M. Gautier.  
*Conventions* : M. Raynal.  
*Algérie* : M. Godin.  
*Instruction publique* : M. Denoix.  
*Imprimerie nationale* : M. Fougeirol.  
*Administration pénitentiaire* : M. Pauliat.  
*Guerre* : M. Marquis.

*Membres* : MM. Edouard Millaud, Denoix, Chovet, Charles Prevet, Raynal, Antonin Dubost, Boulanger, Franck Chauveau, Poirrier, Barbey, Cochery, Gautier, Magnin, Siegfried, Ratier, Thézard, Monis, Thévenet, Pauliat, Labrousse, Jean Dupuy, Guyot (du Rhône), Godin, Decauville, Marquis, Dufoussat, Cabart-Danneville.

**La Commission des Chemins de fer.**

|                             |                                  |
|-----------------------------|----------------------------------|
| <i>Président</i> .....      | M. Adolphe Cochery.              |
| <i>Vice-président</i> ..... | M. Emile Labiche.                |
| <i>Secrétaires</i> .....    | MM. Charles Prevet et Monestier. |

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS****La Commission de l'Armée.**

|                              |                                  |
|------------------------------|----------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | M. Magnin.                       |
| <i>Vice-présidents</i> ..... | MM. Berthelot, le général Grévy. |
| <i>Secrétaires</i> .....     | MM. Garreau et Bonnefoy-Sibour.  |

1<sup>er</sup> Bureau : MM. Chapuis, Gervais, Sauzet.

2<sup>e</sup> Bureau : MM. Fleury-Ravarin, Henry Boucher, Ruau.

3<sup>e</sup> Bureau : MM. Chautemps, Le Hérissé, Gouzy.

4<sup>e</sup> Bureau : MM. Magne, Demarçay, de Mun.

5<sup>e</sup> Bureau : MM. Guyot-Dessaigue, Pierre Richard, baron Reille.

6<sup>e</sup> Bureau : MM. Mézières, colonel Guérin, de Montebello.

7<sup>e</sup> Bureau : MM. le comte d'Alsace, prince d'Arenberg, Millerand.

8<sup>e</sup> Bureau : MM. Goussot, Ternaux-Compans, de l'Estourbeillon.

9<sup>e</sup> Bureau : MM. Forest, Gallot, Gervaise.

10<sup>e</sup> Bureau : MM. Alicot, Boudenoot, Jourde.

11<sup>e</sup> Bureau : MM. Raiberti, Perrier (Savoie), Herbet.

La Commission comprend 13 républicains progressistes, 13 radicaux, 2 socialistes et 5 membres de la droite.

Sur les 33 commissaires, 40 ont appartenu à l'armée comme officiers : MM. Gervais, Le Hérissé, Gouzy, Magne, de Mun, baron Reille, colonel Guérin, comte d'Alsace, prince d'Arenberg et Forest.

**La Commission de la Marine.**

|                              |                                    |
|------------------------------|------------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | M. Barbey.                         |
| <i>Vice-présidents</i> ..... | MM. de Kerdrel et Allègre.         |
| <i>Secrétaires</i> .....     | MM. Gauthier et Cabart-Danneville. |

1<sup>er</sup> Bureau : MM. de Kerjégu, Armez, Berteaux.

2<sup>e</sup> Bureau : MM. Vazeilles, Paulin-Méry, Dussaussoy.

3<sup>e</sup> Bureau : MM. de La Porte, Leflet, Goujon (Gironde).

4<sup>e</sup> Bureau : MM. Isnard, d'Agoult, Pams.

5<sup>e</sup> Bureau : MM. Charruyer, Arène, Cère.

6<sup>e</sup> Bureau : MM. de Mahy, Surcouf, Brindeau.

7<sup>e</sup> Bureau : MM. Firmin Faure, Muteau, Saumande.

8<sup>e</sup> Bureau : MM. Raymond Leygue, Dupuytren, Le Moigne.

9<sup>e</sup> Bureau : MM. Riotteau, Gerville-Réache, Noël.

10<sup>e</sup> Bureau : MM. l'amiral Riéunier, Pion, Alphonse Humbert.

11<sup>e</sup> Bureau : MM. Honoré Leygue, Guieysse, Escanyé.

La Commission comprend trois anciens officiers de marine, MM. d'Agoult, Leflet et l'amiral Riéunier.

On y remarque les représentants des ports de Brest, Saint-Brieuc, Calais, Bordeaux, Port-Vendres, la Rochelle, Saint-Malo, le Havre, Oran, Cherbourg, Granville et Lorient.

La Commission comprend 15 républicains progressistes, 13 radicaux, 2 nationalistes et 3 ralliés.

### La Commission des Colonies.

|                              |                                                 |
|------------------------------|-------------------------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | M. Etienne.                                     |
| <i>Vice-présidents</i> ..... | MM. Le Myre de Vilers, de<br>Lanessan, Brunet.  |
| <i>Secrétaires</i> .....     | MM. Caillaux, Hubert, Ordi-<br>naire, Argeliès. |

- 1<sup>er</sup> Bureau : MM. Caillaux, Girou, Delaune.  
 2<sup>e</sup> Bureau : MM. Brunet, Ordinaire, Rozet.  
 3<sup>e</sup> Bureau : MM. Duquesnay, Gillot, Chastenet.  
 4<sup>e</sup> Bureau : MM. d'Estournelles, de La Batut, de Lanessan.  
 5<sup>e</sup> Bureau : MM. Henry Maret, Laroze, Gautret.  
 6<sup>e</sup> Bureau : MM. Paul Beauregard, de Moustier, Riou.  
 7<sup>e</sup> Bureau : MM. Leroy, Guéneau, Gaffier.  
 8<sup>e</sup> Bureau : MM. Etienne, Paul-Faure, Isambert.  
 9<sup>e</sup> Bureau : MM. Argeliès, Delarue, Dutailly.  
 10<sup>e</sup> Bureau : MM. Le Myre de Vilers, Puch, Hubert.  
 11<sup>e</sup> Bureau : MM. Charles Bos, Audiffred, Doumergue.

La Commission comprend 17 républicains progressistes, 13 radicaux et 3 nationalistes.

Trois des députés des colonies en font partie.

### La Commission de l'Impôt sur le revenu.

|                              |                                            |
|------------------------------|--------------------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | M. Rouvier.                                |
| <i>Vice-présidents</i> ..... | MM. Dulau, Trouillot, Merlou.              |
| <i>Secrétaires</i> .....     | MM. Plichon, Viviani, Caillaux,<br>Sembat. |

- 1<sup>er</sup> Bureau : MM. Dulau, Dansette, Chastenet.  
 2<sup>e</sup> Bureau : MM. Trouillot, Aimond, Charles Gras.  
 3<sup>e</sup> Bureau : MM. Cassou, Bouctot, Constant.  
 4<sup>e</sup> Bureau : MM. Muzet, Guillemet, Bazille.  
 5<sup>e</sup> Bureau : MM. Rose, Denys Cochin, Menier.  
 6<sup>e</sup> Bureau : MM. Plichon, de La Batut, Claudimon.  
 7<sup>e</sup> Bureau : MM. Pajot, Merlou, Magniaudé.  
 8<sup>e</sup> Bureau : MM. Caillaux, François Hugues, Chenavaz.  
 9<sup>e</sup> Bureau : MM. Rey, Sembat, Henry Maret.  
 10<sup>e</sup> Bureau : MM. Viviani, Rouvier, Mesureur.  
 11<sup>e</sup> Bureau : MM. Cruppi, Alasseur, Massabuau.

La Commission comprend 12 radicaux, 3 socialistes, 14 modérés, 2 ralliés, 1 membre de la droite et 1 antisémite.

### La Commission de l'Enseignement.

|                              |                               |
|------------------------------|-------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | M. Ribot.                     |
| <i>Vice-présidents</i> ..... | MM. Gustave Isambert, Aynard. |
| <i>Secrétaires</i> .....     | MM. Couyba, Massé.            |

*Membres* : MM. l'abbé Lemire, Porteu, Pochon, Villejean, Chassaing, Gervais, Aynard, Perreau, Prache, Couyba, Henri Blanc, Dérivière-Desgardes, Deshayes, comte de Mun, Ferdinand Bougère, Gallot, Bussière, Ville, Delarue, Baudon, Dubois, Piou, Sauzet, Fernand Brun, Massé, Isambert, Beauregard, Levraud, Raiberti, Guéneau, Ribot, Ermant, de Lanessan.

**La Commission du commerce et de l'industrie.**

MM. Astier, Genet, Caze, Bontemps, Levet, Basly, Mirman, Saint, Laroche-Joubert, Coache, Léglise, Binder, des Rotours, Fouquet, Mando, de Lespinay, Philippe, Cadenat, Bersez, Florent, Muzet, Kelsch, Pascal, Rispal, Roch, Papelier, Farjon, Rieunier, Bourrat, Adam, Colle et Berry.

**La Commission de législation fiscale.**

MM. Arthur Legrand, Brune, Bansard des Bois, Jumel, Perrin, Klotz, Merlou, Caillaux, Le Clech, Cornudet (Seine-et-Oise), Lauraine, Coache, Canet, Fleury-Ravarin, Dumont, Gaffier, Chambige, Christophe, Passy, Lasserre, Renou, Gellé, Codet, Emile Rey, de La Batut, Mathey, Pavie, d'Elva, Cornet, Berthet, Ridouard, Cazauvielh et Morinaud.

**La Commission de législation criminelle.**

MM. Bovier-Lapierre, Andrieu, Escanyé, Disleau, Isnard, Gourd, Dulau, Gervaize, Devins, Casson, Desjardins, Sicard, Castillard, Binder, Gaffier, Rouland, Delestrac, Bertrand, de Broglie, Forni, Meyer, Rabier, Lagasse, Delpech-Cantaloup, Palié, Cruppi, Bompard, Périllier, Antoine Gras, Monsservin, Julien Dumas, Chiché et Morinaud.

**La Commission des économies administratives.**

MM. Dubuisson, Andrieu, Galy-Gasparou, Couyba, Sambat, Surchamp, Pommeray, Gouzy, Sommeillier, Labussière, Giacobbi, Dutreix, Derrien, Guillemain, Beauquier, Desfarges, Magne, Bersez, Denis, Guibert, Constant, E. Dufour, Pascal, Gervais (Seine), Groussier, Auconturier, Lechevallier, Denis (Landes), du Halgouët, de l'Estourbeillon, Pédebidou, Cazals, Berthet et Jacquet.

**La Commission du monopole de la rectification  
des alcools.**

MM. Girou, Colliard, Simyan, Ragot, Guillemet, Magne, Denis Guibert, Delon-Soubeiran, Noël, Clament, Cazals.

# LISTE

DES PERSONNAGES QUI, BIEN QUE MORTS APRÈS 1800, ONT REMPLI  
LEUR CARRIÈRE POLITIQUE PENDANT LE XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Voir, pour les notices qui les concernent, les volumes *Biographie politique depuis 315 jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle*.

**ADAMS** (Samuel), homme politique américain (1722-1803).

**AMAR** (J.-P.), conventionnel (1750-1816).

**ARÉNA** (Joseph), homme politique français (1793-1801).

**BILLAUD-VARENNES** (Jean-Nicolas), conventionnel (1760-1819).

**BOISGELIN DE CUGÉ** (Jean-de-Dieu-Raymond de), prélat français (1732-1804).

**BRETEUIL** (Louis-Auguste Le Tonnelier, baron de), homme d'Etat français (1733-1807).

**CADODAL** (Georges), chef de chouans (1771-1804).

**CAILLARD** (Antoine-Bernard), diplomate français (1737-1807).

**CLARKE** (Charles-Alexandre de), homme d'Etat français (1734-1802).

**CAMON** (Joseph), conventionnel (1754-1820).

**CAMPOMANÈS** (don Pedro Rodriguez, comte de), homme d'Etat espagnol (1723-1802).

**CAMUS** (Armand-Gaston), conventionnel (1740-1804).

**CARLETTI** (François-Xavier, comte de), homme d'Etat italien (mort en 1803).

**CARNOT** (Lazare-Nicolas-Marguerite), homme d'Etat et général français (1754-1823).

**CASTRIES** (Charles-Eugène-Gabriel de la Croix, marquis de), général français (1727-1801).

**CAZALÈS** (Jean-Antoine-Marie de), constituant français (1758-1805).

**CHAMPION DE CICÉ** (Jérôme-Marie), prélat français (1735-1810).

**CHRISTIAN VII**, roi de Danemark (1766-1808).

**CRÉTET** (Emmanuel, comte), homme d'Etat français (1747-1809).

**DAUBIGNY** (Jean-Louis-Marie Villain), révolutionnaire français (mort après 1801).

**DJEZZAR** (Ahmed), homme d'Etat turc (1720-1804).

**DUBOIS DE CRANCÉ** (Edmond-Louis-Alexis), conventionnel (1747-1814).

**DUPUIS** (Charles-François), philosophe français (1742-1809).

**DURAND DE MAILLANE** (Pierre-Toussaint), conventionnel (1729-1810).

**EDGEWORTH DE FIRMONT** (Henri Essex), religieux irlandais (1745-1807).

**ÉON DE BEAUMONT** (Charles-Geneviève-Louise-Auguste-André-Timothée d'), aventurier français (1728-1810).

**FLORIDA-BLANCA** (François-Antoine Monino, comte de), ministre espagnol (1729-1808).

**FOX** (Charles-Jacques), homme d'Etat anglais (1749-1806).

**GALITZIN** (Dmitri III), diplomate russe (1765-1803).

**GERLE** (Dom Christophe), conventionnel (1740-1806).

**GRIMM** (Frédéric-Melchior, baron de), diplomate et critique (1723-1807).

**GUYTON DE MORVEAU** (Louis-Bernard), chimiste français (1737-1816).

**HAMILTON** (Alexandre), homme d'Etat américain (1757-1840).

**HASTINGS** (Warren), administrateur anglais (1733-1818).

**HOMPESCH** (Ferdinand de), dernier grand-maitre de l'ordre de Malte (1744-1803).

**ISNARD** (Maximin), conventionnel (1755-1830).

**JEAN-FRANÇOIS**, généralissime des noirs de Saint-Domingue (1751-1809).

**JUIGNÉ** (Antoine-Eléonore-Léon LEClerc de), prélat français (1723-1811).

**KOSCIUSZKO** (Thaddée), général polonais (1746-1817).

**LACLOS** (Pierre-Ambroise-François CHODERLOS de), général français (1741-1803).

**LAKANAL** (Joseph), conventionnel et savant français (1762-1815).

**LAREVEILLÈRE-LEPEAUX** (Louis-Marie), conventionnel français (1753-1824).

**LATUDE** (Henri MASERS de) (1725-1805).

**LECOINTRE** (Laurent), conventionnel (1750-1805).

**LEPELETIER DE SAINT-FARGEAU** (Félix), frère du conventionnel assassiné en 1793 (1767-1837).

**LINDET** (Robert-Thomas), conventionnel (1743-1823).

**LINDET** (Jean-Baptiste-Robert), conventionnel (1755-1825).

**LIVERPOOL** (Charles JENKINSON, baron HAWKESBURY, comte de), homme d'Etat anglais (1727-1808).

**NECKER** (Jacques), homme d'Etat français (1732-1804).

**PAINE** ou **PAYNE** (Thomas), conventionnel, d'origine anglaise (1737-1809).

**PAOLI** (Hyacinthe), patriote corse (1734-1807).

**PAUL I<sup>er</sup>** **PÉTROVITCH**, empereur de Russie (1754-1801).

**PUYSÉGUR** (Antoine-Hyacinthe-Anne de CHASTENET, comte de), marin français (1752-1807).

**REUBÉLL** ou **REWBELL** (Jean-Baptiste), conventionnel (1746-1810).

**ROHAN** (Louis-René-Edouard, cardinal de), prélat et diplomate français (1734-1803).

**ROSSIGNOL** (Jean-Antoine), général français (1759-1802).

**SANTERRE** (Claude), général français (1752-1809).

**SARTINE** (Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de), lieutenant général de police (1729-1801).

**SÉLIM III**, sultan ottoman (1789-1808).

**SHELburne** (William PETTY, marquis de LANSDOWNE, comte de), homme d'Etat anglais (1737-1805).

**SHERIDAN** (Richard BRINSLEY), homme politique et auteur dramatique anglais (1751-1816).

**SIEVERS** (Jacques-Jean, comte), homme d'Etat russe (1731-1808).

**SONTHONAX** (Léger-Félicité), homme politique français (1763-1811).

**STAËL** (Anne-Louise-Germaine NECKER, baronne de) (1766-1817).

**TALLIEN** (Jean-Lambert), conventionnel (1767-1820).

**TARGET** (Gui-Jean-Baptiste), avocat et homme politique français (1733-1807).

**THÉROIGNE DE MÉRICOURT** (Anne-Joseph) (1762-1817).

**TOPINO-LEBRUN** (François-Jean-Baptiste), peintre et révolutionnaire français (1769-1802).

**TOUSSAINT-LOUVERTURE** (François-Dominique), gouverneur de Saint-Domingue (1743-1803).

**VADIER** (Marc-Guillaume-Alexis), conventionnel (1736-1828).

**VAUDREUIL** (Claude FAYRE de), marin et homme politique français (1723-1802).

**ZOËBOV** (Platon), favori de Catherine II (1767-1822).



# SUPPLÉMENT

(OCTOBRE 1899)

*Ces quelques pages sont destinées à mettre nos lecteurs au courant des événements se rattachant aux personnages politiques jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.*

*A côté de quelques notices nouvelles, consacrées à des hommes ayant joué un rôle dans ces derniers temps, nous donnons des détails complémentaires sur les personnages politiques auxquels nous avons déjà consacré un article. Pour ceux-ci, le nom est précédé d'un astérisque.*

*Enfin nous avons inséré quelques notices dont l'absence était due à de simples erreurs matérielles.*

(Bon à tirer de ce supplément : octobre 1899.)

## A

**ANNENKOV** (Michel-Nikolaiévitch) (1838-1899), général et ingénieur russe. Capitaine d'état-major, il servit contre l'insurrection polonaise, suivit l'armée allemande comme attaché militaire dans la guerre de 1870, prit part, sous les ordres de Skobelev, à la campagne de Merv, puis se consacra à la construction des lignes de chemins de fer stratégiques, notamment aux lignes de pénétration dans le Turkestan (chemin de fer transcaspien, 1885-1889). C'est lui qui conçut le projet de la voie ferrée transsibérienne (plus de 7,000 kilomètres), de Moscou à la frontière chinoise.

\* **APPONYI** (Georges, comte), ancien chancelier de Hongrie. — Mort en 1899.

**ARCHINARD** (Louis) (1850), officier français. Attaché au ministère de la marine, il fut envoyé au Soudan (1888), acheva le chemin de fer de Damiou à Bafoulabé, prit Ségou-Sikoro, capitale du souverain Ahmadou (1890) et réduisit peu après celui-ci à l'impuissance. Il pourchassa ensuite notre vieil ennemi Samory, établit notre influence dans le Massina, et fut rappelé lors de la transformation du commandement militaire du Soudan en commandement civil.

## B

**BADUEL** (Albert) (1844), homme politique français. Avocat à Saint-Flour (1869), président du tribunal de Thiers, conseiller à la cour de Riom, il fut élu sénateur du Cantal (1891) et siégea à la gauche démocratique.

**BARRÈS** (Maurice) (1862), écrivain français. Partisan du général Boulanger, il mena une campagne active aux approches des élections législatives de 1889, à Nancy, dont les électeurs de la 3<sup>e</sup> circonscription l'envoyèrent à la Chambre des députés. Il prit quelque temps la direction du journal *la Cocarde*, se représenta à Neuilly (1893) et à Nancy (1898) sans succès. — Pour ses œuvres, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

\* **BAUDIN** (Pierre), député du XI<sup>e</sup> arr. de Paris. — Membre du cabinet Waldeck-Rousseau, avec le portefeuille des travaux publics (juin 1899).

**BASSINET** (Athanas-Honoré), né en 1850. Ouvrier maçon, puis chef de chantier et entrepreneur, il fut élu conseiller municipal de Paris (1887), pour le quartier de Necker, et constamment réélu, jusqu'à son élection au Sénat par le dép. de la Seine (1899).

**BERGER** (Paul-Louis-Georges) (1834), administrateur français. Commissaire du gouvernement français dans plusieurs expositions universelles étrangères, il dirigea l'exploitation à celle de Paris (1889); la même année, il fut élu député du XI<sup>e</sup> arr. de Paris comme républicain modéré. Réélu en 1898.

**BINDER** (Maurice) (1857), homme politique français. Avocat à la Cour d'appel, conseiller municipal de Paris, pour le quartier de Saint-Philippe-du-Roule (1884-1893), il s'occupa de questions d'affaires, fut élu député du VIII<sup>e</sup> arr. de Paris (1893), réélu en 1898, il siégea à droite.

**BLANC** (Edmond) (1856), homme politique français, Propriétaire de haras, il fut élu député de Bagnères

(1893), invalidé et réélu en 1894 et 1898. Propriétaire du journal *le Soir*, il a acquis en 1897 le journal *l'Echo de Paris*.

\* **BLANCO** (Antonin-Guzman), ancien président du Venezuela. — Mort à Paris en juillet 1899.

**BLOWITZ** (Henry-George-Stéphane-Adolphe OPPER DE) (1825), publiciste. Naturalisé Français (1870), il s'occupa de politique étrangère, soutint le gouvernement de Thiers et devint le correspondant du *Times* à Paris. Il exerça une réelle influence sur l'opinion publique. Assistant aux solennités officielles, il publia des interviews avec les personnages les plus considérables de notre époque sur les différentes questions politiques à l'ordre du jour.

\* **BOURGEOIS** (Léon), député de la Marne et ancien ministre. — A la chute du ministère Dupuy (1899), il fut appelé à l'Élysée par le président de la République pour constituer un cabinet. Il déclina cette offre et retourna au congrès de La Haye (congrès pour examiner la question du désarmement général) où, représentant de la France, il prit une part active aux principales discussions.

**BOVIER-LAPIERRE** (Pierre-Marie-Auguste-Amédée) (1837), homme politique français. Avocat à Grenoble, député de la 2<sup>e</sup> circonscription de cette ville (1881), il a été constamment réélu, au scrutin de liste par le dép. de l'Isère, au scrutin d'arrondissement par l'arr. de La Tour-du-Pin. Membre de la gauche radicale, il a pris part à de nombreuses discussions sur les questions relatives au travail.

**BOZÉRIAN** (Gaston) (1853-1899), homme politique français, fils du sénateur de ce nom. Avocat, conseiller général de Loir-et-Cher pour le canton de Morée, il représenta le même département à la Chambre des députés (1893) et fut réélu en 1898. Il siégea avec les républicains opportunistes.

\* **BRISSON** (Eugène-Henri), député du N<sup>o</sup> arr. de Paris et ancien ministre. — A l'élection de la présidence de la Chambre des députés, il fut battu par M. Deschanel. Depuis, il a prononcé un discours remarqué dans la question du renvoi de l'affaire Dreyfus devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Après la formation du cabinet Waldeck-Rousseau, son intervention éloquente déterminait la majorité républicaine à se grouper autour du nouveau ministère.

**BRUGÈRE** (Henri-Joseph) (1841), général français. Chef de la maison militaire du président Grévy (1887), il conserva ses fonctions sous la présidence de M. Carnot. Général de division (1890), il a été appelé par M. Waldeck-Rousseau au commandement militaire de Paris (1899) à la place du général Zurlinden.

\* **BUFFET** (Louis-Joseph), ancien ministre, sénateur inamovible. — Mort en 1898.

## C

**CAILLAUX** (Joseph), né en 1863, fils de l'ancien ministre des finances du cabinet Broglie-Fourtou. Inspecteur des finances, professeur à l'École des sciences politiques, il fut élu député de la Sarthe en 1898 contre le duc de La Rochefoucauld, député sortant. Il reçut le portefeuille des finances dans le cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899).

\* **CARLOS** (Don), prétendant espagnol. — A la suite des défaites subies par les Espagnols à Cuba et aux Philippines, il fit entendre quelques protestations et ses partisans s'agitèrent au nord de l'Espagne, sans toutefois amener de sérieuses complications.

**CARNAUD** (Maximilien) (1863), homme politique français. Instituteur à Marseille, il fut révoqué à cause de sa profession de foi socialiste aux élections de 1893 et élu en 1894 à Marseille. Réelu en 1898.

**CARNOT** (Ernest) (1867), ingénieur français, fils de l'ex-président de la République française. Député de Beaune (1895), réelu en 1898, sans concurrent, il siégea à la gauche républicaine.

\* **CASTELAR** (Emilio), ancien ministre espagnol. — Mort en mai 1899.

**CASTELIN** (André) (1850), homme politique français. Journaliste, il se lia avec le général Boulanger, fut élu en 1889 par la 2<sup>e</sup> circonscription de Laon, réelu en 1893 et en 1898. Il a été

rédacteur en chef du journal *la Cocarde* et s'est déclaré l'adversaire résolu de la revision du procès Dreyfus.

\* **CAVAIGNAC** (Jacques-Marie-Eugène-Godefroy), ancien ministre de la guerre. — Depuis sa démission à la suite de la découverte du faux Henry, il est resté jusqu'au procès de Rennes un des plus acharnés accusateurs de Dreyfus.

**CAVALOTTI** (Félix-Carlo-Emanuele) (1842-1898), homme politique italien. Poète et patriote, il combattit l'Autriche comme soldat et comme écrivain, eut de grands succès au théâtre et publia de nombreuses poésies inspirées par ses opinions politiques avancées. Au Parlement italien, il se fit remarquer par ses violentes interpellations et ses discours contre le ministère Crispi et la Triple-Alliance. Membre du parti irrédentiste, et grand ami de la France, il fut tué en duel après de nombreuses rencontres provoquées par des polémiques de presse.

\* **CHAIX** (Bernard-Cyprien), sénateur des Hautes-Alpes. — Mort en août 1899.

\* **CHAMBERLAIN** (Joseph), homme d'Etat anglais. — Devenu un des chefs les plus ardents du parti impérialiste et conquérant, il a entraîné le cabinet Salisbury dans une politique de provocation et d'annexion. Dans l'affaire

de Fachoda, il a failli amener une rupture entre l'Angleterre et la France. Il a soutenu les intrigues de Cecil Rhodes contre le Transvaal, et, après l'échec du coup de main de Jameson, repris officiellement les projets contre l'indépendance des pays hollandais voisins du Cap.

\* **CHAMBRUN** (Joseph-Dominique-Aldebert DE PINETON, comte de), ancien député de la Lozère. — Mort en février 1899.

\* **CHAUDORDY** (Jean-Baptiste-Alexandre DAMAZE, comte de), diplomate français. — Mort en mars 1899.

**CHIRIS** (François-Antoine-Léon) (1837), homme politique français. Fabricant de parfumerie, il fut élu député des Alpes-Maritimes (1874) comme « candidat français » contre le parti séparatiste. Réélu à Grasse (1876, 1877, 1881), il siégea au centre gauche, fit partie des 363, et se présenta aux élections sénatoriales de 1882, dans les Alpes-Maritimes. Il a été constamment réélu jusqu'à ce jour.

**COCHIN** (Henry) (1854), frère de Denys *Cochin* (V. *enom*), député de Dunkerque. Il siége dans les rangs du parti conservateur.

## D

\* **DARLAN** (Jean-Baptiste-Joas), ancien ministre de la justice. — Non réélu aux élections générales de 1898, il a été nommé percepteur du V<sup>e</sup> arr. de Paris (1899).

\* **DEGRAIS** (Pierre-Louis-Albert), diplomate français. — Lors de la formation du cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899), il reçut le portefeuille des colonies.

\* **DELCASSÉ** (Théophile), député de Foix. — Il garda le portefeuille des affaires étrangères dans le cabinet formé par M. Waldeck-Rousseau (juin 1899).

**DELPECH** (Noël-Auguste) (1846), homme politique français. Professeur dans plusieurs lycées, il subit les rigueurs du régime du Seize-Mai, publia quelques brochures antichrétiennes et fut élu sénateur (1894).

**DEMANGE** (Charles-Gabriel-Edgard) (1841), avocat français. Pierre Bonaparte, poursuivi pour l'assassinat de Victor Noir (1870), le choisit pour le défendre devant la Haute Cour de Tours. Il défendit devant la même cour, réunie à Blois, l'accusé Beaury, agent secret de la police impériale, impliqué dans l'affaire des « blouses blanches » (1870) et plaida dans les affaires criminelles les plus retentissantes. C'est lui qui défendit Dreyfus devant le conseil de guerre de Paris (1894), puis devant celui de

Rennes (1899), assisté dans cette dernière affaire par M<sup>e</sup> Labori.

\* **DÉROULEDE** (Paul), député d'Angoulême. — Le jour de l'enterrement de M. Félix Faure (23 févr. 1899), il fut arrêté avec M. Marcel Habert à la caserne de Reuilly après avoir essayé d'entraîner le général Roget à marcher sur l'Élysée à la tête de ses régiments. Délégué à la cour d'assises, le jury de la Seine l'acquitta. En août, on l'incarcéra de nouveau, avec quelques membres de la Ligue des patriotes et divers monarchistes et antisémites, sous l'inculpation de complot ayant pour but de renverser la République. Le Sénat, constitué en Haute Cour de justice par décret du 4 septembre 1899, est actuellement appelé à statuer (octobre) sur les faits de complot et d'attentat relevés à la charge des accusés ci-après :

*Groupe nationaliste* : MM. Déroulède, Marcel Habert, Thiébaud, Ballière, Barillier.

*Groupe royaliste* : MM. Buffet, de Chevilly, de Monicourt, Poujol, Godfrey, de Sabran, Guixou-Pagès, de Bourmont, de Parseval, de Ramel, Moisson, de Vaux, de Lur Saluces.

*Groupe antisémite* : MM. Guérin, Dubuc, Brunet, Davout, Girard.

V. vol. HIST. CONTEMP. (1871-1900).

\* **DESCHANEL** (Paul-Eugène-Louis),

député de Nogent-le-Rotrou. — Il a été réélu président de la Chambre des députés en 1899.

**DESFARGES** (Antoine) (1851), député français. Ouvrier maçon, membre du Conseil des prud'hommes à Paris, il fut élu député de Bourgneuf (1893) et réélu en 1898. Il siège parmi les radicaux socialistes.

\* **DOUMER** (Paul), gouverneur général de l'Indo-Chine. — Lors d'un voyage à Paris, il a fait voter par le Parlement un emprunt de 200 millions pour la construction d'un réseau de chemins de fer dans notre possession asiatique.

\* **DREYFUS** (Alfred), capitaine d'état-major. — A la suite d'un arrêt de la Cour de cassation annulant le jugement du conseil de guerre de Paris qui l'avait condamné à la déportation perpétuelle, il fut ramené de l'île du Diable et passa devant le conseil de guerre de Rennes (août 1899), assisté de M<sup>rs</sup> Demange et Labori. Les débats établirent que les plus graves irrégularités entachaient la sentence de 1894, et les experts les plus autorisés attribuèrent à Esterhazy le bordereau à propos duquel Dreyfus avait été condamné. Le 9 septembre, deux membres du conseil de guerre se prononcèrent pour l'acquiescement ; la majorité, par un verdict qui parut singulier, tout en proclamant la cul-

tabilité de Dreyfus, admit des circonstances atténuantes et réduisit la condamnation à dix ans de détention. Soit pitié, soit incertitude, le conseil penchait manifestement vers la clémence. Tenant compte de ces indications et dans un but d'apaisement, le général de Galliffet, ministre de la guerre, proposa au Président de la République la grâce de Dreyfus. Dreyfus, mis en liberté, s'est retiré dans les environs de Carpentras, chez son beau-frère. Ses partisans n'ont pas cessé d'espérer sa réhabilitation complète et la punition de ceux qui avaient poursuivi sa condamnation.

\* **DUPUY** (Charles-Alexandre), député du Puy. — A la suite de divers incidents provoqués par son attitude dans l'affaire Dreyfus, il dut donner sa démission de président du conseil des ministres (1899), et M. Waldeck-Rousseau constitua un nouveau ministère.

**DUPUY** (Jean) (1844), homme politique français. Directeur du *Petit Parisien*, il se porta comme candidat républicain aux élections sénatoriales de 1891 dans les Hautes-Pyrénées. Elu au premier tour, il s'occupa d'économie politique, rapporta le projet de réforme du Code d'instruction criminelle et entra dans le cabinet Waldeck-Rousseau comme ministre de l'agriculture.

## E

**ERNEST IV** (Auguste-Charles-Jean-Léopold-Alexandre-Edouard) (1818), duc de Saxe-Cobourg-Gotha (1818-1893). Frère aîné du prince Albert (époux de la reine Victoria), il monta sur le trône en 1844, refusa la couronne de Grèce en 1863, cultiva les sciences et les arts, composa plusieurs opéras et écrivit plusieurs brochures politiques. — Le duc d'Edimbourg, second fils de la reine Victoria, lui

succéda en 1893 sous le nom d'Alfred I<sup>er</sup>.

\* **ESTERHAZY** (comte WALSIN-), ex-commandant d'infanterie. — Réfugié à Londres, il se prêta à de nombreuses interviews, fit des déclarations plus ou moins contradictoires, et ne répondit pas à l'appel de son nom comme témoin au conseil de guerre de Rennes chargé de juger à nouveau le capitaine Dreyfus (1899).

## F

\* **FALLIÈRES** (Clément-Armand), sénateur de Lot-et-Garonne. — Il succéda à M. Emile Loubet comme président du Sénat (4 mars 1899).

**FAVA** (Armand-Joseph) (1826), prélat français. Evêque de Grenoble depuis 1875, poursuivi en appel comme d'abus, après ses véhémentes protestations contre l'organisation scolaire, et son intervention dans des questions électorales.

• **FERROUL** (Ernest) (1854), homme po-

litique français. Médecin à Narbonne, défenseur des idées socialistes, il dirigea quelques journaux avancés dans l'Aude, fut élu député de Narbonne (1888) et siégea au groupe socialiste. Réélu en 1889, il échoua en 1893 et reconquit les suffrages de ses électeurs en 1898.

\* **FREYCINET** (Charles-Louis DESAULCES DE), sénateur de la Seine. — Il quitta le ministère de la guerre (1899) et fut remplacé par M. Krantz.

## G

\* **GALLIFFET** (Gaston-Alexandre-Auguste, marquis de), général français. — Lors de la formation du ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899), il recut le portefeuille de la guerre avec la mission de rétablir dans l'armée la discipline ébranlée par les polémiques de l'affaire Dreyfus et l'attitude d'un certain nombre d'officiers. Il releva les généraux Zurlinden et Négrier de leurs fonctions et infligea des peines disciplinaires, en général assez légères, à plusieurs officiers supérieurs suspects de tendances hostiles à la République.

**GIRAULT** (Jean) (1825), homme politique français. Meunier à Saint-Amand (Cher), il se porta en 1869 contre le candidat officiel, dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Cher, et fut élu. Membre de l'opposition, il protesta contre la déclaration de guerre de 1870, représenta la 1<sup>re</sup> circonscription de Saint-Amand à la Chambre (1876), fit partie des 363 et fut constamment réélu jusqu'en 1885, date à laquelle il entra au Sénat.

\* **GOBLET** (René) (1828), ancien ministre. — Battu aux élections de 1898, dans le 1<sup>er</sup> arr. de Paris, par M. A. Muzet, il se retira en province après avoir déclaré qu'il renonçait à la politique.

\* **GRÉVY** (Jules-Philippe-Louis-Al-

bert), ex-gouverneur général de l'Algérie. — Mort en juillet 1899.

**GUÉRIN** (Jules) (1860), agitateur antisémite et ancien ami du marquis de Morès. Depuis 1897, M. Guérin a mené une ardente campagne contre la révision du procès Dreyfus. Il prit une part active à la manifestation nationaliste de la rue Royale, fonda *l'Anti-Juif* et devint président de la ligue antisémite qui s'installa dans l'immeuble désormais historique de la rue de Chabrol. Ce fut là que M. Guérin, sous le coup d'un mandat d'amener, se barriada avec quelques amis et se mit en état de rébellion. Sa résistance dura plusieurs semaines. Enfin, M. Guérin se constitua prisonnier et fut traduit devant la Haute Cour sous l'inculpation de complot contre la sûreté de la République et de résistance, en réunion armée, à des agents de la force publique. V. vol. HIST. CONTEMP. (1871-1900).

**GUILLEMIN** (Léon-Ernest) (1859-1899), homme politique français. Député de l'arrondissement d'Avesnes depuis 1890, il siégea à la gauche modérée.

\* **GUYOT** (Yves), ex-député. — Dans le journal *le Siècle*, qu'il dirige, il se montra un des partisans les plus résolus de l'innocence de Dreyfus.

## H I

\* **HABERT** (Henri-Ernest-Marcel), député de Rambouillet. — Arrêté avec Déroulède à la caserne de Reuilly lors des événements qui suivirent l'enterrement de Félix Faure (23 févr. 1899), il fut acquitté par le jury de la Seine. En août 1899, un mandat d'amener fut lancé contre M. Habert, sous l'inculpation de complot contre la République; mais le lieutenant de M. Déroulède put se soustraire aux

recherches de la police et gagner l'étranger.

**HEURÉAUX** (Ulysse) (1837-1899), président de la République dominicaine. Il était général quand les suffrages du Parlement lui donnèrent le pouvoir. Il fut assassiné en 1899.

\* **ISAAC** (Pierre-Alexandre), sénateur de la Guadeloupe. — Mort en 1899.

## K

\* **KRANTZ** (Jean-Baptiste-Sébastien), sénateur. — Mort en mars 1899.

**KRANTZ** (Charles-Camille-Julien) (1848), homme politique français. Ingénieur, conseiller d'Etat (1879), député des Vosges (1891), il fut réélu en 1893 et 1898. Il eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Dupuy (1899).

**KRÜGER** (Paul) (1821), président de la république du Transvaal ou Sud-Africaine. Élu en 1888, il n'a cessé de lutter contre l'influence anglaise. En 1896, il eut à repousser l'invasion des flibustiers de la Chartered Company commandés par le docteur Jameson

et soutenus par Cecil Rhodes, premier ministre du Cap. Il battit Jameson à Krügersdorp et accorda la grâce à ses complices. Guillaume II de Prusse lui envoya une lettre de félicitations. Sa politique financière, en soulevant les réclamations des capitalistes européens engagés dans les mines d'or, servit de prétexte aux réclamations du gouvernement anglais qui poursuit la soumission des Boërs. Il a refusé d'accepter les conditions que prétendait lui imposer Chamberlain et répondit par un ultimatum aux envois de troupes britanniques.

## L

**LAFERRIÈRE** (Edouard-Louis-Julien) (1841), juriconsulte français. Inscrit au barreau de Paris (1864), secrétaire d'Ernest Picard et rédacteur du *Rappel*, il fut emprisonné lors des élections de 1869. Maître des requêtes dans la Commission chargée provisoirement de remplacer le Conseil d'Etat (sept. 1870), directeur des

cultes au ministère de l'intérieur (1879), puis conseiller d'Etat, il devint vice-président du Conseil d'Etat (1886). En 1899, il remplaça M. Lépine dans ses fonctions de gouverneur général de l'Algérie et dut prendre des mesures énergiques contre les antisémites.

## M

**MONIS** (Ernest-Antoine-Emmanuel) (1846), homme politique français. Avocat à Cognac, député de la Gironde (1885), il siégea avec les opportunistes, fut battu aux élections de 1889 par M. Chiché, boulangiste,

dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Bordeaux, puis fut nommé sénateur de la Gironde (1891). Il a reçu le portefeuille de la justice dans le cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899).

## N O

**NÉGRIER** (François-Oscar de) (1839), général français, neveu du général tué pendant les journées de juin 1848 (Pour sa carrière militaire, V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE). Sa retraite de Lang-son donna lieu à une panique qui agita fortement l'opinion en France et qui eut sa répercussion au Parlement. Le colonel Herbingier, à qui il avait remis le commandement, fut sacrifié. — Parvenu au rang d'inspecteur d'armée, membre du conseil supérieur de la guerre, il fut relevé de ses fonctions par le général de Galliffet (1899).

**NOAILLES** (Emmanuel-Henri-Vie-

turnien, marquis de) (1830), diplomate français. Ministre plénipotentiaire à Washington (1872), puis près la cour d'Italie (1873), il continua de représenter la France lorsque ce poste fut élevé au rang d'ambassade. Ambassadeur à Constantinople (1882-1886), et mis en disponibilité sur sa demande, il rentra dans la carrière et devint ambassadeur à Berlin (1896).

**OTHON 1<sup>er</sup>** (1848), roi de Bavière. Fils de Maximilien II et de Marie de Prusse, il a succédé à son frère Louis II en 1886, mais sous la régence du prince Luitpold, son oncle.

## R

**RÉGNIER** (Claude-Antoine) (1746-1814), duc de Massa, homme d'Etat français. Avocat à Nancy avant la Révolution, il fut député aux Etats généraux (1789), se cacha pendant la Terreur, représenta le dép. de la Meurthe au conseil des Anciens (1795-1799), soutint Bonaparte au 18 brumaire et entra au Conseil d'Etat. Ministre de la justice, ou grand juge, chargé de la police générale (1802), il dirigea les poursuites contre Cadoudal et Pichegru, devint président du Corps législatif (1813) et mourut peu après la chute de Napoléon.

**ROYER** (Philippe-Elie Le) (1816-1897), homme politique français. Avocat à Lyon (1855), procureur général (4 sept. 1870), député du Rhône (1871), il siégea à la gauche républicaine et prit part à de nombreuses discussions. Sénateur inamovible après le vote des lois constitutionnelles (1875), il combattit le ministère Broglie-Fourtou, entra comme ministre de la justice dans le premier cabinet formé sous la présidence de Jules Grévy (1879). Président du Sénat (1882 à sa mort), il présida plusieurs congrès à Versailles.



## S

**SAINT-ANDRÉ** (Jean Bon, dit (1749-1813), conventionnel. Pasteur évangélique à Montauban, député du Lot à la Convention, il soutint la Commune de Paris, vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis et combattit avec vigueur les Girondins. Administrateur de la marine, il organisa la flotte de Brest et assista au combat naval contre les Anglais (1794). Victime de la réaction thermidorienne, il fut plus tard envoyé

à Smyrne comme consul général. Mis en prison par les Turcs, il en sortit en 1801, organisa les nouveaux départements sur le Rhin, devint baron de l'Empire et préfet de Mayence.

**SCHNEIDER** (Henri-Adolphe) (1840-1898), industriel français, fils de l'ancien président du Corps législatif sous Napoléon III. Directeur des établissements du Creusot, maire de cette ville, il fut élu député d'Autun en 1889 et siégea à droite.

## T

**TIRMAN** (Louis) (1837-1899), homme politique français. Préfet du Puy-de-Dôme (1876), des Bouches-du-Rhône (1877), conseiller d'Etat (1879), il succéda à Albert Grévy comme gouverneur général de l'Algérie (1881-

1891); il prit part, au Parlement, à de nombreuses discussions relatives à notre possession et fut remplacé par M. Cambon. Sénateur des Ardennes (1892), réélu en 1894, il siégea à la gauche républicaine.

## V

**VAUX** (Pierre) (1848), fils d'un instituteur condamné comme incendiaire aux travaux forcés à perpétuité. Il rejoignit son père à Cayenne dès l'âge de treize ans et revint en France (1876) avec la ferme intention de faire réhabiliter son père. Elu député de Dijon (1893), réélu en 1898, il siégea parmi les socialistes, mais le comité ouvrier de Dijon le déclara déchu de son mandat. L'affaire n'eut pas de suite, le Parlement ne reconnaissant pas le mandat impératif.

**VIETTE** (François) (1843-1894),

homme politique français. Journaliste, il fit de l'opposition au régime impérial dans la presse franc-comtoise, entra au Conseil général du Doubs (1871), puis à la Chambre des députés comme représentant de Montbéliard (1876). Il s'inscrivit à la gauche républicaine, fit partie des 363 et fut constamment réélu. Ministre de l'agriculture dans le cabinet Tirard (1887), il garda son portefeuille dans le cabinet Floquet (même année), et recut celui des travaux publics dans le cabinet Dupuy (1892).

## Z

**ZOLA** (Emile) (1840), écrivain français. Il collabora à divers journaux, notamment à *la Cloche* et au *Corsaire*, puis s'adonna plus spécialement au roman (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE). Il refit un peu de journalisme vers 1878, dans *le Voltaire*, dans *le Figaro*, et critiqua vivement la politique de Gambetta. Ce fut dans les numéros du 25 novembre et des 1<sup>er</sup> et 5 décembre 1897 du *Figaro* que M. Zola commença son ardente campagne en faveur de la révision du premier procès Dreyfus. Le 18 janv. 1898 il fit paraître, dans le journal *l'Aurore*, une lettre à M. Félix Faure, intitulée

« J'accuse ! », dans laquelle il attaquait violemment la décision du conseil de guerre de 1894 qui avait condamné Dreyfus à la déportation dans une enceinte fortifiée.

La cour d'assises de la Seine le condamna à un an de prison (23 févr. 1898) ; puis la Cour de Seine-et-Oise, saisie de l'affaire à raison d'un vice de forme, ayant confirmé le premier jugement, M. Zola, condamné par défaut, se retira à l'étranger. Il est rentré en France après l'arrêt de la Cour de cassation annulant le jugement qui avait condamné Dreyfus.

## 2<sup>e</sup> SUPPLÉMENT

(AOUT 1900)

**Allemane** (JEAN) (1843), socialiste français. Il prit part à la Commune, fut condamné à la transportation en Nouvelle-Calédonie et en revint à l'ammistie. Devenu un des leaders du parti socialiste ouvrier, il se sépara néanmoins, en 1890, de l'élément broussiste ou modéré. Il a combattu énergiquement le boulangisme et le nationalisme. (V. vol. *Socialisme*.)

**André** (LOUIS-JOSEPH-NICOLAS) (1838), général de division, ministre de la guerre. Sorti de l'École polytechnique dans l'artillerie, en 1859, la guerre franco-allemande le trouve capitaine. Après avoir été commandant de l'École polytechnique il devient, en 1893, général de brigade au 4<sup>e</sup> corps d'armée, au Mans, puis est mis à la tête de la 16<sup>e</sup> division, à Orléans. Après la tentative de Paul Déroulède à la caserne de Renilly, il est appelé à Paris. Le 29 mai 1900, il accepta le portefeuille de la Guerre en remplacement du général de Galliffet, démissionnaire.

\* **Baudin** (PIERRE), ministre des Travaux publics dans le cabinet Waldeck-Rousseau. A été élu député de l'Ain (juillet 1900).

\* **Bebel** (AUGUSTE-FERDINAND). Devenu, avec son aîné Liebknecht, un des leaders du parti socialiste allemand, il y représente la tendance de gauche, opposée au socialisme césarien et mi-conservateur de Wollnar. (V. vol. *Socialisme*.)

\* **Billot** (JEAN-BAPTISTE), général. Son attitude dans l'affaire Dreyfus lui valut au Sénat un échec assez sensible lors de la nomination des trois grandes commissions : armée, marine et che-

mins de fer. Le général Billot, qui avait posé sa candidature dans le 8<sup>e</sup> bureau, fut battu par M. Labbé et n'obtint que 4 voix.

\* **Chamberlain** (JOSEPH), homme d'Etat anglais. En octobre 1899, il a réduit la république du Transvaal à déclarer la guerre à l'Angleterre pour défendre son indépendance et l'Etat libre d'Orange à se solidariser avec sa voisine. Les quatre premiers mois furent marqués par des désastres anglais; l'arrivée dans l'Afrique australe de renforts écrasants mis à la disposition du maréchal Roberts, rétablit seule le prestige des armes britanniques sans cependant mettre fin à la guerre. Les adversaires de M. Chamberlain lui reprochent d'avoir, en engageant en Afrique toutes les ressources militaires de la Grande-Bretagne, laissé leur pays en mauvaise posture. Les récents événements de Chine semblent confirmer cette manière de voir.

\* **Clémenceau** (GEORGES-BENJAMIN), homme politique et écrivain français. A cessé sa collaboration à *L'Aurore* en décembre 1899, jugeant l'orientation de ce journal trop accentuée dans le sens anti-militariste.

**Coppée** (FRANÇOIS-EDOUARD-JOACHIM) (1842), poète français. D'abord employé au ministère de la guerre, il se fit connaître, vers 1866, par des poésies publiées dans le *Parnasse contemporain* et chez l'éditeur Lemerre (V. *Biographie littéraire*). Devint un des familiers du salon littéraire de la princesse Mathilde. Elu, en 1884, à l'Académie française, il se tourna peu à peu vers la politique, ayant dans maint ouvrage

affirmé ses sentiments patriotiques et chrétiens. Lorsque l'affaire Dreyfus eut amené la plupart des « intellectuels » à prendre parti pour le condamné de l'île du Diable, François Coppée fut, avec MM. Jules Lemaitre et Maurice Barrès, une des rares célébrités littéraires qui se rangèrent dans le camp opposé. Il coopéra de toutes ses forces à la création de la Ligue de la Patrie française, et prit une part très active à la campagne électorale nationaliste de ces derniers temps.

\* **Esterhazy** (Comte WALSIN), commandant d'infanterie. Après avoir, à maintes reprises, affirmé de Londres qu'il était l'auteur du *bordereau*, il a déclaré au cabinet Waldeck-Rousseau et à une commission sénatoriale qu'il protestait contre l'amnistie.

\* **Déroulède** (PAUL), député d'Angoulême. Condamné par la Haute-Cour, le 4 janvier 1900, à dix ans de bannissement, il s'est retiré à Saint-Sébastien, d'où il se tient en communication avec ses amis politiques. Sa politique plébiscitaire, que M. Rochefort a d'ailleurs désapprouvée, semble de plus en plus condamnée par les électeurs républicains.

\* **Dupuy** (CHARLES-ALEXANDRE). Elu sénateur de la Haute-Loire (juin 1900).

\* **Galliffet** (GASTON-ALEXANDRE-AUGUSTE, marquis de), général français. Ministre de la Guerre dans le cabinet Waldeck-Rousseau, il a démissionné le 29 mai 1900, à la suite d'une orageuse discussion parlementaire consécutive à la mise en disponibilité du capitaine d'état-major Fritsch.

\* **Gohier** (URBAIN (1862), publiciste français. Après avoir collaboré au *Solcil*, il mena ensuite dans l'*Aurore*, une vigoureuse

campagne contre le militarisme. Un de ses articles amena un duel entre lui et le fils du général Mercier, qu'il blessa. (V. vol. *Biographie littéraire*.)

\* **Grébauval** (ARMAND) (1864), homme politique. Conseiller municipal de Paris pour le quartier du Combat, depuis décembre 1890, il a été, à ce titre, élu par la majorité nationaliste de l'Hôtel de Ville comme président du Conseil municipal, nommé en mai 1900. A débuté très jeune dans le journalisme.

\* **Guérin** (JULES), agitateur français. Condamné, le 4 janvier 1900, à dix ans de détention, il subit sa peine à Clairvaux.

\* **Habert** (HENRI-ERNEST-MARCEL), député de Rambouillet. Après la condamnation de M. Déroulède par la Haute-Cour, il revint de l'étranger pour se présenter devant ses juges. Condamné le 23 janvier 1900 à cinq ans de bannissement, il se retira à Saint-Sébastien, auprès de son chef et ami.

\* **Humbert Ier**, roi d'Italie. Mort assassiné à Monza, le 29 juillet 1900, par l'anarchiste Gaetano Bressi.

\* **Jaurès** (JEAN), homme politique français. Quoique se réclamant de la doctrine de Karl Marx, M. Jaurès, dont l'intervention en faveur de Dreyfus a été critiquée par les collectivistes les plus intransigeants, a continué d'exercer sur le socialisme français une action modératrice. Malgré le congrès des organisations socialistes, en décembre 1899, et la constitution d'un comité général chargé de maintenir entre ces organisations un lien d'entente, des tiraillements continus existent entre les parlementaires, MM. Jaurès, Fournière, Viviani, appuyant le cabinet Waldeck-Rousseau et les révolution-

naires comme Guesde, Vaillant, Zévaès. M. Jaurès semble attribuer de plus en plus une grande importance à l'organisation des sociétés coopératives.

**Krüger** (PAUL), président de la république du Transvaal. Dans la lutte incroyablement inégale soutenue contre l'Angleterre et marquée, pendant près de quatre mois, par le succès des armes républicaines, il n'a cessé de donner des preuves d'habileté et d'indomptable énergie. Après l'occupation de Prétoria par les troupes de lord Roberts, il s'est retiré à Machadodorp, d'où il continue à diriger la lutte.

\***Lasies** (JOSEPH) (1862), homme politique français. Lieutenant de cavalerie démissionnaire et maire révoqué de Mormès, il se présenta aux élections législatives de 1898 et fut élu. Il s'est signalé à la Chambre par ses tougueuses interruptions.

**Lavrov** (PIERRE), socialiste russe. Mort le 6 février 1900. Ses funérailles au cimetière Montparnasse ont donné lieu à une grande manifestation socialiste et internationale.

**Lemaître** (Jules) (1853), écrivain français. (V. vol. *Biographie littéraire*.) L'affaire Dreyfus lui fit prendre position dans la mêlée politique. Il prit position dans le parti nationaliste dont il devint un des hommes les plus en vue, fonda la Ligue de la Patrie française et s'attaqua tout particulièrement à la franc-maçonnerie. Son intervention a été d'un grand poids dans les élections municipales parisiennes de mai 1900.

**Lepelletier** (EDMOND-ADOLPHE DE BOUTHELIER) (1896), homme politique français. Avocat, puis journaliste, il a collaboré à nombre de journaux, principalement au *Rappel*, aux *Droits de l'Homme* et au *Mot d'Ordre*. Il

échoua aux élections législatives de 1889. Après avoir été radical avancé, il évolua vers l'opportunisme. L'affaire Dreyfus lui fit prendre position parmi les nationalistes. A été élu conseiller municipal en mai 1900.

\***Liebkecht** (WILHELM), socialiste allemand, le leader du parti *sozial-demokrat*. Il a critiqué dans des lettres et articles, publiés notamment par la *Petite République*, l'intervention de la plupart des socialistes français en faveur de Dreyfus.

**Li-Hung-Tchang**, mandarin et homme politique chinois (1823). Fils d'un pauvre lettré, il combattit avec une petite bande les Taïpings révoltés, devint secrétaire du commandant des deux Kouang (Kouang-Toun et Kouang-Si), puis gouverneur de la province de Sse-Tchuan, qu'il reprit aux Taïpings. En 1867, il devint lieutenant des deux Kouang, avec Canton pour résidence. Depuis, il a une succession de faveurs et de disgrâces, se montrant politicien consommé, favorable jusqu'à un certain point aux idées nouvelles, mais voulant soutenir les vieux droits de la Chine sur le Tonkin et l'Annam. Néanmoins, en 1884, il signa avec le capitaine Fournier un traité reconnaissant les droits de la France sur ces deux pays. En 1896, il fit un voyage en Europe pour y étudier le moyen de réorganiser les forces navales et militaires de son pays. La guerre avec le Japon se fit contre ses vœux et amena sa disgrâce. Renommé vice-roi à Canton, il paraît vouloir jouer en ce moment un rôle de médiateur entre son pays, soulevé derrière les Boxeurs, et les puissances européennes.

\***Loubet** (EMILE), président de la République française. Malgré les attaques les plus violentes

du parti nationaliste et la publication par volumes d'un ouvrage de M. Gaston Méry, *Loubet-la-Honte*, destiné à l'amener à composition, M. Loubet est demeuré à son poste, appuyé par les éléments avancés de la démocratie. Il a ouvert l'Exposition de 1900 le 14 avril. Son maintien à la première magistrature de l'Etat est considéré comme des plus importants par le parti dit de Défense républicaine.

\* **Lucipia** (LOUIS-ADRIEN), homme politique. Il a échoué aux élections municipales de mai 1900 contre M. Dausset. C'était la franc-maçonnerie qui était visée et battue en sa personne.

**Marchand** (JEAN-BAPTISTE) (1865). Officier français, chef de la mission qui atteignit Fachoda (1898). (V. vol. *Hist. contemp. générale et Hist. des Voyages*). Les nationalistes ont essayé vainement d'exploiter à leur profit la popularité du colonel Marchand.

\* **Mercier** (AUGUSTE), général. A été élu sénateur de la Loire-Inférieure en janvier 1900 et a appuyé plusieurs manifestations de la Ligue de la Patrie française.

\* **Millerand** (ALEXANDRE), ministre du Commerce. A, le 14 avril 1900, inauguré l'Exposition universelle, malgré toutes les attaques et tous les obstacles suscités par le parti nationaliste.

**Mozaffer - Eddin - Mirza** (1850). Shah de Perse. A succédé à son père en 1896. Visita en août 1900 l'Exposition universelle et faillit être victime d'un attentat anarchiste au bois de Boulogne.

\* **Pichon** (STEPHEN). Ministre de France à la cour de Pékin. [A l'heure où nous écrivons, le gouvernement ignore si M. Pichon a été assassiné ou s'il est retenu à Pékin comme otage]. (3 Août 1900.)

\* **Ranc** (ARTHUR), homme po-

litique. Il a échoué aux élections sénatoriales de janvier 1900 et continue énergiquement, dans le *Radical*, la lutte contre le parti nationaliste.

\* **Rochefort** (VICTOR-HENRI, marquis de ROCHEFORT-LUCAY). Il n'a cessé de poursuivre contre le cabinet Waldeck-Rousseau une lutte acharnée. Son influence a été décisive dans le triomphe des nationalistes aux élections municipales de mai 1900.

\* **Rosebery** (Archiduc PHILIPPE-PRIMROSE). La guerre du Transvaal lui a fourni l'occasion de prononcer plusieurs grands discours et de se présenter comme chef d'un parti libéral impérialiste.

\* **Salisbury** (ROBERT-ARTHUR-TALBOT, *Gascoigne Cecii*, lord). Chef du cabinet tory, il a présidé à la politique d'extension dite impérialiste qui a amené la guerre du Transvaal. Il a, dans ces derniers temps, prononcé quelques discours retentissants; notamment en évoquant l'éventualité d'une destruction possible de la puissance anglaise.

**Schœurer - Kestner** (AUGUSTE). Son intervention en faveur de Dreyfus lui coûta la vice-présidence du Sénat qu'il occupait depuis 1895. Mort le 19 septembre 1899.

**Victor-Emmanuel III**. Né à Naples en 1869. Fils et successeur de Humbert 1<sup>er</sup>. Il était général de division à Florence quand il épousa en 1896 la fille du prince de Monténégro. Peu auparavant, il était intervenu auprès de son père contre le ministre Crispi et sa politique.

\* **Viviani** (RENÉ), député. A pris la direction politique de la *Lanterne* lors de l'avènement de M. Millerand au ministère du Commerce. Continue à être un des socialistes parlementaires les plus écoutés.











PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

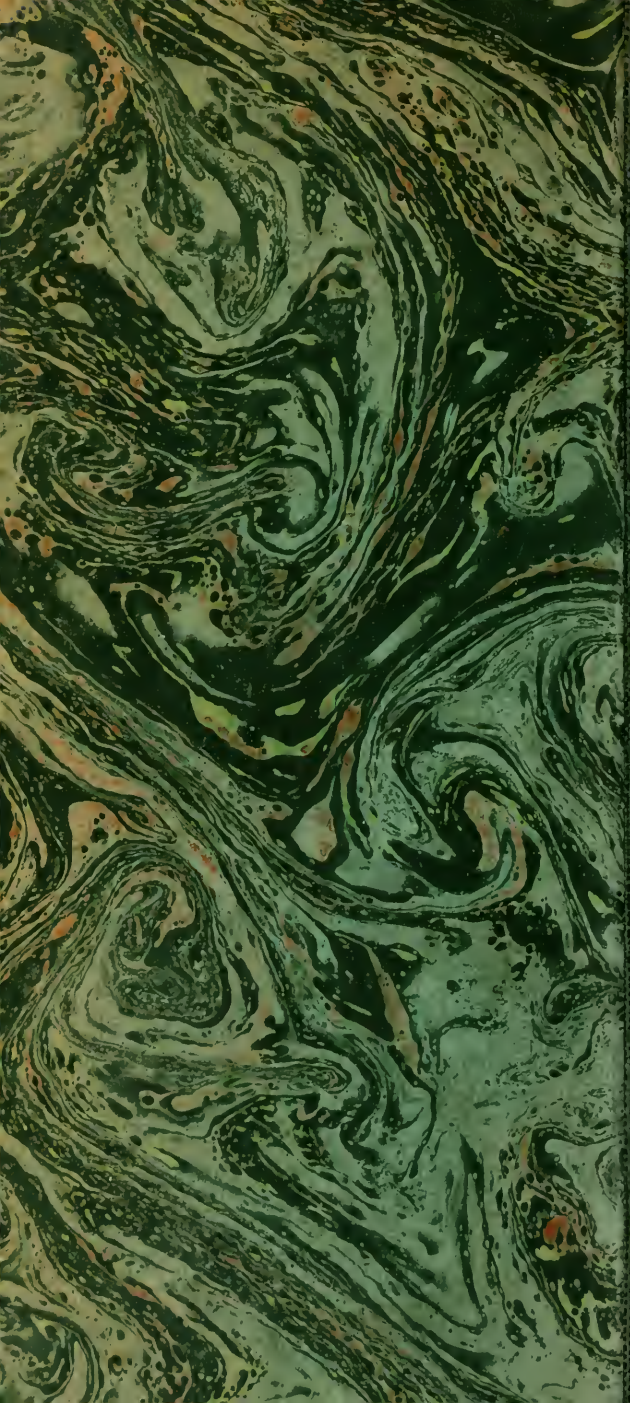
---


UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---

D  
412  
.6  
B5

Biographie politique du dix-  
neuvieme siecle



UTL AT DOWNSVIEW  
  
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C  
39 16 14 05 15 011 6